EMILE DAIREAUX

LA

VIE ET LES MŒURS

A LA PLATA

TOME II

INDUSTRIES ET PRODUCTIONS



PARIS

LA

VIE ET LES MŒURS

A LA PLATA

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Buenos-Aires; la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec 16 gravures, 3e édition. — Librairie HACHETTE et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

Le droit international privé dans la République Argentine, 1 vol. — Librairie COTILLON. . . . . 2 »

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition; 1 vol. in-8°, XVI et 650 pages. — F. LAJOUANE, éditeur, Buenos-Aires . . . . 20 »

Vida y Costumbres en el Plata, édition espagnole du présent ouvrage. 2 vol. in-8°, avec cartes. Cartonnés. — Librairie BOURET, rue Visconti.................. 20 »

ÉMILE DAIREAUX

LA VIE ET LES MŒURS A LA PLATA

TOME II

INDUSTRIES ET PRODUCTIONS

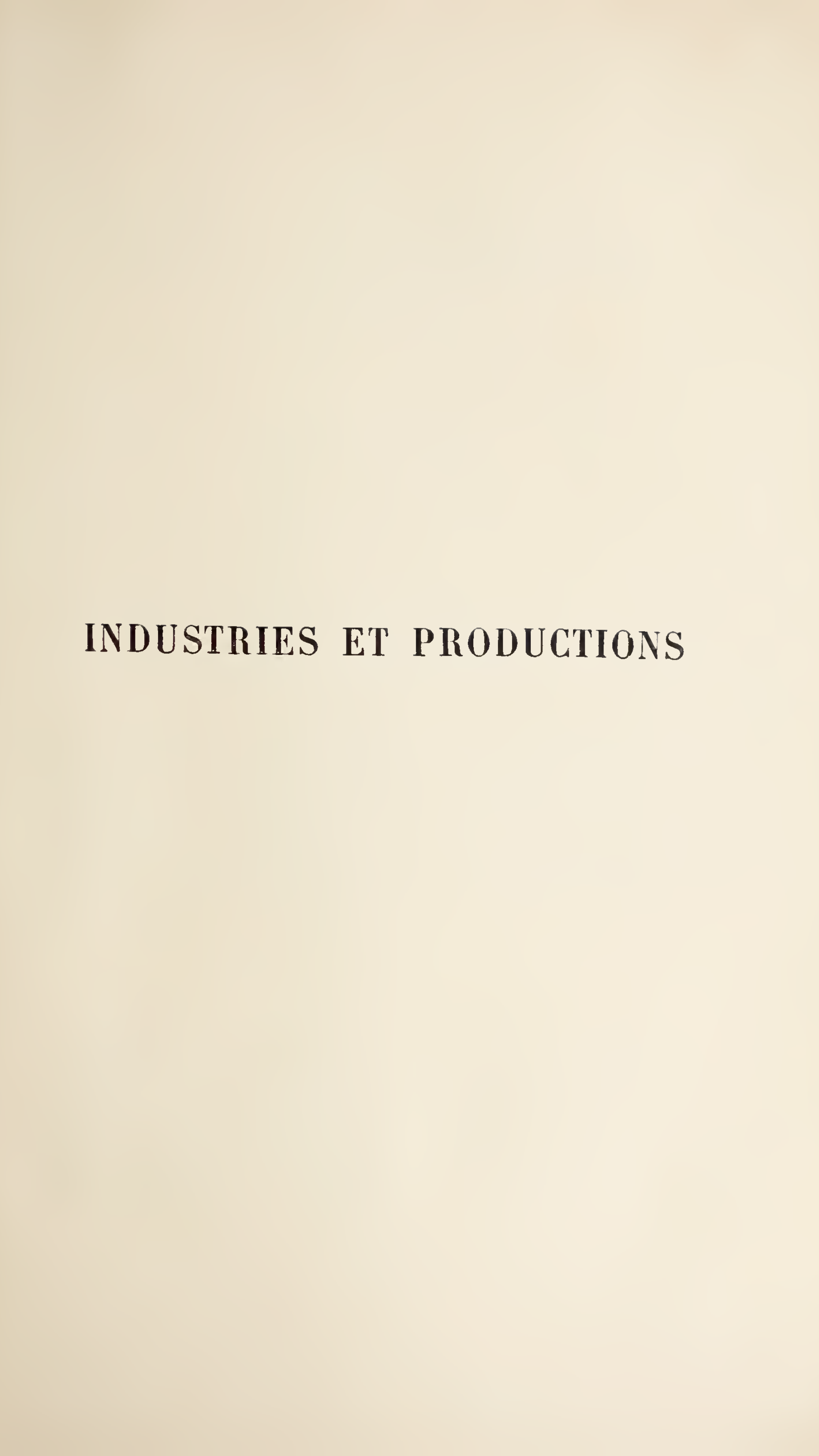
INDUSTRIE DES VILLES. — CONDITION SOCIALE ET LÉGALE DES ÉTRANGERS
OUVRIERS ET ARTISANS. — INDUSTRIE PASTORALE
GRANDES CULTURES ET COLONISATION

Avec 48 illustrations hors texte

DEUXIEME ÉDITION
REVUE ET AUGMENTÉE

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C[ie]
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

M DCCC LXXX IX



INDUSTRIES ET PRODUCTIONS

LA

VIE ET LES MŒURS

A LA PLATA

LIVRE SIXIÈME

LES ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONDITION SOCIALE DES ÉTRANGERS

Émigrants : Colons et Robinsons. — Étrangers en Amérique. — Immigrants : Anglais, Français, Basques, Irlandais, Allemands, Italiens, Espagnols. — Proportion dans la population. — Influence sur la politique, la race et la langue. — Nationalité et naturalisation. — Professions, commerce et industries par nationalités. — Les usages étrangers et nationaux. — Costume, alimentation, physionomie, en ville et à la campagne. — Le nouvel arrivé. — La civilisation pour le gaucho. — Le gringo. — La démocratie. — La hiérarchie. — Journaux étrangers. — Les fêtes des étrangers. — Le 14 juillet. — Les institutions philanthropiques étrangères. — Avocats, médecins, ingénieurs étrangers.

I

Émigrer n'est pas résoudre le problème de la vie, c'est le poser sur une page blanche. De toutes les entreprises humaines, il n'en est pas de plus compliquée, de plus périlleuse, il n'en est pas qui vende plus cher ce que l'on croit qu'elle donne; elle ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patients; la légende seule lui prête des aspects séduisants.

Transporter un homme dans un nouveau milieu social, sous un ciel et sur un sol nouveau, est une entreprise au moins aussi compliquée que la transplantation d'un arbre ; le paysan n'est pas assez savant pour avoir, d'avance, compris cela, le lettré semble l'ignorer comme lui. Qu'ils regardent un arbre transplanté, en pleine vigueur et en pleine végétation, ils auront, sous les yeux, l'image du spectacle qu'ils donneront, eux-mêmes, sur la terre étrangère, le jour où ils essaieront d'y prendre pied. L'arbre, le mieux soigné, ne tarde pas à perdre sa verdeur ; il faut rabattre les rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruit que la sève ne nourrit plus : cette apparence de décrépitude qu'il lui faut donner, il la gardera longtemps, pour reverdir plus vigoureux et porter de nouveaux fruits, lorsque, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la saison clémente.

Il se passera de longues années, encore, avant que l'Amérique soit, pour la généralité du public, autre chose que la terre promise des Robinsons Suisses : elle apparaît, dans son lointain ensoleillé, couverte de forêts luxuriantes, où le singe met la gaieté, l'oiseau le charme et la musique, le printemps éternel des fruits savoureux, des fleurs capiteuses, qui endorment toutes les volontés et justifient toutes les paresses. L'imagination du lecteur a faussé la morale des histoires de Robinsons. Il la comprendra lorsque, devenu immigrant, il éprouvera que, dans les sociétés jeunes plus encore que dans les solitudes, il faut compter sur soi seulement, tout produire soi-même. Coloniser, c'est cela. C'est donc une rude entreprise, mais une de celles qui, bien menées, mettent le plus en relief toutes les qualités de l'homme et l'élèvent le plus vite au-dessus de lui et au-dessus de sa condition. C'en est assez pour qu'elle soit séduisante, en elle-même, et que nous nous efforcions de faire connaître ici quelle sera la con-

dition sociale de celui qui la tentera, dans un des pays où son effort trouvera, devant lui, un champ d'action vaste, d'une exploitation relativement facile.

I

Celui qui débarque sur le quai de Buenos-Aires, — est-il nécessaire de le dire ? — n'est jamais un touriste. Sur cent mille, il y en a peut-être un, et, avec lui, une douzaine d'hommes d'étude ou de fortune, qui, appelés par le bruit que fait en Europe ce jeune pays, viennent l'observer. Occupons-nous des autres, de ceux qui vont vaillamment, au loin, lutter pour la vie, prendre corps à corps l'inconnu.

Il sont, aujourd'hui, deux cent mille par an. Ils viennent de Naples, de Gênes, de Marseille, de Barcelone, de Bordeaux, du Havre, de Liverpool, d'Anvers, de Hambourg. Nous avons donné le nom de tous les ports qui les fournissent et nous les avons cités dans l'ordre de leur importance. Cet ordre, par une singulière coïncidence, est aussi l'ordre géographique, en partant du Midi et remontant vers le Nord. L'Italie, la Savoie, le Midi de la France, l'Irlande, voilà les grandes sources qui alimentent l'immigration dans la République Argentine.

Dès qu'il met pied sur le sol, l'étranger est placé sous la protection de ce principe américain que nous résumerons dans un axiome, qui n'est écrit nulle part et que personne ne conteste : « En Amérique, personne n'est étranger ». La personne, les biens, les droits personnels et réels de l'étranger sont garantis, à l'égal de ceux des nationaux, par la Constitution et les lois. Ajoutons que ceux-ci n'ont pour les défendre que la loi et leur propre énergie, et que les étrangers s'appuient sur quelque chose de plus ; l'intérêt qu'a le pays à voir leur nombre s'augmenter, l'immigration devenir plus nom-

breuse, et cet élément de prospérité des pays neufs, le capital étranger s'acclimater, sous sa forme crédit et sa forme travail. Au premier rang des préoccupations des hommes d'État a toujours figuré cette pensée maîtresse : créer, attirer, favoriser, retenir l'immigration, réparer, autant que possible, les effets désastreux de la théorie ruineuse qu'avait pratiquée l'Espagne du temps de la colonie.

La loi des Indes, qui fermait les colonies aux étrangers, était appliquée, au XVIIIe siècle encore, avec une telle rigueur, que les étrangers ne pouvaient y pénétrer sans avoir, au préalable, démontré à Cadix qu'ils avaient habité l'Espagne, pendant au moins cinq années, ou épousé des Espagnoles. A cette époque, même, le vice-roi de la Plata, Vertiz, rendant compte des faits qui s'étaient produits sous son administration, annonçait au roi : « qu'il avait eu, à plusieurs reprises, à repousser les prétentions de quelques officiers de la marine française, qui, sous prétexte de se ravitailler, venaient de Bourbon jusqu'à Buenos-Aires et offraient, en payement des provisions qu'ils sollicitaient, des marchandises de provenance française ; qu'il les avait obligés à se retirer avec leurs chargements, sans toutefois leur refuser le ravitaillement, conformément aux lois de l'humanité et aux traités existants ».

Dès le 4 septembre 1812, le Gouvernement, constitué à la suite de la déclaration d'indépendance, proclamée le 25 mai 1810, fait appel aux étrangers, leur offre des terres, la liberté du travail, celle du commerce, leur donne déjà tous les droits qui seront inscrits dans l'article 20 de la Constitution, qui régit le pays depuis 1860.

Les Anglais furent les premiers à créer des établissements. Ils avaient essayé d'enlever cette colonie à l'Espagne en 1806. Repoussés par l'énergie des colons, dirigés par un officier de la marine française, au service de l'Espagne, le comte Jacques de Liniers, ils retirerent leurs troupes d'occupation, mais

n'en restèrent pas moins maîtres du commerce, sans concurrents sérieux jusqu'à 1830. C'est à cette époque seulement que se créent quelques comptoirs français, et, en 1865, les premiers comptoirs italiens. La lutte commerciale est, à proprement parler, entre ces trois nations. L'Angleterre tient le premier rang, par l'importance de ses capitaux, qu'elle fournit surtout aux entreprises de transports, de banques et de travaux publics ; la France le réclame comme pays d'importation et d'exportation ; c'est elle qui fournit le plus de produits de consommation, qui absorbe le plus de matières premières indigènes, laines, cuirs, suifs, blés, maïs et lins. L'Italie a, pour elle, le nombre, fournit des bras pour toutes les entreprises, et les colons sortis de son territoire se transforment en consommateurs de produits italiens, ce qui, chaque année, contribue à augmenter l'importation de ses produits régionaux, le nombre et l'importance des maisons de commerce italiennes qui les répandent.

L'immigration anglaise avait, dès l'origine, le caractère spécial qu'elle a toujours conservé, qui l'a, toujours, distinguée de celle fournie par les autres nations. Elle était spontanée, individuelle, fournie par les classes commerçantes de la Grande-Bretagne, surtout aidée de capitaux. Il est rare, aujourd'hui encore, de trouver, parmi les immigrants anglais, hors quelques matelots égarés, des travailleurs et des hommes du peuple. Par contre, l'Irlande a fourni, depuis 1822, des travailleurs en abondance, des servantes et des pasteurs, qui, ayant gagné, chacun de leur côté, les premières piastres, ont contracté ensemble des unions, se sont répandus de bonne heure et établis à la campagne, y ont édifié des fortunes considérables, surprises de la statistique.

Les premiers immigrants français furent des Basques, entraînés par l'exemple de leurs frères transpyrénéens ; ils apparurent vers 1825. Le courant, assez faible d'abord, s'est

accru vite et est devenu considérable le jour où la navigation à vapeur lui a fourni des moyens de transport commodes à bon marché. Ce grand mouvement s'est produit de 1853 à 1870. Il a perdu, depuis, de son intensité; les Basques français, qui n'ont pas cessé d'émigrer, se dirigent aujourd'hui, en plus grand nombre, vers le Chili. Ils y trouveront, du reste, dans la population chilienne, le souvenir des traditions de leur race. C'est, en effet, le pays basque qui a fourni, pendant les trois siècles de l'ère coloniale, les éléments de constitution les plus vigoureux de la race chilienne; c'est à l'infusion du noble sang euskarien que cette race doit cette allure noble, qui la distingue, cette énergie, qui lui a donné un rang à part parmi ses congénères, à la fois comme nation guerrière et nation industrieuse : elle n'a pas seulement vaincu et repoussé les Araucans, qui ne lui étaient inférieurs ni en noblesse ni en énergie, elle a tiré d'un sol rude les produits agricoles et miniers qui l'ont enrichie vite.

Si les Basques sont encore, en France, considérés comme les seuls émigrants qui se dirigent vers la Plata, c'est par habitude; la vérité est tout autre. Toutes les provinces fournissent leur contingent, une seule, peut-être, en fournit un plus considérable, c'est la Savoie. Il y a assez de Savoisiens à Buenos-Aires pour qu'ils aient formé une société spéciale d'aide et de protection à leurs compatriotes; beaucoup sont aisés et propriétaires; la spécialité où ils se confinent est le jardinage et la culture de la vigne. Au même rang que la Savoie, figurent le Languedoc, la Gascogne, le Béarn, et, en général, toutes les provinces en relations faciles avec les ports de Marseille et de Bordeaux.

Signalons encore ce fait qui a son importance. Depuis que les premières laines de la Plata ont été exportées, en 1842, pour France, elles ont, peu à peu, déterminé la création, dans le Tarn et quelques autres départements voisins, de centres industriels et manufacturiers qui ne vivent d'autre chose que

de l'exploitation des laines de la Plata. Si l'on songe que la France reçoit, annuellement, pour cent cinquante millions de francs de laines et de peaux de moutons, on s'expliquera quelle importance ces centres industriels peuvent avoir ; leur aire d'action, loin de se rétrécir, se développe continuellement. Il s'établit, entre eux et le pays producteur, un va-et-vient d'échanges, qui entretient, en même temps que les relations journalières, commerciales, financières, une émigration continue que les vapeurs des Messageries prennent à Bordeaux et les Transports maritimes à Marseille.

*
* *

L'Italie, qui n'a d'existence nationale que depuis 1860, semble avoir consacré ses premiers efforts, après la constitution de son unité, à développer sa vitalité par l'émigration. Elle nous a donné un grand exemple, et a si bien réussi, dans cette entreprise, que nos hommes d'État, pendant ce temps, condamnaient sans l'avoir étudiée, qu'elle est devenue pour nous, au dehors, un concurrent des plus redoutables. On ne soupçonnait pas, il y a quinze ans, le commerce italien à l'étranger ; pour un peu nous aurions nié l'existence de son industrie et la possibilité pour ce pays d'en créer une. L'Italie a donné un démenti à ces prévisions, et ce qu'il faut retenir, c'est que ce sont ses émigrants qui ont déterminé la création d'une industrie, chez elle, et que son commerce, très peu actif autrefois, a appris, par les bénéfices de l'exportation, à devenir très envahissant. N'oublions pas, aussi, que son climat favorise son agriculture, que ses huiles et ses vins pourraient bien se substituer aux nôtres, non qu'ils soient préférables, mais parce que le nombre, toujours croissant, des consommateurs italiens, en apprend, à l'étranger, l'existence et que le nombre toujours croissant des petits commerçants italiens se répandant dans le monde, en impose la consom-

mation. L'émigrant et le commerce italien sont servis, en outre, par cet avantage que l'Italien est navigateur beaucoup plus que le Français, qu'il a une tendance à développer très vite sa flotte à vapeur, sans renoncer aux navires à voiles, là où les petits tonnages sont encore recherchés.

*
* *

Depuis quelque temps, l'Allemagne prend un pied plus important dans l'Amérique du Sud : elle n'importe encore ni capitaux ni travailleurs; les immigrants qui peuplent les colonies agricoles ne sont pas Allemands, mais Suisses, et, parmi ceux-ci, ceux de la Suisse romande ont le premier rang; mais elle absorbe de plus en plus le commerce des tissus que les Français abandonnent. Des maisons allemandes établies à Paris, ont, peu à peu, accaparé cette importation et substituent, autant qu'elles le peuvent, les marchandises belges et allemandes aux articles français.

*
* *

Les Russes sont représentés par trois ou quatre mille agriculteurs, venus de Russie, mais d'origine allemande, de la secte des Memnonites. Ils s'étaient établis dans les steppes caucasiennes, depuis Catherine II, sous la garantie, donnée pour un siècle, de la dispense de tout service militaire. Le siècle écoulé, le gouvernement russe a prétendu leur appliquer la loi commune ; ils ont alors émigré les uns au Brésil, les autres à Buenos-Aires, où des terres fertiles leur ont été vendues à long terme. Leur succès a été tel, leur travail si productif, qu'au bout de deux ans, toutes leurs terres étaient en rapport, leurs maisons bâties, et qu'autour des trois villages qu'ils avaient construits, le voyageur était surpris de voir sur les routes les chariots, de la forme de ceux du Jura, superbement attelés de bêtes bien entretenues, défilant



La diligence dans la Pampa. (Voir page 148.)

au grand trot. Tout ce mouvement, cette culture et cette aisance laborieuse font exception dans la pampa du Sud et démontrent, par un exemple encourageant, ce que pourra produire et récolter la population, quand elle sera plus dense.

*
* *

Les Juifs, qui ne sont d'aucun pays, mais qui viennent de toutes les régions, sont en petit nombre. Ils possèdent cependant une synagogue, depuis quelques années, à Buenos-Aires; ils dissimulent assez volontiers leur origine et sont, comme partout, commerçants en bijoux ou courtiers de change. Une tentative, faite par le département d'immigration, pour attirer les Juifs chassés d'Orient, d'Allemagne et de Russie, a heureusement échoué, devant les observations des hommes qui savaient ce que cette invasion pourrait coûter à un pays qui a surtout besoin de travailleurs. Il leur était difficile de ne pas se souvenir de ce qui s'est passé dans l'Orient de l'Europe, dans les pays d'élevage, facile de prévoir que les Juifs, attirés à la Plata, auraient vite fait de dominer le commerce des bestiaux, par l'exploitation des propriétaires besoigneux et de devenir les accapareurs de la propriété.

*
* *

Les Espagnols, enfin, qui sont les fondateurs de cette grande colonie de la Plata, élevée en vice-royauté en 1776, d'où sont sorties les républiques indépendantes de Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay et Argentine, continuent à considérer cette région comme une des plus hospitalières pour eux.

Le temps est passé où le Congrès, récemment formé, en 1810, pour constituer la République, prenait des mesures générales d'expulsion contre les Espagnols, défendait les mariages entre eux et les créolés, les mettait, en un mot, hors la loi, les excluait du bénéfice de celle très libérale de 1812

Cet état de choses cessa en 1825. En 1840, l'Espagne reconnut les États indépendants de ce continent, quand tout souvenir d'antipathie avait déjà disparu.

Le commerce avec l'Espagne a toujours été considérable; il profite encore des habitudes de consommation, que les privilèges dont il jouissait, à l'époque coloniale, avaient imposées à la colonie ; les huiles, les vins, les raisins, la poterie espagnols, se chiffrent, à l'importation, par des valeurs considérables ; en retour, les tanneries d'Espagne reçoivent en abondance des cuirs secs : commerce réciproque, qui date de loin et n'a pas perdu de son importance.

La colonie espagnole, dont la similitude de langue favorise l'expansion, sans être la première en nombre ni en influence, n'en est pas moins très considérable et très riche ; les grands commerçants, les banquiers, les médecins, les avocats, les ingénieurs s'y comptent en nombre.

*
* *

Il serait assez difficile de déterminer avec précision le nombre des étrangers appartenant à chaque nationalité; nous possédons cependant sur ce point des renseignements nombreux.

L'immigration italienne, depuis 1863, époque où elle a pris quelque importance et s'élevait, pour cette année, à sept mille deux cent un, a fourni au total quatre cent trente-trois mille individus ; la progression a été continue. Du chiffre de mille huit cent soixante-trois, elle a atteint vingt-trois mille en 1870, sans dépasser ce maximum annuel jusqu'en 1882; mais, en 1882, elle s'est élevée à trente-deux mille, en 1883 à trente-sept mille, en 1884 à trente-deux mille et, en 1885, par un saut prodigieux, à cinquante-sept mille cinq cent quatre-vingts ; elle a atteint soixante mille en 1886 et près de cent mille en 1888.

Pendant la même période, l'immigration française atteint, au total, le chiffre de cent cinquante mille, mais elle ne dénote pas, dans les dernières années, la progression colossale qu'indique la statistique des arrivages italiens.

En prennant la moyenne de l'immigration, on la décompose comme suit : Italiens, 70 0/0, Espagnols, 10 0/0 ; Français 10 0/0 ; Germains et Suisses, 4 0/0 ; Anglais et Irlandais, 2 0/0 ; divers, 4 0/0. L'immigration pour l'année 1886 a dépassé cent dix mille et passera deux cent mille en 1889.

Il est intéressant de rechercher quelle est l'importance numérique de la population étrangère au milieu de la population générale. L'exemple que nous avons donné dans le premier volume, en parlant du peuplement de la nouvelle capitale de la province de Buenos-Aires, *La Plata*, permet de constater ce fait déjà intéressant que le monde entier contribue à la création des villes et villages nouveaux dans des proportions différentes, il est vrai, mais dans une proportion si large que l'on peut dire que la race est en ce moment soumise à un travail complet de transformation sous la poussée de l'immigration.

Nous avons sous les yeux le classement de cette immigration par nationalités depuis 1881 jusqu'au 31 décembre 1888, c'est là un document éthnique des plus intéressants.

Les nations qui ont le plus contribué à la transformation de la race pendant cette période sont les suivantes, dans l'ordre ici cité.

NATIONS	1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1888
Italiens.......	19.189	29.587	37.043	31.983	62.828	43.328	67.439	75.010
Français......	3.124	3.382	4.286	4.731	4.662	6.037	7.036	17,195
Espagnols.....	3.817	3.520	5.023	6.832	Non classés.	7.895	15.618	25.486
Anglais........	1.410	826	891	1.021		1.862	1.038	1.425
Suisses.......	1.319	943	1.293	1.329		1.284	1.420	1.479
Allemands.....	1.241	1.128	1.394	1.261		1.153	1.453	1.536
Autrichiens....	1.060	672	1.057	1.329		1.015	2.490	2.333
Belges........	234	183	383	175		479	839	3.201
Etats-Unis....	200	226	230	150		171	321	418
Portugais......	98	120	186	182		153	351	209
Divers.......	122	354	836	500	10.624	... ...	... ...	.. ...
Classés.....	31.614	40.941	52.622	49.423	78.114	65.377	98.003	138.292
Immigration totale..	47.484	59.813	73.210	77.205	130.186	112.597	136.842	177.267

On remarquera la progression constante de l'invasion italienne, ralentie seulement en 1886 par le choléra et les quarantaines qui en étaient la conséquence ; mais heureusement les immigrants de langue française et ceux de langue espagnole tendent ensemble à contrebalancer ces progrès inquiétants, pendant que ceux de langues anglaise et allemande restent fort loin en arrière. Retenons les chiffres qui doivent nous intéresser de plus de l'augmentation des arrivages de Français, s'élevant de 3.124 en 1881, à 17.195 en 1888, et que l'on verra atteindre 30.000 en 1889.

Cette collaboration de toutes les races du globe à la formation de la nation argentine est un élément dominant dans l'avenir ethnique et social, mais aussi dans les préoccupations politiques des gouvernants de ce pays.

L'étranger, ici, n'est pas un oiseau de passage, touriste ou chercheur d'affaires, arrivé de la veille, prêt à quitter, le lendemain, la chambre d'hôtel qu'il occupe à peine. Il vient, au contraire, pour prendre possession du sol ; sorte de légion conquérante, active, laborieuse, économe, qui a vite fait de contracter des mariages, de créer des capitaux et d'accumuler des épargnes, elle multiplie, sous ses pas, les problèmes sociaux des plus graves et tout à fait spéciaux.

Donnons-en une idée.

Aux États-Unis, l'immigration atteint, année moyenne, le chiffre de six cent cinquante mille individus. La population étant de soixante millions, ces deux mille habitants nouveaux, qui arrivent chaque jour, ont à se mêler à la population dans la proportion de un immigrant par cent habitants, ou à occuper des surfaces nouvelles qui s'offrent à eux, en abondance, où ils peuvent acheter, à bas prix, leur place au soleil, en abdiquant leur nationalité.

Dans la République Argentine, la population étant de cinq millions d'habitants et les arrivages annuels de deux cent mille, en 1889, les cinq cents immigrants qui arrivent

chaque jour ont à se mélanger à la population dans la proportion de un par trente habitants environ; encore, pour que le mélange restât dans les limites que nous indiquons, il faudrait que l'immigration se mêlât à la population dans toutes les régions en quantités égales. Il n'en est rien. L'immigrant s'arrête, pour un temps plus ou moins long, dans les centres de population du littoral, ou se rend directement dans les centres agricoles exclusivement formés d'étrangers.

Ajoutons à cela que l'immigration se compose d'adultes.

Ces chiffres et cette dernière qualité de l'immigration européenne ont, depuis 1878, inquiété les hommes d'État. Il faut vingt ans, disent-ils, pour augmenter d'un adulte la population nationale; il ne faut qu'un arrivage de steamer pour en jeter un millier, sur la plage, prêts à produire, à procréer, à contre-balancer l'influence des nationaux. On suppute. On observe déjà que la propriété se distribue dans la ville pour deux tiers entre les étrangers, le dernier tiers appartenant aux nationaux, et encore parmi ceux-ci figurent, en grand nombre, des créoles dont les pères restent étrangers.

On sent monter le flot, le cri d'alarme est poussé de tous côtés. Dans la presse, les publicistes s'en occupent; en 1882, au Congrès, des sénateurs, non des moins illustres, proposaient des projets de loi, demandaient que l'on obligeât les étrangers qui voudraient occuper des fonctions publiques à se faire naturaliser, que l'on multipliât même les prétextes à naturalisation forcée.

Ces étrangers, laborieux, nombreux, attachés au sol, massés, souvent, en groupes homogènes, autour d'un clocher élevé par eux, sont dangereux, disent les créoles, par cela même qu'ils n'ont pas de droits politiques. Cette population, qui entre dans la nation pour près de cinq pour cent par an, fournit, au bout de moins de dix ans, une masse égale à celle des électeurs, supérieure en nombre à ceux-ci dans les villes, qui ne vote pas, pour qui le triomphe des partis n'a aucune

importance directe. Cette masse, s'il est vrai qu'elle répande autour d'elle, comme un mal contagieux, l'indifférence politique qui lui est imposée, domine cependant la marche des affaires publiques par sa propre richesse et se trouve en situation d'exiger le respect de la propriété qu'elle détient, qui n'est pas venue dans ses mains par des concessions gratuites, faites sous des conditions ou des restrictions, mais par une acquisition onéreuse et libre, autorisée par la Constitution, réglée par le Code civil. C'est un danger pour un État de voir la direction des affaires publiques passer aux mains d'une oligarchie, maîtresse du pouvoir, mais noyée au milieu d'étrangers actifs, remuants, riches, industrieux et sans droits de contrôle ni de discussion.

Rien ne s'oppose, ajoutent les esprits chagrins, à ce que, du jour au lendemain, rebutés par les difficultés que leur offre déjà la lutte pour la vie dans le territoire des Etats-Unis, les émigrants, annuellement disponibles en Europe, n'exigent que les steamers, qui les attendent, changent de direction et les dirigent sur l'embouchure de la Plata.

Que se produirait-il si cinq cent mille émigrants, au lieu de deux cent mille comme en 1889, au lieu de cent mille comme en 1886, se présentaient à Buenos-Aires pour la solution du problème de la vie ?

La terre ne leur manquerait pas sous les pieds, mais la population indigène, noyée sous cette formidable poussée, sous cette invasion de barbares armés de bêches, verrait son influence politique et dirigeante vigoureusement mise en péril.

Les étrangers, en effet, ne voient dans la politique, dont ils sont exclus, et dont la direction est, comme les profits, aux mains de l'oligarchie que nous signalons et expliquons, que les intrigues stériles, dont elle est l'occasion, et les fraudes, qui sont ses moyens ordinaires. Ils la jugent plus sévèrement même qu'ils ne le feraient, s'ils étaient admis à y prendre une part. Au lieu d'être des pondérateurs comme le sont, dans tous les

pays, les intérêts matériels, ils sont des critiques, souvent hostiles à tous les partis, à toutes les ambitions, et les esprits les plus libéraux d'entre eux, si la politique s'agite trop, semblent prêts à acclamer un despote, qu'ils combattraient s'ils étaient électeurs.

L'indifférence de cette masse a un autre inconvénient, elle favorise l'élévation des nullités ambitieuses, dans ce milieu, où l'électeur a d'autant moins de frein et impose plus sûrement sa volonté, qu'il a une importance politique plus en disproportion avec son importance numérique.

Le danger apparaît donc, de cette juxtaposition qui ne forme pas un peuple, pas plus qu'une poignée de sable n'est une pierre; disons-le, il est à beaucoup de points de vue illusoire et sera nécessairement passager.

La loi, en effet, contient un palliatif, sans influence immédiate, dont les effets se produiront, forcément, un jour, qui sera plus ou moins rapproché, suivant que le nombre des naissances surpassera plus vite celui des nouveaux arrivants. Ce principe légal, qui découle d'une nécessité sociale de premier ordre, est celui qui impose à l'enfant, né de l'étranger, la nationalité argentine, sans lui permettre aucune option; fait de lui un citoyen, jouissant de tous ses droits, obligé à tous les devoirs que comporte ce titre, quelles que soient l'origine et la patrie de son père.

La loi, qui ne saurait imposer à l'immigrant, même à celui qui accepte une fonction publique, la nationalité argentine, lui déclare que son fils, s'il naît sur ce territoire, ne sera pas de sa patrie, qu'il y soit arrivé marié à une étrangère, ou se soit marié dans le pays. Sans l'application rigoureuse de cette loi prévoyante, la constitution et l'homogénéité de la nation argentine serait indéfiniment ajournée, peut-être même détruite dans l'œuf; cela suffit à arrêter toute discussion.

Nous aurions, pour notre part, d'autant moins de tendance à combattre cette théorie, qu'élevé sous le régime de la loi française, nous la trouvons rétrograde, sans toutefois refuser de lui reconnaître une certaine grandeur.

Il y en a, de la part d'une nation, à suivre les fils de ses fils, à leur garder une place au foyer, où tous les droits des citoyens les attendent, quel que soit l'éloignement dans lequel ils aient vécu. La race française a des qualités de race qu'elle a l'ambition et la mission de conserver; le vrai moyen de les défendre, c'est de rattacher à la patrie les citoyens qui s'en éloignent, en conservant entre eux et elle, à défaut d'autres, le lien légal.

*
* *

Ces deux législations, si contraires dans leurs principes et dans leurs effets, sont donc, par certains côtés, utiles aux pays pour lesquels elles sont faites; mais elles ont, toutes les deux, le plus grand défaut que puissent avoir des lois dont la portée est internationale : ce défaut est de créer des conflits, quand l'objet de toute loi écrite est de les résoudre.

Toutes deux s'arrogent un droit, que ni l'une ni l'autre n'aura jamais, quelque puissante qu'elle soit ou qu'elle devienne, la possibilité de faire respecter en dehors de ses frontières. Elles aboutissent toutes deux à gêner les citoyens dans leur action, à les priver en partie de leur liberté.

L'enfant, né d'un Français dans la République Argentine, est à la fois Français et Argentin. Il naît et vit, sous l'empire de deux lois contraires, qui lui sont également applicables et qu'il ne peut satisfaire toutes deux. Il est à la fois citoyen de deux patries, soldat de deux armées. La loi civile de la patrie de son père prétend ne pas l'abandonner, lui conserve un domicile légal, là où jamais, peut-être, il n'a eu ni pensé avoir une résidence, prétend maintenir, sous la loi de ses

Chasseur d'autruches. (Voir page 168.)

pères, l'acquisition et la transmission de ses biens et de ses droits; cependant que la loi argentine, de son côté, lui impose d'avoir à obéir à la loi de son domicile.

L'impôt le plus lourd que l'une et l'autre de ces patries exigent de leurs enfants, c'est celui qu'une vieille expression appelle l'impôt du sang. C'est le plus pénible à payer pour tous, mais surtout pour celui, qui, étant né à l'étranger, y a oublié ou n'a pas appris la langue de son père, a créé, au loin, des intérêts qu'il lui faut sacrifier à jamais de ses propres mains s'il veut remplir ses devoirs vis-à-vis de la patrie inconnue.

Aussi cherche-t-il toutes les échappatoires, sans en trouver, au reste, qui n'aient de graves inconvénients.

Combien de fois, dans notre carrière d'avocat à l'étranger, avons-nous été consulté par des jeunes gens ou des pères de famille, qui, désireux de ne pas échapper à la loi et de conserver leur nationalité, cherchaient aussi les moyens de sauvegarder leurs intérêts, effrayés d'entreprendre un voyage à trois mille lieues, de souffrir cette perte de trois ans de leur vie, de rompre avec leur famille, leurs intérêts, leurs habitudes! De solution, il n'y en a pas; il n'y en a qu'une : allez servir.

Vous êtes né hors de France, vous ne parlez même pas la langue française; mais votre père était Français; il s'était établi à l'étranger avec l'esprit de retour; il y a trouvé l'aisance presque toujours, la fortune presque jamais; les enfants sont venus, il compte sur eux pour continuer son œuvre, qu'une génération ne suffit pas à mener à bien. Il pense, lui, à revoir le pays natal, où il a même conservé une petite maison qui lui est chère. Vous, fils de Français, vous ne connaissez pas tout cela, mais le nom de France a été prononcé, avec émotion, à vos oreilles d'enfant, vous voudriez savoir ce que vous avez à faire pour rester Français, vous vous renseignez sur ces obligations lointaines et inconnues. Vous apprenez avec surprise que si vous passez la mer et voulez revoir le pays lointain,

la France, dont votre cœur s'est souvenu par la filiation, vous trouverez sur le quai du premier port français un gendarme, qui vous mettra la main au collet et sur le dos un sac avec cette note au livret : insoumis. Après trois ou cinq ans vous pourrez repartir mauvais soldat, plus détestable Américain.

Il n'y a pas de loi plus funeste au commerce international de la France que cette loi paternelle et de protection, cause de ces maux privés qui ont un caractère public.

Premier résultat : le Français établi à l'étranger qui sait ces choses, très patriote, je le veux bien, mais prévoyant, prend, contre ces conséquences d'une loi qui l'inquiète, des précautions, dès le jour de la naissance de son fils. Il sait bien qu'il y a, au consulat de France, un registre des naissances; convaincu que ce registre n'a d'autre objet que de dénoncer, dans l'avenir, les soldats exotiques à l'officier de recrutement, il ne fait au consul aucune déclaration.

Cette omission, qu'il croit prudente, n'est qu'inutile et n'a pas pour résultat de modifier l'état de son fils, mais il croit généralement qu'elle a ce résultat, et il se frotte les mains de cette supercherie, qui a des conséquences plus graves que l'on ne croit.

Si elle ne détache pas légalement ce citoyen de sa patrie d'origine, elle le détache de fait. Entraîné par la force des choses vers la patrie où il est né, il ne songe même plus à l'autre, avec laquelle il a supprimé ce dernier lien de l'acte de naissance dressé en français par un fonctionnaire français. Plus tard, s'il étudie le droit et reconnaît que cette omission n'a rien corrigé, ses affections sont ailleurs.

Second résultat : il prend une certaine irritation contre cette patrie qui a pour lui des exigences et ne les compense par aucun service. De ce jour, et c'est là ce qui nuit gravement à notre industrie, si les besoins de ses affaires, de son commerce lui imposent la recherche d'un correspondant en Europe, il le cherchera le plus souvent ailleurs qu'en France,

il craint que des relations ne l'obligent un jour à s'y rendre de sa personne et à s'exposer à toutes les taquineries d'une loi mauvaise.

La solution de ce conflit de législation est facile à inscrire dans un traité, dont la nécessité s'impose, dont l'absence est aussi nuisible aux États qu'aux particuliers. Ce traité, pour contenir en même temps qu'une solution sociale et politique une solution véritablement juridique, doit repousser également le principe de la loi argentine et celui de la loi française. Ces principes, en effet, pour être trop absolus, ne sont pas philosophiques.

Nous n'admettons pas que le hasard de la naissance, dans un lieu, soit pour un enfant un motif suffisant pour l'attacher de cœur à ce lieu et lui imposer, *a priori*, pour le pays où il est né, tous les sentiments que résume l'idée de patrie. Nous n'admettons pas qu'une ou plusieurs lois puissent avoir pour conséquence de mettre dans une famille voyageuse des enfants de plusieurs nationalités.

Faites-les naître où vous voudrez, ils choisiront et aimeront comme patrie, non pas le lieu où ils auront vu le jour pour la première fois, mais bien celui où, pour la première fois, ils auront pensé et appris à penser, s'y créant les premières amitiés, les premières attaches, les premiers appuis pour plus tard.

Nous prévoyons l'objection : tous les enfants nés à l'étranger renonceraient donc à la patrie de leur père ; pourquoi leur en faciliter les moyens? Ce danger ne saurait arrêter le législateur, puisque ce fait prouverait, au contraire, à quel point un changement de législation est nécessaire ; on sortira ainsi d'un état anormal, nuisible à tous les pays qu'il prive de citoyens, désireux de leur appartenir, et leur impose ceux qui se sont choisi une autre patrie.

II

Ce que nous avons dit du nombre des étrangers, des lois qui les régissent, de la manière dont les traitent le droit public et le droit privé, de leur condition légale, à ce point assimilée à celle des nationaux que les traités y sont superflus, laisse prévoir que la vie des étrangers diffère peu de celle des nationaux et qu'ils doivent se mêler à la population générale, sans distinction d'origine.

Comment en serait-il autrement dans ce pays où ce sont les étrangers qui, pendant un demi-siècle, ont exclusivement exercé le professorat, et préparé la génération actuelle en pétrissant son esprit? où les capitaux étrangers et la présence des étrangers ont seuls pu déterminer le développement de la richesse latente du pays? où les étrangers vendent tout ce que le pays consomme et lui achètent tout ce qu'il produit? où ils exercent librement, à l'égal des nationaux, toutes les professions libérales, même celle d'avocat; sont admis dans toutes les fonctions publiques, dans l'armée, dans la marine, ne sont exclus, comme en France, ni de la tutelle, ni de la curatelle, ni d'aucune administration de biens légale ou judiciaire, peuvent être syndics ou juges-commissaires, occuper, à l étranger, des fonctions consulaires, interviennent par conséquent dans toutes les fonctions vitales du pays?

Peut-être cependant aura-t-on quelque intérêt à trouver ici les traits de chacune des colonies étrangères, qui s'agitent dans ce milieu et y conservent leur individualité propre.

*
* *

Au premier abord, les différences sont assez difficiles à percevoir; les traits propres de la physionomie de chaque race

se distinguent assez mal, l'assimilation et la fusion se font de tous les côtés à la fois Étrangers et nationaux font, entre eux, un échange continu de coutumes; les mots de leurs langues même opèrent des mariages assez fréquents pour que les mœurs et le langage général du pays qui se forme, ainsi, ait un caractère cosmopolite accentué.

Tous les peuples ont, à un degré plus ou moins élevé, cette propension, plus accentuée chez les Français que chez tout autre, de mêler à leurs phrases des mots de langues étrangères. Ils confectionnent ainsi dans les pays où ils sont nombreux, comme l'ont fait les soldats des expéditions en Algérie, une sorte de *sabir*, où tous les mots de la langue locale, qui désignent des objets vulgaires, des occupations journalières ou des métiers, prennent place avec une désinence française. Ils ont surtout une tendance marquée à dénaturer le sens des mots français, en prenant, dans la langue espagnole, des mots de consonance similaire, mais de sens différent. Nous pourrions en donner mille exemples, mais il sera plus simple, pour faire comprendre leur manière de procéder, de rappeler par analogie le souvenir d'un mot, que nous avons entendu, à la porte de Paris, à une époque douloureusement historique.

C'était le 29 janvier 1871. L'armistice, qui ouvrait les portes de Paris, était signé de la veille; nous nous rendîmes, avec quelques officiers de la légion de Seine-et-Oise, aux confins de la presqu'île de Gennevilliers, limite extrême des avant-postes des deux armées. Un bac nous mit sur l'autre rive, nous y rencontrâmes un paysan d'Argenteuil, le premier qui pût nous donner des nouvelles du dehors.

Il conduisait une charrette. On causa. A notre question sur le but de son voyage, il répondit :

« — Je vais chercher de la *flèche* à Saint-Denis. »

Nous savions assez d'allemand pour comprendre que le malheureux paysan parlait un sabir allemand qu'il avait appirs à

Bezons! Il allait chercher de la viande pour les soldats allemands; la similitude du mot *flesch* et du vocable français avait fait, dans son esprit, un rapprochement qui n'était clair que pour lui.

C'est ce travail qui s'opère dans le cerveau de tous les Français au dehors: en franco-espagnol, une puissance devient une *potence*, du mot espagnol *potencia*, la rue de Lima devient la rue de la Lime, et tous les mots de la langue, qui s'y prêtent un peu, se dénaturent de même.

Quant aux Hispano-Américains, l'habitude qu'ils ont de vivre avec les étrangers leur donne une connaissance générale des mots usuels des langues étrangères; certains journalistes les emploient constamment, beaucoup restent dans la langue générale, qui devient ainsi un néo-espagnol, si différent de celui d'Espagne qu'il est souvent étrange pour un Castillan; d'autant, qu'à côté des mots d'origine étrangère, elle en accueille beaucoup d'origine indienne, qu'en outre, elle change, elle aussi, le sens de certains mots très espagnols, comme elle modifie l'orthographe des mots étrangers qu'elle prend: ainsi, les mots *aide de camp, Mon Dieu! hautbois*, deviennent, en espagnol, *édecan, Mon Diù! oboe.*

D'autres mots, en passant l'Atlantique et restant les mêmes, ont changé de sens, ainsi le mot *rancho*; nous citons celui-là parce qu'il a formé jusqu'à des dérivés anglais. En espagnol, *rancho* veut dire provision de bouche; en néo-américain, il signifie chaumière. Il a ce sens dans toute l'Amérique espagnole; il est entré, par le Texas et la Californie, dans la langue anglo-américaine, où il a formé *ranch* et tous ses dérivés *ranch-man, ranch-life;* la vie du pasteur, de l'éleveur est la vie du *ranch.*

L'origine de cette dérivation est curieuse. Quand les Espagnols débarquèrent en Amérique, ils demandèrent, naturellement, aux Indiens des vivres et des contributions de

toute sorte; ils allaient, aux groupes de huttes de ceux-ci, les requérir, de là l'expression *aller au rancho*, qui signifiait proprement aller à la provision et désignait en même temps le fait d'aller aux huttes; le mot *rancho* prit ainsi et garda le sens d'habitation de peu de mine.

Les Français ont, par les mêmes procédés, introduit, dans leur langue, des mots de tous les pays. N'y trouvons-nous pas, par exemple, le plus affreux des jurons espagnols désignant un élégant corsage de femme? L'origine de son introduction est bien facile à retrouver. Les soldats français l'ont rapporté d'Espagne sous l'Empire. Ils avaient certainement, au delà des Pyrénées, les allures galantes, qui leur sont propres, et recevaient, naturellement, chaque fois qu'ils prenaient la taille des belles patriotes transpyrénéennes, le juron dont les lèvres des femmes espagnoles n'ont pas peur: « *Déjeme hombre, c...* ». « Laissez-moi, c... », ils en ont déduit que corsage devait se traduire par *caraco*. Le dictionnaire de l'Académie espagnole aurait pu leur apprendre qu'il n'en est rien.

Le même procédé ou d'autres ont introduit dans la langue néo-américaine un nombre de mots que l'on estime à trois mille pour le groupe des républiques du Sud; c'est ce qui contribue le plus à donner à cette langue le caractère qu'elle conserve et accentue, chaque jour, au contact des étrangers.

Le mot indien le plus répandu et le plus particulier à la République argentine est une exclamation : c'est le *ché!* — prononcez *tché* — que l'on rencontre à toute occasion.

Le *ché* n'est ni mexicain, ni colombien, il est pampéen et spécialement légué par les premiers habitants du pays, les *Tehuen-ches*. *Che*, dans la langue de ceux-ci, signifie homme. La surprise des Indiens fut grande quand ils virent pour la première fois des Européens descendre de leurs caravelles, vêtus, chaussés, monter à cheval. Ils ne pouvaient croire

que ce fussent des hommes comme eux : ce fut seulement que lorsqu'ils les touchèrent du doigt que ces pauvres déshérités de l'espèce humaine reconnurent qu'ils avaient devant eux des hommes; ils s'exclamèrent : *ches! ches!* des hommes! des hommes! Le mot est resté dans la langue argentine comme exclamation et appel.

Il a une grande douceur et un charme spécial, familier, aimable, caressant : s'il indique la surprise, c'est une surprise qui ouvre les bras. Il contribue, plus que tout autre mot de la langue, à imprégner l'atmosphère de familiarité : il est si général que les Argentins appellent leur pays la terre du *tché*.

*
* *

Elle est aussi la terre ouverte à tous les usages étrangers. Ils pénètrent partout, sont adoptés partout, tous les peuples contribuent, ensemble et si bien, à cette constitution des usages, de la langue, du costume, de la littérature, de la vie publique et de la vie de famille qu'aucun pays, pas plus l'Espagne que d'autres, ne peut se vanter d'avoir imposé les siens d'une façon spéciale. Cette variété d'influences produit un ensemble très particulier, qui suffit à donner à tous les aspects de la société, au mode de vivre, de s'y vêtir, de s'exprimer, des habitants, une individualité propre qu'exprime plutôt le mot de mœurs locales que celui de mœurs nationales.

Laissons de côté, comme nous avons dit, déjà, qu'il fallait le faire, non pas les villes du littoral, ni la ville princesse du littoral, Buenos-Aires, mais les quartiers de celle-ci, plus rapprochés de la rive, qui sont ceux où s'agite la population, où l'élément étranger domine le plus.

Là, le mot de ce capitaine au long cours qui avait voyagé durant vingt ans et avait visité tous les ports du monde est toujours vrai. Il n'avait vu, disait-il, pendant cette longue vie,

sous toutes les latitudes, que des chapeaux à haute forme, des vêtements, tous de la même coupe; était descendu, partout, à l'hôtel de Paris, avait joué au billard au café de Paris, mangé partout de la mauvaise cuisine française, faite par des Marseillais se disant cuisiniers; avait réglé ses plaisirs en français, ses affaires en anglais, ses querelles en allemand, et ses galanteries en italien.

Tout cela reste vrai dans les villes sud-américaines : l'ignorance, où sont généralement les étrangers des mœurs du pays, découle de leur habitude de vivre, beaucoup, entre eux, dans les quartiers où ils sont à peu près seuls. On parle français dans toutes les boutiques, italien sur le port, anglais dans les banques, allemand derrière les grillages des bureaux, espagnol seulement dans les administrations publiques, et encore!

Mais sortons de ce coin de ville, alors apparaissent les particularités de mœurs que le pays doit à la combinaison un peu incohérente des éléments sociaux, apportés de tous les points du globe par les étrangers.

La physionomie des habitants, leurs traits, les diverses couleurs du visage, démontrent, dès le premier jour, que toutes les races, la blanche, la noire, la jaune, d'où sont sortis les indigènes, qui peuplaient le pays avant l'arrivée des Espagnols, ont contribué à la formation du peuple. Les cheveux sont noirs et crépus chez les descendants des nègres, plats et rudes chez ceux où le sang indien domine, souples et fins chez les descendants d'Européens, qui ont, eux aussi, quelquefois, le teint bistré, legs de la race maure à la race espagnole; les cheveux blonds et roux se rencontrent en très petit nombre dans les familles créoles anciennement établies, seulement dans quelques-unes originaires des Asturies, province restée historiquement et ethnographiquement en dehors de l'invasion mauresque. Cette couleur de cheveux

dénote le plus généralement une émigration récente et une origine anglaise, allemande ou flamande.

Les usages et le costume des gens du peuple sont une adaptation de tous les costumes nationaux d'au delà de l'Atlantique, élaborée au fur et à mesure des importations ; quelques-uns sont assez anciens pour passer pour nationaux.

Le pasteur, ayant été le premier à créer des établissements dans la campagne, y a introduit les usages des pasteurs africains, que ces conquérants de la péninsule ibérique y avaient eux-mêmes généralisés, pendant les sept siècles de la domination mauresque : on les voit puiser l'eau dans le *jaguël*, dont le nom et le modèle sont africains, adopter le grand étrier et l'éperon arabe, tous les ornements de métal et de cuir, ouvrages dont Grenade et Cordoue ont reçu le modèle des artistes maures. L'Indien fournit au pasteur, qui vit lui aussi en chasseur, dont le troupeau semble un gibier demi-sauvage, ses armes : les *bolas* et le *lasso;* le pasteur, armé comme un Indien, vêtu comme un Maure, devient le *gaucho*, nom qui résume ces deux origines : en arabe, *chaouch*, qui se prononce *tcha-out-ch,* signifie conducteur de troupeaux ; le *gaucho*, qui se prononce *ga-out-cho*, n'est pas autre chose; c'est bien lui qui garde et conduit le bétail nomade, à la fois chasseur et pasteur.

Son costume se compose de quatre pièces principales : le pantalon bien large, quelquefois de coton, orné de broderies, quelquefois en laine, que l'on retrouve, du reste, à Valence, semblable aux braies de nos pères, mais affectant plus encore les formes du vêtement que les zouaves ont imité de l'Arabe, c'est le *chiripa*. Il offre cet avantage d'être fait sans coutures, se compose d'un carré d'étoffe se repliant sur les jambes, les enroulant pour se rattacher à la ceinture qui le retient. Le manteau sans manches, fort connu sous son nom, le *poncho,* offre les mêmes avantages : il suffit pour le confectionner de

couper un morceau de drap de grandes dimensions en carré et d'ouvrir une fente au milieu pour y passer la tête; les pans retombant couvrent les mains et les cuisses de l'homme à cheval. Ces deux vêtements favorisent si bien la paresse de ceux qui les portent, ils sont de confection si simple, qu'ils sont restés le type du costume pampéen et sont adoptés par tous les étrangers; c'est un costume exclusivement campagnard.

La coiffure et la chaussure se sont modifiées suivant les époques. L'une et l'autre faisaient souvent défaut au temps colonial; un fil remplaçait la première, à la mode indienne; la seconde, plus originale, était faite de la peau fraîche des jambes de derrière d'un cheval, à laquelle on laissait sa forme d'étui et que l'on coupait de longueur, de façon à ce que la partie du jarret vînt prendre naturellement le pied, les doigts restant à découvert. Cet usage ancien disparaît; seuls les pasteurs, qui gardent, dans les solitudes éloignées, les grands troupeaux, l'emploient encore.

La coiffure qui tend le plus à se généraliser, est le béret basque, et la chaussure, l'espadrille, basque aussi. Ce n'est pas que l'une et l'autre offrent de grands avantages à l'habitant des plaines ensoleillées, mais elles y sont venues de la montagne avec les premiers Basques; ceux-ci ont été les premiers des étrangers à pénétrer dans la pampa, en y conservant leurs mœurs, ils en ont imposé l'imitation; le commerce s'est empressé de s'approvisionner de cet article demandé par eux, dont l'usage est devenu ainsi général, à ce point qu'il est impossible de dire, à première vue, l'origine de l'homme qui vous apparaît sous ce cachet rouge ou bleu.

Tous ces hommes, aux champs, s'alimentent de la même manière. Tous prennent de l'infusion de yerba-maté du Paraguay, dont l'usage a sur tous la même influence : il donne à tous l'habitude du farniente, les ramènent, à toute heure du

jour, autour du foyer de la cuisine, où l'eau chante sans cesse pour cet emploi. Là, au milieu de la fumée âcre de ce foyer, alimenté par la fiente de mouton, ils s'accroupissent, allument leurs cigarettes et attendent leur tour d'approcher leurs lèvres du tube de métal, par lequel l'infusion chaude s'aspire; une courge la contient, dont l'eau chaude se renouvelle, sur la même infusion, après chaque sucée et passe de mains en mains. Ce breuvage, grossièrement présenté, est sain, mais son abus ôte aux estomacs la force et le besoin de prendre une nourriture substantielle.

De tous les usages sud-américains, c'est celui que les étrangers prennent le plus vite à la campagne et dédaignent le plus en ville. C'est qu'aux champs tout fait défaut; la viande de mouton y est le seul aliment, aucun condiment autre que le sel, aucun légume ne l'accompagne; dans ce milieu rébarbatif, où le pasteur rêve de culture, qu'il entreprend quelquefois et abandonne toujours, le vent très vif lasse les mieux habitués; c'est lui surtout qui contribue à les pousser dans cet abri imparfait de la cuisine, où du moins le vent ne pénètre pas; le maté et la paresse les y retiennent; le troupeau continue cependant à prospérer; cet esclave, dont le labeur productif consiste à remplir ses fonctions vitales, suffit à défendre son maître contre le besoin.

*
* *

Toutes les nationalités se mêlent autour de ce foyer. La meilleure des politiques sera, toujours, pour l'étranger, de ne pas se distinguer.

Il faut bien dire que tous ne la pratiquent pas et ont, à l'arrivée, dans les pays, où ils viennent, disent-ils, coloniser, sans avoir, le plus souvent, ouvert même un dictionnaire, pour se rendre compte de ce que coloniser veut dire, quelque prétention à marquer leur supériorité originelle de citoyen

d'un pays civilisé, sur les barbares. Tout est, pour eux, sujet à gouaillerie. C'est leur manière de planter sur la rive leur drapeau de conquérants. Qu'ils jouissent de ce premier mouvement d'orgueil mal placé, ils auront, hélas! trop d'occasions de le regretter. Ils ignorent, mais ils sauront vite, que, pour ceux qui les ont précédés, indigènes ou immigrants, il n'y a pas d'expression de dédain plus précise que celle de *recien llegado*, nouvel arrivé. Conscrits, que de brimades il leur faudra endurer! Ils se croient des conquérants, s'imaginent qu'ils ont tout à enseigner, et vite s'aperçoivent qu'ils ont tout à apprendre. C'est une vie nouvelle, dans cette plaine pampéenne, de proportions différentes de celles auxquelles était habitué cet Européen, sur le plateau de sa montagne, où il vivait du produit d'un petit coin de terre végétale. Il lui faut, bon gré, malgré, s'approprier tous les usages du lieu; monter le premier cheval venu, et comme il se présente; apprendre à être ingénieux et à se passer du concours des autres, et dame! il n'atteint pas du premier coup la perfection dans ce métier difficile. Le gaucho sourit pendant ses essais; il rit aussi de son langage, qui voudrait se rapprocher de l'espagnol; son rire est plein de dédain pour cet animal inférieur, ce pauvre étranger, qui lui montre à la fois ces deux infériorités : ignorance du langage et ignorance du milieu.

Aussi ce gaucho a-t-il quelquefois des mots naïfs qui laissent juger de ses sentiments. Il nous souvient d'avoir entendu de la bouche de l'un d'eux cette singulière appréciation, sur un étranger, homme d'éducation et de fortune, qui avait créé à la campagne un grand établissement d'élevage, avait appris la langue, s'était exercé aux travaux des champs, montant à cheval à la mode du pays, prenant du maté sans sucre, courant volontiers une course à cheval avec le premier venu, chassant au besoin l'autruche, et maniant les bolas comme un Indien.

— C'est un homme de progrès, disait le gaucho, étranger, c'est vrai, mais il s'est bien civilisé.

Ils sont rares ceux sur lesquels le gaucho consent à porter ce jugement.

Dans les rangs inférieurs de la population, ce dédain pour l'étranger se manifeste par des sobriquets nombreux. Les Anglais, qui sont venus les premiers, ont reçu celui de *gringo*, qu'ils doivent à la rudesse de leur langue, qui, pour les oreilles américaines, était du grec, *griego;* les Français et tous les Européens du Nord partagent avec eux ce nom. Les Italiens ont le leur spécial, dont ils ne sont ni autrement fiers ni plus humiliés, on les appelle *carcamanes*. Les Espagnols sont des *Sarracenos* (Sarrasins), des *maturrangos* (vieilles roses) ou des *gallegos*, mot qui désigne ceux d'origine gallicienne, et qui, par corruption, s'applique aussi aux autres. Les gallegos disent volontiers : « C'est une chose d'être gallego, c'en est une autre de se l'entendre dire. » Les Napolitains partagent, avec eux, le dédain général; cela tient à ce que les Napolitains, qui, émigrent en quantités assez considérables, acceptent généralement les travaux les plus dédaignés; de plus, leur air gracieux, par intérêt, par ruse, autant que par nature, leur manière humble de répondre, par des gentillesses, aux apostrophes désagréables, la modestie des commerces qu'ils entreprennent, qui les mettent, constamment, en contact avec les gens du peuple, devant qui ils étalent ces manières doucereuses, les exposent aux sarcasmes, rudes quelquefois, de ceux-ci, sans qu'ils prennent la peine de se faire respecter et renoncent à leur sourire national.

Toutes ces épithètes ont pris possession de la langue, peu de personnes en font cas. N'est-ce pas, au reste, un sentiment général à tous les pays, qui les dicte? Ne le voyons-nous pas, en France même, se manifester entre gens de provinces différentes ou voisines, de Picard à Normand, de

Gascon à Provençal? Un Français à l'étranger, aussi bien que chez lui, quand il prononce ces mots : « Les Français », pour les faire suivre d'une appréciation favorable, ajouterait volontiers : « Quand je dis des Français, je ne parle ni des... ni des... » et ici l'énumération de toutes les provinces dont il n'est pas, pour arriver, de restrictions en restrictions, à n'embrasser, dans son éloge, que les gens de sa province, de sa ville, et, arrivé là, d'exclure encore, s'il est de Paris, ceux de tel ou tel quartier. Quel rapport, en effet, y a-t-il entre le faubourg Saint-Germain et le faubourg Saint-Antoine? Quelle similitude de mœurs, de vie et de pensée entre l'homme, qui vit de luxe, et cet autre, qu'il frôle, dans la même maison, peut-être, et qui attend d'un événement, imprévu le matin, le pain du soir?

Ce qui est vrai pour les Français l'est, à plus forte raison, pour les Italiens et les Allemands, dont l'unité est d'époque plus récente.

Le grand principe des nationalités, qui a bouleversé le monde, qui a triomphé d'armées puissantes, ne triomphera jamais de ce vieux germe de localisme qui fermente au fond du cœur de tous les hommes.

Il est plus puissant qu'ailleurs, en Amérique, où personne n'est étranger, où tout le monde est fils d'étrangers, où chaque peuple a apporté ses produits, ses usages, ses plats même, assemblage bizarre, où, depuis trois siècles, germent peu à peu les usages nationaux. Science, art, professions, rien n'est national, rien n'a de caractère national. La science et l'enseignement, en pays espagnols, vivent de traductions; la loi codifiée a butiné dans toutes les législations, a pris, ici, un principe éprouvé, là, un autre, repoussé par l'expérience; elle a voulu se faire cosmopolite et a posé des règles de droit international privé, fixes et applicables à tous les étrangers de quelque provenance qu'ils soient.

En Europe, où toutes les sciences se sont nationalisées, le professeur, le juriste, le médecin s'occupent surtout de ce qui se fait et s'écrit en dedans de leurs frontières ; c'est ici, pour tous, une nécessité professionnelle d'étudier tout ce qui se fait au dehors. Cette absence de science nationale produit cet excellent résultat de forcer tous ceux qui vivent de quelque science, à élargir l'horizon de leurs études, à suivre ce qui se fait partout, à acquérir, enfin, une grande variété et une grande étendue de connaissances.

*
* *

Ce n'est pas moins une nécessité de vie pour les étrangers de s'imprégner, dans ce milieu nouveau, quand ils y pénètrent, de l'atmosphère démocratique qui y domine. Les courants en sont si constants, qu'il serait inutile d'essayer d'y résister. Il faut que l'étranger, issu d'un pays à traditions monarchiques ou théocratiques, émiette, peu à peu, le souvenir de ces traditions, prenne l'allure du pays, s'habitue à penser autrement qu'il ne pensait, relègue, à un rang secondaire, les préjugés qui le dominaient, pour se laisser imprégner par d'autres erreurs ou vérités relatives, en tous cas, modes nouveaux de penser, d'agir, de raisonner, de déduire. Au bout de quelque temps, les images même dont il ornera son langage ne seront plus les mêmes ; sa pensée et son être seront enfin, après un long séjour, assez modifiés, pour qu'il soit dépaysé dans son propre pays, s'il y revient ; il ne comprendra plus les mots, les pensées et les usages qui ont formé son enfance.

Cet air ambiant est, à ce point, envahissant, qu'aucun étranger n'y échappe ; chacun en a plus ou moins conscience, suivant son degré d'instruction. C'est l'ensemble de cette abdication de la personnalité, antérieure à l'acclimatation, que traduit le verbe s'américaniser.



La pulperia. (Voir page 164.)

On mange, on vit à l'américaine, quand on est arrivé à manger, à vivre sans souci de tous les accessoires qui, ailleurs, encombrent et compliquent la vie. Travailler à l'américaine, c'est simplifier le travail et les outils que l'on y emploie, rapprocher les résultats, sans chercher la perfection, s'en tenir à ce qui est strictement utile. Penser à l'américaine, c'est, de même, dégager son cerveau des traditions, des légendes, des inutilités qui l'encombrent, avoir foi en soi, ne reconnaître de supériorité que des supériorités relatives.

L'Américain s'inclinera devant l'opinion d'un juriste, d'un médecin, d'un ingénieur, d'un artisan; mais il n'admet pas, pour cela, qu'il soit inférieur à celui-ci ou à celui-là; il n'est pas d'une autre classe sociale, il a seulement d'autres occupations qui ne lui permettent pas de porter, pour le moment, son attention sur celles-là, et il achète, de celui qui possède des connaissances spéciales, le conseil, l'aide ou le travail dont il a besoin, comme il achèterait du blé pour son moulin, une charrue pour son champ.

Ces idées que l'on attribue exclusivement aux Américains du Nord, d'origine anglo-saxonne, auxquels une opinion générale concède un esprit plus méthodique, une science de la vie plus complète, ne sont pas moins dominantes chez les Hispano-Américains. Ceux-ci ne reconnaissent, pas plus que ceux-là, de supérieur hiérarchique, dans l'ordre social, ils ont le même dédain pour les décorations, la noblesse, les fonctionnaires.

Les colonies hispano-américaines se sont recrutées, pendant longtemps, parmi les familles nobles de la Péninsule; à l'origine les magistrats, les hauts fonctionnaires, les négociants même, qui venaient d'Espagne, ne faisaient pas fi de leur rang et des distinctions qui en étaient l'apanage; ils conservaient même l'usage de porter l'épée et la cape, et scellaient leur écu dans le fronton de leurs demeures. Leurs

fils ont procédé de tout autre manière : ils n'ont jamais attaché la moindre importance à ces hochets de la vanité européenne, ils ont fait plus que renoncer à porter l'épée, ils ont descellé l'écu et l'ont relégué parmi les meubles de rebut, ils ont même renoncé à l'usage des titres et des grands noms que leurs pères étalaient avec tant d'orgueil. Il n'est pas rare de voir des familles, de grande origine, porter un nom, qui n'est même pas leur nom patronymique, pris au hasard, parmi ceux très nombreux qui leur appartenaient ; à toutes, il suffit d'être une famille connue sur le sol américain, d'avoir des liens de parenté avec quelque Américain, grand par quelque haut fait de la guerre de l'indépendance ou quelque service public rendu à son pays.

Quant au fonctionnaire, il n'a jamais pensé que sa fonction pût suffire à lui assurer la considération du citoyen au-dessus duquel elle l'élève. La valeur morale et le mérite personnel de chacun sont discutés publiquement, ils appartiennent à l'opinion publique, ils ont le rang que celle-ci leur assigne, sans tenir compte de la fonction.

III

Tous ces traits de caractère, les étrangers se les assimilent, comme ils adoptent les usages d'un pays qui prend si facilement les leurs ; cette assimilation ne saurait empêcher qu'ils ne forment les uns et les autres des groupes, ayant leurs sociétés, leurs clubs, leurs réunions, leurs fêtes, leurs journaux, leurs écoles spéciales, leurs hôpitaux, leurs médecins, leurs avocats, leurs temples, leurs loges maçonniques. Chaque groupe d'étrangers a, même, ses préférences marquées pour tel ou tel genre de commerce ou d'occupation et se désintéresse de tout autre ; certaines colonies agricoles sont exclusivement suisses, d'autres italiennes, une est composée d'Anglais du pays de Galles, aucune n'est exclusivement

française, mais, dans beaucoup, les Français dominent en nombre et en importance.

Les journaux étrangers, publiés à Buenos-Aires dans toutes les langues, mériteraient une monographie détaillée ; ils sont par leur nombre et leur importance une des curiosités de la vie sociale de cette grande ville. Les premiers en date, écrits en langue étrangère, étaient français, et le premier d'entre eux le fut en 1818. Depuis, il y a toujours eu des journaux français à Buenos-Aires, ils ont eu une vie plus ou moins longue, plus ou moins prospère, mais jamais la colonie n'a été sans organe spécial; à diverses époques, elle a même possédé deux journaux. Depuis vingt ans, un d'eux a survécu à tous ses congénères et a conquis une situation aussi inattaquable que celle du *Courrier des Etats-Unis,* c'est le *Courrier de la Plata :* c'est un journal quotidien du format du *Temps*, fondé, en 1865, par M. Bernheim, et appartenant depuis 1882 à une société anonyme : il entretient à Paris un correspondant : son tirage est actuellement de 3.500, le prix de son abonnement de 72 francs. A côté de lui a pris rang, de 1880 à 1883, un journal de la même importance, l'*Union française,* dont j'ai cédé la rédaction et la propriété, lors de mon départ de Buenos-Aires. Depuis, l'*Indépendant* lui a succédé. La colonie italienne possède plusieurs journaux : l'*Operaio Italiano*, fondé en 1872, la *Patria Italiana*, fondée en 1876, et plusieurs journaux hebdomadaires. La colonie allemande : le *Deustche Plata zeitung*, fondé en 1877 ; la colonie anglaise : *the Standard*, journal très lu, fort bien renseigné, rédigé, depuis 1860, par son fondateur, M. Mulhall, d'origine irlandaise. La colonie anglo-américaine possèdait le *Buenos-Ayres Herald*, fondé en 1874. La colonie espagnole elle-même, bien que tous les journaux locaux soient rédigés dans sa langue, possède ses publications spéciales : *la Nacion española*, fondée en 1880, et *el Correo español,* fondé en 1872.

Nous négligeons un grand nombre de publications hebdomadaires, publiées dans toutes les langues, qui, sans avoir l'importance de celles que nous avons énumérées, dénotent dans chaque colonie une activité qui vaut qu'on la signale. Ajoutons que le grand journal satirique illustré, *el Mosquito*, fondé en 1863, appartient à un Français dont la plume et le crayon y répandent l'esprit gaulois, M. Henri Stein.

Le lien que le journal imprimé dans leur langue crée entre les étrangers de même nationalité, les sociétés de secours mutuels, de musique ou de plaisir le resserrent encore. Il n'y a pas de nationalité qui n'en possède de nombreuses; la colonie française en compte vingt, dont deux d'orphéons et en outre deux cercles importants. Les Italiens, chez qui l'esprit de solidarité semble tres puissant, alimentent plus de cent sociétés de secours dont quelques-unes entretiennent des maisons d'enseignement.

Pour les étrangers tout est occasion de réunion, disons mieux, de groupement national, le jeu de paume pour les Basques, le jeu de boules pour les Italiens, le champ de courses, les régates pour les Anglais, les *romerias* pour les Espagnols.

Les sociétés de secours, dont l'administration exige la création de postes honorifiques, ont de plus l'avantage de stimuler les ambitions et de donner lieu à des élections entre étrangers qui ressemblent assez à des élections municipales.

Plus que toute autre la création de l'hôpital français a donné lieu à ce genre d'agitation pacifique.

C'est là la grande fondation de la colonie française, qui mérite la plus sérieuse attention. Elle remonte à 1832. Installé à cette époque dans quelques chambres où trouvaient asile les résidents français, atteints par la maladie et la misère, il appartient à la Société philanthropique française du Rio de La Plata, reconnue d'utilité publique, dont font partie, comme sociétaires, tous les Français, payant une cotisation de deux

francs au minimum par mois. Le nombre de ces sociétaires dépasse actuellement cinq mille ; chacun d'eux acquiert, par le payement de cette somme infime, le droit, dont il usera ou n'usera pas, le cas échéant, d'être soigné, en cas de maladie, dans l'hospice de la Société, sans aucune rétribution, quelle que soit la gravité de la maladie ou celle des opérations dont elle sera l'occasion. C'est une sorte d'assurance contre la maladie. L'hospice, construit en 1845, s'est progressivement augmenté ; il est devenu insuffisant et a été remplacé par un autre, qui occupe deux hectares d'un terrain, appartenant à la Société, situé aux confins de la ville. Les plans, adoptés au concours, sont dûs à un de nos nationaux, résidant à Buenos-Aires. L'édifice comprend hospice d'hommes, de femmes et d'enfants ; asile de nuit. Sur le même terrain, la Société réserve un lieu d'assemblée pour ses membres, destiné à servir au besoin de lieu de réunion, où pourront se débattre les questions intéressant la colonie.

Les hospices espagnol, italien, anglais, allemand ne le cèdent en rien à l'hospice français et démontrent tous quel esprit de solidarité et d'union relie, entre eux, les membres de chacune des colonies étrangères.

Il nous serait impossible d'énumérer les sociétés fondées par chacune de ces colonies ; les plus nombreuses sont les sociétés italiennes, qui atteignent le chiffre de deux cents pour la République entière. Rien ne reste en dehors de leur action, avant tout, sociale et protectrice. Elles ne rencontrent, nulle part, l'entrave d'aucune loi intérieure, dans ce pays où la liberté de réunion et d'association est garantie par la Constitution.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'esprit de localisme, dont ne sont pas exempts les nationaux, voie sans inquiétude cette union très intime et très générale de chacune des colonies

étrangères. Certes, l'homogénéité future de la nation n'est pas, pour cela, en péril, nous avons dit que la nationalité imposée aux fils d'étrangers constitue, pour elle, une protection suffisante; mais la tendance manifeste de chacun des groupes à perpétuer les différences de race, à individualiser leurs efforts, à constituer des centres de résistance contre les coups imprévus du sort et les difficultés de la vie, est envisagée, par certains hommes d'État, comme dissimulant des intentions de constituer des centres de résistance, prêts au besoin à opérer contre les autorités, ou à se protéger contre les conséquences de la direction, plus ou moins heureuse, donnée à la politique.

L'État ne semblait pas avoir jamais songé à se mettre en garde contre ces périls lointains. Pour la première fois, en 1887, il a voulu prendre des mesures contre l'esprit de nationalité trop ouvertement manifesté par la colonie italienne. Depuis longtemps déjà les yeux des gouvernants s'étaient ouverts sur les dangers que le nombre croissant de l'immigration pouvait faire courir à la marche regulière du peuplement trop rapidement entraînée par ces colons enrégimentés par la communauté de langue.

Ils saisirent l'occasion d'intervenir par un règlement d'administration dans les affaires de la colonie italienne, à la suite d'une résolution prise par celle-ci d'enseigner exclusivement la langue italienne dans les écoles créées et soutenues par elle et de centraliser, tout au moins, l'enseignement. Les étrangers, tous ont une tendance marquée à donner à leurs enfants un enseignement spécial et dans leur langue. A ce besoin correspond la création de collèges particuliers anglais, italiens et français. Dans les premiers, assez aristocratiques, l'enseignement est cependant mercantile, on y apprend ce que doit savoir un homme, dont la vie sera remplie par les affaires commerciales. Les écoles françaises se contentent d'être universitaires, à la mode du pays, et de préparer les enfants aux examens que

l'État exige à chaque degré de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Ces écoles sont nombreuses et quelques-unes assez prospères.

Les écoles italiennes n'abordent guère que l'enseignement primaire, fait en italien, mis à la portée des enfants de travailleurs qui composent la majorité de cette colonie extrêmement nombreuse; les fils d'Italiens, qui veulent s'élever aux professions libérales, doivent, faute d'établissement italien d'enseignement secondaire, passer par le collège national pour conquérir le diplôme qui leur ouvre les Facultés de Droit, de Médecine ou de Sciences.

Les étrangers peuvent, sans avoir passé par les écoles locales et y avoir conquis tous leurs grades, exercer les professions libérales. Il leur suffit, pour voir les carrières de médecin, d'avocat, d'ingénieur civil, s'ouvrir devant eux, de présenter les diplômes qu'ils ont acquis dans leur pays, et de passer l'examen général que la loi exige.

Il y a à Buenos-Aires dix médecins français et d'autres répandus dans la République. Par contre, il n'y a plus actuellement d'avocat français, exerçant cette profession. La loi ne met, cependant, aucun obstacle à l'exercice de cette profession près des tribunaux; elle donne à l'avocat étranger les mêmes droits et les mêmes prérogatives qu'à l'avocat national; elle n'exige de lui que la présentation de son diplôme et un examen général sur les matières enseignées à la Faculté : droit civil, pénal, commercial, international, constitutionnel, romain, canon, procédure civile et criminelle, économie politique. C'est un examen un peu vaste; naturellement, pour le passer, il faut manier fort bien la langue espagnole, étude préalable à l'étude du droit local; il faut, de plus, pour pouvoir exercer, avec profit, la profession d'avocat, avoir étudié préalablement les usages, les coutumes, connaître les hommes, devant qui et avec le concours de qui, on l'exer-

cera. Toutes ces études ne se font ni en un jour ni en un an; c'est ce qui éloigne, sans doute, de cette profession, très lucrative et très honorée, beaucoup d'étrangers qui pourraient y rendre de grands services à leurs compatriotes. Celui qui écrit ces lignes a été, jusqu'ici, le seul Français qui se soit consacré à cette entreprise; il n'a jamais eu de confrère, de concurrent ni de successeur que son exemple ait tenté. Pour les Espagnols, ces difficultés sont moins nombreuses; ils bénéficient de la connaissance de la langue et de la similitude des législations; quelques Italiens figurent aussi au barreau, où l'on ne trouve aucun Anglais, ni Belge, ni Allemand. Le champ est donc libre aux fils, nés dans le pays, d'étrangers de ces nationalités; ils sont nombreux, presque tous ont une certaine pratique de la langue de leurs pères, et peuvent diriger leurs clients étrangers, dans leur langue mère; mais ils n'ont pas la pratique de la procédure des pays dont ils parlent la langue, de là, quelque embarras souvent à vider les questions compliquées que soulèvent les relations internationales.

Pour les ingénieurs, le champ à exploiter est vaste et les étrangers figurent au premier rang. Ce sont eux qui accaparent généralement les grands travaux publics, la construction des ports et des lignes de chemins de fer; ils suivent en cela les capitaux, étrangers comme eux, qui leur prêtent un précieux appui. C'est assez dire que les ingénieurs français sont peu nombreux, les capitaux français ne prenant que peu de part à ces entreprises.

L'étranger qui débarque à Buenos-Aires, à quelque nation qu'il appartienne, ne saurait donc craindre d'être dépaysé ou isolé; il trouvera, toujours, un groupe où son origine suffira à lui créer un titre à être admis. Il pénétrera, peu à peu, dans les rangs de la société créole, où son mérite, ses efforts, lui assigneront son rang. Étranger, au milieu d'étrangers ou de

fils d'étrangers, il ne fera qu'apporter un élément de plus à l'élaboration d'une race, à la constitution d'un peuple, dont les caractères définitifs sont un des secrets de l'avenir. Tous les peuples, jusqu'ici, ont collaboré activement à ce grand travail, plein d'écueils et riche en promesses ; tous y ont apporté beaucoup de leur science, beaucoup de leur sang, et continueront chaque jour à introduire de nouveaux contingents. En vain, quelque esprit étroit voudra-t-il mesurer aux étrangers leur place au soleil ; jamais il ne sera possible de leur fermer les avenues qui mènent aux grandes situations, nécessairement ouvertes, dans un pays américain, à toutes les intelligences ; personne ne sera assez puissant pour entraver les efforts individuels, dont l'ensemble prépare et assure la grandeur du pays.

CHAPITRE II

DE LA CONDITION LÉGALE DES ÉTRANGERS

Un axiome. — Garanties constitutionnelles. — Le droit public et les étrangers. — Naturalisation. — Principes de droit international privé. — Le mariage. — Mariage religieux. — Divorce à l'étranger. — Actes de l'état civil. — Nation et Provinces. — Les contrats internationaux. — Le domicile. — Les successions. — La capacité. — L'autorité paternelle. — Lois commerciales. — Exécution des jugements de l'étranger. — L'extradition. — Les traités. — Les diplomates

I

A la fin de 1880, le Chili était en guerre avec le Pérou ; celui-ci était vaincu, son territoire envahi et presque entièrement occupé, non pas conquis ; car, en Amérique, le temps des Cortez et des Pizarro est passé et le vainqueur, quel qu'il soit, en quelque région qu'il pénètre, fût-il de même race, de même origine, de même famille que le vaincu, ne peut pas prétendre tenir, sous sa domination, plus de territoire que la semelle de ses bottes ne parvient à en couvrir. On s'était battu à Chorillos et à Miraflores, à peu de distance de Lima. L'armée chilienne avait été victorieuse une fois de plus. Elle trouva, parmi ses prisonniers, des Français et des Italiens et les fit massacrer, sans merci, par les Asiatiques, qu'elle traînait avec elle. La nouvelle de ces massacres causa, dans l'Amérique tout entière, un scandale retentissant. Nulle part ailleurs le mouvement de révolte ne fut plus violent que dans la ville de Buenos-Aires. Un comité de la presse se forma pour protester publiquement contre cette

violation du droit public américain. Je fus chargé par lui de rédiger la protestation, qui devait être lue, sur la place publique et qui devait être transmise, par le comité, aux représentants Français et Italiens de Lima et de Santiago du Chili.

Le sentiment qui me dominait, comme étranger, vivant, sur le sol américain, avec tous les droits et toutes les prérogatives auxquels aurait pu prétendre un citoyen, m'inspira l'idée de résumer les principes du droit public continental, dans cet axiome, dont la vérité me paraît être indiscutable : « *En Amérique, personne n'est étranger.* »

Celui qui met le pied sur le sol américain a place au foyer; il entre dans une famille où il acquiert, sans avoir à les solliciter, les mêmes droits, et au même titre que ceux qui, les premiers, plantèrent leurs drapeaux sur ce sol vierge. Les premiers conquérants représentaient la civilisation, ils dotaient ces régions du bénéfice, lentement acquis, des progrès de l'humanité : le travailleur moderne, qui les a suivis, et a continué leur œuvre, a arraché le sol américain à la barbarie. Ceux qui l'ont approprié doivent jouir des mêmes droits que ceux qui l'ont conquis.

Dans la République Argentine, plus que dans toute autre partie de l'Amérique, ces principes ne sont discutés par personne. Ils dominent le droit public et le droit civil.

Aucune loi n'y oblige l'étranger à renier sa patrie et son drapeau et à devenir citoyen du pays, s'il vient y fixer sa résidence. Il peut, en gardant sa qualité, y acquérir le sol, le transmettre à ses héritiers, sans avoir à payer, sous aucune forme, de droit d'aubaine; entrer dans les assemblées municipales, dans les conseils de direction des banques d'État; exercer la profession d'avocat, la charge de syndic, de tuteur, de curateur; professer librement; émettre, par la voie de la presse, ses opinions libres et ses critiques indépendantes. Il est admis, s'il le veut, dans l'armée comme soldat ou comme

officier, jouit, enfin, de la plénitude des droits d'un homme libre, sauf ceux d'électeur politique.

Au point de vue du droit public, les navires de tous pavillons ont entrée dans les fleuves intérieurs et dans les ports; aucune restriction n'est apportée à la possession et à l'administration, par des étrangers, des voies ferrées; quelquefois même les nationaux se plaignent des avantages que la loi et les usages reconnaissent aux étrangers, dont les droits sont égaux et les charges moindres.

Leur propre histoire, autant que leur intérêt, éclaire les Républiques hispano-américaines sur l'utilité qu'elles peuvent retirer des faveurs accordées aux étrangers. Leur prospérité date du jour, où, cessant d'être colonies espagnoles et devenant indépendantes, elles lui ont ouvert leurs portes.

Tous les pays hispano-américains ont, les uns après les autres, répudié les théories espagnoles. Mais avant de prendre rang dans un corps de loi ou une déclaration constitutionnelle, ces principes, que la loi a recueillis, se sont installés dans les mœurs.

Dans les lois promulguées à Buenos-Aires, il n'est fait mention des étrangers que pour leur permettre le commerce, dès 1812, et, depuis, pour les libérer du service militaire. La Constitution de 1854 ne dit rien d'eux, les admet seulement à la naturalisation sans leur imposer de stage ni de conditions, sur leur seule demande. Ce n'est que la Constitution de 1860, qui fait, à leur sujet, des déclarations catégoriques et les met, à tous les points de vue, au rang des nationaux.

D'après l'article 26 de cet acte, les étrangers jouissent de tous les droits civils du citoyen. Ils peuvent exercer leur industrie, commerce ou profession, posséder des biens immeubles, les acheter et les aliéner, naviguer dans les rivières intérieures, exercer librement leur culte, tester et se marier con-

formément aux lois. Ils ne sont jamais obligés à la naturalisation, ni à payer de contributions extraordinaires.

Mais ce n'est pas cet article seul qui garantit les droits des étrangers ; dans tous les autres de son préambule, la Constitution, qui américanise les principes de la Déclaration des droits de l'homme, emploie le mot *habitant de la nation*. C'est aux habitants et non aux nationaux qu'elle garantit tous les droits, qui constituent la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de penser, de travailler, de commercer, de se réunir, de publier sa pensée par la voie de la presse ou par le livre, l'inviolabilité de la propriété, de la personne, et du domicile.

Ceux à qui ces avantages paraîtraient insuffisants, et qui désireraient jouir de droits politiques, peuvent solliciter et obtenir, à peu de frais, la naturalisation. Une loi spéciale de 1862 en règle le mode d'acquisition ; elle n'est pas exigeante. Il suffit, pour obtenir la jouissance de tous les droits qui sont attachés au titre de citoyen de cette République, d'avoir rendu quelques-uns des minces services que la loi énumère : avoir, par exemple, rempli une fonction publique ou exercé le professorat, avoir assisté à une opération de guerre ou de défense de la nation, avoir été entrepreneur de chemins de fer, ou avoir fait partie d'une colonie agricole ; toutes conditions faciles à remplir ; ou, ce qui est plus simple encore, et, le plus souvent, agréable, avoir épousé une fille du pays.

Certes, ces principes inscrits dans la Constitution, cette assimilation complète des nationaux et des étrangers, cette facilité donnée, à ceux-ci, d'acquérir, quand ils le veulent, la nationalité en terre américaine, semblent à première vue devoir simplifier le rôle du législateur et celui du juge. Ni l'un, ni l'autre, n'ayant à se préoccuper de l'origine des habitants, soumis à leur juridiction, peuvent appliquer, à tous sans distinction, une loi uniforme, à laquelle le fait seul de mettre le pied sur le sol de la République suffit à les soumettre.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que tous les conflits de droit international privé soient, par cela même, écartés et encore moins résolus. S'ils ne peuvent pas naître, dans les limites du territoire, de la rencontre fréquente, quotidienne, d'individus d'origine, de nationalité, de religion, de couleur même différentes, ils sont importés par ces individus et naissent du conflit des intérêts créés par eux dans des pays divers, par des mariages, des contrats, ou des faits même indépendants de leur volonté.

En Amérique, où, depuis la conquête, depuis surtout un demi-siècle, tous les peuples contribuent, pour une part plus ou moins large, avec plus ou moins d'activité, à la constitution des races nouvelles, qui peupleront les fertiles solitudes, les relations commerciales et la migration continue des peuples, qui ont leur source en Europe, créent nécessairement des situations juridiques nouvelles.

A l'encontre des principes de la loi française, qui, ne prenant aucun souci des conflits que ces situations peuvent engendrer, pose en principe que le Français, hors de France, reste soumis à sa loi civile et commerciale ; néglige de s'occuper des conflits que ce principe peut faire naître, sous les pas des émigrants ou des représentants de son commerce, ne se préoccupe ni des droits ni des relations civiles que les étrangers acquièrent ou créent dans son territoire, la loi argentine a pris, corps à corps, tous les conflits possibles de droit international privé et les a résolus d'avance par des textes.

La Constitution, ayant refusé toute importance à la nationalité, la loi, qui domine la solution de ces conflits est, nécessairement, celle du domicile. C'est de la possession d'un domicile sur le territoire que découleront tous les droits ; et, ce domicile, notons bien que ce n'est pas ce domicile légal, qui ne s'acquiert ou ne se perd que par des déclarations spéciales,

et qui est souvent indépendant de la résidence ordinaire, non, la simple résidence suffira pour déterminer l'application de la loi civile, comme ailleurs elle entraîne celle de la loi pénale ou commerciale.

Si, donc, nous feuilletons le Code argentin, nous trouverons à tous les chapitres, sous tous les titres, des articles prévoyant et résolvant les conflits entre nationaux et étrangers, nés à propos de droits ou obligations créés au dehors, par suite de déplacement des uns ou des autres, soulevant des litiges dans les limites du territoire.

Nous trouverons des dispositions de cet ordre dans les chapitres où sont réglées la constitution et la transmission des droits réels ou personnels par contrats, dans les cas de vente, hypothèque, cession, donation, etc..., dans ceux où sont réglées les formes du mariage et les relations de famille qu'il crée ou qui naissent des unions illégitimes ; dans celui de la puissance paternelle ; dans les titres où sont déterminés la forme des contrats et les effets qui en dérivent ; dans celui des successions, considérées au point de vue des droits qu'elles ouvrent, de la forme ou de la juridiction qui doit être choisie pour leur liquidation.

Nous en trouverons enfin de nombreuses dans les Codes de commerce et maritime et dans le Code de procédure ; celles-ci, relatives à l'exécution des sentences rendues à l'étranger, et destinées à produire leurs effets dans la République.

Toutes ces matières sont dominées par le principe uniforme de la loi du domicile, et, chose étrange chez un peuple d'autant plus soucieux, d'ordinaire, de sa souveraineté que l'éclat s'en impose moins au dehors, nulle part nous ne trouverons l'ambition de l'étendre au delà du territoire, nous rencontrerons plus souvent une sorte d'abdication, d'une partie de cette souveraineté, dans l'intérêt de la validité de certains actes.

II

Ainsi en est-il pour le mariage, premier acte de la constitution de la famille. Le mariage, célébré à l'étranger, le fût-il entre nationaux, sera valable, s'il l'a été dans l'une des formes, quelle qu'elle soit, admise pour sa validité, dans le pays où il a été célébré ; et même lorsqu'il l'aura été entre nationaux, ayant quitté leur domicile, uniquement dans le but de contracter, en pays étranger, un mariage, en violation manifeste des lois de la République. On ne saurait citer une loi qui respecte davantage la souveraineté du voisin et qui sacrifie plus complètement la sienne propre à la validité d'un acte.

Cette règle, dans ce cas, n'a d'autres limites que celles que lui imposent naturellement les principes d'ordre public inscrits dans la loi. Ainsi, ce mariage, ni aucun autre n'aurait aucune valeur dans la République, si, célébré dans un pays où la polygamie est autorisée, il constituait un des époux en état de bigamie.

Le Code civil a été profondement modifié en 1888 par la loi votée par le Congrès national relative à la substitution du mariage civil au mariage religieux.

On ne saurait dire que cette loi ait, au point de vue international, une grande importance ; elle n'en a pas moins une considérable pour les étrangers résidant ou ayant l'intention de venir résider dans la République Argentine.

Jusqu'ici la loi argentine avait posé en principe que la constitution de la famille ne pouvait reposer sur un acte civil et remis la célébration du mariage, non pas à l'Église catholique, mais aux églises, à toutes les églises pouvant exister au monde et avoir des fidèles dans les limites du territoire argen-

Le *rodeo*. (Voir page 210.)

tin; mais elle n'avait pas été jusqu'à accepter sans examen la validité de tous les mariages célébrés à l'extérieur par quelque église que ce fût. Elle avait posé en principe que le mariage célébré à l'étranger suivant les rites de la religion catholique qui ne produirait pas d'effet civil dans le pays où il a été célébré, en produirait dans la République Argentine par celà seul qu'il l'aurait été suivant les rites de cette religion. C'était une faveur exceptionnelle faite à la religion catholique. Elle a disparu dans la réforme du titre du mariage du Code civil avec toutes les autres dispositions.

Aujourd'hui, tous les mariages célébrés à l'étranger sont valables dans la République Argentine pourvu qu'ils aient été célébrés conformément à la loi du lieu de la célébration. On peut poser la question de savoir si le polygame, dont les mariages successifs ont été valablement célébrés dans son pays, pourra vivre en état de polygamie dans la République Argentine, nous ne connaissons pas de disposition qui s'y oppose; la loi même dispose imprudemment que les biens des époux seront régis dans la République par le contrat de mariage, quel que soit le lieu où il ait été célébré. Pour trouver une raison légale plutôt qu'un texte qui prohibe la polygamie, il faut recourir aux principes d'ordre public. La bigamie étant un crime prévu par la loi pénale argentine, la polygamie, même légalement constituée par une loi extérieure, ne peut être une condition légale, au point de vue civil, dans la République Argentine.

Il en découlera donc que lorsqu'il s'agira de diviser des biens laissés en succession dans la République Argentine par un polygame, les enfants du premier mariage seront seuls considérés comme légitimes et seuls appelés à la succession; mais il sera bien difficile, en présence de l'article du Code qui détermine que les conditions du contrat de mariage régiront seules les relations entre époux, quelque soit le lieu où il a été célébré, pour empêcher une femme mariée à l'étranger

et en état de polygamie de concourir à la succession de son mari, illégal seulement au point de vue argentin.

Ajoutons que la loi qui a rendu à l'État la tenue des registres de mariage en même temps que le droit de célébrer seul les mariages, a complété l'organisation civile de la famille en établissant dans toute la République les registres de naissance.

Jusque-là ce n'était pas une mince difficulté pour les étrangers de constituer à leurs fils un acte de naissance régulier. Ils n'avaient, en effet, pour l'obtenir, que l'inscription sur les registres de la paroisse de l'acte de baptême de leurs enfants, ou l'inscription de la naissance sur les registres des consuls de leur nationalité.

Il fallait, pour le baptême, une occasion, qu'en raison de l'éloignement de la paroisse on attendait souvent plusieurs années dans la campagne; dans les villes, l'indifférence suffisait à l'ajourner, si bien qu'il n'était pas rare de rencontrer des enfants déjà grands n'ayant pas d'état civil, faute d'avoir été baptisés. Ce baptême lui-même, encore, n'était-il pas à la portée de tous les fils d'étrangers, beaucoup d'entre eux appartenant à des religions ou à des sectes non représentées dans la République.

Que dire des registres des consulats? Toutes les fois que nous avons à parler des consulats, c'est leur inutilité flagrante qui saute aux yeux. Organisés pour une époque déjà ancienne et pour répondre à des besoins purement commerciaux, ils ont été par la suite, depuis déjà un demi-siècle, en France, séparés du ministère du commerce pour être incorporés au ministère des affaires étrangères; leur aire d'action a été élargie sans que l'on ait songé à leur donner les moyens de remplir les fonctions qui leur sont confiées par la loi et qui sont celles qu'il intéresserait le plus la mère patrie de voir bien remplies.

Les consuls, aussi bien anglais, allemands, italiens que

français, ont, en effet, leur résidence dans les ports, dans le port principal du pays où ils sont envoyés; ils donnent là des visas de navigation qui intéressent certainement le commerce international, entretiennent avec le ministère une correspondance aussi considérable qu'inutile, dont les cartons se remplissent et que personne ne lit; ils reçoivent du pays auquel ils appartiennent des milliers de lettres annuelles auxquelles ils ne peuvent répondre sous peine de voir leurs maigres appointements dévorés par les timbres-poste; ils se contentent de les numéroter et archiver en avisant le ministère qui n'en a cure, qu'ils ont reçu dans l'année 30,000 lettres, qu'ils ont dû à leur grand regret laisser sans réponse, pendant que les indiscrets correspondants s'en vont de par le monde poursuivre de leurs critiques les consuls et les consulats.

Ils seraient pourtant bien utiles et rendraient de bien grands services s'ils pouvaient seulement faire ce qu'ils sont chargés de faire et condamnés à ne pas faire.

En matière d'actes de l'état civil, quelle situation ridicule que celle du consul de France près la République Argentine, ou du moins de celui qui remplit ces fonctions et qui n'est autre que le ministre de France, la Chambre ayant jugé sage de supprimer, par radiation budgétaire, le consul de France dans le pays où il était le plus indispensable! Il réside à Buenos-Aires et a la garde des registres de l'état civil des Français résidant dans la République; lui seul a le droit d'inscrire une naissance ou un décès, et cela dans les trois jours qui suivent l'accomplissement de cet événement; or la République Argentine est sept fois grande comme la France; il y a tel point éloigné du littoral, que dix jours de voyage en séparent encore malgré la multiplicité des voies ferrées et des lignes de navigation fluviales. Personne donc, or ceux qui habitent la ville et même le centre de la ville, ne peut bénéficier de cette institution. Cependant le consul de France est représenté dans toutes les régions par des agents consu-

laires choisis avec soin entre les personnes les plus respectables et les plus intelligentes de la colonie, solennellement investis de fonctions absolument inutiles. Ces agents, en effet, n'ont ni la faculté, accordée cependant en France à de simples maires, quelquefois fort peu instruits et intelligents de pauvres communes, de dresser des actes de l'état civil; ils n'ont même pas la faculté d'apposer une simple légalisation sur un acte quelconque. Fonctionnaires gratuits mais platoniques, ils n'ont d'autre fonction que de composer un cortège inutile aux consuls inutilisés.

La loi nouvelle a donc fait pour tous les étrangers ce que notre loi consulaire n'a pas su réaliser, mais son œuvre d'organisation n'a pu être complète; il restera longtemps encore dans les immenses plaines de la République Argentine de vastes zones, où, faute de registres et de maisons municipales, les actes de l'état civil resteront inconnus.

*
* *

La loi de 1888 sur le mariage civil a conservé ce principe de la loi religieuse que le mariage est indissoluble, qu'il ne peut être dissous que par la mort de l'un des deux conjoints. Les conséquences de cette disposition peuvent être souvent compliquées.

Le mariage, en effet, n'est indissoluble ni en Belgique, ni en Suisse, ni en France, d'après la loi civile.

Il faut bien avouer que ce principe de l'indissolubilité du mariage, conservée dans la loi nouvelle, est déjà condamné dans l'opinion publique et ne tardera pas à figurer dans le Code civil. Si la loi de 1888 ne l'a pas accepté, ce n'est pas sans quelque lutte, lutte un peu molle, parce qu'elle venait après une grande bataille livrée entre le parti clérical et le parti libéral, gagnée par celui-ci sur le mariage civil. Le

parti libéral n'a pas voulu, malgré sa supériorité en nombre dans les Chambres et la majorité écrasante dont il dispose dans le pays, s'emparer du premier coup de toutes les positions. Il lui suffisait, pour le moment, d'arracher aux églises le droit de célébrer seules les mariages et d'inscrire seules sur leurs registres les naissances. La question du divorce sera résolue une autre fois. De grands intérêts sociaux exigent qu'elle le soit, et c'est surtout les étrangers qui combattent dans ce sens. L'ordre public ne pourrait que gagner à voir régulariser beaucoup d'unions irrégulières nouées entre gens qui ne peuvent se marier faute de pouvoir présenter l'acte de décès d'un époux disparu dans les immensités lointaines du pays, ou abandonné dans un pays étranger à la veille d'une émigration plus ou moins involontaire.

Enfin, cette loi mettrait fin dans la République à de nombreux conflits. Le mariage restant indissoluble, il se produira souvent cette conséquence grave que le mariage, célébré en France, devant l'Église catholique en même temps que devant l'autorité civile, et, postérieurement dissous, par un jugement de divorce, ne sera pas dissous dans la République. Ces époux ou les époux divorcés ne pourront pas y contracter un nouveau mariage. Cette règle a toute sa valeur, même dans le cas où le premier mariage et la dissolution qui l'a suivi seraient tous deux antérieurs à la fixation d'un domicile dans la République. Si, donc, un second mariage venait à être célébré dans la République Argentine, après la dissolution, provenant d'un jugement de divorce rendu à l'étranger, d'un premier, célébré à l'étranger, les enfants de la première union seront seuls considérés comme légitimes, au regard de la loi argentine, ceux de la seconde, postérieure au divorce, comme adultérins.

Mais, si, après la dissolution d'un mariage par le divorce obtenu, un second venait à être célébré hors de la République Argentine, ce second mariage serait considéré comme valable

par la loi de celle-ci, parce qu'il le serait d'après la loi du pays où il aurait été célébré. Dans ce cas, il y aurait un droit définitivement acquis, consacré par une législation extérieure, dont la souveraineté serait respectée.

En effet, les principes de droit international concernant le mariage, inscrits au Code, se résument en ceci :

1° La validité du mariage est régie par la loi du lieu où il a été célébré, même si les contractants ont quitté leur domicile pour ne pas se soumettre aux formalités et aux lois qui y régissent le mariage ;

2° Les droits et devoirs des époux sont régis par les lois du domicile matrimonial, tant que les époux y résident. S'ils changent de domicile, leurs droits et devoirs personnels seront régis par la loi de ce nouveau domicile ;

3° Quant aux biens, le contrat de mariage les régira, quelles que soient les lois du domicile matrimonial ou du nouveau domicile. S'il n'y a pas de contrat de mariage, les biens meubles seront régis par la loi du lieu de sa célébration, et les biens immeubles par celle du lieu de leur situation. S'il y a changement de domicile, les biens acquis, pendant le mariage, seront régis par la loi du domicile au moment de leur acquisition ;

4° Le mariage, célébré en un pays étranger, où il ne produirait aucun effet civil, en produira dans la République, s'il a été célébré, suivant les lois de ce pays.

5° Le mariage dissous, en pays étranger, en conformité avec les lois de ce pays, mais qui n'aurait pu être dissous suivant les lois de la République Argentine, n'autorise pas les époux à se remarier.

IV

Ces conflits, cependant, ne sont pas les seuls; dans ce pays cosmopolite, la loi a souvent à résoudre des points litigieux qui intéressent, à la fois, des étrangers et des Argentins, ou exclusivement des étrangers, pour cette raison, que je ne peux pas omettre, qu'en ouvrant la porte aux étrangers, en leur permettant l'exercice de tous les droits sans exception, la Constitution et la loi les soustraient à l'application des lois de leurs pays respectifs, pour les faire passer sous la sienne propre.

En France, nous n'avons pas grand souci des conflits de droit international privé; c'est à peine s'ils nous touchent, la loi française est faite pour les Français et prétend les suivre partout; quant aux étrangers :

Qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, qu'importe!

Les tribunaux français, avec le plus grand désintéressement, remettent aux tribunaux de leurs pays le soin de les faire accorder; si, par occurrence, un intérêt français est en conflit avec un intérêt étranger, si un Français a quelque intérêt dans un différend qui se débat à l'étranger, nos tribunaux n'hésitent pas à rendre des arrêts conformes à la loi française, sans se préoccuper du sort qui leur est réservé, lorsqu'il s'agira de leur exécution à l'étranger.

Je crois, pour ma part, qu'en matière de droit international privé, c'est là l'enfance de l'art. Si l'on n'y prend garde, faute d'avoir surveillé le mouvement qui s'opère, dans le monde entier, vers la solution, par des lois bien faites, des

conflits internationaux, la science juridique française et sa jurisprudence, qui ont, au dehors, une si juste autorité, perdront peu à peu de leur prestige : c'est, cependant, là une des branches d'exportation de produits français, qui, pour ne pas figurer en nombres ronds et majestueux dans les additions des statistiques, n'en a pas moins une importance capitale pour l'influence de la France à l'extérieur.

J'ai dit que la pensée dominante chez les législateurs américains, en général, et chez le législateur argentin, en particulier, a été, en soumettant les nationaux et les étrangers à la même loi civile, de ne faire dépendre l'application de cette loi que de la situation du domicile, sans considération aucune pour la nationalité.

Nationaux et étrangers sont soumis à la même loi, pour les relations créées au dehors, aussi bien que pour l'exercice des droits au dedans ; les juges et les avocats ont donc à faire une étude fréquente et approfondie des lois étrangères qui régissent la forme et le fond des actes.

Pour que l'application des lois aux étrangers, en même temps qu'aux nationaux, ne soit pas dangereuse, ne soulève pas à l'infini les conflits qu'elles ont pour mission d'éviter, la loi argentine a précisé les principes qui doivent présider à leur application. Aussi, trouvons-nous, dans tous les titres du Code civil, des articles qui règlent, par avance, les conflits entre les diverses législations :

La constitution ou la transmission de droits réels ou de droits personnels par contrats, dans les cas de vente, hypothèque, cession, donation, etc. ;

Les successions au point de vue des droits qu'elles ouvrent, de la forme ou de la juridiction qui doit être choisie pour leur liquidation ;

Les relations de famille, que créent le mariage et les relations illégitimes, et qui déterminent ou modifient l'ordre des

successions; la puissance paternelle et tous les droits ou obligations qui en dérivent ;

Les contrats considérés dans leurs formes ou leurs effets.

En droit commercial même, des règles précises internationales régissent la faillite et les lettres de change.

Le Code de procédure règle également l'exécution des sentences rendues à l'étranger et destinées à produire leurs effets dans la République.

Toutes ces matières sont soumises au principe uniforme de la loi du domicile, pour mieux dire de la simple résidence.

La loi argentine ne saurait éviter les conflits de droit international privé, qui naîtront nécessairement chaque jour, de la rencontre, sur le territoire où elle doit être appliquée, d'individus d'origine et de nationalités différentes ; mais il me semble qu'en soumettant exclusivement les individus à l'application de la loi qui règne au lieu de leur domicile, pendant qu'ils le conservent, elle a simplifié les conflits et rendu facile leur exécution.

Logique avec elle-même, elle ne tient, en matière de successions, aucun compte de la nationalité des intéressés ni même de la situation des biens ; elle ne s'occupe que de leur ensemble, de l'universalité du patrimoine et dispose, dans l'article 3283, que : « *le droit de succession au patrimoine du défunt, est régi par le droit local du domicile que le défunt avait au jour de sa mort, que ses héritiers soient nationaux ou étrangers.* »

Ce principe est à signaler d'une façon spéciale, parce que non seulement il vise les étrangers et la succession des étrangers dans la République, mais encore celle des nationaux en pays étranger. D'après ce principe, la succession du défunt sera exclusivement régie par la loi de son domicile, au jour de son décès, et la transmission de ses biens faite en conformité

de cette loi. C'est là une véritable abdication de souveraineté. Elle a pour résultat d'enlever à la juridiction locale, des immeubles, même situés dans la République, et semble, au premier abord, en contradiction avec celui de l'article 11 du même Code civil, qui pose en principe que les biens immeubles, situés dans la République Argentine, sont exclusivement régis par les lois du pays quant à leur qualité, aux modes de transmission et aux solennités qui doivent accompagner ces actes. Ce dernier principe ne régit que la forme des actes de transmission de propriété : il n'est donc pas en désaccord avec l'article que je viens de citer. Il est, en effet, bien entendu que, si la transmission des biens par successions peut se faire suivant des lois étrangères, leur prise de possession ne se fera jamais que sous la vigilance des tribunaux Argentins et en respectant les lois locales.

Le patrimoine du défunt, considéré dans son ensemble comme universalité de biens, sera donc exclusivement régi par la loi du domicile du défunt, au jour de son décès, et la transmission de ses biens, situés dans la République Argentine, sera faite en conformité à la loi du pays, où elle viendra régir la tradition des biens immeubles. C'est là une abdication du principe de souveraineté, qui a lieu de surprendre, de la part d'un pays qui est, en général, plus soucieux de ses prérogatives.

Cette abdication n'est pas absolue : l'article 3470, qui n'est que la reproduction de la loi française du 14 juillet 1819, partie intégrante de notre Code civil, établit, en effet, qu'en cas de division d'une même succession entre héritiers étrangers et argentins, ou entre étrangers sans domicile et étrangers avec domicile dans la République, ces derniers recevront, des biens situés dans la République, une part égale à la valeur des biens situés en pays étrangers, dont ils seraient exclus, en vertu des lois ou coutumes du lieu de l'ouverture de la succession.

Cet article ne s'applique qu'au cas de conflit entre héritiers de domiciles différents ; mais, au cas où ce conflit ne se produit pas, l'application de la loi étrangère aux biens, même aux biens immeubles situés dans la République, est absolue.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer que de longues discussions pourront s'ouvrir sur la détermination du véritable domicile du défunt.

Ainsi il a été jugé qu'un Français, étant décédé en France, où il résidait depuis plusieurs années, sans même avoir fait, pendant ce temps, un voyage à Buenos-Aires, avait conservé son domicile légal dans cette ville, par ce fait qu'il y avait conservé une maison de commerce, qu'il alimentait par ses achats faits en France ; le tribunal a décidé que la liquidation devait être faite sous l'empire de la loi argentine, par les soins exclusifs des tribunaux locaux.

Les conséquences de cette jurisprudence et de cette législation pourront être, dans la pratique, des plus singulières : elles pourront modifier profondément la transmission de biens qui se trouveront, quelquefois, soumis à une législation imprévue, sans que la volonté des ayants droit eût été de les soumettre à cette loi.

*
* *

La loi du domicile a donc, en ce cas, des inconvénients : elle est, au contraire, la loi qui, logiquement, doit s'appliquer, quand il s'agit de juger de la valeur intrinsèque d'un acte ou d'un contrat. Les dispositions de la loi argentine, sur ce point, sont nombreuses. Contenues dans les articles 1205 à 1216, elles peuvent se ramener à ceci : *les contrats sont régis, quant à leurs formes, par les lois du lieu où ils auront été célébrés, et, quant à leurs effets, par celle du lieu où ils devront être exécutés.* — S'il s'agit de contrats faits à l'étranger, pour transmettre des droits réels dans la République Argentine, ils n'auront de

valeur que le jour où ils auront été revêtus, dans la République, des solennités qui y sont exigées pour la validité de ces actes.

C'est aussi la loi du domicile qui sera consultée pour déterminer la capacité des contractants dans la République et en dehors d'elle, avec cette modification que l'individu, qui, étant majeur, suivant la loi de son domicile d'origine, viendra fixer ce domicile dans la République, avant d'avoir atteint l'âge de la majorité légale dans celle-ci, ne perdra pas la capacité acquise, mais que, s'il n'est pas encore en possession de cette capacité, il ne l'acquerra qu'à l'époque fixée par la loi argentine.

Cette loi fixe la majorité à vingt-deux ans; le Français, de moins de vingt et un ans, qui établira sa résidence dans la République, ne sera majeur et capable qu'à vingt-deux ans; mais celui qui aurait vingt et un ans accomplis et n'en aurait pas vingt-deux, avant d'y venir, ne perdra pas sa capacité acquise.

L'incapacité prononcée, contre un individu, par un tribunal français, ne produira pas de conséquences dans la République, si elle n'est pas conforme aux lois de celle-ci; ainsi un Français, pourvu d'un conseil judiciaire, sera libre de contracter et de disposer de ses biens dans la République, dont la loi n'admet pas l'interdiction des prodigues.

Par contre, les sourds-muets, ne sachant pas écrire, deviennent incapables de contracter, par le fait de leur résidence dans la République.

Par application du principe général qui régit les contrats, le contrat de mariage fait en pays étranger régit les biens des époux, même après changement de domicile et possession de domicile dans la République, où, cependant, les conventions entre époux, usitées en France, ne sont pas permises par la loi et où le seul régime légal est celui de la séparation de biens avec communauté réduite aux acquêts.

Des principes déjà examinés il sera facile de déduire cette conséquence, que, la nationalité n'ayant d'autre importance dans la loi argentine que d'assurer à celui qui la possède des droits civiques et politiques, le mariage ne la fera perdre ni acquérir à la femme, qui ne verra sa situation modifiée par le mariage qu'en ce sens qu'elle sera soumise à la loi du domicile de son mari, au lieu de l'être à celle de son domicile propre.

La même loi du domicile régira l'autorité paternelle, la reconnaissance ou la légitimation des enfants, et enfin la tutelle.

En France, l'autorité paternelle appartient au père pendant le mariage ; il la perd donc à la mort de la mère, pour acquérir les droits diminués, que lui concède la qualité de tuteur légal, assisté d'un conseil de famille. La loi argentine accorde l'autorité paternelle au père et à la mère pendant leur vie ; la mort de l'un ou de l'autre reporte cette autorité tout entière au survivant, sans aucune assistance de conseil de famille ; mais cette loi s'incline encore, ici, devant les lois étrangères. Elle dispose que la tutelle sera décernée et régie par les lois du domicile des parents du mineur, au jour de leur décès ; quand elle sera décernée par les juges du territoire, les biens seront administrés conformément aux lois de leur situation. Nous trouvons encore, là, une véritable abdication de souveraineté.

Notons que, dans la République Argentine, les étrangers ne sont exclus de la tutelle ni d'aucune curatelle, ni d'aucune administration de biens légale ou judiciaire, ils peuvent aussi être syndics de faillite et juges-commissaires ; ils ne sont exclus que du notariat et de la magistrature.

Dans le cas où s'ouvre une succession d'étrangers, dont les héritiers sont étrangers ou absents, la nomination du curateur appartient au consul, mais ce curateur ne peut intervenir que sous la vigilance et direction du juge local, et la succession n'est transmise que conformément à la loi locale.

Je terminerai en indiquant qu'en matière commerciale la *loi du domicile* est celle qui sera toujours appliquée.

Des dispositions nombreuses, insérées dans le Code de commerce, dont la promulgation remonte à 1862, soumettent les commerçants à la loi du lieu où ils ont leur domicile commercial, et l'on considérera, à cet effet, chaque succursale d'une maison de commerce, comme constituant un domicile spécial pour les obligations qui s'y créent ou doivent s'y exécuter.

Dans cette matière, pas plus qu'en matière civile, la nationalité des contractants ne joue aucun rôle. Le Code argentin ne connaît pas cette distinction qu'a imaginée le Code civil français et, qu'après lui, le Code de commerce et le Code de procédure civile et commerciale ont étendue, contre toutes les règles du bon sens et de la logique juridique.

Qu'importe, en effet, la nationalité en matière commerciale? Est-ce parce que tel commerçant est Français ou Italien que l'on trafiquera avec lui ; sa qualité de citoyen de tel ou tel pays peut influer sur l'extension ou la restriction des affaires avec lui, mais elle ne peut modifier en rien les conséquences juridiques de ce trafic. Il n'en est pas de même du domicile. Sa situation entre, pour une grosse part, dans les points qu'un commerçant examine, avant d'entrer dans une affaire : c'est là un point facile à déterminer, fixe, qui ne se prête à aucune dissimulation, et qui a, dans la conception ou le dénouement d'une affaire, une importance considérable. Mais, en fixant la juridiction, en désignant la loi qui devra être appliquée, le législateur se trompe, si, prenant en considération la nationalité, et faisant bon marché du domicile commercial, il fixe celui-ci à sa guise, dénature ainsi la solution des affaires au gré de son caprice, sans aucun intérêt pratique.

Que signifie, à ce propos, cet article de notre Code de procédure commerciale, qui soumet au tribunal du lieu du domi-

cile du commissionnaire tous les litiges qui pourront naître entre lui et ses commettants? Le commissionnaire assignera ceux-ci, obtiendra gain de cause par défaut, et après?—Après, il lui faudra faire exécuter sa sentence à l'étranger, où il trouvera dans la souveraineté locale une barrière qu'il ne franchira pas. Il aura donc perdu son temps et son argent à se faire l'illusion de croire que la souveraineté française est universelle, et universelle l'autorité de ses tribunaux. La loi est mauvaise qui entretient, chez lui, cette illusion coûteuse. Nous savons même des plaideurs qui, connaissant cette disposition, tiennent absolument à en user, et croiraient perdre quelque chose de leurs droits, si, omettant le recours inutile à cette juridiction, ils s'adressaient directement à celle du lieu du domicile de leur débiteur.

Quand il s'agira de contrats civils ou mercantiles avec un débiteur, citoyen ou simplement habitant de la République Argentine, nous leur conseillons de ne pas perdre de temps à solliciter par requêtes et conclusions les tribunaux français ; les jugements qu'ils lèveraient, devant ceux-ci, ne leur seraient d'aucune utilité là-bas.

En matière de lettres de change, chacun des actes auxquels ces instruments de crédit pourront donner lieu sera régi par la loi du lieu où il devra être exécuté, qu'il s'agisse de tirage, d'acceptation, d'endos, de protêt, de rechange, d'exécution. La loi argentine est non seulement libérale, elle est logique.

En matière de faillites, il nous faut signaler un principe, spécial à la législation argentine, c'est celui de l'article 1531. Cet article, mal connu par ceux qui n'ont pas fait une étude de la loi, ni même une lecture attentive de ses textes, a une réputation qu'il ne mérite pas. Les personnes, liées d'affaires avec la République Argentine, se figurent, généralement, qu'il constitue au profit des nationaux une sorte de bénéfice absolu sur les biens situés dans la République.

Il n'en est rien. En premier lieu, il ne s'applique, pas plus

que les autres, aux nationaux seuls, mais à ceux-ci et aux étrangers, ayant leur résidence dans le pays. De plus, il ne constitue pas un privilège au bénéfice de ceux-ci et se borne à faire une division absolue des patrimoines d'une entreprise commerciale, conformément à ce principe que nous avons cité déjà et qui fait, des diverses succursales d'une même maison de commerce, autant d'individualités, ayant leur existence, leurs biens, leurs affaires personnelles.

Cet article se borne à établir : que la déclaration de faillite, prononcée en pays étranger, ne pourra être invoquée contre les créanciers des faillis dans la République, ni pour leur disputer les droits qu'ils prétendent avoir sur les biens existants à l'intérieur du territoire, ni pour annuler les actes qu'ils auront célébrés avec le failli, dans les délais légaux ou en dehors d'eux.

De plus, dans le cas où la faillite serait *aussi* prononcée par les tribunaux locaux, on ne prendra pas en considération les créances, faisant partie de la masse formée à l'étranger, qui ne recevront aucun dividende avant le payement intégral des créanciers de l'État.

Ce n'est pas autre chose que l'application rigoureuse de la loi que nous avons citée.

Je résumerai, en peu de mots, les dispositions du Code de procédure qui intéressent les étrangers et les relations, créées ou entretenues, par eux, dans ce pays. Il ne pouvait pas venir à l'idée du législateur argentin de restreindre l'application de l'adage : le demandeur suit le domicile du défendeur ; *actor sequitur forum rei*. Il est dans la logique des principes de la législation, que nous venons d'étudier, de l'étendre plutôt que de le restreindre. Mais il est curieux de relever que la caution *judicatum solvi* n'est pas exigée, seulement, de l'étranger sans résidence dans le pays; elle l'est aussi, dans certains cas, de l'étranger résidant et même du national. Ce fait, qui paraît étrange, au premier abord, s'explique, si l'on réfléchit que la



La marque. (Voir page 216.)

République Argentine est constituée sous le régime fédératif, et que chacun des États qui compose la fédération est maître absolu de son organisation judiciaire, et souveraine. quant à la distribution de la justice, dans les limites de son territoire. Si donc un national, domicilié dans l'une des quatorze provinces, se présente, comme acteur, devant un tribunal qui n'est pas celui de l'État où il a son domicile, le défendeur a le droit d'exiger de lui la caution *judicatum solvi* et de le traiter comme étranger.

Ce principe, contenu dans plusieurs des Codes de procédure qui régissent les États, prouve, jusqu'à l'évidence, que le titre d'étranger n'a pas d'importance dans la République, que la loi ne prend souci que du domicile des individus. Cette caution, au reste, est limitée aux frais de justice, qui pourraient, par sentence définitive, incomber au demandeur.

Le Code de procédure a pris soin, aussi, de préciser les cas où les jugements, rendus en pays étrangers, pourront être exécutés dans la République. S'il existe des traités avec le pays où le jugement aura été rendu, celui-ci sera exécuté dans la forme indiquée par le traité, mais, s'il n'en existe pas, il le sera, seulement, si la sentence se réfère à l'exercice d'un droit personnel et n'affecte pas un bien immeubie situé dans la République ; si la sentence n'a pas été rendue par défaut, la partie condamnée ayant son domicile dans a République ; si l'obligation qui a donné lieu à la sentence exécutoire est valable d'après les lois argentines ; si, enfin, elle est présentée en copie authentique, revêtue des légalisations, nécessaires pour lui conférer notoriété suffisante auprès des autorités de la République.

V

En matière de droit international, la loi argentine a tout prévu, même une matière qui est du domaine pur de la diplomatie et qui d'ordinaire n'est pas résolue par voie de loi générale, mais bien par des traités : celle de l'extradition. La République Argentine, se distinguant, sur ce point, encore, de la majorité des pays, a résolu par un texte de loi cette question, très compliquée pour un pays neuf, de l'extradition.

Elle a pratiqué en cette manière diverses théories. Avant 1872, elle avait conclu, avec le Brésil en 1857, la Bolivie et l'Uruguay en 1865, l'Italie en 1868, de nouveau avec la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Paraguay en 1869, des conventions diplomatiques réglant l'extradition des malfaiteurs.

Mais, en 1872, le ministre des relations extérieures, M. Carlos Tejedor, un des criminalistes les plus distingués de la République, auteur d'un Code pénal, déclara, dans le mémoire annuel, que les ministres ont l'obligation de présenter au Congrès, qu'il considérait comme inutiles les traités d'extradition, dont personne n'avait jamais réclamé l'application, et comme dangereuses ces conventions, qui pouvaient avoir pour résultat de nuire à l'immigration dans un pays, dont le peuplement est nécessaire; qu'il les avait donc dénoncés.

Cette théorie, peut-être un peu sceptique, n'eut pas, croyons-nous, pour résultat d'attirer sur la République le flot de malfaiteurs qu'elle semblait provoquer, mais elle arrêta l'enthousiasme des diplomates pour les traités d'extradition.

Ce ne fut qu'en 1881 qu'un nouveau traité fut conclu, et cette fois avec l'Espagne, c'est le dernier, et ce sera le dernier.

En effet, le Congrès a brusquement changé de théorie et résolu par une loi, le 25 août 1885, la matière internationale de l'extradition. C'est là une innovation, et, disons-le, cette innovation est due à un mouvement de colère du ministre des relations extérieures de cette époque, le Dr V. de La Plaza. Nous pouvons le rappeler, puisque c'est nous qui l'avons provoqué.

En 1883, en effet, le fait suivant s'était produit. Un Suisse, embarqué à Marseille pour Buenos-Aires, y avait été précédé par un télégramme, adressé par le Conseil fédéral au consul suisse, demandant son arrestation pour détournement. Le ministre susnommé, prévenu verbalement par le consul suisse, fit opérer, à bord, l'arrestation demandée. L'accusé, sans autre forme de procès, sans l'intervention d'aucun tribunal local, fut maintenu en arrestation, durant trois mois, sans avoir été interrogé. Ce ne fut qu'alors qu'il reconnut à notre assistance professionnelle. Le recours d'*habeas corpus* nous était indiqué, par la Constitution et la loi, nous présentâmes le même jour notre requête à la Cour suprême fédérale.

Elle fut l'objet d'une attention spéciale ; le fait que nous y dénoncions, causa chez les magistrats qui la composaient un scandale sans précédent. Ils ne pouvaient croire que, par ordre d'un ministre, dans un pays libre, un fait de cet ordre eût pu se produire à deux pas du prétoire de cette cour, dépositaire des libertés publiques, et que ce scandale se fût prolongé pendant trois mois.

Un arrêt rendu sur l'heure ordonna au ministre de présenter dans les vingt-quatre heures des explications : ce qu'il évita de faire en ordonnant lui-même la mise en liberté de *son* détenu.

Il ne s'en tint pas là ; *ab irato*, il élabora et présenta au Congrès le projet qui est devenu la loi du 25 août 1885.

Cette loi, aujourd'hui promulguée, rend inutiles les traités d'extradition. Il suffira aux gouvernements étrangers.

pour la réclamer, de promettre la réciprocité en cas analogue.

La remise, demandée, par lettre ou par télégramme, transmise par l'agent du gouvernement au ministre des relations extérieures, ne pourra être refusée que si le délit n'est pas puni par les lois locales ou ne l'est que d'une peine inférieure à un an de prison, ou s'il s'agit de délit politique ou de délits commis par un Argentin déjà punis dans le pays; enfin, s'il s'agit d'un délit commis par un esclave, celui-ci ne pourra être livré que sous condition d'être jugé comme homme libre et déclaré tel.

Mais, dans le cas où le coupable sera refusé pour une des raisons sus-énoncées, il sera jugé par les tribunaux du pays conformément à la législation locale.

La loi est longue, toutes les dispositions qu'elle contient sont la reproduction de celles ordinairement énoncées dans les traités qu'elle remplace.

Les pièces justificatives seront remises par l'agent diplomatique au ministre des relations extérieures qui les examinera, les transmettra à celui de l'intérieur pour opérer l'arrestation. Le détenu sera remis au juge fédéral, qui constatera l'identité et examinera la forme extérieure des documents remis, sans en observer le fond. Le prévenu sera assisté d'un défenseur ; le juge décidera dans les six jours; il autorisera ou refusera l'extradition. Mais, si elle est refusée pour vice de forme des documents, l'accusé sera conservé d'un mois à trois mois en arrestation, pour que le gouvernement étranger ait, suivant la distance, le temps de corriger les vices de forme. L'accusé a droit d'appel contre la sentence du juge.

La loi, enfin, autorise par voie d'exception l'arrestation d'un étranger, sur la demande faite au Pouvoir Exécutif, par un diplomate, sans présentation de pièces, et le maintien de cette arrestation pendant deux mois pour donner à celles-ci le temps d'arriver.

Cette loi est grave et excessive, autant que l'était la théorie émise en 1872 par le Dr Tejedor, mais elle est aussi plus dangereuse.

Dans un continent où la politique domine les esprits et n'est pas exempte d'excès, il est à redouter que les voisins de la République Argentine ne soient tentés d'abuser des formes expéditives de la loi d'extradition pour venger leurs rancunes personnelles et vider leurs querelles politiques.

* * *

Telles sont, dans l'ordre civil, commercial et judiciaire, les principales dispositions ayant un caractère international, que j'ai relevées dans la législation argentine, qui règlent la condition légale des étrangers et les relations qu'ils entretiennent dans ce pays.

Elles sont, en elles-mêmes, intéressantes, parce qu'elles découlent toutes du même principe, qu'elles ont toutes cette tendance de simplifier les relations internationales et d'écarter, autant qu'il est possible, les conflits de législation.

Ces dispositions législatives, qui font dépendre la solution de tous les points de droit de la situation du domicile, sont, il me semble, le dernier mot de la simplification ; elles ramènent toutes les questions à un point de vue unique et facile à déterminer.

Elles ont encore un avantage, qui est de rendre inutiles les traités entre la République Argentine et les pays qui entretiennent avec elle des relations.

Quelle portée pourraient bien avoir, en effet, des traités où interviendrait un pays qui a pris soin de déclarer, dans le préambule de la Constitution qui le régit, l'égalité des droits entre les étrangers et les nationaux ? où, sans qu'il soit parlé de nations amies ou de citoyens, il est déclaré que tous

les droits que la proclamation des droits de l'homme a énumérés, que la philosophie de notre siècle a reconnus, sont garantis à tous les habitants sans exception, — droit de travailler, d'exercer son métier ou sa profession, de commercer, de naviguer, d'entrer, de demeurer, de passer, de sortir, de publier ses idées par la presse, d'user et de disposer de sa propriété, de s'associer, de professer librement son culte, d'enseigner et d'apprendre; inviolabilité pour tous de la personne, de la propriété, du domicile, de la défense en justice, égalité pour tous devant la loi?

Tous ces droits sont acquis, les traités ne les augmenteraient ni ne les fortifieraient; le souci du respect des étrangers est tel que la Constitution nationale et la loi leur confèrent le droit de soumettre les litiges, où leurs intérêts sont en opposition avec ceux d'un national, à des tribunaux spéciaux, les tribunaux fédéraux, qui, en raison de leur mode de recrutement, sont considérés comme à l'abri des influences locales.

Je dois dire, cependant, que la République Argentine a célébré des traités nombreux dans ces dernières années; cela se comprend. Rien, en effet, n'est plus morose et vide que la vie d'un diplomate, dans un pays où aucune question politique, d'intérêt international, n'existe. La louable ambition de ces hauts fonctionnaires, de rendre d'éclatants services aux pays qu'ils représentent, ne sait où mordre. Pour remplir des loisirs trop lourds, on rêve d'un traité de commerce ou d'amitié; on en discute, pour la forme, les clauses dénuées d'intérêt pratique, on échange des protocoles platoniques, des ratifications courtoises, on les signe et contresigne. Si tous ces actes solennels ne produisent aucun résultat utile, ils mettent du moins en lumière, dans des documents que l'histoire négligera, les noms de fonctionnaires inconnus, dès lors préparés, pour des postes plus occupés, par ces communions blanches de la diplomatie.

Je préfère, pour ma part, de bonnes lois bien fixes, découlant de principes de droit bien assis, à des traités qui n'ont jamais et ne peuvent avoir, pour excellents qu'ils soient, d'autres assises que celles, très mobiles et peu sûres, du droit international public, dont la fixité et l'existence, purement théoriques, peuvent aussi bien être mises en péril par la faiblesse excessive que par la puissance exagérée des contractants. Mieux vaut, certainement, une bonne loi, égale pour tous. Il appartenait à une nation d'Amérique d'en forger le modèle et de le dresser sur cette terre vierge, où les peuples fusionnent, en dehors de toutes rivalités traditionnelles, et collaborent, tous en commun, à une nouvelle évolution de l'humanité.

CHAPITRE III

LA COLONIE FRANÇAISE

Le Français colonisateur. — Le Français à l'étranger. — Patriotisme. — Commerce français à la Plata. — La vice-royauté de la Plata en 1806. — Jacques de Liniers et les Anglais. — Napoléon Ier et la Plata. — Mort de Liniers. — Les journaux français de 1818 à 1887. — L'influence française. — Le romantisme. — Le libéralisme. — Le blocus français en 1841. — Les Français dans l'enseignement. — L'immigration basque. — Les premiers pasteurs français. — La laine en 1842. — Le Français artisan et industriel. — Les grandes industries françaises. — L'émigration et les capitaux. — L'ouvrier patron. — Comparaisons : l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne. — Les créations françaises. — Théâtre français. — Tendances politiques. — Fêtes françaises. — Les fils de Français et la patrie.

« Le Français ne sait pas émigrer et n'est pas colonisateur : » c'est là un des axiomes de la science sociale, aujourd'hui, les moins discutés, accepté qu'il est par ceux même qu'il devrait blesser le plus. De toutes les vérités que l'on se dit à soi-même, à la manière de Brid'oison, il ne saurait y en avoir, pour un peuple, de plus humiliante ; il n'en serait pas, si elle était justifiée, qui fît moins d'honneur à notre race, qui condamnât plus sûrement la démocratie française au néant. L'expansion au dehors, le besoin d'élargir l'aire de son action, ne sont-ils pas des nécessités de son existence ? Elle serait destinée à périr, si elle se laissait enfermer dans les limites étroites de la vie de France, où toute aspiration devient empiétement, où les ambitions les plus justifiées ont toujours chance de troubler l'ordre social, où le royaume des élus est limité, partant, défendu.

Si la France du XIXe siècle avait réellement renoncé à

répandre au dehors, avec ses ambitions, ses qualités de race, elle trahirait les plus sûres traditions de son histoire, qui relient les Gaulois demi-barbares aux légions des croisades; cette grande émigration du moyen âge, aux soldats de Guillaume le Conquérant; ces colonisateurs sans rivaux, aux colons de la Louisiane et du Canada, restés Français après un siècle d'abandon, et, enfin, ceux-ci aux conquérants de l'Algérie et aux aventuriers de la Californie, dont l'œuvre n'a pas été stérile.

Il est vrai que la France a perdu ses plus belles colonies. Elle a vu la Louisiane et la Floride, le Canada et l'île de France sortir de son patrimoine; mais ses revers même semblent n'avoir eu d'autre résultat que de démontrer la vitalité posthume de ses créations coloniales. Au reste, ne sommes-nous pas un peu prompts à vanter à nos dépens nos voisins tout aussi éprouvés? L'Angleterre n'a-t-elle pas vu l'indépendance des États-Unis se constituer sur les ruines de son empire colonial? La perte prochaine du Canada et de l'Australie n'est-elle pas prévue par ses hommes d'État? Les Portugais n'ont-ils pas perdu le Brésil, les Espagnols leurs immenses possessions d'Amérique? Sommes-nous donc les seuls à avoir créé des colonies, pour n'en tirer d'autre honneur que celui de leur avoir infusé notre sang et appris notre langue? Parmi les grands États européens, nous n'en connaissons guère qui n'aient rien perdu de leur empire colonial que ceux qui ont encore à le créer, — comme l'Allemagne et l'Italie.

La légende qui condamne, à l'avance, toute entreprise française au dehors, n'a pas seulement l'inconvénient d'être fausse; elle est décourageante. C'est à elle que l'on doit le lent développement de nos établissements à l'étranger. C'est elle, surtout, qui engendre ce dédain altier, avec lequel, en France, on traite, sans exception et de parti pris, tous ceux des nôtres qui ont la témérité de tenter au dehors quel-

que création, dédain, qui va de pair avec l'admiration que nous inspirent ces coureurs d'inconnu, s'ils appartiennent à une nation voisine.

Aussi Belges, Suisses, Italiens, Anglais et Allemands, lorsqu'ils se lancent dans cette aventure, aujourd'hui, pourtant, bien bourgeoise, de l'émigration, tout aussi ordinaire que le choix d'une carrière, rencontrent-ils l'appui de tous ceux qui les ont précédés et les vœux de ceux qui restent ; le Français qui passe la mer n'est plus qu'un déclassé. Qu'il soit jeune ou vieux ; qu'ayant manqué sa vie, il cherche à la recommencer, dans un pays nouveau, ou qu'il en soit encore à chercher sa première voie, le jour où il part, il se déclasse et se diminue. Ce qui est plus étrange encore, le jour où il arrive au milieu même des Français qui l'ont précédé dans le pays qu'il a choisi, il sent qu'il a fait, en venant les rejoindre, le sacrifice de la considération à laquelle il croyait avoir droit. S'il se présente devant son consul, il est accueilli par ce fonctionnaire avec cette froideur soupçonneuse, qui jauge un déclassé de plus, venant grossir les rangs des enfants perdus de la patrie ; il apprend là que c'est un quasi-délit que d'avoir voulu s'arracher à la médiocrité d'une vie toute tracée, de s'être imposé la tâche laborieuse de chercher au dehors un succès, dont la patrie, qu'il a quittée, partagera avec lui le profit.

Ce serait cependant un travail assez consolant et plein de surprises que de relever, sur une carte, tous les points du globe où des Français se sont groupés, de dresser un état sommaire des résultats qu'ils y ont obtenus, des capitaux qu'ils ont créés, de ceux qu'ils ont répandus dans leur pays d'origine, en attirant, là où ils s'étaient établis, des produits industriels et les navires français.

Mais c'est à la Plata, dans ce pays acquis à nos idées françaises, à leur influence, vivant de notre vie, partageant nos goûts, pratiquant nos mœurs, oubliant ses origines espagnoles

pour rechercher, surtout, l'écho de tout ce qui se dit ou s'écrit en France, que s'est formée, depuis plus d'un demi-siècle, et développée, depuis trente ans, notre plus belle colonie, véritable réduction de la société française démocratique, ayant ses journaux, ses assemblées, ses lettrés, ses écrivains, ses artisans, ses propriétaires, ses théâtres, ses lieux de réunion, ses luttes simili-politiques, ses maisons d'enseignement, de refuge d'asile, ou de secours ; puissante par son union, par ses habitudes laborieuses, son esprit industrieux et économe ; utile à la mère patrie, dont elle fait aimer le nom, connaître les productions, dont elle attire, occupe et multiplie les capitaux, sans demander en retour que l'on sache même qu'elle existe, qu'elle est grande et prospère ; heureuse, seulement, si elle entend dire qu'elle peut servir de modèle à toutes les créations de ce genre.

I

Ceux qui ont habité l'étranger savent combien est vivace, chez les Français du dehors, le culte de la patrie. Pour eux, ce sentiment résume et embrasse toutes les affections de famille, tous les souvenirs du jeune âge, restés vivants au fond du cœur, sous leur forme primitive, avec toute la fraîcheur qu'ils avaient au jour du départ. Aussi, sont-ils toujours arrivés de la veille et disposés à repartir dans un avenir prochain, qu'ils indiquent à l'avance, que leur désir rapproche, que le succès aussi bien que les revers éloignent aussi facilement. Ils passent, ainsi, dix ans, vingt ans, une existence entière, travaillant toujours, laborieux, économes, honnêtes, scrupuleux, souvent plus qu'ils ne le seraient dans leur milieu d'origine, soucieux qu'ils sont de la considération des étrangers pour le groupe auquel ils appartiennent, sévères pour ceux qui tombent et font rejaillir sur leurs compagnons d'émigration

les éclaboussures de leurs fautes. Succès ou revers, le Français rapporte tout à la mère patrie : il se sent oublié par les siens, et cet oubli même double le désir de rentrer triomphalement. Les étreintes de l'adversité sont plus cruelles pour lui, parce qu'elle lui ferme le chemin du retour, et que, par elle, l'émigration voulue devient exil forcé, qu'elle l'oblige à renoncer à quelque chose de plus précieux que les biens qu'il a perdus, à celui qu'il convoite avec passion, à cette douce et profonde émotion, que donne, après une longue absence, le premier contact avec le sol de la patrie.

Les cent mille Français qui forment aujourd'hui ce que l'on appelle la colonie française de la Plata ne diffèrent en rien des autres groupes, moins nombreux, répandus dans les diverses contrées du globe. A quelque classe sociale qu'ils appartiennent, quelle que soit la province de leur origine, leur éducation, ils pensent tous de cette manière. Il conservent le culte des usages nationaux, se passionnent pour ce qui agite, élève ou compromet la patrie, savent qu'ils sont oubliés d'elle, et font, dans leur éloignement et leur obscurité, des efforts constants pour attirer d'elle un regard. Tous les ans, les statistiques des douanes leur apportent, en manière de consolation, les résultats de l'année écoulée. Elles constatent que la France a exporté, pour cette région des rives de la Plata, dont elle ne perçoit que dans un lointain nébuleux la situation géographique, les mœurs et le climat, une somme de produits manufacturés qui se rapproche de cent cinquante millions de francs, et qu'elle a reçu de ces pays, qu'elle croit à peine nés à la civilisation, une somme double de produits bruts destinés à son industrie, à ses filatures et à ses tanneries.

Le lecteur qui aime les chiffres tout groupés et alignés en beaux bataillons, regarde défiler ceux-là avec étonnement; peut-être y arrête-t-il un instant sa pensée. Qu'il se dise, alors, que si tous ces produits arrivent en France, où les apportent

des vapeurs français, si d'autres, pour une somme égale, s'exportent par les mêmes voies, c'est parce que des Français expatriés ont créé là ces relations, fait connaître ces produits de notre industrie, en ont répandu le goût, en ont, par leur activité patriotique, imposé l'usage. S'il pousse son examen plus loin, s'il se rend compte de la nomenclature des articles exportés, il verra que pas une branche d'industrie ne reste en dehors de ce mouvement, et, qu'aussi bien l'art et la littérature que les objets les plus vulgaires y tiennent une grande place. Si ses regards pouvaient pénétrer plus loin encore, il verrait à l'œuvre, au milieu d'une société très raffinée et très instruite, des hommes d'étude sortis de toutes les écoles de France, rendant, au loin, ce service, de propager les idées, les inventions, la langue et la science françaises : ingénieurs dans les grandes constructions et la direction de travaux publics, de communication, de viabilité, de ports, de mines, d'assainissement des villes ; savants et professeurs dans les collèges et écoles supérieures ; médecins et avocats, dans les services privés, que leur profession est appelée à rendre ; industriels dans la création et le développement d'usines, dont ils demandent en France les directeurs, les contremaîtres, les machines et les modèles ; éleveurs, au milieu de leurs immenses domaines, où il y a toujours une place, du travail et le moyen de réussir pour tout Français qui s'y présente.

Ce groupe militant qui possède l'ambition, commune à tous les hommes, de réussir et de s'élever au-dessus de ses concurrents, en a une autre, spéciale à ceux qui luttent loin de la patrie : ils veulent que quelque chose de leurs œuvres soit constaté là-bas, dans ce coin reculé où leurs souvenirs convergent ; ils rêvent que l'on en parle chez eux. Aussi, lorsqu'un député, dans une phrase incidente, à propos de l'expédition du Tonkin, déclare à la tribune du Parlement que notre plus belle colonie est la colonie française de la

Plata, il circule, parmi ces laborieux expatriés, un souffle d'orgueil, cette satisfaction glorieuse qu'éprouve le régiment cité à l'ordre du jour.

*
* *

Après quarante ans de silence, c'était la première fois, depuis les débats de 1840, soulevés à propos du blocus de Buenos-Aires par la flotte française, que le Parlement s'occupait de cette colonie unique; cependant, en remontant aux origines de son histoire contemporaine, on trouve une heure, où le pays, où elle s'est créée, a pu croire qu'il allait devenir Français, alors qu'un officier Français, moins célèbre que La Fayette et Rochambeau, et tout aussi digne de la même renommée, présidait à l'éclosion de son indépendance et prenait en mains la direction militaire de la résistance aux Anglais, qui devait amener l'expulsion des Espagnols.

Nous ne voulons pas tenter, ici, la longue histoire de l'indépendance des États de la Plata, ce serait la faire que de conter, par le menu, celle du comte de Liniers, de 1806 à 1810, mais une notice sur la colonie française de la Plata serait incomplète s'il n'y tenait la première place.

Né à Niort, en 1737, le comte Jacques de Liniers avait pris du service, en Espagne, comme officier de marine, et participé aux expéditions d'Algérie, de 1775 à 1784. Conservant son rang dans l'armée espagnole, il fut chargé, en 1790, d'un commandement dans les Missions, qui, depuis l'expulsion des jésuites, en 1767, dépendaient des États de la Plata érigés, en 1776, en vice-royauté, avec Buenos-Aires, déjà peuplée de quarante-cinq mille habitants, comme capitale. En 1806, Liniers, revenu des Missions, commandait le port de l'Ensenada, le plus voisin de la capitale, quand, le 27 juin, une armée anglaise, détachée du cap de Bonne-Espérance, s'empa-

parait,en quelques heures,de la ville de Buenos-Aires. Le vice roi espagnol Sobremonte disparaissait; les Espagnols résident acceptaient cette défaite; seuls, les créoles, fils d'Espagnols nés dans la colonie, chez qui germaient, déjà, les idées d'autonomie, étaient disposés à recommencer la lutte, confondant Anglais et Espagnols, dans leur haine de l'étranger. De tous les officiers au service de l'Espagne, Liniers, seul, était resté à son poste. D'accord avec les patriotes de Buenos-Aires, il s'embarqua pour Montevideo, y réunit six cents hommes, pendant que les patriotes se préparaient de leur côté, et put, après quelques jours, revenir, débarquer, grouper deux mille hommes autour de sa troupe, les armer, donner la main aux forces urbaines, faire le siège du fort, où les Anglais s'étaient réfugiés, après plusieurs engagements peu heureux, et rendre la ville à ses habitants.

Brillante improvisation historique de cet officier de fortune, à laquelle rien ne manque des qualités de la race française, dit un historien argentin [1] ! La vivacité, l'audace, la confiance en soi, l'intrépidité dans le danger, la générosité dans la victoire et le désir immédiat, au milieu de son triomphe, de faire tourner sa propre gloire d'un jour au bénéfice de sa patrie! C'est ce désir qui perdra Liniers; nous ne pouvons que lui pardonner. Ce crime, si c'en est un, ne méritait pas l'éclatante ingratitude des créoles, qu'il avait éclairés sur leur propre valeur, dont il avait dirigé les armes; il se réduisait, en somme, à vouloir faire des compatriotes de ses compagnons d'armes, à leur donner sa propre patrie après leur avoir révélé les enthousiasmes du patriotisme.

Les événements semblaient lui suggérer cette idée de l'annexion de la vice-royauté de la Plata à la nation française; les créoles, en effet, vaincus la veille, victorieux le lendemain, imposant des conditions aux Anglais, étaient résolus à faire

1. *Histoire de Belgrano*, par le général B. Mitre. Premier volume



Les dompteurs. (Voir page 214.)

bon marché des autorités espagnoles, qui n'avaient su ni empêcher l'entrée de l'ennemi, ni préparer son expulsion. Au mépris des lois coloniales, ils firent par acclamation un vice-roi de leur général victorieux, du chef de cette entreprise heureuse, qui n'était pas Espagnol.

Cette élection, la première d'un magistrat de cette importance, faite sans droit, dans un pays de l'Amérique espagnole, par les créoles, réunis dans le Cabildo, ouvert à tous les citoyens, était le premier acte de la révolution. Elle consacrait la rupture des liens de famille entre la colonie et la métropole. L'audience royale, assemblée majestueuse des plus hauts magistrats coloniaux, envoyés par l'Espagne pour contrebalancer l'omnipotence des vice-rois, n'y résista pas; elle accepta cette violation, par le peuple, du principe monarchique, cet effondrement de toutes les lois coloniales, dont elle avait le dépôt. Le roi d'Espagne, contraint et forcé, fit comme elle, confirma la déchéance de Sobremonte, l'élévation de Liniers, d'un Français, à la première magistrature d'une colonie d'où les lois des Indes, cependant, excluaient tous les étrangers.

Une nouvelle épreuve ne tarda pas à démontrer que ce choix était heureux. Liniers fut appelé de nouveau, en 1807, à sauver le pays d'une seconde invasion anglaise, forte, cette fois, de vingt mille hommes. En cette aventure périlleuse, ce fut sur lui seul et sur les nouveaux patriotes qui l'entouraient que reposa, comme en 1806, toute la responsabilité du gouvernement que l'Espagne laissait échapper.

Dans tout l'éclat de cette destinée qui le faisait présider à l'aurore de l'indépendance sud-américaine, initiateur et premier soldat de cette révolution, investi du pouvoir par l'autorité populaire, lui Français, dans un pays que l'Angleterre convoitait et attaquait sans pouvoir le conquérir, que l'Espagne était impuissante à défendre et à garder, qui semblait ainsi n'être à personne, Liniers, imbu qu'il était d'idées mo-

narchiques et hiérarchiques, ne songea pas qu'il pouvait être le premier citoyen d'une république indépendante et rendit compte, naturellement, des événements auxquels il avait présidé, à l'empereur Napoléon, lui faisant hommage de la suzeraineté sur ces contrées. Il lui adressa le comte de Vandeuil, son gendre, émigré français résidant avec lui à Buenos-Aires. L'Espagne était alors l'alliée de la France, Napoléon ne crut pas devoir accueillir ces projets, mais il n'oublia ni cet ambassadeur, ni ce vice-roi qui régnait pour lui et le traitait, de loin, en suzerain. Deux ans après, au lendemain de l'abdication de Charles IV, il décida l'envoi à la Plata d'un émissaire, chargé d'instructions pour Liniers et d'un convoi d'armes, projet qui resta sans exécution. L'idée fut reprise Le futur amiral Jurien de La Gravière, qui avait connu Liniers à Buenos-Aires, à la fin du XVIII[e] siècle, lors de l'arrivée de celui-ci, fut destiné à devenir le conquérant de ces immenses régions par le ministre de la marine Decrès, qui lui alloua cinq cents fusils et vingt-cinq hommes : subside dérisoire si l'on se rappelle l'échec des vingt mille Anglais, et qui n'aurait pu aider qu'une conquête pacifique, une prise de possession d'un domaine, déjà, féodalement, rattaché à l'Empire. Cette expédition ne partit pas plus que les précédentes; l'empereur, hanté par ce rêve ambitieux de conquête, mais, le réduisant, peu à peu, aux proportions d'une simple velléité, confia une mission d'encouragement à M. de Sassenas, qui, lui aussi, avait résidé quelque temps à la Plata, et qui n'arriva même pas à Buenos-Aires; la suspicion où le mit sa mission, ébruitée avant qu'il y parvînt, l'arrêta à Montevideo.



Les citoyens de la République Argentine, aujourd'hui constituée, peuvent, aussi bien que nous Français, envisager de sang-froid dans le lointain vague de l'histoire ces tentatives

platoniques de conquête. Les armées de Napoléon victorieux, s'il avait eu le loisir de les employer à cet objet, eussent échoué contre la résistance des créoles, peu disposés à changer de maîtres, déjà résolus à n'en pas avoir, avides d'indépendance politique, après s'être soulevés, en réalité, pour échapper à l'exploitation commerciale de la métropole. Déjà initiés aux idées de la Révolution française, que l'Amérique avait accueillies la première, ils n'avaient rien à prendre, des principes que la France impériale leur avait substitués.

Liniers fut victime de son zèle patriotique. L'armée créole oublia qu'il avait improvisé le prologue du grand drame de l'indépendance, qu'il avait révélé l'existence de forces capables d'entrer en lutte avec une armée anglaise, à plus forte raison, avec l'armée d'Espagne. Une émeute le destitua, lui opposa un vice-roi nommé par elle, lui arracha Montevideo et Buenos-Aires, le forçant à chercher dans l'intérieur un centre de résistance. Il le trouva à Cordoba, tint en échec ses ennemis, jusqu'au jour où, en 1810, déclaré traître à la métropole, et, par une contradiction étrange, traître à la révolution, allié des Français, usurpateurs de l'Espagne, il fut enveloppé et pris, avec six de ses compagnons, par l'armée créole, par ceux qu'il avait, le premier, groupés et conduits à la victoire. Fusillé dans un lieu sans nom, en pleine pampa, sur les rives désertes d'un ruisseau ignoré, où aucun souvenir n'a été conservé de cette triste fin d'un homme vaillant, il est, en même temps que le premier des héros de l'indépendance, le premier sacrifié par les patriotes, et commence cette série lugubre qui se continuera par l'exil de San-Martin et de Rivadavia.

Quant à la France, si elle peut regretter ce martyr d'un rêve colonial irréalisable, elle peut affirmer qu'elle n'a rien perdu dans l'écroulement de ses espérances. L'histoire de ce siècle s'est chargée de démontrer que l'annexion, rêvée par Liniers, n'aurait pas eu de lendemain et se serait écroulée d'elle-même avec la dynastie napoléonienne. Il n'en serait

resté, après quelques années passées, sans profit, sous une loi commune, que le souvenir d'une humiliation; les créoles en eussent gardé quelque rancune. Peut-être, n'eût-on pas pu prononcer le nom de France dans ce pays un demi-siècle après qu'il se serait dérobé à une domination importune! Aujourd'hui encore, le nom de Liniers commence à peine à recouvrer quelque prestige. Lui, le grand initiateur, il est victime de ce sentiment très local qui consiste à nier toute influence possible d'un étranger dans les grandes journées de la patrie. Il en coûte de lui devoir quelque chose, et le mot si finement ironique de Tocqueville est toujours vrai : « Jamais un Américain ne consentira à avouer que l'Amérique n'a pas été découverte par un Américain. » Ce sentiment, poussé à l'extrême, a séparé les fils créoles de leurs pères espagnols, a mis l'idée de patrie au-dessus de celle de famille, détachant, avec violence, du tronc de la famille européenne, un rameau, pour lui donner, dans un sol nouveau, des racines et une sève indépendantes; nous ne pouvons nous étonner qu'il se soit conservé assez vivace pour empêcher d'accorder à un étranger, d'au delà les mers et d'au delà les Pyrénées, la grande part qui lui appartient dans l'œuvre commune de la création d'une nation.

Si l'œuvre de Liniers fut méconnue de ceux à qui elle profitait, son entreprise d'annexion ne fut pas moins dédaignée en France, et l'Angleterre fut la seule à profiter avec une remarquable habileté de ses propres échecs. Venue en conquérante, battue, expulsée du territoire avec ses armées, elle ne garda aucune rancune de sa défaite. Laissant jouir au contraire les créoles de leur triomphe, exploitant, au profit de son commerce, ce sentiment très humain du bienfaiteur, qui se passionne pour celui qu'il a sauvé, du vainqueur qui n'éprouve que des joies à revoir celui qu'il a battu, elle s'implanta dans la colonie en courtier de commerce, peu

soucieux de sa dignité, que les rebuffades ne découragent pas. Les Anglais avaient mis à profit les quelques jours de leur occupation, pour étudier ce marché nouveau, que leurs armes avaient ouvert à leurs marchands, pendant que les Français, qui avaient eu le loisir de l'exploiter, à l'heure où le prestige de Liniers était intact, ne virent ce pays et ces événements que par les yeux de cet officier de marine de la monarchie, étranger à toutes connaissances commerciales, croyant avoir rempli toute sa mission quand il avait choisi, entre ses supérieurs hiérarchiques, celui qui avait, vis-à-vis de lui, le plus de droits à recevoir de ses mains l'hommage de la suzeraineté.

Aussi, de 1807 à 1825, l'Angleterre, qui aurait dû être odieuse, à ne considérer que ses tentatives de conquête violente, s'implante-t-elle à la faveur des troubles civils au milieu de ce peuple, qui cherche à tâtons la loi de sa destinée, qui a rompu avec toutes traditions, qui se découvre des ennemis partout sur les champs de batailles et n'en cherche pas sur le terrain commercial et économique ; elle jette des semences fécondes dans ce sol profondément remué et prépare l'avenir de sa prépondérance, s'emparant seule, sans lutte, de consommateurs que les autres nations productrices négligent. En quelques mois, les navires anglais, qui, la veille, ne connaissaient que théoriquement la situation des États de la Plata, à l'abri de leur pavillon vaincu, encombrent la douane et les magasins de la ville de marchandises, en telles quantités, que la consommation était, dès lors, pourvue pour dix ans ; on se demande ce qu'eussent été les résultats d'une conquête si tels étaient ceux d'une défaite.

La France, au contraire, égarée par des illusions, ne recueille qu'une gloire vaine et sans profit ; négligeant absolument les résultats utiles d'une entreprise d'un des siens. Pendant dix ans, après la mort de Liniers, elle ne prend aucun rôle, n'acquiert aucune importance, n'essaie aucun traité

de commerce, reconnaît, en 1826, l'indépendance des États hispano-américains, mais ne songera qu'en 1845 à demander le profit de traités que l'Angleterre s'est assurés dès 1825.

Cependant il nous faut garder de cette période un souvenir, qui est de ceux qui flattent le plus notre vanité nationale, celui d'un grand service, glorieusement rendu, et payé de la plus complète ingratitude.

II

Tandis que l'Angleterre poursuivait la recherche d'avantages commerciaux dont la France ne prenait aucun souci, celle-ci, cependant, ne restait pas étrangère aux événements dont la proclamation de l'indépendance, faite en 1810 à Buenos-Aires, avait donné le signal, et qui allaient se dérouler dans tous les États de l'Amérique espagnole. On sait qu'après la chute de l'Empire, les survivants de cette grande épopée, représentants du parti patriote, s'éloignèrent de France en grand nombre, fuyant le spectacle humiliant de l'occupation étrangère. Ce fut l'époque la plus brillante peut-être de l'émigration transatlantique ; on vit affluer, dans tous les pays d'outre-mer, ces hommes au cœur fortement trempé par de rudes épreuves, renouant la tradition de la révocation de l'édit de Nantes, que chaque secousse de notre siècle a rajeunie et qui veut que la France se prive, à chaque évolution politique, du concours des forces intelligentes et des hommes d'action des partis vaincus. Les noms français ne sont pas rares dans les armées improvisées pour la lutte contre l'Espagne ; le plus glorieux est Brandzen, général alsacien, qui mourut en héros à la bataille d'Itusaingo.

En 1818, huit ans après la mort de Liniers, l'existence d'une colonie en voie de formation se révèle à Buenos-Aires

par un fait qui ne laisse pas de causer quelque surprise : l'apparition d'un journal en langue française, le premier peut-être qui ait été publié à l'étranger. Au milieu des troubles de la guerre civile, il poursuivait l'œuvre de Liniers, le rattachement des Provinces unies de la Plata à la France. Son existence fut courte ; il n'eut que six numéros, du 29 mars au 17 mai ; ses tendances étaient hardies et l'heure sans doute mal choisie, pour relever, au dehors, le drapeau de la France, qui comptait si peu en Europe. Les rédacteurs de *l'Indépendant* étaient Charles Robert, ancien préfet de la Nièvre, Jean Lagresse, Auguste Dragumette, capitaine au long cours, Narcisse Parchappe, frère du général de l'Empire, et Antoine Mercher, ex-aide de camp du général Gautier, de l'état-major de Napoléon. Accusés de conspiration contre les Provinces-Unies, ils furent arrêtés, convaincus du crime imputé et condamnés. Robert et Lagresse furent fusillés le 3 avril 1819, leurs compagnons expulsés.

La colonie française était assez nombreuse pour leur faire de brillantes funérailles, présidées par son consul, M. Leloir, et par un savant dont la vie entière se passera dans cette région, M. Bonpland, le compagnon de Humboldt ; mais elle était impuissante à protester contre ces cruautés, inattendues sous un régime de liberté.

De ce groupe nombreux ne sortira personne, jusqu'en 1826, pour reprendre, sinon l'œuvre politique, du moins celle de propagande française, par la création d'un nouveau journal. Un Français, Jean Lasserre, dont le nom est, aujourd'hui, brillamment porté par son fils, commodore de la marine argentine, sera, pendant plusieurs années, le promoteur de toutes les publications françaises. Il commence, en 1826, par *l'Echo français*, la série des journaux, qui, au milieu des événements agités de cette époque, ne disparaîtront que pour reparaître : en 1827, *l'Abeille ;* en 1828, *le Censeur ;* en 1829, *le Spectateur ;* et d'autres encore en 1831,

1832, et même en 1840 et 1841, alors que la République est en guerre avec la France, que le blocus de la flotte française, commencé en 1838, n'est suspendu que pour reprendre bientôt et ne se terminer qu'en 1846. Nous en trouvons un autre à une époque agitée, en 1854, rédigé par M. Charles Quentin, hier encore administrateur de l'Assistance publique à Paris, qui, ayant pris en main la défense énergique des intérêts étrangers, fut expulsé par Urquiza.

Ces nombreuses créations suffiraient à démontrer la tendance des Français à l'étranger à se grouper autour de leur drapeau, à se constituer en véritable famille. Malgré les dissentiments d'opinion, les luttes d'intérêts qu'ils peuvent avoir, ils recherchent, en eux-mêmes, les éléments sociaux, soucieux de créer, à l'étranger, la vie en réduction d'une ville de France ; nulle part, ils ne se noient au milieu de la société, conservent surtout à la langue maternelle une fidélité, qui peut être critiquée mais n'en est pas moins touchante. Cette fidélité même n'a pas été étrangère à la progression constante de l'influence française à l'étranger, en particulier, dans le pays dont nous nous occupons, où elle est si particulièrement remarquable. C'est bien, en effet, par ces colons et pour leurs besoins que les premiers livres français pénètrent à l'étranger, c'est bien par eux que le grand mouvement des esprits, en France, qui commence en 1830, se fait connaître.

*
* *

Après les écarts de la révolution, après le césarisme et l'épreuve nouvelle de la Restauration, qui n'avait pas osé porter la main sur les conquêtes entrées dans le domaine de la loi et de la Constitution, les oscillations gigantesques du pendule, qui marquait la marche, quelque peu affolée, de la société française, trouvaient, après 1830, un équilibre momentané

dans le juste milieu et l'espérance de quelques années de paix sociale.

Les républiques d'Amérique avaient, elles aussi, traversé les heures sanglantes de leurs plus terribles épreuves. Tout entières aux essais inhabiles des constitutions, aux tentatives d'appropriation rapide de toutes les conquêtes de l'esprit philosophique, elles avaient encore à connaître de nouvelles luttes; elles étaient en pleine guerre civile, quand commença à se répandre sur le monde le souffle puissant de la génération de 1830.

La France pacifiée, éprise d'art, reconquérait brillamment sa grande influence, s'emparait des esprits par sa poésie, par ses drames, par ses romans, par ses brillantes conceptions politiques, par l'écho puissant de sa tribune, par la presse nouvellement organisée, par ses journaux et ses revues, par toutes les productions de l'esprit. Le libéralisme de 1830 offrait, aux hommes politiques du nouveau monde, une sorte de refuge de la pensée. Il rencontrait le plus grand nombre d'entre eux dans l'exil ou dans la retraite où les reléguaient les violences des partis, surmenés par les hommes de lance et de couteau qui avaient supplanté les hommes d'épée.

Malgré les difficultés de communication, le grand éloignement que comblaient mal les paquebots à voiles, il n'y eut pas un nom de cette grande génération qui n'eût son heure de popularité à Buenos-Aires. Malgré Rosas, malgré dix ans de blocus par la flotte française, c'est là peut-être où aboutit, pendant toute cette brillante période, l'écho le plus vibrant de tout ce qui se dit ou s'écrivit en France.

L'influence française force le blocus; la littérature française règne, malgré les prohibitions, malgré ces proclamations et ces décrets étranges, qui font plus que réprouver et bannir tout ce qui est Français, qui vont jusqu'à destituer du titre de patron de la ville de Buenos-Aires saint Martin

de Tours, et à exécuter ce bizarre décret, en grande pompe, avec toutes les cérémonies de la dégradation militaire, infligée, sur le front de l'armée, à l'effigie du soldat gaulois. Ces extravagances enfantines, indignes d'un cacique impuissant, qu'imagine Rosas et que dépasse encore l'usage qu'il établit de faire précéder tous les actes privés et publics, toutes les proclamations, de cette formule grotesque imprimée en lettres rouges : *Mueran los salvages unitarios! Mueran los Franceses asquerosos! Muera el chancho inmondo Luis Felipe*[1] *!* étaient impuissantes à ternir le grand éclat de la Renaissance de 1830.

Après la chute de Rosas, arrivée le 3 février 1852, à l'heure où le césarisme, s'emparant de la France, impose silence à ses penseurs, à ses écrivains, à ses orateurs, cette action sur ce pays ne sera pas moins active. Les bannis, les découragés, trouvent là des chaires offertes, pour y reprendre l'enseignement de la jeunesse qui leur est interdit en France. Les sympathies qui entourent ces vaincus sont d'autant plus vives que cette population vient de traverser vingt années des mêmes épreuves. La direction du Collège national, l'instruction de ceux dont la destinée sera de présider et de participer à la merveilleuse transformation de ce pays, est confiée dès la première heure à Amédée Jacques, l'un de ces exilés, qui a laissé, derrière lui, un traité de philosophie en collaboration avec Jules Simon et Émile Saisset. En même temps, le général Urquiza ouvre, à Parana, un collège semblable, sous la direction d'un Français aussi, M. Larroque, qui, lui, aura, avant de mourir, la satisfaction de voir exercer toutes les hautes fonctions de l'État, même la présidence de la République, par l'élite des élèves qu'il aura formés.

L'Université de Buenos-Aires, les Facultés de droit et

---

1. Mort aux sauvages unitaires! Mort aux Français répugnants! Mort au cochon immonde Louis-Philippe!

de médecine, l'École militaire se constituent, peu à peu, sur le plan des Facultés et des Écoles de France; ce sont les livres d'enseignement français qui sont dans toutes les mains dans leur texte original. Le jour où le premier kilomètre de chemin de fer est décrété et entrepris par le gouvernement, pour son compte, la construction en est confiée, plus tard l'administration, à des Français; aujourd'hui encore, aussi bien qu'en 1854, cette ligne modèle, qui fut la première entreprise et qui est la plus prospère, a conservé son caractère d'administration française. Constatons cependant, que, malgré ces débuts et cet exemple, qui vaut quelque chose, pas une ligne de chemins de fer, dans cette République où il y en a tant et de si prospères, n'a été, jusqu'à ce jour, entreprise par des capitaux français. La destinée de notre émigration est d'être abandonnée à elle-même, de n'emporter de France que la résolution de profiter des circonstances que l'avenir fera naître, avec la conviction de n'avoir à compter sur aucune aide, aucun concours de la patrie.

*
* *

La seule région française où cette règle ne soit pas applicable et qui a fourni, toujours, depuis 1825, un courant constant d'émigration solidaire, agissant avec ensemble, s'aidant réciproquement, se distinguant par l'usage perpétué d'une langue spéciale, est le pays basque.

L'émigration basque de la Plata a une notoriété spéciale; on croit même qu'elle a toujours constitué, sinon le seul, au moins le plus important des éléments de la colonie française. Cela n'est pas exact.

S'il est vrai que des villages nombreux ont envoyé dans ces contrées la majeure partie de leurs habitants, ce pays pauvre s'en est si bien enrichi que cette source d'émigration est à peu près tarie et que l'émigration basque de la Plata ne se

recrute plus guère que sur le versant espagnol des Pyrénées. Malgré cet arrêt du courant d'immigration, la population basque garde son importance; il n'en est pas de plus honorée, il n'en est pas qui mérite plus de l'être, si l'on examine ce qu'elle a fait et créé, le degré de richesse où elle est parvenue et les commencements pénibles qu'elle a eus.

Ce n'était, certes, pas trop de toutes les énergies de cette race, noble entre toutes, pour surmonter les rudes épreuves de la fondation de villages, dont le premier fut le Tandil, créé par elle dans la pampa, à l'époque barbare de 1826, à cent lieues de Buenos-Aires, dans les replis d'une sierra isolée et de peu d'importance, qui n'avait d'autre raison d'être désignée comme le centre d'une création de ce genre que l'abri qu'elle offrait contre les incursions des Indiens. Ils peuvent avec orgueil regarder le chemin parcouru, depuis le jour, où, pour eux, nouveaux débarqués, tout était surprise et sans doute déception dans ce pays de plaines.

Après cinquante ou quelquefois cent jours de mer, il leur avait fallu entreprendre un nouveau voyage au long cours, dans cette pampa, si pareille à l'océan. Sur les confins de la ville, au milieu d'une esplanade qui, aujourd'hui encore, après plus d'un demi-siècle, reçoit les mêmes hôtes, étaient rangées les grandes charrettes pampéennes, longues et hautes, perchées sur des roues de deux mètres, bariolées de couleurs éclatantes, couvertes de toitures solides; six paires de bœufs sont, souvent, impuissantes à les tirer d'un mauvais pas; mais sur la route unie, soutenues par un prodige d'équilibre, elles roulent, quelque chargées qu'elles soient, sans que les bœufs semblent en prendre souci, somnolents au milieu des flots de poussière qu'ils soulèvent.

C'était dans ces frégates terrestres qu'il fallait entreprendre ce long voyage; tout autre moyen de transport était inconnu. La vue du paysage n'était guère pour reposer des rudes secousses que le voyageur avait à supporter;

on n'y distinguait ni arbres ni habitations; le passage des rivières n'apportait à cette monotonie quelque variété, que pour augmenter les périls; quelquefois il fallait attendre sur la rive du San-Borombon ou du Salado un mois ou deux que les eaux grossies eussent diminué; on formait un campement et l'on comptait les jours. Il ne fallait guère songer, à cette époque, à chercher un abri en dehors des charrettes mêmes : les habitations, quand on en rencontrait, se réduisaient à d'humbles cabanes, couvertes de chaume, aux murs de boue, ayant une ouverture sans porte. Au loin, longtemps avant d'arriver au but du voyage, ces maisons mêmes ne se montraient plus ; les troupeaux disparaissaient; on ne voyait plus ces quelques moutons à l'aspect triste, à la laine longue de plusieurs années; on ne trouvait guère que quelques troupeaux de bœufs, que les guerres civiles avaient laissés sans maîtres ou qui avaient échappé aux razzias périodiques des Indiens. Et puis, enfin, on ne trouvait plus rien : l'herbe pampéenne se montrait plus haute et plus rude, agitant au vent ses panaches blancs, au milieu desquels serpentait une route, tracée par le pied des chevaux indiens.

Un soir, cependant, après cent lieues de plaine, on apercevait au loin, à l'horizon, une chaîne de montagnes, découpant en crêtes vives leurs cimes de marbre sur un ciel d'un bleu cru ; il restait à passer quelques ruisseaux, aux eaux claires, annonçant la montagne voisine, au fond de roches, emplissant l'air d'un léger bruit de cascades, aux noms étranges, le Gualichù, le Tapalquen, le Chapaleofù, le Tandileofù. Le jour où l'on s'arrêtait et où on leur disait : C'est ici! leur surprise était à son comble. Singulier but pour une si longue expédition! Pas d'autre abri que ces maisons roulantes qui les ont amenés et dont les conducteurs parlent déjà de lever l'ancre et de repartir; du bois nulle part, du marbre jaspé et coloré en abondance, le ciel qui semble clément, un sol qui paraît fertile, mais qu'il faudra sans doute défendre.

La première colonie basque se fit, là, elle-même, ayant à veiller à sa subsistance et à sa défense ; certaines avancées que firent les Indiens la laissèrent quelque temps hors frontière, elle ne fut jamais violée. Après un demi-siècle, elle est devenue une ville, centre d'une région fertile couverte de troupeaux et de cultures, appartenant à des Basques ou à leurs fils, qui, de là, se répandant, ont fondé plusieurs villes aux environs et rayonné dans toutes les directions. Colons laborieux, aisés, prêts à aider les nouveaux venus, ils soutiennent de loin ceux qui sont restés au pays, réalisent quelquefois le rêve de revoir leurs montagnes, s'y préparent, même, pour le retour, une demeure digne de leur nouvelle fortune, mais n'y retournent guère que pour les quitter de nouveau, revenir à la plaine où les rappellent les souvenirs de toute une vie et les puissantes attaches de la famille qu'ils y ont créée.

III

Les Basques furent, parmi les étrangers, les premiers à entreprendre l'élevage du bétail. Plus tard seulement, vers 1840, les Irlandais se firent une spécialité de l'élevage du mouton. Les produits de ces troupeaux n'eurent peu ou point de valeur, jusqu'au jour où des industriels français se préoccupèrent des richesses gaspillées de la pampa.

Ce que des Français avaient réalisé pour le gros bétail, des Français le firent, en 1842, pour la laine, absolument dédaignée. Ils payèrent les premières laines et les premières peaux de moutons 0 fr. 05 le kilogramme et en exportèrent la première année quelques ballots. Leur exemple fut suivi, leurs leçons écoutées, les bergeries de Rambouillet fournirent des béliers de choix ; la production, augmentant, chaque année, en raison inverse de l'ardeur des partis politiques, atteignit

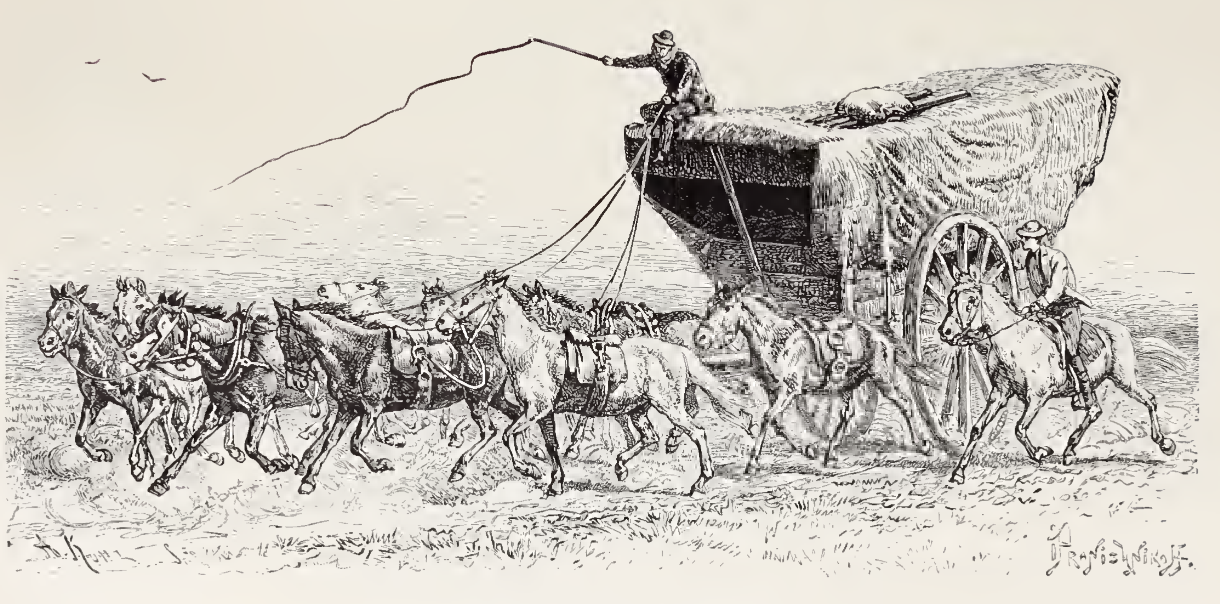
les résultats que l'on peut constater aujourd'hui. Cette laine, que l'on payait alors, par faveur, 0 fr. 05 le kilogramme, ne se vend jamais moins de 1 franc et jusqu'à 2 sur les lieux mêmes d'élevage ; l'exportation atteint 150 millions de kilogrammes, fournis par 75 millions de moutons d'une valeur ensemble de 375 millions de francs, rendant un produit brut annuel de 225 millions, qui se répartissent entre propriétaires, bergers et travailleurs auxiliaires ; laissant, aux mains de chacun, des profits considérables, en comparaison du capital employé et de l'effort fait, grâce à la clémence du ciel, à la fertilité du sol qui font, de ce pays, celui du monde où le bétail s'élève et se multiplie à moins de frais. Il est facile de supputer ce que ces deux industries, dont le premier développement est dû à des Français, ont rapporté à la France. Les registres de notre douane relèvent pour 267 millions de francs d'échanges, en 1886, entre les deux pays ; ce ne sont pas moins de 5 milliards pour les trente dernières années. C'est aussi pendant cette période que l'émigration a pris des proportions considérables. Arrêtée jusqu'en 1846, par l'état de guerre, auquel mit fin le brillant combat d'Obligado, où la flotte française triomphante, sous le commandement de l'amiral Tréhouart, ne put que rendre une justice méritée, aux troupes intrépides qui défendaient la côte du Parana, sous les ordres du général Mansilla ; détournée encore en 1848, par le mouvement qui entraîne toute l'émigration française, vers les mines de Californie, elle commença à se développer vers 1852. Chaque année, depuis, a constaté un progrès, et l'on pourrait fournir une longue liste de noms français, qui marquent le chemin parcouru, des points élevés où la fortune les a placés : combien de domaines de six, dix, douze, vingt lieues carrées entre des mains qui n'ont apporté comme instrument de fortune qu'une modeste bêche, sans savoir toujours très bien la manier ! Un de ceux-là ne possède-t-il pas, en dehors d'autres propriétés considérables et d'énormes troupeaux, un domaine de deux cents lieues car-

rées, cinq cent quarante mille hectares sur la côte de l'Atlantique, aux confins de la Province de Buenos-Aires?

L'industrie pastorale a cet avantage séduisant de produire de gros revenus, sans peine ni travail; nos nationaux semblent, cependant, n'être entrés, qu'avec hésitation, dans cette industrie; ils redoutent les ennuis de cette vie contemplative ; ils partagent le goût inné de notre race pour les relations sociales, quelque banales qu'elles soient, recherchent les réunions et les longs bavardages. Aussi ont-ils toujours préféré la vie des villes ou des villages, où l'on trouve quelqu'un à qui parler, avec qui discuter les questions politiques et sociales. Le plus grand nombre, du reste, possède un métier, s'il n'est commerçant, préfère s'en tenir à l'outil connu et ne pas mettre sa patience à l'épreuve de la vie pastorale.

En revanche, le nombre est considérable de ceux qui, depuis les premiers colons attirés dans l'Entrerios en 1854 par le général Urquiza, se sont consacrés à l'agriculture ; on peut dire même que ce sont eux qui l'ont implantée dans la pampa et l'ont amenée aux progrès considérables qu'elle a réalisés depuis quelques années. Ceux-là, n'osant, au début, s'éloigner, redoutant l'inconnu de la plaine, avaient commencé par le jardinage, à la porte des villes, où, malgré les haies épaisses de cactus et d'aloès infranchissables, les hantaient les légendes d'Indiens armés de lances, ou de gauchos dangereux, cauchemars d'autant plus horribles, qu'ils apparaissaient à leur imagination sous les traits épouvantables, que leur prêtaient les naïves lithographies aperçues aux vitrines, le long des rues. Bientôt rassurés, ils comprirent que le blé a plus à redouter des sauterelles que des Indiens et apportèrent leur précieuse collaboration à la grande culture aujourd'hui si prospère.

Où leur rôle a plus d'importance encore, c'est dans la



Les nouvelles charrettes. (Voir page 282.)

création des industries qui ont pour objet de transformer les produits de l'agriculture. C'est ainsi qu'ils créèrent la minoterie, représentée par d'importants moulins à vapeur, groupés autour des grandes villes, où se tiennent les marchés aux céréales, appartenant presque tous à des Français, aussi bien que les quelques moulins à eau que l'on a pu établir dans la campagne, où les cours d'eau permanents sont rares. Quelques essais de distillerie ont été aussi tentés. La création la plus importante, dans l'ordre des industries qui demandent à l'agriculture ses matières premières, est la brasserie Bieckert, dont les produits se répandent, aujourd'hui, dans toute l'Amérique du Sud; fondée il y a vingt ans, elle a constamment amélioré ses procédés et son outillage, augmenté ses caves et ses constructions. Restée propriété exclusive de son créateur, elle représente aujourd'hui un capital industriel et commercial de vingt cinq millions.

A côté de ces grands collaborateurs des colons agriculteurs figurent de nombreuses fabriques françaises d'huile de lin, d'olives, d'arachide, de colza, les amidonneries, les fabriques de biscuits secs, de beurre, de fromages, de conserves alimentaires, de chocolat, la carrosserie, une grande teinturerie, des fonderies, des ateliers de construction, grandes industries créées presque toutes par l'initiative privée de quelques ouvriers, en dehors de l'aide des capitaux, qui ne sont venus à elles que lorsque leur succès a été consacré[1]. Elles produisaient dans l'ombre, lorsque l'exposition locale

1. Citons parmi les industriels français qui se distinguent entre tous : M. Godet, créateur de la première fabrique de bonbons et chocolats; M. Prat, qui a joué le même rôle dans la teinturerie et la fabrication du drap ; M. Delanoux, dans la carrosserie : MM. Sansinena et Palaà, dans les fonderies ; M. Molet, pour les conserves alimentaires et la fabrication des boîtes de fer-blanc pour conserves; M. Léon Rigolleau, fabricant d'encre et verrier ; MM. Coni et Buffet, imprimeurs; M. Lajouane, éditeur ; M. Bercetche, fabricant de biscuits anglais, M. Mandet, fa-

improvisée en 1876 les révéla; en 1881, une exposition internationale, dont l'idée et l'exécution furent absolument françaises, consacra leur importance et aida puissamment à leur développement.

Parmi ces industriels, combien sont parvenus à la fortune, dont les débuts ont été des tâtonnements, à qui les premières ressources ont été fournies par les économies prélevées sur leurs salaires, accumulées, pendant le stage plus ou moins long qu'il leur a fallu faire, dans une industrie qui, le plus souvent, n'était pas la leur? Le capital français n'a pas pris l'habitude d'émigrer, il est de sa nature trop prudent et sait trop qu'il y a, dans toute entreprise lointaine, une grande proportion d'aventures : c'est affaire aux individus de les courir, le capital ne s'y résigne pas. Ce qu'il ignore le plus, c'est que l'émigrant, celui qui, précisément, songe à courir ces aventures, n'est jamais le premier venu. C'est toujours un esprit entreprenant et ambitieux, ayant, en lui, ce ressort principal du succès, l'énergie et la résolution. Émigrer pour rester ouvrier à gages, s'enrégimenter à l'étranger comme on peut le faire dans son pays, à quoi bon? L'ouvrier, l'artisan, l'homme qui connaît son métier ne songe qu'à devenir patron ; il serait plus juste de dire *son* patron ; car, dans l'industrie qu'il crée au dehors, le plus souvent avec de minces ressources personnelles, beaucoup d'entrain et d'envie de parvenir, il est généralement, au début, son chef d'atelier, son manœuvre et son apprenti, surtout son apprenti. Il s'a-

---

bricant de biscuits secs pour la campagne; M. Marius Berthe, distillateur; M. Noël, fabricant de confitures; MM. Sansinena et Terrasson, créateurs d'importantes usines d'exportation du bétail par les procédés frigorifiques; MM. Hileret, à Tucuman, et Saint-Germes, à Santiago del Estero, créateurs de grandes usines à sucre de canne; M. Lavigne, fabricant de bougies; M. Lavergne, fabricant d'huiles; M. Daumas, créateur de la première fabrique de cigarettes; Les Amespil, Curutchet, Duarte, importants tanneurs, etc., etc.

perçoit vite, en effet, que pour être chef d'industrie, il lui faut ajouter, aux connaissances qu'il a, beaucoup qu'il n'a pas, se mettre à l'école sans maître, à cette école de l'expérience personnelle, des essais et des tâtonnements, où l'amour-propre est toujours en jeu.

C'est là, vraiment, où s'aiguisent ces qualités d'initiative qui restent à l'état latent chez les artisans formés par l'apprentissage régulier, enfermés dans une spécialité, se laissant aller, inconsciemment pendant les années de jeunesse, paresseusement ensuite, à la routine d'un métier, où ils n'ont, bientôt, d'autre valeur personnelle que cette longue habitude de le pratiquer. L'école américaine est tout autre, elle forme les hommes d'entreprise qui ont fait à cet adjectif continental une juste célébrité. Le Français américanisé acquiert les qualités qui font le prix d'un homme, disposé à tout, appliquant, avec facilité, son esprit à tous les essais, son intelligence à toutes les recherches, s'élevant, tous les jours, un peu au-dessus de lui-même, en étendant le domaine de son ambition et de ses aptitudes.

Ce qui distingue le Français, c'est qu'il est surtout artisan. Le plus grand nombre sait un métier, et le sait bien ; aussi a-t-il créé à l'étranger presque toutes les petites industries, ateliers indépendants, souvent bien modestes, que les circonstances, des hasards imprévus, développent, dans des directions si différentes du point de départ, qu'elles ne sont souvent plus reconnaissables au bout de quelques années. Tel est devenu le chef d'une industrie, dont le plan avait été, au début, tout autre. Vous êtes surpris, en le voyant au milieu de son atelier, où rien de son industrie ne lui est inconnu, d'apprendre de lui quel était son premier métier ; sans qu'il ait gardé la mémoire des événements, ce sont eux qui l'ont fait ce qu'il est, le forçant à des études nouvelles, ouvrant son esprit et le conduisant, par des analogies, à apprendre sans maître

Beaucoup, dans cet entraînement, à la remorque de circonstances qui leur imposent des travaux nouveaux, s'égarent dans leurs tâtonnements, font une dépense d'essais, de recherches souvent peu utiles, ne trouvant pas toujours des livres capables de les renseigner, n'ayant pas sous les yeux de modèles qu'ils puissent consulter : leurs qualités personnelles s'y fortifient. C'est avec des hommes ainsi trempés dans une atmosphère nouvelle, éprouvés par les efforts individuels, que se constituent ces colonies qui, de près comme de loin, méritent l'attention. C'est pour ces hommes qu'a été formulé l'axiome vrai, quelque paradoxal qu'il semble à ceux qui n'en ont pas reconnu la justesse par une expérience propre : « l'Amérique civilise ». Oui, cela est vrai, elle civilise celui, quel qu'il soit, qui vient lui demander la solution du problème de la vie; elle le civilise, en ce sens qu'elle développe en lui ses énergies, en lui posant elle-même brutalement ce problème, en en dérobant la solution au faible, au timide, à celui qui aime les chemins battus et étroits, et à qui elle n'offre que la plaine sans route, où il faut se guider d'instinct et trouver ses ressources en soi-même

IV

Est-ce à dire que les capitaux créés, les secours venus du dehors n'auraient pas là leur emploi? Certes, ils faciliteraient ces tentatives, épargneraient beaucoup de tâtonnements, permettraient à l'activité humaine de trouver plus vite l'emploi de ses forces et d'une façon plus profitable. L'expérience en est faite; il reste aux capitaux français à suivre l'exemple que leur ont donné les Anglais, cela va sans dire, mais aussi, depuis longtemps déjà, les Italiens.

Dans un pays, où le commerce d'importation et d'exportation, avec la France seule se chiffre, comme nous l'avons

dit, par 267 millions pour l'année 1888, où l'industrie française a créé des usines, qui ont suffi, en quelques années, à rendre inutile l'importation des farines et de leurs dérivés, de la bière, de la carrosserie, des peaux, des vêtements confectionnés, de la sellerie, de la ganterie, du sucre raffiné, et de bien d'autres articles, jamais une constitution de banque française n'a été tentée avant 1887. Les capitaux créés par les colons français ont toujours été déposés par eux dans les banques anglaises ou italiennes; la France est restée en dehors des opérations considérables d'escompte et de change, comme elle reste en dehors des opérations financières que l'État ou les grandes compagnies réalisent. En quinze ans, la République Argentine a emprunté en Europe, hors de France, plus d'un milliard de francs, à des taux variant entre 72 et 90 pour 100 à 6 pour 100 d'intérêt; ces fonds, aujourd'hui cotés à 110, sont restés inconnus du marché français, qui, pendant cette période, en a absorbé d'autres plus vantés et moins bons.

Notre indifférence n'a pas seulement pour résultat de priver la colonie française de la satisfaction de voir se multiplier les entreprises sous son pavillon national; le mal est plus grand : il se fait sentir dans l'ordre commercial. A mesure que nos colons développent l'industrie locale, l'importance de notre commerce diminue; l'on ne niera pas que ce point de vue soit de quelque intérêt pour les producteurs de la mère-patrie. Cette diminution profite à d'autres pays d'Europe, qui n'avaient autrefois qu'une importance secondaire. Le nombre des détaillants français, toujours nombreux à l'étranger, diminue lui-même, en même temps que les grandes maisons d'importation, si prospères de 1860 à 1870, disparaissent complètement. Le commerce est passé rapidement des maisons françaises aux mains des Allemands, qui ont continué à importer les produits français jusqu'à ce qu'ils les aient imités et remplacés, pendant que, d'autre part, l'indus-

trie italienne, que jusque-là on ne connaissait pas, à l'étranger, qui n'avait jamais paru sur aucun marché, se montrait, se développait, en quelques années, jusqu'à prendre un des premiers rangs.

Tout a marché de pair en Italie : émigration nombreuse création de lignes de steamers pour la transporter et l'alimenter, au dehors, des produits nationaux, d'une banque très habilement dirigée dès le début, développement progressif de la consommation des produits de son industrie. Il ne viendra à personne, en Italie, l'idée de combattre l'émigration comme nuisible ; c'est elle, en effet, qui, si active, depuis 1865, pour tous les points d'Amérique et spécialement pour la Plata, a donné à l'industrie locale la première impulsion et créé en Italie le commerce d'exportation. Le colon expatrié, non seulement consomme les produits de sa patrie, les recherche, en détermine l'importation ; mais encore il en développe la consommation par son exemple, il les impose, moins par patriotisme, — une vertu qu'il ne faut guère chercher dans le commerce, — que par habitude ; il les connaît, cela lui suffit pour les faire connaître ; c'est ainsi que les produits français, qui, il y a longtemps, se sont substitués aux produits anglais, imposés qu'ils étaient par le détaillant français, sont aujourd'hui en péril devant la concurrence italienne, agissant de la même manière, et la contrefaçon allemande, produisant à bon marché.

Malgré cet outillage inférieur, il n'en faut pas moins constater que chaque jour a apporté quelque progrès à notre colonie de la Plata. Les lignes de vapeurs qui la relient à tous les grands ports de France se sont développées d'une façon considérable. Il y a bientôt trente ans que les Messageries établissaient la ligne du Brésil ; alors une ligne annexe de Rio-Janeiro à Buenos-Aires, desservait les grandes républiques riveraines des grands fleuves du Sud, par un seul vapeur mensuel de douze cents tonnes, réservé aux passagers,

laissant encore aux voiliers le mouvement commercial. C'était là tout ce que produisait une subvention considérable, jusqu'à ce qu'un grand exemple fût donné à cette compagnie, subventionnée, par d'autres qui ne l'étaient pas. En 1868, pour la première fois, la Société des Transports maritimes expédiait, directement, de Marseille pour Buenos-Aires, ses vapeurs du plus fort tonnage et réussissait si parfaitement dans cette entreprise que les Messageries, en même temps que la Compagnie anglaise du Royal-Mail, imitaient cet exemple.

Depuis, toutes ces lignes ont doublé le nombre de leurs voyages mensuels, doublé la dimension de leurs steamers; les chargeurs du Havre ont supprimé leurs voiliers et constitué une puissante compagnie qui prend rang à côté des premières; ils ont même pris l'initiative de remonter les grands fleuves jusqu'à Rosario, à deux cents lieues de la mer, mais pour céder à une compagnie anglaise leur flotte une fois fondée; là encore, ils avaient suivi l'exemple donné, depuis vingt ans, par un armateur français de Montevideo, M. Ribes, et créé, à côté de la sienne, une ligne spéciale, reliant ce port à ceux de l'Uruguay et du Parana, ouvrant au pavillon français de nouvelles régions[1].

Ces créations, qui emploient, utilisent et multiplient les capitaux français, ont pour origine et pour cause le développement même de la colonie. Sans les efforts accumulés de ces colons, qui, depuis 1825, se sont expatriés, successivement, toujours avec le même espoir, souvent déçu, de conquérir un capital et d'en retourner jouir en France, notre pays n'aurait pas vu son esprit national, ses qualités de race se répandre dans ces régions, sa langue s'y généraliser, les sympathies pour son œuvre dans le monde s'y développer et y conquérir de nouveaux collaborateurs.

1. M. Ribes, a, lui aussi, cédé récemment ses vapeurs aux Anglais.

Celui qui, pour la première fois, met le pied dans la République Argentine, est surpris d'y trouver une grande nation, vivant à l'européenne, en contact continuel avec la France, où ce que fait, dit et pense Paris y est mieux connu qu'à Paris même; c'est à peine s'il a, de temps à autre, l'occasion de parler espagnol, le français lui suffit. Les librairies étalent à leurs vitrines les livres français; les romans à sensation d'auteurs, populaires en France, y trouvent mille acheteurs, en quelques heures, dès qu'ils apparaissent; les journaux français y arrivent par ballots; quelques-uns des anciens ont gardé encore leur célébrité, qui date de 1840, et seraient surpris d'y voir leurs lecteurs augmenter dans ce pays éloigné, quand ils diminuent en France même; certaines revues y comptent un nombre si considérable de lecteurs qu'elles pourraient souhaiter d'en trouver un égal dans les grandes villes de France; les livres de droit, de médecine, les sciences appliquées, à peine imprimés, y arrivent en nombre, envoyés par les éditeurs de Paris, qui savent qu'ils ont là un public avide de toutes les nouveautés, qui veut connaître toutes les théories nouvelles et leurs plus récentes applications. Est-il besoin de parler des modes, des articles de fantaisie et des menus objets que Paris envoie partout, et qui, là plus qu'ailleurs, ont le monopole du marché? Ce qui est aussi important, c'est de voir se développer le goût du mobilier, dont les progrès en France, si remarquables depuis quinze ans, ont trouvé dans les villes de cette république toutes les portes ouvertes, les grands salons des nouvelles demeures, tous les jours plus somptueuses, préparés pour recevoir toutes les inventions de l'élégance moderne. L'art lui-même, les reproductions des sujets les plus heureux de la sculpture, attirent les riches éleveurs, qui, s'ils n'en comprennent pas tous l'utilité pratique, ne se laissent du moins pas arrêter par leurs prix élevés. Toute l'année, deux théâtres, au moins, donnent des représentations en français, et

si une troupe italienne ou espagnole occupe les autres, elle y joue des pièces françaises. Deux journaux quotidiens, en langue française, de grand format, s'y répandent à trois mille exemplaires environ chacun : l'un soutient une existence brillante depuis vingt ans, *le Courrier de la Plata;* l'autre, depuis cinq ans, a succédé à *l'Union française*, *l'Indépendant*, un troisième se publie à Montevideo, *la France*.

Ces journaux suivent une ligne politique à peu près identique ; il n'y a du reste pas place pour deux opinions à l'étranger, dans les colonies françaises.

C'est une des particularités, faciles à s'expliquer, des colonies, que les individus qui les composent ont, tous, à peu près, la même tendance d'opinion : l'attachement à la patrie en fait le fond et les rallie au gouvernement établi; leur esprit, quelque peu remuant, fait le reste et les entraîne légèrement à gauche; mais les oppositions violentes au gouvernement, reconnu en France, n'ont pas d'autorité parmi eux; les journaux de polémique passionnée, qui se publient à Paris, sont rejetés, par eux, comme traîtres à la patrie, parce qu'ils la veulent respectée, et qu'ils sentent bien que ces critiques souvent frivoles, souvent de mauvaise foi et de parti pris, ne peuvent que décrier la France à l'étranger et détruire son prestige.

Sous l'Empire, la colonie, pour ces raisons, était manifestement attachée aux institutions impériales, bien qu'elles ne fussent guère de nature à satisfaire les esprits, élevés à l'école américaine. Il est inutile de dire que la République, proclamée en 1870, n'a eu, nulle part, de plus chauds partisans : elle mettait d'accord les opinions et les sentiments. Depuis, la colonie a gardé le respect des institutions républicaines de la France, en a attendu le triomphe au milieu des alternatives des événements politiques; quant aux principes

démocratiques, elle les avait dès longtemps pratiqués à la mode américaine.

Mieux que personne, les Français de l'étranger se rendent un compte exact de ce que vaut leur pays dans l'esprit des autres peuples: ils ont senti que, depuis 1871, les sympathies, qui avaient chaudement embrassé le parti de la France malheureuse et vaincue se sont insensiblement rapprochées de l'Allemagne agrandie. Cependant, que signifie l'Allemagne pour ce pays latin dont les mœurs, les usages, la langue, n'ont, avec elle, aucune affinité ? Il ne lit ni ses livres, ni ses journaux, il ne consomme ses produits que sans le savoir, seulement quand ils prennent, sous une contrefaçon déloyale, l'aspect des produits anglais ou français ; s'il reçoit d'elle quelques immigrants, ce sont rarement des maîtres prêts à l'instruire, des collaborateurs disposés à partager ses destinées, ce sont, surtout, quelques employés de commerce, comptables à lunettes, pratiquant, en maîtres supérieurs, cette habile tactique d'insinuation, qui finit par une savante installation dans quelque bon poste.

Les institutions politiques de la France, la marche de ses idées, l'autorité que prend la doctrine républicaine, c'est là ce qui préoccupe, au plus haut point, les esprits cultivés, que la République Argentine possède, en si grand nombre, parmi ses nationaux, justement fiers de leurs institutions politiques et sociales, qui garantissent, si parfaitement, la liberté de chacun et dégagent si bien l'individualité.

Une chose surprend ces esprits libéraux, c'est de voir la France républicaine tenir, en dehors de la direction de ses affaires, à l'heure où elle poursuit la mise en pratique de principes de liberté, dès longtemps proclamés, ceux-là mêmes qui sont considérés à l'étranger comme les chefs et les fondateurs de l'école libérale. Ils vivent encore sur les souvenirs du grand mouvement libéral de la France, qui eut son aurore en 1830, qui, longtemps arrêté, reprit quelque éclat vers 1863 ;

ils ne comprennent pas comment ceux qui avaient été les promoteurs et les apôtres de ce mouvement se montrent rebelles à la nouvelle marche des esprits et se tiennent dans un silence boudeur, dont ils ne sortent guère, que pour faire à la démocratie des critiques pleines d'aigreur, en lui refusant même leurs conseils patriotiques.

Cet intérêt qu'excite la France, s'attache aussi à toutes les manifestations de la colonie, à ce qu'elle fait et pense ; on sympathise avec les preuves d'union, de solidarité, qu'elle donne fréquemment dans ses fêtes publiques et dans ses œuvres philanthropiques.

Nous avons décrit, déjà, en les comparant aux autres fondations des colonies étrangères, son hospice, la société philanthropique, son orphelinat et les fêtes que ces sociétés donnent annuellement [1].

Disons tout de suite que toute société de secours, qui ne reposerait pas sur la mutualité, n'aurait aucune chance de succès, au milieu de ces groupes, dont le caractère dominant est la fierté et la passion de l'individualisme. Aussi, à côté de cette société qui domine toutes les autres, dix-huit autres se sont créées et reposent sur le même principe; elles s'aident souvent entre elles, et les présidents de chacune d'elles, réunis quand il s'agit de débattre une affaire quelconque qui puisse intéresser la communauté, constituent un véritable conseil municipal de la colonie, veillant à ses intérêts, organisant les fêtes qu'elle se donne. Ce conseil municipal se groupe autour du ministre et du consul de France, s'appuyant sur l'influence de ces fonctionnaires, qui trouvent, en lui, l'aide puissante de l'opinion publique et le concours efficace de toutes les intelligences et de tous les dévouements. Chaque

1. Pages 36 et suivantes.

Société, par son président, apporte alors son contingent, et aucune souffrance, pour cachée qu'elle soit, ne reste ignorée et sans secours. Ceux mêmes, à qui toute chance de relèvement est défendue, qui voient l'heure des infirmités incurables s'approcher et le malheur sans remède prendre possession de leur vie, trouvent dans ces groupes une société de *rapatriement*, qui, à ceux qui voient s'évanouir tout espoir, rend celui du retour et cette suprême consolation de mourir dans la patrie.

Où donc chercher ailleurs une réalisation plus complète de la communauté de pensées, d'aspirations et de vie, une union de sentiments plus admirable? C'est que toutes ces pensées, toutes ces créations, découlent d'un même sentiment patriotique.

Ce sentiment se montre, aussi bien dans les manifestations joyeuses, que dans les œuvres charitables; les unes et les autres se donnent, du reste, constamment la main. Au printemps, une fête foraine, organisée sur le modèle de celles de France, tient ses assises aux portes de la ville, elle s'intitule : fête de Saint-Cloud. Créée pour donner des ressources, dans un moment difficile, à l'hospice de la Société philanthropique, elle s'est perpétuée et est devenue une fondation nécessaire, bien que les 100,000 francs qu'elle produit chaque année ne soient plus indispensables et qu'il faille leur chercher un emploi. Tous les ans, elle attire une foule plus nombreuse; son produit s'applique à la création simultanée d'un asile de vieillards, d'un hospice spécial de femmes et d'écoles françaises. Ces œuvres constitueront les derniers éléments d'une véritable commune française créée à l'étranger au milieu d'étrangers.

A l'automne, c'est une kermesse, donnée, généralement, dans un lieu clos, source de revenus pour l'institution la plus sympathique de la colonie, celle de son orphelinat, où s'é-

lèvent jusqu'à leur mariage les orphelines françaises, recevant là l'éducation de famille et préparant des épouses recherchées par les artisans de la colonie.

Enfin, au mois de juillet, au milieu de l'hiver, quelque fois contrariée par le mauvais temps, quelquefois embellie par le beau soleil de saison, brillant dans une atmosphère claire et fraîche, prend place la fête nationale. C'est une habitude maintenant prise, très populaire dès le premier jour. Tout le monde se mêle à cette fête; toutes les maisons de commerce françaises, tous les ateliers français ferment; les rues se pavoisent; au milieu de cette ville étrangère qui aime les manifestations patriotiques, notre fête nationale passe avec ses fanfares, sa *Marseillaise*, son cortège de procession civile au milieu de la ville, le bruit de ses réunions, de ses bals, de ses banquets et de ses dîners intimes; — une vraie fête qui s'impose au milieu d'une ville qui travaille à regret et rêve de s'y mêler. Dans les villages au loin, c'est le même bruit; il n'en est pas un qui y échappe, parce qu'il n'y a ni une ville ni un village qui n'ait son groupe de Français considérable; ils ne sont pas quarante mille comme à Buenos-Aires, dix mille comme à Rosario, quinze mille comme à Montevideo, mais ils sont ici quarante et là deux cents, partout assez nombreux pour former une famille et donner à la fête un certain éclat. Dans certains endroits, les discours des banquets seront faits en espagnol, par un Français, qui s'excusera de ne plus parler avec pureté sa langue; ailleurs, ils se feront en basque, ailleurs encore en patois du Béarn, un peu partout avec un peu d'accent méridional; mais ils seront partout patriotiques, ce sont là de grandes occasions annuelles de faire battre le cœur des exilés au nom sonore de la patrie et de leur faire sentir à tous qu'ils n'ont pas perdu l'esprit de retour.

Au reste, il n'est pas un Français qui ne songe toujours à cette heure du départ, à l'heure désirée du retour. Ce

peuple, qui croit qu'il n'est pas colonisateur, sur la foi des affirmations, se croit, toujours, provisoirement et de passage à l'étranger; il n'y construit que rarement une maison, n'y achète guère de meubles durables; à quoi bon? C'est provisoire. Il accepte le provisoire du bois blanc, de la chaise boiteuse; à quoi bon faire les frais d'une réparation dans ce provisoire? Il n'y a pas de peuple qui soit plus dominé par cette pensée, et il n'y en a pas qui se fixe d'une façon plus définitive à l'étranger; il n'en est pas dont les fils deviennent plus complètement étrangers et continuent moins les idées paternelles.

C'est là un des côtés imprévus de ces caractères. Les pères et les fils sont unis par un sentiment, puissant et héréditaire, d'amour pour la patrie, mais pour une patrie différente. Est-ce spécial aux colons de la Plata? Non! C'est ainsi partout. Pareille chose s'est produite dans les colonies, même créées par des Français, comme le Canada, qui a cessé d'être français, sans que les colons aient abandonné leur patrie d'adoption, soumise à une loi nouvelle.

Cela tient, sans doute, à ce que le Français, qui a fait un violent effort, contraire à sa nature, pour s'expatrier, transmet à ses enfants, sur la terre étrangère, son goût pour le pays qui les a vus naître. Cela tient aussi à ce que cet effort qu'il a fait une fois, il ne se sent pas le courage de le tenter de nouveau. Après s'être expatrié, il sent que, retourner dans la patrie, depuis longtemps abandonnée, c'est s'expatrier de nouveau, que c'est rentrer trop vieux dans des souvenirs trop jeunes, au milieu d'amis qui vous ont oubliés et qui ont pris la longue habitude de vivre sans vous pendant que vous preniez celle de penser autrement qu'eux. S'il tente cette épreuve, il ne la mène pas souvent jusqu'au bout; il fuit devant les déceptions et retourne là-bas, où l'on pense comme lui, où il peut échanger les lieux communs qui lui sont chers, sans se mettre en frais d'entendement ni

d'invention, où il retrouve ses mœurs et des gens qui le saluent dans la rue. Il se console, en leur racontant, que, dans son pays, il se faisait l'effet d'un personnage muet, contemplant une photographie, où semblaient s'agiter des gens qu'il croyait reconnaître, dans un paysage déjà vu, mais au travers d'un nuage, d'une couleur de convention qu'il ne pouvait dégager, et que, fatigué, il est revenu au milieu de ceux avec qui il sait vivre. Alors il reste, cette fois, pour toujours, entouré de ses fils, qui le voient avec joie rapprocher ses affections des leurs.

Ceux qui croient que les enfants, nés à l'étranger, aiment naturellement la patrie de leur père se trompent étrangement; c'est là une fiction de la loi française, rien de plus. L'homme choisit sa patrie comme il choisit toutes ses affections; il n'y a pas là de voix du sang. La patrie des ancêtres est moins une mère qu'une tante respectée; la vraie, c'est celle où le cœur et l'esprit se sont formés, au milieu d'autres battant à l'unisson, au milieu d'esprits subissant, à la même heure, au même lieu, les premières impressions : cette heure-là commence à sept ans et se prolonge jusqu'à vingt. C'est vers le pays, où il a vécu ces heures-là, que l'homme ramènera ses affections patriotiques ou le sentiment inconscient qui, chez beaucoup de gens, en tient lieu.

Nous n'en devons pas moins compter comme des nôtres, tout au moins comme des neveux aimés et ingrats, les fils de Français qui tiennent, dans le pays dont nous nous occupons, les premières places. Leurs qualités de race les rapprochent de nous, et nous pouvons constater, avec quelque fierté, que ces qualités-là sont partout un sérieux élément de succès. Beaucoup s'élèvent, souvent, au-dessus de la condition de leur père, qui leur a rendu la tâche plus facile qu'il ne l'a eue lui-même au milieu des difficultés de la transplantation; nous en trouvons partout, dans les fonctions les

plus élevées de la politique, dans les assemblées législatives, dans la magistrature, le barreau, la médecine et toutes les sciences appliquées[1].

Ceux-là n'ont qu'un tort à nos yeux, c'est d'ignorer le principe français qui rattache le fils, né à l'étranger, à la patrie du père, et nous ne pouvons nous dissimuler ce que ce détachement général des fils de Français de la patrie de leur père a de grave. Est-ce donc un fait social ignoré que le Français veut être administré? Même le plus américanisé de tous, aime sentir à ses côtés l'ange tutélaire de l'administration : il le veut invisible et présent, lui rappelant la patrie. Les consuls, qui sans doute comprennent cela, quand ils parlent de leurs compatriotes, disent volontiers : « Mes administrés ». Croira-t-on que cette qualification, en contradiction absolue avec le caractère des consuls, choque ceux à qui elle s'adresse? Pas le moins du monde; et même, dans leur langage de convention, ils baptisent, en bloc, ministre résident, consul, officiers de la station, de ce titre générique : « les autorités ». Cela ne déplaît ni aux uns ni aux autres, mais cela ne constitue pas un lien administratif suffisant.

Si cet attachement puissant des fils de Français au pays étranger qui les a vus naître, a cet avantage théorique de démontrer, à l'excès, que les Français sont les meilleurs des colons, même de trop bons colonisateurs, il démontre d'une façon aussi certaine que nos entreprises individuelles, isolées, de colonisation font payer cher à la mère-patrie l'abandon où elle

1. On peut constater, en ce moment, à Buenos-Aires, ce fait curieux que le Vice-Président de la République, M. C. Pellegrini, est fils de Français, et d'un Français très respecté; M. Cambacérès, gouverneur de la Banque; M. L. Sauze, juge de première instance; M. Fonrouge, président de la Chambre des députés; M. Larroque, président de la Municipalité; M. A. Lasserre, commodore; M. Daniel de Solier, amiral de la flotte; M. Luro, Président du Sénat; M. Lartigau, Préfet de police, et beaucoup d'autres, aussi importants par leur rôle social ou leur grande fortune, sont fils de Français, nés dans le pays.



Rancho et troupeau de moutons. (Voir page 512.)

les laisse. La loi française a beau être la plus vigilante, la plus soucieuse du sort de ses enfants, ses principes ont beau être très énergiquement accentués, elle a beau retenir au passage le fils de Français qui veut échapper aux étreintes de sa maternité, elle est, dans la pratique, impuissante à les retenir.

Ce résultat, contraire aux principes, découle du manque de prévoyance et d'organisation administrative des intérêts français, en pays étranger. Les colonies ont beau raisonner, discuter, prendre l'initiative de groupements, d'associations, emplir leurs journaux spéciaux de brillants aperçus sur toutes les questions qui les intéressent autant que la mère-patrie, tenter des efforts de tous genres, aucun écho ne parvient là où il devrait résonner. Le seul lien sérieux qui existe est celui du service militaire, imposé au fils de Français, né et résidant à l'étranger, sans considération aucune pour le surcroît de charge qu'on lui inflige ainsi; aussi l'évite-t-il et se détache définitivement. N'est-il pas étranger déjà depuis sa naissance, puisque le plus souvent il n'a pas d'état civil français et n'en peut pas avoir? Le consul, qui devrait être le vrai maire de la colonie, peut-il remplir cette charge importante de tenir registre des naissances et décès survenus dans la colonie? Dans un pays comme la République Argentine, grand comme l'Europe, un seul consul résidant à Buenos-Aires, à une des extrémités, et seul autorisé à recevoir ces déclarations, était insuffisant : on l'a supprimé, pour réunir ses fonctions trop vastes déjà à celles du ministre résident, quand, au contraire, il eut été nécessaire de les renforcer, en multipliant les agents consulaires, et leur confiant les attributions qui appartiennent à de simples adjoints dans le dernier des villages de France. On rattacherait ainsi à la patrie beaucoup d'enfants, qui se croient abandonnés par elle, parce qu'ils ne possèdent pas un acte de naissance français et croient de bonne foi que c'est lui et non la loi qui doit leur conférer leur titre, leurs devoirs et leurs obligations. Ils ne voient pas

l'acte de leur légitimation et se considèrent comme en dehors de la famille française. Ce n'est pas l'administration de la guerre avec son livret qui renouera ces liens que l'administration civile a dénoués.

Il faut pour des situations différentes des lois distinctes ; il ne faut pas que la loi demande l'impossible, sinon elle est violée et tout le monde y perd quelque chose. L'émigration est un élément trop nécessaire, un agent trop actif de notre influence pour que quelques faveurs ne lui soient pas accordées, en échange des services qu'elle rend. On proclame aujourd'hui partout et avec raison que d'elle dépend le sort du commerce français ; on consulte publiquement et officiellement les colonies de Français à l'étranger ; on fomente chez elles la création de chambres de commerce destinées à éclairer, instruire la routine des producteurs, qui ne savent se décider à sortir de France, à voir par eux-mêmes ce que l'on fait au dehors, et attendent, de cette création, de la besogne toute faite, labeur pour les autres, profit pour eux. En revanche, il n'est venu à personne l'idée d'admettre au conseil supérieur colonial un seul représentant de ces groupes imposants de Français à l'étranger ; il y aurait, cependant, là une occasion de leur donner une existence officielle, en même temps que de connaître leurs besoins et leurs aspirations, de les discuter, de s'éclairer sur leur vie sociale, de ne pas laisser, en un mot, s'égarer, comme des enfants perdus, ces bataillons d'avant-garde qui ont planté au loin le drapeau de la France.

CHAPITRE IV

OUVRIERS, ARTISANS ET TRAVAILLEURS

La fortune en Amérique. — Oncles d'Amérique. — Le travail et les travailleurs dans une société démocratique. — L'industrie naissante. — La petite industrie. — Ouvriers et artisans. — Petits ateliers. — L'outillage financier. — Outillage industriel. — La main-d'œuvre. — Individualisme de l'industrie et de la classe ouvrière.

Faire fortune en Amérique ! C'est là un rêve considéré en Europe comme d'une réalisation facile, une ressource suprême que chacun tient en réserve.

Il nous souvient d'avoir vu quelque part, au bas d'un dessin satirique, une réflexion profonde et vraie : le dessinateur présentait, au milieu d'une série consacrée à des Américains, une table richement servie et prêtait ce dialogue à deux valets, l'un jeune novice, l'autre vieux dignitaire de la profession. Le jeune avait la parole :

« — Pourquoi ne serions-nous pas riches comme eux? »

Et l'autre de répondre :

« — Bête! il faudrait travailler. »

Vérité profonde et profonde philosophie. L'Amérique ne diffère des autres pays que parce que le travail y est plus honoré, que tout le monde lui consacre sa vie, qu'il absorbe toutes les forces des individus et tout leur temps, qu'il est, pour toutes ces raisons, peut-être, plus fécond qu'ailleurs. Mais, les mines d'or, qui donnent leurs pépites sans efforts, les trou-

peaux à génération spontanée, qui enrichissent celui qui les regarde paître, sont des légendes qui retardent de plusieurs siécles.

Les mines d'or, au temps lointain de la conquête, ont enrichi quelques vaillants qui émergent de l'océan des inconnus, du néant des oubliés. Le bruit qu'elles font encore attire l'attention des aventureux et perpétue la légende des oncles d'Amérique.

Celle-là, aussi, est vivace. Que de fois les consuls, français surtout, reçoivent-ils des lettres de braves gens d'Europe rappelant qu'ils attendent et n'oublient pas un parent qui est parti, disent-ils, pour les Amériques, pour faire fortune et qui « sans doute a dû laisser quelque bien, auxquels ils ont droit ». Ils jettent la lettre à la poste sans choisir même le lieu de destination et l'adressent au Consul de France en Amérique. Ce qui est plus étrange, c'est que cette lettre part, avec les autres, par le premier paquebot, qu'elle arrive quelque part, qu'elle est lue par le consul d'une ville quelconque de ce continent, qui, souvent, prend soin de la transmettre à un collègue d'un autre pays ; de consulats en consulats, lue et annotée, elle revient au ministère des affaires étrangères où elle est cataloguée et archivée avec soin.

Les Amériques! c'est, pour beaucoup, même de ceux qui s'embarquent et émigrent, un point vague du globe! Pour les neveux, c'est toujours un inconnu doré, où leur parent disparu se promène, au milieu de ses nègres et de ses plantations. Quelles plantations? Ils ne savent pas au juste, mais ils ont vu quelque part, accroché même dans leur logis, des lithographies de scènes coloniales qui symbolisent leurs espérances. Opéras comiques et vaudevilles ont exploité à l'excès cette situation ; quelquefois, leur fantaisie donne à l'oncle une petite famille, rangée naturellement dans la catégorie des moricauds. Ces moricauds-là ne servent qu'à affirmer la richesse du

fugitif; c'est une chose connue que c'est là un signe d'opulence, mais ils ne constituent ni des parents ni des cohéritiers dont on ait à se préoccuper

La vie réelle n'est pas aussi simple. C'est bien toujours la fortune que l'on vient chercher en Amérique; c'est surtout l'aisance, que rencontrent, après de longs efforts, ceux qui ne reculent pas devant le labeur continu. Quiconque résiste au triage des premiers débuts, où les découragements sont fréquents, avance et réussit un jour, à son heure; mais la vraie source de la richesse, c'est la terre. La plus-value, que le temps et le développement de la population lui assurent, crée seule les grandes fortunes. Aussi faut-il bien près de deux générations, pour qu'elle rende en espèces le produit de la patience accumulée : dix ans lui donnent une plus-value, vingt ans une grande valeur. C'est donc du temps et de la terre qu'il faut attendre les réalisations de fortune; mais la terre ne s'acquiert pas sans capital, il faut acquérir celui-ci d'abord, par le travail et de longs efforts.

I

Que de temps ne faut-il pas au nouveau débarqué pour les combiner et leur donner une utile direction! S'il a, à l'arrivée, quelque présomption, il la lui faudra perdre au plus vite. — Eh! qui n'en a pas? L'expatrié vient d'un pays civilisé, imprégné de cette idée que cette civilisation coule dans ses veines, et débarque dans un pays qu'il croit sauvage. Pauvre naïf! que d'illusions il va lui falloir perdre!

Son premier geste était d'orgueil, le second est d'étonnement, le troisième de confusion. Il ne croyait pas! Il ne savait pas! Qui donc se serait figuré? Le souvenir de cette

civilisation dont il était si fier s'évanouit. Il rentre en lui même et sent vivement que c'est d'un village qu'il vient. A prendre racine, à s'acclimater dans ce milieu, les premières années s'écouleront. Plante arrachée et replantée sans précaution, il lui en faudra d'autres pour pousser quelques racines, se refaire une constitution, donner quelques fleurs et promettre quelques fruits. Pour tout cela, le quart d'une vie d'homme suffit à peine.

Si donc la vie est plus facile, la prospérité plus générale en Amérique qu'ailleurs, parce que le travail y est mieux rémunéré, la place, pour tous, plus vaste, la fortune, cependant, est longue à venir : les forces peuvent disparaître au milieu de cette lutte. Entre temps, les influences du milieu ont envahi l'esprit du néo-Américain, il est attaqué de ce vice continental, le défaut de prévoyance, le dédain de l'épargne, qui lui font perdre le souci du lendemain.

Cependant, le nombre de ceux qui restent en route est minime, en somme, malgré les difficultés contre lesquelles il leur faut entreprendre la lutte. C'est que l'émigration d'un pays se compose, pour la majeure partie, d'ambitieux dévorés de l'esprit de conquête, mécontents du milieu où leur naissance, leur fortune ou les événements les ont jetés et les maintiennent. Ils en veulent sortir ; ils veulent se distinguer de ceux de leur génération, ils tentent pour cela la grande aventure de l'émigration. Si, poussés par ces sentiments, ils arrivent jeunes, dans un pays jeune, ils apportent, avec eux, plus de chances de succès que n'en ont en général, chez eux, ceux qui ont préféré la routine d'une vie médiocre et sans luttes dans le pays où ils sont nés.

Esprit de lutte, esprit de conquête : c'est là ce qui domine l'émigrant ; si avec cela il a été dirigé vers un pays où il puisse trouver l'emploi de ses facultés et n'ait pas tout à rapprendre, il renouvellera peut-être la légende des oncles d'Amérique.

Aussi, disons-nous avec conviction que l'émigration enlève

souvent à la nation qui la fournit, ou, tout au moins, déplace, beaucoup de ses agents de progrès et rarement des médiocrités et des faibles ; si quelques-uns de ceux-ci s'y égarent, ils s'y brisent vite, s'ils ne se transforment.

Nous savons qu'en France c'est le contraire que l'on pense, par la raison que, là plus qu'ailleurs, les esprits remuants sont, sans examen, taxés de révolutionnaires ou, pour le moins, d'originaux ou de cerveaux brûlés. Ces esprits-là, mettez-les dans un pays où les qualités d'activité qu'ils possèdent puissent être utilisées, au lieu d'être dépensées en pure perte, et ils peupleront des mondes, ils créeront cette nation libre, qui occupe le territoire des États-Unis, dont le sang est formé de ce que la France et l'Angleterre ont produit de plus audacieux, à une époque où tout penseur était dans ces pays un rêveur, et devenait en Amérique un créateur.

Les siècles ont passé. Rien n'est changé. L'Europe est restée ce qu'elle était ; elle rejette les esprits remuants, l'Amérique les recueille, les absorbe, les utilise. Ils fécondent des déserts, créent sa grandeur actuelle, en préparant sa gloire future.

Résumons-nous : la vraie fortune que l'on trouve assez vite en Amérique, c'est une place au soleil, c'est pour cela que celui qui y a conquis la sienne est condamné, le plus souvent, à y rester, à y finir sa vie, parce qu'une place au soleil n'est pas chose que l'on emporte avec soi, qu'il faut la garder et l'étendre là où on l'a conquise.

II

Il ne faudrait pas croire que, dans la société argentine, pas plus que dans aucun autre pays d'Amérique, où tout le monde travaille, où le plus fortuné consacre quelques heures,

au moins, tous les jours, à des occupations régulières, le travailleur n'ait qu'à quitter son bourgeron, pour s'asseoir à côté de gens qui se reposent, comme lui, après les heures de labeur, et ne sont, en somme, séparés de lui que par l'aisance ou l'opulence de leur vie.

Beaucoup de raisons parmi lesquelles quelques-unes historiques s'opposent à ce qu'il en soit ainsi.

Le travail, à l'origine des sociétés hispano-américaines, n'a pas été la loi générale à laquelle tout le monde aujourd'hui obéit. On était arrivé en conquérant ; les distinctions sociales et hiérarchiques existaient, il est vrai, entre les compagnons d'une même expédition, les uns ayant la qualité de chefs, les autres la condition de soldats; mais, si les premiers avaient la grosse part de la conquête, les seconds avaient la leur et devenaient, comme les premiers, propriétaires ; comme eux, ils obtenaient, dans les distributions d'Indiens soumis, des serviteurs et des compagnes.

C'était à ces demi-esclaves, que la loi déclarait libres, mais que les colons écrasaient, que l'obligation d'apprendre et d'exercer tous les métiers incombait. Plus tard, les Indiens ne suffisant plus, la destruction de ceux qui avaient été soumis ayant été rapide, et la résistance des autres s'accentuant, on eut recours à l'importation de nègres de la côte d'Afrique et des possessions portugaises où les Espagnols en allaient acheter.

Quant aux créoles, dans aucune partie de l'Amérique, à Buenos-Aires moins qu'ailleurs, ils n'ont pris l'habitude du travail. N'avaient-ils pas le troupeau, esclave inconscient, qui fournissait à la colonie plus qu'elle ne pouvait consommer.

Les mœurs coloniales étaient à ce point dédaigneuses du travail, que la médecine même, considérée comme art manuel, était réservée aux mulâtres et exclusivement exercée par eux. Il y a à peine trente ans, il en était encore ainsi au Chili. On peut supposer que si Velazquez et Murillo

eussent émigré en Amérique, ils eussent été considérés par les créoles comme des artisans, se consacrant à un travail manuel, naturellement déconsidéré.

Une longue tradition de dédain pour le travailleur a, donc, précédé l'époque actuelle. Les transformations que l'immigration a introduites, depuis soixante ans, dans la vie sociale, n'ont pas profondément modifié ce trait de caractère général, cela tient à ce que ceux qui possèdent, gouvernent, administrent, n'ont pas la même origine que ceux qui travaillent; les premiers sont créoles et les seconds, à peu d'exception près, étrangers.

Est-ce à dire que, dans ce pays, qui se pique d'être ouvert à toutes les nations, qui ne pourrait, en fermant ses ports aux hommes de bonne volonté, que décréter sa propre déchéance, qui reconnaît, dans sa Constitution, à tous les étrangers des droits égaux à ceux dont jouissent les nationaux, l'étranger soit tenu dans une infériorité sociale? Non; même, l'on peut affirmer que l'homme du monde prendra le plus grand soin à ne manifester, d'aucune manière, à un étranger, qu'il s'aperçoit qu'il est étranger; il le traitera, au contraire, avec d'autant plus de courtoisie qu'il veut dissimuler la différence d'origine, en même temps que la supériorité que lui donne son titre d'Américain, authentique de père en fils. L'étranger, de son côté, sent bien que sa condition d'étranger, même quand il réside, depuis longtemps, dans le pays, le maintient socialement dans un état d'infériorité, que personne n'avoue, ne laisse soupçonner, mais qui est réel.

Les étrangers ont leur grande place dans le pacte social, dans les lois, dans les Constitutions, aucun droit ne leur est refusé, ni mesuré, excepté les droits civiques et politiques; or ce sont, précisément, ceux-là seuls, qui, dans une société républicaine et démocratique, établissent, par la communauté d'intérêt et la communauté d'idées. l'intimité des relations

sociales. La grande cause d'union ou de division réside dans la politique ; c'est elle qui, en créant les haines, fortifie les amitiés, donne la vie aux alliances des diverses classes sociales, rapproche le campagnard du citadin, le pauvre pasteur du riche propriétaire ; tous votent ensemble, celui-ci domine l'autre, mais il a besoin de le compter dans sa clientèle. L'étranger n'a pas de place dans cet échange de services, il n'en peut même pas conquérir une, en sollicitant une lettre de naturalisation, aussi vite concédée que demandée. Le citoyen des républiques hispano-américaines est trop patriote, il a pour sa patrie et pour l'idée de patrie, un culte trop ardent pour pardonner à l'étranger de renier la sienne. Il n'y a pas d'hommage qu'il accueille avec moins de chaleur, que celui que lui rend l'étranger, en renonçant à sa nationalité pour acquérir la sienne.

De toutes les idées hiérarchiques que la démocratie peut supprimer ou négliger, celle qui subsiste entre le créole et l'étranger est la seule qu'elle ne puisse atteindre, et c'est ce qui longtemps, encore, maintiendra en Amérique les distances entre l'ouvrier ou l'artisan et ceux qui les emploient.

III

La grande industrie, celle qui exige des ouvriers, en grand nombre, dans de vastes ateliers, n'existant pas, il n'y a ici ni classe ni question ouvrière. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas d'ouvriers, d'artisans, de manœuvres et d'apprentis ; ceux qui demandent leur subsistance au travail de leurs mains sont, au contraire, très nombreux ; mais leur sort ne dépend pas d'une aristocratie industrielle constituée ou de maîtres,

plus ou moins puissants, employant une multitude très misérable.

Le caractère distinctif du travailleur est d'être isolé, plutôt artisan qu'ouvrier, sorte de petit patron, associé, plutôt que chef, de compagnons qu'il traite sur le pied d'égalité.

Les premiers ouvriers qui aient paru dans la colonie appartenaient nécessairement à l'industrie du bâtiment; ceux qui, au siècle dernier, furent employés à la reconstruction de la cathédrale furent payés au prix de 6 piastres, soit plus de 30 francs par jour. A ce prix, les particuliers renonçaient à bâtir, et à remplacer par des édifices, en rapport avec les exigences de l'époque, les anciens abris de pisé et de chaume dont il leur fallait se contenter; seuls, quelques riches Espagnols pouvaient construire les quelques grandes habitations, que le temps a respectées et dont les derniers échantillons disparaîtront avant peu.

L'industrie du vêtement était tout aussi peu développée. Faire appel à l'art de la coupe et au long travail de la couture était au-dessus des ressources du commun des colons, de là l'usage de la *manta* et du *poncho*; un carré de drap coupé en pleine pièce, une incision pour y passer la tête, et le manteau était prêt; les culottes étaient de même remplacées par la *chiripa*, autre carré de drap, que l'on repliait autour des jambes, pour en ramener les coins dans la ceinture, faite d'une lanière de cuir.

Toutes les pièces du mobilier venaient d'Espagne; les meubles de tous genres, la vaisselle et jusqu'à ces immenses jarres, qui, par leurs dimensions, semblent n'avoir jamais pu trouver place sur un navire de l'époque et que l'on retrouve encore dans les vieilles maisons où, depuis un ou deux siècles, elles reçoivent l'eau des pluies et servent de citernes.

Sans aller chercher dans les époques éloignées, il y a vingt ans encore, les produits de l'industrie, qui semblent le moins exportables et dont la consommation, dès qu'elle existe, commande

la fabrication sur place, arrivaient d'Europe à Buenos-Aires.

Un mouvement industriel s'est manifesté depuis dix ans et vivement accentué sous l'impulsion de sociétés constituées sous le nom de Centre et de Club industriel. Une première exposition des produits locaux, en 1876, a donné le branle et consacré l'existence d'une industrie locale tout au moins naissante. Une circonstance favorable permettait alors aux modestes industriels du pays de lutter, sur le marché, avec les produits étrangers : le cours forcé, qui venait, alors, d'être décrété, et qui tend à devenir l'état normal, élevait la prime de l'or jusqu'à 35 0/0, et renchérissait, d'autant, les marchandises manufacturées apportées du dehors.

En 1881, les progrès de l'industrie locale étaient assez importants, déjà, pour justifier une exposition continentale de produits manufacturés, à laquelle étaient conviés tous les peuples d'Amérique ; on y put passer en revue les produits du travail local.

La liste en serait longue. C'est, naturellement, dans les articles de première nécessité, de fabrication simple, qu'il faut noter les progrès les plus rapides et les résultats les plus complets. Les transformations du grain de blé y tiennent le premier rang.

Il y a dix ans, à peine, le Chili, les États-Unis et même la France pouvaient, encore, importer, à Buenos-Aires, des farines, l'Angleterre y envoyait des quantités considérables de biscuits secs, l'Italie des cargaisons de pâtes, de vermicelles, et de macaronis. On chercherait aujourd'hui vainement ces produits sur les listes d'entrée de douane. Les grandes cultures se sont développées, avec une telle rapidité, qu'elles ont été, vite en mesure de satisfaire seules à la consommation du pays, et l'on a assisté à la création rapide de moulins à eau et surtout à vapeur, à proximité des centres de production : non pas que le premier moulin fût à créer, il existait des moulins à

vent à Buenos-Aires depuis deux siècles, et un vestige de cette ancienne industrie subsiste encore. Chaque village, à peu d'exceptions près, possédait quelques meules, mues par des chevaux et fournissait aux habitants partie de la farine qu'ils consommaient. La ville de Buenos-Aires, où aboutissaient presque toutes les céréales du Sud et de l'Ouest, Rosario et Santa-Fé, où s'expédiaient celles de cette Province du Centre, possédèrent vite de nombreux moulins à vapeur.

La minoterie, aujourd'hui devenue grande industrie, approvisionnant la République entière, et déjà, quelque peu, le Brésil, est une industrie française. Ainsi en est-il de la boulangerie, qui a ici une importance spéciale; elle ne se borne pas, en effet, à fournir à l'habitant des villes et des villages son pain quotidien, elle a un champ plus vaste à exploiter, c'est la consommation de la campagne, qui demande des quantités considérables de biscuit sec, ayant les mêmes propriétés de conservation que celui de la marine Les boulangers, qui alimentent cette sorte d'exportation à l'intérieur, sont de véritables industriels ; de même, ceux qui fournissent la pâtisserie sèche.

Ces industries, comme toutes les autres, sont exercées par de petits patrons ouvriers, travaillant avec un outillage et des éléments modestes. Par exception, deux d'entre eux se sont transformés en grandes usines, l'une appartient à un Français, l'autre à un Nord-Américain; toutes deux ont acquis, déjà, une extension considérable et en prendront chaque jour une plus grande.

C'est aussi aux mains d'un grand industriel français qu'est la fabrication de la bière: encore un fils de ses œuvres dont l'usine a grandi avec sa fortune.

D'autres usines ont tenté de l'imiter et de s'installer de toutes pièces, leurs ruines sont encore là, pour démontrer que, dans ce pays, les grandes usines doivent n'être que de petites usines

agrandies. Il en sera longtemps ainsi : l'impossibilité de réunir des ouvriers, de trouver des contremaîtres, de créer, en un mot, des ateliers, empêchera longtemps les capitalistes de tenter des créations industrielles. Il faut, pour y réussir, être, soi-même, l'ouvrier, devenu son propre patron, son propre contremaître, avoir été entrainé par les exigences de sa propre création. Sur cette terre vierge d'industrie, presque de travail humain, le succès ne favorise que ceux qui lui résistent et se laissent violenter par lui de guerre lasse, il boude ceux qui le violentent et prétendent l'entraîner à leur suite.

La tannerie était, parmi les industries locales, celle qui était appelée à se développer le plus rapidement. Il y avait, à cela, de nombreuses raisons. La première industrie du pays, aux temps primitifs de la colonie, avait été l'élevage du gros bétail; le cuir avait été, dès l'origine, employé à tous les usages. A peine séché au soleil, détrempé dans l'eau, taillé en lanières, il ne fournissait pas seulement les courroies et la sellerie, il remplaçait tout, les gonds pour les fenêtres et les portes de bois, consolidait les clôtures et les toitures, transformé en outres devenait baril, seau ou citerne, ou encore lit, hamac ou meuble. La sellerie était un art que, les Maures avaient considérablement développé, dans le pays d'Espagne, où leur puissance était le plus incontestable, à Séville, à Grenade et Cadix; les colons n'avaient qu'à se souvenir; l'art où ils se distinguèrent fut celui où excellent encore les Andalous.

Les matières tannantes furent apportées au littoral de l'intérieur, où elles abondent sous toutes les formes ; on trouvait le tanin dans l'écorce du *cebil*, la feuille du *molle* et dans certains fruits, fort abondants, des forêts du Nord. Tucuman, Jujuy et Salta, placés au centre des forêts qui produisent le tanin, sont encore le vrai centre de l'industrie de la tannerie et de celle de la sellerie ; à traverser certaines rues spéciales de ces villes, celles où les selliers se groupent, on les croirait

occupées et alimentées par des ateliers de gitanos comme ceux de Séville.

Il ne faut pas, pour cette industrie, d'outillage bien compliqué, ni de bâtiments, ni de gros capitaux; on élabore vite et sommairement, dans des fosses à air libre, où l'on répand des matières tannantes, autrement riches que notre écorce de chêne, qui contiennent jusqu'à 38 0/0 de tanin.

A Buenos-Aires, la tannerie prépare, surtout, les peaux de moutons, dont la consommation emploie des quantités considérables, et qui, tout en demandant des soins plus minutieux, donnent des résultats plus rapides. On compte à Buenos-Aires, à peine, douze établissements de ce genre; les plus importants mettent en fosse jusqu'à mille douzaines de peaux de moutons par mois, dont la préparation demande deux mois, avant d'être livrée tout à fait achevée.

Les ouvriers qu'elles emploient, et c'est là un système à peu près général dans les industries locales, sont des tâcherons; aucun n'a de salaire fixe. C'est là le seul régime qui satisfasse les tendances individualistes des habitants de ce territoire et leurs goûts d'indépendance : les bénéfices, ainsi acquis, sont assez élevés, pour que tous se constituent vite un pécule; là aussi tous les patrons sont d'anciens ouvriers formés, élevés par le travail, soutenus par le crédit que l'on marchande ici moins qu'ailleurs à quiconque s'en est montré digne [1].

Les industries du bâtiment, du mobilier et de la carrosserie sont, avec celles-là, les plus développées.

Les ancêtres des carrossiers actuels ont peuplé la pampa des légendaires charrettes, massives, aux roues de bois plein,

1. L'industrie des saladeros, celle de la conservation des viandes, et les fonderies de suif trouveront leur place dans la partie de cet ouvrage consacrée à l'industrie pastorale, à laquelle elles confluent.

plus semblables à des pontons qu'à des voitures ; les premières sont descendues des vallées de Tucuman jusqu'au littoral, ayant accompli jusque-là, on ne sait par quel prodige de patience et aussi d'équilibre, ce voyage de quatre cents lieues à travers la plaine. Les constructeurs de ces véhicules sont aujourd'hui des Basques ; chaque ville et chaque village possèdent plusieurs de ces ateliers. Ce wagon pampéen s'est perpétué ; il s'est un peu dégagé des formes massives de sa première enfance ; des roues plus hautes, à rayons, cerclées de fer, ont remplacé les roues pleines, mais les solides essieux de bois dur indestructible les soutiennent encore et résistent aux épreuves fréquentes du passage des rivières. L'agriculture prend encore, au dehors, en Angleterre surtout, ses machines agricoles ; mais la carrosserie locale, encouragée par des consommateurs exigeants, a, depuis longtemps, développé ses moyens d'action.

Le luxe le plus développé à Buenos-Aires est certainement celui des équipages ; les éleveurs riches sont, naturellement, jaloux de mettre en lumière les produits de leurs haras. On peut dire que chaque jour ce luxe augmente, les haras du pays ne suffisent plus ; les riches propriétaires demandent à l'Europe leurs étalons les plus renommés ; nous pouvons en citer un payé, à Londres, le prix exorbitant de 14.000 livres sterling (trois cent cinquante mille francs), en janvier 1889.

L'industrie du mobilier est encore, malgré ses efforts, une industrie de l'avenir. Le meuble de luxe viendra longtemps encore de Paris ; mais, avant de s'élever aux travaux compliqués de l'ébénisterie, les constructeurs ont un champ assez vaste à exploiter. La consommation du mobilier de bois blanc, peint à la détrempe, est considérable, et cette industrie peut occuper des ouvriers spéciaux en plus grand nombre qu'elle n'en peut obtenir ; elle est assez ancienne, pour avoir créé déjà des apprentis et se recruter sans recourir à l'Europe ; elle fournit toute la République de ce mobilier d'at-



Grand dépôt de cuirs et de laines. (Voir page 250.)

tente et provisoire, dans lequel ceux, qui poursuivent la fortune, vivent et meurent souvent.

L'industrie du vêtement n'en est pas restée au *poncho* et au *chiripa*; si elle ne dédaigne pas cette partie traditionnelle, devenue nationale, du vêtement de l'homme des champs, elle compte, depuis longtemps, en grand nombre, des tailleurs, des maisons de confection, et même des fabricants de chemises, de chapeaux, de chaussures; les coupeurs, les ouvriers de tous ordres, les couturières, les modistes, viennent de France, généralement, et luttent avec avantage contre l'importation, qui se réduit, peu à peu, aux matières premières et aux articles de grand luxe.

Si nous descendions dans le domaine de la petite industrie, de chambre ou d'arrière-boutique, nous la trouverions nombreuse et prospère : la joaillerie, l'argenture et la dorure des métaux, la gravure, même la fabrication des cigarettes, qui a son importance, mais dont les moyens d'action sont vraiment trop minimes pour que l'on en prenne souci. La liste en pourrait être longue, mais le détail peu intéressant.

IV

S'il suffisait, pour développer l'industrie locale, de la poussée que lui impriment, à la fois, les bons conseils, les études théoriques, les besoins de la consommation, les sociétés d'encouragement, et les expositions, nous n'aurions pas à constater d'aussi modestes résultats, dans ce pays, où aucun de ces éléments de progrès ne fait défaut; mais l'outillage est tout entier à créer, il manque aux hommes de bonne volonté

sous ses trois formes, outillage financier, outillage industriel, outillage humain.

L'outillage industriel, c'est-à-dire les machines qui sont nécessaires au petit ou au grand industriel, pour remplacer une main-d'œuvre rare et coûteuse, est difficile à créer sur place : le bois, la pierre, le métal, le charbon, font défaut, il faut les demander à l'Europe et les payer fort cher; l'élan industriel est donc retenu, faute d'éléments, jusqu'au jour où le sol et le sous-sol de la République, mieux connus, fourniront aux industries les richesses jusqu'ici inexploitées.

L'outillage financier, c'est aussi à l'Europe qu'il a fallu jusqu'ici le demander. Ce sont les capitaux étrangers qui ont créé les lignes de steamers, qui relient la République Argentine à l'Europe; ce sont eux, aussi, qui ont créé les services à vapeur réguliers, qui relient, entre elles, toutes les villes du littoral, Buenos-Aires avec Rosario, Santa-Fé, Parana, Goya, Corrientes, l'Assomption du Paraguay et les villes brésiliennes de Corumba et de Cuyaba, importante navigation de plus de huit cents lieues. Ce sont les capitaux étrangers qui ont construit les lignes de chemins de fer, qui rayonnent de Buenos-Aires jusqu'aux Andes; celle du Sud, qui relie cette ville à la Patagonie, celle de l'Ouest, celle des Andes, celles du Rosario, du Centre, du Nord et de l'Est, qui, ensemble, relient entre eux les points extrêmes et entre elles toutes les villes de la République. Mais l'industrie privée n'a, jusqu'ici, reçu qu'une aide insignifiante du capital étranger; elle en a toujours été réduite à chercher, au dehors, les capitaux nécessaires à sa création et à son développement. Dans cette industrie privée, nous comprenons même les saladeros, qui exploitent les produits du bétail, les fabriques de conservation de viandes pour l'exportation, les sucreries et les plantations de cannes à sucre, l'unique fabrique de drap, les distilleries de cannes et

de grains. Toutes ces créations de l'industrie privée, que nous décrirons, en traitant les industries agricoles, ont aujourd'hui une importance majeure pour le pays, représentent des capitaux immobilisés, des capitaux d'action et d'exploitation considérables; mais il a fallu d'abord commencer en petit, presque sans outillage, les développer à force de patience et de crédit.

C'est ce qui donne à l'industrie locale ce caractère particulier que nous avons noté; où la différence est insensible entre le patron et ceux qu'il emploie. Le patron n'est pas toujours un homme expert dans son art; il a entrevu l'idée d'une industrie qui peut être utile; il tente un effort, le Roret à la main. Ce qui se consomme de ces manuels Roret, souvent incomplets et démodés, est incalculable! Il tâtonne, s'essouffle, n'aboutit pas souvent, raccole de-ci de-là un ouvrier nouveau venu, qui se garde de l'éclairer sur les secrets du métier, et qui, par contre, apprend de lui qu'il est aisé d'être son patron et de tenter le même effort; celui des deux qui sait un métier réussira le premier; il rêvera alors d'agrandissements, d'annexes, se heurtera à la difficulté de trouver les capitaux et l'outillage qui, lui faisant toujours défaut, retarderont les progrès qu'il serait à même de réaliser.

L'outillage financier existe, cependant. Le crédit, son usage et son fonctionnement sont aussi réguliers dans cette partie du monde que dans toute autre. Des Banques d'Etat, des Banques hypothécaires, de dépôt et d'escompte prêtent leur aide au commerce et à l'industrie. C'est, il faut le reconnaître, par l'aide qu'elles fournissent volontiers aux petits, à l'artisan, à l'ouvrier même, que la finance de ce pays se distingue de celle des autres. Elle ne pratique pas la doctrine du vieux monde, qui veut que l'on ne prête qu'aux riches. Ici, riches et pauvres empruntent : le riche, parce que la terre se présente à lui, facile à conquérir, à utiliser et parce que,

dans l'industrie pastorale, l'extension territoriale est une nécessité, qui s'impose à chaque saison, que les troupeaux, augmentant, requièrent des champs nouveaux et que ces champs, il faut les acquérir, y construire des installations et, pour cela, escompter l'avenir, c'est-à-dire emprunter.

Mais le pauvre emprunte aussi et trouve qui lui prête, parce que deux bras, l'expérience et l'habitude du travail, la connaissance, même superficielle, d'un métier, représentent, sur la terre d'Amérique, le capital productif et civilisateur par excellence. La Banque de la Province de Buenos-Aires a été la première à pratiquer ce principe démocratique du prêt à l'ouvrier et à l'artisan, sur la seule présentation d'un répondant purement moral.

Le résultat a été le développement de l'individualisme chez le travailleur. Dès qu'il est établi que la connaissance d'un métier suffit à assurer la protection du capital et à garantir ce capital, la constitution de grands ateliers devient irréalisable, le nombre des petits patrons augmente à l'infini; chacun chez soi et chacun pour soi; le recrutement des ouvriers devient difficile et l'industrie qui, pour prospérer, a besoin de réunir et d'employer de grandes forces, de diviser le travail, se heurte à des difficultés insurmontables, il lui faut transformer des manœuvres en ouvriers ; elle y réussit le plus souvent, c'est une des raisons qui font dire aux Américains, en assistant à cette amélioration de l'homme par l'émigration, que l'Amérique civilise.

Pour toutes ces raisons, les petits ateliers abondent. Tous, ne pouvant pas trouver place dans la ville, émigrent, au dehors, à la recherche d'un point, où ils trouveront un groupe de population en formation, autour d'une gare, où un village tracé demande des habitants; ils s'y installent, créent un groupe de petites industries de première nécessité, embryon de ville future.

Cette conquête du désert par le travail est, encore, un pro-

grès considérable, une avancée intéressante de la civilisation; elle vaut mieux, elle a une influence meilleure, sur la marche du pays et sur la société, que n'en aurait la création de grands ateliers, qui n'offrirait d'autre avantage que d'être mathématiquement plus féconds.

L'esprit d'invention s'aiguise chez tous ces petits patrons, travaillant pour eux, dans l'isolement. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont poussés par la nécessité de se suffire à eux-mêmes dans l'étude de métiers, de procédés, qu'ils eussent toujours ignorés, en restant dans la spécialité où leur apprentissage les avait confinés. Il leur faut suppléer à ce que l'aide d'autrui ne leur donne pas, devenir ingénieux, inventifs, acquérir une habileté de main et de combinaison qui leur permette de deviner les secrets de tous les métiers, et de remplacer, vaille que vaille, tous les spécialistes. La société a tout profit à voir se multiplier les hommes, dont la valeur intrinsèque acquiert, par l'effort intellectuel, son maximum.

Elle en trouve un autre à voir augmenter en nombre les hommes qui ne dépendent que d'eux-mêmes et de leurs propres efforts, diminuer ceux qui dépendant d'autrui, consacrent leur vie machinale, leurs efforts mécaniques et passifs à édifier la fortune de quelques patrons, à créer, à côté de la féodalité territoriale, une féodalité industrielle, prête à absorber, à son profit, toutes les forces actives, toute l'initiative individuelle de l'émigration.

L'existence de grands ateliers n'aurait, pour celle-ci, qu'un grand avantage, ce serait d'ouvrir leurs portes à l'embauchage facile de tous les travailleurs, prêts à prendre place devant une forge ou un établi et dont les forces s'offriraient. Ils lui éviteraient ainsi les difficultés du début, qui, il ne faut pas se le dissimuler, sont plus grandes pour le nouveau débarqué, s'il faut qu'il demande, à sa propre initiative, les premières ressources de sa vie matérielle.

Cet avantage, les petits ateliers l'offrent moins largement,

mais plus sûrement, que les grands ; ajoutons que ce qui fait précisément la valeur d'un immigrant, ce sont les difficultés qu'il rencontre dans le pays où il arrive, que la nécessité de vivre l'oblige à vaincre ; il en sort grandi, il acquiert, dans ce premier effort, toutes ses facultés de résistance qui constituent sa grande et sa première supériorité, non seulement sur la race créole, mais encore sur ses congénères restés au pays.

C'est de ces groupes éprouvés que sortiront ceux qui sont appelés à faire fortune en Amérique.

LIVRE SEPTIÈME

L'INDUSTRIE PASTORALE

CHAPITRE PREMIER

A TRAVERS LA PAMPA

Voyages d'autrefois. — Les *conquistadores;* l'Audience royale; commerçants et touristes. — Récits du Père jésuite Cattaneo, d'Ascarate de Biscaye, de François Correal. — Voyage en plaine. — Le passage des rivières. — La première poste. — Courriers d'autrefois, au Pérou, au Mexique, dans la Pampa. — Les chemins chiliens. — Premières diligences. — Voyage à cheval. — Voyages modernes. — Le chemin de fer. — Le désert traversé. — Construction des lignes. — Le village tête de ligne. — La prolongation; ses résultats. — Voyage en chemin de fer. — Le wagon. — Les compagnons. — Les stations. — Dernière étape. — Dernière diligence. — Les solitudes et leurs habitants; — Cahutes et *pulperias.* — L'heure de l'absinthe dans le désert. — Le domaine de l'explorateur. — L'arpenteur dans le désert. — L'incendie des plaines. — Chasseur d'autruches et pasteur. — Le fil télégraphique. — Le pionnier, son exode continuel.

Mollement étendu sur un de ces divans de sparterie, que la Chine laborieuse fournit à la paresse du monde entier, le créole ne désire rien moins que voir du pays. Peut-être, après trois siècles, se repose-t-il encore des longues fatigues, qu'ont endurées ses ancêtres, à travers les périls légendaires de l'entreprise homérique de la conquête. Voir par lui-même ne le tente pas, il préfère s'en rapporter à son imagination; ce qu'il n'a pas vu, elle le lui révèle. Il se figure ce que ce doit être. Pôles, équateurs, tropiques ou glaciers, plaines immenses, fleuves sans rives, forêts vierges, montagnes et

volcans, l'Amérique ne possède-t-elle pas tout cela? Qui donc oserait insinuer qu'un Américain peut, en naissant, ignorer quelque chose de son continent? N'est-ce donc plus lui qui l'a découvert? Ses souvenirs sont assez glorieux, son imagination assez libre, pour que celle-ci voyage, au milieu de ceux-là, et que ses pieds perdent l'habitude de le porter sur le terrain trop vaste de la réalité. Aussi, le continent américain est, aujourd'hui, plus inconnu qu'il ne l'était au siècle de la conquête : c'est toute une découverte à refaire.

Les *conquistadores* avaient tracé des routes, à travers les plaines, ouvert des picadas sous la forêt, exploré des rivières, de leur embouchure à leurs sources; ils ne voulaient pas mourir sans avoir tout vu. Pendant un demi-siècle, ils ont dépensé tant d'efforts, ne reculant jamais, poussant toujours plus avant, que l'on comprend qu'aucune ville, de celles qu'ils ont créées, n'ait songé encore à leur élever de statues. Il faudrait les diminuer, pour les couler en bronze, aux proportions des hommes de notre temps : ils vivent plus grands dans les imaginations, qui se figurent difficilement des hommes de notre taille entreprenant des œuvres que nous ne sommes plus capables de tenter ni de réaliser.

I

La chronique raconte, qu'au temps colonial, alors que Buenos-Aires était encore une bourgade et la pampa un désert inconnu, les premiers colons faisaient, pour les besoins de leur pauvre commerce, des voyages, à travers la pampa, sans prendre plus de soucis de son immensité que ne le fait un marin, en s'aventurant sur l'Océan. Notre siècle a tout agrandi et perfectionné, les caravelles de l'ancien temps sont devenues de puissants steamers, le voyage à pied, derrière une mule, une course rapide à travers plaines, vallées et cor-

dillères; les inventions de notre époque sont moins surprenantes que la hardiesse et la patience du temps passé. Un exemple en donnera la mesure.

Buenos-Aires ne devint chef-lieu de la vice-royauté de la Plata qu'en 1776, jusque-là et depuis 1580, date de sa fondation, cette ville, qui avait vu le nombre de ses habitants s'élever jusqu'à quarante-cinq mille, dépendait administrativement du vice-roi de Lima, judiciairement, de l'Audience royale de Chuquisaca, située dans les montagnes de Bolivie.

Personne ne songe, aujourd'hui, à se rendre, par terre, de Buenos-Aires à Lima ni à Chuquisaca, et cela paraîtrait entreprise irréalisable. De fait, pour atteindre cette ville, il faudrait traverser la pampa du 35° au 20°, éviter les attaques des Pampas, des Tobas, s'engager dans des plaines désertes, dans les marais du Chaco, traverser des fleuves inexplorés, aborder, enfin, les contreforts des montagnes boliviennes! La nature opposait, aux premiers colons, les mêmes obstacles; cependant il leur fallait les dédaigner et traverser ce continent pour vider un misérable procès. Il est vrai qu'un procès gagné à Chuquisaca, n'était pas jugé en dernière instance, qu'il fallait, en cas d'appel, reprendre la route pour aller s'embarquer sur une goélette, après avoir attendu, quelquefois deux ou trois ans, le départ, pour l'Espagne, de ce paquebot primitif; s'habituer, pendant trois ou quatre mois de traversée, aux lenteurs, plus interminables encore, de la savante procédure du Conseil des Indes. Pour des hommes de notre génération, les tortures de l'Inquisition paraîtraient préférables; elles le sont peut-être.

Aux premiers temps de sa fondation, — première heure qui dura un siècle, — Buenos-Aires n'avait même pas de tribunal permanent; mais le besoin de procédure est une nécessité sociale si impérieuse, que l'Audience royale en personne, pour venir juger sur place les procès pendants, enfourchait la mule et descendait des montagnes de Bolivie

jusqu'à l'estuaire de la Plata. Ce n'était pas un mince cortège : ces magistrats à panache et à perruque ne laissaient, au lieu de leur résidence, aucun de leurs symboles, ni de leurs attributs, ils chargeaient, avec eux, sur leurs mules fringantes, à grelots bruyants, aux harnachements somptueux, les balances et le glaive de la justice ; suivait un nombreux cortège d'avocats, de procureurs, dont l'office, obligé pour le plaideur, allait en ruiner plus d'un, d'huissiers, de greffiers, d'assesseurs, de scribes, d'avocats du roi et du fisc : on ne voit plus, aujourd'hui, que les sauterelles qui voyagent en aussi grand nombre et soient aussi redoutées du colon.

Ce n'est pas du mal qu'ils faisaient qu'il s'agit ici, c'est de l'exemple de vigueur physique et d'audace, que donnaient ces lettrés ; de leur patience au travers des péripéties d'une route sans fin. Ces hauts dignitaires entreprenaient des voyages à humilier les saute-ruisseaux de notre temps. La mule, importée d'Espagne, avait conservé le privilège de les véhiculer et les transporter. Derrière elle, le guanaco et le lama complétaient le cortège ; mais ces bêtes de somme, de l'époque ante-colombienne, n'étaient pas admises à porter des magistrats, elles ne transportaient que les bagages ; pauvres soldats du train, quand elles quittaient leurs montagnes et traversaient la pampa elles y mouraient le plus souvent. Cette vie rude, les alternatives de chaud et de froid n'étaient pas pour elles ; malgré leurs épaisses toisons, elles y succombaient ; ces épreuves n'étaient vraiment supportables que pour les mules et les gens de justice.

Il paraît qu'elles l'étaient, aussi, pour d'autres gens de robe, les Jésuites. Eux communiquaient par eau, et non par terre, avec leurs immenses possessions échelonnées le long de la rive des grands fleuves. Ce voyage compliqué se faisait dans des bacs, dont le modèle bizarre semblait combiné pour rendre plus pénible la navigation. Entre deux canots, creusés grossièrement dans des troncs d'arbres ou formés de madriers à peine équarris, on plaçait

des traverses de bambous, qui servaient de plancher à une cabine, destinée aux voyageurs, faite elle-même de paillis, couverte de cuir, dans laquelle se trouvait un lit. Chaque bac, ou *balsa*, était conduit par ving-cinq Indiens; chaque convoi en comprenait dix ou quinze, entreprenant ensemble la navigation. Pour remonter l'Uruguay, depuis Buenos-Aires jusqu'aux Missions, ce qui demande deux jours aux steamers actuels, on employait quatre mois. En route, on embarquait des bœufs pour la consommation de l'équipage; vingt-cinq Indiens mangeaient un bœuf par jour; ils ramaient cinq heures, sans arrêter, et se reposaient jusqu'au lendemain. Le P. Cattaneo, de la Compagnie de Jésus, nous a laissé le journal d'un voyage, qu'il fit, dans ces conditions, en 1729.

C'étaient de vrais voyages au long cours, et l'on comprend, qu'étant données ces conditions pénibles d'une navigation aussi lente, les voyageurs préférassent la voie de terre, même pour aller d'une ville du littoral à une autre. C'était celle qui était généralement adoptée; elle était fréquentée, de Potosi à Buenos-Aires et de Lima au même point, par les arrieros, conduisant les troupes de mules, chargées d'or et d'argent, faisant ainsi des trajets de quatre à cinq cents lieues qui duraient deux ou trois mois. Les périls n'étaient pas nombreux: les Indiens, dont on traversait les possessions, s'étaient habitués, vite, au voisinage et au contact des Européens: tout le littoral de Buenos-Aires à Santa-Fé, première ville que l'on rencontrait, éloignée d'environ cent lieues de la première, était déjà peuplé d'estancias, en partie cultivées, au moins dans un rayon de dix à douze lieues, au commencement du XVIII[e] siècle; de là, on passait à Santiago del Estero, en traversant de nombreux domaines des Jésuites, à Salta, où la route bifurquait, allant à Potosi ou à Lima par des voies différentes.

Le seul ennemi était la solitude; la seule gêne, la rareté de l'eau potable; mais il ne semble pas que ces voyages fussent

pour cela bien pénibles. Nous en avons plusieurs récits, celui d'Ascarate de Biscaye, en 1654, celui de François Correal en 1690. Ces premiers touristes du continent américain, qu'aucun intérêt de commerce et la simple curiosité ont emmenés si loin, presque à la même époque, ont vu beaucoup de pays. Ils ne sont malheureusement pas bavards. Il faut penser que ce qu'ils ont vu ne valait guère d'être conté. L'un et l'autre, sans s'être donné le mot, nous disent, en trois lignes, qu'ils sont partis de Buenos-Aires, de là pour Santa-Fé et Potosi, et ne disent rien de la route. Qu'ont-ils mangé? Qu'ont-ils craint ou souffert? Quelles difficultés ont-ils rencontrées? Aucune, sans doute. C'est à croire que les routes étaient très sûres, que galoper, chaque jour, dans la plaine, quinze ou vingt lieues, pour recommencer le lendemain, était chose très simple, même pour de nouveaux débarqués de Cadix. L'un et l'autre, comme s'ils étaient arrivés de Gascogne, ne s'arrètent guère à parler longuement que de ce qu'ils n'ont pas vu ; ce qu'on leur conte, qu'ils ne peuvent contrôler, est, pour eux, beaucoup plus intéressant que ce qu'ils voient, qui ne passe pas de l'ordinaire. Ces touristes n'ont pas subi l'influence de la plaine ; la pampa ne les a, par rien, surpris : probablement, le premier jour, ils ont ressenti quelque émotion, recueilli quelques impressions, quelques remarques, mais, comme ils ont eu l'occasion, le lendemain, de faire les mêmes, que le spectacle n'a pas changé, ils sont allés jusqu'au bout, émoussant ainsi, chaque jour, leur curiosité, ne trouvant plus rien digne d'être rapporté quand ils ont pris la plume pour l'écrire.

C'était à cheval qu'ils voyageaient. La plaine était sûre alors, elle le restera jusqu'en 1740 ; mais, depuis cette époque, qui est celle de la première grande invasion et marque le premier acte d'une guerre, qui se continuera jusqu'en 1880, elle cessera de l'être, dans le Sud, du moins ; elle est sûre, encore, dans le Nord pampéen, d'où l'Indien a, dès longtemps, émigré ou s'est mêlé à la population.

C'était bien une route que l'on suivait. Elle avait été tracée sous le pied des chevaux et des mules, cédant le pas, à mesure que le commerce se développait, aux lourdes charrettes tucumanaises. Sur le littoral, il n'existait aucune forêt, on ne pouvait construire des véhicules, le bois manquait ; il était, au contraire, abondant au pays de Tucuman, situé sur la route du Pérou et de la Bolivie. C'est de là que sont sortis les premiers types de ces énormes charrettes, qui, traînées par six ou huit paires de bœufs, n'ont cessé, depuis, de sillonner la pampa, par troupes de huit ou dix, voyageant de conserve, transportant, du littoral au Pérou, les cargaisons, venues d'Europe, voyage qui durait cinq ou six mois. Les étapes étaient de quatre lieues par jour ; c'était beaucoup, déjà, pour le pas d'un bœuf, surtout pour les roues pleines, imparfaitement rondes, qui supportaient la masse imposante de ces édifices élevés, plus hauts que la plupart des maisons de la colonie, aux parois plus résistantes, à la toiture solide. On voyageait de jour ou de nuit, suivant que la température chaude ou fraîche permettait ou non de braver les rayons du soleil. Après trois siècles, rien n'est changé à leur allure, elles ne songent pas à abdiquer devant le chemin de fer ; celui-ci même a dû transiger avec elles. A chaque station, il a fallu construire des treuils élévateurs, qui prennent la charrette et la placent, privée de ses roues, sur des wagons-trucs, emportant contenant et contenu, jusqu'au lieu de destination, pour la ramener vide ou pleine, suivant l'abondance ou la disette des retours, au même point, où l'attendent, oisifs, bœufs et conducteurs.

Le premier, qui a passé, a marqué la route, sous la trace de ses roues ; depuis, elle n'a pas dévié. La journée se termine, toujours, au même endroit ; on s'arrête autour d'un rancho de paysans indigènes, gauchos, Indiens ou métis, où l'arrivée d'un train de charrettes attire, toujours, de nombreux visiteurs ; on y fait provision de nouvelles ; une

tradition s'établit, ce point de rencontre, que le hasard a désigné, devient centre d'habitations, et, plus tard, village : les conducteurs y trouvent des provisions de route, s'y ravitaillent, y réparent leurs avaries; une sorte de commerce s'y crée, quelques artisans s'y établissent; la diligence, le jour où elle se créera, y trouvera un relai. Quelquefois, la charrette, épuisée de fatigue, descend de ses roues et devient masure, comme un vieux navire devient ponton, elle reste là, témoin vivant de générations disparues; sa construction solide la défend contre l'injure du temps. Mais, jusque-là, que de tours de roues et de grincements, que de voyages entrepris, pour apporter, des Provinces éloignées, les cuirs tannés, les objets de sellerie, que l'indigène y fabrique avec art pour les besoins locaux, la laine et les riches manteaux de vigogne ou d'alpaca que les Indiens savent seuls tisser! Quelquefois, des voyageurs, que leurs intérêts appelaient, sans urgence, choisissaient cette voie lente arrivant à destination plus vieux de six mois, quelquefois d'un an. Ce n'est pas que les obstacles soient nombreux, qui barrent cette route plane, qui s'étend, en ligne droite, quelquefois, pendant des centaines de kilomètres, sans rencontrer une pierre ni un arbre, mais il faut souvent stationner au passage des rivières : elles sont en petit nombre, et pas bien profondes, on les passe ordinairement à gué, non sans quelque effort; il faut décider les bœufs à entreprendre la descente de la rive, souvent élevée, jusqu'au fond du lit, souvent profond. Tout à l'heure, en suivant la route, on n'apercevait pas ce grand fossé, qui la coupe sans qu'un arbre ait prospéré sur ses rives, sans que le pâturage dénonce, même, son passage fertilisant; la rive est à pic, le premier qui a passé, a, d'un coup de pioche, ouvert une sorte de descente en casse-cou ; après des siècles, le passage ne s'est pas amélioré, il s'est seulement un peu aplani; où le père a passé, passe toujours l'enfant, sans se soucier de rendre plus

simple l'effort, sans se retarder à éviter un accident, toujours possible. La charrette semble se dresser sur le timon que porte le joug des bœufs, ceux-ci s'écraser sous la charge, ce n'est qu'un moment de terreur pour le spectateur, jamais personne n'est resté culbuté ni envasé dans le lit du fleuve. Par contre, sur ses rives, il a fallu souvent établir des campements; quand le filet d'eau est devenu large torrent, attendre, comme le paysan de la fable, que les eaux aient fini de couler.

Si l'on voulait aller vite, on voyageait à cheval. Les chevaux étaient, dès le premier siècle de la colonie, assez abondants pour tous les abus qu'on en pouvait faire; le gouverneur de Buenos-Aires avait l'ordre d'entretenir, aux portes de la ville, une nombreuse cavalerie, toujours prête à accompagner les voyageurs de qualité, ou à fournir de montures les courriers. A chaque arrivée d'un navire, venant d'Europe, il devait communiquer le manifeste de son chargement à Lima et à Potosi, le commerce de ces villes y choisissait ce qu'il pouvait désirer, passait ses ordres par des courriers à cheval, et, après huit ou dix mois, recevait les commandes faites. Ces courriers servaient de guides aux voyageurs, disposés à entreprendre la traversée de la pampa; c'est ce voyage, et dans ces conditions, que fit Ascarate de Biscaye. Pourquoi n'a-t-il trouvé à nous raconter, comme incident de route, que la surprise qu'il eut au passage du premier gué? Il le trouva rendu impraticable par une crue subite, et, ne sachant pas nager, se trouva bien empêché. Son guide ne le fût pas pour si peu. Sans mettre pied à terre, brandissant, au galop de son cheval, le lasso que tout bon gaucho porte fortement attaché à sa selle, il se mit à choisir et à poursuivre, dans un troupeau de bœufs, un animal; l'enveloppa de son nœud coulant; le roula par terre, le maintenant ainsi, du poids de son cheval, arcbouté des quatre pieds, alla à lui, à

pied, et lui asséna un coup droit, de son couteau, entre les deux premières vertèbres. En un instant, l'animal fut saigné et écorché. C'était de singuliers apprêts pour fabriquer un bac où l'on pût, à l'aise, gagner l'autre rive! Le bon Basque, croyant qu'il ne s'agissait que de faire provision de viande pour le souper, se mettait en mesure de rôtir au plus vite le meilleur quartier. Mais non, c'était bien un bac, qui allait sortir des mains habiles et sanglantes du gaucho. Le cuir frais, replié sur lui-même, rejoint par ses pointes, garni d'herbes sèches, attaché à une lanière de cuir, que le cheval du guide allait tirer, c'était une vraie nacelle, et des plus commodes, la seule usitée en pareille occurrence.

Le gaucho fit passer à la nage, nageant lui-même derrière elle, sa troupe de chevaux, et dirigeant le cheval qui traînait son compagnon, étonné et ravi. Est-il besoin de dire que l'on traverse aujourd'hui la pampa, d'un bout à l'autre, sans avoir à recourir à ces pratiques oubliées; mais, dans quelque passe difficile, là, où tout moyen manquerait de traverser une rivière, le gaucho d'aujourd'hui aura vite fait de sacrifier quelque vieille vache ou quelque cheval à bout de forces. Dans le Haut Madeira, dans d'autres pays où le bois flottable manque, où les essences forestières sont trop dures pour être travaillées, ou trop lourdes pour flotter, où, par contre, le bétail, abondant, n'a guère d'emploi, les nègres et les Indiens, aujourd'hui encore, ne connaissent pas d'autre forme d'embarcation pour l'usage ordinaire.

***

Ce n'est qu'en 1781 que la première poste régulière fut créée, rejoignant le littoral aux villes du Centre et de la Cordillère. Depuis un demi-siècle, déjà, les Indiens étaient soulevés, la pampa avait cessé d'être sûre; la création de la vice-



Troupeau passant le Rio Uruguay. (Voir page 174.)

royauté, en centralisant à Buenos-Aires la vie administrative et judiciaire, rendait inutiles les longs voyages à Lima, les exportations d'argent de la Bolivie avaient diminué; raisons qui privaient les routes pampéennes de leur activité passée. La première poste, essayée depuis 1767, ne fit que donner une sorte de direction d'ensemble aux courriers à cheval dont nous parlions, qui, jusque-là, ne partaient que lorsqu'un événement quelconque se produisait.

C'étaient des hommes déterminés, traversant, seuls, avec deux chevaux, — un cheval monté et un cheval de relais tenu en bride, — de grands espaces déserts où le danger se cachait partout, toujours le même : l'Indien embusqué. Ils allaient droit sur le point de leur destination, au galop, portant, avec eux, le fardeau postal; en cas d'alerte, ils avaient vite fait, sans ralentir la marche, d'enfourcher le cheval frais tenu en bride, de filer au galop, sauvant quelquefois les dépêches et, presque toujours, le porteur, n'abandonnant aux pillards que la selle et le cheval fourbu. Ces courriers n'étaient pas, à proprement parler, un progrès. A l'époque préhistorique, avant la conquête espagnole, au Pérou tout au moins et au Mexique, les communications postales existaient, dans le pays des Incas et dans celui des Toltèques.

Au Pérou, suivant Antonio de Herrera, des hommes robustes portaient, sur leurs épaules, le fonctionnaire, chargé du transport de la correspondance. Ces courriers étaient aussi rapides que ceux à cheval, ils couraient sans repos, trouvaient, sur la route, des relais fréquents, où le fonctionnaire, passait, d'un dos à l'autre, sans mettre pied à terre et sans chiffonner sa correspondance; on communiquait au moyen des quipus, assemblage de nœuds, de couleurs différentes, faits de cordons de laine de vigogne.

A côté de la poste à dos d'homme, existait le télégraphe parlé, sorte de téléphone sans fils et sans pile électrique; des hérauts à la voix forte, juchés sur des tours en bois, semées de

loin en loin, transmettaient, les uns aux autres, les dépêches.

Au Mexique, la poste était desservie par des courriers à pied, qui relayaient, de six en six lieues, et, de poste en poste, transmettaient, oralement, de mémoire, la correspondance. Il paraît que ce système primitif peut rendre de grands services, puisqu'il subsiste encore dans certaines parties du Mexique.

Les Indiens de la pampa avaient, avant la conquête, peu d'occasions de communiquer avec leurs voisins; l'ennemi commun n'avait pas paru, encore, sur leur territoire; c'est la conquête qui a multiplié, pour eux, les occasions de se réunir pour le combattre, mais elle leur a fourni en revanche le cheval. Dès lors, ils sont devenus plus mobiles qu'aucune race aborigène, ont traité leurs affaires par ambassade, de tribus en tribus; dans cette immense étendue sans écho, aucun fait, même en apparence insignifiant, qu'une tribu ait eu intérêt à connaître, n'a été ignoré d'elle. L'Indien communique aux tribus voisines les nouvelles qui peuvent les intéresser, en mettant le feu aux herbes de la plaine : la forme de l'incendie, l'intensité de la flamme, le nombre et la position des foyers sont autant de signes de convention, aussi clairs, pour eux, que le sont, pour les diplomates, les signes de leurs dépêches.

*
* *

Pendant le siècle qui va jusqu'en 1880, l'Indien est resté le seul voyageur de la pampa, disposant d'elle à sa guise, et la fermant au conquérant. Aujourd'hui que la défaite de cet indigène est définitive et sa destruction complète, c'est un merveilleux spectacle, pour celui qui pénètre dans ce lieu, si longtemps défendu, par la barbarie, que le réseau de routes qu'il y trouve. Elles partent de tous les points stratégiques, y reviennent, s'enchevêtrent et s'unissent; le voyageur qui les suit, est assuré qu'elles le mèneront sûrement et direc-

tement, par des points, où l'eau est abondante pour les montures et potable pour l'homme. Larges de trente, soixante et même de plus de cent mètres, elles sont seules à dénoncer la présence de l'homme, dans ce désert ; mais elles indiquent bien tous les caractères de sa vie turbulente et nomade. Ce primitif habitant de ces plaines n'a jamais mis pied à terre et jamais fait usage de ses mains, pour dompter le sol et en tirer sa subsistance. Pendant les trois siècles, écoulés depuis l'apparition du cheval, il n'a plus vécu qu'avec lui et par lui. Il a perdu l'habitude des longues marches à pied, en file indienne, où, le premier passé, trace, dans l'herbe épaisse, le chemin que la file suit, sans dévier, diminuant l'effort que les touffes rudes opposent à la marche ; c'est ainsi que voyagent les grandes bandes d'oiseaux migrateurs qui fendent l'espace.

L'Indien, devenu cavalier, procède autrement : les chemins qu'il a tracés sous le pied de son cheval le démontrent. De grandes routes partaient de tous les points de la frontière argentine, aboutissaient, toutes, à un point unique de la frontière chilienne. C'étaient elles qui conduisaient aux centres de ravitaillement où l'Indien pénétrait en troupe nombreuse et armée. Il s'y avançait en phalange macédonienne : le cavalier de gauche tenait la tête, cent autres galopaient vers le même but, non pas en front horizontal, mais en flûte de Pan, la tête du second cheval touchant la croupe du cavalier de gauche ; sous son pied, chaque cheval faisait un sillon, que le fréquent passage creusait : la route était tracée. Au retour, on la prenait, poussant devant soi les milliers de bœufs et de chevaux que l'on avait enlevés. A certains points de rencontre, on s'arrêtait pour partager le butin, entre les chefs de chaque tribu, au prorata du nombre de lances fournies. De ce carrefour pampéen se détachaient alors des routes plus étroites, sortes de routes départementales, qui conduisaient vers chaque point de l'horizon, donnant, elles aussi, naissance à d'autres rameaux aboutissant

aux campements de chaque tribu, comme des chemins vicinaux. Jamais ingénieurs et terrassiers ne feront mieux que n'ont fait ces sauvages, pour les simples besoins de leur commerce de vol et recel, par le seul fait de s'agiter pour l'alimenter. Ces routes, l'armée argentine les a utilisées toutes, sans avoir d'autre embarras que de se reconnaître, dans leur enchevêtrement; toutes ont leur nom, que des guides énumèrent et retiennent avec exactitude, parce que toutes prennent ce nom d'une particularité des sites qu'elles traversent ou joignent entre eux.

Après l'armée, les éleveurs qui viennent utiliser sa conquête y peuvent rouler carrosse; l'écartement des roues embrasse plusieurs des sillons, creusés par les chevaux indiens, elles roulent sans obstacles sur le sable déjà foulé; les chevaux de trait galopent dans les sillons intermédiaires. Le trafic, à mesure qu'il se développe, nivelle ces sillons, aplanit la route; c'est par là seulement que la civilisation, qui y passe, se distingue de la barbarie. Elle s'en distingue aussi, par ceci, qu'elle ne pousse, devant elle, que du bétail légalement possédé, et que ce n'est plus un commerce de vol et de recel qu'elle fait avec le Chili, par ces chemins qui ont conservé leur nom de chemins chiliens, puisque tous mènent au Chili, que tous ont été créés par l'Indien, pour alimenter le Chili de bétail, volé en champs pampéens.

A mesure que la population s'avance, que la route s'est aplanie sous le roulement plus fréquent des charrettes, la diligence apparaît; quelquefois, par un bouleversement très américain de l'ordre logique des choses, elle est devancée par le rail et la locomotive; en d'autres lieux, elle est vivement détrônée par celle-ci.

Ces diligences pampéennes, les illustrations de journaux de voyage les ont déjà rendues célèbres : l'Espagnol les appelle galères; vraies galères, en effet, où le voyageur rame de son dos et de tout son corps sans aider à la marche,

seulement, pour prendre sa part de la fatigue que le voyage impose à tout le convoi, tiré, cahoté, surmené sur le sol raboteux de la plaine. Quand elles étaient seules à conduire les voyageurs, des villes extrêmes au littoral, elles semblaient prendre un soin jaloux de leur propre pittoresque, s'étudier à faire point de vue au milieu du paysage, à se projeter en silhouette bizarre sur l'horizon. Elles conservaient, gravement, avec une sorte de piété, la tradition de leur originalité d'antan, un luxe de postillons et de chevaux tel, que, de loin, elles prenaient l'aspect d'une smala, fuyant, dans la plaine, avec ses troupeaux, quelque incendie terrible, et roulant, derrière elle, la maison patriarcale. A travers champs, le véhicule, porté sur de hautes roues, mues sur un essieu de près de deux mètres de long, tressautait, tiré qu'il était par une douzaine, quelquefois une vingtaine de couples de chevaux, chaque couple, monté et fouaillé par un homme, au poncho volant, aux bras arrondis, aux jambes écartées du corps, écuyer équilibriste, déplaçant, au hasard, le centre de gravité sans jamais le perdre, on ne sait par quelle grâce d'état. Les cris, les imprécations, les coups de fouet entraînaient, au galop, l'arche roulante; on ne perdait cette allure désordonnée que devant le piquet marquant la première poste. Les gens qui l'attendaient n'avaient rien vu d'elle que le tourbillon de poussière noire, qui ne l'abandonnait jamais, que le mouvement faisait tournoyer, que le vent emportait, après en avoir laissé la meilleure part, dans les gosiers des voyageurs. On descendait ainsi des Andes, à travers la plaine, jusqu'au littoral, on allait d'une capitale à l'autre, d'un village de frontière aux villes du centre : le voyage était partout le même, la plaine était, partout, semblable à elle-même, les péripéties ne variaient pas. C'était le même départ, à l'aube; à l'heure où le soleil est haut, la même sieste auprès d'un rancho, où un mouton, broutant encore, attendait les voyageurs, et ne sentait le couteau plonger dans sa gorge,

que lorsque leur présence était certaine; en quelques minutes, il était fiché tout entier sur sa broche, piquée en terre, au-dessus d'un feu, dont le troupeau, aussi, fournissait le combustible. Le soir, c'était une halte dans un des rares villages de la plaine, où, autour de l'éternel rancho, un autre mouton offrait, de la même manière, sa chair rôtie, que l'on pouvait accompagner d'un morceau de pain dur, si l'on en avait fait provision. Quelquefois, la nuit était gaie, la danse et la musique en racourcissaient la longueur, et, après un repos de quelques heures, à la belle étoile, entre deux touffes de chardons ou de gynérium, on reprenait sa place sur le banc redoutable de la galère, frémissante encore des os, qu'elle avait rompus, la veille, où l'on ressentait, à peine assis, les membres endoloris et les plaies vives.

On comprend que ceux, que leurs affaires appelaient au loin, aient toujours préféré, à ces longs supplices, le voyage à cheval, que l'allure égale et quelque peu somnolente du cheval pampa permettait d'entreprendre et de terminer, presque sans fatigue, par journées de vingt-cinq à trente lieues. Ces voyages au long cours, à travers la pampa, ont cessé de l'animer de leur pittoresque. Les cavaliers galopaient derrière une troupe de chevaux de relai, groupés autour de la jument guide. Un courrier, qui les précédait, gaucho exercé, en poussait, devant lui, dix ou quinze par cavalier; toutes les deux heures, il les rassemblait, au milieu de la plaine, et choisissait des chevaux frais; le galop, qu'ils venaient de faire, de la même allure que les chevaux montés, ne comptait pas comme fatigue. Peu à peu, tous ces moyens de transport vont rejoindre la nacelle de cuir, dans le magasin des accessoires du roman étranger et des récits de voyages, écrits, sur les ouï-dire des vieilles gens, ou même de quelques hommes mûrs, qui ont pu apercevoir, encore, les derniers échantillons d'une époque préhistorique, qui date d'hier, que le développement rapide des chemins de fer a fait vite oublier.

II

Il y a trente ans que, par le premier rail posé dans la ville de Buenos-Aires, a commencé la vraie conquête de la pampa par la civilisation. Cet avènement d'un progrès nouveau, qui n'allait faire son œuvre que très lentement, mettait le point final à une période d'un demi-siècle, pendant lequel la pampa ne s'était pas appartenue, et les voyages avaient été tout à fait interrompus.

L'élévation de Buenos-Aires au rang de vice-royauté avait été le signal d'une décadence ; devenue maîtresse de ses destinées, elle avait vu se rétrécir, instantanément, son champ d'évolution aux limites de son enceinte et des quelques villages semés autour d'elle : la vie se concentra sur le littoral, on ne communiqua plus, par terre, avec le Pérou et la Bolivie, à peine avec les villes du centre et des extrémités, qui continuèrent, dans leur isolement, leur vie végétative. Aucun bruit ne passait plus sur les routes poudreuses, de moins en moins sûres, les villes de la Cordillère préférant commercer avec le Chili, traverser les défilés montagneux que s'aventurer dans la plaine.

Trente ans de silence s'écoulent. Avec l'aurore du XIXe siècle, un bruit nouveau se fait : la guerre de l'indépendance éclate ; le vice-roi détrôné, hier encore homme le plus populaire de la colonie, Jacques de Liniers, transporte le centre de la résistance contre les créoles dans une ville pampéenne, Cordoba, adossée aux premiers contreforts des Andes. Ce premier fait, d'une guerre civile qui durera un demi-siècle, avec des phases différentes, rouvre, aux armées, les routes abandonnées du commerce, les guerillas et les montoneros en prennent possession ; tout le monde est en campagne, au milieu de l'océan pam-

péen, San Martin et Bolivar se donnent la main, pour une œuvre commune, en combattant à mille lieues l'un de l'autre; les hasards de cette guerre, à longue portée, entraînent des généraux et des corps d'armée, des rives de l'Atlantique à celles du Pacifique, l'ardeur des premiers conquérants renaît dans ces descendants des Cortez et des Pizarro, qui renversent les rôles, ramassent les armes d'Atahualpa et de Montezuma, battent partout les Espagnols, et proclament le droit des créoles à se gouverner eux-mêmes. La plaine et la Cordillère n'ont plus, pour eux, d'inconnu. Ils attachent, sur leur passage, des noms glorieux à des points inhabités, que l'histoire, chargée de les conserver, aura peine à indiquer exactement aux géographes modernes.

Ces patrouilles, plus glorieuses que nombreuses, n'assurent ni la paix du voyageur de la pampa, ni celle du pasteur sédentaire; la plaine n'est plus à la civilisation, la barbarie s'en empare, elle la domine, les soldats de la guerre civile n'ont pas le temps de la lui disputer : les poètes, seuls, s'en occupent, mais il ne peuvent l'entrevoir que par l'imagination. Quelquefois un voyageur en revient, captif qu'une invasion a enlevé, attaché à la croupe d'un cheval, conduit dans cet inconnu que l'on touche du doigt sans pouvoir le pénétrer. Un jour, il a pu s'échapper, a refait, seul, un de ces longs voyages, qu'entreprenaient autrefois les courriers d'État et les touristes du XVII[e] siècle, sans avoir, comme eux, l'instinct pampéen pour le diriger, ni la connaissance des étoiles du ciel.

Nous avons, sous les yeux, le récit autographe d'une fuite de ce genre: terrible voyage d'un homme abandonné à lui-même dans la solitude des plaines, tâchant de gagner le pays peuplé, n'ayant, pour le guider, que l'instinct de la conservation, mais aucune connaissance du pays qu'il traverse : il lui faut sept jours du galop de son cheval, pour atteindre une habitation, souffrant la faim, la soif, le sommeil, redoutant

les attaques des fauves, celles plus dangereuses de l'homme, plus d'une fois prêt à abandonner son entreprise, à se laisser mourir auprès de son cheval, repartant au galop, sans savoir par quoi il est soutenu. La pluie qu'il reçoit ne vient pas sans grêle, il en souffre sans pouvoir l'utiliser, les rivières qu'il rencontre sont d'eau saumâtre ; l'herbe, seule, lui offre un aliment, mais insuffisant, il en suce quelques racines sans succès ; des mirages le trompent, ils l'égarent, et la réalité trompeuse augmente son désespoir.

Ces temps sont loin : ils s'éloignent aussi, ceux où les vieilles gens racontaient encore qu'ils avaient passé leur vie sans sortir de leur ville, où les propriétaires n'avaient jamais daigné visiter leurs domaines, un peu éloignés, et en étaient réduits à se figurer ce qu'ils étaient, effort facile d'imagination dans un pays où tout se ressemble.

Le rail a changé tout cela; il a, ici plus que partout ailleurs, détruit la poésie, ou tout au moins, l'inattendu des voyages : pas de tunnels, pas de courbes, pas de travaux d'art, le chemin de fer ne fait pas même point de vue dans la pampa, où il n'a que faire de chercher des villes ou des villages à desservir, ni de tourner ou de traverser des terrains accidentés, où il n'a d'autre souci que d'aller d'un point à un autre, éloigné de cent, deux cents et même cinq cents kilomètres, si droit devant lui que l'on cite une section de voie de quatre cent cinquante kilomètres, en ligne absolument droite, sans la moindre courbe.

Pas de levées, pas de talus, rien qui mette en relief le train, qui passe, sans se presser beaucoup, faisant ses quatre lieues à l'heure comme une bonne diligence d'antan, rasant le sol, dans un raccourci écrasé. Jouir du paysage, si paysage il pouvait y avoir, pour celui qui traverse la plaine en wagon, il n'y faut pas songer : quand une pluie n'a pas abattu, quelques heures avant le passage du train, tout prétexte à poussière, il en soulève un noir tourbillon et s'en

fait, sur la ligne, un redoutable cortège, qui le précède, l'enveloppe, le suit, s'élève et retombe, pénètre partout, envahit les wagons les mieux clos, et met sur les visages un épais masque noir, où les yeux, criblés aussi, émergent en rouge et pleurent; larmes aggravantes, que ne sèchent pas toujours l'arrivée à la station et les ablutions d'eau saumâtre, la seule que l'on connaisse dans la pampa!

Les entrepreneurs du Sud n'ont pas osé, jusqu'ici, imiter leurs congénères du Far-West des États-Unis, et jeter des voies ferrées dans le désert, pour inviter l'immigration à s'y rendre et à y préparer le trafic. Le rail s'avance timidement, il quitte à regret le dernier village, ce n'est qu'après de longues hésitations qu'il s'étire, paresseusement, jusqu'au prochain, qui, pendant qu'il s'arrêtait, s'est formé. Ces étapes de prolongement se font assez vite, mais il faut toujours deux ou trois ans pour se décider à les entreprendre. Si l'agriculteur attend le chemin de fer avant de conquérir des terrains nouveaux, le troupeau semble fuir devant lui; le pasteur aime les grandes solitudes, il va toujours au loin, ce n'est pas lui qui demande la formation des villages. C'est à cause de lui, pour échanger ses produits naturels, pour ainsi dire spontanés, contre toutes les denrées que le commerce amène de loin, qu'un commerçant vient placer sa tente dans son désert, appelant autour de lui quelques artisans ou quelques commerçants comme lui; le village est ainsi fondé, et, après peu de temps, devient tête de ligne C'est le signal de son développement, les hésitants accourent, les rues se tracent, droites et bien alignées, les premiers venus se constituent en conseil municipal, se distribuent les terres, que l'État a, d'avance, réservées pour cette commune future, invitent quelques amis, pour faire nombre, à prendre part à cette aubaine, presque toujours gratuite; l'accaparement se fait assez vite pour que les demandes des étrangers se heurtent à des refus et que le prix de ce qui ne

valait rien, la veille, s'élève. Le bruit que fait au loin, à quinze ou vingt lieues, le premier coup de pioche, ou le premier coup de marteau, sur le premier boulon que l'on rive, fait écho et active les enchères. Les fours à briques se dressent, tous les matériaux sont hors de prix; cependant, les maisons s'alignent, des besoins factices exigent des constructions superflues, leur ensemble formé un village. Le rail approche, la station se construit, les premiers wagons déchargent du bois et du fer attendu, qui sont venus, jusque-là, l'un de Norwège et l'autre d'Angleterre; les commerçants, établis d'hier, s'approvisionnent; on s'agite, on spécule, on croit que l'avenir est assuré; un jour, on apprend que plus loin une création du même genre s'est faite, que le rail va la rejoindre : l'activité s'éteint, on sent qu'elle va se déplacer; comme aucune industrie ne saurait donner la vie au village, quand l'heure est passée d'une spéculation, dont les phases sont connues, l'engourdissement le prend, il devient un simple centre de commerce, ennuyé et languissant.

Sur la ligne, le trafic est actif; laines, cuirs et blés, marchandises encombrantes, demandent, à certaines saisons, des wagons en grand nombre; comme dans la plaine il n'y a ni un morceau de bois ni une pierre que l'on puisse utiliser, que l'exploitation des troupeaux exige des habitations, des hangars, des parcs, des clôtures, les trains défilent, chargés de bois, de pieux et autres objets, de prix très minimes dans leur pays, qui ont payé, pour le transport, plusieurs fois leur valeur.

Le prix de la construction d'une ligne de chemin de fer, dans la pampa, en tenant compte du taux élevé de la main-d'œuvre et des matériaux, qui viennent tous d'Europe, ne dépasse pas 60,000 francs par kilomètre ; l'expropriation des terrains était, il y a quelques années, une quantité négligeable, ce n'est guère, encore, qu'aux environs des villes que les propriétaires en exigent le prix, les avantages, que leur

apporte une voie ferrée nouvelle, leur permettent de céder gratuitement les dix mètres de large qu'elle occupe, dût même cette bande étroite s'étendre sur leurs terres pendant plusieurs lieues, comme cela se présente souvent. Les frais de premier établissement sont donc assez modérés pour que les lignes de chemin de fer, les moins favorisées, puissent donner 10 ou 12 0/0 à leurs actionnaires, que d'autres, comme le Central argentin, en 1884, aient pu distribuer jusqu'à 16 0/0. Le nombre des kilomètres construits augmente rapidement. Pendant que la France ne possède qu'un kilomètre de voie ferrée par deux mille huit cent cinquante habitants, la pampa argentine en possède un par huit cents habitants. Un ensemble de lignes part de Buenos-Aires; l'une rejoint cette ville, au sud, aux points extrêmes de la côte de l'Atlantique, aux confins du grand désert patagonien, à Bahia-Blanca; une autre gagne l'ouest et avance, par différents réseaux qu'elle étend, comme le ferait une pieuvre, vers les solitudes qui reculent devant elle; une de ses locomotives porte, depuis vingt ans, ce nom ambitieux: « Je vais au Chili »; dans trois ans, elle y arrivera, peut-être; une autre ligne l'a précédée, elle a pris bravement le parti de traverser, au plus court, la plaine, vers le nord-ouest, elle réalise le rêve de la précédente: dans deux ans, on ira de Buenos-Aires à Santiago du Chili en cinq jours; il faut encore quitter la voie de fer à Mendoza, sur le versant argentin, pour la reprendre, après deux jours de mule, sur le versant chilien. Un tunnel en construction traversera les Andes. Il aura dix kilomètres de long; quatre années seront nécessaires pour le terminer. Une autre ligne joint Buenos-Aires et Rosario, le grand port central du Parana, nœud commercial de tout le trafic des provinces argentines, de la pampa déserte du Nord, du Paraguay et de la Bolivie. Du Rosario partent d'autres grandes voies qui, chaque jour, se complètent; les régions du blé, des mines, de la canne à

sucre, les grandes plaines à bétail, tout est ouvert à la colonisation et au travail lucratif.

*
* *

Voyageons un instant sur ces lignes. L'encombrement d'une gare de départ ne dénote pas un public qui voyage pour son plaisir; une fois en route, nous le comprendrons de reste. Hors les trains de banlieue qui emportent journellement ceux qui partagent leur vie entre la ville et la campagne, le gros du public, de tenue fort abandonnée, gens de campagne très habitués à la compagnie du bétail, immigrants désorientés, partant en troupes pour une colonie quelconque, travailleurs se déplaçant en quête d'ouvrage, tout ce public semble destiné à la quatrième classe, mais le goût américain de la simplification a réduit leur nombre à deux : les voyageurs de première sont, malgré tout, peu nombreux. Construit sur le modèle américain, le wagon s'étend en une longue galerie, où s'échelonnent de chaque côté des siège cannés, étroits pour deux personnes de proportions ordinaires : des fenêtres nombreuses rendent tous les recoins de cette chambrée accessibles à l'air, à la lumière, mais aussi aux rayons ardents du soleil, à la poussière épaisse, en hiver aux courants d'air glacial. Ces wagons, d'un modèle déjà ancien, que les nouvelles lignes abandonnent, auraient pu hériter des anciennes diligences, leur nom de galères ; lieu de détention plus moderne, il n'est pas moins riche en supplices variés.

Le départ est long ; la sortie des faubourgs est retardée par de nombreuses stations, qui se succèdent de minute en minute, où vient s'entasser dans les wagons un trop-plein d'hommes robustes, aux lourdes bottes. C'est la seule partie pittoresque du voyage. Que vous alliez vers le Sud ou le Nord, où les lignes suivent, pendant longtemps, la rive gaie

de l'estuaire de la Plata, ou que, vous dirigeant vers l'Ouest, vous traversiez les jardins des villas et des fermes les plus voisines, où des horticulteurs français et italiens déploient toutes les fantaisies de leur art, acclimatent et multiplient toutes les plantes de la création, toute l'échelle des arbres fruitiers, depuis l'oranger jusqu'au noyer.

Mais ce rideau tombe vite, rideau de platanes et d'eucalyptus, de sapins et de magnolias gigantesques; la zone de la villégiature n'a pas plus de quatre lieues de profondeur. La plaine commence. Elle a, encore, sur cette lisière, un aspect semi-suburbain de transition; les herbages primitifs ont disparu, sous le travail lent des générations passées, toutes les graminées, qui poussent là, depuis des siècles, et paraissent indigènes, ont été importées; comment et à quelle époque? Il est difficile de le dire ; sans doute dans les provisions de fourrages des premiers conquérants. Elles ont prospéré vite ; ce sont elles, qui donnent au pâturage ses aspects variés, que le nouveau venu ne discerne pas vite, dont l'œil habitué, apprécie la beauté spéciale, qui contient sa valeur intrinsèque. Les luzernières alternent avec les prairies naturelles et en constituent la réserve. La terre est divisée en carrés, de cent à deux cents hectares : quelques fractions en sont cultivées, petites cultures de dix à vingt hectares, le reste est exploité en pâtures, par des Basques : petits éleveurs, dont le bétail ne dépasse guère cent têtes et fournissent le lait à la ville. Peu ou point d'arbres; des clôtures de fil de fer, soutenus par des pieux de bois dur naturel, éloignés de six à huit mètres. Le train marche; peu à peu, les clôtures deviennent plus rares; celles que l'on aperçoit embrassent des étendues, que l'œil ne peut plus mesurer, dont les limites lui échappent; nous entrons dans les terres de grand élevage. Les stations ne sont plus si rapprochées; celle que l'on attend est éloignée de la précédente d'au moins deux ou trois lieues; les maisons se

font rares, leurs dimensions sont plus étroites ; simples abris pour la famille et quelquefois pour la laine; à quoi bon sacrifier au luxe des habitations, dans un pays où la belle étoile est hospitalière, où l'indigène avant la découverte n'avait jamais songé à clore ses abris, où le bétail n'en demande pas et s'est résigné à acquérir des qualités de résistance suffisante pour n'avoir pas à s'en plaindre ?

La station se montre; son isolement seul lui donne quelque valeur sur l'horizon, mais ses proportions sont peu ambitieuses. L'ingénieur anglais, qui a tracé le plan de la première, dont le modèle s'est répété partout sans modifications, semble avoir dédaigneusement jaugé son public et donné ce mot d'ordre : « Surtout pas de luxe ». Hangar au toit de tuiles, murs blanchis à la chaux, assombrie par les nombreux contacts, bancs de bois où l'on ne songe pas à s'asseoir; un peu moins de luxe que dans le dépôt aux marchandises : principe sage et très anglais, puisque la compagnie est responsable des avaries de celles-ci. La salle d'attente donne asile à une buvette, l'assommoir pampéen ! On y verse le gin, l'eau-de-vie allemande, l'absinthe, le tafia du Brésil, compagnons gênants et encombrants, dans une salle d'attente où, peut-être, entrent, quelquefois, des gens qui n'ont pas soif. On sent là que l'on s'est assez éloigné, pour avoir changé de milieu; les femmes étaient rares au départ, il n'y en a plus aucune; quelle affaire pourrait appeler si loin celles de la ville ? Quant à celles qui habitent ces régions, leurs occupations les retiennent chez elles. Rarement même, au milieu de cette foule remuante et lourde de bergers, de bouviers, d'hommes de pelle ou de bêche, un grand propriétaire se mêle; ce n'est guère l'usage de visiter, fréquemment, ses terres éloignées, moins encore d'y résider. Au reste, s'il voyage, il adopte la tenue de mode dans ce milieu, le chapeau mou, le poncho, de hautes bottes,

et sous la banquette il pousse du pied son seul bagage, un rouleau de cuir, contenant la selle du cheval, qui l'attend à la station voisine; il y ajoute quelques menus objets, le plus souvent enveloppés dans un foulard ponceau : attribut classique des hommes des champs, ce foulard sert à tous les usages, chacun en porte généralement trois, un pour le cou, un pour la poche, le troisième pour envelopper son bagage ou protéger sa nuque, contre le froid ou contre le soleil, suivant la saison.

Le train reprend sa route, après les minutes d'arrêt réglementaires. Dans le wagon, la chaleur augmente; les voyageurs de banlieue ont, peu à peu, disparu; on est maintenant entre compagnons, habitant, tous, ces régions lointaines, ou y surveillant quelques intérêts, *gente de afuera*, gens du dehors. La familiarité s'établit naturellement, les mêmes pensées sont communes à tous, tous se réjouissent de la même pluie, redoutent la même sécheresse, souffrent de la même inondation; l'état d'engraissement des troupeaux, le prix des bœufs, de la laine et du cuir, sont les passions qui les agitent ; comme tout le monde a déjà terminé la lecture des immenses journaux, dont on a fait provision au départ, que la poussière envahissante a salis de telle manière qu'ils ne sont plus maniables, on se livre à la douceur de la conversation sur ces sujets passionnants, qui amènent, invariablement, aux mêmes questions des réponses prévues. Il n'y a pas, ici, de différences de conditions, ni d'occupations; la vie de tous ces hommes est la même, ils s'intéressent aux mêmes choses; si le hasard introduit au milieu de ces éleveurs un médecin de campagne, un juge, un avocat, un militaire ou un prêtre, tous seront nécessairement doublés d'un éleveur. De tous les éleveurs, le plus illettré n'ignore rien de ce qu'il lui importe de connaître; tous savent ce qu'il faut savoir du marché financier, du prix des locations, de la valeur des produits agricoles, s'il



Navigation dans le Rio Parana. (Voir page 162.)

faut vendre ou garder. Du fond de la pampa, où il semble qu'aucun bruit ne pénètre, ils ont surveillé le marché, correspondu avec la ville; ils repartent, leurs affaires faites ou ajournées et leurs renseignements contrôlés, n'ignorent rien du Tonkin, de la Serbie, ni de l'Afghanistan, s'inquiètent de l'Égypte et des Bulgares, de l'influence que ces conflits exotiques peuvent avoir sur les cuirs du pays. Tous se souviennent des hausses subites qu'ont amenées les guerres de Crimée, d'Italie et de France, rêvent de quelque grande bataille, de quelque campagne prolongée, ruineuse pour d'autres, qui les enrichira.

Les stations se font attendre, elles sont de plus en plus clair-semées, les villages le sont plus encore. C'est à peine si, dans le rayon de cinq lieues autour de Buenos-Aires, on en compte un par dix lieues carrées; hors de cette banlieue, ils sont plus rares encore; on en chercherait vainement un par cent lieues carrées; enfin, au delà de quatre-vingts lieues, ne cherchez plus, il n'y a plus que des pionniers isolés et pas d'agglomération. Les stations émergent de la solitude, placées au hasard, sans qu'aucune raison sociale ou commerciale en ait déterminé l'emplacement; la seule raison déterminante est, le plus souvent, l'habile générosité d'un propriétaire, qui offre pour rien, à la compagnie, quatre ou cinq hectares, pour doubler la valeur des quelques milliers qu'il possède autour. Cette aubaine est loin, cependant, d'être recherchée par tous les propriétaires: les éleveurs, en général, préfèrent voir la ligne ferrée s'éloigner de leur terre qu'y pénétrer; elle en détruirait l'unité, désorganiserait l'élevage, troublant le troupeau dans les siestes prolongées, empêchant les unions, ou les rendant stériles. Le train, en outre, blesse ou tue, journellement, quelque bête. Quels nombreux avantages apporte la création d'une station! Le mouvement et la vie affluent, les auberges s'élèvent; là, où l'herbe, seule, poussait, hier, voitures, che-

vaux, voyageurs soulèvent une poussière qui retombe, en pluie d'or, sur les champs voisins; le désert connaît, lui aussi, le café de la station, ouvrant sa porte sur l'immensité.

A force de rouler sur le rail, d'absorber de la poussière, de chercher, pendant des heures, l'ombre d'une maison, qui rappelle que quelqu'un vit dans cette solitude, d'entendre siffler la machine qui pousse devant elle, poursuit de jets de vapeur, heurte souvent, et divise, en quartiers pantelants, les bêtes, égarées, d'immenses troupeaux que l'on ne voit jamais, on arrive, enfin, au seuil d'un village, que le rail est venu chercher là au milieu de sa formation, activant par sa présence, par les promesses qu'il apporte, les entreprises commencées, jetant un peu de fièvre dans les esprits pour les abandonner bientôt au milieu de leur rêve inachevé et porter plus loin son influence créatrice.

Ces villages se ressemblent tous : larges rues droites, se croisant à espaces réguliers; partout, la même église, la même maison municipale, la même place; tout le jour un grand mouvement, de voitures, de chevaux, de charrettes, de cavaliers pressés, il semble que tout le monde soit, ici, en passant, que bien peu résidant. Ce ne sont qu'auberges, cafés et billards, des maisons borgnes et louches, beaucoup de métiers parasites; quelques échoppes d'artisans, copiant éternellement la même botte et le même veston sur le souvenir lointain de la dernière guérite qu'ils ont vue dans d'autres contrées, offrent leur marchandise en une langue qui croit être l'espagnol, et cache mal une origine française ou italienne. Ce sont ces deux pays qui peuplent les villages pampéens; l'on ne soupçonne guère, en France, que nos compatriotes aient ces instincts de pionniers; ce sont eux cependant, principalement les Béarnais, qui créent dans le désert les premiers petits ateliers de char-

pentiers, menuisiers, tailleurs, forgerons; ce sont eux, aussi, qui, après un long séjour, soutenus par le crédit, que la mère-patrie refuse toujours et que ce pays leur offre, ouvrent ces grands magasins, entrepôts généraux de toutes les denrées qui peuvent se consommer, tous les comestibles, les quincailleries, tout ce qui sert à la construction, à la culture; on y vend et on y achète tout, le client y paye rarement en argent, il apporte ses produits et les échange, soldant, ainsi, ses comptes de l'année, ses dépenses faites à crédit, que ce crédit a trop souvent encouragées.

Ces villages ne sont pas la dernière étape du voyage : la diligence continue le rail; pressez-vous, si vous voulez assister à l'agonie de la dernière : elle râle; ce ne sont même plus des grincements, que l'on entend, quand elle passe, c'est un bruit de vieille ferraille; elle manque d'entrain au départ; s'agite, en route, en bonds saccadés plutôt qu'elle ne roule; pousse devant elle ses chevaux nombreux et décharnés; ce ne sont pas eux, bien sûr, qui la peuvent encore traîner : c'est elle, par un dernier effort d'habitude, qui les bouscule jusqu'au dernier relais!

III

Où est-il, ce dernier relais? Dans le désert. Quand il apparaît au loin, il y a de longues heures que le voyageur a perdu de vue le dernier groupe d'habitations; de villages il n'en est pas question, on en parlera dans un quart de siècle; ce que l'on appelle maison dans ces parages, se discerne mal au milieu des gynériums argenteums, et de leurs panaches blancs, se balançant à perte de vue, égarant le regard, se dressant plus haut que cette maison que l'on cherche. C'est la route indienne, un de ces fameux chemins chiliens, que l'on suit. Il développe ses sinuosités, au milieu

de prairies sauvages, toujours les mêmes : aucune culture, cela va sans dire, il ne semble même pas que ce soient là des pâturages : quel bétail affamé y mettra la dent? Problème pour le nouveau venu, qu'une étincelle résoudra.

Le feu, gagnant à pas rapides toutes ces touffes, jettera au vent tous ces panaches blancs enflammés, leur confiant la mission de répandre, sur d'immenses espaces, les bienfaits de cette destruction féconde. Le voyageur, en avançant, traverse des régions, où cette œuvre est faite ; des milliers de bœufs peuvent s'y repaître d'une herbe tendre, pousses nouvelles des plantes hier brûlées, variétés inconnues qui semblent nées des cendres. Ce spectacle qui révèle l'œuvre de l'homme, annonce, aussi, les approches du dernier relai.

Au loin, une loque déchirée, reste d'un pavillon blanc, mis en charpie par le vent, se débat, agonisant, sous le vent, au bout d'une perche ; il indique la *pulperia*, où le voyage termine : misérable tente de paille, aux murs de boue, où l'on vend un peu — très peu de tout, — surtout du gin et de l'eau-de-vie de canne ; elle a la mission de représenter le dernier refuge et le premier jalon de la civilisation.

Où gîte le client invisible qui alimente son commerce? Ne cherchez pas à le découvrir. Là-bas, derrière quelques touffes de gynériums, il a bâti sa cabane : elle est trop basse pour qu'il s'y tienne debout : quelques roseaux reliés par des lanières de cuir en forment les parois ; l'hiver, il prendra la peine de boucher avec de la boue les jours, qu'il laissera ouverts, tout l'été ; une peau de cheval forme le toit ; la porte est ouverte, quelques peaux dans un coin indiquent le lit, un feu d'os qui dort et près duquel sommeille une bouilloire, c'est là tout le contenu et le contenant. On croirait, quand, par hasard, on la découvre, isolée et tapie dans son coin invisible, rencontrer l'habitation d'un Indien soumis, conservant, pour la joie du touriste, le modèle de la cahute préhistorique : non, c'est l'abri d'un chrétien,

gardien d'un troupeau, que l'œil ne perçoit pas; son nom, Pedro, ou l'Anglais ou le Basque, c'est tout ce que l'on sait de lui; il ne semble pas qu'il en ait beaucoup plus à révéler. Cet isolé est, cependant, un ambitieux, qui a accepté le poids de cette solitude misérable et contemplative, avec l'espoir d'en sortir un jour, quelque peu enrichi par ce troupeau, dont il suit de loin les promenades : pauvres ambitions que les siennes, elles seront cependant souvent déçues; ce mirage d'une fortune lointaine sera trompeur comme les autres, parce que, dans ce désert où il est perdu, où il vit, loin de la femme, un vice est venu hanter sa solitude; cette *pulperia*, cette masure, un peu moins triste que sa demeure, où l'on vend ce qui peut tromper son ennui, excite à boire et promet des réunions bruyantes. Ce pampéen a son heure de l'absinthe!

Il l'attend tout le jour, oisif et muet; le soleil la lui marque. Les pieds nus, les cheveux ceints d'un cordon, il enfourche son cheval, sans selle ni bride, qui part et s'arrête d'instinct, là où il est allé, la veille, à la même heure. Il saute à terre, entre, regarde à peine, s'accoude devant la grille de fer, qui protège le marchand et sa modeste pacotille, et demande d'un mot son *Suizé;* c'est ainsi que ces enfants perdus du désert désignent leur verre d'absinthe, traduisant à leur manière, dans leur langage hybride, sans savoir d'où il vient, ce mot d'argot, *une suissesse*, éclos, il y a trente ans, sur le boulevard Montmartre.

Le vice de l'absinthe et du gin les prend tous tout entiers; ils sont excusables : cela leur est un prétexte à entendre le son d'une voix humaine, autre chose que le bruit du vent qui siffle dans les hautes herbes. Ils viennent, là, savoir ce qui se passe, au delà de leur horizon, ce que disent les patrouilles, ou ce qu'a raconté le conducteur de la diligence, prendre quelques nouvelles, apprendre le noms des célébrités, dont la notoriété serait incomplète, s'ils ne péné-

traient pas dans ces solitudes : leur imagination leur explique mal ce que c'est que Sarah Bernhardt, Rochefort ou le Mahdi, mais ils en gardent les portraits, détachés des boîtes d'allumettes de cire, que Paris économe se refuse, et que le misérable pampéen gaspille.

À la nuit, les causeurs, lassés d'apéritifs et renonçant à souper, retournent à leur gîte, psalmodiant, pour se rappeler le son des voix qu'ils n'entendent plus, se racontant, à nouveau, au milieu d'une demi-ivresse, ce qu'ils ont entendu, le commentant à leur façon, ils continuent, avec leur pauvre cheval, les querelles et les discussions, que l'ivresse a soulevées.

C'est là le dernier écho de la vie ; plus loin, elle cesse : c'est le domaine du fauve, peu redoutable, et de l'explorateur, aujourd'hui, peu exposé. L'homme qui lui faisait obstacle a disparu ; mais la solitude est l'inconnue, les routes qui la sillonnent, vous égarent, sous intention de vous guider, comme le font les chemins d'un labyrinthe. Dans ce désert, sillonné de routes, la nature, est abandonnée à elle-même et l'homme à la nature, qui n'a qu'une apparence de fertilité et ne donne spontanément ni un aliment, ni une goutte d'eau potable.

Une ligne de démarcation, qui reproduirait, à cent cinquante lieues, le dessin de la côte, se rapprochant, jusqu'à l'Atlantique, au 40° latitude sud, à Bahia-Blanca, enveloppant ainsi les huit mille lieues de pampas habitées, laisserait dans l'ombre environ vingt-cinq mille lieues, d'une fertilité latente, que la présence de l'homme et du bétail, qu'il poussera devant lui, révèlera, d'ici un demi-siècle. Il n'y a que six ans que l'homme y pénètre. Avant la conquête, l'Indien les occupait sans les connaître. Venu de la Cordillère, avant la conquête espagnole, jusqu'au littoral ; c'était là, seulement, qu'il avait pu trouver à vivre ; mais, dans la pampa, il fût mort de faim : la chasse du fauve n'eût pas suffi à l'ali-

menter; on n'y trouve aucune rivière; il ne s'y est cantonné que longtemps après la conquête, contraint et forcé, et seulement quand les troupeaux domestiques se furent assez développés pour fournir à sa chasse un gibier de choix, abondant, facile à prendre.

A cette époque rapprochée, pendant cette période de guerre, qui va de 1740 à 1880, où l'Indien vivait, là encore, du produit de ses rapines et de sa chasse, quelques explorateurs avaient tenté l'aventure de se rencontrer, seuls à seuls, avec les caciques, plus ou moins bien disposés, à qui, l'étranger, sans armes, semblait un espion. Ce que l'Indien redoutait le plus, dans la pampa, c'était que l'on connût le chemin de sa retraite, ou le secret de sa vie. Un soupçon pouvait soulever une colère, et la colère de l'Indien, c'était la mort de l'explorateur. Le Dr Crevaux en a fait la triste expérience chez les Tobas. Les explorateurs de la pampa ont été plus heureux.

Le dernier a été le soldat argentin; il a rapporté quelque chose de plus que les détails de mœurs sociales recueillis par ses prédécesseurs, isolés, plus exposés que lui. Il a conquis cette immense solitude, et l'a ouverte à l'activité humaine. L'Indien s'est fait tuer sur place, envelopper ou emmener; lui parti, la place est restée vide, aussi inconnue que la veille, champ aussi riche pour l'exploration, qui s'avance, à tâtons, dans cette solitude, où elle ne trouvera plus un homme, ni la trace d'un homme à étudier, ni ruines, ni vestiges d'habitations, pas un signe écrit, pas un écho de la langue, pas une trace de vie; seuls, les cimetières en gardent le souvenir muet. Quelquefois, dans des cachettes creusées dans le sable, on a trouvé des vestiges bizarres, des collections de journaux de Buenos-Aires, qui parvenaient, là, avec exactitude, des comptes courants, provenant de commerçants des villages de frontières, qui entretenaient, avec le sauvage, des relations profitables, recevaient de lui,

en payement, des plumes d'autruche, des peaux de bêtes fauves, et celles des animaux enlevés des estancias, et leur donnaient, en échange, farine, café, vin, eau-de-vie, tabac et *yerba mate*.

Rien ne guide l'explorateur. La plaine n'est même plus plate; des dunes, souvent assez élevées, s'y étendent, en longues ondulations, en vallées profondes et enchevêtrées; de loin en loin, un monticule se montre, plus élevé que la chaîne qui y aboutit, son cône de sable présente, à celui qui le gravit jusqu'au sommet, la surprise d'une ouverture de volcan, au fond duquel l'eau des pluies, toujours fraîche et toujours limpide, purifiée par ce filtrage à travers les couches de sable, s'offre au voyageur et aux fauves habitants du lieu.

Dans ces grandes solitudes, la chaîne de l'arpenteur se promène et marque, de petits piquets, les limites de grands domaines futurs. Ce n'est pas une profession vulgaire que la sienne : Pour trouver la base et le sommet de ses triangles, il lui faut observer les autres, le sextant en mains, prendre le point, comme fait le marin et traîner la chaîne, à cheval, le long des centaines de kilomètres qu'il découvre : six mille lieues carrées, quinze millions d'hectares ont été, déjà, reconnus et délimités par lui, livrés au Gouvernement national et vendus par celui-ci. Les acheteurs ne les habitent pas encore. Quelques pionniers en tentent l'occupation, sans s'occuper du nom du propriétaire, qui, lui-même, ne prend pas souci de cette usurpation, en tous points profitable, puisque toute prise de possession donne à la terre sa première valeur. Ce premier occupant n'est pas toujours un pasteur, c'est, aussi, un chasseur d'autruches, voisin gênant, non pas qu'il soit naturellement un homme dangereux, mais il lui faut, pour sa chasse, recourir souvent à l'incendie de la plaine, pour forcer le gibier, qu'il cherche, à fuir la flamme, à sortir de sa retraite, à s'exposer à ses coups, il brûle devant lui, sans souci du troupeau que l'incendie peut envelopper et détruire. Aussi,

cette chasse est-elle probibée. Celui qui s'y livre peut dissimuler son habitude et sa passion, échapper à toute surveillance, parce qu'il travaille loin, dans le désert, qu'il ne porte d'autre arme que les bolas, arme indienne composée de deux boules de pierre, enveloppées de cuir et réunies par des courroies d'inégale longueur. Pour s'en servir, il prend une boule dans la main, et, à cheval, au galop, fait tournoyer rapidement l'autre plus petite, autour de sa tête, pour l'envoyer vivement sur le but qu'il poursuit que jamais il ne manque. Tout gaucho se passionne pour cette chasse; jamais autruche ne se montre, qu'elle ne soit poursuivie, au galop, par tout ce qu'il y a d'hommes valides et de chevaux disponibles.

Le chasseur d'autruches est aussi guide de profession dans la plaine. Il dispose de chevaux nombreux et de nombreux lévriers, ses compagnons de chasse, race importée par les Maures en Espagne, par les Espagnols en Amérique, que l'Indien a, dans son désert, préservé du métissage pour la rendre, perfectionnée, à la civilisation qui la dédaigne. Seul, le chasseur pampéen en fait cas, et refuse, pour un beau lévrier, 2 ou 3.000 francs! Il faut que la plume d'autruche donne d'amples moissons pour compenser de pareils prix. Gai compagnon, guide sûr, ne s'égarant ni le jour, ni la nuit, ni dans la plaine, ni dans les dédales des dunes, il est fier de cette supériorité, mais n'en fait pas parade, ce serait se rabaisser au niveau d'un conducteur de diligences.

Que la patrouille le rencontre en groupe et en chasse, il devient un ennemi, parce qu'il est pris en rébellion contre l'ordonnance qu'il méprise; c'est alors qu'il attaque. Une fatale rencontre de ce genre coûta la vie, il y a quatre ans, à un riche propriétaire anglais, qui s'était avancé à la découverte, dans ces régions, et aux quatorze compagnons qui le suivaient.

Aussi, pour pénétrer dans ces solitudes, faut-il être guidé

et armé, armé contre l'homme et le fauve, armé contre la soif et la faim, contre le froid aussi, même pendant la saison chaude. Il semble que, lorsque l'on pénètre dans la plaine déserte, le vent soit plus rude, le soleil et le froid plus durs à supporter, la poussière n'est plus chargée de résidus animaux, mais siliceuse, composée de petits cristaux imperceptibles et anguleux. Cependant, la solitude n'y enveloppe pas l'homme de ces préoccupations sombres, qu'il trouve sûrement dans la forêt, pleine de dangers redoutables, parce qu'ils sont invisibles; le danger dans la plaine est toujours visible, pour cela, moins à craindre. Si le voyage que l'on y entreprend doit être long, le mieux est de se résigner à reprendre, au lieu où elles sont nées, les mœurs de l'Indien. Faire provision de viande, emmener moutons et bœufs, il n'y faut pas songer, il faut revenir à la nourriture de l'Indien et emmener, comme provision de route, des juments, qui suivront au petit galop, que l'on abattra successivement, à chaque étape, nourriture de siège, en soi peu agréable, que l'on pourra varier avec les produits de la chasse, daim, guanaque ou perdrix, également abondants partout. Dans bien des régions, on ne trouvera pas superflu d'avoir emporté du combustible; là où il n'y a pas de troupeaux, le combustible manque, puisque c'est lui seul qui le fournit. Si la surprise du citadin est grande, lorsque, sortant de la ville, il perçoit l'odeur ammoniacale du foyer, et qu'on lui explique la provenance animale de ce brasier, elle est à son comble, quand il met le pied hors de la région peuplée, où l'homme ne trouve rien, rien pour se désaltérer sous le soleil trop chaud, rien pour se réchauffer pendant les nuits trop froides. Il y prend quelque respect pour cet Indien, si méprisé, qui s'est défendu là où le silex même de l'homme des cavernes faisait défaut, où il lui fallait se désaltérer souvent du sang des fauves, qui le lui rendaient bien, et se nourrir de quelques racines amères et crues.

Il n'est pas moins admirable, cet autre solitaire, plus moderne fonctionnaire, de ce désert, dont la vie se passe à cheval, l'humble inspecteur des fils télégraphiques. Il a vraiment, dans la pampa, la garde de la civilisation qui passe par ce fil et communique ses pensées à travers cette solitude; dans les jours et les nuits de tempête, sa présence est, partout à la fois, nécessaire; le fil se rompt, il lui faut le reprendre, le réparer, seul, sous le vent, sous la lumière intermittente des éclairs : grâce à lui, l'Atlantique peut communiquer, malgré les ouragans, avec le Pacifique. Le colon ni le voyageur ne sauraient suivre la route que le fil trace dans les airs et qui coupe au plus court, ce fil d'Ariane ne s'occupe ni des lacs, ni des dunes, ni des vallées; mais il rassure ceux que la solitude effrayerait : quelque chose d'humain passe là ; l'ombre que fait un fil, sur le sol, est bien étroite, elle suffit à protéger le pionnier et à l'encourager.

IV

En attendant que la voie ferrée s'étende, elle aussi, le pionnier peut suivre ce fil et précéder la civilisation dans le désert.

La littérature a fait un nom au pionnier des plaines du Far-West des États-Unis, elle est muette sur celui du Sud. C'est qu'il n'a pas le même éclat. Il n'est ni le mineur de Bret-Harte, à la recherche de gisements, de pépites, ni le laboureur apportant, avec lui, en terrain vierge, les puissantes machines, que la civilisation des vieux pays trouve trop nouvelles pour elle.

C'est un simple pasteur, procédant à la manière antique, poussant devant lui des troupeaux, comme le pratiquaient les patriarches de l'époque biblique. Il n'a pas de hautes ambitions; ce qu'il cherche, c'est la solitude, où rien ne gêne

devant lui son regard d'homme des plaines, qui voit loin et son troupeau, qui veut l'espace où s'étendre. Ce n'est pas un nomade, c'est un rêveur, qui ne sait pas être propriétaire ne veut pas être locataire. Il a de tout temps, occupé des terrains vierges, il sait qu'ils ne sont pas près de lui manquer; il n'a rien à lui que son troupeau et le modeste attirail qu'il faut pour vivre seul : de pauvres vêtements, quelques chevaux, un lasso et une selle qui contient tout ce qu'il faut pour se coucher au coin d'une touffe d'herbe, en attendant que le modeste abri soit dressé où il passera les nuits et les heures de la sieste, avec une bouillote pour l'eau de l'infusion du maté dont le soin remplit sa vie et trompe son estomac, enfin, une tige de fer, qui servira à rôtir la viande, qu'il conserve, pour ses repas de l'année, en la séchant au soleil, économe qu'il est de son troupeau, son seul capital.

Ainsi équipé, il a fait, de père en fils, depuis deux siècles, la même besogne de civilisateur, sans hausser ses ambitions, sans prendre d'autre souci que de surveiller l'œuvre de son troupeau, qui lui donne à vivre, préparant le sol d'autrui, pour d'autres, qui viendront jouir, à l'aise, des fruits de son travail et l'expulseront en maîtres nouveaux sans lui dire merci. La loi est moins dure que ne semble le prouver cette destinée constante; elle a veillé sur lui, reconnu à plusieurs reprises le droit de cet occupant utile, sur les terres où il a campé un certain nombre d'années, mais cette loi, il l'ignore souvent, si quelqu'un vient la lui faire connaître, c'est en dissimulant mal des visées personnelles et pour lui acheter à bas prix son droit d'occupant qui vaut quelque chose. Cet homme serviable qu'il n'a vu qu'une fois, il ne le reverra, sans doute, pas, à moins que ce ne soit pour lui apprendre que c'est lui qui est devenu propriétaire du lieu qu'il occupe et qu'il ait à en sortir ou à payer rançon de locataire.

Ce lieu, qui a pris grâce à lui quelque valeur, déjà l'en-

vahisssent des troupeaux nouveaux venus qui lui disputent la place. Il repart et va plus loin. L'exode recommence, vers la *pampa ruda*, la plaine agreste.

A terre, les piquets, qui soutiennent son toit de chaume; à terre, le pieu où il attachait son cheval; s'il a planté un arbre, il le coupe au pied; d'un galop il réunit sa *tropilla* de chevaux, emprunte une charrette, y entasse tout ce qu'il possède, et sans presse, sans autre bruit que l'écho sourd du piétinement du troupeau, il part. Il avance sans savoir bien où il va, vers l'ouest. Le troupeau qui voyage a partout droit d'asile, personne ne peut, devant lui, fermer sa propriété, ou la porte de sa propriété, si par aventure elle est entourée de clôtures de fil de fer; il campe où il veut, ainsi l'ordonne le code rural, sans autre obligation que d'aviser le maître du champ de sa présence. Il lui faut marcher longtemps avant de trouver ce qu'il cherche. Dans les habitations qu'il rencontre, de loin en loin, il interroge : on y parle beaucoup des champs qui sont plus loin, de gens qui, déjà, y sont allés, d'autres qui sont revenus déçus, de quelques-uns qui y sont restés satisfaits. Ces lieux éloignés ont des noms, indiens le plus souvent, que le souvenir recueille, écorche, dénature, et qui restent ainsi transformés dans la géographie locale.

Il poursuit sa route, muni de ces indications vagues, prend le chemin chilien, arrive à d'anciens fortins, abandonnés ; ce ne sont que des tas de terre, dont un canon oublié indique quelquefois l'emploi d'antan, que déjà quelques habitations entourent ; c'était autrefois la limite du pays défendu, ce sera plus tard un village, les plus anciens, les villes mêmes ont commencé comme cela.

Les étapes sont courtes. L'époque choisie est la fin de l'été, également éloignée de la mise bas de printemps et de celle d'automne; les journées sont encore longues, le soleil déjà moins ardent, les pâturages encore assez fournis pour

que le voyage ne soit pas trop pénible et que l'acclimatement puisse se faire, avant les froids de l'hiver. Tout le troupeau s'échelonne, le long d'une longue route, que son passage trace sur l'herbe foulée.

En tête, un homme, à cheval, indique la direction, marchant au pas, poussant, devant lui, les chevaux de relai; derrière lui, quelques grands bœufs de même taille et de même poil : ce sont les *señuelos*, guides ordinaires du troupeau; le reste suit; le maître vient en dernier surveillant le tout. Si l'on emmène des troupeaux de brebis, les *señuelos*, aussi, marchent devant, le reste suit en longue grappe : en tête, les plus saines, gaillardes et légères; en queue, les boiteuses, les maigres et les vieilles, prenant leur temps, lassant la patience de leurs conducteurs, qui suivent, dans le nuage de poussière, que ce long cortège, quelquefois de plusieurs kilomètres de long, a soulevée pour les en couvrir.

On se repose souvent, pour donner au troupeau le temps de brouter; dépouiller de leurs peaux les animaux tombés en chemin qu'on a recueillis ou ceux qui ne peuvent plus suivre, dont les cadavres marqueront les étapes comme les cimetières indiens marquent les stations (*paraderos*) des premiers habitants.

De temps à autre, une rivière barre la route. Ce n'est pas un mince travail que de faire passer sur l'autre rive tout ce bétail craintif. Les cris n'y font rien. On a beau les pousser, les cerner à la rive, frapper, crier, gesticuler, rien n'y fait: elles tournent le dos à la rivière, sautent par-dessus les bras tendus, passent entre les jambes, entraînent à leur suite toute l'avalanche que rien n'arrête; elles se remettent à paître et il faut recommencer. Pour le faire avec succès, les malins savent qu'il ne faut ni jurer, ni crier, ni courir, simplement prendre dans ses bras trois ou quatre brebis, les porter de l'autre côté de la rivière, là les attacher; elles bêlent et se démènent; pendant qu'elles bêlent, on indique, au troupeau,

le chemin à suivre pour les rejoindre. Tout y passe en un instant.

Un jour, enfin, assez loin de la dernière habitation, le chef de l'expédition trouve un plateau qui lui convient, il s'y arrête, replante les quelques pieux, qui marquaient sa place, ailleurs, et prend possession, quelquefois pour de longues années, jusqu'à ce qu'il soit encore dépossédé. C'est ainsi que la pampa s'est conquise. Quatre mille lieues carrées ont suffi aux ambitions de trois siècles; vingt mille lieues ne suffiront pas à celles des vingt dernières de celui-ci. Dans cinquante ans, il n'y aura plus de solitude, ni de désert à conquérir. Cent vingt mille émigrants se présentent chaque année pour y réclamer une place au soleil, il y a place pour cent vingt millions; les générations futures ont encore devant elles des espaces à occuper. Nous pouvons continuer à travailler avec confiance; la terre n'est pas près de manquer sous nos pieds.

CHAPITRE II

LES TERRES VIERGES ET LES GRANDS TROUPEAUX DE BŒUFS

La concurrence des terres vierges. — Leur étendue et leur valeur dans l'hémisphère sud. — Influence de la découverte au XVIe siècle; conséquences du peuplement au XIXe. — Modes de colonisation. — Rôle de l'homme, rôle du bétail. — Premiers chevaux dans la pampa; troupeaux actuels. — Diverses zones d'élevage. — Fermes et étables. — Grands domaines clos. — Estancias ouvertes. — Légendes européennes sur l'élevage libre. — Erreurs des aventuriers. — La terre vierge partout cadastrée. — Grands propriétaires et éleveurs. — Grandes étables de reproduction. — La vie de la plaine. — Elevage d'autrefois. — Elevage d'aujourd'hui. — Visite à une grande estancia. — Situation. — Clôtures. — Divisions. — Aspect général. — Mœurs du bétail en liberté. — Les taureaux. — La mort. — Soins particuliers. — Race Durham. — Race Hereford. — Le cuir. — Les laitières. — Une fromagerie. — Le señuelo. — Le rodeo. — La marque. — L'exode dans les terres nouvelles. — Le voyage — La vie du désert. — L'arpenteur pampéen. — Le fortin. — Le pulpero — Les ossements. — Le chiffonnier de la plaine. — Le chasseur d'autruches. — L'incendie de la plaine. — Personnel. — Gauchos et capataces. — Influence de l'élevage et de l'achat de la terre sur l'accroissement des fortunes.

De toutes les concurrences que les pays d'Amérique font à l'Europe, celle qui les résume toutes est celle de la terre, à bon marché, disponible, accessible à tous dans sa virginité. Parmi ces pays, la République Argentine, pays de plaines, situé dans la zone tempérée, tient en ce moment le premier rang, depuis que les Etats-Unis, trop peuplés, ne peuvent plus offrir au colon de terres vierges qu'à cinq ou six jours de voyage en chemin de fer de la côte de l'Atlantique.

Que l'on examine un instant un planisphère, on se rendra un compte exact de l'importance de ce pays dans la marche du monde économique.

L'hémisphère nord et l'hémisphère sud, séparés par la ligne



Intérieur de steamer de rivière. (Voir page 454.)

idéale de l'équateur, subissent des saisons et des climats identiques, que l'on peut classer dans quatre zones : zone torride, chaude tempérée et glaciale. Ce n'est pas par hasard que la population s'est répandue et développée dans l'hémisphère nord, prenant à peine souci de l'hémisphère sud. Si la civilisation, née sur les plateaux de l'Asie, a émigré, peu à peu, vers l'Occident de l'Europe, pour, delà, atteindre, dans les temps modernes l'Occident transocéanique du nouveau monde, c'est qu'elle trouvait devant elle des terres immenses, se déroulant, dans la zone d'élection, qui comprend le centre de l'Europe, celui de l'Asie et la région où la République des Etats-Unis occupe un sol, suffisant à ses cinquante millions d'habitants actuels, aux deux cents millions qu'elle aura dans un siècle.

L'hémisphère sud, au contraire, n'a pas été aussi richement doté de terres habitables. Le continent sud-américain, l'Afrique et l'Australie développent, sous la zone torride, leurs surfaces les plus importantes, tous trois s'amincissent brusquement, en entrant dans les zones chaudes ou tempérées. Des immensités des mers du Sud émergent les territoires du Cap de Bonne-Espérance, de l'Australie du Sud, de la Nouvelle-Zélande, du Chili et de la République Argentine. C'est à peine si tous réunis équivalent au territoire de l'Europe. Par compensation, l'Océan, qui les baigne, y entretenant la température privilégiée des climats maritimes, les dispose à recevoir et à enrichir une population relativement nombreuse, pour qui, en tous les cas, la vie sera plus facile, le labeur plus lucratif.

Dans l'Amérique du Sud, la plaine seule, tout entière disposée pour l'élevage, facile à préparer pour l'agriculture jouissant des avantages climatologiques que l'on a indiqués, couvre quatre millions de kilomètres carrés, dont plus des trois quarts appartiennent à la République Argentine, e reste à celle de l'Uruguay et à la Province brésilienne de Rio Grande do Sul.

Ce sont ces terres seules qui avec celles de l'Australie, font à l'Europe la grande concurrence qui la préoccupe. Il se passe là un fait qui n'a de précédent dans l'histoire, qu'à la fin du xve siècle, alors que les découvertes des navigateurs ouvraient les surfaces inconnues des continents nouveaux. Pendant une période de cinquante ans, les hommes de ce temps, servis par des moyens d'action enfantins, au regard de ceux que nous possédons aujourd'hui, mais soutenus par des ambitions, que les faits justifiaient, découvraient, chaque jour, des côtes nouvelles, en devinaient les contours, les dessinaient sans compas, avec une exactitude telle que l'Amérique, noyée au fond des eaux, pour les géographes antérieurs au xve siècle, émerge aux yeux de ceux du xvie, avec les contours gracieux et allongés, qu'elle a conservés pour nous après quatre siècles d'études et d'explorations.

Depuis, l'humanité lassée, s'est reposée de ce grand effort. Elle semble n'avoir entrevu l'intérieur des continents que pour se déclarer incapable de les posséder, plus encore de les peupler. De fait, elle avait assez affaire à recueillir les richesses accumulées par la nature et par les peuples préhistoriques, et semble avoir eu plus de hâte de détruire la population que de la renouveler.

Cette œuvre préparée par le xixe siècle, sera celle du vingtième.

Notre époque a assez fait en créant les moyens d'action, en multipliant les forces humaines et celles de la nature par des moyens nouveaux. Les continents rapprochés se sont trouvés ouverts, plus tôt et plus vite qu'on ne l'avait calculé; l'étonnement dans le vieux monde est, aujourd'hui, aussi grand qu'il l'était, il y a quatre siècles, au retour de chaque expédition, rapportant des découvertes nouvelles.

Si les efforts sont nouveaux, les résultats sont plus importants encore qu'au xvie siècle; ils sont, à beaucoup de points, similaires. Alors, la découverte de l'Amérique en jetant

dans le vieux monde, des quantités de métaux précieux, plus considérables que celles dont il avait disposé, eût pour premier effet de renchérir, en Europe, tous les objets de consommation. L'abondance excessive d'or et d'argent, en diminuant la valeur relative de ces instruments d'échange, augmenta celle des objets qu'ils étaient destinés à payer ; la vie sociale s'élargit, l'industrie et le commerce européens y trouvèrent momentanément leur compte ; les laborieux, devenus facilement aisés, les grands seigneurs, rapidement enrichis, recherchaient tous les luxes ; le prix de la terre s'éleva, ainsi que celui du travail; de tout ce mouvement, qui avait son origine dans les réserves d'or du pays des Incas, dans celui des Toltèques, et dans les mines de Potosi, sortit cette renaissance artistique et géniale qui a donné son nom à l'ère nouvelle qui créa la découverte de l'Amérique, et, par elle, l'enrichissement de l'Europe occidentale.

L'Espagne, en particulier, ne conserve de ses grandeurs passées que ses riches collections d'art, qui placent, au-dessus de tous les autres, le Musée du Prado, où elle a pu réunir, à prix d'or, à la grande époque de son histoire, qui fut aussi celle de l'art en Europe, plus d'œuvres de premier ordre, espagnoles, italiennes et flamandes, qu'aucun des autres pays qui pouvaient rivaliser avec elle ; si sa décadence fut prompte, c'est que les moyens manquaient, pour tirer du sol de l'Amérique, autre chose que les métaux précieux dont l'extraction ne coûtait que la vie à des milliers d'indigènes américains, quantité négligée!

De notre temps, il y a à peine quarante ans, nous avons vu se produire un fait semblable; les résultats seuls en ont été différents.

Remontons à 1850 Le monde est ému du bruit que font, à la même heure, deux événements similaires, la découverte des champs d'or de Californie et de ceux d'Australie. Aux deux extrémités opposées de l'hémisphère nord et de

l'hémisphère sud, le même fait se produit. L'invasion de quantités d'or, nouvelles et considérables, qui dépassent plusieurs milliards, en peu d'années, celle postérieure de torrents d'argent, descendus des montagnes chiliennes de Caracoles et des montagnes rocheuses du Sacramento, ont, pour premier effet, de mettre, à la disposition de l'industrie créatrice, les capitaux, dont elle a besoin pour refaire, augmenter, perfectionner son outillage et appliquer les inventions nouvelles, qui se multiplient et se succèdent.

Ce mouvement a eu son époque la plus florissante de 1850 à 1860. En France, où l'on aime à faire remonter aux hommes et aux institutions, qui nous gouvernent, l'origine de nos maux et de nos joies, on attribua à la paix politique, au silence des partis, qui caractérisait les premières années de l'Empire, la source des immenses profits que réalisaient le commerce et l'industrie, des hauts prix qu'obtenait la terre, des bénéfices que faisait l'agriculture, des progrès rapides des sociétés financières, qui créaient nos réseaux de chemins de fer et nos premières grandes lignes de navigation.

L'origine de toutes nos richesses était ailleurs, elle était comme au XVIe siècle, dans les sables aurifères et les filons de métaux précieux, qui créaient et alimentaient, brusquement, une circulation, d'une activité inconnue depuis la Renaissance.

Les différences sont nombreuses dans les résultats. Au XVIe siècle, l'aristocratie, qui gouvernait, s'en est tenue à l'enrichissement spontané, par cela même fictif. Notre démocratie, qui a d'autres aspirations et, au-dessus de tout, celle de produire et de multiplier les productions, a envahi le champ d'opérations, elle a mis à profit les moyens de rapprochement et d'exploitation que l'industrie venait de créer. Donnant sa véritable interprétation à la loi malthusienne, que la légende a faussée et qui se borne à cet axiome : « Là où naît un pain, il y a place pour un homme de plus, » elle

a mené, de front, ces deux œuvres connexes, une production active et la création de nouveaux consommateurs.

Une des œuvres a marché plus rapidement que l'autre. Dans les terres nouvelles, ouvertes à l'activité humaine, la production s'est augmentée deux cents fois plus vite que le nombre des nouveaux habitants; par contre, des hommes qui, jusque-là, n'avaient que peu ou point consommé, ont pris leur part des productions nouvelles mises à leur portée. Leur accroissement cependant et leur activité consommatrice n'ont pas été aussi rapides que la production, celle-ci n'a pu trouver de consommateurs suffisants qu'à la condition d'abaisser ses prix à chaque récolte. Aussi a-t-on vu, depuis quinze ans, le prix de toutes les denrées diminuer dans des proportions inattendues. Tout a été atteint, le thé, le café, le cacao, le blé, le fer, le plomb, l'argent, le cuivre, la laine, le coton, les peaux, la houille, le salpêtre, le suif, le tabac et même la viande, tout a baissé de prix dans une proportion, qui atteint, d'une façon à peu près générale, 40 à 60 0/0 du prix de tous ces articles.

La hausse de la valeur relative de l'or, la rareté de la monnaie de circulation, causée par la démonétisation de l'argent sont, en partie, les agents de la baisse des produits qu'ils sont destinés à payer, mais la surproduction et le rapprochement des terres transocéaniennes, devenues facilement accessibles, a complété l'œuvre.

Aux États-Unis, où d'immenses surfaces ont été peuplées depuis vingt ans, la population immigrante a, dans la direction de l'ouest, marché seule à la conquête de ces terres.

Dans la République Argentine, la colonisation a été préparée, pendant des siècles, par un agent passif de peuplement, dont l'œuvre apparaît, aujourd'hui, avec tous ses résultats, le bétail.

C'est ce travail colonisateur dans les plaines pampéennes et les mœurs des hommes qui collaborent à son œuvre que l'on trouvera ici décrites.

I

La fécondité des terres vierges fait l'admiration de l'Europe; ce qui surprendra ceux qui ont, sur cette fécondité, une opinion *a priori*, c'est qu'elle n'est, en rien, spontanée. Il en est d'elle comme de nos terres épuisées d'Europe, il faut qu'elles soient élaborées, disons le mot, fumées, pour que leur fertilité se révèle. Cette fumure ne saurait, évidemment, être entreprise par l'homme. Quelle que soit sa science dans les compositions chimiques, il ne tarderait pas à reconnaître son impuissance. Si, sur la foi des légendes et la réputation des terres vierges, il leur demandait une production de son choix, il reconnaîtrait vite leur stérilité, et, désabusé sur les récits mensongers des inventeurs de merveilleux, il retournerait aux terres épuisées du vieux monde.

La terre vierge, abandonnée à elle-même, n'est féconde que par exception. Elle contient, en général, à la surface, et seulement par places une couche à peine perceptible d'humus, qui suffit à nourrir fort mal des plantes d'un ordre très inférieur, rudes, sauvages comme elles, Le bétail n'y trouve qu'un aliment insuffisant, condamné à la souffrance et à la mort, s'il ne possède, d'avance, ou n'acquiert, par la lutte et par la sélection, les qualités de résistance, qui lui permettront de soutenir le combat pour la vie et d'en sortir triomphant.

Seulement dans quelques bas-fonds, l'accumulation de détritus végétaux, et, sur le bord des rivières, celle des alluvions, mélangées de détritus du même ordre, peut entretenir la végétation des plantes d'un ordre un peu supérieur, et, si le vent ou toute autre cause y apporte quelque graine, la recevoir et offrir un sol préparé à sa germination.

Vienne le colon et son troupeau, celui-ci trouvera, dans ces

sortes d'oasis, un pâturage moins rude que celui qu'il rencontre ailleurs, un point où il puisera ou reprendra ses forces pour entreprendre, à l'entour, son œuvre de fécondation, et conquérir le sol, qui, sans lui, resterait stérile, comme il l'est, depuis des siècles, dans le silence de la nature.

Dans quelques contrées, cette œuvre de colonisation a été entreprise, avant l'arrivée de l'homme moderne, par des troupeaux d'animaux non domestiqués. Au nord de l'Amérique, avant la conquête, le buffle remplissait cet office ; tout en le faisant d'une façon insuffisante, il n'en traçait pas moins, depuis les temps historiques les plus reculés, la voie à son congénère domestique, le bœuf.

Dans l'immense bassin de la Plata, l'œuvre de colonisation est partie de la rive des grands fleuves qui le forment. Elle n'a trouvé que peu d'affluents à remonter et a dû s'étendre parallèlement au cours du Parana et de l'Uruguay. Conduite par le hasard, souvent retardée par des circonstances locales, la résistance de l'indigène, les troubles politiques, les guerres internationales, elle a pris, depuis vingt ans, une activité nouvelle et est entrée dans la dernière période qui ne demandera pas moins d'un siècle pour donner tous ses résultats, tout en en fournissant chaque jour de considérables.

*
* *

Pas plus aujourd'hui que dans les siècles précédents, l'élevage du gros bétail n'a été, dans la pampa, une industrie lucrative en elle-même ; c'est une œuvre civilisatrice, à profits lointains, qui porte en soi cette sorte de bénéfice d'épargne qui consiste dans la plus-value du sol occupé. L'éleveur des siècles passés n'a pas fait autre chose que tracer la voie à celui du siècle actuel, abandonnant, à mesure qu'il les a con-

quises, les terres, qu'il cède à l'éleveur du petit bétail, que celui-ci transmet à l'agriculture. C'est ainsi que l'on a procédé en Hongrie, dans la petite Russie, dans les steppes caucasiens, dans les plaines du Texas, de l'Arizona, du Nouveau Mexique, enfin dans le bush australien, en même temps que dans la pampa.

Pénétrons, avec le pasteur, dans cette région. Nous sommes en 1535. Pour la première fois, les Espagnols ont pris pied, avec des intentions colonisatrices caractérisées, sur la rive de l'estuaire de la Plata. Deux mille hommes et cinq cents chevaux ont traversé l'Atlantique, et, après un long voyage de plus de cent jours, abordent aux rives inconnues où est aujourd'hui Buenos-Aires.

Un an après, épuisés de luttes contre l'Indien et de privations de tous genres, il leur faut renoncer à leur entreprise. En vaincu, Mendoza embarque ce qui lui reste d'hommes sur des caravelles, pour rallier les établissements espagnols, plus heureux, fondés dans le haut des fleuves.

Pendant cette année, passée là, l'Indien a fait connaissance avec les chevaux qu'il voyait pour la première fois, il s'est vite familiarisé avec eux, s'est emparé de ceux qui s'écartaient. Il en a recueilli, ainsi, trente, peut-être cinquante. A peine soignés, ces animaux ont vécu cependant et pris possession de ce sol, que jamais le pied d'un animal de leur poids n'avait foulé.

C'est ainsi que commence l'œuvre de peuplement et de multiplication. Ils se développent à ce point dans l'état de liberté où ils vivent, que cinquante ans plus tard, lorsque les Espagnols songent à relever les ruines de leur colonie abandonnée, il n'y a pas moins de cinquante mille chevaux répandus dans la plaine, chiffre qui peut paraître, au premier abord excessif, et dont un calcul, facile à faire, démontre l'exactitude, en prenant les données, que nous fournit la multiplication actuelle des mêmes animaux au même lieu.

La pampa, jusque là, avait été une immense solitude stérile, sans habitants. L'Indien, de la race araucane, qui s'y était établi, était descendu des vallées des Andes, en suivant les deux grands fleuves qui bornent, au sud, cette région et la séparent de la Patagonie, le Rio Negro et le Rio Colorado. Ils s'étaient répandus le long de la rive de la Plata, sans songer à pénétrer dans le cœur du continent, qui ne leur promettait rien.

La zone de leur habitat était des plus étroites. Le cheval aidant, ils purent l'étendre, entre l'époque de la première et celle de la seconde fondation de Buenos-Aires.

Sous le piétinement du cheval, le sol commença à se solidifier. Quelques graines, envolées des fardeaux de foin, apportés par l'expédition, prirent racine; favorisées par quelques circonstances locales, elles se multiplièrent. Le hasard traça, ainsi, la marche nécessaire de la colonisation de la pampa. Depuis trois siècles, elle n'a pas procédé autrement.

Aujourd'hui encore, celui, qui entreprend la mise en valeur, d'une zone de terre vierge, a pour premier soin d'y répandre des troupes de chevaux, qui ont pour unique mission de fouler le sol, de faire, au gré de leur fantaisie, ou massés sous la conduite d'un homme, de grandes courses folles, où leurs quatre pieds résonnant, donnent, pour ains. dire, à la terre une première façon. Ils restent là deux ou trois ans, au nombre de trois ou quatre mille pour un lot de terre de dix à vingt mille hectares, sous la surveillance d'un gaucho, qui assiste, sans l'aider beaucoup, à cette œuvre lente, si féconde en résultats.

Après cette première période et pendant que ce premier travail se continue encore, les troupeaux de bœufs apparaissent. C'est un bétail de plus de prix. Mille têtes de chevaux ne représentent guère plus de six à sept mille francs, mille têtes

de bétail bovin valent au prix actuel, très diminué, vingt à vingt-cinq mille francs.

Alors commence, sous le pied patient de ce promeneur paisible, la seconde façon de foulement et de fumure, que la première a rendue déjà plus facile et quelque peu féconde : elle durera six à huit ans : le sol sera peu à peu assez fertilisé, par places, chaque année plus étendues, pour que l'on puisse y épandre et acclimater déjà quelques troupeaux de moutons.

Pendant ces longues années, le produit sera quelquefois bien mince. Ce n'est qu'alors que le sol aura été, pendant assez longtemps, fumé et foulé, pour se couvrir d'un épais tapis de graminées, sans laisser voir, entre les touffes, ces larges places vides, qui caractérisent le champ vierge ou mal élaboré, que le propriétaire retrouvera, quelquefois, le prix de ses peines et les intérêts usuraires de son capital, dans la plus-value intrinsèque et la force productive de sa propriété. Aussi peut-on affirmer, dès le premier abord, que cette œuvre ne peut être entreprise que par le propriétaire, et que ce serait folie, pour un locataire ou un tenancier quelconque, d'espérer en recueillir quelque profit; il payerait, en réalité, une redevance, pour accomplir, à ses frais, une transformation du sol qui ne se traduirait, pour lui, que par le sacrifice plus ou moins grand de têtes de bétail, que lui coûterait, au début, l'acclimatation, sans espoir de bénéfice qui puisse couvrir le prix du loyer.

Les éleveurs, qui ont pu, à notre époque, se faire des illusions sur la valeur productive de leurs grands troupeaux, s'en faisaient si peu au XVIII[e] siècle, qu'ils les laissaient complètement à l'abandon. L'exportation était, alors, difficile, les moyens dont elle disposait insuffisants pour utiliser le trop-plein des troupeaux ; ils s'étaient, alors, en quelques années, augmentés dans des proportions telles, que l'œuvre de foulement du sol s'opérait avec activité, que les

Indiens pouvaient exercer tous les genres de rapine, à ciel ouvert, exploiter, à leur profit, les troupeaux, à peu près *res nullius,* sans que personne en prît souci, et que la légende des immenses troupeaux de *bœufs sauvages*, à multiplication spontanée, prenait son vol pour les pays d'Europe, où elle a fait et fait encore une jolie fortune.

Alors, quand un navire d'outre-mer, en charge dans le port, demandait quelques milliers de cuirs, pour remplir ses cales, on donnait la chasse aux troupeaux abandonnés, et leur propriétaire en tirait quelques piastres, fort peu nombreuses, le cuir ne valant guère plus de 6 reaux d'Espagne. Ces chasses, où l'on ne recherchait que la dépouille des bêtes abattues n'étaient même pas toujours entreprises pour le compte des propriétaires; l'État s'arrogeait le droit de permettre, à qui demandait permission, de puiser dans ce trésor inutile.

Après un siècle de fortunes diverses, pendant lequel l'élevage du gros bétail a été, à certaines heures, très compromis, où, à d'autres, il a été très vanté, nous arriverons, peu à peu, dans les dernières années de ce siècle, pour des raisons nouvelles, créées à la suite de circonstances récentes, à une surabondance de production, qui nous ramènera bien près du dédain, avec lequel on traitait le grand élevage, il y a cent ans.

Si l'on juge, en effet, de l'avenir prochain de l'élevage par ce qu'il est depuis dix ans, on peut prédire qu'à l'aurore du xx[e] siècle, les grandes plaines de l'Amérique du Sud nourriront, peut-être, cent millions de bêtes à cornes, qui n'auront d'autre mission que de fouler le sol, de l'engraisser, au profit de générations futures d'agriculteurs, descendants éloignés et inconnus des propriétaires actuels.

⁂

Comparons ce qu'était cet élevage, il y a dix ans, à ce qu'il est aujourd'hui.

A cette époque, la République Argentine semblait avoir renoncé, depuis un quart de siècle, à refouler l'Indien. Le territoire, qu'occupait la civilisation, dans la pampa, était des plus étroits ; occupé depuis longtemps, sans avancées nouvelles, il offrait au mouton des surfaces colonisables ; le bœuf, refoulé par ce bétail, plus exigeant, mais d'un rapport annuel sûr et considérable, n'avait plus, devant lui, de nouveaux espaces : la frontière semblait s'immobiliser, là où on l'avait fixée, vers 1857. Les statistiques accusaient, après l'épizootie de 1874, une diminution, inquiétante pour l'avenir, de cet élevage, c'est à peine si, alors, on comptait, dans toute la République Argentine, quatre millions de bêtes à cornes, sur une étendue où, à la fin du siècle dernier, on en trouvait vingt millions.

En 1877, a commencé la conquête de la pampa ; l'armée nationale, lassée de sa passivité ruineuse, a pris la frontière de la civilisation sur ses épaules, et l'a, d'un vigoureux effort, transportée aux limites même de la République, débarrassant, sur son passage, la pampa tout entière, du sauvage qui la défendait sans l'occuper et sans l'utiliser.

Les choses ont changé, du tout au tout. Ayant, devant lui l'espace, le bétail en a pris vite possession. Il s'est multiplié, depuis dix ans, dans les terrains vierges, avec une rapidité sans précédents ; l'on peut estimer, à plus de vingt millions, le nombre de bœufs, qui occupent une partie, relativement minime, de la pampa.

Chaque année, déjà, l'accroissement a produit une baisse de prix : l'on en est aujourd'hui à ce point que les débouchés sont engorgés, qu'il n'y a plus de marché pour les grands troupeaux, que, faute d'écouler leur trop-plein, les propriétaires doivent, chaque année, se mettre en quête de nouvelles surfaces, pour y entreprendre au moins cette sorte de culture sauvage, qui est le seul emploi de ce bétail, suppléant au manque de bras et à l'insuffisance des capitaux.

En Australie, où, si les bras ne sont pas plus abondants,

les capitaux le sont, on procède de même dans les terres tout à fait vierges; le bétail est employé à la même œuvre de colonisation, mais en moins grand nombre, et il est aidé souvent par l'agriculteur, qui défriche la terre et l'ensemence, l'ouvrant, ainsi, plus rapidement à l'élève productif du mouton. Aussi, les troupeaux de bœufs n'augmentent-ils pas dans des proportions aussi inquiétantes; on n'en trouve, dans la Nouvelle-Galles que trois millions cinq cent mille, — c'est la province qui en contient le plus, — trois cent mille dans le South-Australia, six cent mille dans le West-Australia, deux millions dans le Queensland, contre vingt-neuf millions de moutons; cent trente mille en Tasmanie; en Nouvelle-Zélande, seulement sept cent mille, contre douze millions de moutons.

Dans les deux contrées, le gros bétail est à l'avant-garde, en grand nombre; en plus petit, là où il est mélangé aux troupeaux de moutons.

Autour des villes importantes, qui sont, toujours, sur le littoral, dans les pays de colonisation, on trouve des troupeaux, élevés à peu près à la mode européenne, dans de petits herbages clos, c'est la réserve de l'alimentation locale et des producteurs de lait; plus loin, ils disparaissent tout à fait, c'est la zone intermédiaire, dont le mouton et l'agriculteur ont pris, exclusivement, possession, qu'ils se partagent; bien que les propriétés soient de grande étendue, le gros bétail y serait à l'étroit. Dans une zone plus éloignée, il occupe une partie des herbages, déjà plus vastes, celle que le mouton ne saurait utiliser, et le prépare pour lui. Plus loin, enfin, on le rencontre seul; là, on ne parle plus d'hectares ni de centaines d'hectares, comme unité de division domaniale; la terre ne se divise plus, même, par lieues carrées, mais par lots de trois ou quatre lieues, par unités de dix mille hectares.

Ici, même, les usages ne sont pas les mêmes dans tous les

domaines. Dans les uns, le gros bétail que l'on rencontre, est déjà acclimaté, des animaux de race sont entourés de métis. La terre y est assez fertile, les conditions de l'habitat assez améliorées pour que sans s'occuper de renforcer, ou de conserver au troupeau ses qualités de résistance, acquises par une longue sélection, on cherche à lui infuser, à chaque génération, un sang nouveau, et, peu à peu, toutes les qualités de la race européenne, à laquelle appartient l'aïeul de choix.

Dans d'autres domaines, plus éloignés, situés dans la zone où le peuplement est plus récent, le propriétaire ne lâche que les animaux de race créole, qui ont perpétué les qualités de résistance acquise, chez qui l'on évite de les diminuer par des croisements trop actifs.

Plus loin, enfin, on ne trouve encore que des troupes de chevaux à peu près libres; ce sont, en Australie, *the poor man's land*, la terre du pauvre, à la Plata, *los campos de porvenir*, les plaines d'avenir.

Si nous avions à fixer, géographiquement, les zones que nous venons d'indiquer, nous dirions que la première s'étend autour de Buenos-Aires, de Quilmes à San-Vicente, au Pilar et à Campana; la seconde, celle de l'élevage du mouton et de l'agriculture, s'étend jusqu'au Tandil, Olavarria, Chascomus, Pergamino et l'arroyo del Medio. La zone où les deux élevages se mêlent, s'étend jusqu'aux limites anciennes de la Province de Buenos-Aires; celle des troupeaux de bœufs, jusqu'à celles actuelles de cette Province et une faible partie des Territoires nationaux. La zone des troupeaux de chevaux comprend le reste de ces territoires, que quelques arpenteurs sont seuls à avoir parcourus.

Passons en revue ces diverses zones, et pénétrons dans les détails de la vie qu'y mène le pasteur.

II

Il n'est pas rare de rencontrer, dans le vieux monde, des découragés, des vaincus de la vie ou des aventureux, qui, entrevoyant l'heure de la mauvaise fortune, croient de bonne foi qu'il leur reste un dernier refuge, une dernière carte à jouer, qui réparera toutes les fautes et tous les désastres : se faire bergers dans les pampas!

C'est une tradition qui vient du XVIe siècle, les fils de famille en mauvais point, partaient, alors, déjà, pour l'Amérique. La tradition ne s'est pas perdue, le rêve a seulement changé de forme. Après les aventures de conquêtes, après les Pizarro et les Cortez, les Raousset-Boulbon et Robinson en ont égaré d'autres; les traditions des mines de Potosi, ont été continuées par les prodiges de la Californie et de l'Australie. Toutes ces légendes ont fait trop de victimes, pour que ceux mêmes qui les caressent n'aient pas perdu la foi. Notre époque est devenue si positive, que le positivisme pénètre même par les fissures des cerveaux fêlés; la chimère que poursuit le bataillon des partants pour la conquête de l'Amérique, prend une sorte de figure régulière : elle hante maintenant ces cerveaux sous la forme d' élevage en grand du bétail.

On est naturellement bon cavalier, énergique, prêt à tout; on possède l'ensemble des qualités, indiquées pour la vie qui permet toutes les satisfactions, un labeur facile et lucratif, une liberté sans égale, la possession d'immenses espaces, l'exploitation d'innombrables troupeaux d'un rapport considérable, l'isolement, corrigé par la domination de groupes de demi-sauvages et la joie de les commander, en cacique lettré, prenant sur eux cet ascendant, qui est l'apanage des nobles races et des esprits résolus.

Le plan de cette vie, tracé, à grands traits, on commence à étudier les détails : l'imagination fournit le site que l'on choisira, loin des villes, bien entendu, — au reste, y a-t-il des villes? — si petites et si peu nombreuses, comparées à l'immensité de la plaine, que l'on peut se détacher sans souci de cette quantité négligeable. Le tableau représente donc une plaine, coupée d'une rivière, sur la rive de laquelle on plante une tente, ce qui, en rêve, n'est pas un travail compliqué, et vous donne déjà la satisfaction de posséder un chez soi, un chez soi en pays sauvage! L'on dresse alors ses plans pour vivre, quelque temps, de sa chasse, prendre au lasso des animaux sauvages ou abandonnés. — Quel est l'homme du monde qui ne connaît pas le lasso? Le connaître, c'est le manier avec grâce. — Parmi ces animaux, le cheval est le plus noble, le bœuf le plus nombreux; on a bientôt fait d'en réunir une troupe, dont on fait un troupeau, embryon de celui qui comptera bientôt des milliers de têtes, qui augmenteront d'une façon si prodigieuse, que les journaux d'Europe en parleront bientôt sous le titre : « Le plus grand propriétaire du monde ». Si ce succès dépasse la mesure, ce grand propriétaire se transformera, pour devenir « le plus grand boucher du monde ». N'y a-t-il pas des précédents, et n'a-t-on pas vu le marquis de X... devenir ce personnage rêvé, s'élever, par l'immensité de son exploitation, au-dessus de la vulgarité d'un métier, où il est le premier.

Il a été imaginé pour la consolation des ratés, ce marquis légendaire des plaines du Far-West! S'il existe, il ne peut servir d'exemple, il ne peut transmettre, au premier venu d'entre les déclassés, la recette de son succès, qui, on peut d'avance l'affirmer, ne peut être fait que d'énergie peu commune et de science longuement acquise.

Réussir dans cette carrière n'est pas si aisé; il faudra que toutes les molécules du corps se transforment, que tous les lobes du cerveau se modifient, et puis, aussi trouver, sur



Massif de l'Aconquieja à Tucuman. (Voir page 422.)

son chemin, l'aide de quelque puissant qui vous taillera un royaume dans le sien.

La vérité est que l'on ne devient pas, par sa seule volonté, un éleveur, pas plus dans les plaines ouvertes de l'Amérique, que dans les pâturages fermés des pays d'Europe. Il y faut un très long apprentissage, et, ce qui manque plus encore que la patience, pour le compléter, aux ratés du vieux monde, des capitaux résolus à attendre l'espace d'une génération.

Cependant, la prise de possession de premier occupant de la terre, qui n'est plus possible dans le pays où le cadastre surveille la dernière motte de chaque lopin, est encore réalisable dans le nouveau monde ; il y a place pour les nouveaux venus, aux limites extrêmes des savanes du Nord, des llanos du Centre, des pampas du Sud-Amérique et du bush australien ; mais ces terres vierges et libres, quand on en approche, résolu à y planter sa tente, sans avoir à en demander à personne la permission, n'accueillent le nouveau venu que pour résister à ses efforts, lui refuser tout produit et toute subsistance qu'il n'aura pas conquise au prix d'années de lutte et de patience.

La liberté même des terres vierges est un leurre. Elles appartiennent toutes à quelqu'un, propriétaire, quelquefois ignoré, qui n'a pas hâte de les visiter, qui s'en est assuré seulement la propriété pour y jeter, plus tard, le trop-plein de ses troupeaux, pour y risquer, sans souci, ce capital pour lui insignifiant, d'avance sacrifié à préparer le sol aux générations successives de bétail, qui, elles, y pourront vivre.

Si un particulier ne les a pas encore acquises, l'Etat les possède. C'est lui qui en accorde la concession, mot enchanteur, plein de promesses et de bénéfices, qui cache bien des déceptions ruineuses.

Concéder, c'est octroyer gracieusement et gratuitement.

Malheureux le colon qui se laisse prendre aux charmes de ce mot trompeur et sollicite une concession! On la lui accorde, sans difficultés, non sans conditions. Aux Etats-Unis, on lui demande, pour commencer, le sacrifice de sa nationalité, et le payement du prix de la terre; on lui impose l'obligation d'y construire, d'y planter, d'y vivre, d'y mourir, peut-être, si l'on en croit quelques récits de découragés. La concession ne va pas au delà d'un droit de jouissance temporaire, en Australie; dans la République Argentine, elle se borne à un droit de location.

Il faut être bien riche ou bien mal renseigné, pour rechercher ou accepter ces dons gracieux, qu'il faut payer, d'abord, à terme, en argent, puis en travaux de toute sorte. Qu'y faire et qu'y exploiter? Le pacage d'animaux, en partie sacrifiés d'avance, n'est permis qu'à ceux qui en possèdent, en grand nombre, sur d'autres domaines, non à celui qui doit les acheter à beaux deniers.

La légende, seule, ouvre les terres vierges aux aventuriers, la réalité les leur ferme. Il faut, à l'Européen, aussi bien au delà de l'Océan que dans son pays, prendre la file, occuper une place dans le rang, apprendre à la bien tenir, et, avant d'en réclamer une à l'avant-garde, savoir ce qu'il y a à faire pour ne pas risquer sa vie sans profit.

Guidons-le, montrons lui ce qu'il faut qu'il fasse, en étudiant ce que font les autres et comment ils le font.

Habitués, en France, à la banalité de l'élevage en chambres closes, au spectacle du berger, dans sa maison à roulettes, promenant, sur les jachères, quelques brebis, ou recueillant, dans les rues des villages, pour le mener paître sur les communaux, le bétail peu nombreux de tous les habitants, nous avons, lorsque nous sortons du cercle ordinaire de nos observations, une soif de surprise et d'imprévu qui nous cache les ressemblances avec les usages des divers pays que nous

parcourons pour ne nous laisser donner d'importance qu'aux différences superficielles : il serait plus intéressant de noter à quel point sont semblables, entre elles, les mœurs des hommes adonnés aux mêmes travaux dans des hémisphères différents et dans des milieux très semblables. C'est, en effet, surtout chez les peuples pasteurs, que les traditions des temps primitifs se sont perpétuées.

Dans les pays d'Europe, il y a longtemps que le pasteur a échangé la douce oisiveté de sa vie contemplative contre le rude labeur de la vie agricole, — progrès qui brise ses reins et courbe son échine sous le poids du travail. — A l'origine, le troupeau lui fournissait sa subsistance, jouait auprès de lui le rôle de l'esclave antique, assurant, à tous, la vie et l'oisiveté, en remplissant une fonction naturelle. Ainsi l'homme a-t-il vécu, tant que l'espace, libre devant lui, permettait à ses troupeaux de trouver, sur le sol, une nourriture spontanée ; ainsi vivent encore les peuples à qui la possession de grandes surfaces permet la vie pastorale. Leur vie est misérable, mais c'est une misère voulue, qu'ils préfèrent à la moindre abdication de leur liberté. Vigoureusement trempés par les exercices auxquels leurs occupations de conducteurs de troupeaux, de chasseurs de bétail demi-sauvage, les obligent, auxquels ils se livrent à cheval, les peuples pasteurs sont passionnés pour leur indépendance, mais ils ne sont pas créateurs. Leur vigueur est toute de luxe et d'apparat : leurs attaches sont fines, les proportions de leur corps élégantes, bien prises et sans lourdeur, habitués qu'ils sont à une nourriture substantielle sous un petit volume : ils sont détachés des préoccupations vulgaires qui sont le lot de celui qui attend sa nourriture de son propre effort.

Que l'on observe les Mongols de la plaine asiatique du Gran-Koli, les Kalmouks et les Kirghiz de la steppe, les Cosaques du Don et du Volga, les pasteurs de la Tauride, les Hongrois de la puszta, les bergers de la Camargue ou

ceux de la campagne romaine, en Afrique les chaouchs, dans les pampas de l'Amérique du Sud les gauchos, les *ranch-men* du Texas ou les *cow-boys* des plaines du Far-West, partout on trouvera les mêmes mœurs, l'élevage et l'éleveur soumis aux mêmes lois et à la même vie, partout la même passion pour l'indépendance, le même mépris pour le bien-être matériel.

On chercherait, vainement, le lien de famille, qui peut unir les uns aux autres tous ces peuples, que l'on croirait issus des mêmes origines. C'est la loi de nature, l'influence du milieu qui leur a donné, qui a perpétué ces mœurs. Le pasteur ne peut vivre et étendre son troupeau que dans la plaine ; la plaine imprime à ses habitants, aussi bien qu'aux animaux qui y pâturent, les mêmes caractères, si bien, qu'après quelques générations, à peine distinguera-t-on le bétail, surtout le cheval d'Afrique de celui de la Petite-Russie, celui de la Hongrie de celui des pampas.

Pampa, steppe, savane ou puszta, c'est tout un. Leur étendue peut différer. La steppe a près de soixante-cinq mille lieues carrées ; la pampa a quatre millions de kilomètres ; la savane mexicaine, reliée à la prairie des États-Unis, est plus grande que l'Europe ; la puszta ne contient que trente-trois kilomètres.

Les limites d'aucune de ces plaines ne peuvent être perçues, c'est assez pour qu'elles se ressemblent toutes entre elles, toutes sont des terres basses, anciennes mers intérieures ou relais de la mer comblés par des masses d'alluvions d'une épaisseur prodigieuse, énormes cubes de débris, que les eaux ont arrachés aux montagnes environnantes, pour les rouler en miettes jusque-là.

La surface herbeuse s'y prolonge à perte de vue, les routes n'y existent pas ; seules, des ornières de chars, serpentant, indiquent la direction au voyageur, le gazon, usé par les animaux, le lieu coutumier de leur passage. Peu de ruisseaux

l'arrosent, quelques dépressions du sol y retiennent l'eau des pluies et forment des mares qui servent d'abreuvoirs pour le bétail, de lieu de réunion pour les fauves et les oiseaux sauvages. Nulle part trace d'habitation : chaumière, *rancho* ou *ranch* disparaissent au milieu des herbages : pour le bétail, ni hangars ni bergeries, quelques parcs à air libre.

Ainsi se présentent les pays prédestinés à l'élevage : tous sont, à ce point, semblables entre eux, que nous dirions volontiers, à celui qui veut connaître les mœurs des bergers des plaines d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique : Ne passez pas la mer, traversez le Rhône à Arles, entrez en Camargue ; là, sur le sol français, vous trouverez un pasteur aussi primitif que celui de toutes les grandes plaines du monde, sous les latitudes chaudes, vivant de la même vie que ses congénères exotiques. Les mots mêmes, dont il se sert pour désigner ses troupeaux et ses travaux, on les retrouvera dans les pays d'élevage, saxons ou américains. En Camargue, cette île aux aspects et aux usages pampéens, les chevaux et les bœufs vivent dans une demi-liberté, sans connaître l'étable ; les troupes qu'ils forment prennent le nom de *manades*, mot employé, aussi, dans les pays d'élevage hispano-américains ; la propriété du bétail s'y constate par la marque à feu, la ferrade, comme en Hongrie, en Russie, en Amérique et dans la campagne de Rome, avec le même cortège de fêtes, de réunions joyeuses où chacun fait valoir sa force et son agilité.

Si l'on cherche l'origine commune de ces mœurs, peut-être la trouvera-t-on dans les plaines de la Numidie. Une tradition historique veut que la Camargue ait été peuplée, dans l'antiquité, par des Numides amenés par les Romains ; c'est de cette même Numidie, devenue pays arabe, que sont partis les conquérants de l'Espagne, au moyen âge ; leur possession de sept siècles a suffi à infuser dans le sang espagnol les mœurs des cavaliers numides et des pasteurs arabes : le *chaouch*, conducteur de troupeaux, en passant les mers,

avec les *conquistadores*, est devenu *gaucho* dans les pampas : le lien de famille est étroit ; dans les pays de plaine du monde entier, l'habitant semble ainsi avoir reçu l'empreinte du même moule. Le territoire saxon des États-Unis n'a pas échappé à cette influence numide, le Texas et le Colorado, en se détachant du Mexique espagnol, ont conservé les mœurs des premiers occupants et introduit, dans la langue anglaise, les mots qui servent, chez les peuples espagnols, à désigner les actes de la vie des pasteurs. Ainsi, le *rancho*, mot espagnol qui signifie provision de bouche, et qui, par une première corruption, désigne sur le territoire mexicain la chaumière du pasteur, est devenu, en langage yankee, le *ranch*, servant ainsi à désigner la propriété du pasteur ; on dit *ranch-man*, *ranch-life* ; la vie pastorale est la vie du *ranch*, comme elle est, en Australie, celle du *run*.

Le temps n'a pas modifié les similitudes entre les habitants des diverses plaines ; il a respecté les mœurs des pasteurs de toutes les régions du globe, qu'ils soient soumis à la loi russe, arabe, espagnole ou saxonne ; dans les pays où l'immigration est abondante et continue, les immigrants subissent la loi commune du milieu, et s'appliquent à imiter ceux qui les ont précédés.

Décrire chacun de ces pays serait tenter un travail impossible ici, et, du reste, inutile. S'ils peuvent, en effet, surprendre l'observateur, c'est moins par leurs différences que par leurs similitudes. Nous avons tout dit de leur aspect extérieur, en décrivant la plaine. Les procédés d'élevage et d'exploitation du troupeau y sont moins différents encore que les aspects de la nature. L'homme même, qu'il parle anglais ou espagnol, vit, partout, de la même manière, au milieu de ces régions, si éloignées les unes des autres qu'elles s'ignorent et n'ont, entre elles, aucune communication directe : le thé et la viande de mouton, dans les pays anglais, la viande de bœuf et le maté, dans les pays espagnols, partout, l'alcool,

fourni à tous, sous la même forme, par les distilleries de grains d'Allemagne et le port de Hambourg ; des huttes, partout les mêmes, fermées, le plus souvent, d'une porte de cuir, couvertes d'un toit de peaux de chevaux, où le cuir remplace gonds, serrures, corde ou fil de fer, où le lit est fait de peaux de moutons et le foyer alimenté par la fiente des animaux, — combustible au reste incomparable, d'une chaleur vive et prompte, et, ce qui étonnera les délicats, presque sans odeur. — Le pasteur a, partout, pour principe, de se suffire à lui-même dans sa solitude ; nous savons qu'il dédaigne, s'il ne hait, les arbres ; il dédaigne autant le travail ; les dépouilles et la chair de ses animaux doivent lui donner abri et subsistance ; c'est le triomphe de l'individualisme, si fort à la mode dans les pays de colonisation, que nulle part le pasteur antique n'y retrouvera le type social dédaigné de la tribu.

La seule de ces contrées qui, il y a vingt ans, possédât des troupeaux en nombre et eût un nom, comme pays d'élevage, était la pampa sud-américaine. Il y a trois siècles que les premiers animaux y furent importés par les Espagnols, il y a trente ans, à peine, que les troupeaux se sont formés au Texas et en Océanie. Ces trente dernières années coïncident avec la grande période d'activité internationale : aussi les progrès des pays, récemment peuplés, ont-ils été assez rapides pour les mettre au niveau de celui dont la célébrité est plus ancienne. L'accroissement y a été si continu que l'Australie possède déjà, à peu près autant de troupeaux qu'elle peut en recevoir ; leur nombre augmente presque aussi vite dans les savanes du Texas et les pampas argentines, mais l'étendue de ces territoires est telle que leur peuplement sera l'œuvre de plusieurs générations encore.

* * *

Dans la région, où le bœuf n'a d'autre emploi que d'être le

premier colon dû terrain vierge, il a la mission de préparer, sous son pied, le sol, en le consolidant, d'améliorer le pâturage en le fertilisant : labeur inconscient, pour lui, souvent mortel; les milliers de carcasses en témoignent, qui blanchissent au soleil et répandent, en s'effritant sous la pluie, dans les terres vierges, le phosphate de chaux qui les féconde. Où le bœuf a passé, les graminées tendres, dont les semences sont venues on ne sait d'où, germent et se propagent; dans cet humus, formé de la veille, leurs racines chevelues s'étendent et le fixent; plus chétives que celles qui occupent la plaine avant elles, à peine visibles, elles ne semblent étouffer, sous l'abri des plantes sauvages, que pour reparaître plus loin, plus nombreuses. Tous les soins de l'homme ont moins de prise sur la plaine sauvage qu'une graminée, que toute son attention ne saurait acclimater ni répandre; il ignore même que c'est lui qui l'a apportée dans ses bagages d'homme d'armes, venu en conquérant. Sous le pied du bœuf qui l'a foulée, elle a germé seule; un peu d'abri et elle mûrit, se multiplie, avance, conquiert, civilise, seule, sans le concours de l'homme qui n'y a pris garde; elle le précède dans la plaine, simple graine, sur les ailes du vent ; elle l'attend; il lui faut, pour vivre, les brusques foulements de pieds du bétail. Par elle, pampa, savane ou steppe est devenue la plaine, la plaine est devenue le champ; derrière elle, le cheval apparaît, à cause d'elle, demeure; le désert, dont elle a pris possession, fuit devant lui ; là où il est, il n'y a plus de solitude : l'espace est conquis et dompté, la civilisation se dresse, la barbarie n'y trouve plus de refuge; ni le monde s'est agrandi, l'activité humaine est maîtresse incontestée du nouveau domaine. C'est l'œuvre d'une graminée.

Derrière le troupeau de bœufs, que le bouvier, gaucho ou cow-boy, pousse toujours, devant lui, vers le désert, le mouton sédentaire trouve son couvert mis. Tant que l'espace à conquérir est libre, le bœuf a donc son utilité, et, pour son,

maître, une autre valeur que celle de sa dépouille; valeur variable, suivant l'emploi qu'on en peut faire. Elle est grande aujourd'hui dans la pampa qui offre de grandes surfaces à conquérir, mais, à l'époque où l'Indien la fermait et la défendait, elle était fort réduite; aussi le bétail, trop abondant et inutile, était-il alors une sorte de gibier offert au premier occupant. C'est ainsi qu'on le traitait, à la fin du siècle dernier. Les moyens très primitifs de le chasser sont restés légendaires. Les gauchos à cheval, armés de demi-lunes en fer, emmanchées d'un long bambou, cernaient le troupeau en liberté, dans la plaine, au galop de leur cheval, atteignaient, l'une après l'autre, toutes les bêtes qui le composaient ; .sans s'arrêter, ils les frappaient au jarret, et, quand un nombre suffisant de victimes couvrait la plaine, où elles se débattaient dans leur impuissance, quelques hommes mettaient pied à terre, les frappaient mortellement à la nuque, les écorchaient, emportant la peau et laissant pourrir au soleil les chairs

III

Buenos-Aires et les grandes villes, que l'on trouve sur le littoral des grands fleuves de la région pampéenne, doivent au travail qui se fait dans la plaine, dont elles reçoivent les produits en transit, où elles font des expéditions journalières; leur commerce, leur luxe et leurs banques en vivent, mais, en général, elles manifestent quelque dédain pour la vie que l'on mène en dehors de leurs murs et pour les hommes qui la mènent.

Si, de loin, la vie d'un grand propriétaire est enviable, le mirage s'évanouit dès qu'on l'examine de près, et l'on se trouve en présence de la réalité, c'est-à-dire de l'homme en lutte avec la nature. Ceux qui ont passé quelques années de

leur vie, dans cette lutte, ont hâte d'en sortir, de s'arracher à la solitude, de reprendre rang dans une société quelconque.

La société argentine, si elle est faite d'éleveurs enrichis par l'achat, à bas prix, de terres ou par l'augmentation de leurs troupeaux, ayant, eux-mêmes, pétri de leurs mains leur fortune, n'est pas composée d'éleveurs en activité. Qu'ils travaillent pour leur compte, ou administrent pour compte d'autrui, les éleveurs restent chez eux, vivent chez eux, dans un milieu rude, où ils conservent une certaine rudesse. Ils ont beau la dépouiller, avec cette souplesse et cette facilité de transformation, qui est le propre des hommes de cette vie, ils n'en sont pas moins peu sociables, et quelque peu dédaignés par les citadins.

Ceux-ci ne voient l'élevage que de haut, en ignorent, le plus souvent, les détails, dont ils laissent le soin à leurs majordomes. Leur conversation a beau emprunter les plus inépuisables de ses sujets à la vie des champs, ils ont beau ne trouver d'intérêt qu'aux promesses de la mise bas et de l'engraissement, ne s'entretenir que des variations de la température, de la pluie, qui promet une bonne année, ou de la sécheresse, qui en fait redouter une mauvaise, ils ne fréquentent que ceux qui sont riches par l'élevage et dédaignent ou ignorent ceux qui l'entreprennent.

C'est qu'ils savent, d'avance, quelle sera leur vie, qu'ils n'ignorent pas qu'elle leur imposera l'oubli de toutes les jouissances de l'esprit, de toutes les satisfactions matérielles, les forcera à être rudes avec les rudes.

Autour des villes même, il en est ainsi; cependant, les travaux de l'éleveur suburbain ont, avec ceux de son congénère européen, plus d'un point de similitude.

Là, la terre est déjà assez divisée, et l'on y trouve de petits troupeaux. Dans des enceintes, qui varient de trois cents à cinq cents hectares, paissent des troupeaux de choix, dont le nombre équivaut environ à une tête par hectare. L'Européen

qui débarque, s'il a quelque habitude d'observation, et quelque souvenir de l'élevage, dans son pays, est frappé des similitudes. Bien que, en raison de la douceur de la température, le troupeau ne connaisse pas les soins spéciaux, la nourriture de choix et de réserve dans les époques inclémentes, son aspect est le même que celui de ses congénères des meilleurs herbages de France ou d'Angleterre. On y retrouve la robe connue des Durham, la courte corne, le front blanc des Hereford; les vaches ont les mamelles lourdes, les taureaux montrent le développement de formes recherché; les veaux, de bonne heure, témoignent, par leur taille, de leur précocité.

Si vous vous informez du prix de ces animaux, vous apprendrez, non sans surprise, que certains taureaux, nés dans le pays, de mères descendant de taureaux importés d'Europe, ont coûté 1,000 à 1,500 francs, que ces vaches laitières sont cotées 2 et 300 francs.

Ces fermes sont occupées par les laitiers, qui fournissent à la ville le lait et le beurre, et pour qui l'élevage et la vente des veaux ne sont pas un revenu négligeable.

Ils procèdent, au reste, à l'américaine, c'est-à-dire qu'ils simplifient, autant que faire se peut, les dépenses et les complications de leurs travaux. Pas d'étable, pas de laiterie perfectionnée. Les vaches sont, nuit et jour, hiver comme été, en plein champ ; aucune ration supplémentaire ne leur est donnée, aucune culture n'est préparée pour elles. Elles ne sont même pas dressées à donner leur lait à la demande de l'homme; leur veau les attend, le soir, avant la tombée de la nuit, c'est lui qui doit amorcer la traite, pour sa peine, recevoir, ensuite, sa ration réservée. Au bout de dix mois, il est de vente facile, à un prix assez élevé, en raison du sang de race, qui coule, en quantité quelconque, dans ses veines, et en raison même de cette enfance de misère et de privations, qut l'a préparé à la vie des plaines lointaines, où la frugalité es

de règle, et la vie un peu rude. Les éleveurs les recherchent pour l'amélioration de leurs troupeaux.

Les laitiers, qui exploitent ces fermes sont, presque tous, Basques, quelques-uns Béarnais, d'autres, par exception, Lombards. Ils conquièrent assez vite l'aisance, mais n'abandonnent pas, pour cela, cette vie où leur travail personnel paraît indispensable.

Dans ces entreprises, comme dans toutes celles qui prospèrent sur le sol américain, l'individualisme est de règle et non l'association; chacun fait pour soi et par soi. Il est difficile de trouver des aides, plus difficile encore de les garder; le champ d'action du patron est forcément limité à ce qu'il peut faire lui-même. Il lui sera toujours plus aisé d'entreprendre autre chose, de tenter l'élevage en grand, par exemple, que d'agrandir sa ferme, d'augmenter ses produits et sa clientèle.

Plus tard, les grandes entreprises réglementeront mieux l'emploi des forces de chacun; les chemins de fer aidant, la concentration des produits se fera entre quelques mains de commerçants; pour le moment, entre le laitier producteur et le consommateur, l'intermédiaire n'existe pas. Il produit lui-même, administre, porte lui-même son lait à la ville, pour le répartir entre ses clients. Aussi, ne peut-il s'éloigner beaucoup de la ville contribuant à surélever le prix de la location qu'il paye, et, par conséquent, celui de la propriété. Il faut compter que, dans un rayon de cinq lieues, autour de la ville, toutes les terres, à peu près également bonnes à cet emploi, se louent facilement 50 à 60 francs l'hectare : le prix de vente varie, actuellement, depuis la hausse progressive, effet de la spéculation, qui date de 1885, de 1,000 à 1,500 francs l'hectare.

*
* *

Dans la même région, on rencontre des étables de choix

où l'on prépare les sujets pour ces éleveurs spéciaux et pour ceux, qui, au loin, s'occupent de l'amélioration des troupeaux.

Leur nombre est naturellement fort restreint. Elles sont moins anciennes que les bergeries; cela s'explique. On comprend l'ardeur des éleveurs à entreprendre l'amélioration de leurs troupeaux de moutons, dont le produit annuel paye les frais que l'on fait pour en augmenter le rendement par les soins et les croisements. Le bœuf, au contraire, aussi bien que le cheval, n'a jamais donné de produits fixes. Pour fouler la terre vierge, la vache créole, haute sur jambes, au squelette allongé, à peine garni de chair et couvert d'un long manteau de cuir épais, remplit parfaitement l'office et donne une dépouille dont le poids constitue la valeur. Introduire, dans ces troupeaux, des taureaux de choix, c'était faire une dépense intempestive, en opposition avec les intérêts et les nécessités de cet élevage. On était, en effet, d'accord sur ce point, que le croisement avec le durham, s'il avait l'avantage de produire des animaux précoces, se développant et se multipliant, même dans les conditions d'habitat locales, produisait un cuir léger, offrant ce double inconvénient, de rendre un poids moindre et d'offrir moins de défense au porteur contre les intempéries, auxquelles sa vie l'expose à chaque saison.

Cependant, quelques éleveurs, ne se décourageant pas, trouvaient un débouché important chez les laitiers, qui suffisait à absorber tous les taureaux et les génisses, produits de croisements, et demandaient, à l'Angleterre, des animaux de choix, de prix de plus en plus élevé. Les laitiers vendaient, eux-mêmes, leurs veaux aux éleveurs de régions éloignées, où se formaient ainsi les premiers troupeaux de métis.

Il y a vingt ans que cette transformation du troupeau pampéen est commencée ; elle a été menée si habilement et si bien, qu'il n'est pas rare de trouver, à cent lieues de

Buenos-Aires, dans des terrains, conquis sur l'Indien depuis moins de dix ans, des troupeaux se chiffrant par mille et dix mille têtes, où le type de la vache créole a complètement disparu, où, par contre, celui du taureau durham classique domine, reproduit à des milliers d'exemplaires.

Au concours régional de Rennes ou de Poitiers, si la largeur de l'Océan n'opposait son obstacle, des éleveurs pampéens, et celui qui écrit ces lignes se compte parmi ceux-là, pourraient présenter, avec chance d'obtenir le prix, des bandes de mille bœufs ou de mille vaches durham; d'autres en pourraient présenter, de même importance, de bœufs Hereford : les bandes de six à huit bœufs, qui figurent à ces concours, seraient quelque peu noyées, et leurs heureux possesseurs quelque peu surpris.

Que diraient-ils, si on leur apprenait que l'un des pères de ces animaux, importé de Londres, a été payé là 30.000 francs, que la généralité des autres a coûté 5 à 6.000 francs, en Angleterre, ou, en France, au bourg d'Iré, chez le comte de Blois, héritier du comte de Falloux, ou chez M. Grollier, ou dans quelques autres établissements, qui se partagent, avec ceux-là, la clientèle sud-américaine.

Les éleveurs pampéens payent de 500 à 1,500 francs les métis descendants de ces ancêtres de race, pour les mêler à leurs troupeaux à l'air libre. Étrange anomalie! Les produits de ces croisements, vendus en nombre, n'obtiennent pas, en raison de l'abondance de l'offre et de la rareté de la demande, un prix au-dessus de 40 à 50 francs par tête d'animaux gras, destinés à la boucherie ou aux saladeros.

Cependant, malgré le peu d'encouragement que donnent ces résultats, l'amélioration de la race bovine a été si générale, que, lors de l'exposition continentale, en 1881, un éleveur présenta, comme une rareté, — c'en était une, en effet, — une vache créole authentique, descendante pampéenne de la race hollandaise, importée par les premiers colons, façonnée

par la vie rude des plaines et la lutte pour l'existence dans les terres vierges, pendant trois siècles ; ce témoin du dédain des générations disparues pour ses congénères surprit tous les visiteurs par l'étrangeté oubliée de ses formes ; peut-être, aujourd'hui, serait-il impossible d'en présenter un autre exemplaire.

Ces progrès ne se réalisent pas sans rencontrer de nombreux écueils. Dans certains ouragans, on voit périr des troupeaux entiers de race améliorée, n'ayant plus toutes les qualités de résistance de la race créole, des éleveurs perdre, en une nuit, suivant l'expression de l'un d'eux, qui nous contait ses désastres, plus qu'il n'est permis de perdre. Le mouvement n'a pas, pour cela, été enrayé ; un quart de siècle a suffi à réparer la négligence de trois.

En Australie, où nous devons toujours chercher des comparaisons pour éclairer la question de l'élevage pampéen, il n'y avait rien à réparer ; le bétail n'a jamais été assez abandonné à lui-même pour avoir perdu complètement, au milieu des ronces du bush, ses qualités d'origine. On a, toujours, dès le principe, pris souci du choix des reproducteurs, que l'administration de la colonie australienne a pris à sa charge le soin de surveiller, pendant que l'éleveur pampéen, réduit à ses seules ressources, à ses seules connaissances, procédait plus lentement et avec moins de sécurité.

Certaines étables ont acquis, aujourd'hui, une renommée méritée, leurs affaires sont généralement assez prospères pour qu'elles puissent puiser, sans compter, dans les trésors accumulés, en Europe, par les générations précédentes ; nous n'avons pas à les citer ici ; à Buenos-Aires, tout le monde les connaît, il suffira, au dehors, d'apprendre qu'elles sont en mesure de défendre les troupeaux libres contre la dégénérescence dont nous parlions, et dont les traces ont aujourd'hui disparu.

IV

L'élevage d'autrefois n'avait pas de ces soucis, celui d'aujourd'hui, même dans les régions éloignées et les terres vierges, est plus compliqué.

Une grande estancia, où l'élevage du gros bétail est encore le principal, ne saurait avoir moins de huit à dix mille hectares, c'est la mesure ordinaire. Un seul majordome assisté de deux adjudants, nommés *capataces*, suffira à l'administrer. On peut adopter cette division rurale comme la meilleure, une plus grande serait d'une surveillance difficile; en la portant au double, il faudrait nécessairement la diviser en deux.

Sur cette surface, déjà assez vaste, en terrains vierges occupés pour la première fois, deux milles bêtes suffisent. On pourra conserver, chaque année, l'augmentation jusqu'à réunir cinq mille têtes, tout en vendant chaque année tout ce qui sera vendable, établir peu à peu sur la ligne, dans les endroits qui se désignent d'eux-mêmes, pour cet usage, vingt troupeaux de moutons de mille cinq cents têtes chaque. Jusqu'à ce que ce progrès, qui demandera cinq ou six ans, soit réalisé, des habitations fort modestes, simples toits de joncs, suffiront à abriter un ou deux hommes et leurs hamacs faits de peau de cheval. Le gardien des moutons ne sera pas beaucoup plus exigeant, son rancho sera composé de deux pièces, suffisantes pour lui et sa famille.

Pénétrons avec le propriétaire dans un de ces domaines.

Il est situé aux confins de la Province de Buenos-Aires : pour nous y rendre, nous prenons une des lignes de chemins de fer qui partent de la ville, traversent la plaine, rencontrent quelques villages, d'abord assez rapprochés, puis, plus rien que des stations, qui marquent peut-être des villes futures, plantées au milieu de la plaine, où rien de parti-

Usine Hileret. (Voir page 454.)

culier ne leur trace un avenir, ni ne signale un passé. Elles prennent, pour se distinguer, un nom de saint dans le calendrier, ou celui d'une des bêtes de la création, ou celui, beaucoup moins intelligible, d'un propriétaire du lieu qui, de Basque enrichi, ou de commerçant ruiné, est tout à coup élevé au rang d'expression géographique.

Une distance de quatre à cinq lieues les sépare; c'est à peine si, dans ce long espace, on distingue, de loin en loin, quelque pauvre habitation de berger.

Après douze heures de route et cent lieues de plaine, nous arrivons chez notre éleveur.

C'est un domaine considérable, modèle dans son genre. On y a réuni, en un seul bloc, sous une seule administration, trois lots de dix mille hectares. Le propriétaire a fait, il y a dix ans, l'acquisition de ce territoire de douze lieues carrées, alors que, la région où il est situé, étant mal défendue contre l'Indien, l'État cherchait acheteur, sans en trouver, et vendait au prix de 10.000 francs la lieue. Aujourd'hui, cette même lieue trouverait locataire au même prix, qui s'en est donc élevé à environ cent vingt mille francs la lieue.

Le chemin de fer prend le domaine en écharpe, une station y a été élevée.

Le terrain est fait, c'est-à-dire que sa virginité est devenue féconde : le stationnement, déjà long, des animaux, lui a donné une réelle valeur, que l'arrivée de la voie ferrée n'a pas augmentée dans de bien grandes proportions. Les trente mille hectares sont entourés d'une clôture a toute épreuve. Elle est faite de cinq fils d'acier supportés, de quinze en quinze mètres, par des pieux solides de bois dur, apportés là, où aucun arbre ne se rencontre, des provinces du nord-est de la République, Entrerios et Corrientes.

A voir la résistance de ces bois, on s'explique difficilement comment la hache a pu les débiter. Cette exploitation difficile et le transport à grande distance élèvent le prix de ces pieux

de quelques sous à quelques francs. Chacun d'eux représente environ 5 francs, mis au lieu où nous sommes, mais leur dureté est telle et telle leur résistance qu'on peut les considérer comme éternels.

Le coût de ces clôtures de pieux et de fils d'acier est environ de 5.000 francs par lieue courante : si la propriété est d'une grande étendue, la dépense est insignifiante par lieue superficielle ; le pourtour d'une lieue carrée isolée est, en effet, de quatre lieues courantes, celui d'une surface de douze lieues n'est que de vingt quatre, soit, dans le premier cas, 20.000 francs de clôture pour une lieue, et, dans le second, de 100.000 pour douze lieues.

En tous cas, c'est une défense productive. Là où la clôture n'existe pas, un escadron d'hommes à cheval doit, chaque jour, surveiller les limites de la propriété, ramener, vers le centre, le bétail, qui tend à envahir les domaines voisins. Cette précaution, nécessaire, inutilise, autour de la propriété, une zone assez large, exige l'emploi d'un personnel et l'entretien d'une cavalerie nombreuse.

Dans les propriétés closes, au contraire, toute la surface est utilisée, le bétail y paît en liberté, sans exiger aucun soin, ni surveillance : un homme suffit à inspecter l'état des clôtures, les réparer, les tendre, si elles ont fléchi, soin que l'on confie, généralement, aux bergers, cantonnés le long de la ligne, avec leurs troupeaux de moutons, et qui ont la charge de cette double surveillance.

Ce sont eux, aussi, qui ont la garde des portes. Les principales ont soixante mètres d'ouverture, divisée par des pieux, laissant, entre eux, quinze mètres d'écartement : cet espace est fermé par six rangs d'une forte chaîne, que des manivelles, ingénieusement disposées, de chaque côté, tendent ou détendent, en laissant tomber à terre cet obstacle devant celui, voyageur ou conducteur de troupeaux, qui demande passage et à qui la loi rurale interdit de le refuser.

Chacun doit pouvoir entrer ou sortir, pénétrer seul, avec ou sans le troupeau qu'il mène ; il n'a pas d'autre obligation, s'il veut passer quelques heures de jour ou de nuit avec son troupeau, que celle d'aviser le propriétaire, qui n'a pas d'autre droit que celui de lui assigner un lieu de campement et de pâture, mais ne peut la refuser, ni en réclamer le prix.

L'enceinte générale, que nous traversons, est le point d'attache d'autres plus petites, qui servent à diviser les troupeaux, à séparer les bœufs, des vaches mères ou pleines.

C'est assez dire que l'on ne peut, ici, étudier les troupeaux à l'état de nature et leurs mœurs spéciales ; il faudra, pour cela, pénétrer dans les propriétés ouvertes, où les troupeaux sont abandonnés à eux-mêmes. Là, les taureaux, vaches et bœufs vivent, en grandes familles, en meilleure intelligence que l'on ne pourrait croire. Divisés par troupeaux de mille à deux mille têtes, ils ont leur lieu de réunion, le *rodeo,* d'où ils partent le matin par groupes, sortes de tribus de frères, sœurs, mères, descendants et cousins, qui augmentent ou diminuent en nombre, suivant les naissances ou les cruautés de la vente, qui, toujours, partent du même côté, paissent ensemble, à peu près toujours sur le même point du domaine.

Les taureaux, au printemps, se mêlent d'eux-mêmes au troupeau et remplissent leur mission ; huit à dix suffisent à un troupeau de mille têtes. Ils vivent entre eux, pendant cette saison où leurs passions sont excitées, en meilleure intelligence qu'on ne le supposerait, à les avoir vus fouler, en avril, les arènes de Séville. A l'automne, ils rentrent dans le calme de la vie solitaire, s'isolent tous ensemble du troupeau, pour passer l'hiver, sans autre compagnie que la leur : on les rencontre, alors, à l'écart, dissimulés derrière les replis de terrains, ruminant ensemble le souvenir de leurs bonnes fortunes.

Nous avons vu pratiquer ces mœurs, non pas seulement

aux taureaux de vieille race pampéenne, sauvages de pères en fils, mais à des taureaux, nés de père durham anglais, dans des étables, qui avaient, naturellement, repris, dans ce milieu, les mœurs de ses anciens habitants ou celles héréditaires de la race.

Ce n'est là qu'un usage, curieux, peut-être, à observer chez des animaux, habitués à vivre à l'état de domestication, depuis des milliers d'années, mais général à toutes les espèces. Un autre, qui a une étrangeté plus imprévue, c'est la manifestation de douleur, autour du cadavre d'un des habitués d'un *rodeo*. Il est facile à observer dans tous les troupeaux en liberté, malheureusement, trop facile dans les temps d'épizootie.

Sur le sol, dévasté par une sécheresse, où les animaux se traînent et se défendent mal, l'un deux est tombé pour ne plus se relever; ses compagnons habituels, ceux de la tribu à laquelle il appartient, se groupent autour et assistent, silencieux, à sa longue agonie. Le cadavre est à peine raidi par la mort, que le groupe se serre, s'augmente d'un grand nombre d'animaux du *rodeo*, et fait la veillée du mort! Ce sont de véritables pleurs, qu'expriment les beuglements de ces quarante ou cinquante bœufs ou vaches, immobiles, debout, gémissant vers le ciel. Il faut les disperser, sinon, ils resteront là et en oublieront le pâturage.

*
* *

Dans le domaine que nous visitons, qui est important, on compte vingt-deux mille têtes de gros bétail et soixante mille moutons. Les enceintes comprennent, indistinctement, un certain nombre de chaque, suivant leur étendue et la nature du pâturage. Le gros bétail est groupé, comme dans les propriétés ouvertes, par rodeos, le petit, par troupeaux, sous la garde d'un berger. Les enceintes ont le double

avantage de diminuer le nombre des gardiens et de protéger passivement, sans dépense, chaque groupe ; elles ont, aussi, cet autre, de permettre au propriétaire d'élever, dans les unes, des durham, dans l'autre, des hereford ; cet éclectisme est une solution, à défaut d'autre : les éleveurs n'étant pas d'accord sur la supériorité sur l'autre d'une de ces deux races, qui ont, avec un égal succès, répandu leurs types dans le monde entier.

La race durham est celle qui a pénétré plus anciennement en Australie et à la Plata. Dans ce pays qui, cependant, n'a pas été colonisé par les Anglais, elle a trouvé le terrain préparé, par une circonstance curieuse et peu connue. La race, d'où est sortie la race durham est la race hollandaise ; par une coïncidence remarquable, les premières vaches qui aient été importées, au XVII[e] siècle, à la Plata, par les frères Goës, étaient hollandaises. C'était à l'époque où les Hollandais essayaient de se soustraire à la domination espagnole ; en même temps de combattre leur ennemi et leur maître sur le champ de bataille colonial. Il y a donc similitude d'origine entre la noble race durham et la race créole abâtardie, par conséquent, propension naturelle, chez celle-ci, à s'approprier les qualités de la première.

Ce serait une raison d'exclusion, mais la race hereford a, pour elle, le poids de son cuir, reconnu plus lourd que celui du durham ; ce n'est pas un élément négligeable pour l'éleveur exotique, qui, s'il vend son bétail gras au prix de 40 ou de 50 francs par tête, sait bien que c'est du prix du cuir que dépend le rapport du troupeau.

Il reste à observer quelle sera l'influence des conditions climatériques sur cette enveloppe, si l'élevage à l'air libre augmentera le poids de celle du durham. Il semble, en effet, prouvé qu'elle a la résistance requise, puisque, en Angleterre et en France, dans l'Anjou et la Normandie, le bétail de race durham passe l'hiver et les nuits à l'air libre, et n'est pas

même toujours ramené à l'étable par les temps de neige. C'est là un usage qui devra rassurer l'éleveur pampéen, et que les éleveurs français, qui songent à l'exportation de leurs reproducteurs, feront bien de ne pas abandonner.

Les deux races, du reste, ont à peu près, au même degré, les qualités de précocité, que l'éleveur pampéen recherche de plus en plus, parce qu'aujourd'hui la condition de l'élevage libre est telle, les prix sont tombés si bas, qu'il ne peut se sauver que par la production en nombre; il lui faut des quantités pour le consoler de l'insuffisance des prix, et il lui faut des animaux, qui lui donnent, en peu de temps, un cuir vendable, couvrant un porteur, facile à engraisser. Il fallait quatre ans à un bœuf créole pour atteindre ce degré de maturité dans la pampa; dix-huit mois suffisent à un métis durham.

Quant au lait, que produit en si grande abondance cette race, il n'est encore utilisé que par exception. Dans l'établissement où nous sommes, une tentative est faite. Déjà quatre cents vaches durham sont groupées, et destinées à l'exploitation d'une fromagerie, installée et confiée à des métayers jurassiens, qui sont chargés de tout le travail, et prélèvent la moitié des produits. Jusqu'ici, la vente est facile, l'offre beaucoup au-dessous de la demande des seuls districts voisins.

C'est un spectacle intéressant que celui de ces quatre cents vaches de race fine, de formes, rappelant les plus beaux animaux des herbages normands, où chacun représenterait un prix de 4 à 500 francs. Ici, l'exploitation fromagère et l'intelligence de quelques hommes pourra tirer de chaque bête une somme annuelle supérieure à sa valeur vénale.

Les troupeaux d'animaux, plus ordinaires sont dans d'autres enceintes, très vastes, où l'on en groupe quatre ou cinq mille. Cela constituerait si, on les voyait réunis, des masses imposantes, mais, dans cet état de liberté, sur une

surface d'environ quatre mille hectares, on en aperçoit, de loin en loin, quelques groupes qui ne donnent aucune idée de leur nombre, moins encore de l'innombrable que l'on attend, que l'on recherche; rarement on les ramène au rodeo, où ils perdent même l'habitude de venir.

*
* *

C'est en cela, surtout, que les domaines clos diffèrent des domaines ouverts : dans ceux-ci, il faut diriger l'habitude qu'a le bétail de se réunir, à certaines heures, à un lieu donné ; les ruminants aiment à ruminer ensemble, c'est leur manière de converser. Il suffit de leur indiquer l'endroit où ils doivent le faire, ils y viendront toujours et d'eux-mêmes. C'est ce lieu que l'on nomme *rodeo*.

Il représente, sous le soleil, en plein champ, une esplanade desséchée, foulée par le piétinement quotidien; elle domine la plaine. Chaque troupeau a le sien.

Pour les besoins de l'exploitation, il est souvent nécessaire de l'y réunir, aussi faut-il le dresser à s'y rendre aussitôt que le signal est donné. On appelle cette opération *parar rodeo*, arrêter le troupeau en groupe.

Pour simplifier l'opération, on forme une petite troupe de jeunes bœufs, que l'on appelle *señuelo*, qui signifie, en espagnol, au propre, *appeau;* le *señuelo* se compose de huit à dix bœufs, du même âge, de même taille, de même poil, châtrés tous, le même jour, tenus, depuis lors, à part du troupeau. On choisit une robe qui se distingue facilement des autres, soit, tout blancs, ou tout noirs.

Le dressage de cette troupe est assez compliqué. Le pasteur doit, pendant quelques jours, les réunir, les faire courir, galopant, à cheval, derrière eux, armé d'un long bambou, dont une extrémité est ferrée et garnie d'une clochette. La pointe de fer et la clochette ont, toutes deux, un rôle très

actif dans l'opération. La première entre dans les chairs, et la seconde, en même temps, s'agite. Le dresseur crie : en avant, bœuf! et il pousse la troupe dans un corral pour l'en faire ressortir, en criant toujours : bœuf, en avant ! bœuf, dehors ! et toujours, en accompagnant ses cris du bruit de la clochette et de nombreux coups de pointe. Au bout de quelques jours, il suffit d'attacher la clochette, au cou de l'un des bœufs, qui devient ainsi le chef de la troupe, pour que ses compagnons se groupent d'eux-mêmes autour et, au premier cri de l'homme, opèrent la manœuvre indiquée. Le bruit de la clochette sera toute leur vie, pour eux, inséparable de l'idée de coups de pointe reçus, et ils courront naturellement, pour les éviter, dès que la clochette s'agitera.

Pour rappeler, donc, le troupeau au *rodeo*, le pasteur cherche le *señuelo*. Il sait d'avance où le trouver. Au galop de son cheval, il court dans sa direction. A peine apparaît-il que le *señuelo* prête attention, écoute, se dresse, attend l'ordre et, au premier cri, prend le galop vers le *rodeo*, dont il est quelquefois à plusieurs kilomètres. Tout le bétail, répandu autour, a immédiatement compris ; au bruit de la clochette, on voit toutes les familles éparses, se diriger, quelques-unes au galop, le plus grand nombre, au pas calme du ruminant, vers le lieu où le *señuelo* court d'un pied plus léger.

On réunit le *rodeo*, soit pour permettre aux voisins de rechercher les animaux égarés, soit pour présenter le troupeau à quelque acheteur, soit pour choisir des animaux vendus, soit enfin pour les opérations de la marque à feu et de la castration.

S'il s'agit de choisir des animaux, cette opération ne dure que quelques heures. Le troupeau, rassemblé, tournoie, sur lui même, sans repos, en mugissant. Les hommes à cheval, rangés autour, ont beau ouvrir les rangs pour laisser passer ceux qui ne sont pas à choisir, fort peu profitent de la permission, tous continuent leur tournoiement, ennuyés et

larmoyants. Le *señuelo* est à part. C'est autour de lui que viendront se grouper les animaux choisis, que l'on fait sortir, en les poussant du poitrail du cheval, vers ce point de concentration ; ils y courent, en ruant, la queue en l'air, les cornes labourant le sol. Tout le talent consiste à empêcher ceux qui n'y ont que faire, de courir vers le *señuelo*, et, ceux qui doivent rester auprès, de s'en écarter.

Cette opération est fréquente, en champs ouverts, où les mélanges de troupeaux sont de tous les jours. Dans les champs fermés, elle n'a lieu qu'en cas de vente, ou lorsqu'il s'agit de diviser le troupeau, de séparer les veaux ou les bœufs.

La marque et la castration se font surtout dans des parcs fermés. Le *señuelo* joue, ici encore, son rôle, pour conduire, au corral, le troupeau qui y va subir l'une ou l'autre de ces opérations.

A l'automne, dans toutes les estancias, on procède à la marque des veaux nés au printemps. Cette opération n'offre aucune difficulté. Les veaux, tout effrayés qu'ils sont, sont peu redoutables ; c'est, généralement, une partie de plaisir que l'on s'offre entre voisins. Un grand feu d'os est dressé et entretenu en activité au centre du corral. On a mis les fers au feu, le dessin compliqué des marques y rougit, en attendant les victimes. Quelques hommes, à cheval, et un plus grand nombre à pied, sont répartis dans le corral. Les hommes à cheval, armés d'un lasso attaché à leur selle, ont pour mission de prendre le veau, pour ainsi dire, au vol, de le maintenir pour que les hommes à pied puissent le manier, le rouler à terre et apposer la marque à feu sur le bas de la cuisse.

Toute cette opération est prestement faite, et l'animal, lâché dans son ahurissement, s'échappe, en jetant des ruades au vent. Quelquefois, il fait mine de se révolter, ou, aidé par un farceur, qui veut effrayer la compagnie et jeter un peu de

désordre, il se dégage du lasso et se sauve, en distribuant à la cantonade des coups de cornes que l'on évite et qui n'atteignent personne.

Autre chose est l'opération similaire, qui consiste à contremarquer des animaux, portant la marque de leur premier propriétaire et vendus par lui. La marque à feu étant le signe de la propriété, l'animal qui change de mains doit en recevoir une nouvelle. Il s'agit, alors, non plus de jeunes veaux, mais de troupeaux composés d'animaux de toute taille, qu'il faut, l'un après l'autre, saisir au lasso, jeter à terre, pour leur apposer, non plus une marque au fer rouge, mais deux, à côté l'une de l'autre, celle retournée de l'ancien propriétaire qui, par sa présence, annule celle existant déjà, et celle du nouveau propriétaire, qui constate la transmission.

Le troupeau, qui doit supporter cette opération, doit, en même temps, supporter une marche plus ou moins longue. C'est, en effet, le cas ordinaire qu'un troupeau vendu est déplacé et emmené au loin par son nouveau propriétaire.

Il aura donc à souffrir, à la fois, la blessure que lui fait la marque à feu, la fatigue du voyage et du changement de pâturages, qui n'est pas la moindre des perturbations qui puisse l'atteindre. Aussi, cette triple opération, si elle n'est pas menée avec attention, peut-elle coûter fort cher.

Il faut, pour la mener à bien, un corral solide, pouvant contenir deux ou trois cents têtes. Le foyer ne saurait être placé au milieu, c'est un poste dangereux. Il est dressé près de la porte de sortie et derrière un rempart formé de charrettes, qui sert de refuge, en cas d'alerte, à tous les hommes à pied. Nous sommes, ici, en pleine arène, le danger est partout; chacun doit veiller sur soi et sur les autres, aussi, la plaisanterie n'est-elle pas de mise. Il n'est pas rare, en effet, qu'après avoir évité le premier lasso, qui le prend aux cornes, le second, qui lui enveloppe les pattes et le culbute,

l'animal, sans être très sauvage, se relève, furieux, surexcité par l'impression du fer rouge, et coure sus aux hommes à pied.

Le taureau n'est pas le plus dangereux, il se précipite, tête baissée, jette son coup de cornes, que l'on évite, et passe ; mais la vache revient sur l'ennemi, le cherche, l'attaque de nouveau, s'il se couche, pour l'éviter, fouille avec ses cornes, pour l'enlever du sol.

L'opération de la castration n'offre pas plus de dangers et se fait, à peu près, de la même manière, quant à la réunion des animaux dans le corral. Elle n'est dangereuse ni pour les veaux, qui la subissent à cinq ou six mois, ni pour les hommes qui la pratiquent.

Le jeune bœuf représente le vrai produit du troupeau. Il est vendable dès l'âge de deux ans, s'il est en bonne chair. C'est en octobre qu'il commence à entrer dans cette période, qui sera plus ou moins longue, suivant la nature des terrains et la qualité des pâturages. Ceux qui donnent le plus vite les qualités désirées sont, par cela seul, classés comme pâturage de premier ordre, et obtiennent des prix en conséquence. A mesure, en effet, que la saison avance, l offre abonde de toutes parts, naturellement, les prix baissent, aujourd'hui surtout que celui, toujours diminué des graisses et suifs, de la viande séchée et salée, a ralenti l'activité des saladeros, cependant que l'exportation de la viande congelée ne demande encore que du mouton.

La vente des animaux gras est, depuis quelques années, tous les ans, plus difficile ; le propriétaire, dont les troupeaux augmentent plus rapidement qu'ils ne s'écoulent par les débouchés naturels, en est réduit à rechercher de nouveaux terrains, où envoyer ses animaux de reproduction, ou à les vendre à d'autres, qui les emploieront à garnir des terres nouvelles.

Il y a quelque dix ans, cet exode du pasteur vers les terres vierges était fort peu pratiqué : la pampa était fermée, vers l'ouest, par l'Indien; devant cette impossibilité de s'étendre, l'élevage du gros bétail périclitait.

Alors, quelque solitaire gaucho s'offrait pour mener au loin, dans des régions encore exposées aux invasions, quelques milliers de bêtes à cornes, dont on lui confiait la garde, en lui abandonnant une part du mince profit. Il donnait quelquefois de ses nouvelles, avait, trop souvent, à chercher abri et protection dans un des forts qui gardaient la frontière. Vivant dans la zone de transition, d'une vie demi-sauvage, en bon voisinage avec les Indiens, ne voyant que son troupeau, se nourrissant de *charqui*, c'est-à-dire de lanières de viande séchée au soleil, qu'il découpait, quand, de loin en loin, il sacrifiait quelque bœuf à son alimentation, il occupait ses loisirs à chasser l'autruche.

Son exemple, quelquefois, attirait des imitateurs, qui venaient tenter la même aventure, courir les mêmes risques! c'en était assez pour que la région fût considérée comme peuplée. Le fort, qui la défendait, se trouvant alors à l'arrière-garde, se transportait en avant, avec sa garnison de six ou huit hommes : un *pulpero* prenait sa place, ouvrait boutique, accrochait le pavillon blanc professionnel au mât, où, la veille, flottait le pavillon national. Les solitaires de la contrée, avaient là un lieu de réunion avec toutes les jouissances que contient une bouteille de gin ou d'anis, un centre d'échange où écouler leurs cuirs, de provenance plus ou moins régulière, les paquets de plumes d'autruche, les peaux de jaguar, de daim ou de puma, produits de leur chasse.

Les mêmes mœurs se pratiquent aux États-Unis et en Australie. Dans les premiers, les *cowboys*; dans l'autre, les *squatters* sont les missionnaires des terres vierges.

Dans la pampa, ce métier de colonisateur, de pionnier, s'est régularisé comme tout le reste. Les terres conquises ont

été vendues à bas prix, les propriétaires les font occuper pour leur compte. Dans ces terres, après la première année, difficile à passer, et la sélection, que l'acclimatation opère, on peut calculer que le troupeau double en trois ans.

L'exode donc est la règle. N'est-ce pas ainsi que l'on opérait du temps d'Abraham? Le pasteur a conservé les vieilles mœurs, partout, parce qu'elles s'imposent à lui, en y introduisant, ici, cette modification qu'il a cessé d'être nomade, qu'il ne consent à changer de place que pour étendre son domaine et le garder.

Aux premiers mois du printemps, alors que la mise bas est terminée, que les jeunes veaux ont pris déjà du corps et de la force, on forme une troupe, on l'isole, on la compose, surtout, d'animaux reproducteurs, et l'on part, au petit jour, de façon à être aussi loin que possible du pâturage regretté lorsque la nuit arrivera. L'avant-garde est formée des chevaux de relai, destinés au service de l'expédition et de l'exploitation que l'on va créer.

S'il est vrai que, dans le terrain clos, un petit nombre de chevaux suffise, dans ceux où l'on se rend, c'est tout autre chose! Il en faudra un nombre considérable. Du reste, ces terrains se prêtent merveilleusement à la multiplication de ce bétail dédaigné, peu exigeant, nuisible dès qu'il cesse d'être nécessaire.

On emmène, donc, généralement, des troupes de chevaux et de juments ; mais les chevaux, ayant à rendre des services pendant la route, sont groupés à part, sous la surveillance de deux hommes. Ils marchent, à un demi-kilomètre du gros du bétail, conservant toujours leur avance, peur constituer un point visible en avant, éclairant la route ; trop rapprochés, ils constitueraient un danger ; prêts qu'ils sont à prendre le galop, ils exciteraient, à l'imiter, le bétail, qui doit prendre le pas. Une troupe de mille ou deux mille bêtes à cornes, que l'on lais-

serait prendre un pas accéléré, aurait bien vite formé un torrent que rien n'arrêterait.

Il faut cependant, pendant la première étape, marcher vite pour s'éloigner, autant que possible, du point de départ et fatiguer la troupe, ce qui lui ôte les velléités de retour. Pour cela, on place en tête le *señuelo* ; léger d'allure, il entraîne rapidement sur la route les hésitants. Cette route, c'est la plaine ouverte et non pas un chemin, elle ne le devient qu'au passage des barrières ou à celui des gués de rivière.

Si le *señuelo* a pu être conservé, ces points difficiles sont vite franchis, mais, d'ordinaire, il a dû quitter son emploi à la première étape, et retourner où l'appellent ses fonctions ; il faut donc, le plus souvent, opérer sans lui, prendre mille précautions.

La nuit n'est pas moins périlleuse ; il faut éviter les fuites subites, que peut déterminer un ouragan, ou simplement le bruit que fait un troupeau au rodeo voisin.

Après quelques jours de marche, on arrive. Le paysage n'a pas beaucoup changé, la plaine n'est pas le pays des surprises ; cependant, pour l'œil exercé de l'éleveur, tout est nouveau. Ce n'est plus cet épais tapis de graminées variées, tendres et nourrissantes de la région qu'il quitte ; le sol n'est pas même, partout, couvert de végétation ; de larges places dénudées, même à la meilleure saison, laissent voir la terre stérile, entre les touffes d'herbes hautes, aux tiges rudes, taillées en longues lanières à dents de scie. Seuls, les bas fonds sont couverts d'un épais tapis.

La rude épreuve, d'une vie de privations, commence, pour le bétail : l'arrivée dans ce purgatoire n'est fêtée par personne. Les hommes savent qu'ils n'y trouveront aucune ressource, que tout est à faire. Il faut attendre les charrettes, toujours longues à venir, qui apporteront du littoral les

poutres et les solives de la maison future; jusque-là, camper à la belle étoile, autour de quelque chariot qui aura accompagné l'expédition, et fournit un toit; la selle, le *recado*, se démontant en pièces nombreuses, fournit le lit de camp, les couvertures et les oreillers; le sol sert de sommier; ce lit improvisé est encore assez confortable pour que les paresseux s'y attardent, pendant que les plus matineux préparent, sur la braise, conservée de la veille, l'infusion de yerba mate.

Les soins, que demande le troupeau, sont nombreux. Il faut, aussitôt le matériel arrivé, dresser un corral, où, le soir pendant longtemps, il faudra enfermer le bétail pour le guérir des regrets, qui l'attirent vers ses anciens pâturages. Le jour, on le surveillera jusqu'à ce qu'il apprenne à connaître les limites du domaine qu'il ne doit pas traverser.

Il semble, au premier abord, qu'il soit aussi difficile, pour l'homme que pour le bétail, d'apprendre à connaître ces limites, que rien n'indique, mais l'un et l'autre arrivent à savoir quelle est la touffe d'herbe qui appartient à leur maître, et quelle au voisin.

*
* *

Les propriétés sont, jusqu'au plus loin que l'on puisse l'imaginer, toutes arpentées et bornées. L'État avant de songer même à les vendre, en a fait dresser le cadastre, les a découpées en carrés de dix mille hectares, a fait déterminer les limites et placer les bornes par des arpenteurs.

On s'imagine facilement que ce métier d'arpenteur ne peut, en rien, se comparer à ce qu'il est en France. Il exige des connaissances spéciales et d'un ordre tout différent. Ce qui s'est passé, lors de la conquête de la pampa, en peut donner une idée. Il s'agissait de mesurer six mille lieues carrées de terrains inexplorés, dont les contours, aussi

bien que la topographie intérieure, étaient inconnus. Les arpenteurs avaient pour mission de les découper, en lots classiques de dix mille hectares, de tracer les lignes de chacun de ces lots, de placer des piquets, à chaque kilomètre, sur les limites, et des pieux à chaque coin du carré, chemin faisant, prendre note de l'aspect de la nature, du sol, de sa qualité, du profil des surfaces. Comme point de départ, on avait fixé le cinquième méridien ouest de Buenos-Aires, qu'il fallait déterminer.

Chaque arpenteur emmenait ses aides, ses chevaux, ses armes, ses provisions, et était accompagné d'un peloton de cavalerie de ligne. Le travail a duré deux ans, qu'il a fallu passer dans le désert; pour cet énorme travail, l'État payait 20 centimes par hectare; aucun de ceux qui l'a entrepris, n'y a, du reste, trouvé son compte.

Cet arpentage est, généralement, fait avec une grande exactitude; en prenant possession, l'acheteur le fait vérifier et place des bornes: forte colonne de fer ou rail réformé, auquel on rive un pavilion de fer, dans lequel sont découpées les initiales du propriétaire; ces bornes suffisent; bien que, placées aux quatre coins, elles ne soient pas visibles de partout, bêtes et gens savent où passe la ligne invisible qui les rejoint, entre elles.

Quand les bêtes ont pris l'habitude de ne plus la franchir, le plus gros travail est fait. Entre temps, elles se sont acclimatées, le *rodeo* est connu d'elles, le *señuelo* est dressé. Jusque-là, le repos et la vie oisive ne sont pas de mise; il faut un personnel actif et vigilant, des chevaux en bon état, difficiles à conserver tels, au milieu de ce pâturage nouveau et de cette vie qui les éprouve.

*
* *

Les troupeaux de bœufs, au bout de quelques semaines,



La forêt dans la Pampa. (Voir page 414.)

sont, eux aussi, méconnaissables, leur maigreur est inquiétante ; ils maigriraient même si le pâturage était meilleur et plus fourni que celui qu'ils quittent, tout changement leur étant contraire ; ils souffrent surtout d'être privés de leurs compagnons ordinaires.

On a soin, de temps à autre, de brûler, par places, les herbes hautes; le sol noirci est vite nettoyé par le vent, quelques pluies déterminent la végétation de quelques pousses tendres. qui naissent des cendres. Jusqu'au printemps suivant, où ce qui aura survécu pourra être considéré comme acclimaté, la mortalité ne peut manquer d'être assez considérable ; tout ce qui est faible ou affaibli doit, nécessairement, périr pendant les mois de juillet et août.

Faire son août! Cette expression, qui a cours même dans l'hémisphère Sud, où elle n'a aucun sens, puisqu'elle traduit les espérances réalisées du moissonneur, mettant en grange le produit de ses labeurs, est ici une ironie. Faire son août! c'est, pour le bétail, mourir de misère en plein champ, au milieu d'un pâturage, desséché par les gelées nocturnes. Pauvre bête abandonnée, elle se couche et demeure, essaie de se relever pour suivre, une fois encore, ses compagnons, et ne peut. Il lui faudra mourir là. Au matin, ses membres seront raidis. Le pasteur repoussera les bêtes du troupeau qui auront fait la veillée du mort, descendra de cheval, et enlèvera la dépouille.

La carcasse, qui ne rappellera plus à ses compagnons le souvenir d'un ami disparu, est abandonnée aux oiseaux de proie. Pendant des années, ses ossements, éparpillés par tous les rongeurs, qui auront fait, de sa maigre chair, leur nourriture, resteront là, s'effritant lentement.

Un jour, une inévitable charrette passera, conduite par deux de ces innombrables immigrants venus de Naples, chiffonniers de la pampa, qui se livrent à l'occupation

lucrative de ramasser tout ce qui se perd dans les immenses solitudes.

Ils n'ont garde de dédaigner les ossements, savent même distinguer de fort loin leur blancheur mate sous le soleil, en chargent leur charrette, et groupent ces chargements près de la prochaine station ; les uns sont choisis pour la tabletterie, les autres, mis en poudre, exportés pour l'agriculture.

Les propriétaires ont laissé longtemps enlever de leurs champs ces précieux détritus, qui avaient l'utilité de fournir, au sol, le phosphate de chaux dont il a besoin. Aujourd'hui, les propriétés les plus vastes sont surveillées, et l'on exige une rétribution pour l'enlèvement des os.

*
* *

Un autre ennemi de l'éleveur, en terre vierge, est le chasseur d'autruche. Celui-là, il faut le tenir à distance ; c'est chose difficile, parce qu'il est légion. Quel est le gaucho qui pourra songer qu'il y a, quelque part autour de lui, des autruches, et qui résistera au désir de s'en emparer? Que d'avantages n'y trouve-t-il pas? Partir à fond de train, au galop de son cheval, derrière cet animal léger, qui court et vole à la fois, que ses ailes enlèvent et soutiennent, qui rase le sol sans le quitter, fait, de tous côtés, les crochets les plus inattendus, enfin, que l'on peut arrêter quand il se lasse, en jetant avec adresse, aux cris de joie de ses compagnons, le projectile à trois boules que nous avons déjà décrit, les *bolas*, qui l'enveloppent, le roulent et le maintiennent sans qu'il puisse faire un mouvement.

Le chasseur d'autruches se soucie peu de la vie de ce gibier, il la sacrifie, généralement, arrache la plume, et coupe l'aileron, pour le faire rôtir.

Il se soucie moins encore du sol sur lequel il est et des intérêts qu'il représente. Si l'autruche s'est dérobée et se

cache, que ses levriers noirs ne puissent la déloger, il n'hésite pas, il tire de sa poche la boîte d'allumettes-bougies, qui ne quitte pas l'homme des champs, et met le feu à un tas d'herbes. Le feu se propage vite, les flammèches, les tiges légères de plantes desséchées le portent au loin, multipliant les foyers, force l'autruche à déguerpir; la chasse continue, sans que le chasseur se soucie de l'immense incendie qu'il vient d'allumer. Le feu s'étend, le troupeau, répandu dans la plaine, s'affole et court en tous sens ; la demeure éloignée du berger est menacée, il n'y a qu'un moyen d'arrêter le mal : faire la part du feu, lui enlever vite tout aliment sur un espace aussi vaste que possible. Il faut, quelquefois, recourir à des remèdes héroïques, allumer un contre-incendie, combattre la flamme par la flamme ; si le danger presse, que ce moyen ne soit pas praticable, il faut, avec ce que l'on a sous la main, battre le feu, l'arrêter, lutter contre lui. On emploie à cela des peaux, des cuirs, seuls outils dont le berger dispose ; on en a vu, poursuivis par la flamme, au milieu de la plaine, aller jusqu'à sacrifier le cheval monté, l'égorger, et traîner sur le sol ses chairs pantelantes pour couper la route à l'incendie; ce moyen, énergiquement employé, a sauvé, à notre connaissance, la vie à deux personnes.

Le propriétaire qui se décide à brûler une partie de ses herbages, pour les améliorer, procède avec précaution et ne répand le feu que sur des espaces réduits, en le surveillant.

*
* *

L'exploitation demande peu de soins ; la passivité en fait le fond. Pour dix mille hectares, une fois le bétail habitué à ne plus franchir les limites, deux hommes suffisent; l'un est un simple gaucho, habitué à vivre à cheval, à manier le lasso et le couteau, à tuer, dépouiller et dépecer un bœuf en plein champ, l'autre est une sorte de directeur d'exploi-

tation appelé *capataz*, gaucho aussi, mais ayant, sur ses congénères, quelque supériorité, sachant choisir les animaux à vendre ou à acheter, former une troupe, diriger tous les travaux de mise en œuvre d'un nouvel établissement, la marque, rendre compte, de temps à autre, au propriétaire, qu'il ne connaît souvent que de nom, des différents détails de sa gestion.

Il doit, surtout, avoir quelques notions des principes du Code rural, dont les dispositions relatives aux soins des animaux, au respect de la propriété d'autrui, sont des plus rigoureuses. Elles réglementent, avec le plus grand soin, tous les détails de la transmission du bétail, et punissent sévèrement le vol d'un animal, ou la possession, non justifiée, d'un cuir portant une marque étrangère à l'établissement.

Il doit éviter que les animaux s'égarent; le plus souvent, malgré les sévérités de la loi, un animal égaré est un animal perdu. Il ne manque pas, surtout au loin, de gens astucieux, qui prennent plaisir à se nourrir, de préférence, de la chair des bêtes du voisin, à se fournir de courroies, découpées dans la peau de ses animaux, qui, ainsi débitée, échappe à toutes les perquisitions.

Ces larcins sont rarement ignorés de ceux qui en souffrent; il n'est pas de gardien, un peu soigneux, qui ne sache, d'un coup d'œil, dans un troupeau de mille têtes, reconnaître que tel ou tel animal manque à l'appel; c'est, en somme, assez simple. Tous les jours, en effet, régulièrement, le *capataz* doit, à l'aube, visiter le *rodeo*, à l'heure où les animaux s'étirent, se promènent de long en large. Il n'est pas de semaine, où, pour une cause quelconque, le plus souvent sur le demande d'un voisin, on n'ait à réunir le *rodeo:* c'est encore une occasion d'examen souvent renouvelée; enfin, quand les animaux se séparent, par groupes, composés toujours de la même manière, l'observation se précise, les remarques sur la robe, la forme, la taille de chacun, se

classent facilement dans la mémoire, en même temps que le nombre de chaque groupe, et chaque disparition sautent aux yeux.

*
* *

La vie de ces isolés, vivant si loin de tout, que l'on pourrait croire qu'ils sont plus à même de savoir ce qui se passe dans les planètes que dans les pays même dont ils sont citoyens, n'est pas ce que l'on pourrait croire. Dans ce désert, le lien social et les relations fréquentes existent, des familles se forment, le plus souvent, sans le secours de la loi et en dehors d'elle, mais ces unions, n'en sont pour cela, ni moins durables ni moins fécondes. Ces isolés ont leurs lieux de réunion, leurs passions et, même, leurs passions politiques.; les journaux leur parviennent de loin en loin, ils jugent les gouvernements, quelquefois montent à cheval pour les renverser, quelque gloire qu'ils puissent avoir, conquise dans ces rencontres, s'ils rentrent chez eux, c'est en vaincus et éclopés.

Dire qu'ils vivent sur le chemin de la fortune, ce serait partager une erreur, permise seulement à ceux qui, de loin, croient qu'en Amérique on prend la fortune au lasso.

On a vu, certes, de nombreux étrangers, simples tenanciers ou locataires, édifier, sur des bases modestes, de grandes fortunes, mais c'est seulement par l'élevage du mouton, dont les produits annuels, augmentés par leurs soins attentifs, leur ont permis d'acquérir un peu de terre, et, peu à peu, davantage; ils ont enrichi les propriétaires qui leur ont loué, d'abord, vendu, ensuite, la terre; quant au gardien des grands troupeaux de bœufs, il travaille et travaillera toujours pour autrui. Il en sera de même de celui qui,propriétaire du troupeau qu'il garde, ne l'est pas du sol, même s'il ne paye pas de loyer, le profit est pour celui à qui il n'en paye pas.

La fortune, en Amérique plus qu'ailleurs, et c'est là, à proprement parler, ce qui a fait la réputation de ce continent vient en dormant ; pour la fixer, il suffit de se fixer, d'abord, de dresser sa tente, sur un sol à soi. Il n'y a plus, alors, qu'à attendre ; attendre que les habitants augmentent par l'immigration et les naissances, attendre que le bétail se multiplie. Pour la terre, il y aura toujours un preneur à haut prix, tant que l'on considérera comme un haut prix celui de 200 francs l'hectare de pâture, et 1.000 francs l'hectare de culture.

C'est là où est la grosse question, qui menace l'Europe plus qu'on ne pense. Toutes les entraves et les prohibitions qu'elle fait peser sur sa propre alimentation, les droits sur son pain et sur sa viande, n'empêcheront pas la terre transocéanique d'enrichir celui, quel qu'il soit, quelle que soit la valeur de ses produits, qui aura l'heureuse idée de l'acquérir.

Il est, cependant, étrange d'avoir à constater que le dernier mot de cette étude de l'élevage des grands troupeaux de bœufs est qu'il aboutit, à notre époque, malgré le développement et le bon marché des transports, malgré l'augmentation de la population de tous les pays d'Europe et celle, plus active encore, de leur consommation, à cette conclusion : que cette production n'a pas plus d'emploi qu'au siècle dernier, que le commerce aura beau créer des marchés où écouler ce trop-plein, il n'existe, pour elle, qu'un marché, le marché local, qui ait quelque importance, elle ne peut demander à l'exportation de lui prendre autre chose que la laine de ses moutons et la dépouille de ses bœufs.

L'éleveur d'Europe n'est encore ni atteint ni même menacé par l'énorme production des grands troupeaux de bœufs sud-américains.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DE LA VIANDE

La vérité sur l'importation des viandes dans l'Europe occidentale. — Insuffisance de production des pays d'Europe : Hongrie, Allemagne, Russie, Italie, Espagne, Algérie et Tunisie. — Importance de l'hémisphère sud. — Multiplication rapide du bétail ; élevage à bon marché. — Difficultés de l'exportation des viandes. — Essais anciens. — Conserves chimiques. — Procédé Liebig. — Animaux sur pied. — Solution du problème par la congélation. — Difficultés industrielles vaincues. — Organisation commerciale coûteuse et compliquée. — Efforts faits ; résultats peu encourageants. — Prix de revient. — Difficultés de transport. — Etat actuel. — Une boucherie exotique à Paris. — Avenir de cette industrie.

Une question économique échappe à la lumière le jour où elle se débat sur le terrain des intérêts électoraux : la discussion, qui devait l'éclairer, l'obscurcit. Celle de la consommation de la viande et de l'élevage du bétail a subi, en France, ce sort funeste. La solution qu'elle a reçue dans les Chambres, simple cadeau de baptême fait à la république des paysans, ne saurait avoir de prétentions scientifiques.

L'erreur de la raison d'État qui pourrait bien avoir aggravé les souffrances de l'agriculture par les lois successives de protection, n'avait pas à étudier les pays d'élevage, dont la concurrence, dès longtemps annoncée, inquiète l'agriculture européenne ; elle ne l'a pas fait : nous lui mettrons ici en mains les documents vrais en montrant ce que représentent les réserves des grands pâturages, ce qu'est l'avenir de leur production. Le lecteur conclura. Agriculteur, peut-être reconnaîtra-t-il que l'éleveur européen n'a rien à redouter encore de l'éleveur exotique ; consommateur, peut-être perdra-t-il l'espoir de voir s'ouvrir, pour notre génération, les jours de bombance, que beaucoup de pays lui promettent, à la fois, qu'aucun n'a pu assurer encore qu'à ses habitants.

Aujourd'hui que les conditions du travail agricole sont dans le monde entier transformées, toutes les lois de la production se résument, de plus en plus, dans une question de transports. Les marchés de consommation ont été rapprochés des pays neufs, qui peuvent y tenter l'écoulement de leurs produits et développer d'autant leurs cultures, là où le soleil et l'espace abondent. La science des agriculteurs européens pourra-t-elle du moins se réserver un domaine et l'exploiter en toute sécurité?

L'éleveur, dans un temps plus ou moins rapproché, sera-t-il, lui aussi, expulsé du marché qu'il approvisionne encore? Ses transports seront-ils un aide aussi puissant pour ses concurrents exotiques que pour l'agriculteur transocéanique? La science des éleveurs européens, les éléments et les capitaux dont ils disposent, les défendront-ils contre le pasteur des terres vierges qui erre en primitif dans l'immensité des prairies baignées de soleil?

I

Quelle est aujourd'hui la situation vraie de l'importation des viandes dans les pays d'Europe occidentale qui ont des déficits à combler. La Hongrie est considérée comme un pays de production, cependant la plaine magyare ne possède pas plus de cinq millions de bêtes à cornes, le nombre des moutons n'y dépasse pas quatorze millions; elle a cessé d'être un un pays d'exportation de bétail, ayant peine à suffire à la consommation de l'Autriche-Hongrie, qui exige un million de tonnes de viande.

Le bétail que les statistiques accusent comme de cette provenance viennent, en réalité, de la Tauride; le bétail russe étant, par mesure hygiénique, interdit à la frontière française, les approvisionneurs font traverser à leurs troupeaux la

frontière hongroise, y acquittent les droits et font sortir, comme bétail hongrois, ce bétail russe prohibé.

Seule la steppe russe, mais non toute la steppe, peut fournir à l'Europe occidentale quelques têtes de bétail : la Tauride, située entre la mer Caspienne et la mer d'Azof, est la seule région privilégiée de ce grand désert dont les soixante-cinq mille lieues carrées sont balayées de vents froids du Nord qui y entretiennent pendant l'hiver une température mortelle pour le bétail; seulement, en Tauride, le climat est assez doux pour permettre au troupeau de paître, toute l'année, à l'air libre, abritée qu'elle est des vents du nord, ouverte, au contraire, à ceux de la Méditerranée. Les troupeaux y sont aussi nombreux que dans les plaines américaines, l'élevage s'y fait de la même manière, sans frais d'aucune sorte ; on cite des propriétaires qui possèdent jusqu'à un million de têtes; la location de la terre n'y dépasse pas 0 fr. 25 l'hectare et les moutons s'y vendent 6 francs par tête. L'importation française y puise, chaque année, un million et demi de moutons, payés à ce prix, dirigés sur la Hongrie, de là sur le marché de La Villette, où ils obtiennent les mêmes prix que les moutons indigènes : ce commerce est monopolisé par huit ou dix commissionnaires allemands et autrichiens.

Aucune autre région d'Europe ne peut, pour l'heure, contribuer à combler le déficit, qu'accusent les statistiques et les mercuriales des marchés de France et d'Angleterre. Hors la Russie méridionale et la Hongrie, les pays d'élevage jouissant de quelque célébrité sont la Roumanie, la Silésie, la Saxe, la Thuringe, le Mecklembourg, l'Italie et l'Espagne.

La Roumanie possède quatre millions d'hectares de terres incultes, pouvant servir au parcours des troupeaux, et autant de pâturages ; son climat est loin de permettre à ses bergers l'insouciance que celui de la Tauride permet aux siens :

ses pâturages sont exposés aux vents du nord, aux tourmentes de neige; le bétail y est condamné l'hiver à la stabulation, causes qui suffisent à expliquer le nombre réduit de ses troupeaux; elle ne possède, en effet, que trois millions de bêtes à cornes et cinq millions de moutons, quantités absolument insuffisantes à constituer un marché même dans un temps éloigné.

Dans les pays d'Allemagne, que nous avons énumérés, malgré l'existence de grandes plaines où la population est moins dense qu'en France et en Angleterre, les éleveurs se sont vu disputer par les agriculteurs les terrains de pâture ; le prix des laines, étant écrasé par les importations d'Australie et de la Plata, les éleveurs se sont appliqués, comme en France et en Angleterre, à diminuer le nombre de leurs moutons, à augmenter leur poids en viande. Cette transformation est, aujourd'hui, à peu près complètement opérée; elle aura eu pour résultat de diminuer, d'un tiers, le nombre des moutons élevés en Prusse, en Saxe, en Silésie, où les grands éleveurs sont encore nombreux, où, plus qu'en aucun lieu du monde, l'élevage se fait d'une manière scientifique. Mais le fait même de cette transformation dénonce en Allemagne, comme d'ailleurs en France et en Angleterre, où elle est en voie de s'opérer, des besoins locaux difficiles à satisfaire; l'importation d'Allemagne n'est donc pas à prévoir, étant données les conditions de son élevage, celles de son climat, qui oblige le bétail à la stabulation hivernale, et le voisinage de la partie la plus peuplée et la plus froide de la Russie, qui offre son marché à l'éleveur allemand.

Quelquefois, cependant, les frontières françaises sont traversées par des bandes de bœufs venant d'Allemagne; ce sont des bandes de faméliques, — d'Allemagne peut-il nous venir autre chose? — Maigres, épuisés de privations, ces animaux viennent utiliser les produits concentrés de nos usines du

Nord, les résidus des fabriques de sucre, les tourteaux d'œillette et de colza; ils rendent, ainsi, un grand service à notre agriculture et à notre industrie, avant d'en rendre à notre alimentation : leur nombre est peu élevé, il ne dépasse pas cent cinquante mille, sur deux cent quinze mille bêtes à cornes que la France reçoit, annuellement, de l'étranger.

Nos frontières du Sud sont, aussi, traversées par des troupeaux venant d'Espagne, d'Italie et surtout d'Algérie.

L'Espagne, ce pays d'origine du mérinos, a perdu comme contrée d'élevage toute son importance. Pendant que se produit ce fait récent de l'extension de la race mérinos dans le monde entier, l'Espagne, qui a fourni les pères des vingt-cinq millions de mérinos, qui peuplent la France, des cent millions de la République Argentine, des trente-cinq millions des États-Unis, des quarante millions de l'Australie, des dix millions du Cap de Bonne-Espérance, des quarante millions de la Russie, des vingt-cinq millions de l'Allemagne, voit disparaître de son territoire à la fois le nombre et la qualité; personne ne songe plus à lui demander des béliers de race, que seuls fournissent la France et l'Allemagne. L'élevage est devenu, en Espagne, l'occupation des pauvres, à moins que ce ne soit lui qui ait appauvri ceux qui s'y sont consacrés, sans s'occuper de le faire progresser. L'Andalousie, la Manche, l'Estramadure possèdent encore des troupeaux, mais ne peuvent les nourrir toute l'année. En avril, les moutons abandonnent ces pâturages, déjà desséchés, pour se rendre, au nord, dans la montagne; des troupeaux de dix mille têtes, divisés par groupes de mille, confiés à chaque berger, se rendent aux montagnes de Ségovie, d'Avila, aux monts Cantabres, où ils restent jusqu'en septembre; ils font ainsi cinq cents kilomètres à l'aller et autant au retour. Ce système très primitif de transhumance, appliqué aux plus grands troupeaux de la Péninsule, suffit à prouver que les pâturages d'Espagne sont incapables de four-

nir de longtemps matière à exportation. La France n'a donc pas à se garer de ce côté d'une invasion qui n'est pas à craindre, qui devrait l'être, cependant, à ne consulter que les conditions de climat de l'Espagne et les traditions que lui avaient léguées les Maures. La pauvreté des viandes est telle aujourd'hui, en Espagne, tels le dénûment et l'indolence des habitants de ses campagnes, que la République Argentine a pu y tenter, depuis deux ans, avec quelque succès, l'importation de ses viandes séchées et salées, que jusqu'ici, seuls, les esclaves du Brésil et de la Havane avaient consommées.

L'Italie, plus pauvre en moutons que l'Espagne, ne possède que six millions de bêtes à cornes ; cependant l'Italie figure parmi les pays d'importation de viande en France ; elle fournit aux éleveurs du Midi quelques bandes de bœufs et quelques milliers de moutons, en nombre infime comparé aux provenances d'Algérie.

Le nord de l'Afrique a été, de tout temps, un pays d'élevage de moutons et de vie pastorale. Les moutons de Syrie de la race kirghize, originaire des rives de la mer Caspienne, qui s'était, au reste, répandue en Asie et en Afrique, des rives de la mer de Chine à celle de la Méditerranée, abondaient en Afrique, à l'époque de la conquête. Cette race a le grand inconvénient de ne pas offrir aux Européens une viande comestible, et la particularité de porter, de chaque côté de la queue, des masses adipeuses, plus ou moins développées, volumineuses et pendantes, qui donnent à toute sa chair un goût prononcé de suif rance. En raison de ce défaut caractéristique, aucun des pays, où cette race est conservée, avec ce vice originel, ne peut prétendre à fournir les marchés européens. Cependant, il faut noter que, dans certaines régions, celles où la nourriture du troupeau est plus régulière, ce vice tend à disparaître et ces masses adipeuses à s'atrophier. C'est ce

qui s'est produit, en particulier, sur le littoral algérien, mais non encore en Tunisie.

En Algérie, la race kirghize avait perdu, longtemps avant la conquête, ses caractères zootechniques particuliers ; des soins spéciaux qu'elle avait reçus des indigènes avaient donné naissance à la race barbarine. Ce sont les animaux de cette variété qui sont importés d'Algérie en France au nombre de huit cent mille annuellement ; ils sont achetés par les éleveurs du Gard et de l'Hérault et engraissés pour la boucherie.

N'ayant pas à parler des pays de consommation comme la France et l'Angleterre, qui peuvent absorber, deux ou trois fois, ce qu'ils consomment actuellement, nous pouvons conclure de l'examen que nous venons de faire qu'aucun pays d'Europe, sauf la Russie méridionale, qu'aucune contrée voisine, sauf sa colonie africaine, ne peuvent fournir à la France un renfort suffisant pour combler le déficit de sa production et permettre à l'habitant des campagnes de connaître le goût de la viande fraîche autrement que par ouï-dire.

Les pays d'Europe sont tous, sans autre exception que la Tauride, situés dans la zone climatologique où la vie pastorale libre est impossible, où la stabulation s'impose au troupeau pendant de longs mois d'hiver, où, par conséquent, l'élevage est tributaire de l'agriculture et ne peut donner ses produits qu'à un prix de revient à peu près aussi élevé qu'en France.

Dans les pays d'Asie et d'Afrique les plus rapprochés de nous, où le climat permet au pasteur la vie primitive, l'élevage à peu de frais, les soins à donner au troupeau sont inconnus, le mouton n'est pas même comestible, le bœuf ne trouve pas à se nourrir ; ils ne peuvent fournir aucun appoint.

Hors donc les deux cent mille bœufs que l'Europe centrale fournit, à la France, pour y être engraissés, avant d'être consommés, les deux millions de moutons dont la Russie fournit,

à peu près, les deux tiers et l'Algérie un tiers, L'Europe occidentale n'a rien à attendre.

Les difficultés que nous avons constatées arrêtent l'essor de cette industrie, la cherté des transports, par terre, la rend peu lucrative; un mouton, amené de la Russie méridionale, où il coûte rarement plus de 7 francs, après avoir acquitté les droits en Autriche, pour y prendre un certificat de fausse origine, après avoir payé les frais de transport et de conduction, et les droits de 3 francs en France, laisse un assez mince bénéfice à son propriétaire, le jour où il le vend à La Villette.

Lors donc que l'on parle de viandes exotiques, de menaces de concurrence contre l'agriculture européenne, ce sont les pays d'outre-mer que l'on a en vue. Il nous reste à les étudier au double point de vue de leur production et des moyens qu'ils ont d'en faire profiter les pays de l'Europe occidentale.

II

La région climatologique, où nous devons les chercher, est étroite; si elle a quelque étendue dans l'hémisphère nord, elle est relativement peu profonde dans l'hémisphère sud : nous savons aussi que seuls les pays peu peuplés peuvent prétendre à ce rôle de fournisseurs des marchés d'Europe. La densité de la population a pour premiers effets de surélever le prix de la terre, de déterminer l'activité agricole aux dépens de la passivité pastorale, enfin, de hausser sur place le prix des denrées alimentaires, ce qui en paralyse l'exportation. C'est ce qui se produit, déjà, aux États-Unis: la prairie du Far-West et le Texas, chaque jour envahis par la population et la culture, contiennent encore de grands troupeaux, suffisant, à peine, pour la consommation locale.

Dans l'Amérique du Sud, la plaine, disposée pour l'élevage et jouissant sous la latitude d'élection des avantages clima-

tologiques que l'on a indiqués, couvre 4 millions de kilomètres carrés, dont les trois quarts appartiennent à la République Argentine et le reste à celle de l'Uruguay et à la province brésilienne de Rio Grande do Sul. Dans l'Océan austral, les seules contrées qui puissent prendre rang à côté de celles-ci sont la petite colonie anglaise du Cap de Bonne-Espérance, les provinces du sud de l'Australie, Victoria, Queensland, Nouvelle-Galles du Sud, Australie du Sud et occidentale, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande.

Nous avons déjà, en décrivant l'élevage dans cette région, constaté que le marché fait déjà défaut à l'éleveur produisant toujours, sans pouvoir arrêter sa production, qu'il céderait à bas prix, à un prix que, depuis cinq ans, il diminue, à chaque saison, sans trouver acheteur. La viande n'a pas de valeur: le suif et la graisse, que la France prenait encore, il y a cinq ans, au prix de 110 francs les cent kilogrammes, sont tombés à 60; la laine même, après avoir perdu depuis longtemps le prix de deux francs, est à la veille de perdre celui même de un franc le kilogramme; aussi, le gros bétail pampéen, qui, sur les rives de Plata, se vendait encore, en 1880, 40 francs par tête à tout prendre, bœufs, vaches, taureaux et veaux en proportions inégales, et 80 francs les bœufs de boucherie, vaut, en 1887, pour les troupeaux du premier type, 20 francs; les animaux gras restent pour compte aux propriétaires, les plus heureux obtiennent 40 à 50 francs par tête, pour la fleur de leurs troupeaux, pour les métis durham, prêts à être abattus : si l'on note qu'un cuir se vend de 18 à 25 francs, on aura la mesure de la dépréciation d'un bétail qui vaut à peine debout ce que représente sa dépouille à terre.

Il y aurait donc là, dans la pampa sud-américaine, une raison économique qui arrêterait la production; mais c'est, à proprement parler, la seule. L'éleveur ne se décidera pas à abattre ses animaux, comme on le faisait au siècle dernier, tant qu'il aura, devant lui, des terres à bon compte, et elles ne

sont pas rares. Pendant que le berger paye encore pour les pâturages de choix qu'exige le mouton des loyers qui lui enlèvent le plus clair de son revenu, des terrains sont offerts gratuitement aux bouviers par les propriétaires, qui entrevoient au loin une plus-value et s'en préoccupent plus que du revenu annuel.

Si rien n'arrête cette production inutile, qui ne donne que des espérances, mais coûte peu de chose, la multiplication rapide du mouton est, au contraire, favorisée par le produit annuel qu'il donne. La laine a jusqu'ici été suffisante pour encourager et souvent enrichir l'éleveur, sous la seule condition de donner à son troupeau quelques soins, d'améliorer et d'augmenter le produit par des croisements. Elle a permis, depuis 1840, époque où quelques moutons errants dans la pampa étaient abandonnés à eux-mêmes, de constituer des troupeaux dont le chiffre dépasse aujourd'hui quatre-vingt millions de têtes. Les soins donnés à l'amélioration de la race en ont augmenté la valeur intrinsèque, mais sans en élever le prix ; l'on peut dire aujourd'hui que ce bétail n'a guère d'autre valeur que celle de la laine qu'il porte sur le dos, soit 2 ou 3 francs par tête, suivant la saison. On voit donc se produire ce phénomène économique d'un pâturage s'assimilant à un verger, dont les arbres n'ont d'autre valeur que celle des fruits qu'ils donnent, avec cette différence que, pour obtenir un arbre de rapport, il faut, suivant l'espèce et le climat, trois à quinze ans, et que, pour obtenir un producteur de laine, un an suffit entre la fécondation et la première récolte.

On comprend que, dans ces conditions, l'éleveur ait procédé au rebours de son confrère européen et mis tous ses soins à améliorer le seul produit que l'acheteur lui prenne ; mais, ces soins qu'il donne à la laine le forcent à développer la structure, la santé, les conditions de bonne vie du mouton, et c'est ainsi que, malgré lui, il améliore, aussi, la chair dédaignée de

Un couvent à Cordoba. (Voir page 412.)

ce bétail déprécié. Quelle importance, en effet, peuvent avoir, comme consommateurs, trois millions d'habitants, pour exigeants qu'ils soient : si les bouchers des villes n'étaient pas là pour exploiter leur art comme ils le font partout, la viande se donnerait gratis à Buenos-Aires, ville de quatre cent mille âmes, comme elle se donne partout dans la campagne pampéenne. Ce que nous avons dit de l'expansion numérique du gros bétail s'applique aussi à celui-ci ; la Province de Buenos-Aires, qui lui est surtout favorable, lui offre à elle seule trente millions d'hectares, elle pourra porter cent cinquante millions de moutons quand elle sera entièrement occupée ; les autres Provinces de la République Argentine en nourriront facilement cent millions ; dans dix ans, ces chiffres pourraient être atteints.

Il faut, pour établir une bergerie, un capital un peu plus fort et un personnel que n'exigent pas les troupeaux de bœufs ; la cabane et le parc absorbent une dépense de 500 francs ; si l'on y ajoute 2,500 francs d'achat pour mille brebis, et 1.000 francs pour le loyer de 200 hectares, on arrive à une bien petite somme encore. Par voie d'extension progressive, un troupeau nouveau, essaimant d'un plus ancien, et les produits de celui-ci étant employés en frais de premier établissement du nouveau, tous ces petits ruisseaux arrivent à former de grandes rivières, sans qu'il soit besoin de recourir à des capitaux d'emprunt ; ainsi en est-il du personnel : un homme ou même un enfant suffit aux soins d'un troupeau. L'agriculture seule pourrait disputer aux moutons l'espace qu'ils occupent, comme elle le fait en Hongrie et dans la Petite-Russie, mais qu'est-ce que les cinq cent mille hectares qu'elle emploie actuellement, en regard des milliers de lieues que l'élevage a encore à conquérir !

*
* *

Cependant, si l'on entend quelquefois un Européen parler

de viande exotique, c'est comme d'une curiosité qu'il aura vue apparaître sur quelque table de banquet de Société en formation. Il déclarera, par politesse ou conviction, que le goût en était excellent; jamais, depuis, il n'aura eu l'occasion de contrôler cette première impression.

Aussi bien en Angleterre qu'en France, il en va tout de même; dans ce pays, que l'on nous représente quelquefois comme envahi par les viandes exotiques, c'est aussi dans les banquets spéciaux de propagande que la gentry apprécie le goût de cette viande, qui n'apparaît même sur les marchés qu'en proportion négligeable.

Il y a plus d'un demi-siècle que la science et l'industrie unissent leurs efforts pour résoudre ce grand problème du transport des viandes et de l'union des grands producteurs et des grands consommateurs.

A cette date éloignée, il n'y avait pas même lieu de se préoccuper encore d'enlever aux premiers un trop-plein qui n'existait nulle part, que la légende seule avait crée, en particulier à la Plata. On cherchait alors à conserver la viande au moyen d'antiseptiques, dans des bocaux de vinaigre, comme les cornichons, d'alcool comme les fruits, dans le sucre comme les confitures, ou dans des sels aussi inconnus que nuisibles. Tous les efforts furent vains et le sont encore; quelques esprits mal renseignés sur les besoins du commerce s'y attardent et, de temps à autre, font sceller par des personnes *autorisées* des bocaux qu'ils font promener dans le monde entier; après un semestre ou deux, ils cuisinent, pour des invités qui les déclarent exquis, ces beefsteaks retour des Indes; après le dessert et les toasts, le bocal de l'inventeur est classé avec les autres sur les étagères du muséum

Il y a vingt ans cependant, un chimiste célèbre, le baron Liebig, a eu le bonheur inespéré de donner son nom à une composition d'aspect peu agréable, qui, sans le nom de son

auteur, aurait probablement été rejoindre, dans les oubliettes de la science, tous les pots de pommade plus ou moins appétissants qu'elle peut avoir composés. Nous serions mal venus à contester les affirmations des prospectus, qui recommandent ce produit, après vingt ans de succès, nous qui savons par des renseignements exacts que, chaque année, la fabrique d'extrait Liebig abat, dans ses parcs de Fray-Bentos, sur la rive de l'Uruguay, environ quatre cent mille bœufs de choix. Elle est un puissant auxiliaire pour l'éleveur de ces contrées; mais que l'on ne s'imagine pas que la chair de ces animaux passe tout entière, par cuillerées à café, dans le pot-au-feu des ménagères européennes. Ce que la Compagnie exporte, c'est, en réalité, cent mille kilos d'extrait, deux cent mille kilos de langues et de corned-bœuf en boîtes, d'un prix élevé, enfin deux ou trois mille tonnes de suif. Elle ne saurait se séparer des vieilles traditions. C'est le suif qui est, avec le cuir, le principal article d'exportation de cette fabrique, comme de tous les saladeros de la Plata et des fonderies de l'Australie. A Fray-Bentos, on prélève sur l'animal quelques quartiers de viande pour faire l'extrait par évaporation et compression, et l'on obtient un kilo de pâte par trente-quatre kilos de viande; pour le reste, on procède comme dans tous les saladeros, les quartiers sont séchés au soleil et salés pour faire le *tasajo*, article d'exportation beaucoup moins prétentieux que l'extrait; toutes les parties graisseuses et la viande que l'on n'emploie pas sont jetées, pêle-mêle, à la cuve et surchauffées sous l'injection de jets de vapeur puissants; le suif et la graisse ainsi extraits sont embarqués pour l'Europe à destination de la stéarinerie.

Cet établissement est situé sur la rive orientale de l'Uruguay, par conséquent hors des limites de la République Argentine.

C'est, cependant, dans les Provinces Argentines de Corrientes et d'Entrerios qu'il demande sa matière première aux

immenses troupeaux de cette région mésopotamienne, qui, sans les saladeros, encore assez nombreux, répandus sur la rive de ce fleuve, resteraient à peu près sans emploi.

Quelques-uns sont échelonnés le long de la rive argentine ; le plus grand nombre et les plus importants sur la rive orientale.

C'est pour l'exportation des animaux sur pied que Corrientes et Entrerios travaillent. Dans les grandes estancias, on élève le bétail en nombre, mais on ne l'abat pas. Du Brésil et de la république de l'Uruguay viennent à chaque saison des acheteurs, qui vont choisir dans les estancias les animaux et les emmènent par troupes de mille à quinze cents pour un long voyage de cinquante à cent lieues. Les troupes, une fois faites et payées en or monnayé, il faut les mener dans les prairies de la république de l'Uruguay, que l'on nomme terrains d'*invernada* (d'hivernage), choisis entre les meilleurs et offrant au bétail un lieu de repos et des pâturages d'engraissement. Après une station plus ou moins longue, les troupeaux engraissés sont vendus, de novembre à février, aux saladeros de la côte de l'Uruguay ou à ceux du Brésil ; dans ce cas, ils ont encore deux cents lieues à faire à pied. Mais, à première vue, la partie du voyage qui semble offrir le plus de difficultés est celle qui consiste à passer d'une rive à l'autre de l'Uruguay ; le courant rapide, la largeur du fleuve, ses eaux relativement profondes, semblent opposer une barrière impossible à franchir.

Dans certains endroits, sur d'autres points du Parana, à Posadas, à Goya, à Corrientes, d'où l'on exporte pour le Paraguay et le Grand Chaco par exemple, on se sert, pour le passage du bétail, de grands bacs accouplés où tiennent cinquante bœufs ; on les enferme dans un corral en entonnoir terminé par un goulet, qui aboutit à la rive et devant l'ouverture duquel le bac vient se ranger. Dans l'Uruguay, on ne recourt das à ces procédés et l'on passe à la nage.

Sur la rive, une troupe se masse, nombreuse, soulevant une poussière grise; le bétail miroite au soleil en taches blanches, noires et rouges; des hommes à cheval l'enveloppent d'un réseau. La troupe bientôt s'ébranle; elle descend la rive élevée et s'approche du fleuve; un cavalier la précède. Derrière lui, marchent, en troupe serrée, huit bœufs, grands, légers, la tête haute, tous d'un même poil, c'est le *señuelo*, groupe de bêtes, habituées à diriger le troupeau, sergents chevronnés, qui savent à l'avance deviner ce que l'on va demander à leur vieille expérience et se soucient peu du danger par la longue habitude qu'ils en ont. Le cavalier de tête, nu sur son cheval, est à peine entré à l'eau, que, sans hésitation, le *señuelo*, appelé par des hou, hou! le suit; derrière ces huit conducteurs, la troupe, qui ne comprend pas, se bouscule, met le pied à l'eau par imitation, et sent le sol lui manquer; on pourrait croire que cette avalanche va se jeter avec furie sur le *señuelo*, nageant avec lenteur; mais non : l'instinct de la conservation, tout à coup, les assagit, chacun nage pour soi, et ce n'est pas une mince épreuve que cette lutte contre le courant; l'affolement des grandes troupes, qui cause à terre quelquefois des paniques et crée des périls, n'a pas de prise ici. On lutte isolément, sans autre souci que d'arriver à la rive; sur les flancs, les hommes nageant à côté de leurs chevaux, qu'ils tirent par la bride, se tiennent assez loin pour ne pas être exposés; parfois, le courant est plus fort : quelques bœufs, culbutés, demi-asphyxiés, sont roulés au loin; on les abandonne à leur sort, et l'on poursuit jusqu'à la côte l'entreprise périlleuse. Cela dure quelques heures; sauf un peu d'affolement au départ, que l'exemple du *señuelo* a bientôt calmé, on ne perd, dans ces traversées, qu'un nombre de bêtes insignifiant.

C'est à Paysandu que commence la région des pâturages d'hivernage, où sont amenés de la Province de Corrientes les bœufs de trois et quatre ans, pour y attendre, en engraissant, l'heure d'être conduits aux saladaros de la rive.

Le plus important est celui de Fray-Bentos, qui appartient à la Société de l'extrait de viande de Liebig.

Sur la rive élevée, le grand établissement, construit il y a plus de vingt ans, déjà, en 1864, depuis, accru chaque année, domine la rivière. avec laquelle il communique par un môle terminant un petit cap naturel et laissant à droite et à gauche deux baies, où des steamers et des voiliers d'outre-mer attendent leur chargement. Car ce ne sont pas seulement les petits pots de pommade comestible que l'usine prépare pour le pot-au-feu des ménagères européennes, ce sont surtout les cuirs, la viande séchée et les graisses, fournis chaque année par quatre cent mille bœufs abattus, qui alimentent ce grand établissement, la navigation et le commerce dont il est le point d'attache.

Du port, une route carrossable conduit à l'entrée de la fabrique ; on passe d'abord devant le joli cottage du directeur. Sur le perron, tapissé de plantes qui lui font une épaisse véranda, apparaissent d'élégantes Anglaises ; ici on est en pays anglais. On en pourrait douter un instant, en voyant le groupe d'habitations des ouvriers, dont les toits de chaume s'étagent jusqu'à la rivière ; tout cela est bien misérable et rappelle trop ce que nous aurons l'occasion de voir dans le pays de la canne à sucre : on dit que la compagnie a décidé de construire des habitations ouvrières plus en rapport avec les exigences de l'hygiène ; elle fera bien de se hâter.

L'entrée de la fabrique semble être celle d'une citadelle ; c'est, en tout cas, celle d'une grande ville. A droite, le bureau, le salon et la bibliothèque des employés, le laboratoire, où, entouré de ses cornues, le docteur Schœller analyse tous les bouillons qui sortent des immenses marmites que nous verrons plus loin ; un gazomètre en construction fournira le gaz à l'établissement : il nous paraît un anachronisme, l'électricité ayant déjà prouvé sa supériorité pour l'éclairage à peu de

frais des grandes usines, dans ce pays même où elle est seule employée dans les fabriques de sucre de Tucuman.

Procédons par ordre, entrons par les parcs, avec le bétail lui-même, qui fournit la matière première de toutes les préparations.

Nous retrouvons ici l'aspect et les procédés employés dans tous les saladeros. Cet établissement ne se distingue de ses congénères que par ses produits spéciaux ; il n'a pas modifié les vieux usages : pour cela, il aurait fallu refaire les mœurs et les hommes.

Le bétail est amené par des *señuelos* dans des parcs successifs, s'amincissant en goulot de bouteille, et formés de pieux de bois dur, serrés les uns contre les autres, renforcés de barres de fer capables de résister aux poussées les plus vigoureuses.

Nous n essayerons pas de décrire le mouvement, les beuglements des mille bœufs qui viennent d'entrer et s'agitent en tous sens sous la poussière qu'ils soulèvent et qui les enveloppe : aveuglés, souffrant de fatigue et de soif, ils se heurtent contre les parois, se bousculent, se précipitent furieux, reculent effrayés, cherchent une issue et ne se résignent pas au sort qui les attend. Mais, à mesure qu'ils avancent dans le long goulet, des poternes se ferment, et le gros de troupe se trouve séparé de ceux qui vont les premiers passer sous le couteau du *desnuqueador*.

Sept à huit bœufs ont été amenés dans une enceinte fort petite, dont le sol a été rendu glissant ; ils s'y tiennent difficilement debout. D'une passerelle qui court autour, un homme leur jette le lasso, leurs cornes sont prises ; le lasso autrefois était attaché, de l autre bout, à la selle d'un homme à cheval, courait le long d'une poulie et amenait le bœut, se débattant, mais traîné malgré lui, jusqu'à la plate-forme d'un petit wagon au niveau du sol. On a remplacé ici le cheval par un petit appareil giratoire où la corde du lasso s'enroule, se

tend et se détend à volonté : les gauchos, un peu vexés, appellent cela le « cheval anglais ». Le desnuqueador se baisse et d'un coup sûr de son long couteau frappe la bête à la nuque. La résistance a cessé, la bête s'amollit, ses membres s'allongent, le lasso est enlevé, le wagonnet roule ; à un autre, et ainsi jusqu'à mille.

Le bœuf emmené sur son wagonnet est jeté sur la *playa*. C'est une longue esplanade où, sous un toit, le long d'un ruisseau où le sang coule à flots, des hommes debout, le couteau à la main, dépouillent les bêtes que l'on apporte; ce sont les *desolladores*. Chacun la sienne; en cinq minutes le cuir est étendu, détaché des chairs; les têtes, les extrémités, les tripes, sont mises à part. Les cuirs sont emportés, rangés dans des fosses et couverts immédiatement de couches de sel ; ils resteront là vingt jours avant d'être embarqués.

Chaque autre partie de l'animal passe aux mains d'un homme spécial ; les cornes et les langues sont enlevées, les tripes destinées à devenir cordes à violon ; l'un coupe la bête en deux, un autre emporte ces morceaux, pendant qu'un aide n'a d'autre occupation que de laver le sol et d'y faire courir de l'eau.

Tous les déchets sont jetés dans de grandes cuves où la vapeur amenée enlève les graisses et les fond; ainsi liquides, elles seront portées par des canaux dans des réfrigérants et mises en caisses pour l'exportation.

La chair enlevée est mise à l'ombre pour se refroidir : une partie est salée à la mode ancienne, l'autre employée à faire l'extrait.

L'une et l'autre passent d'abord aux mains des découpeurs, *charqueadores*. La première, séparée des os en grandes et épaisses tranches, est composée indistinctement de toutes les catégories de viandes ; elle est ainsi jetée immédiatement dans des fosses où elle baigne dans la saumure, agitée avec

des gaffes pour y dégorger ses impuretés : ce travail fait, on la laisse égoutter et on la porte au saloir.

Sur une épaisseur de gros sel on étale une couche de viande et l'on forme une pile de trois ou quatre mètres de côté. A chaque coin, des hommes, la pelle à la main, répandent avec dextérité sur chaque couche de viande une couche de sel : cette pile s'élèvera à trois ou quatre mètres et contiendra deux mille quintaux de viande ; vingt-quatre heures après, elle sera retournée et reformée à côté, de façon que les couches du bas deviennent celles du haut. Le lendemain, la viande est mise à l'air, la pile reformée ensuite sur une couche de cornes, où elle finira de s'égoutter; chaque semaine elle est remuée et mise au soleil ; après quarante jours, elle peut être livrée au commerce, elle est expédiée à la Havane et au Brésil.

Dans les *saladeros*, c'est là tout le travail, mais l'établissement où nous sommes se distingue par d'autres élaborations : la mise en boîtes des langues et la fabrication de l'extrait Liebig.

Pour celui-ci, la viande coupée par les *charqueadores* est conduite par des wagons jusqu'à des hachoirs mécaniques, de là dans de grandes marmites où la vapeur en extrait tous les sucs. Ce liquide passe dans des vaporisateurs qui en retirent l'eau, ensuite, dans des appareils de distillation qui séparent toutes les matières mal dissoutes ; surchauffé, filtré, il tombe clarifié dans une nouvelle marmite, se rend à un condensateur, où un appareil giratoire le refroidit en le conservant liquide, et dans un autre, où il se refroidit complètement et se réduit en pâte. Chaque bœuf ainsi traité a produit huit livres d'extrait.

Le résidu de la viande, qui a servi à cette préparation et à celle des graisses, est conduit au moulin et réduit en farine ; exporté en Angleterre, il est employé à l'engrais.

L'usine Liebig exporte, par an, près de quinze millions de produits.

Le traitement barbare du bétail que l'on y voit pratiqué est encore le seul qui soit généralement pratiqué dans les régions, où on élève, en liberté, dans les grandes prairies naturelles. Cette exploitation donnait, encore, à l'éleveur un bénéfice suffisant, pour qu'il pût s'enrichir vite, alors que ces produits n'avaient pas encore subi la baisse récente que nous avons signalée. Toutes les parties de l'animal y sont utilisées : cuir, suif, cornes, cornillons, sabots, crin, extrémités et déchets, destinés aux fabriques de colle, sang pour le guano, intestins que les charcutiers d'Estramadure transforment en boyaux de porc et les luthiers en cordes à violons, enfin la viande salée ; un bœuf produit ainsi environ 100 francs et un mouton 12 : les éleveurs exotiques voudraient pouvoir toujours compter sur ces prix, pour eux rémunérateurs.

Malheureusement le produit qui seul peut soutenir cette valeur, la viande salée, le *tasajo*, voit chaque jour se resserrer les marchés qu'elle avait créés et alimentés depuis un siècle; l'industrie du sucre, à La Havane, n'enrichit plus le planteur; le prix du café ruine le propriétaire brésilien, l'un et l'autre en sont réduits à nourrir de haricots rouges et de maïs leurs nègres, dont le travail n'est plus rémunérateur; l'éleveur ne peut plus écouler ses produits. Quelques chercheurs à l'esprit ingénieux essaient d'introduire en Espagne, depuis deux ans, en France, depuis quelques mois, ce produit tout à fait exotique, le *tasajo*, que les nègres ne leur prennent plus. C'est une tentative qui ne peut rien produire. Peut-être, quelques Brésiliens, de passage en Europe, en achèteront-ils quelques kilos pour se souvenir un instant de leur plat nationat, la *feijoada*, mais cela ne constitue pas un marché. Aussi le nombre des saladeros est-il aujourd'hui très réduit: il n'en reste plus que trois dans la Province de Buenos-Aires, qui en possédait autrefois une vingtaine. Ils ne reprendront une vie nouvelle que le jour où l'on aura trouvé le moyen pratique d'unir ensemble l'exploitation du cuir à celle de la

viande par le procédé frigorifique ; jusque là cette viande noirâtre qui, après avoir été séchée, salée, étendue à plusieurs reprises au soleil, et expédiée en vrac, affectant l'aspect de longues lanières, ne réalisera pas l'idéal du consommateur européen, qui veut qu'on lui présente un bœuf ou un mouton, après trente jours de traversée, aussi blanc, aussi rose, aussi frais que celui qui sort de l'abattoir municipal.

III

Cela est-il possible? Cela est-il réalisé? Il y a quinze ans, on considérait comme le maximum des *desiderata*, parvenir à importer dans les pays de consommation des viandes cuites et mises en boîtes par le procédé Appert; on faisait aussi, sans succès, quelques tentatives d'exportation d'animaux vivants. Les efforts des Australiens, pour imposer les viandes cuites, n'eurent que peu de succès, malgré l'encouragement, coûteux pour nous, que leur donna le siège de Paris. Seule la marine recourt, en temps de paix, à cette alimentation d'assiégés, ce qui suffit à entretenir les illusions et à assurer la ruine des quelques fabricants persévérants. Dans le commerce, on ne rencontre guère que quelques boîtes de conserves, venant de l'Uruguay, de Chicago ou d'Australie, trop chères pour être considérées autrement que comme aliment de luxe.

L'importation des animaux vivants n'a pas été beaucoup plus heureuse. Elle a été essayée par tous les pays d'élevage exotique, même par les Australiens et les Platéens, à qui la distance à parcourir, des voyages de vingt-cinq à trente jours de traversée, des climats alternativement torrides et froids, ne parurent pas des obstacles insurmontables. Les moutons ne résistèrent pas mieux que le gros bétail, et le résultat fut aussi triste que celui des entreprises dont les chevaux fournissaient la matière. Les frais de transport, la nourriture à

bord, les risques qu'aucune compagnie d'assurances ne consentait à couvrir, rendaient ces tentatives trop hasardeuses, pour qu'elles pussent jamais prendre rang parmi les opérations commerciales régulières. Les éleveurs avaient beau offrir pour rien les premiers chargements de bêtes de choix, leur prix, au lieu d'origine, était trop peu de chose, en comparaison des frais et des risques, pour que cet avantage rendît ces affaires possibles.

On a constaté que des envois de moutons, ainsi faits, de la Plata, revenant à 40 francs par tête rendus au Havre, ne trouvaient pas acheteur à La Villette au-dessus de 8 francs, prix de coalition qu'il était trop facile aux bouchers, qui y font la loi, d'imposer à leur guise. Les États-Unis et le Canada, beaucoup plus rapprochés, ont, eux-mêmes, renoncé à ces entreprises : en 1882, pour la dernière fois, ils ont importé deux cent onze têtes de bétail en Angleterre, c'est peu pour la consommation. Les seuls animaux sur pied qui pénètrent en France viennent d'Algérie, de la Russie méridionale et d'Italie ; nous avons dit que le chiffre des importations de moutons atteignait deux millions et demi ; quant au gros bétail, il entre en nombre restreint : la France reçoit deux cent quinze mille têtes, dont cent cinquante mille pris pour l'engraissement et le reste pour la production du lait. L'Angleterre et la France ne reçoivent plus d'animaux sur pied.

Il ne saurait plus être question, à notre époque, de ces systèmes démodés, appelés à disparaître devant le seul système qui ait donné des résultats pratiques et qui porte en germe l'avenir de l'approvisionnement de l'Europe par les pays exotiques. C'est à la France qu'appartient l'honneur d'en avoir trouvé la solution industrielle, c'est à l'Angleterre que revient celui, moins brillant, mais plus lucratif, d'en avoir trouvé l'application commerciale.

Le premier essai, le plus connu, celui du *Frigorifique*,

remonte à 1876. Il fut fait avec beaucoup de solennité. Les inventeurs avaient bien indiqué l'idée, le résultat leur prouva que la mettre en œuvre n'était pas chose si simple. Ils virent se produire, sur les rives de la Plata, ce fait imprévu pour eux, prédit par d'autres, d'une demande de dix mille moutons ne pouvant être satisfaite, par un pays qui en contenait, alors, déjà plus de soixante millions. De plus, l'erreur commise de croire que l'on ne pouvait congeler et conserver la viande, qu'à la condition de suspendre chaque bête, isolément, comme à l'étal d'un boucher, pour faire pénétrer partout, autour, l'air froid, rendait le transport assez coûteux pour que l'opération fût ruineuse; elle le fût.

A la même époque, les Canadiens, qui possèdent en quantités considérables, trop peut-être, la matière première de la conservation par le froid et n'ont pas à recourir à des moyens artificiels, essayaient de transporter le bétail abattu dans les cales où on le noyait dans la glace. Le système réussit assez pour démontrer que la viande n'a rien à perdre à voyager en vrac, entassée dans des cales, comme de simples sacs de grains, pourvu que la température soit maintenue à zéro.

C'est ce qui éclaira MM. Jullien-Carré, industriels français, et les décida à tenter une expérience. Ils firent construire un navire, le *Paraguay*, qu'ils dirigèrent vers la Plata. Ce malheureux navire, dont le voyage intéressait à un si haut point producteurs et consommateurs des deux mondes, eut de nombreuses infortunes de mer. Il coula une première fois, fut reconstruit, réexpédié, retardé un an par des avaries, enfin, rapporta une cargaison de quinze mille moutons, réunie à grand'peine, revenant à un prix élevé, mais faisant la démonstration qu'attendaient les éleveurs et les inventeurs.

Il était, de ce jour, hors de doute que la viande fraîche supporte admirablement le transport, en grenier, accumulée dans des cales refroidies. Restait à traiter commercialement ce

produit nouveau. Or, un produit n'est commercial qu'à la condition de pouvoir être acheté et présenté sur un marché, suivant les besoins, sans que l'acheteur ou le détenteur ait à subir la loi de la contre-partie. Il fallait donc pouvoir traiter cette matière corruptible comme on le fait de toute autre de facile conservation; pour cela, organiser, dans les pays de production, des magasins glacés, où la déposer à mesure des abatages, ce qui permet de s'approvisionner, à loisir, d'animaux répondant aux exigences de la demande, d'éviter les irrégularités d'un marché producteur à élevage libre, et de préparer, pour le jour où les navires, destinés à les recevoir sans retard, se présenteront, des chargements suffisants. Cette première partie de l'opération une fois réalisée, il fallait encore disposer des magasins semblables, au lieu d'arrivée, pour ne pas être exposé aux caprices des marchés consommateurs. Il semble que ce plan, assez simple à combiner, était trop complexe pour des intelligences commerciales françaises; il ne l'était pas pour des Anglais. Les éleveurs australiens furent les premiers à le mettre en pratique, ils trouvèrent aide et capitaux en Angleterre.

L'invention Jullien-Carré servit de point de départ. Au lieu de recourir aux produits chimiques, qui sont quelquefois difficiles à se procurer dans les pays d'outre-mer, on obtint le froid tout simplement par la compression de l'air; divers systèmes, celui de Haslam et celui de Bell-Coleman, celui de Hall, à peu près semblables, furent mis en pratique. On construisit d'abord des vapeurs spéciaux, uniquement destinés à ce commerce; bientôt on comprit qu'il était de beaucoup préférable d'aménager, sur les transports ordinaires, des machines prêtes à produire le froid, en cas de besoin, dans des cales pouvant recevoir, à défaut de cette marchandise spéciale, d'autres de toute nature. On construisit, dans les ports d'embarquement, en Australie, depuis cinq ans, et depuis trois ans à la Plata, des hangars munis d'appareils à produire le froid, destinés

à recevoir des milliers de moutons, au fur et à mesure des offres des producteurs et des abatages. Jusqu'ici, bien des voyages ont été faits, l'heure des tâtonnements est passée, la preuve est complète au point de vue industriel. Le problème, cependant, n'est pas encore commercialement résolu.

Depuis 1882, déjà, les expériences sont faites, les systèmes appliqués, on sait où l'on va et ce que l'on fait ; nous pouvons donc nous rendre compte de ce que peut être et devenir l'importation des viandes exotiques, aidée par ce puissant moyen d'action.

Il faut reconnaître que cette invention laisse loin derrière elle tout ce qui, jusqu'ici, a été entrepris pour faire profiter les pays d'Europe du trop-plein de la production des pâturages américains.

Le jour où ce procédé a trouvé sa première application commerciale, l'inquiétude s'est répandue parmi les éleveurs européens; ils se sont crus, du jour au lendemain, mis en péril par ce torrent de viandes, qu'ils voyaient, déjà, envahir leurs marchés, et s'alimenter aux sources inépuisables des pâturages exotiques. La baisse qui se produisait, à la même heure, sur le prix de la viande, augmentait leurs appréhensions.

Cependant ces craintes sont chimériques; pour s'en rendre compte, il suffit de pénétrer dans le détail d'une entreprise de congélation et d'exportation de viandes congelées.

Les deux pays de production, où cette industrie ait été chercher son aliment, sont l'Australasie et la Plata. Dans ces contrées, les produits qui servent de base aux calculs de l'éleveur sont le cuir et la graisse du gros bétail, la laine du petit; la viande y est un élément négligeable.

Ces choses sont si connues que l'on se laisse aller à les exagérer. Pendant que l'éleveur d'Europe gémit et demande protection, il ne se doute pas que son concurrent exotique se plaint également, et, de même, réclame protection. Celui

des État-Unis a obtenu, dès longtemps, de son gouvernement la fermeture de ses ports aux laines de la Plata et d'Australasie; les éleveurs de ces pays demandent au leur que l'on subventionne les entreprises d'exportation de viande, parce que ces entreprises rencontrent de telles difficultés d'exécution qu'elles se développent avec une extrême lenteur; leurs actionnaires se plaignent de ne recevoir pas de dividende et de voir le capital, absorbé par des pertes successives et des installations coûteuses; l'éleveur, de son côté, se plaint de ne pas trouver l'écoulement de ses produits, qu'il avait rêvé considérable, par cette voie.

C'est que ce sont là, en effet, des entreprises des plus compliquées; nous allons essayer de le faire comprendre. Voyons d'abord les résultats acquis. Bien que ce soit la Plata qui ait fourni à la ville de Paris le premier échantillon de cette importation redoutée, l'Australie tient la tête : l'élevage du mouton y est plus perfectionné qu'à la Plata, par des croisements plus anciens d'animaux de choix, et par un soin plus grand à former les troupeaux producteurs de viande, en même temps que de laine; c'est chez elle que les capitaux anglais ont fait les premiers essais, et, pour y puiser les premiers chargements, ont dépensé de grosses sommes à aménager des vapeurs spéciaux.

Aussi, depuis six ans environ, le consommateur de Londres, de Liverpool, de Glascow, connaît-il les viandes exotiques congelées et les recherche. L'importation, en Angleterre, s'est élevée à cent cinquante mille moutons par mois, de provenance australienne, auxquels il faut ajouter cinquante mille moutons de provenance platéenne; soit pour toute l'Angleterre, deux millions et demi de moutons, environ cinquante mille tonnes de viande par an. Ce chiffre paraîtra gros, seulement à ceux qui ignorent que le déficit de la production de la viande en Angleterre, relativement à sa consommation actuelle,



Une rue à Cordoba. (Voir page 410.)

est de cinq cent mille tonnes, soit dix fois ce qu'elle peut recevoir aujourd'hui, avec les moyens de transport créés par ces capitaux. Il faudrait, pour combler le déficit, doter de machines à congélation cent navires au lieu de dix actuellement existants. Le déficit de la France, où il y a six mois pas une livre de viande exotique n'avait encore pénétré, n'est que de cent cinquante mille tonnes, étant données les conditions actuelles d'une consommation très modérée, qui accuse soixante-douze kilogrammes de consommation par tête et par an à Paris, et seulement trente kilogrammes par tête et par an hors Paris, ce qui revient à dire, qu'en France, trente millions d'habitants mangent de la viande par exception, et plusieurs millions n'en mangent jamais !

Au point de vue économique, on peut donc dire que, tant que ce déficit subsistera, l'importation exotique ne constituera pas une concurrence, puisque le marché local, ne pouvant être satisfait par la production locale, l'importateur ne fait que chercher à satisfaire des besoins que le producteur ne peut combler ; mais cet importateur pourra-t-il combler le déficit ? Là est la question que nous pouvons étudier, en examinant les moyens d'action dont il dispose et ceux sur lesquels il peut compter, et retenant ce fait, que l'on doit considérer, après les expériences de quatre années et les résultats acquis, cette industrie comme fondée. Voyons-en maintenant la mise en pratique dans le présent et dans l'avenir.



Si l'on examine l'entreprise de l'importation des viandes exotiques congelées à son point de départ, là où elle se procure ses produits, et au point d'arrivée, là où ils se consomment, on est porté à croire que l'écart entre les prix est tel que les bénéfices à réaliser sont considérables et que c'est pour les capitaux une affaire des plus sûres.

En effet, à l'étal du boucher de Paris ou des grandes villes, la viande de mouton — pour ne parler que de celle qui, jusqu'ici, a été seule importée — ne vaut pas moins de 2 à 3 francs, le kilo, suivant le morceau : or, au point de départ, dans la campagne de Buenos-Aires ou de Victoria, la viande d'un mouton n'a aucune valeur, sur le marché même de ces villes un mouton tout entier, dépouillé de sa peau, ne trouve pas acheteur à plus de 2 fr. En prenant comme poids moyen celui de 20 kilos, on se laisse donc aller à supposer que l'écart entre le prix d'un mouton en Australie ou à la Plata et celui du même animal, en Europe, est dans la proportion de 1 à 20.

Ainsi posé, le problème serait vite résolu et nous pourrions vraiment attendre d'outre-mer un flot de viande, à des prix jusqu'ici inconnus ; mais, en pénétrant dans l'examen de l'entreprise, il va falloir augmenter considérablement le prix d'achat et diminuer beaucoup le prix de vente.

La viande de boucher, dans les pays de grand élevage, reste sans valeur, à deux conditions, c'est que la demande en restera modérée, en relation avec l'offre, et que le consommateur se contentera de ce que l'éleveur lui offrira, c'est-à-dire des animaux élevés sans frais. Le jour où la demande pour l'exportation prend une certaine activité, comme elle veut des animaux de choix, en certain nombre et à toutes les saisons, l'éleveur, qui se préoccupe de ces exigences nouvelles, ne peut les satisfaire qu'en modifiant les conditions de son élevage, en créant des prés artificiels, et préparant des animaux gras, aux époques mêmes où le pâturage est maigre. Le prix de vente s'élève en proportion, ce qui valait peu de chose n'est déjà plus une quantité négligeable.

Sur le marché de consommation, ce n'est pas non plus du prix à l'étal du boucher des villes que l'importateur doit se préoccuper, il lui faut chercher quel est le prix de vente que trouve l'éleveur local pour ses produits. Or, cela surpren-

dra sans doute nos lecteurs, mais pendant qu'ils payent la viande qu'ils consomment au prix de 2 et 3 francs, le kilo, l'éleveur français, en ce moment, la vend sur pied 50 à 60 centimes, ce qui équivaut à 1 franc le kilo pour la viande abattue.

L'écart disparaît donc, ou du moins se trouve singulièrement diminué; par contre, les difficultés sont nombreuses entre le point de départ et celui d'arrivée.

Dans les pays d'élevage libre, où les statistiques signalent l'existence de cent millions de moutons, mais où l'éleveur ne se préoccupe que du nombre et de la production de laine, il est souvent difficile de trouver, à heure dite, deux mille ou dix mille moutons à abattre; l'année dernière, par exemple, en août, en hiver, à la Plata, nous avons assisté à ce spectacle d'un navire, attendant son chargement de viandes abattues, pendant que l'affréteur en était réduit à l'aller acheter à mille deux cents kilomètres de son usine, et à l'y transporter, par voie ferrée, en payant pour cela trois francs par tête.

On ne saurait obvier à cet inconvénient pendant certaines saisons ; cependant certaines précautions sont prises, sans lesquelles toute entreprise de ce genre serait téméraire. La première est de la mettre à l'abri des caprices du marché producteur et de ceux du marché consommateur.

Il faut, pour cela, qu'elle soit outillée, de façon à pouvoir traiter son produit, comme le fait le commerce de tous les siens, sans avoir à se préoccuper de sa nature et de sa putrescibilité : il faut qu'il puisse être emmagasiné, partout, défendu, partout, contre ses germes de destruction; sinon l'expéditeur sera à la merci d'une production mal ordonnée et d'une consommation irrégulière, qui, l'une et l'autre, lui feront la loi.

*
* *

Pour supprimer ces dangers, les entreprises d'exportation de viandes congelées ont dû établir, sur la rive où elles vont

les vendre, des magasins spéciaux à congélation, et partout où elles veulent établir un étal de vente, il leur faut recourir à la même installation.

On peut calculer la dépense sur cette base, qu'un magasin à congélation, pouvant contenir quinze mille carcasses de moutons, revient à 100,000 francs ; il en faut un, au point de départ, un, à bord du navire transporteur, un, au port d'attache et un, dans chaque ville de consommation.

Cette installation est fort coûteuse ; peu de capitalistes sont disposés à s'y risquer ; quant aux Compagnies de navigation, elles ont, jusqu'ici, opéré avec une telle prudence que la seule Compagnie française, qui ait fait à bord de deux de ses navires une installation, est la Compagnie des Chargeurs réunis ; avec ses deux navires elle ne peut amener par an que six chargements de dix mille moutons chacun, soit six cent mille moutons ou un million deux cent mille kilos de viande.

Elle ne s'est décidée à faire ces frais, qu'avec l'assurance d'un contrat d'affrétement, pour cinq ans, signé par une Société créée à Buenos-Aires, qui, ayant déjà dépensé 6 millions de francs pour ses installations à Buenos-Aires, à Liverpool, à Londres et à Glasgow, offre toutes les garanties de succès, le jour où elle vient faire une tentative sur le marché français.

Cette Société mérite que nous disions un mot de ce qu'elle est, de ce qu'elle tente, cela pour plusieurs raisons. D'abord elle est la première qui fasse cette tentative de donner de la viande à bon marché à Paris ; puis, et c'est cela qui est important, c'est une entreprise française, née à l'étranger.

Les hommes, qui l'ont créée avec leurs capitaux propres, sont des Français, établis à l'étranger, ce sont leurs fils nés à l'étranger, mais restés Français par leur éducation et leurs tendances, qui en ont pris la direction. Bien que l'on sache, en France, que la colonie française de la Plata est fort nombreuse, on ignore peut-être qu'elle possède des capitalistes assez puis-

sants pour pouvoir, avec leurs ressources personnelles, mener à bien une entreprise du genre de celle qui, née à Buenos-Aires, a inscrit son nom : « G. Sansinena et Cº » sur une maison de la rue Turbigo : le nom n'a pas une désinence française, parce qu'il est sorti du pays basque, mais il est du pays basque français.

Cette Société, puissamment organisée, alimente déjà quatre-vingts boucheries, en Angleterre, de ses produits, abattus à Buenos-Aires, débarqués et emmagasinés à Liverpool, de là transportés en wagons spéciaux jusqu'à l'étal du boucher.

En France, elle possède au Havre un magasin à congélation, plusieurs wagons spéciaux pour le transport à Paris, où le seul étal qu'elle ait encore installé est aussi muni d'une cave à congélation servie par une machine Hall.

L'installation est prête ; mais on ne pourra jusqu'à nouveaux aménagements recevoir et vendre plus de soixante mille moutons, chiffre maximum que permette d'atteindre le service créé par les Chargeurs réunis.

Le prix de vente fixé est celui de 1 fr. 20 c. le kilogr. par animal entier. Il faut en déduire, immédiatement, 0 fr. 25 c. par kilogr. pour transport de mer, et 0 fr. 22 c. par kilogr. pour droits d'entrée et droits d'octroi, soit 0 fr. 47 c.; il reste 0 fr. 73 c. par kilogr. pour couvrir le prix d'achat, les frais de préparation, de transport par terre, de vente, l'amortissement des capitaux et les bénéfices de l'entreprise.

Il ne nous apparaît pas, au premier abord, que ce soient là des conditions tellement favorables, qu'elles puissent causer chez l'éleveur français le trouble, que dénoncent les lois de protection et de prohibition qu'il a réclamées.

Il ne nous semble pas, non plus, que ce résultat promette au consommateur de grands avantages.

Il faudrait, pour que celui-ci en recueillît quelques-uns, que l'opération pût être pratiquée sur une assez grande échelle pour que le commerce de la boucherie, qui est le véritable

ennemi, à la fois de l'éleveur et du consommateur, puisse être tenu en échec. C'est, en effet, lui, qui est le grand coupable ; il comprend une série d'intermédiaires, qui prélèvent ensemble 20 0/0 de bénéfice, entre l'éleveur et le détaillant, qui prélève à son tour, au moins, 30 0/0, pour l'exercice de son art, sans compter les frais généraux de loyer et autres dont il frappe son produit, avant de le livrer à sa clientèle.

L'importateur des viandes exotiques réalise un grand progrès, surtout en supprimant ces intermédiaires qui ne lui sont d'aucune aide. En rapprochant le producteur exotique du consommateur européen, il pourra livrer son produit à assez bon compte pour que la consommation en augmente rapidement. Le jour, où, sans nuire en rien à l'éleveur, qui est véritablement intéressant, en diminuant les prix de vente de tout le bénéfice surperflu des intermédiaires, il aura livré, en quantité suffisante, de la viande, à bon marché, celle-ci devenant accessible à un plus grand nombre, l'éleveur français sera sauvé, par l'innovation même qu'il redoute et qu'il combat; il trouvera un marché agrandi, par le bas prix, d'abord, par l'habitude, ensuite ; des besoins nouveaux à satisfaire.

*
* *

Pour le moment, l éleveur exotique n'est pas à redouter comme concurrent. Nous avons dit ce qu'il donne à l'Angleterre, il lui faudrait un effort très considérable, et qu'il n'est pas en mesure de réaliser, pour fournir, en même temps, à la France le même contingent ; il ne donnera à la consommation qu'un appoint, malheureusement insuffisant, même pour combattre le seul ennemi de l'éleveur que nous avons dénoncé, l'intermédiaire.

Nous laissons de côté la question de la qualité des viandes exotiques congelées ; elle n'est pas en cause. L'animal abattu, saigné et dépouillé comme à Paris, est mis aussitôt dans des

salles froides, puis dans d'autres, où il trouve une température de 16 degrés au-dessous de zéro; après quelques heures, il est congelé entièrement et amené à un état de rigidité tel qu'il serait difficile de l'entamer avec une hache; il est alors enveloppé dans un sac de mousseline et arrimé, en tas, dans un dépôt où la température ne dépasse pas 2 degrés au-dessous de zéro : c'est celle que l'on conserve à bord, et jusqu'à la mise en vente. Lorsque le moment de cette dernière partie de l'opération est venu, il suffit de remettre la viande à l'air; en douze ou quinze heures en été, en vingt-quatre ou trente en hiver, elle reprend son état naturel et il est impossible de la distinguer à l'aspect extérieur, à la cuisson, ou au goût de celle fraîchement abattue.

A ce point de vue, l'éleveur exotique est donc placé en concurrence et sur le même rang que l'éleveur local; il n'a en réalité, pour le moment, sur lui, qu'un avantage, c'est de savoir se passer de l'intermédiaire coûteux qui le ruine à son profit. Cet avantage, l'éleveur local peut le conquérir par l'union; il en tirera un profit plus sûr que celui qu'il demande en vain à une protection chimérique, qui, depuis qu elle existe, coïncide avec une baisse continue de tous les produits protégés, baisse, dont le consommateur n'a jamais profité.

Nous voyons, nous, autre chose dans l'organisation des boucheries de viande exotique, et ce quelque chose c'est ce qui protègera, mieux que toutes les prohibitions, notre agriculture, c'est l'accroisement de consommation des produits de première nécessité, tenus, jusqu'ici, par l'exploitation des intermédiaires, hors de l'atteinte de la masse des habitants.

Aussi, ce que nous trouvons à la fin de cette étude, c'est cette conclusion : que les éleveurs de France et d'Angleterre peuvent encore, pendant de longues années, appliquer leurs soins, leurs capitaux et leur intelligence à développer leur art, si intéressant et si prospère, qui, pour celui qui en examine les progrès, apparaît comme une des manifestations

les plus hautes du génie de l'homme, parvenu par sa propre science, à greffer des variétés d'animaux sur des espèces élaborées par la longue sélection, à travers les révolutions du globe et les âges de la terre, à les transformer, à leur faire produire, à sa guise, ce qui lui est nécessaire, au gré de ses besoins.

Les éleveurs exotiques ont, cependant, eux aussi, un champ vaste à exploiter : leur rôle leur est tracé par les agriculteurs des mêmes contrées, qui n'ont pas craint de produire trop, de jeter sur tous les marchés du monde, trop de céréales, trop de sucre, trop de produits de toutes sortes, qui ont, par leur témérité, enrichi les entrepreneurs de transports, les intermédiaires, les financiers et, ce qui vaut mieux, eux-mêmes.

Les seuls qui ne nous semblent pas devoir trouver ici d'espérance consolante, ce sont les plus nombreux, les consommateurs européens.

Pour eux, le blé a beau être trop abondant, ils n'en mangent à leur faim qu'à la condition de le payer le même prix que lorsqu'il l'était moins. Il en sera de même, toujours, de la viande ; son prix s'est toujours élevé, il s'élèvera encore ; il faudra construire encore et aménager des flottes de steamers pour apporter, à travers l'Atlantique, des chargements de viande qui seront toujours, quoi qu'on fasse, insuffisants à combler, à atténuer même le déficit de France et d'Angleterre.

Le jour, où, par impossible, on sera parvenu, à force d'efforts, de temps et de capitaux, à satisfaire les demandes de ces deux pays, le déficit se sera de nouveau ouvert sous l'impulsion de consommateurs plus exigeants, il faudra mettre en œuvre d'autres moyens pour le combler : or, la viande n'est pas compressible ; il lui faut son espace, il faut en diviser les masses de façon que les machines employées puissent la garantir pendant de longues traversées. Il est donc facile de conclure que, pour être résolu en théorie, et admirablement résolu, le problème de l'alimentation de l'Europe, par les pays exotiques, n'en demeure pas moins fort compliqué et

plus plein de promesses pour nos arrière-neveux que pour nous-mêmes.

Quelques chiffres donneront la mesure de la lenteur du progrès réalisé :

Depuis que l'importation des viandes congelées de la Plata se fait en France, c'est-à-dire depuis 1887, le chiffre des importations au Havre n'a pas dépassé 15,000 par mois. Voici le tableau des importations faites en Angleterre :

Années.	Animaux entrés dans le port de Londres.	Animaux entrés dans le port de Liverpool.	Total des animaux importés.
1883	17.165	—	17.165
1884	108.823	—	108.823
1885	190.571	—	190.571
1886	331.245	103.454	434.699
1887	242.903	398.963	641.866
1888	195.460	676.000	873.460

Ces chiffres comprennent toute l'importation; tant de la Plata que de la Nouvelle-Zélande et ne comportent ni un encouragement aux éleveurs exotiques ni un danger pour les éleveurs européens.

Quant aux initiateurs de cette importation, tout n'a pas été profit pour eux et ils eussent abandonné la partie s'ils n'étaient arrivés à diminuer leurs prix de revient ; en 1883, ils payaient près de 40 centimes par livre pour la congélation et le transport qui ne leur coûtent plus aujourd'hui que 25 centimes ; par contre, le prix de la viande congelée s'est abaissé en Angleterre ; de 60 centimes la livre, en 1883, elle est tombée à 35 centimes, à ce prix même l'écoulement n'est pas assez régulier pour qu'il ne se soit pas constitué un stock permanent d'environ 150,000 moutons. Le poids de ceux-ci est, pour ceux de la Nouvelle-Zélande, de 50 livres et, pour ceux de la Plata, de 45, ces derniers sont en amélioration continue.

Ce n'est pas cette importation de 22 millions de kilos de viande exotique qui peut inquiéter l'Europe ni enrichir les éleveurs exotiques.

CHAPITRE IV

L'ÉLEVAGE DU CHEVAL PAMPA

Insuccès de l'exportation en 1875. — Influence des clôtures sur le nombre des chevaux. — Le cheval sauvage. — Le cheval en liberté. — Le lasso. — Origines du cheval pampa. — Le cheval barbe. — Le cheval arabe. — Le cheval andalou. — Production du cheval à bon marché dans la pampa. — La *manada;* l'étalon. — La *tropilla;* la jument. — Le gaucho; soins qu'il donne aux chevaux. — Le cheval de courses, le *parejero.* — Le dompteur. Inutilité des chevaux en grand nombre. — Soins nécessaires. — Cheval de trait léger. — Attelages de luxe. — Écuries de reproduction. — Les courses à Buenos-Aires. — Les charrettes pampéennes. — Le cheval et l'exportation.

L'élevage des chevaux en liberté dans la pampa semble depuis peu promettre des profits plus considérables que celui des bœufs.

Il y a dix ans, déjà, que l'on s'est occupé, en Europe, du cheval pampéen. La France a fait des essais d'importation, qui n'ont donné que des résultats décourageants, mais pour des causes indépendantes de la qualité du cheval de cette origine et de l'usage que l'on en pouvait tenter.

On y a donc renoncé ; la question reste entière. Ce compagnon inséparable du gaucho, sans lequel, il y a quelques années, il n'y avait pas d'élevage possible dans la pampa, dont les éleveurs entretenaient des troupes nombreuses, et en faisaient dompter, à raison de huit chevaux, en moyenne, par homme employé dans les établissements d'élevage, était aussi nombreux qu'il était négligé, bien qu'il fût absolument indispensable à l'éleveur ; à mesure que son emploi diminue d'importance les soins qu'on lui donne deviennent plus attentifs.

Ce qui supprime ou tout au moins diminue considérablement son emploi, ce sont les clôtures et aussi le développement des chemins de fer. Pendant que l'on voyage, de moins en moins, à cheval, que l'usage du cheval de selle au-

trefois général dans les villes, s'y perd complètement, les clôtures suppriment la garde du grand bétail, qui employait autrefois des chevaux, en grand nombre, et forçait les éleveurs à en être toujours largement approvisionnés.

Par contre l'usage du cheval de trait est chaque jour plus répandu, il se substitue au bœuf pour les transports et les labours, l'extension des chemins de fer et le développement de l'agriculture augmentent le nombre des transports et exigent une rapidité qu'ils n'avaient pas : de là l'augmentation de valeur des chevaux de trait léger et l'encouragement à un élevage jusqu'ici dédaigné.

I

Dans le dernier voyage que j'ai fait dans la pampa, en 1888, il m'a été donné de constater cette transformation.

Chez certains propriétaires de la zone des terres vierges, l'ancien troupeau de chevaux libres est, il est vrai, en nombre plus considérable et plus négligé que jamais : mais ces troupes de plusieurs milliers de bêtes, gardées par quelques hommes qui n'ont d'autre occupation que de les faire galoper dans des propriétés de plusieurs milliers d'hectares, servent uniquement à donner au sol vierge un commencement de consistance, avant l'arrivée des troupeaux de bœufs.

C'est là le seul travail que l'on demande à la plus noble conquête que l'homme ait jamais faite. Une fois cette tâche accomplie, après un an ou deux, ces troupeaux sont menés dans d'autres prairies, plus éloignées vers l'ouest.

Par contre, dans nombre de propriétés closes, je n'ai plus trouvé ou presque plus de chevaux, une insuffisance même exagérée de montures, divorce absolu avec les anciens usages ; peu à peu on en arrive à supprimer les troupes de chevaux et de juments, les tropillas et les manadas, que l'on trouvait partout, il y a peu d'années encore.

Dans les champs clos, un cheval suffit à la besogne que dix autrefois remplissaient avec peine : là où l'on avait vingt chevaux, entre lesquels choisir, sans être toujours sûr d'en trouver un bon, on s'est habitué à en entretenir un petit nombre, à les nourrir de maïs et de luzerne, à ne les laisser souffrir ni le coup de soleil des journées d'été, ni les gelées des nuits d'hiver, à les abriter et à les conserver en état de rendre, toujours, les services que l'on attend d'eux.

C'est tout une révolution, tout à fait imprévue. Elle n'est pas générale encore, mais elle sera rapide, si l'on en juge par la passion qu'excite dans les classes fortunées de la société l'élevage du cheval de luxe, de course ou de voiture.

Nous sommes loin de la légende du cheval sauvage, et l'on payerait, sans doute, fort cher un échantillon de ce genre, si l'on pouvait en trouver dans la pampa. Le cheval sauvage, que l'on a autrefois rencontré, était, à proprement parler, le cheval égaré, cheval abandonné, ayant vécu loin de l'homme, seul ou en famille, s'y étant quelquefois reproduit, mais sans avoir assez perdu les habitudes de domesticité, perpétuées par une longue hérédité, pour ne pas les reprendre, au premier contact de l'homme, ou à la simple apparition d'une troupe de chevaux dressés. Ce cheval, habitué à la liberté, a toujours été relativement facile à joindre, à grouper par le cavalier, qui n'a jamais songé à le prendre au lasso, comme le content les récits fantaisistes. On ne prend au lasso que le cheval arrêté, que l'on veut choisir au milieu d'un groupe, pour la simple raison que, jeter le lasso, opération qui, au besoin, peut se faire au galop, au vol pour ainsi dire, n'est que la première partie de l'opération qui a pour objet de prendre un animal libre; la seconde partie consiste à le retenir.

Or, pour retenir un animal, pris au lasso, il faut d'abord arrêter son élan, déployer, par conséquent, un effort en

rapport avec cet élan; pour cela, un homme à pied s'arc-boute solidement, résiste, avec plus d'habileté que de force, à la secousse que lui imprime l'animal enlacé; mais un homme, quelque habile ou quelque robuste qu'il soit, ne pourrait certes pas résister à la secousse que lui imprimerait un cheval surpris au galop, par un lasso. Si l'homme qui jette le lasso est, lui-même, à cheval, que le cheval poursuivi soit lancé au galop, le cheval monté aura beau s'arc-bouter des quatre pieds, avec l'habileté que lui a donnée la longue habitude, il sera impuissant à retenir un cheval libre et surexcité. Il faut d'abord, avant de jeter le lasso, avoir cerné l'animal. On pousse donc le cheval poursuivi, dans une troupe que l'on mène devant soi, qui sert d'appeau; s'il s'agit d'un veau ou d'un bœuf, que le lasso peut prendre par les cornes, que le cheval, en raison de sa vitesse plus grande, peut dépasser, un homme monté peut facilement l'attendre et le rouler à terre. Mais on ne s'expliquerait pas la tentative folle d'un cavalier essayant de prendre, au galop, avec son lasso, le cheval qui fuit devant lui. Dans cette entreprise, l'homme, s'il tenait le lasso à la main, serait enlevé comme une plume; s'il l'avait attaché à sa selle, comme c'est l'usage, il perdrait selle et lasso. Il n'y a pas de monture capable de se raidir assez vite et assez ferme, dans une immobilité assez puissante, pour tenir le coup.

En réalité, on ne prend d'animaux sauvages à la course qu'avec les bolas, que nous avons eu déjà l'occasion de décrire. C'est une arme puissante, mais, enroulée autour des pieds du cheval, elle risque de les briser avant de l'arrêter.

Cependant la légende du cheval sauvage ne s'est pas faite toute seule. Les descendants des chevaux andalous, importés au XVIe siècle, ont toujours été, dans la pampa, en nombre trop considérable pour une population augmentant lentement pendant les deux premiers siècles de la colonie, c'est là le vrai motif de l'abandon où ils ont vécu et où ils se sont per-

pétués. Pendant l'époque moderne, qui comprend la première période de lutte contre l'Indien, depuis 1740, les guerres de l'Indépendance et les guerres civiles, depuis 1810, le cheval est devenu le nerf de la guerre, comme tel, la consommation en a été assez considérable, pour que, chaque jour, l'on ait pris plus de souci de le conserver en domesticité.

C'était, du reste, tout ce que l'on faisait pour lui, et les soins qu'on lui donnait devaient avoir, plus vite, pour résultat de perpétuer ses défauts en les conservant précieusement que de greffer des qualités nouvelles sur celles qu'il pouvait devoir à son origine.

Celle-ci est assez facile à discerner dans l'histoire. L'aïeul du cheval pampa est le cheval de race berbère, que nous appelons, en France, cheval barbe, même, par une erreur très répandue, cheval arabe. Ce cheval, originaire des pays de l'Afrique méditerranéenne, ne saurait être confondu avec le cheval asiatique, amené par les Arabes, dans leurs migrations aux pays barbaresques. Les Arabes trouvèrent, dans cette partie de l'Afrique, un cheval indigène : le cheval barbe. Ils lui donnèrent, par des croisements avec la race supérieure, entre toutes, la race arabe, et, par un traitement habile, les qualités que nous lui reconnaissons aujourd'hui. Le cheval barbe, comme toutes les races de chevaux, descend donc du cheval arabe, mais il ne doit pas être confondu avec celui-ci.

Améliorés, comme nous l'avons dit, ces chevaux, importés et acclimatés en Andalousie, pendant les sept siècles de l'occupation mauresque, avaient conservé toutes leurs qualités acquises, lors de l'expulsion des Maures et de la découverte de l'Amérique. Ce n'est que depuis, que cette race a dégénéré, dans les pays espagnols et hispano-américains, sauf au Chili, où des soins attentifs en ont perpétué les qualités anciennement acquises.

Au Mexique, par contre, et dans la pampa, le cavalier a toujours eu plus de fantaisie que de science, aussi a-t-il obtenu les résultats les plus étranges. Il n'en pouvait obtenir d'autres, étant données les conditions de l'élevage qu'il pratiquait.

Le cheval pampéen doit s'élever et se garder lui-même, c'est là la condition de son existence. L'éleveur ne saurait, pour longtemps encore, transgresser cette loi, qui s'impose ; il doit, pour le cheval, plus encore que pour le gros et le petit bétail, produire à bon marché, évitant de produire trop.

Le problème de la production du cheval à bon marché est, à proprement parler, le seul qui soit résolu.

En pleine liberté, au milieu du champ, un étalon, entouré d'une vingtaine de juments et de poulains, conduit, en maître, sa petite troupe, la *manada*. On peut, dans une estance, en rencontrer dix, douze, cent ; elles ne se mêlent pas entre elles, ne s'occupent pas les unes des autres, et le propriétaire s'occupe fort peu d'elles.

Ce serait un travail bien simple que de choisir cet étalon, en consultant les règles les plus élémentaires de la sélection scientifique. Il est rare que l'on en prenne le moindre souci. Loin de chercher, dans la troupe, les reproducteurs, qui peuvent avoir conservé et pouvoir transmettre quelques qualités de race, le gaucho préférera toujours, celui qui se distinguera par quelque étrangeté de robe, ce qui est un signe de dégénérescence.

Si le même gaucho se passionne pour un cheval de choix, lui donne des soins particuliers, lui fournit une nourriture spéciale, en fait son cheval de course, son gagne-pain, l'atout sur lequel il risquera ce qu'il a et ce qu'il n'a pas, soyez sûrs que c'est toujours un cheval hongre ; l'avenir est donc banni de ses préoccupations.

Quant aux juments, qui accompagnent l'étalon et qui doivent fournir les chevaux de service, puisque personne ne

consent à les utiliser comme montures ou comme attelage, puisqu'elles ne sont bonnes qu'à la reproduction d'un bétail dédaigné, qui donc s'en soucie? Elles sont grasses ou maigres, voilà l'important. Grasses, elles sont bonnes à tuer pour donner leur huile, c'est là leur destin; mères depuis peu ou prêtes à l'être, qu'importe? On les groupe et on les vend au plus vite pour ces hécatombes, évitant autant que possible de laisser perdre cette graisse qui dure peu, et vaut quelque chose; les maigres, puisque l'on ne peut faire autrement, on les garde. Voilà en quoi consistent les règles primordiales de l'élevage du cheval pampa.

On s'imagine facilement la descendance que donnent les *manadas* ainsi constituées. Celui qui n'a pas vu groupés quelques centaines de chevaux pampéens s'imaginera difficilement à combien de combinaisons de couleurs nouvelles se prêtent les quelques nuances connues de robes de chevaux. Les dictionnaires d'agriculture contiennent, plusieurs colonnes, consacrées à la simple nomenclature des robes de chevaux, la pampa a quintuplé ce nombre, et ce sont les plus étranges, les moins dénommables qui se perpétuent, qui serviront de point de départ à de nouvelles nomenclatures, si les langues sont assez riches pour les créer, et la mémoire des hommes assez vaste pour les retenir.

Les poulains nés dans la manada, sont à l'âge de la puberté, expulsés par la jalousie ombrageuse de l'étalon, et groupés en *tropillas*, sous la conduite, cette fois, d'une jument, autour de laquelle on les groupe après la castration. Ces *tropillas* sont les troupes de chevaux de service; elles ne se forment pas seules et sans travail. Les chevaux qui les composent sont nécessairement hongres. L'élevage libre, en plaine, ne comporte pas la présence de nombreux étalons,



La diligence dans les Missions. (Voir page 462.)

dans les limites de la propriété; les chevaux ne vivant pas en troupeaux, comme les moutons, ni en bandes, comme les bêtes à cornes, mais en familles soumises à un chef, les luttes, que la présence d'étalons trop nombreux amènerait, n'auraient d'autre fin que la fuite même de troupes entières poursuivies par le plus vigoureux ou le plus batailleur.

Avant donc que la tropilla formée de chevaux déjà hongres mérite son nom et puisse remplir son objet, elle doit subir deux opérations. Il faut, d'abord, l'*entablar*, c'est-à-dire établir entre tous les animaux qui la composent le lien de famille factice, mais nécessaire, ensuite, dompter, un à un, chacun des poulains, quand il aura pris de l'âge et des forces. Pour *entablar*, il faut, d'abord, habituer la troupe au coin d'herbage où elle doit vivre, et habituer les uns aux autres les animaux qui la composent; l'opération, du reste, est la même, qu'il s'agisse d'une manada soumise à un étalon ou d'une tropilla confiée à une jument, avec cette différence que celle-ci est une sorte de chef dont l'autorité est passive, et n'a pas l'initiative que s'attribue l'étalon. Il faut donc diriger cette passivité, grouper la famille, autour d'elle, en l'habituant à la clochette qu'elle porte, habitude qui sera d'une grande utilité dans les longs voyages. Quand cette habitude sera prise, il suffira, pour camper la nuit, dans un coin de plaine inconnue, d'entraver les pieds de la jument; les chevaux paîtront autour, en liberté, sans songer à s'éloigner.

Ce travail fait, et quand les chevaux ont atteint deux à trois ans, on peut s'occuper du domptage. Le cheval qu'il s'agit de réduire n'est ni plus ni moins rebelle que nos poulains d'herbages et d'écuries, il a, comme eux, à apprendre à obéir, sait, de moins que lui, se tenir à l'écurie, ce dont il n'a que faire. Il s'agit de lui inculquer vite les premières leçons nécessaires, dont la première con-

siste à l'habituer à la présence de l'homme. On confie donc au dompteur le soin de le prendre dans la plaine.

S'il y a jamais eu un cheval sauvage dans la pampa, c'est celui-là. Il a vécu toujours libre, dans l'immensité des herbages ; cependant il a déjà souffert deux opérations, la marque et la castration, qui, si elles l'ont irrité, ne lui ont pas moins appris à voir dans l'homme un être supérieur et à le craindre. Il n'est pas, pour cela, habitué à la présence de l'homme à pied, ce qui est une rencontre que l'on ne fait pas dans la pampa, moins encore à celle du cavalier sur son propre dos. Il va, sur le seuil même de l'école, faire connaissance avec ces deux aspects de son maître.

Le dompteur est un vrai gaucho, né à cheval, il a le tempérament de son métier, surtout celui de son origine ; légèrement fanfaron, très occupé de son attitude, il est le cabotin de la plaine ; c'est là son grand défaut. S'il songeait moins à ce que va dire et penser de lui la galerie, il serait plus apte au métier qu'il fait, y mettrait plus de douceur, plus de crainte, si l'on veut, et obtiendrait de meilleurs résultats ; mais, non, il faut être en scène et brûler les planches.

On lui amène, dans le corral, la torpilla que l'on y enferme ; il jette son lasso ; parmi ces chevaux groupés, saisit au cou celui qu'il va dompter. L'animal est à peine pris, pendant qu'il se débat, sous cette impression gênante, qu'il connaît déjà, que d'autres hommes lui jettent d'autres lassos, qui, ceux-là, lui prennent les jambes, le rendent immobile, l'empêchent presque de se tenir debout. Extrait du corral, non sans peine, il est roulé à terre, on l'y retient, on lui passe un licol. A coup de triques, on le relève, et, tout cabré, écumant et résistant, tirant au renard, on le conduit à un pieu solide, où on l'attache court et jusqu'au jour suivant. L'animal s'irrite, se désespère, se blesse la bouche, se contusionne de tous côtés ; à peu de chose près, il se brise le cou.

Le jour suivant, on le détache, mais c'est pour un nouveau supplice; un homme le tient du licou, assez fort pour empêcher tout mouvement; pendant ce temps, on lui entrave les pieds de devant ensemble et on travaille à le seller. Ce n'est pas sans peine que la sous-ventrière prend sa place. Le dompteur monte alors; quelquefois, le poulain, de douleur, se couche; mais qu'il se couche, se cabre ou rue, il lui faut céder aux coups vigoureux de manches de fouet qu'il reçoit.

On part, dans une course folle, droit dans la plaine sans limites. Un homme, à cheval, accompagne celui que monte le dompteur, il est chargé de serrer le novice, de le pousser s'il se rebiffe; coups de fouet s'il s'arrête, coups de fouet s'il s'emballe, pour montrer à la galerie que l'on ne craint rien.

L'animal écumant, après avoir couru, galopé, rué, s'être cabré, quelquefois roulé, jetant au loin son cavalier qui sera retombé, droit sur ses pieds, sans lâcher la longe, et sera remonté en selle du même élan, revient au point de départ, lassé, baigné de sueur; on le desselle et le lâche, quelquefois en lui laissant aux pieds les entraves, et pour le reprendre le même jour. En quelques séances, le poulain est dressé, on peut déjà l'employer; vienne l'été, il passe cheval de service, supporte le mors et la bride, peut être monté par le premier venu.

C'est là un tableau de mœurs locales pittoresque; tous les spectateurs en sont réjouis, mais comme cela est loin de ce que l'on fera le jour où l'on voudra obtenir scientifiquement un résultat utile !

L'on y arrivera nécessairement. Cet élevage est appelé à se transformer, à faire place à quelque chose de tout à fait différent. Il ne sera bientôt plus pratiqué, qu'au loin dans les terres vierges, ou par quelque pauvre gaucho qui

ne connaît que les vieilles mœurs et n'y veut pas renoncer. On commence à comprendre, dans les coins les plus reculés de la pampa, que les chevaux en trop grand nombre ne sont pas seulement inutiles, qu'ils sont nuisibles, que leur piétinement, agent rapide de consolidation et de première façon des terres vierges, est des plus funestes aux terrains faits, utilisés par l'élevage productif; leur galop continuel et leur voracité a fait dire du cheval en liberté qu'il mange avec quatre bouches, il consomme moins le pâturage qu'il ne le détruit.

A quoi peut servir, au reste, le grand nombre de chevaux jusqu'ici conservés plutôt qu'élevés, qui n'ont été l'objet d'aucune sélection raisonnée, puisque l'exportation a renoncé à demander à la pampa ce qu'elle ne sait pas lui donner, et que la consommation locale demande autre chose que le cheval jusqu'ici produit.

*
* *

Nous avons dit comment on choisissait les étalons et les juments de reproduction, ajoutons qu'ils ne sont jamais domptés ni montés les uns ni les autres : cependant le cheval de course existe, les courses de chevaux sont le plaisir le plus apprécié du gaucho; mais, pour bien démontrer, sans doute, qu'il ne voit qu'un jeu dans ces exercices, qui sont, ailleurs, une occasion de démonstration de la valeur des chevaux, il ne présente jamais, comme chevaux de course, que des chevaux hongres, incapables, par conséquent, de transmettre leurs qualités par l'hérédité, si la sélection et les soins intelligents leur en avaient inculqué quelques-unes.

Les soins, que le gaucho donne à son cheval de course, ne sont à noter que parce qu'ils tranchent sur l'absence absolue d'attention qu'il prête aux nécessités de tous ceux de ses chevaux, qu'il n'a pas classés comme chevaux de course, et qui n'ont d'autre emploi que l'usage journalier, autrement

important cependant. Ceux-ci, abandonnés à eux-mêmes, pris, le matin, au corral, s'ils doivent être utilisés dans la journée, attachés et sellés du matin au soir au soleil, à la pluie ou à la gelée, ne reçoivent là aucune nourriture, et attendent le bon plaisir du maître, qui leur demandera autant de courses et aussi longues qu'il lui paraîtra utile, sans consulter leurs forces ni leurs dispositions ; le soir venu, il les lâchera simplement, au retour, leur permettant de retrouver seul la tropilla à laquelle ils appartiennent, et de trouver de quoi apaiser leur faim et leur soif dans un pâturage souvent très maigre et fort pauvre en cours d'eau ou en bas-fonds où les eaux puissent s'accumuler.

Pour le cheval de courses, le *parejero*, c'est une bien autre affaire. Celui-là ne mange qu'à l'heure de repas fixés, une nourriture de choix, mesurée d'avance. Attaché à la longe il piétine, tout le jour, autour de son pieu, la bouche dans un cornet qui l'empêche de brouter à sa fantaisie, il a ses rations de maïs et de luzerne sèche, achetées spécialement pour lui, et jamais récoltées par son maître. L'*aficionado*, l'amateur de *parejeros*, est nécessairement un gaucho élégant, sans rentes, mais en vivant paisiblement ; son troupeau, il le fait soigner, au besoin l'emploie à cautionner ses paris ou à payer ses pertes, mais lui donner des soins est au-dessous de sa dignité : travailler n'étant pas une élégance, il ne travaille pas, ne sème ni ne récolte. Tout son temps est insuffisant pour les soins qu'il doit à son *parejero*. C'est lui-même qui lui porte sa nourriture, lui-même qui le monte aux galops d'essai et d'entraînement.

Le champ de courses est partout où l'on peut grouper quelques parieurs. Le pulpero du voisinage se charge de le tracer et de fixer les jours de course, attirant ainsi du monde autour de son assommoir : c'est tout profit pour lui. A jour dit, dans ce pays désert, où les maisons à l'horizon pourraient

se compter, si, dans l'immensité, on parvenait à les voir, il y a nombreuse assistance : on a, à dix lieues à la ronde, abandonné tous les troupeaux à la garde des enfants; hommes et femmes, tous à cheval, sont accourus, forment la haie, et risquent, non pas leurs économies, ce mot-là est inconnu, mais leurs gains futurs dans des paris, toujours au-dessus de la condition de fortune, de ceux qui les engagent.

Jamais il n'y a plus de deux chevaux en ligne, montés nus, sans selle, par leurs maîtres, au front ceint d'un foulard; ils courent rarement plus de mille mètres; leur course, très courte, passionne tous les joueurs en raison de l'intérêt particulier qu'y peut avoir leur bourse.

Il n'y a qu'à Buenos-Aires que les courses aient une autre portée et une autre influence sur l'avenir de l'élevage; là, seulement, on voit courir des juments et des étalons, mais ce sont généralement des sujets importés d'Allemagne, de France ou d'Angleterre.

Il ne faut, en effet, pas juger l'élevage des chevaux autour des villes par ce que nous avons dit de l'élevage libre en plaine. Dans cette région, la transformation est ancienne, les besoins d'une consommation très active de chevaux de voitures ont imposé les mœurs de l'élevage européen. Il y a beau temps que les grands propriétaires ont importé des étalons de choix, d'un prix modeste d'abord, plus élevé ensuite, et ont réussi des croisements. Le mouvement n a cependant pas été aussi accentué et n'est pas aussi ancien qu'en Australie et aux Etats-Unis, les voitures ordinaires, les tramways, les charrettes, qui font une consommation excessive de chevaux, sont encore alimentés de chevaux pampas, par les éleveurs, mais les chevaux de selle, de moins en moins nombreux, du reste, et les voitures de luxe, chaque jour plus nombreuses, sont traînées par des chevaux importés ou des chevaux de demi-sang.

Toutes les races contribuent, un peu au hasard jusqu'ici,

à améliorer, par des croisements, la race créole; jusqu'ici, ces essais manquent de direction scientifique, bien que l'Etat ait établi, auprès de Buenos-Aires, un haras dirigé par des maîtres venus de France, et acheté, en Europe, des sujets de prix fort élevé.

Nous pouvons citer un éleveur, qui a créé, dans une de ses fermes, voisine de Buenos-Aires, une race appelée, croyons-nous, au plus grand avenir dans le pays. Il a obtenu d'abord, avec des juments créoles, choisies pour leur robe et leur taille, et des étalons Cleveland, des sujets de reproduction qu'il a unis à des étalons percherons légers : le croisement, ainsi obtenu, donne un animal de bonne taille, fort léger, capable d'acquérir toutes les qualités de notre percheron de trait à allures rapides. Les acheteurs recherchent les produits de cette ferme, le prix qu'ils les payent augmente tous les jours à mesure que la production s'en développe. Cette ferme contient actuellement 1,200 juments de reproduction toutes nées de croisements successifs et déjà presque parfaite: dix à douze ans à peine ont suffi à obtenir ce résultat. Lorsque l'éleveur dont nous parlons, M. Edouard Olivera, dont le nom personnifie la majeure partie des progrès de l'élevage depuis quarante ans, dans la Plata, commença à se préoccuper de l'avenir du cheval indigène amélioré par une science précise, personne ne songeait même à cet avenir; sa grande fortune lui permettait des essais coûteux et à longue échéance, il les tenta sans hésiter. Au bout de quelques années il obtenait pour ses jeunes chevaux le prix de 300 ou 400 francs et était satisfait : combien ne doit-il pas l'être aujourd'hui que c'est par centaines qu'il vend chaque année ses poulains et au prix de 400 piastres, soit 1,500 francs en moyenne, et qu'il peut augmenter le nombre de ses juments sans crainte de voir leur production être au-dessus de la demande.

L'extrême bon marché des chevaux, tout en généralisant l'usage du cheval dans toutes les classes de la société,

l'étendue du pays, en le rendant nécessaire, a fait, de l'équitation, une habitude plutôt qu'un sport élégant; la vulgarité des formes, de l'allure, de la robe du cheval pampa suffisait à rendre assez peu gracieuse la tenue du meilleur cavalier, pour que celui-ci renonçât à un exercice, qui, en n'ayant rien d'utile, n'avait rien de flatteur pour un citadin. On en était arrivé à considérer comme une monture dont on pouvait être fier un cheval gras, à la robe d'une couleur foncée, aux formes replètes, tranchant, par ce caractère de bonne santé et de bonne nourriture, sur la généralité de ses congénères, malingres, de robe tachetée, de la pampa; on donnait un prix excessif à un cheval dressé à trotter lentement, à la mode chilienne, en envoyant, à chaque pas, de droite et de gauche, les pieds de devant, comme pourrait faire un cheval de cirque.

*
* *

Aujourd'hui, la mode est aux chevaux d'attelages, dont quelques-uns ont été importés et d'autres sortent d'écuries locales. Le cheval de selle n'a pas encore repris ses droits, l'équitation reste un art négligé hors des champs de courses.

Ceux-ci sont organisés comme ceux d'Europe, mais n'ont d'importance qu'au point de vue, à peu près exclusif, des paris. Ils ont leur public spécial de parieurs et d'entrepreneurs de paris : les bookmakers, brûlés ailleurs, y trouvent une clientèle disposée à les écouter. Les usages diffèrent des nôtres. Le pari à la cote est remplacé par le pari à l'encan.

Dans un local spécial, à la veille des courses, le bookmaker offre aux enchères les chevaux qui doivent courir; les parieurs couvrent l'enchère, le cheval est adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur; l'ensemble des enchères, obtenues par tous les chevaux engagés, forme la masse de la

poule, déduction faite, bien entendu, d'une forte remise pour le bookmaker.

C'est, en somme, à l'ombre de ces réunions hippiques pour en entretenir l'intérêt que de grands propriétaires et l'État importent des reproducteurs de choix, que des écuries se fondent, préparent et acclimatent des sujets, que les estancieros recherchent déjà pour leurs manadas. Ce luxe même est devenu excessif, c'est pour Buenos-Aires que partent de Londres, de Paris les chevaux de grand prix : en février 1889 on a vendu à Londres pour la Plata un étalon au prix de 14,000 livres sterling soit 350,000 francs ; on ne saurait donner ici la liste, trop longue, des chevaux importés dans la seule année 1888 ; le nombre en est tel que les compagnies de vapeurs ont doublé le prix du transport, et n'ont pu même ainsi empêcher l'encombrement. Nulle part ailleurs, du reste, la passion du jeu de courses ne s'est développée comme à Buenos-Aires, on estime à 90 millions de francs la somme des enjeux de 1888, soit 180 francs par tête d'habitant de la ville.

Beaucoup, déjà, se préoccupent de la qualité et négligent le nombre. Dans la campagne, peu à peu, pour les charrois, on a délaissé les bœufs ; les vieilles charrettes, comme font les vieux navires à voiles, qui deviennent pontons, sont descendues de leurs roues et ont pris leur rang parmi les masures champêtres ; à mesure que la pampa s'est étendue, la sage lenteur du bœuf s'est démodée, les attelages de chevaux rapides et légers se multiplient.

Il faut avouer que les charrettes du nouveau modèle ont, elles aussi, leur pittoresque ; au milieu de la plaine, elles ne manquent pas d'élégance. Élevées sur leurs roues de deux mètres, perpétuant la forme des charrettes de villes, elles portent deux et trois tonnes de laines ou de produits de toute sorte d'importation, et galopent jusqu'à destination, traînées

par huit, dix, douze chevaux, dirigés, du haut du chargement, par un homme dont l'habileté à les manier est surprenante. Il les voit à peine, au milieu de la poussière de la route ; aucun obstacle ne l'inquiète : il passe aussi rapidement les bas-fonds fangeux, les marais qui se prolongent, les gués des rivières, profondément encaissées, à peine praticables. C'est merveille de voir passer ces convois, formés de huit ou dix charrettes, qui se suivent et se poursuivent dans leur tourbillon ; merveille de voir le timonier, galopant comme les autres, soutenant les timons de la charrette, qui, par une merveille d'équilibre, ne portent pas même sur ses épaules. Rien n'aura plus que ce nouvel usage une influence puissante sur l'amélioration du cheval de trait. Ces voitures font, par jour, des voyages de vingt à vingt-cinq lieues, n'emmènent pas de relais ; le charretier se contente d'un peu de repos de temps en temps, et recourt de temps à autre à un procédé original : pour reposer ses chevaux de trait, il les change de côté. Dans l'attelage pampéen, le cheval de flèche et celui de timon sont les seuls qui tirent du poitrail et de face ; les autres sont attelés d'une seule chaîne ou d'un trait de cuir vert tressé, attaché à une sellette fortement amarrée au moyen d'une sous-ventrière, si bien que le cheval de trait tire de côté et des quatre pieds, mais non de face et de poitrail. On s'explique, donc, qu'en le changeant de côté et le faisant tirer de droite, s'il a tiré de gauche, on le repose, en raison de ce principe mécanique que changer de travail c'est se reposer.

Les procédés sont, on le voit, primitifs et expéditifs, et l'ensemble de tous ces attelages, très simplifié, disons le mot, bien américain.

On ne peut guère critiquer le charretier de ne pas ménager ses auxiliaires. Malgré tout, malgré le renfort coûteux des reproducteurs européens, le prix du cheval ne se

relève pas dans la pampa, il est toujours assez bas pour être dédaigné. On peut se procurer des sujets, de demi-sang, au prix de 100 francs ; le cheval pampa ne peut être considéré comme généralement vendable, son prix varie entre 8 et 10 francs par tête, s'il est acheté en troupes mêlées, de juments, poulains et étalons ; les juments grasses, pour l'abatage, valent couramment 25 francs par tête ; un cheval ordinaire coûte, à dompter, de 40 à 50 francs, il est le seul qui obtienne le prix relativement élevé d'environ 100 francs par tête, sans avoir dans les veines une goutte de sang de race étrangère ; un cheval de charrette ou de tramway, bien dressé et de bonne taille, pourra valoir 200 francs ; la vie de la ville, le pavage, le service excessif qu'on leur demande les auront vite usés, et leurs propriétaires les revendent, après un an de service, à très bas prix.

II

La France doit-elle donc perdre de vue ce pays lointain comme producteur de chevaux, ou doit-elle le considérer comme capable de renouveler à peu de frais sa cavalerie?

Pour le moment, il faut bien le dire, les éleveurs n'ont aucun souci de l'étranger ; ils sont, de ce côté, découragés non sans raison.

Les envois, faits jusqu'ici, n'ont pas été heureux. D'abord, le jour où l'on a voulu tenter, à la Plata, l'exportation des chevaux, on s'est heurté à un défaut local, qui est la pierre d'achoppement, plus qu'ailleurs, de toutes les entreprises nouvelles. Le cheval, dédaigné et sans valeur, en a pris une, excessive, le jour où un acheteur s'est présenté. Celui-ci, pour avoir un cheval de la taille et de la robe désirée, a dû courir beaucoup, très loin, et, de guerre lasse, payer jusqu'à

300 et 400 francs. A ce prix même, il n'a pas trouvé ce qu'il voulait, ni surtout, en nombre, ce qu'il voulait; des vices partout, un ensemble, suffisant pour les besoins locaux, très défectueux pour ceux de l'Europe. Là où il croyait trouver le cheval pour rien, et n'avoir qu'à se présenter pour en choisir, en un instant, en emmener au besoin des milliers, il trouvait des usages tellement primitifs, des hommes si peu habitués à des marchés de cette nature, feignant un tel attachement aux quelques chevaux présentables, désignés après une longue inspection, qu'il fallait un beau jour se hâter, l'heure de l'embarquement ayant sonné, mettre à bord des animaux, pris au hasard de l'urgence, sans aucune qualité.

C'étaient bien des chevaux pampas, mais que valaient-ils? Beaucoup moins que le petit prix qu'on les payait et que celui que demandaient les armateurs pour les amener au quai du Havre, où leur prix de revient s'élevait à 900 francs par tête. On pouvait, pour ce prix, trouver au Havre des chevaux indigènes bien préférables. Mais la question n'est pas là.

L'élevage libre peut-il donner, à moins de frais qu'en Europe, un sujet de race? Le cheval pampa a-t-il, par une longue sélection, acquis des qualités de résistance assez précieuses pour qu'il puisse être recherché en Europe?

A cette seconde question, nous pouvons répondre qu'il n'est pas douteux que la vie de la pampa a donné à la race, et fixé par l'hérédité, depuis trois siècles, des qualités de résistance, de sobriété, un tempérament que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Le cheval pampa ne coûte rien à nourrir, il vit de l'air du temps; il va, sans se rebuter, où son cavalier a besoin d'aller, aussi vite que celui-ci le lui demande; il est petit, mais robuste, peut porter très loin et vite le poids d'un homme. En un mot, c'est un cheval de bataille, un cheval de campagne. En France, on fait le cheval de trait, même le cheval de garnison; la pampa seule

fournit le cheval de guerre. Les Anglais ont fait une expérience probante, avec deux mille chevaux pampas, dans la campagne contre les Cipayes.

Leur petite taille ne tient qu'au peu de nourriture qu'on leur accorde; mais, dans la pampa, tous les terrains ne sont pas de même nature; quelques régions sont plus riches en graminées, que les chevaux recherchent, par exemple dans l'extrême sud de la Province de Buenos-Aires. Là où il y a de l'herbe, il y a de la taille, en dehors même de tout croisement.

On aurait donc pu trouver des chevaux pampas, dignes d'être présentés sur les marchés français; c'est ce que l'on n'a pas fait : première erreur.

On en a commis bien d'autres, en France même. Dans la manière de traiter les sujets importés à leur arrivée, on n'a tenu aucun compte de leurs habitudes de vie antérieure, on a pratiqué, sur eux, le traitement, auquel sont soumis, dès leur premier âge, les chevaux d'Europe, auquel ils sont préparés par l'hérédité. On a obtenu des résultats aussi désastreux que si, prenant des chevaux dans des écuries parisiennes, on essayait, à leur arrivée à la Plata, après trente jours de traversée, de les laisser vivre en pleine liberté, et s'habituer d'eux-mêmes aux conditions rudes de cette vie nouvelle. Bien que le climat y soit plus doux qu'en France, tous y périraient. Les chevaux pampéens ne sont pas morts dans les quartiers de cavalerie, mais ils y sont devenus rétifs, et ont dû être réformés et vendus à des paysans, qui, à leur grand étonnement, en ont tiré le meilleur profit.

Changement de climat et changement de régime à la fois; trop manger et une nourriture trop substantielle, sans courir à sa guise, c'est ce qui a fait du cheval pampa, si doux, un cheval capricieux et nerveux. Ajoutons que tous ceux qui ont été importés avaient été domptés à la mode

du pays, que, surpris par les habitudes nouvelles, pour eux, du cavalier européen, ils le décourageaient, témoignant de défauts qui ne tenaient qu'à sa propre ignorance qu'avec un peu d'attention et de meilleurs renseignements il eût vite corrigés.

L'expérience reste donc à faire. Avant de la tenter, à nouveau, cette fois, on s'y préparera, de chaque côté de l'Océan. Aujourd'hui que le croisement est étudié par quelques propriétaires, qui l'appliquent scientifiquement, que le nombre des juments de reproduction à bon marché est à peu près illimité, il est facile de prévoir que l'on préparera à la Plata une sorte de marché aux chevaux largement pourvu de sujets, pouvant être offerts à l'Europe; mais ce ne sera pas le vrai cheval pampa : ce sera un cheval, qui aura conservé, au moyen d'une éducation un peu plus soignée, les qualités de résistance de sa race, et aura emprunté à celles d'Europe la taille et la performance qui lui manquent.

Ce cheval, on pourra, dans les grands herbages clos, hors de l'écurie, le produire à un prix assez bas pour qu'il puisse être rendu en Europe, tous frais payés, au prix de six à sept cents francs, ce qui est relativement peu élevé pour un cheval de quatre ans, prêt à rendre les services que l'on pourra exiger de lui et qu'il rendra vaillamment pendant de longues années.

Ne nous faisons pas cependant d'illusion, cette entreprise sera soumise à de longues années d'attente, de surnumérariat, avant d'être en mesure, d'un côté, de récompenser les efforts des éleveurs, de l'autre, de fournir à l'Europe un nombre appréciable de recrues.

L'élevage pampéen puise, en ce moment, à pleines mains dans les herbages du Perche et de la Normandie; un étalon, quelques juments de choix peuvent supporter les frais de transport, qui ne sont pas moindres de quatre à cinq cents francs par tête pour quelques sujets isolés; les prix

que l'on paye ces quelques sujets sont pour nos éleveurs un encouragement qui a, pour eux, quelque importance.

Autre chose est le retour : le prix de transport de chevaux, en nombre, n'est pas moindre de trois cents francs par tête; tous les risques, qu'aucune compagnie d'assurances ne veut couvrir, et ils sont nombreux, sont à la charge de leur propriétaire; un vapeur ne peut guère emporter un maximum de cent chevaux, en supposant même des aménagements spéciaux, que les steamers à passagers ne peuvent installer; les capitaux, la sécurité, l'emplacement, manqueront, donc, longtemps encore, et empêcheront cette industrie de prendre un développement suffisant pour que, de longtemps, le cheval pampa puisse être classé, en Europe, comme article d'importation, ou puisse servir à la remonte d'un escadron de chasseurs.

Considérons-le, donc, comme un excellent élément d'action, pour le pays où il abonde, regrettons que l'Europe n'en possède ni puisse alimenter un semblable en aussi grand nombre, relativement à sa population, mais sans pouvoir espérer que le superflu des uns puisse arriver à suppléer l'insuffisance de l'autre.

CHAPITRE V

BERGERS ET BERGERIE

Laines exotiques, leur importance pour l'industriel européen. — Australie et Plata. — Histoire du mouton dans l'Amérique du Sud. — Le mérino espagnol. — Les Rambouillet. — Le mouton dans les terres vierges. — Première exportation de laine, en 1842. — Rôle des Irlandais et des Français. — Progrès depuis vingt-cinq ans. — Excursion dans les bergeries. — L'acheteur de laines. — Les laines en général. — Les marchés. — Les entrepôts. — Région du Nord et région du Sud. — Aspect d'une *estancia*. Les troupeaux. — Le *puesto*. — Le parc. — Le berger. — Le *pulpero*. — L'exploitation des troupeaux. — Les bâtiments. — La tonte. — Les reproducteurs. — Les béliers de race importés et indigènes. — Les clôtures de fil d'acier. — L'exportation des laines. — Importance du marché français. — Concurrence des laines exotiques. — Leur prix de revient et les dépenses de l'éleveur pampéen. — Prix de la laine française. — Emploi divers de sortes diverses. — Inutilité de la protection.

De tous temps, les troupeaux étrangers ont fourni, aux tisseurs européens, la plus grande partie de leur matière première. Au temps de Clovis déjà, ceux-ci demandaient aux Iles Britanniques partie de la laine dont ils avaient besoin. Sous le règne de François Ier, les villes ayant été interrogées sur la question de savoir s'il serait utile et opportun d'empêcher l'entrée, en France, des laines étrangères, la cité de Rouen, qui était le centre de fabrication du drap, répondit en ces termes : « On pense qu'il ne croît pas, dans le royaume, la centième partie des laines que l'on met en œuvre, et que, sans avoir des laines étrangères, la draperie, et particulièrement les draps fins et les bonnets ne pourraient se fabriquer, lesquels bonnets et draps fins sont, ensuite, exportés dans beaucoup de royaumes. La prohibition des laines étrangères tuerait cette industrie et ruinerait une des sources principales des revenus du roi. »



La colonie de Candelaria dans les Missions

Depuis, à toutes les époques, la prohibition des laines étrangères eût été, toujours, aussi pernicieuse. C'est par elles que l'industrie s'est développée en France, et en Angleterre; jusqu'en 1840, heure de l'apparition des premières laines coloniales, ces deux pays ne recevaient que les laines d'Allemagne, d'Espagne et de Russie; l'importation transocéanique a suivi, depuis, une progression constante. Peu à peu, les laines d'Australie se sont substituées, en Angleterre, et celles de la Plata, en France et en Belgique, aux envois des pays d'Europe. L'Allemagne devenait, pendant ce temps, un pays d'exportation de produits manufacturés et absorbait toute sa production de laines, comme le faisait, en Russie, de son côté, la consommation locale.

I

Le voyageur, venant de l'Océan, qui remonte la Mersey, rencontre, après trois ou quatre milles, à sa droite, sur la rive gauche, une grande ville : Birkenhead, et, à sa gauche, sur la rive droite, une plus grande encore : Liverpool. S'il met le pied sur un des pontons flottants qui, de distance en distance, offrent aux steamers et aux ferry-boats un accès facile, il a le droit d'éprouver quelque admiration pour le spectacle qui se déroule devant lui, sur ces quais de six milles de développement, où tous les pays du monde jettent les produits de leur sol, les échangent contre ceux de l'industrie anglaise, et impriment la vie et leur mouvement à cette agglomération de plus d'un million d'hommes. Qu'il pousse plus loin son exploration ; que, par une des cinq voies ferrées qui relient Londres et Liverpool, il se dirige vers une des villes dont le nom est connu de tous et l'importance seulement comprise de ceux qui les ont visitées, Manchester, Bradford, Leeds, Halifax. On lui montrera, dans le Lan-

cashire, la région où le coton arrive par millions de ballots, subit toutes les transformations de filage, de tissage, d'impression, alimente quatre mille fabriques et donne lieu à un mouvement d'affaires annuel de neuf milliards de francs; dans le Yorkshire, il trouvera un mouvement égal, produit autour des ballots de laine, transformée, elle aussi, par trois mille autres fabriques.

Quelle est la raison du développement de ces industries dans ce lieu et non pas dans d'autres? La région où elles se sont créées ne produit même pas de laine; les premières que les broches et les métiers aient tissées venaient d'Espagne et d'Allemagne; l'Australie, aujourd'hui, les fournit toutes, et cette importation s'élève à trois cents millions de kilos. La cause première de ces créations n'est pas davantage dans le sous-sol : il faut amener de loin le fer et le charbon. Elle est ailleurs, elle est dans l'activité productrice des pays d'outre-mer que l'Angleterre n'a cessé de fomenter, que sa marine a toujours sollicitée et exploitée, travaillant, ainsi, à enrichir ses ouvriers, ses propriétaires et son commerce, à multiplier ses capitaux, à augmenter sa population, à déterminer l'extraction des richesses de son sous-sol. Réduite aux troupeaux et aux cultures indigènes qui constituaient, il y a un siècle encore, la plus importante de ses richesses, la nation anglaise eût végété dans les limites étroites d'une évolution sans avenir. Manchester, qui a six cent mille habitants, en avait six mille en 1780, ainsi Liverpool, Leeds et Bradford; la population de ces villes augmenta à mesure qu'elles fournirent une émigration plus considérable à l'Amérique, à l'extrême Orient et à l'Australie. L'Angleterre eût ignoré les fortunes colossales, qu'elle doit à l'importation du coton et des laines exotiques, si elle se fût préoccupée de protéger ses agriculteurs au lieu de les forcer à céder leurs prairies, leurs landes, leurs marais aux constructeurs de villes, d'usines et de voies ferrées. De même, en France, Rouen, Roubaix,

Tourcoing, pour ne citer que les centres industriels les plus importants entre ceux qui doivent leur développement aux importations de matière première, seraient restées de tristes bourgades sans l'importation, chaque année, plus considérable, des laines et des cotons exotiques.

L'Australie et la Plata sont, aujourd'hui, les seuls pays fournissant, à l'industrie européenne, la laine qui lui manque. Un fait récent nous permet de fixer avec précision leur situation respective. En 1885, un groupe d'éleveurs australiens, curieux de se rendre compte de la condition des éleveurs de la Plata, visita en détail les grands domaines pampéens de la République Argentine et de l'Uruguay, ceux où de grands propriétaires ont réalisé les progrès les plus considérables, et ceux aussi où l'élevage se fait encore de la façon la plus primitive. De retour à Sydney, ils publièrent leurs impressions, que nous pouvons résumer ainsi : l'éleveur australien n'a rien à apprendre dans les pays de la Plata, mais il a tout à y entreprendre ; il y trouvera, pour son activité et ses capitaux, un champ vaste à exploiter, un climat préférable à celui du continent australien, qui n'a rien à envier à la Nouvelle-Zélande, de la terre à bas prix, facilement exploitable, des bénéfices certains.

Au même moment, le Gouvernement argentin envoyait en mission, en Australie, un éleveur ; celui-ci en rapportait cette impression, qu'il publiait en l'entourant de périphrases, destinées à sauver, au moins, l'amour-propre bien susceptible de ses compatriotes : « En Australie, l'éleveur pampéen a beaucoup à apprendre et rien à entreprendre ».

C'était la première fois, peut-être, que ces deux pays d'industries similaires, les plus riches de l'hémisphère Sud, situés sous la même latitude, s'occupaient l'un de l'autre, s'étudiaient réciproquement. Entre eux, les points de contact manquent, parce que tous deux, vivant en satellites du continent européen, reçoivent de celui-ci les éléments de leur

vie, y écoulent leurs produits, n'ont, entre eux, ni intérêt commercial ni relations sociales. Leur éloignement est grand, le manque de communications tel, que, pour se rendre de l'un à l'autre, il faut traverser, d'abord, plus de la moitié du globe, pour venir à Marseille, point de rencontre des lignes qui desservent ces deux parties, opposées, du même hémisphère.

Il ne faudrait, cependant, pas prêter un sens dédaigneux à l'appréciation faite par les éleveurs australiens de leurs rivaux sud-américains. Les impressions qu'ils ont traduites, dans un mouvement d'orgueil très légitime, ne dénotent que le sentiment d'une réelle supériorité, conquise à l'aide des capitaux de la métropole; le dédain serait déplacé, ils y ont pris garde. La grande différence, entre les deux pays, provient, beaucoup moins, de leur origine et de leurs caractères ethniques, que de la dissemblance des éléments d'action, mis respectivement à leur disposition, depuis que l'élevage s'est implanté dans l'un et l'autre. Si l'importation du mouton a, dans la pampa, deux siècles d'avance, son exploitation raisonnée remonte à une époque plus moderne. Depuis 1820, l'Australie importe des laines en Angleterre, la Plata n'a importé les premières, en France, qu'en 1842. Le premier de ces pays possède aujourd'hui soixante-quinze millions de moutons, et exporte deux cents millions de kilos de laine, le second, avec cent millions de moutons, ne produit qu'une quantité de laine égale, sinon inférieure.

La comparaison entre les deux pays est donc faite si l'on retient ces premiers éléments, la quantité du produit et le nombre des porteurs. D'autres données aussi précises s'offrent à nous. Le prix total de la laine australienne, vendue à Londres, en 1887, s'est élevé à 500 millions de francs, le prix total de celle de la Plata, vendue en Europe seulement, à 350 millions de francs. Ajoutons que c'est de la laine, lavée à dos, qu'exporte l'Australie, et de la laine en suint qu'ex-

porte la Plata; il faut tenir compte de cet élément important et conclure à d'importants progrès réalisés en Australie, où les moutons produisent, en moyenne, six livres de laine à demi lavée, pendant que ceux de la Plata produisent seulement, en moyenne, deux kilos de laine en suint, c'est-à-dire chargée, pour les deux tiers, d'impuretés. Le produit étant ainsi connu et le résultat comparé, il sera intéressant d'observer ces éleveurs dans le milieu où ils ont créé leur industrie, d'y suivre tous les actes de la vie pastorale leurs travaux, leurs occupations à chaque saison.

II

Dans l'Amérique du Sud, l'importation du mouton remonte à l'époque même des premiers établissements, faits sur la rive de l'estuaire de la Plata, cinquante ans environ après les explorations. La péninsule ibérique avait déjà la gloire classique d'avoir fabriqué, en Andalousie, de somptueuses étoffes de laine, vantées par les auteurs latins, et d'avoir fourni les premiers moutons de race mérine aux pasteurs des Bucoliques. Depuis quinze siècles, cette race s'était conservée, améliorée même, pendant les sept siècles de la domination des Maures. Cependant, il ne semble pas que les envois de moutons d'Espagne, faits aux colons jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, aient compris aucun type de la race mérine. Si l'on en juge par l'aspect des descendants des premiers béliers, qui, il y a cinquante ans encore, vivaient dans un état d'abandon complet, ceux-ci devaient appartenir à la race que l'on rencontre encore en Andalousie, qui porte cette laine longue, plus semblable à de la bourre qu'à de la laine, caractéristique des moutons pampéens de l'époque coloniale.

Avant de prospérer et de devenir la source la plus féconde

de richesses de ce continent, le mouton a eu à subir, en Amérique, un long stage, que lui imposait la nature même du terrain où l'on allait essayer de l'acclimater. On peut, aujourd'hui encore, par le seul aspect des terrains vierges, qui composent la plus grande partie de la pampa, se rendre un compte exact de ce qui se passa à cette époque lointaine.

Le sol pampéen était, alors, partout, comme il l'est aujourd'hui, dans les régions éloignées, envahi par une végétation sauvage, n'offrant à la brebis que de pauvres ressources, l'obligeant à des privations, et condamnant à périr tout ce qui n'était pas suffisamment armé pour le *struggle for life*, dans ce milieu inhospitalier.

Une seule chose peut surprendre, c'est que, des quelques brebis amenées d'Espagne, il ait pu en être conservé un nombre suffisant pour servir de souche aux cent millions de moutons, que l'on peut aujourd'hui compter, après un demi-siècle de soins. A l'heure actuelle encore, le pasteur qui émigre, avec ses moutons, de la région pampéenne du littoral vers celle où, depuis longues années déjà, seul le gros bétail stationne, doit faire entrer en ligne de compte, dans ses prévisions, une perte d'au moins 50 0/0 de son effectif, pour la première année ; il devra aussi prévoir qu'il ne pourra, avant deux ans, mener à bien la mise bas, s'attendre à perdre beaucoup de brebis mères et la totalité des agneaux. C'est une coûteuse entreprise, qui élève considérablement le prix d'un terrain qu'il faut ainsi couvrir des dépouilles de son bétail, après l'avoir payé à beaux deniers.

Le berger même, qui pousserait au delà de cette zone de transition, où l'acclimatation est pénible, pour prendre possession de champs plus éloignés du littoral, n'aurait pas à mener loin son expérience ; le premier hiver détruirait son troupeau.

Dans ces terrains, en effet, les graminées tendres, que le mouton recherche et peut digérer, ne sont pas acclima-

tées : si quelques-unes apparaissent sur le sol, elles fournissent, au bétail, une alimentation passagère, au printemps et à l'automne, pour s'étioler et périr aux premières chaleurs de décembre ou aux premiers froids de juin. Quand le gros bétail a séjourné sur le terrain six ou huit ans, non sans avoir, lui aussi, été éprouvé par cet acclimatement, aidé par les troupes de chevaux que l'on groupe par milliers, sans leur imposer d'autre labeur que de battre le sol de leurs sabots dans des courses en désordre, où ils se dépensent en bonds et en ruades, alors, seulement, le trèfle jaune, le chiendent d'hiver et d'été commencent à se développer, à trouver un sol plus ferme et plus substantiel où pousser leurs racines; alors, le couvert est mis pour le troupeau de moutons, on peut dresser une tente et un parc. L'homme n'a pas donné un coup de bêche, ni confié au vent une semence ; le sol donne la vie à des graines qui semblent tombées du ciel, un rayon de soleil et une goutte de pluie suffisent à les perpétuer.

*
* *

L'aspect des terres vierges est resté ce qu'il était aux premiers temps de la conquête, presque seul, le *gynerium argenteum* y agite ses hauts panaches blancs, que l'automne émiette et disperse. Entre les touffes qu'il forme, le sol est à nu. C'est là que viendra s'abriter la graine apportée par le vent. Les oiseaux ne font, pas plus que l'homme, l'office de semeurs, il n'y en a d'aucune sorte dans la pampa déserte ; ils ne se montrent que là où l'homme a dressé un abri, et seulement quand il a entrepris quelque culture ou planté quelques arbres; alors, ils immigrent des champs anciennement peuplés. Œuvre lente de conquête du sol, que l'homme moderne ne pourra pas hâter, que les labours seront impuissants à précipiter!

Dans la partie de la pampa éloignée du littoral, l'humus n'est pas prêt, le travail de l'homme ne peut être fécond qu'à la condition de prendre le pas derrière le troupeau de bœufs. L'étendue conquise, depuis trois siècles, a été, depuis un demi-siècle seulement, occupée par les bergeries : jusque-là, les produits des troupeaux de moutons n'ont figuré sur aucun registre de douane, jamais une toison n'a été exportée. L'industrie locale ne les utilisait pas davantage : l'art de filer la laine était à peu près inconnu des colons : les moutons, pendant ce long espace de temps, ont fait un peu comme les hommes, ils ont subi l'influence rude du milieu barbare. Pendant que l'homme, isolé dans la plaine, devient individualiste à l'excès, s'habitue à ne compter que sur lui-même, modifie son genre de vie, donne naissance à une famille humaine, qui tient à la fois de l'indigène et de l'Européen, le mouton, lui aussi, prend des habitudes de solitaire. Ce maître de Panurge, si habitué à vivre en famille, à n'avoir ni un geste ni une pensée personnelle, à suivre et à imiter son voisin, sans vouloir jamais être ce voisin qui donne l'exemple, était perdu et isolé dans la plaine, abandonné à lui-même, égaré, cherchant à joindre le troupeau qui n'était nulle part.

De nombreuses tentatives, cependant, avaient été faites pour créer des bergeries : on cite des arrivages de mérinos dès 1780, surtout une première importation de cent brebis, envoyées de Rambouillet, par M. Ternaux-Compans, en 1828, à la demande de Rivadavia, cet homme d'État qui, pour n'avoir gardé la direction des destinées de son pays que pendant dix-huit mois, ne l'en a pas moins doté de toutes les institutions qui, plus tard, ont fait sa grandeur et sa fortune. Enfin, en 1840, un Anglais, portant un grand nom, le frère de Sheridan, importa d'Angleterre des animaux de race, employa des capitaux considérables à la création d'une bergerie de reproducteurs, à enrégimenter et à discipliner

les moutons créoles. Il échoua; sa ruine fut complète, et sa fin des plus tristes. C'était vraiment prêcher dans le désert, qu'appeler les pasteurs primitifs d'alors à prendre leur part de sacrifices de temps et d'argent, qu'ils considéraient fort mal employés, à recueillir ce menu fretin, ne donnant, en retour de soins attentifs, qu'un produit dont personne n'entrevoyait l'emploi.

Ce produit, la laine, il eût fallu, pour l'obtenir choisir, dans la campagne, les meilleures sites, y réunir en troupeaux les brebis égarées, les y retenir. On le fera le jour où ce produit trouvera acheteur; jusque-là, à quoi bon? Cet acheteur ne se présenta pour la première fois qu'en 1842. On comptait alors, répartis entre quelques propriétaires, environ deux millions de moutons, épurés par une sélection, poursuivie à travers deux cent cinquante générations. Ils n'avaient jamais donné à leurs propriétaires d'autre profit que la joie d'offrir à leurs hôtes de passage un agneau gras, et quelques peaux pour en faire un lit. On en cite qui, fatigués d'offrir à des amis qui les refusaient le don de quelques milliers de moutons, inutiles et encombrants, se décidaient à les vendre au briquetier voisin pour, de leur chair, alimenter son four.

Quelques années encore, tous ces souvenirs disparaissent comme par enchantement, sont même oubliés jusqu'à être traités de contes invraisemblables par la génération qui suit. Il a suffi, pour cela, de l'effort de quelques hommes entreprenants, de leurs conseils et de leur exemple.

Pendant les dix premières années de cette évolution, la laine ne vaut guère plus que les cinq centimes que l'on paye encore pour la livre; les moutons d'Andalousie, devenus créoles et dégénérés, donnent un produit de sauvageon. De 1850 à 1868, le progrès est continu: chaque année, les registres de douane relèvent un accroissement dans l'exportation, les voiliers d'autrefois deviennent insuffisants, les vapeurs les remplacent, le nombre en augmente à mesure

que leurs proportions grandissent, ils emportent, par centaines de mille, les balles pressées et pesantes.

* * *

Vingt-cinq ans et quelques béliers! Ce temps très court et ces modestes éléments ont suffi à transformer, si bien, la race créole, qu'elle a disparu complètement; à augmenter la production, de telle manière que, pour la première fois, en 1869, l'éleveur français se crut menacé, et qu'une première crise industrielle éclata.

L'Australie et la Plata avaient entrepris, à la même heure, le même travail; leurs envois avaient été chaque année, plus importants; mais c'était l'époque de la guerre de sécession, en Amérique. A l'heure où le coton faisait défaut, la laine avait apporté un appoint qui comblait le déficit; la guerre terminée, tout concourait à encombrer les filatures, dès que la Louisiane et la Floride reprenaient leurs cultures.

La panique, cependant, ne dura que quelques mois. On se reconnut vite, pas assez, cependant, pour qu'à la nouvelle des prix très bas que l'Europe payait pour la laine, les propriétaires ne se fussent résolus à décimer leurs troupeaux, à commencer des hécatombes, qui supprimèrent, en trois mois dix millions de moutons à la Plata, autant en Australie.

La grande consommation de 1870 et 1871 remit les choses en meilleur point. Depuis, les prix se sont toujours maintenus aux mêmes taux, jusqu'à l'année 1885, où, sous l'influence de la crise industrielle, qui sévit dans le monde entier, ils se sont abaissés à un tel niveau, qu'un mouton sur pied valait moins de deux francs à la Plata, lorsqu'une reprise subite a relevé le prix de la laine de 50 0/0, il y a quelques mois. L'éleveur exotique n'est pas, comme son congénère d'Europe, à la merci d'événements passagers, et ne saurait être la proie facile du découragement; cela tient

à bien des causes, surtout aux conditions de sa vie et de sa production. Les heures de souffrance pèsent sur lui d'une façon moins lourde que sur l'éleveur français ; il garde sur celui-ci, quant à la production de la laine, de nombreux avantages.

Une visite dans quelques établissements d'élevage nous permettra de les évaluer, quand nous l'aurons vu à l'œuvre, produisant, multipliant, recueillant, presque sans effort, le fruit du travail de la nature.

III

Nous demandons au lecteur, pour nous mieux suivre, de supposer qu'il accompagne un acheteur de laines, commissionné par un groupe de filateurs, de tisseurs de Roubaix ou de laveurs du Gard, qui doivent la vie de leurs industries aux éleveurs de Buenos-Aires, et envoient, tous les ans, des agents acheter, sur place, les cent millions de kilos qu'ils absorbent.

Notre compagnon est gai ; il a l'habitude de ces voyages. Depuis douze ans, vers la fin d'août, il quitte l'Europe, après l'avoir parcourue pendant trois mois, pour visiter tous les marchés de laines, Breslau, le Havre, Liverpool, Anvers ; vivant bien partout, faisant provision d'observations, d'instructions, d'ordres fermes ou flottants, garnissant son portefeuille de lettres de crédit indiscutables, délivrées par les meilleures banques de Londres et du continent. Mâtiné de Flamand, rubicond et blond, Belge, ou tout au moins semi-Belge de Roubaix, cet homme du Nord semble échappé de Gascogne, dès qu'il ouvre la bouche. Dans ce commerce des laines, c'est l'homme du Midi, celui qu'envoie Mazamet, qui est taciturne, il a un air humble, quelque peu hésitant, cadrant mal avec les grandes affaires qu'il traite ; il ne sait

pas jeter au vent cette gaieté bruyante, un peu vulgaire, de commis-voyageur transocéanique, et tient trop à l'argent que l'homme du Nord gaspille, comme il le gagne, facilement.

La traversée de vingt-cinq jours, qui sépare Bordeaux et Marseille de Buenos-Aires, est, pour celui-ci, une longue occasion de gais propos, de paris au champagne, de *cocktails* corsés, où le bitter et le cognac se mêlent au jaune d'œuf en une mousse légère et excitante. Il débarque. L'accueil qu'on lui fait n'est pas pour l'attrister. On l'attendait. C'est le printemps; septembre va finir; il arrive à point, les ciseaux de tonte sont en branle; quelques jours encore, et les premières laines vont apparaître sur le marché. Allons avec lui inspecter les premiers arrivages.

A cinq heures du matin, le tilbury attend notre homme. Le tramway au besoin suffirait, chaque rue possède le sien et dès avant le jour est agitée du bruit de ses grelots et du galop rapide de ses petits chevaux toujours pressés. Les marchés aux laines sont aux confins de la ville. Ils reculent, tous les dix ans, sous la pression de la population; les places qui leur étaient, il y a vingt ans, réservées, sont aujourd'hui des quartiers élégants; les deux grandes esplanades, où ils se tenaient encore en 1880, sont déjà transformées en parc. On ne songe plus à les remplacer. C'était, en effet, des lieux de stationnement pour les grandes charrettes pampéennes qui, aujourd'hui, disparaissent ou, tout au moins, ne viennent plus jusqu'à la ville sur leurs roues, mais hissées sur des wagons-trucs.

Le marché se tient, donc, dans les deux gares terminus, celle de l'Ouest et celle du Sud, transformées en entrepôts. La première dessert la région la plus anciennement peuplée, terre d'alluvions, de gras pâturages, de laines fortes et lourdes; la seconde, la région du Sud, plus étendue et plus

récemment occupée, où les pâturages sont plus grêles et plus variés; la laine qui en provient est légère et fine.

Le hasard a placé Buenos-Aires au point d'intersection de ces deux régions, si dissemblables; les deux marchés, qui se tiennent dans chacune de ces gares, distantes, à peine, de deux kilomètres, sont, tout à fait, différentes; les prix n'y sont pas les mêmes, l'aspect et la nature de la laine y sont très distincts.

Dans les hangars, à l'abri du vent, très vif au printemps, des tourbillons de poussière qu'il soulève, et du soleil déjà chaud à cette heure matinale, se presse un public, bigarré de ruraux et de citadins, gens de fortune et de grand crédit, habitués à traiter, là, entre eux, de grandes affaires, qui se liquident le samedi en gros chèques.

Tel Irlandais, colon arrivé, il y a vingt ans, peu lettré, au reste, rude travailleur, éleveur attentif, économe, quoique grand buveur, vient suivre de l'œil la vente de l'énorme produit de ses troupeaux; il possède, dit-on, cent mille têtes; ce n'est pas ce chiffre que l'on cote, dans ce lieu, où la toison seule comparaît. On dit de lui : C'est un homme de dix mille, de quinze mille, de trente milles arrobes — chiffre majestueux, cette unité de poids représentant onze kilos et demi. — Il encaissera, demain, 2, 3 ou 400,000 francs, produit de sa tonte, n'en changera, pour cela, rien à sa vie ni à son costume pampéen, qui le ferait confondre avec le plus humble gaucho, si son langage ne dénonçait son origine britannique; il emploiera cet énorme revenu en nouveaux achats de domaines, où il pourra répandre le trop-plein de ses troupeaux.

Ce n'est pas avec lui que notre acheteur traite ; des intermédiaires sont là pour cette négociation : éleveurs aussi, — tout le monde l'est un peu, — employant les capitaux fournis par l'élevage en opérations de crédit avec les petits

colons, qui recourent à eux et leur adressent, à la saison, leurs produits, affaires sûrement gagées. Ils savent le crédit que mérite le plus riche et le plus humble propriétaire, sont, mieux que lui, peut-être, renseignés sur les soins qu'il donne à ses troupeaux, le nombre de ceux-ci, la valeur des terrains qu'ils occupent, les chances de succès ou de ruine qui l'y attendent, les sécheresses ou les inondations qu'il peut redouter. N'ont-ils pas en mains la meilleure des preuves. En hommes expérimentés, ils savent reconnaître, à l'apparence de la toison, à son poids, à la résistance des brins qui la composent, la valeur de l'éleveur et de son terrain; ils savent les efforts, qu'il fait pour combattre la gale, ce grand ennemi de la laine, pour améliorer la qualité et le rendement par des croisements heureux. Ils savent le chiffre des moutons, et, par le poids total de la laine, leur valeur: cent brebis devant rendre, suivant leur race, facile à reconnaître à l'aspect de la laine, de dix à dix-huit arrobes.

Il y a des laines qui font prime, qu'elles proviennent de tel ou tel district ou de telle ou telle *estancia.* Certaines filatures de France emploient toujours les mêmes et connaissent le nom du producteur pampéen, sans avoir jamais eu avec lui d'autres relations que d'acheter, chaque année, sa laine à son consignataire.

L'acheteur, au reste, fort expérimenté, les reconnaît, dans les entrepôts publics ou privés, à leur aspect, à l'importance des envois; mais ce qu'il sait surtout, ce qu'il suppute presque sans erreur, après un léger examen, c'est le rendement au lavage de cet immense amas de toisons qui représente cent mille kilos.

Il en prend, en mains, quelques-unes ; elles sont toutes roulées en boules, attachées d'un fil, montrent en dehors les racines blanches, jaunâtres ou bleues des mèches. Il rompt le fil, développe la toison, qui apparaît, alors, dans sa forme

primitive, si bien conservée, qu'on pourrait l'appliquer telle quelle sur le dos de l'animal qui l'a produite ; vue de ce côté, elle est moins éclatante de blancheur, mais plus sincère, trop, quelquefois ; il n'est pas rare d'y découvrir des détritus lourds et gras, que l'éleveur n'a pas voulu perdre et a recueillis là, comme un produit aussi de son troupeau.

Notre acheteur la soupèse, calcule la résistance des brins et rend son arrêt : c'est un ensemble de toisons qui rendra au lavage 32, 32 1/2 ou 33 0/0, de son poids total. Il se trompe rarement ; s'il se trompait seulement de 1 0/0, une affaire jugée bonne pourrait être médiocre. L'ensemble de son inspection lui apprend ce que vaut la laine de l'année ; il y a de bonnes et de mauvaises années, dans ce pays où les moutons ne connaissent pas les abris : l'hiver sec donne une laine maigre, l'été sec une laine galeuse, un printemps pluvieux une laine très propre.

*
* *

Les grandes gares ne contiennent que les arrivages du jour ; ceux des jours précédents ont déjà pris le chemin des entrepôts privés. Autrefois simples barraques, elles ont conservé ce nom, sans prétention, en devenant ce qu'elles sont aujourd'hui, d'immenses hangars, couvrant des superficies de plusieurs milliers de mètres carrés, se développant autour de cours spacieuses, où évoluent les files de charrettes pleines. Entrons.

Le défilé de celles-ci est continu ; pleines de sacs remplis de toisons, elles arrivent de la gare. Devant de grandes portes, le déchargement s'en opère ; des piles, habilement construites, s'élèvent jusqu'à douze et quinze mètres, solidifiées par un revêtement de toisons bien posées et entassées, ne montrant à l'œil que des mèches éclatantes, semblables à des flocons cotonneux.

Plus loin, une de ces piles est déjà éventrée. Quelques hommes, en jupons courts de treillis, s'acharnent après elle, entassant les toisons sur une claie posée sur des tréteaux, devant laquelle un homme, debout, les examine une à une, et leur donne à chacune sa destination, suivant sa nature : c'est le classeur.

Homme pratique et de connaissances spéciales, il est, le plus souvent, français, et a fait son apprentissage dans un lavoir de laines. Il sait quel classement convient à chaque marché d'Europe. Le salaire, qui lui est alloué, est élevé; pendant les quelques mois que dure son travail, il n'est pas rare qu'il réunisse douze, quinze mille et quelquefois trente mille francs, suivant l'étendue de sa clientèle. Il est servi par plusieurs aides, travaillant à ses frais; leur tâche consiste à alimenter le tas où il puise, à relever ceux qu'il forme, suivant le classement, à les porter au point où fonctionne la presse.

Celle-ci présente une profonde ouverture de deux mètres, large d'un mètre, aux parois de bois épais et dur, où la laine s'empile ; un manège à cheval opère la compression de bas en haut, en deux minutes ; en même temps, la balle qui se confectionne est cerclée de lames minces d'acier retenant une toile, et sort tout habillée, prête à tomber sur la bascule pour y donner son poids et recevoir les marques et numéros, indiquant sa provenance, sa destination et son classement. Deux balles cubent un mètre et demi et pèsent une tonne ; une charrette les emporte à la douane, qui les inscrit, et prélève un droit de sortie de 4 0/0. Il en passe ainsi trois cent mille par an.

IV

C'était, autrefois, dans ces entrepôts que se traitaient toutes les affaires. L'acheteur, qui ne consentait, guère, à sortir de la ville, est devenu, peu à peu, le chemin de fer aidant, très friand de contrats, passés sur les lieux mêmes de production et traités avec le propriétaire. Suivons-le ; nous pourrons, avec lui, recueillir, chemin faisant, quelques observations, prendre contact avec l'éleveur, le simple berger, le tondeur et tous les hommes des champs, dont pas un ne saurait vivre sans s'occuper de laines.

C'est vers l'ouest et le nord qu'il prend d'abord sa direction : la tonte a, dans ces régions, quinze jours ou un mois d'avance sur celle du Sud ; dans les années où le printemps est doux, elle y commence fin septembre ; fin octobre, tout est terminé.

Le Nord est la région que les Irlandais tendent, depuis vingt ans, à accaparer ; l'éleveur français se rencontre, plus généralement, à l'ouest et au sud ; partout les grands propriétaires créoles sont nombreux, ils doivent leurs grands domaines à l'héritage ; les étrangers, au contraire, les ont acquis d'économies, produites par leur travail ; de là, des différences considérables dans la tenue des uns et des autres.

Les domaines créoles sont administrés, généralement, par des majordomes ; ceux des étrangers par eux-mêmes. Dans les premiers, on trouve, quelquefois, une grande habitation, quelque peu luxueuse, le plus souvent inhabitée ; le propriétaire y vient rarement, son absence n'empêche pas le passant d'y trouver l'hospitalité, mesurée à sa condition sociale plutôt qu'à celle de son hôte.

Dans les *estancias* irlandaises, l'habitation tient du cottage.

Elle se développe en rez-de-chaussée, agrandi, sans beaucoup d'art, à mesure que l'argent est devenu facile : une véranda forme, autour, un promenoir frais où les plantes grimpantes, le jasmin, le bougainvilliers s'enroulent ; à l'intérieur, tout est anglais, meubles et décorations, boîtes à coquillages, keepsakes et chromolithographies ; l'hospitalité est écossaise et la cuisine américaine. C'est la maîtresse ou ses filles qui servent, modestement debout, autour de la table, où les hommes s'asseyent, où s'accumulent des victuailles de toute espèce, gibier, volailles, jambon, tout excepté ce que le troupeau pourrait fournir et qui serait banal.

Quels que soient le propriétaire et l'étendue du domaine, l'aménagement de la terre est, partout, le même ; la plaine où le bétail s'épand n'est remarquable que par son uniformité. Vos yeux ont beau chercher, nulle part autour de vous le troupeau n'apparaît ; la plaine immense a son microbe : le mouton innombrable est invisible, il est l'infusoire de la pampa.

La demeure du berger n'a pas beaucoup plus de relief Par un étrange effet d'optique, elle est moins facile à distinguer à mesure que la lumière du jour est plus vive ; on ne la perçoit bien qu'à l'heure du crépuscule, quand, tout autour de vous, dans un lointain, difficile à mesurer, les lumières s'allument, scintillent, à travers les portes ouvertes, vous révélant la topographie du domaine, la position et le nombre de ses habitants.

Les chaumières des bergers, que l'on appelle *puestos*, postes, sont situées sur les points les plus élevés et sur la lisière du domaine, à un kilomètre, environ, l'une de l'autre, de façon que les moutons, en sortant du parc, trouvent, devant eux, un espace libre, généralement de deux kilomètres de profondeur, ce qui donne, pour chaque *puesto*, deux cents hectares de superficie, où ils peuvent paître, en marchant devant eux,

sans violer les pâtures du voisin, ni se mêler à son troupeau.

Le *puesto* se compose de deux pièces ; une porte y donne accès, les fenêtres y sont rares, sinon inconnues ; auprès, un parc, clos de planches de bois de sapin, à claire voie, où les moutons passent la nuit, pour en sortir le matin. Dans ce carré de cinquante mètres de côtés, suffisant à loger deux mille moutons, les détritus qu'ils y laissent s'accumulent jusqu'à former, après quelques années, un monticule de plusieurs mètres de hauteur, de la même richesse et nature que les îles Chinchas, se délayant en boue horrible, sous les pluies d'orage, se répandant, pendant les jours de sécheresse, en tourbillons de poussière âcre : richesse perdue, que personne ne songe, encore, à reprendre, pour la répandre sur le champ, où la famille ne puise autre chose que l'aliment de son foyer; coupé en tranches et séché à l'ombre, c'est un excellent combustible, d'une fumée et d'une odeur exécrables.

L'unité de division des domaines est la lieue carrée, espagnole, de deux mille sept cents hectares, à laquelle on substitue actuellement la lieue nationale de deux mille cinq cents hectares. On peut compter, par lieue carrée, dans la région la mieux préparée, quinze *puestos*, disséminés sur la ligne ; le centre du domaine, restant réservé au gros bétail et aux chevaux.

Comme il ne suffit pas, pour connaître la valeur vraie du produit, d'en causer avec le propriétaire ou son majordome, dirigeons-nous vers chacun des *puestos*.

L'habitant en est quelquefois locataire ; le plus souvent c'est un métayer; quel qu'il soit, il est très méticuleux sur le respect des formes et de la politesse. Il ne vous verrait pas, sans surprise, vous diriger, au galop, vers son troupeau, sans être passé, d'abord. devant sa porte, et lui avoir demandé

permission de le faire; même si vous êtes accompagné du majordome, celui-ci, supérieur direct des métayers, se conformera à cet usage.

Après un galop de quelques minutes, le *puesto* est devant vous; l'aspect en est triste, toujours le même, à quelques détails près. C'est partout le même parc, la même construction, le même cheval étique, attaché au même pieu, les mêmes peaux de moutons étendues et séchant au soleil, autour desquelles les éperviers s'agitent en poussant de petits cris aigus, qui témoignent de leur joie ou de leur inquiétude; chargés de l'hygiène du lieu, ils utililisent tous les débris de chair putrescible, nettoient les carcasses des animaux morts. Du plus loin qu'ils vous ont vu, une bande de vanneaux armés vous a servi d'escorte et d'avant-garde, annonçant à tous les habitants votre arrivée : le berger est donc sur sa porte.

Avant qu'il ait paru, quelques détails spéciaux vous ont révélé, du premier coup d'œil, son caractère et sa nationalité. Un semis de pastèques et de citrouilles vous indique que le maître est créole; un cheval de course, attaché à l'ombre, le nez dans une musette, que c'est un gaucho, joueur et peu soigneux, dépensant son avoir en paris de course et en beaux atours; un jardin fermé, divisé, planté de quelques arbres, semé de luzerne et de maïs, vous révèlent un étranger soucieux de son bien-être, et un troupeau soigné; la maison, sans être luxueuse, a meilleur aspect que les autres, la cuisine est à l'écart. C'est là, le plus souvent, que l'on est reçu, autour du foyer toujours allumé, au milieu de la pièce. Rien de triste comme la vie que cette pauvreté comporte. On est surpris de voir des hommes, venus de loin, y oublier le bruit de leurs villages et s'y plaire, prendre goût à cette contemplation, à cette solitude oisive. Beaucoup en rompent la monotomie en poussant leur cheval chaque soir et quand la nuit est tombée et le troupeau rentré, vers la *pulperia*, l'assommoir pampéen.

La *pulperia* est la vraie ennemie du troupeau, aussi le propriétaire des grands domaines a-t-il soin de canaliser, à son profit, ce mal nécessaire, en l'installant lui-même, et obligeant ses métayers à n'acheter leurs provisions que chez lui. Il peut, ainsi, diminuer le débit des denrées dangereuses, surtout régler la dépense du consommateur en lui mesurant le crédit, que la laine soldera, à la fin de l'année.

*
* *

Il nous reste à voir le troupeau : on nous l'indique, au loin, paissant, seul, sans gardien : le mieux gardé est celui qui l'est le moins, ou du moins de plus loin ; la présence du berger le gênerait, l'empêcherait de paître à son aise, de se coucher quand il en a envie. Il ne faut pas moins que le berger ait l'œil ouvert et soit prêt à accourir à la première alerte ; son cheval est là à tout événement. Dans le troupeau de mille cinq cents à deux mille têtes, les sexes et les âges sont mélangés. Ce n'est que dans les grandes stations que les brebis, les moutons et les béliers forment des groupes distincts ; dans les petites, tout est mélangé, ce qui n'est pas sans de grands inconvénients.

Le *puestero* est, le plus souvent, métayer, possède le tiers de son troupeau, donne ses soins au reste, pour le compte du propriétaire, qui fournit, en échange, le terrain, le *puesto* et le parc. Le métayer n'a pas à traiter du prix de la laine, il le recevra des mains du propriétaire, après la tonte, qui se fait au chef-lieu de l'*estancia*, où chaque berger amènera tour à tour ses brebis.

Ce chef-lieu est le centre de l'exploitation, il comprend l'ensemble de tous les bâtiments nécessaires : la laine seule en exige ; le gros bétail n'en requiert d'aucune sorte, il n'a d'autre mission que de croître et d'engraisser en plein air. Si

quelques vaches sont dressées à apporter leur lait à la ménagère, un piquet suffit pour les attacher à l'heure de la traite elles sont immédiatement relâchées.

Pour les bêtes à laine, c'est autre chose. Le parc, qui suffit au *puestero* pour son troupeau isolé, est, ici, flanqué de bergeries abritées, où s'élèvent les brebis et les béliers de race, en nombre plus ou moins considérable, suivant l'importance de l'*estancia*, la valeur de la terre, la fortune du maître. Les parcs y sont nombreux : les uns, destinés à séparer les brebis nées de croisements, que l'on accouplera avec les béliers de race; d'autres, où l'on met en réserve la descendance de ceux-ci; d'autres, où se rangent, en groupe isolé les béliers que l'on ne répandra dans les troupeaux qu'à l'époque de la lutte, dans la proportion de un par quatre-vingts brebis; dans d'autres, enfin, on enferme les moutons et les brebis retraitées, dont on presse l'engraissement pour s'en défaire.

Plus loin, s'alignent les hangars où se fera la tonte et où s'emmagasine la laine.

Auprès s'étend le bain, où, après la tonte, les brebis viendront se tremper dans une dissolution d'eau et d'arsenic, pour se guérir de la gale; tous les troupeaux doivent y passer. Tondues ras, gênées par leur nudité, bêlantes, elles arrivent, par groupes de mille, descendent par dizaines, ou, plutôt, glissent sur le plancher en pente, jusqu'à plonger dans le mélange, où des hommes bardés de cuir les prennent, les plongent, les frottent et les lâchent, pour qu'elles remontent du côté de la sortie, mouillées et s'égouttant ; le soleil a bientôt fait de leur faire oublier ce mauvais moment. Si le bain a été bien donné, l'acarus est à peu près détruit, et la laine poussera, drue et forte; sinon, il faudra, en février ou mars, recommencer les soins; mais, à cette saison, la laine est déjà trop haute pour que l'on puisse donner de nouveaux bains, c'est à la main que le remède sera appliqué.

On procède à la tonte. Un troupeau est rangé dans un parc spécial, son berger le dirige. Sous le hangar, dix, vingt, quelquefois cent tondeurs, hommes, femmes, enfants, agitent de grands ciseaux, désignés sous le nom de *forces*, faits d'une tige d'acier recourbé et se terminant en deux lames larges et pointues.

Chaque brebis, prise par la patte, est roulée, ficelée, déposée sur le plancher, où le tondeur la saisit. Quand il la lâchera, nue, pour la laisser rejoindre son troupeau et paître en liberté, il recevra un petit carré de fer-blanc qu'il échangera contre le salaire, fixé à tant par tête, 15 ou 20 centimes, suivant les fluctuations de l'offre et de la demande.

La toison est restée sur le sol, à plat, d'un seul morceau; un aide la prend, la roule, l'attache et la classe; le contrôle sera facile, le nombre des toisons correspond à celui des bons à payer et à celui des bêtes du troupeau, qui sont, elles aussi, comptées avec soin, pour contrôler la gestion du berger. Il doit, en effet, représenter les peaux des animaux morts ou consommés ; il reçoit son congé, à cette heure des règlements annuels, si l'augmentation du troupeau n'a pas été satisfaisante, si les brebis ne témoignent pas de soins suffisants par la quantité et la qualité de la laine.

Notre présence dans le hangar n'a pas arrêté le travail, et semble plutôt l'avoir activé, sans modérer l'allure des quolibets que les tondeurs échangent entre eux : on aime, beaucoup montrer, à un étranger, son adresse et son esprit, on aime, plus encore, l'exercer à ses dépens, dès qu'il a le dos tourné; il fait, alors, les frais des plaisanteries gouailleuses, qu'à peine, au reste, il comprendrait, s'il lui était donné de les entendre.

Tous les tondeurs sont indigènes, tous revêtus du costume traditionnel du gaucho, bottes, braies, poncho et chapeau de feutre, le foulard ponceau autour du cou. Ils oublient, pour quelques jours, leur indolence native ; les habiles gagnent,

à ce travail, plus de 20 francs par jour. Tant que la température est douce, le temps sec, les ciseaux ne s'arrêtent pas ; après une brebis, une autre, on comptera ainsi jusqu'à dix et vingt mille ; au delà de ces gros chiffres, on subdivise l'administration.

Ce travail égaye, pendant quinze jours, le domaine où il s'opère, sans que la campagne en soit plus animée. Elle l'est moins, peut-être, encore que de coutume ; tout le monde est à l'ombre, courbé sur son travail, personne ne songe à galoper, oisif, à travers la plaine. De loin en loin seulement, apparaît une charrette vivement traînée par deux ou trois chevaux, c'est le boulanger ambulant ou le marchand de pêches et de pastèques ; ils savent où le travail est commencé et, sûrs de leur clientèle, dont la gourmandise est le premier des vices, ils viennent lui offrir les friandises recherchées, du pain, des gâteaux au caramel, auxquelles on ne saurait résister, tant que l'on possède en poche un centavo.

Ce n'est pas que la nourriture soit parcimonieusement servie à tout ce personnel, les repas sont abondants, la viande à discrétion, un cuisinier de rencontre est chargé du soin de la préparer, la nourriture se donne, même les jours où le travail est suspendu, quand la température fraîchit, après les pluies.

Ce sont là jours tristes. Le berger a beau avoir scruté le ciel, dont il connaît les caprices, quelquefois un changement subit de température, contre-coup d'un orage lointain, dont le centre est à trois où quatre cents lieues de là, que rien n'a signalé, que dénonce seulement une odeur fraîche de terre et d'herbes mouillées, apportée par le vent, fait baisser le thermomètre de dix ou douze degrés. Le vieux proverbe est vrai : Il faut qu'à brebis tondues Dieu ménage le vent ; sinon, c'est un désastre. Dans le parc où, privées de leur laine, elles ont passé la nuit, on comptera quelquefois mille cadavres, nus et blancs, sur le sol noir ; les chauds rayons

de l'aurore font, avec ce spectacle, un sombre contraste, qui rend plus cruelle encore, pour le berger ruiné, l'œuvre de la nuit froide, s'étalant irréparable, sous le soleil levant.

Que ne fait-on des abris? Après les grands désastres, on y songe toujours; puis, on calcule que cette prime d'assurance serait trop lourde ; il est moins coûteux de se promettre, pour une autre fois, plus de prudence et moins de dédain pour les avertissements du baromètre.

Sauf ces accidents, qui ne causent pas grand trouble, et n'attristent que celui qu'ils atteignent, — le paysan n'est pas, de nature, compatissant, il l'est ici moins qu'ailleurs ; — les jours de pluie, qui interrompent la tonte, sont des jours gais ; l'oisiveté s'impose, on occupe ces loisirs, en paris, courses, jeux de hasard, danses et séances de guitares, où les couplets naissent sous l'improvisation du *payador*, trouvère pampéen.

* * *

Pendant que la tonte continue ; en attendant qu'acheteur et vendeur se soient mis d'accord sur le prix de la laine, après de longs pourparlers que l'homme des champs mène avec lenteur, nous pouvons examiner, en détail, les aménagements de la station, destinés à l'abri des béliers et à ce travail continu de l'amélioration de la laine, obtenue par celle de la race.

L'importation des béliers de race était, il y a encore un quart de siècle, une entreprise compliquée ; elle est toujours coûteuse, mais, avec les steamers réguliers, bien aménagés, elle ne comporte plus les mêmes fortunes de mer. Tous les vapeurs qui partent d'Europe emportent quelque étalon ou taureau de prix, des béliers et des brebis en nombre. Tous ont une valeur, assez élevée, pour justifier les frais considérables d'un transport à cette distance.

C'est de Rambouillet que se font les expéditions les plus

considérables, c'est le mérino de cette provenance, qui a toujours eu le don de séduire les éleveurs, à cause de sa taille et de sa grande production de laine. Le type recherché est celui du mérino importé d'Espagne à Rambouillet, de haute taille, à tête forte, aux cornes volumineuses, à la toison très étendue, cachant le front, les joues, s'étendant jusqu'au nez et à la naissance des ongles, couvrant, ainsi, entièrement, les membres et le dessous du ventre.

Avec les Rambouillet, les Negretti jouissent de quelque faveur, mais moins générale. On cite cependant une bergerie, possédant un bélier de cette race, né dans le pays, dont un éleveur français a offert cinquante mille francs, qui ont été refusés. Cette variété du mérino, se distinguant par sa taille plus petite et sa laine à mèches courtes, d'un brin moins fin, est la plus recherchée en Russie et en Autriche-Hongrie, mais perd du terrain partout ailleurs ; dans la pampa, la question de la supériorité de l'une ou l'autre race n'est pas résolue, pas plus que ne l'est celle des races anglaises, que quelques éleveurs ont introduites, entre autres, celles des south-down et des lincoln, grands producteurs de viande et de laine sans valeur.

On suit ici, partout, le système des bergeries de progression. Quelques-unes contiennent des animaux de races pures, s'attachent à perpétuer cette pureté, sans demander, à l'étranger, autre chose que quelques individus de même race et d'autre provenance pour renouveler le sang. Ils donnent à ces béliers des brebis indigènes, en vendent tous les ans les produits, dans des ventes publiques où les éleveurs viennent se fournir. On compte, à peu près, une douzaine de ces grandes bergeries, entre lesquelles une émulation constante est établie ; c'est le public qui décerne les récompenses en payant plus ou moins cher les produits.

Avec les sujets ainsi achetés, les éleveurs plus modestes

constituent, chez eux, de petites bergeries, moins luxueuses, où ils entretiennent, sous des abris et avec une nourriture spéciale, une ou deux paires de béliers, destinés à féconder leurs brebis de choix et à fournir des béliers pour leurs troupeaux.

Ces descendants de noble race sont élevés en plein air, et préparés pour la vie, sans abris, qu'eux et leur progéniture devront supporter. Ils doivent résumer et perpétuer les doubles qualités héréditaires, exigées par les conditions locales de l'élevage, résistance aux intempéries, production abondante de laine. La résistance, la race indigène est en mesure de la perpétuer, mais l'introduction continue du sang étranger la diminue.

Il faut donc une assez longue préparation pour éviter que cette diminution de la force de résistance n'expose le troupeau à être décimé à la première aventure climatérique. C'est là le grand écueil de l'élevage pampéen à l'air libre, sur des pâturages naturels que le travail de l'homme n'a rien fait pour modifier. On ne saurait, dans l'amélioration de la race, procéder avec trop de précautions. Le premier soin doit être de défendre les qualités assurées de la race créole par une longue sélection : des éleveurs, trop ambitieux, ont vu périr tous leurs troupeaux métis à la suite d'une pluie froide venue hors de saison, quand d'autres, moins précieux et plus rustiques, survivaient. C'est, on le voit, un travail à plusieurs degrés qui exige, chez ceux qui l'entreprennent, des connaissances étendues, une surveillance très éclairée. Le résultat a été considérable, sans cependant qu'il puisse être comparé à ce que des efforts mieux dirigés et à plus grands frais ont produit en Australie.

Aujourd'hui, en même temps que les bergeries se multiplient, même au loin, et soignent les croisements, l'agriculture, elle aussi, gagne du terrain, et prête son aide à l'élevage ;

chaque station possède des surfaces, semées en luzerne, des champs de maïs qui apportent un utile renfort aux troupeaux pendant les gelées et les sécheresses; quelques propriétaires ont essayé, avec succès, l'ensilage. Ce n'est pas un spectacle peu curieux, que celui d'un troupeau de moutons, se jetant, avec voracité, sur cet aliment, que conserve le silo; son aspect est celui d'herbes pourries, d'une odeur de tan, fraîchement extrait des fosses de tanneries, repoussante pour le moins pour notre odorat, agréable, il semble, à celui du mouton.

Enfin, l'élevage est à la veille de subir une nouvelle transformation, sous l'influence des clôtures de fil d'acier, qui se dressent, partout, et divisent les grands pâturages libres d'autrefois en enclos. Quelques propriétaires, après avoir clos leurs stations, première défense contre le voisin, qui permet d'utiliser les moindres recoins de la propriété jusqu'aux limites extrêmes, sans avoir à surveiller celles-ci ni les défendre, ont vite reconnu que le vrai progrès consiste à subdiviser le domaine. Cela permet de laisser le troupeau, fût-il de dix mille bêtes, paître en liberté, sans gardien, de supprimer le stationnement de nuit, dans le parc, surtout, d'ouvrir et de fermer alternativement certaines sections au bétail ; les frais sont ainsi réduits, la multiplication plus rapide.

Dans la région du Nord de la pampa, cette œuvre est très avancée : le haut prix de la terre y justifie cette dépense, les pâturages, reconnus bons pour moutons, y atteignent déjà le prix de 500 francs l'hectare, à dix lieues de Buenos-Aires, valeur, qui va en décroissant, à mesure que l'on s'éloigne de cette ville, sans tomber au-dessous de 200 francs l'hectare, pourvu qu'ils aient les qualités exigées par le berger. Dans le Sud, les domaines sont plus vastes, l'humus moins riche, le pâturage moins élaboré, les meilleures terres

à brebis n'y valent pas plus de 300 francs l'hectare, à dix lieues de Buenos-Aires, et les plus éloignées moitié moins.

A mesure que l'on s'éloigne et que les grands domaines se partagent, entre quelques propriétaires de grandes étendues, occupées, surtout, par les bœufs et les chevaux, le commerce des laines se fait d'après l'ancienne méthode ; les acheteurs européens ne vont pas si loin, ils s'en rapportent à leurs agents, commerçants du lieu, les *pulperos,* qui, concentrant tous les échanges de la campagne, se trouvent naturellement, à la fin de l'année, détenteurs de toutes les laines de leur clientèle, qu'ils reçoivent en payement des fournitures de l'année.

Il y a un *pulpero* à peu près par lieue carrée, jusqu'à vingt lieues de Buenos-Aires, au delà, le nombre en diminue plus ou moins rapidement, suivant que la terre du district est plus ou moins riche ; c'est ce nombre qui donne la mesure de la prospérité d'une région, plus encore que de ses vices, qui sont les mêmes partout, mais plus faciles à satisfaire là où la terre est meilleure.

Une terre bien choisie est, en effet, le principal élément de prospérité de l'éleveur. Il ne faut pas le critiquer de ce qu'il attend, de la nature, son succès ou ses revers ; sans le secours de celle-ci, sans l'aide d'un sol qui lui fournisse, à toutes saisons, l'aliment de son troupeau, il pourra s'épuiser en travaux coûteux, faire grande dépense d'intelligence, mais restera en route ; une sécheresse persistante, des gelées trop longues, une inondation emporteront, en quelques mauvaises journées, le fruit de longs efforts. Ces maux pourraient à peine être amoindris par la prévision ; la prévision coûte trop cher ; l'éleveur pampéen doit continuer à être un éleveur à bon marché, ou ne pas être. L'espace qu'il a, devant lui, à conquérir, encourage la théorie qui le pousse à s'étendre ; le bas prix de quelques produits de l'élevage, la viande, par

exemple, ne l'excite pas encore à compenser la différence du revenu par une surproduction ; il ne voit qu'un des côtés de la question, et se dit : A quoi bon produire plus, puisque le produit actuel ne trouve déjà acheteur qu'à bas prix ? L'avenir lui apprendra que l'homme n'est sur la terre que pour produire toujours plus et toujours mieux ; s'il a une autre mission encore, ce ne peut être que celle de consommer autant qu'il produit.

* * *

Toutes les laines de la Plata sont expédiées en Europe, qui en reçoit plus de trois cent mille balles, en même temps que cent cinquante mille de peaux de moutons, représentant six à huit millions de bêtes abattues, pour la consommation, ou détruites par les maladies; quelquefois, celles-ci, fomentées par un état climatérique nuisible, causent des ravages que tous les efforts sont impuissants à combattre. C'est ce qui s'est produit en 1886 ; de juin à août, l'hiver a été sec et froid, des gelées continues ont brûlé les pâturages, une épizootie de *strongylus filaria* s'est développée chez les animaux, affaiblis par les privations, et l'on estime à vingt-cinq millions de moutons le nombre des victimes, chiffre facile à établir et à contrôler, en relevant les arrivages journaliers de peaux de moutons, reçues à Buenos-Aires, de la campagne, pendant cette période.

C'est surtout la France qui absorbe ces énormes envois. Ajoutons même que, des quantités expédiées sur Anvers, la plus grande partie n'a jamais fait que traverser ce port, choisi, depuis longtemps, par les filateurs de Roubaix, de Tourcoing et de Reims, en raison de son voisinage. Depuis peu, grâce à une mesure sage du gouvernement français, le port de Dunkerque, que l'on ne croyait pas appelé à un si rapide développement, lui fait une concurrence active. C'est une histoire curieuse.

Les premières laines de la Plata ont été importées, en 1850, à Anvers, qui en reçut quatorze cents balles; en 1880, ce port en recevait deux cent mille, donnant un poids de cinquante millions de kilos, contre quarante-cinq millions importés en France. Anvers était devenu le grand marché pour tous nos industriels du Nord et de la Champagne, et bénéficiait des commissions, courtages, fret, transports, escompte de négociations de traites, auxquels donnait lieu ce trafic considérable, que payaient, à l'étranger, nos industriels. Ce préjudice, qui était causé à toutes les branches de notre commerce, avait son origine dans une erreur de nos règlements de douane. Les laines de la Plata étaient, en effet, frappées d'un droit de 3 fr. 60 par cent kilos, qu'elles vinssent directement du pays de production ou de ports de transit, pendant que les laines d'Australie, que nous ne consommons guère, n'étaient frappées de ce droit que si elles provenaient de ports de transit. Ce droit ne frappant plus, depuis 1880, les provenances directes, le résultat ne s'est pas fait attendre. Le port de Dunkerque a reçu, en 1881, douze mille balles; en 1883, soixante-dix-sept mille; en 1885, plus de cent mille, de la Plata; le port d'Anvers a vu, pendant la même période, diminuer, d'autant, les quantités qu'il recevait. La démonstration est faite; c'est bien la France qui est le grand pays de consommation de laines de la Plata, personne n'a encore émis l'idée qu'il fallait arrêter ce courant; nous devrons examiner s'il y aurait, à le tenter, quelque danger ou quelque intérêt.

V

Telle est la condition sociale de l'éleveur pampéen, tel est le milieu dans lequel s'élaborent les cinq cents millions de kilos de laines sans lesquels les industries anglaise, française

et allemande ne pourraient plus aujourd'hui subsister. Quelle influence cette production peut-elle avoir sur le consommateur et le producteur d'Europe?

Ce qui nous semble ressortir tout d'abord de notre étude, c'est que la production, que nous avons analysée dans ses moyens et dans ses résultats, si elle n'est pas aussi spontanée que celle des pépites, est, du moins, de son essence, facile, peu laborieuse et peu coûteuse.

Le capital d'achat du troupeau représente une petite somme: on pouvait, au commencement de l'année 1886, se procurer, dans la pampa argentine, autant de brebis de reproduction que l'on eût pu en souhaiter, au prix minime de 2 fr. 50 par tête; depuis, une année, climatériquement mauvaise, a décimé les troupeaux, et diminué de vingt millions de têtes le capital existant; la laine, d'autre part, a subi, sur les marchés d'Europe, une hausse de 40 0/0 sur le prix de 1885, deux motifs qui entraînent une plus-value du porteur, mais non pas à des prix inaccessibles. On parle de celui de 5 à 6 francs par tête. C'est, du reste, le taux normal et qui n'a pour ainsi dire pas varié depuis vingt ans, malgré l'amélioration générale des troupeaux, leur plus grande production, et la qualité actuelle de leur laine.

Ce qui, par exemple, s'est modifié du tout au tout, c'est le prix de la terre. Il y a vingt ans, cet élément était à peu près négligeable; on pouvait se procurer, à des prix insignifiants, de grandes surfaces, mais, peu à peu, la multiplication du bétail, la concurrence de l'agriculteur ont si bien élevé le prix, surtout celui des prairies naturelles de grand rendement spontané, qu'il faut, aujourd'hui, payer, pour la location annuelle, un prix au-dessus de celui que l'on demandait alors pour la propriété.

Les meilleures prairies, situées au Nord, à proximité de la ville de Buenos-Aires, de lignes de chemins de fer importantes et de l'immense fleuve le Parana, valent, aujourd'hui,



La ferme d'un *Yerbatero* dans les Missions. (Voir page 592.)

de 800,000 francs à 1 million et demi la lieue carrée de deux mille cinq cents hectares, soit 400 à 600 francs l'hectare; la location pour deux cents hectares, nécessaires à un troupeau de deux mille têtes, vaut 3,000 francs par an, dans cette région, soit 15 francs l'hectare.

Il faut s'éloigner, surtout vers l'Ouest et le Sud, pour trouver des terres à des prix plus abordables ; la terre n'y est pas entièrement élaborée pour cette destination, l'agriculteur ne peut y pénétrer, faute de moyens de transport faciles à bon marché. La concurrence y est moins grande et le rapport moindre. On peut louer, aux prix de 25, 20, et 10,000 francs ces terres qui valent de 100 à 300,000 francs la lieue, et les répartir entre le petit et le gros bétail. Plus loin on peut encore, pour 30 ou 40,000 francs la lieue, acheter des terres fertiles, que les Indiens ont longtemps occupées, qui peuvent, déjà, recevoir mille à deux mille bœufs et six à huit mille moutons par lieue.

Le prix de chaque lot, pour l'achat et pour la location, se raisonne, en tenant compte de la distance, des moyens de transport et du nombre de têtes de bétail, qu'en raison de sa nature et de sa topographie, il peut porter et nourrir, en toutes saisons, sans l'aide de la culture. Beaucoup d'éleveurs préfèrent les régions, où, le prix étant moindre, ils peuvent donner plus de champ à leurs troupeaux, et ne pas en utiliser toutes les parties en toutes saisons ; le résultat leur donne raison. Il faut, en effet, attribuer la grande mortalité de l'hiver de 1886, et celle, à peu près continue, depuis dix ans, des agneaux, à la trop grande agglomération d'animaux, qui est devenue la règle, imposée par le prix élevé de la terre. Le berger ne se décide pas à recourir à l'aide de l'agriculture, il veut rester un producteur à bon marché ; le résultat est souvent désastreux. Il est tout autre, là où le bétail a devant lui l'espace, mais l'heure est loin où l'éleveur pampéen consentira à faire entrer en ligne

de compte autre chose que ces deux éléments : le prix de la terre et le capital engagé, auxquels s'ajoutent des frais de garde très minimes. Voici comment il établit son compte pour un troupeau de deux mille têtes :

	francs
Loyer de la terre.	3.000
Intérêt du capital d'achat (10.000 francs).	1.000
Frais de garde.	800
Frais de tonte et transports.	250
	5.050
Produit. — Laine, 18 arrobes par cent têtes à 17 fr. 50.	6.300
Augmentation par les naissances.	2.500
Produit de l'engraissement et des ventes.	2.000
	10.200

Pour compenser les aventures imprévues, qui rendent certaines années désastreuses, on peut diminuer ce chiffre de 25 0/0. Si le prix du loyer est moins élevé, le produit peut augmenter, mais sans se modifier beaucoup : on peut, pour préciser, poser en principe que la brebis donne, en moyenne chaque année, un produit égal à sa propre valeur, c'est-à-dire qu'une brebis qui vaut 5 francs donne un produit d'une valeur de 5 francs ; le terrain qu'elle occupe, les soins qu'elle exige représentent une dépense de 2 fr. 50. Telle est la loi de la production dans la pampa. Les grosses dépenses que font certains éleveurs, pour améliorer le sol ou la race ont, certes, pour corollaire, une augmentation de produits, mais le temps est loin encore, où l'élevage scientifique et à grands frais sera en mesure de prouver sa supériorité sur l'élevage primitif.

En France, en Angleterre, en Allemagne, on a jugé la démonstration faite, et l'on a résolument diminué le nombre des animaux pour augmenter leur poids vif : chacun de ces pays entretient actuellement, à peine, les deux tiers des moutons qu'il possédait autrefois, mais le poids total de ce nombre

réduit dépasse celui des troupeaux anciens. On ne s est pas arrêté là, tous les efforts ont tendu à dénuder le mouton, à arrêter le développement de la toison. Il est facile de se rendre compte du résultat obtenu, en considérant, dans la campagne ou sur les marchés, l'aspect général des moutons; tandis que, dans les pays exotiques, la laine les couvre tout entiers, ici, c'est à peine si leur dos est abrité, les membres sont entièrement à nu. En même temps, le corps augmente de volume, les pores, par lesquels croît la laine, s'élargissent, la fibre devient épaisse et forte ; le contraire se remarque dans les grands pays d'élevage, l'animal, robuste et mince, donne une laine à fibre fine, que les croisements tendent toujours à améliorer dans ce sens.

Il est hors de discussion que la masse énorme de produits exotiques a développé l'industrie européenne, enrichi le filateur et le tisserand, multiplié les lavoirs et les teintureries, fait naître les entreprises de transport, le commerce, augmenté le nombre des intermédiaires et des banques, qui vivent des échanges ainsi créés; mais, ce que l'on sait moins et ce que nous voulons établir, c'est que le prix de la laine indigène, loin de s'être abaissé en Europe, et particulièrement en France, s'est toujours élevé à mesure que l'importation des laines exotiques augmentait.

C'est là un fait peu connu qu'il faut bien divulguer; on croit que l'éleveur exotique a écrasé le marché des laines et fait baisser le produit français, quand c'est tout le contraire qui s'est produit. Un économiste allemand a démontré, avec preuves à l'appui, extraites des mercuriales du marché de Breslau, le plus important pour les laines européennes, que, au cours du demi-siècle qui s'est écoulé depuis 1836, pendant lequel s'est accentuée, chaque jour davantage, l'importation des laines exotiques, on a vu baisser de 20 0/0 les laines extra-fines, qui sont celles que ces pays produisent exclusivement; de 5 0/0, les laines fines, et, par contre,

s'élever de 10 0/0 le prix des laines moyennes, et de 7 0/0 celui des laines ordinaires.

Or, ce sont les pays d'Europe, seuls, qui produisent des laines moyennes et ordinaires, les laines à peigne; c'est le cas, particulièrement, de la France.

A ce fait il faut ajouter qu'à mesure que les manufactures emploient davantage les laines coloniales, elles doivent mettre en œuvre plus de laines françaises. L'emploi des unes et des autres est proportionnel. Le tissage mécanique exigeant que les chaînes soient beaucoup plus fortes, les laines européennes, plus longues de mèches, plus nerveuses, sont, de plus en plus, recherchées et payées plus cher pour la confection des chaînes, pour lesquelles les laines exotiques fournissent la trame. Le prix des laines françaises s'en est tellement élevé que l'on ne saurait les employer pour la fabrication des étoffes de qualité ordinaire.

L'erreur, dans laquelle tombent ceux qui regrettent l'extension de l'élevage exotique, provient de ce qu'ils considèrent, à tort, comme un désastre, de ne plus pouvoir produire de laines fines, en concurrence avec les produits exotiques, quand c'est précisément la laine ordinaire de France qui est la plus recherchée, que la laine fine se paye moins cher et que l'augmentation bienfaisante de production de la laine fine exotique ne fait qu'augmenter la consommation de la laine forte de France.

Demander la protection douanière contre l'importation des laines exotiques, c'est donc aller contre l'intérêt de l'agriculteur français, aussi bien que de l'industriel.

A qui donc les grandes villes manufacturières, qui se sont élevées depuis un demi-siècle, doivent-elles l'existence, en même temps que le bien-être de leurs habitants, sinon à l'éleveur exotique et aux efforts qu'il fait pour produire beaucoup et à bon marché?

La démocratie moderne ne doit pas moins que l'industrie au colon d'outre-mer. Sans le secours de ces pays, ouverts à l'activité humaine, dont les produits nous inondent, la matière première eût fait défaut, les machines, que l'invention de la vapeur devait avoir pour résultat de mettre en mouvement, fussent restées inutiles; l'humanité ignorant le bien-être matériel, qui est la condition d'existence de la démocratie, celle-ci fût restée dans cet état de surnumérariat, où la tenaient au siècle dernier, les corporations organisées pour modérer la roduction.

Ce fait moderne n'est ni nouveau ni unique dans l'histoire. La démocratie romaine n'a vu son développement s'accuser que le jour où les produits du monde ont afflué en Italie, où tous les peuples ont, à la fois, contribué à rendre à la plèbe la vie facile.

A cette époque lointaine, le moteur à bon marché, que la vapeur nous fournit aujourd'hui, était l'esclave, ou le peuple vaincu, préparant à bas prix, pour le vainqueur, les éléments d'une vie aisée et oisive. Il avait fallu plusieurs siècles de combats, au citoyen romain, pour terminer cette conquête des sources de sa richesse et les canaliser jusqu'à la grande cité. L'Europe en aura employé trois à conquérir les mondes nouveaux; elle en est, actuellement, à l'heure où elle jouit de tous les profits de la conquête, où la masse de ses habitants y puise le bien-être matériel, sans lequel il n'y a pas de civilisation ni de paix définitive, but que l'humanité a pour destinée de poursuivre.

Par quelle injustice et quelle ingratitude arriverait-elle à proscrire une masse de produits, sans lesquels, aujourd'hui, ne pourraient subsister ni la société ni l'industrie européenne, ni ceux qui les transforment ou les élaborent, ni ceux qui les consomment, et qui lui sont aussi indispensables que l'Amérique l'est à l'équilibre de notre planète?

LIVRE HUITIÈME

LES INDUSTRIES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDES CULTURES DE CÉRÉALES

Le premier grain de blé en Amérique. — Agriculture primitive. — L'Indien attelé à la charrue. — Un grenier à blé et le prêt à l'agriculture, en 1589. — Lois coloniales contre la culture et la production. — Le blé au Chili et au Pérou. — Naissance de l'agriculture locale. — Premières colonies agricoles en 1854. — Difficultés de la colonisation, de 1854 à 1870. — Echec à l'importation de farines en 1870. — Les colonies de Santa-Fé. — Physionomie de l'immigrant, du colon, du Robinson. — Colonies officielles et protégées. — Colonies libres. — Leur mode d'essaimement. — L'association. — Machines agricoles. — Physionomie des colonies de Santa-Fé : mœurs, habitants, costumes. — Une ferme de culture. — Travaux de chaque saison. — Longues saisons de repos. — Bien-être, aisance et peu de labeurs. — Les équipes de travailleurs-voyageurs. — Importance actuelle des cultures. — Exportation. — Acquisition des terres publiques. — Prix des terres dans chaque région. — La spéculation.

Il y a quelque vingt ans, des navires à voiles, retour de Californie, jetaient, de temps à autre, sur le quai des ports français, de petits chargements de blé. C'étaient les premiers envois des aventuriers de 1849, partis à la recherche de l'or et devenus colons. On n'y prit pas garde. Le pays des pépites, pensait-on, était assez riche pour promener ses blés autour du monde, sans y trouver d'autre profit qu'une satisfaction d'amour-propre ; c'était par forfanterie américaine qu'il faisait descendre à ses voiliers l'Océan Pacifique,

depuis le 38° latitude nord jusqu'au 58° sud, doubler le cap Horn, et refaire, dans l'Océan Atlantique, la même traversée pour atteindre après six mois, quelquefois un an, les ports européens! Ces coûteuses expéditions ne pouvaient avoir aucune influence sur la production française, habituée à compter avec la concurrence d'Odessa et d'Égypte; elles étonnaient sans inquiéter.

Déjà d'autres régions du continent américain, celles qui, par le Mississipi et le Saint-Laurent, étaient en communication directe avec l'Atlantique, importaient des blés en Europe, depuis 1602, d'une façon irrégulière, et, depuis 1791, annuellement. La France n'avait jamais eu à se préoccuper de cette concurrence lointaine, qui ne l'atteignait pas, chez elle, à peine sur les marchés ouverts à son exportation. Des trente millions d'hectolitres, que l'Angleterre demandait, chaque année, aux pays étrangers, la France en fournissait, bon an mal an, le dixième; si, depuis 1859, les statistiques lui révélaient que la quote-part des États-Unis, dans l'approvisionnement de sa voisine, augmentait progressivement, elle n'avait pas à en souffrir. Depuis 1873, il n'en est plus ainsi : les États-Unis ont fourni à l'Angleterre jusqu'à vingt-sept millions d'hectolitres par an; l'Inde anglaise lui présente aujourd'hui ses produits; les économistes prédisent, qu'après avoir satisfait sa population de deux cent cinquante millions d'habitants, l'Inde pourra, prochainement, grâce au perfectionnement de son outillage, au développement de ses voies ferrées, disposer d'un excédent de production de vingt millions d'hectolitres. Déjà, en 1882, elle en a importé, en Angleterre, deux millions, en 1883, trois millions, pendant que, de son côté, l'Australie est venue en offrir huit millions.

L'agriculture française, cette fois, est atteinte dans ses œuvres vives, et, le mauvais sort la poursuivant, les mauvaises années faisant suite aux médiocres, la France, de pays

d'exportation de blé qu'elle était, est devenue, depuis 1877, d'une façon continue, un pays d'importation de blé, sans que le déficit de ses récoltes ait eu, même, l'avantage traditionnel de peser sur le consommateur au profit du producteur. Aussi, à l'heure où notre sol, loin de fournir à la consommation les cent vingt millions d'hectolitres qu'elle demande annuellement, lui en offre à peine cent, quelquefois cent dix, par exception en 1887 cent dix-sept, l'agriculteur est bien près de vendre sa charrue, même son troupeau si l'État n'intervient et ne prohibe, aux frontières, blé, sucre, bétail, que notre sol, cependant, ne produit pas en quantité suffisante.

Nos concurrents agissent autrement; tous améliorent leurs cultures et augmentent l'intensité de leur production; s'ils vendent leurs charrues, c'est pour leur en substituer de plus perfectionnées et conquérir, avec elles, des régions nouvelles ; s'ils quittent leurs fermes, donnent congé au propriétaire, qu'ils ne peuvent plus satisfaire, disent adieu pour quelque temps aux champs qui les ont vus naître, où ils sont restés, de pères en fils, des mercenaires ou des locataires, c'est pour s'expatrier, fatigués qu'ils sont de payer, à chaque génération, plusieurs fois la valeur du sol, sans parvenir à l'acquérir; ils vont là où le prix infime de la terre est une quantité négligeable dans le revient de ses produits.

En France, pendant qu'héritiers et notaires se mettent d'accord, pour diviser la terre, en parcelles si minuscules, que charrues et faucheuses n'y peuvent manœuvrer, que la moisson s'y doit faire à la faucille, nous attendons patiemment que la terre vienne à manquer à l'émigrant allemand ou irlandais, illusion qu'on doit perdre. Aujourd'hui, que tout se sait, personne ne peut ignorer que les États-Unis, après avoir vendu, jusqu'à la fin de 1883, cinq cent quatre-vingt-quatre millions d'acres de terre, en ont encore

un milliard deux cents millions à vendre; qu'ils peuvent, donc, offrir, à chacun des habitants actuels du globe, un acre, soit quarante ares, plus que la superficie de la moyenne des parcelles, inscrites, au cadastre français, en 1884.

La grande république de l'Amérique du Nord est la rivale la plus active, mais elle n'est pas la seule. Une ardeur de production, semblable à celle dont elle a donné l'exemple au monde entier, éclate dans la région de l'Amérique du Sud, qui occupe, dans cet hémisphère, quant à l'étendue, à la situation politique, sociale et climatologique, le rang qui appartient à la république des États-Unis, dans l'hémisphère Nord.

A l'heure où l'inquiétude était à son comble dans les régions agricoles, un steamer rapide, de trois mille tonnes, arrivant de Buenos-Aires à Marseille, après dix-sept jours de voyage, jetait, au mois de janvier 1887, sur le quai de la Joliette, son chargement de blé et de maïs, que, faute d'autre retour, il avait pris à 5 francs de fret la tonne. Cela semblait vraiment une gageure. Par quel bouleversement géographique un port, que l'on croyait hier encore à vingt-cinq jours de mer, à trois mille cinq cents lieues, se rapprochait-il ainsi? Par quelle révolution commerciale en coûtait-il moins pour envoyer une tonne de blé du fond de l'hémisphère Sud, que pour l'apporter d'Arles à Marseille?

Il n'y a pas d'agriculteur, qui, en présence de surprises de cette nature, n'ait perdu le peu de sécurité qui lui restait : après le colon du Far-West, celui des pampas entreprenait, lui aussi, avec la charrue, la conquête de trois cents millions d'hectares de terres fertiles, sous un climat tempéré, et venait prendre rang parmi les producteurs à bon marché que les progrès de la navigation rapprochent, concurrent nouveau, aggravant un désastre déjà complet.

Les rivaux mal connus étant les plus redoutés, peut-être

trouvera-t-on quelque intérêt à surprendre celui-ci, au moment où il vient d'entrer en lice, à pénétrer dans cette région de culture, où des paysans, en majeure partie Français, ou Suisses Français, venus le plus souvent sans ressources, se sont taillé, dans la plaine pampéenne, des domaines, aux proportions moins vastes que ceux de leurs congénères des Etats-Unis, mais où ils vivent et travaillent en propriétaires aisés.

I

La légende raconte qu'en l'an 1576, lorsque Juan de Garay, avant de songer à reprendre, au lieu où est aujourd'hui Buenos-Aires, l'œuvre manquée de Mendoza, fonda la ville de Santa-Fé, sur les rives du Parana, quelques grains de blé, égarés dans la provision de riz, furent recueillis et semés, par un de ses compagnons, sur cette terre d'alluvions préhistoriques, où toute culture avait été jusque-là inconnue. Humboldt prétend que cette aventure s'est produite à Mexico, que les grains de blé étaient au nombre de trois, et qu'ils furent sauvés par un nègre. Il nous semble avoir lu ailleurs que c'est à Quito, que ce fait fut noté, que les grains de blé y furent recueillis par un moine franciscain, natif de Gand, au service de l'Espagne, dont l'histoire a gardé le nom : Fray Jodocco Ricci de Gante.

On serait tenté de ne voir, dans ces récits différents de la même aventure qu'une preuve multiple de l'indifférence des chefs d'expédition du XVIe siècle pour toute préoccupation agricole. Tout bon Américain y voit autre chose : avide qu'il est, toujours, de démontrer qu'il ne doit rien qu'à son esprit ingénieux, il retient la légende et la défend si bien, qu'il n'est aujourd'hui douteux, pour personne, sur ce continent, que ces quelques grains de blé, qu'ils aient été sauvés par un nègre, par un matelot espagnol ou par un franciscain de Gand, sont

les seuls ancêtres de tous les blés américains, et, qu'en cela comme en tout, l'Amérique ne doit rien qu'à elle-même.

Cette origine lointaine, ces commencements modestes de la culture, dans ces régions, inspirent la curiosité de rechercher quels instruments aratoires pouvaient bien avoir apportés avec eux ces colons qui avaient oublié le blé et n'avaient embarqué que de la farine.

On chercherait vainement leur description dans les chroniques ; celles-ci n'en font pas mention ; l'on en conclut, qu'ils n'en apportèrent aucun. L'esprit américain ne fut pas pour cela pris au dépourvu ; sous la pression de la nécessité, il réinventa, au siècle de la Renaissance, sur ce continent nouveau, la houe et la charrue préhistoriques de l'homme des cavernes. D'une omoplate, fixée par des lanières de cuir à un manche de bambou, on fit une houe ; d'un pieu taillé en pointe, soutenu par deux portants, une charrue. Ce sont bien là les premiers outils d'un monde nouveau qui ne veut rien devoir à l'ancien. Est-ce parce que c'étaient là des inventions nationales qu'elles se sont perpétuées ? Toujours est-il que, la houe ainsi faite, la charrue ainsi construite, ont survécu à bien des générations de colons, et, qu'après trois siècles, il nous a été possible, encore, de les entrevoir aux confins du pays cultivé, où les traditions de la vie primitive se retrouvent cristallisées.

La semence recueillie, la charrue construite, il fallait encore, pour que l'agriculture fût implantée, que le colon se courbât sur ces instruments imparfaits ! Il n'avait pas émigré pour cette besogne humiliante. Il y plia l'Indien, soumis ou prisonnier. Les bœufs manquaient, il attela ce bétail humain et lui traça, au galop de son cheval, la longueur de son sillon.

Il s'agissait bien, en effet, de culture et de conquête laborieuse de champs fertiles ! On venait d'Espagne, où l'agriculture n'avait jamais été en grand honneur, c'était pour

recueillir des richesses, accumulées par la nature, non pour en préparer de nouvelles, moins encore pour demander au sol tout ce qu'il peut donner au travailleur jaloux d'en répandre le surplus sur les pays voisins, moins favorisés.

Y avait-il un pays voisin? Y en avait-il de moins favorisé? Le colon de ces plaines a peine à se défendre contre la misère et la famine. Sur ces rives aujourd'hui riantes de la Plata et de ses immense affluents, le Parana et l'Uruguay, la vie n'est, à l'origine, qu'un rude combat; il faudra cent vingt ans pour occuper, autour de Buenos-Aires, un rayon de cinq lieues; chaque pouce de terre, disputé les armes à la main, coûte de nombreuses vies d'hommes, autant en coûte chacune des villes que le colon espagnol échelonne le long des fleuves et qu'il trace à la mesure de ses rêves.

*
* *

Tout éprouvée qu'elle est, la pauvre colonie de Buenos-Aires fut, cependant, protégée contre sa propre imprévoyance et garantie de la famine par une institution d'un de ses premiers gouverneurs, digne héritier du colon vigilant, qui avait recueilli les grains de blé légendaires.

En 1589, ce gouverneur, Juan Torrès de Casareto, frappé de l'insouciance des colons, qui ne songeaient pas à conserver le grain nécessaire aux semailles de l'année suivante, conçut le plan d'une banque agricole, aussi féconde dans ses résultats que simple dans son fonctionnement. Il établit un dépôt de blé, où chacun, au moment des semailles, pouvait venir puiser, sous la seule condition de restituer, à l'heure de la récolte, la même quantité de blé, augmentée d'un dixième. Cette banque de prêt, un peu usuraire, à l'agriculture, donna vite d'assez brillants résultats pour permettre à l'administration locale, qui en recueillait les bénéfices, de fonder un hôpital, le premier que l'on ait connu dans l'Amérique du

Sud. Elle mit, de plus, le colon à l'abri des privations, lui permit de conserver, en culture, les champs qui entouraient la ville.

Il n'y était guère encouragé par ailleurs. Les lois, très étudiées, que Charles-Quint et Philippe II avaient édictées pour lui, que Charles II réunit et promulgua en 1680, sous le titre de lois des Indes, embrassaient bien, à son adresse, tous les préceptes dont un père de famille prévoyant peut entourer l'inexpérience et les témérités de sa descendance, elles lui montraient la route à suivre, lui prodiguaient les encouragements et les conseils pratiques, ne lui laissaient ignorer aucun des principes, que la colonisation scientifique de notre siècle croit découvrir et qu'elle ne fait que rééditer après trois siècles; mais elles avaient oublié de le défendre contre les jalousies du commerce de la métropole et ses exploitations ruineuses.

Les ordonnances, successivement arrachées aux rois, se résumaient en une prohibition générale de travailler et de produire, en une obligation imposée de consommer les produits de la métropole. Elles allaient jusqu'à enlever aux colons le droit de transformer, en farine, le blé, qu'ils récoltaient, pour les obliger à consommer des farines d'Espagne.

Un jour, cependant, malgré les ordonnances et les prohibitions, un colon eut l'idée de construire aux confins de la ville un moulin à vent, pour y moudre les blés de la colonie et tenta d'exporter, au Brésil, la farine, que l'on échangerait contre des nègres; la consommation que l'on avait faite des malheureux Indiens rendait cette importation nécessaire. Le commerce espagnol mit, contre ce moulin, flamberge au vent, ce fut une bataille en règle, dont la tactique semble avoir été prévue par Cervantes; mais, cette fois, le moulin fut battu et dut rentrer ses ailes. Comment d'ailleurs nous étonner de ces étranges principes économiques, mis en pratique du XVIe au XVIIIe siècle, quand la France a pro-

clamé les mêmes au XIXe? Pendant vingt ans, une loi, qui n'a rien à envier aux ordonnances de Cadix, n'a-t-elle pas interdit l'entrée en France des blés d'Algérie!

Le résultat fut en raison directe de la sagesse du principe. La chronique nous dépeint, sous des couleurs sombres, l'aspect de la campagne pampéenne, à la fin du siècle dernier. Elle était dans un état complet de barbarie : les habitations n'y étaient ni beaucoup meilleures, ni plus commodes que celles que possédaient les Indiens au temps de la conquête; pour tout meuble, une outre à conserver l'eau, une corne pour la boire; pour siège, une tête de bœuf, quelques cuirs pour se reposer; pour se couvrir la nuit, quelques peaux de moutons à l'état brut. La terre valait de 2 à 20 piastres la lieue carrée espagnole, soit de 10 à 100 francs les deux mille sept cents hectares; le roi d'Espagne était le vendeur; il fallait recourir à la métropole et à l'administration de la colonie, pour obtenir ses titres en règle; cette formalité demandait au moins huit ans et coûtait plus de 400 piastres. Les habitants se gardaient bien de solliciter les libéralités coûteuses du gouvernement, et préféraient occuper, sans titres, les terrains vagues, dont le nombre et l'étendue étaient considérables. Il faut attribuer à ce déplorable état social l'abandon où est restée, en même temps que la campagne, l'agriculture.

La défense d'exporter des farines subsistait, encore, en 1801; le campagnard avait jeté, depuis longtemps, le manche après la houe et remplacé le pain par la viande, produite sans travail. Les lois restrictives amenaient le même résultat que les prohibitions douanières du *corn-law* en Angleterre; elles déshabituaient le peuple de la consommation du pain. Aujourd'hui même que la République Argentine, après une régénération agricole complète, est devenue un pays d'exportation de blé, l'usage du pain n'y est pas

encore général dans la campagne; il est, partout, pour les paysans un objet de luxe au même titre que les pâtisseries dans les villes. Il nous est arrivé, en nous éloignant des villages, d'en manquer pendant plusieurs jours; de ne pouvoir renouveler, même, notre provision de biscuit sec.

Les cinquante années de guerre civile qui suivirent la proclamation de l'indépendance empêchèrent le paysan de profiter du régime de liberté commerciale, que celle-ci lui assurait. Le Chili, pendant cette longue période, s'habitua à être le grenier des républiques américaines du Sud.

Depuis le commencement du XVIIe siècle, l'agriculture y prospérait, encouragée qu'elle était par les demandes de son riche voisin, le Pérou. Celui-ci avait dû renoncer à produire son blé à la suite du tremblement de terre de 1687, qui amena une épidémie meurtrière dans les vallées voisines de Lima, infligea aux blés de la région une maladie inconnue, dont les effets furent tels que, jamais, depuis, leur culture ne donna aucun résultat. Une hausse considérable en fut la conséquence; le prix s'en éleva, en 1675, jusqu'à 25 et 30 piastres la fanègue, mesure du poids de 100 kilos.

La culture du blé, encouragée par ces prix inespérés, s'implanta au Chili, l'exportation s'en développa, se répandit jusqu'au littoral de l'Atlantique; les habitants des rives de la Plata s'habituèrent à recevoir ce secours annuel, oubliant que leur sol, ravagé par la guerre civile, eût pu leur donner d'aussi abondantes récoltes. On ne parlait, au Chili, que de riches cultivateurs, pendant que la pauvreté du *chacarero*, le fermier pampéen, était proverbiale; on disait : «pauvre comme un *chacarero*, c'était assez pour qu'il le restât.

Enfin, tout d'un coup, en 1870, un phénomène se produisit sans avoir été pour ainsi dire prévu : les farines du Chili arrivèrent à Buenos-Aires à leur heure, mais ne trouvèrent plus acheteur; le marché était encombré de produits indigènes.

L'agriculture locale était née ; elle avait, depuis 1864, exploité le débouché, que lui ouvraient, pendant la guerre du Paraguay, les besoins des armées alliées ; la guerre finie, elle était prête à fournir, seule, toute la région platéenne. Cette année fut une année de ruine pour les négociants, qui avaient pris l'habitude d'encaisser de beaux profits sur les importations de farines chiliennes. Ils s'étaient laissé surprendre par cette éclosion de l'agriculture pampéenne, dont ils avaient négligé de surveiller l'incubation.

II

Cette incubation durait depuis 1854, elle avait traversé des fortunes diverses. A cette heure éloignée, la jeune République Argentine, en possession d'une tranquillité relative, venait d'emprunter aux États-Unis leur Constitution, éprouvée, déjà, par un siècle de prospérité. Le général Urquiza en gouvernait une partie importante. Il eut le premier la pensée de recruter, en Europe, pour mettre en culture ses immenses domaines personnels, des colons agriculteurs, les aidant, à leurs débuts, de ses propres ressources les établissant sur des terrains fertiles, qu'il leur vendait à long terme. Ces premiers colons, venus de Suisse, de Savoie, du Béarn, furent établis le long des rives de l'Uruguay ; ils ont constitué, dans la région platéenne, le premier groupe d'agriculteurs européens, qui devait servir de prototype aux centres agricoles du pays, que l'on appelle des colonies.

Ce nom est justifié par leur organisation. Elles se sont semées, peu à peu, dans diverses parties de la plaine et sont de vraies colonies, étrangères, sur la terre argentine. Toutes, formées d'émigrants, venus pour coloniser, dans le vrai sens du mot, elles ont, depuis trente ans, implanté l'agriculture dans

la république, conservant, chacune chez elle, les mœurs, les usages des pays respectifs, qui avaient fourni leurs premiers habitants.

Ce système de cantonnement des agriculteurs dans certaines régions, qui ne sont ni plus favorables ni moins que les autres, n'était pas prémédité. Le premier groupe qui s'établit, sur la rive du Parana, devait servir de modèle, sa destinée a été de devenir, en même temps, un foyer de rayonnement, autour duquel se sont groupées soixante colonies semblables, taillées sur le même patron : villages sans clocher, sans agglomération centrale, composés de fermes, échelonnées régulièrement, le long d'avenues interminables et droites, de cinquante à soixante mètres de large, au milieu de cultures divisées en carrés de vingt-cinq hectares.

Au début, ces colonies ont été fondées par les gouvernements de Provinces, suivant l'exemple donné par le général Urquiza; elles le sont aujourd'hui par de grands propriétaires qui profitent de la force acquise, sans prendre, le plus souvent, d'autre peine que celle de diviser leurs domaines en carrés d'égales dimensions, de les numéroter, et de les offrir en vente à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'ils obtiendraient pour l'ensemble.

Les années de début furent pénibles; le succès se fit longtemps attendre aux premiers qui tentèrent cette appropriation nouvelle du sol. Cette période de combat se prolongea de 1854 à 1870.

Les difficultés à vaincre étaient nombreuses. Il semble fort simple, au premier abord, de trouver, dans les campagnes d'Europe, de nombreux cultivateurs peu satisfaits de leur sort ou tourmentés d'ambitions vagues, de les embarquer à destination d'un pays sain, de les y installer dans une plaine fertile, qui n'exige, pour être mise en culture, aucun travail préparatoire, aucun défrichement, où pas une herbe n'arrête l'effort de la charrue, où le sol d'alluvions est, depuis trois

siècles, enrichi par le stationnement des animaux. On apprit, à l'user, que ce n'était pas chose si simple. Ce ne fut pas une entreprise aisée que d'amorcer le courant d'émigration des travailleurs d'Europe, où le nom de la République Argentine, peu connu aujourd'hui, était tout à fait ignoré, où celui de Buenos-Aires rappelait les excès de la longue dictature de Rosas, qui venait de finir, les crimes, commis, par lui, sur les étrangers, en particulier sur les Français, et les difficultés récentes, où nos armes avaient été engagées.

A cette époque, les lignes de steamers n'étaient pas créées; aucune ne reliait, encore, l'ancien monde aux ports de la Plata; aucune navigation régulière ne desservait les grands fleuves; enfin, cette partie de l'Amérique du Sud ne possédait aucune ligne de chemin de fer en exploitation, à l'heure où les États-Unis en avaient déjà dix-huit mille kilomètres en service.

Enfin, dès le début, on fit cette expérience que la création d'une exploitation agricole, sur une terre vierge, exige une mise de fonds considérable, que le premier échec compromet, qu'une mauvaise récolte détruit; ce capital n'existait nulle part dans le pays. La terre seule était abondante; rien n'était créé de ce qui pouvait la mettre en valeur. Il ne s'agissait pas de lui demander ces pépites, qui avaient enrichi rapidement le colon de Californie et celui d'Australie, fourni, à ces deux pays, le premier capital de leurs exploitations agricoles, en même temps que l'espérance d'en trouver encore y attirait une immigration nombreuse. Ici, le troupeau, seul, constituait la réserve; il était lui-même fort réduit, après les longues guerres civiles. Ce qu'il en restait n'avait pas, pour cela, acquis une grosse valeur : il eût fallu vendre beaucoup de moutons, qui valaient 3 francs en 1869, et un grand nombre de bœufs qui en valaient 15 ou 20, pour faire les premiers fonds.

Il fallut donc que les colonies créassent elles-mêmes, fissent sortir du sol, sous le soc de leurs charrues, le capital d'installation et d'exploitation qui faisait absolument défaut à tous leurs habitants, que personne, autour d'eux, n'était en mesure de leur fournir. C'est leur honneur d'être sorties, seules, de ce cercle vicieux, au prix de longs sacrifices et de rudes épreuves. Il ne vint même à personne l'idée de les garantir contre les mauvaises récoltes et les accidents imprévus, en distribuant aux colons quelques-uns de ces troupeaux, qui avaient si peu de valeur, et qui avaient toujours servi de greniers d'abondance aux habitants de la pampa. On ne réserva aucunes pâtures privées aux communes, il fallut que le colon tirât du sol toute sa subsistance, sans compter sur autre chose que les produits de son travail. C'était créer à plaisir des difficultés, là où elles étaient si nombreuses; en réalité, les propriétaires, qui vendaient leurs terres, semblaient faire le calcul égoïste de se réserver les profits maigres, mais spontanés, de l'industrie pastorale, et d'exploiter seuls ce débouché nouveau, créé à leur troupeaux, à la porte même de leurs estancias. Ils pensaient que, pour faire des éleveurs, il n'était pas besoin de les aller chercher si loin, et qu'eux-mêmes suffisaient à cette besogne paresseuse.

C'est ce système défectueux qui a rendu si pénible le début des colonies, qui a prolongé, outre mesure, la période de formation, multiplié les découragements et les ruines, laissant le colon sans ressources devant une récolte détruite par la sécheresse ou dévorée, à la veille de la moisson, par des nuées de sauterelles; mais c'est à ce système, aussi, que l'on doit peut-être les réels progrès agricoles, qui, au milieu de ces épreuves, par ces épreuves, ont ouvert et préparé l'ère de l'agriculture pampéenne. Le troupeau, s'il eût été possible au colon d'en élever un sur sa terre, l'eût vite dispensé de tout travail, l'eût engourdi dans la somnolence traditionnelle,

semi-barbare, de la vie de pasteur, contre laquelle personne, jusque-là, n'avait songé à réagir, que l'agriculteur a pour première mission de combattre.

III

Il est intéressant de constater, aujourd'hui, les résultats acquis, de reconstruire, chemin faisant, l'histoire progressive des groupes à qui ils sont dus.

A quelques kilomètres de la ville de Santa-Fé, près du lieu même où, en 1525, avait abordé pour la première fois un navigateur européen, Sébastien Cabot, dont le nom a été dénaturé par ses contemporains et par la chronique pour le faire entrer dans l'histoire, sous le pseudonyme castillan de Sebastian Gaboto, fut établie, en 1854, la première colonie; elle était composée de Suisses et de Français.

Son nom (Esperanza), qui a réalisé ce qu'il promettait, est l'objet d'une véritable vénération dans tout le pays. Elle est l'aïeule de toutes les colonies; après trente ans d'existence, elle peut compter, autour d'elle, et constater qu'elle a donné naissance à autant de colonies qu'elle avait de colons, après les premières épreuves des années difficiles du début, où son existence même fut souvent mise en question, où les désertions étaient nombreuses, parmi ces découragés, plus d'une fois affolés par les privations et les fléaux qui détruisaient les premières récoltes ou les premières épargnes.

Avez-vous quelquefois, dans les rues des ports de mer, sur les quais d'embarquement, suivi du regard un groupe d'émigrants, ahuris au milieu des nouveautés de leur exode vers l'inconnu? Ils semblent tituber sous le poids de leurs propres résolutions, ne savent plus déjà d'où ils viennent, moins encore où ils vont. Ayant rompu le fil de leur vie

passée, ils n'ont pas la notion de celle de demain. Ils sont déjà dépaysés, égarés par le vertige avant même d'avoir quitté le sol de la patrie. Suivez-les par la pensée.

A l'arrivée, vous les retrouvez, amollis par une traversée plus ou moins longue, ayant égrené, le long du chemin, toutes les résolutions prises au départ, sentant le danger partout, manquant d'énergie pour faire le premier effort. C'est en les voyant là surtout que l'on comprend combien peu d'hommes ont *a priori* les qualités si nombreuses qui contribuent à faire d'un travailleur ordinaire, à peu près apte à remplir, dans son pays, sa tâche quotidienne, un émigrant ayant tout à apprendre ou à rapprendre dans celui où il va s'établir.

Les plus disposés à écouter les conseils intéressés de l'agent d'émigration ne sont pas toujours les mieux préparés pour les suivre. Il y a, parmi eux, beaucoup de rêveurs, de songe-creux, prêts à prendre ce chemin nouveau, qu'on leur montre, sans voir qu'il mène à un point inconnu, où commencera seulement le sentier, quelque peu rude à gravir, où toute l'énergie d'un homme de cœur n'est pas de trop pour s'élever un peu, et, une fois à mi-côte, ne pas rouler en bas.

Croire sur parole les agents d'émigration n'est pas le fait du paysan français; peut-être a-t-il tout à fait raison. Ces agents, même quand ils sont sincères et disent la vérité sur le pays dont ils parlent, trompent toujours, quelque peu, leur auditoire, parce qu'ils se gardent bien de jeter sur leurs tableaux l'ombre de cette vérité, que l'expérience démontre, que l'émigration, même vers le pays le meilleur, le plus sain, le plus hospitalier, le plus favorisé, est la plus périlleuse, la plus compliquée, la plus pénible des entreprises humaines, celle qui vend le plus cher ce que l'on croit qu'elle donne, celle qui ne permet le succès qu'aux résolus, aux énergiques et aux patients : la légende seule lui prête des succès faciles.

Les prudents, — le paysan est de ceux-là, — se disent que, pour transplanter un homme dans un nouveau milieu

social, sur un sol étranger, il faut, tout au moins, autant de précautions que pour transplanter un arbre; plus celui-ci est robuste, plus le sol où il a poussé des racines est fécond, plus l'œuvre de la transplantation est difficile. Les feuilles qu'il porte doivent perdre leur verdeur, il faut rabattre ses rameaux les plus vigoureux, supprimer sa frondaison, faire tomber les boutons à fruits, que la sève ne nourrit plus; il garde longtemps ces apparences de décrépitude, pour reverdir et porter de nouveaux fruits, quand, sauvé de cette crise et de tous les dangers qu'il y a courus, il peut atteindre la belle saison.

Ainsi en est-il de l'émigrant. Il part résolu, bien décidé à conquérir le monde ; ne connaissant les pays étrangers, l'Amérique surtout, que par les œuvres d'imagination à bon marché enrichies d'illustrations fantaisistes. C'est, le plus souvent, un homme qui n'en est ni à son premier essai, ni à son premier métier, ou bien une famille qui ne compte plus ses revers, pour qui tout pays nouveau apparaît, au loin, ensoleillé, sous des forêts luxuriantes d'arbres aux fruits savoureux, peuplées de Robinsons suisses. Son imagination s'échauffe, au souvenir des lectures, que les distributions de prix de l'école primaire ont mises, autrefois, sous ses yeux. La traversée pendant laquelle il trouve chaque jour son pain cuit, fortifie ses illusions. Les plus longues ont un terme; il débarque, engourdi, quelque peu énervé, physiquement incapable d'un effort, moralement troublé par l'inconnu. Dans ces conditions, il éprouvera vite que la morale de toutes les histoires de Robinsons n'est que trop vraie, que, dans les sociétés jeunes, plus encore que dans les solitudes, il faut compter sur soi seulement, tout produire par soi-même. Cette philosophie ne lui apparaît pas à la première heure; au milieu de son découragement, il ne trouve de force que pour accuser de folie son entreprise, d'imposture ceux qui l'ont encouragée.

C'est l'heure de la crise. Contre les effets de cette crise, on a inventé, dans les pays neufs, le palliatif de la colonisation officielle, qui ne fait qu'en prolonger la durée. Elle enrégimente les robinsons, leur fournit des vivres, énerve leurs velléités d'initiative individuelle, leur dissimule la nécessité de l'effort, produit des mécontents.

C'était le seul système, que l'on pensât à mettre en pratique, en 1854, dans les colonies agricoles de Santa-Fé. Il consistait, de la part du gouvernement, à fournir terrains, instruments aratoires, animaux de labour à des entrepreneurs d'émigration, qui devaient prendre le colon, le piloter, depuis son pays d'origine jusqu'au lieu d'arrivée, l'installer sur ces terrains, lui mettre la bêche en mains sur le sol nu, lui indiquer le lieu, où il avait à construire son abri, le nourrir jusqu'à la récolte, pendant un an, lui réclamer ensuite, annuellement, le remboursement de ces avances, et le prix de la terre s'il désirait l'acheter.

Le robinson ne voyait guère, dans ces munificences, que la nudité du sol et la permission de manger, pendant un an, aux frais de l'État, ce qui donnait, à beaucoup, la force de prolonger, pendant un an, les litanies des : « Si j'avais su ! » Ces robinsons-là ont disparu, aujourd'hui, il ne reste que des colons ; ce sont eux qui, par leur énergie, ont sauvé cette tentative de colonisation des épreuves de la première erreur ; quant aux découragés, ils auront du moins servi à faire condamner le système de la colonisation officielle.

Elle existe, cependant, encore, mais plus loin. On espère, par ce moyen dangereux, appeler quelque population dans les territoires déserts du Chaco argentin, qui limitent au nord la Province de Santa-Fé, où le gouvernement national essaie de grouper, autour des garnisons militaires, qu'il entretient pour surveiller les Tobas, quelques colons agriculteurs. Ces colonies sont, depuis dix ans, une ruine pour le Trésor; elles ne peuvent rien produire. Après cinq ans, on y a vu des

colons n'avoir pas reçu encore le terrain promis; ils attendent, les bras croisés, reçoivent, dans une tente provisoire, une ration insuffisante, que le fournisseur a intérêt à leur fournir, le plus longtemps possible, que les bureaux de la guerre perpétuent, par souci de la fortune du fournisseur.

Heureusement, la Province agricole de Santa-Fé et ses colonies laborieuses n'en sont plus, depuis longtemps, aux bienfaits de la colonisation officielle et artificielle; elles ont su réagir d'elles-mêmes contre cet engourdissement imposé, et se développer par leur propre activité. Quelques-unes, cependant, doivent encore leur origine à la colonisation par entreprise, ce sont celles de la compagnie anglaise du Grand central Argentin. L'entrepreneur, sans y appliquer les principes de l'administration militaire, prétend exploiter les terrains qu'il possède, comme sa voie ferrée, au bénéfice exclusif de ses actionnaires; ceux-ci s'enrichissent, le colon s'écarte, désertant les terrains à proximité de la voie et des gares, propriété de la compagnie anglaise, et s'établit en dehors de cette zone, pour y prospérer sans entraves administratives.

Le seul système que l'expérience recommande, est celui-là même qui expose le colon, dès la première heure, à l'épreuve la plus rude, met ainsi en relief et en exercice ses qualités. Il consiste à lui vendre la terre, à bas prix, payable à long terme, et à l'abandonner à lui-même.

Le colon, pour entreprendre la culture dans ces conditions, doit posséder la connaissance de son métier et quelques ressources pécuniaires qui lui permettent de faire, sur la terre, qu'il payera plus tard, les premières installations nécessaires, de préparer le sol, de vivre en attendant la récolte. Ce colon-là est plus difficile à recruter et à convaincre que les rêveurs et les déclassés, à nombreuses tentatives avortées, qui croient

découvrir, en eux, des agriculteurs ignorés et des colonisateurs latents. Il est aussi plus exposé.

C'est, en effet, une observation faite dans tous les pays neufs, que celui qui y importe autre chose que ses bras et son intelligence, risque fort de gaspiller, en écoles coûteuses, le capital qu'il y aventure; il le perdra, le plus souvent, et il lui faudra, à force d'efforts, le reconstituer. C'est alors seulement qu'il sera un élément social productif, dans le milieu nouveau où il a résolu de faire sa vie et où il lui faut, bon gré mal gré, triomphant ou vaincu, la fixer.

C'est un problème économique, difficile à résoudre, que celui d'attirer cette émigration, de lui épargner les essais coûteux; les colons de Santa-Fé l'ont résolu, ils ont substitué à la colonisation officielle la colonisation par voie d'extension progressive.

La solution est tout entière dans un système, aujourd'hui généralisé, de protection mutuelle et d'essaimement, qui fait, des colonies nouvelles, les filles des anciennes. Celles-ci procèdent comme les abeilles, tirent d'elles-mêmes les éléments des ruches nouvelles, dont chacune constitue, à son tour, un centre nouveau d'action, destiné, lui aussi, à former des essaims futurs. Les créations successives se sont étendues, d'elles-mêmes, dans la même région, se groupant les unes auprès des autres, avec lenteur au début, peu à peu avec rapidité, profitant de la force acquise, gagnant de vastes étendues de terrains. Les premiers qui ont réussi ont appelé leurs compatriotes, donnant, à ceux qui nourrissaient des idées d'émigration, le conseil de leur exemple. Par cette propagande naturelle, ils ont recruté, chaque année, de nouveaux contingents, à qui ils ont pu prêter, au début, une aide précieuse, dès l'heure de leur arrivée, sans rien sacrifier eux-mêmes, et qu'ils ont enrichis en s'enrichissant également. Ils étaient, pour les nouveaux venus, des maîtres expérimentés, véritables éclaireurs, qui avaient tout appris à leurs frais, qui

avaient tracé les chemins et préparé l'avenir de ceux qui arrivent, aujourd'hui, en grand nombre, — recrues qui prennent rang dans ces cadres vigoureusement constitués.

A son arrivée dans cette vaste région, déserte il y a vingt ans, qui, depuis, se couvre chaque année progressivement de nouvelles cultures, l'émigrant appelé ou inconnu trouve toujours un champ où employer sa bonne volonté. La population est insuffisante, pour les entreprises que son activité multiplie chaque jour ; le nouveau venu, que le désir de devenir propriétaire a mené jusque-là, entrevoit la possibilité de devenir riche, tout en faisant un apprentissage lucratif. Il n'y a, en effet. sur cette terre de la production facile, que le travail qui ait un prix élevé ; par une anomalie que la facilité même de la production et le nombre restreint des habitants explique, la vie matérielle, le nécessaire de la vie, déjà à meilleur marché qu'en aucun lieu du monde, semble baisser de prix à mesure que la population augmente, cette population laborieuse produisant, toujours, au delà de ses besoins. C'est ainsi que la viande, après des fluctuations diverses de prix, est revenue, depuis quelques années, au prix infime où elle était, il y a un siècle, et ne dépasse pas 0 fr. 20 la livre, quand elle est chère ; les autres denrées alimentaires règlent naturellement leur prix sur celui de cet aliment par excellence du travailleur.

Salaires élevés, vie à bon marché, ce sont là deux éléments de succès facile, pour le nouveau débarqué, qui rapprochent la réalisation de son rêve. Un autre élément contribue, puissamment, à lui fournir les ressources nécessaires à l'acquisition d'un lot de terrain, c'est le principe de l'association, que les anciens colons mettent en pratique avec le travailleur.

L'association a été, de temps immémorial, le système préféré dans toutes les entreprises rurales de la pampa ; l'éle-

veur l'a toujours appliquée avec son berger, il est rare de trouver, dans les grandes exploitations, des hommes à gages ; partout prévaut le régime simple et fécond de l'association. Le propriétaire offre sa terre, les moyens de la féconder, la semence, les éléments d'une habitation sommaire, au colon qui apporte son travail et celui de sa famille, et reçoit, en compensation, le tiers, le quart ou la moitié des produits, suivant la somme d'apports, fournis par l'un ou par l'autre, et qui varie à volonté.

Les colons propriétaires suivent, tous, ce système : possédant le plus souvent plusieurs groupes de concessions dans la colonie qu'ils habitent ou en dehors d'elle, ils ne peuvent les cultiver toutes ; au lieu de recourir à l'embauchage de travailleurs salariés, ils font un associé, un métayer, presque un propriétaire, du prolétaire, débarqué la veille, souvent sans ressources, toujours sans connaissance du climat, des saisons, des procédés de culture. Celui-ci, pris ainsi en tutelle, encouragé par l'espérance d'un produit proportionné à ses efforts, aidé pour subsister jusqu'à la moisson par le crédit, que tout commerçant du voisinage ouvre, sans hésiter, sur les espérances de récolte, libre de ses actes dans les limites de ses engagements, n'est pas empêché de louer, s'il le juge à propos, ses services, aux jours de loisir, à quelque voisin, de rapprocher ainsi l'heure où une bonne récolte et l'économie lui permettront d'être propriétaire, de multiplier, lui aussi, ses cultures, en faisant pour d'autres ce que les anciens ont fait pour lui.

*
* *

L'étendue ensemencée augmente avec une telle rapidité que, partout, la demande de travailleurs est abondante. En 1883, il eût fallu déjà, pour récolter les blés mûrs, plus de cent soixante mille moissonneurs, dans cette région qui ne

comptait guère plus de soixante mille habitants, pour la partie cultivée, et deux cent mille pour toute la Province. Le déficit des bras est chaque année plus grand ; bien que la population agricole ait triplé en quatre ans, il faut à chaque récolte, le combler par une importation exceptionnelle de machines perfectionnées, s'élevant, pour une année, au chiffre de huit mille huit cent quatre-vingt neuf, d'une valeur de 7 millions de francs, venant s'ajouter à l'important matériel existant déjà. Notons, en passant, que bien que les huit dixièmes de ces colons agriculteurs parlent français, la France ne participe que fort peu à ces fournitures ; dix pour cent des machines agricoles proviennent des États-Unis, quatre-vingt-dix pour cent d'Angleterre, bien qu'il n'y ait, dans toute la Province, ni un colon anglais, ni un colon nord-américain. On a vu, pour la première fois, une batteuse de l'usine de Vierzon figurer à l'exposition continentale de Buenos-Aires de 1881 ; elle a obtenu, naturellement, le premier prix ; achetée et mise en mouvement à l'heure de la moisson, elle a prouvé à tous sa supériorité ; mais l'audace commerciale des négociants français s'est bornée à cette démonstration, les Anglais ont continué, comme devant, à fournir, à peu près sans concurrents, des machines moins parfaites que celles que produit l'industrie française et qui battent les machines anglaises dans tous les concours.

Pourrait-on cependant avoir quelque doute sur la sûreté du payement? Ne méritent-ils pas quelque crédit, ces agriculteurs dont nous venons de rappeler le nombre, qui ont mis en culture, en 1888, sept cent quatre-vingt mille hectares et produit six millions deux cent cinquante mille hectolitres de blé, vingt et un mille tonnes de graines de lin, recueillant plus de 50 millions de francs de bénéfices nets, tous débours couverts de semailles, récoltes, subsistance et salaires, ce qui donne, à la fin de l'année, tous frais payés, une augmentation de richesse de 500 francs par habitant,

à ajouter à la plus-value progressive de toutes les propriétés, anciennement ou récemment cultivées, et même des terres voisines qui voient leur heure se rapprocher? Cette production représente un mouvement commercial de près de 90 millions de francs, et laisse disponible, pour l'exportation, après avoir satisfait la consommation de toute la République Argentine, plus d'un million d'hectolitres de blé, dont le prix de revient ne dépasse pas 10 fr. 50.

Il est curieux de donner ici le progression des cultures depuis trente ans que la première a été tentée dans cette région :

	Colonies	Habitants	Terres cultivées en hectares
1856	1	1.040	1.000
1864	4	2.779	5.000
1874	32	15.510	33.256
1880	51	40.789	124.205
1884	85	68.876	215.277
1886	105	80.000	500.000
1877	122	120.000	410.000
1888	190	247.332	779.181

La production a crû plus vite encore que l'étendue des cultures ; il faut l'estimer pour 1888 à trente millions de piastres, soit, au cours moyen de 4 francs par piastre, 120 millions de francs : production, qui, il ne faut pas l'oublier, est l'œuvre de deux cent cinquante mille colons.

L'exportation en absorbe la plus grosse part, soit pour les autres Provinces de la République, soit pour l'extérieur.

Elle a déculpé trois fois depuis 15 ans ; s'élevant de trois cent mille piastres en 1872 à quinze millions en 1888.

Cette quantité, minime, si on la compare aux productions d'autres pays, est fort importante si on la considère comme elle doit être considérée, c'est-à-dire comme un point de départ, si l'on fait attention à l'accroissement annuel de la surface cultivée, des capitaux nouveaux, employés progressivement au développement de la culture et du développement très récent des chemins de fer dans cette province. En 1865 le pre-

mier kilomètre de voie ferrée n'était pas construit, dans cette province qui en possédait seulement 607 en 1885 et 1362 déjà en 1880; en 1889 elle atteindra près de 2,000. Ce n'est pas sans raison que tous ceux qui assistent à cette conquête ardente du sol de cette Province, hommes d'État, publicistes, statisticiens, se sont pris de passion pour ces groupes étrangers de producteurs, qui font sortir du sol leur fortune et celle, autour d'eux, de nombreuses entreprises commerciales, industrielles, de transport ou de banque qu'ils enrichissent vite.

Il nous souvient d'avoir entendu un des hommes d'Etat les plus considérables de cette République, embellir un discours de ce dithyrambe : « Si, disait-il, la lune possède des astronomes, ils ont dû être surpris de constater que cette partie de la terre, sur laquelle ils n'ont pas manqué de diriger leurs télescopes, avait changé de couleur et pris celle de l'or que lui donnent les épis mûrs ! »

Il n'est pas un colon qui n'ait applaudi ces paroles de l'ex-président de la République, M. Sarmiento. Comment y verraient-ils une exagération, ceux qui ont tant de raisons de tirer vanité, en même temps que profit, d'un progrès qui est l'œuvre exclusive de leurs efforts individuels? Ils sont heureux et avec raison de voir les premiers d'entre les Argentins trouver à recueillir quelque gloire dans des créations, dues tout entières à des étrangers: nous avons, pour notre part, quelque satisfaction à constater que, dans cette région, prédominent les mœurs, les usages de notre pays, en même temps que la langue générale y est la langue française.

IV

Nous sommes ici, en effet, dans un pays européen, transplanté de toutes pièces, sur la terre d'Amérique; on dirait une province de France, située sur une frontière où les

langues des pays voisins, quelques-uns de leurs usages ont pénétré, où la religion protestante se mêle à la catholique; c'est à peine si, par quelque côté, les mœurs locales et la loi du pays font sentir leur présence.

Dans ces plaines où les habitations se perdent, au milieu des cultures, où rarement on en trouve plusieurs, groupées ensemble, la vie de famille individualisée est le prototype social, établi sans parti pris, par une sorte de nécessité de milieu. C'est là une conséquence naturelle de la division uniforme de la terre, en exploitations rurales, de même destination et même étendue, toutes généralement de cent hectares, comprenant quatre concessions, établissant des distances égales entre chaque famille de colons.

Sur environ cent colonies, on ne compte guère de villages. Celui d'Esperanza est à peu près le seul. Aussi sert-il de lieu de réunion, de marché général où l'on vient de loin, où, le dimanche, carrioles, breaks et voitures de tous genres, amènent des colons, ayant quelque affaire à traiter, le besoin de se renseigner, ou seulement de se rappeler qu'ils sont hommes et faits pour vivre en société, ne fût-ce qu'un jour par semaine.

A part cette exception, la vie se concentre dans les concessions, qui s'échelonnent le long des avenues, dont nous avons parlé, d'une largeur, partout égale, de cinquante à soixante mètres, uniformément bordées d'inévitables peupliers en rangs serrés.

Au milieu des champs de blés mûrs, les maisons émergent à peine; c'est à peu près la vie solitaire du pasteur, avec le travail en plus, la culture d'un jardin, la présence d'animaux de ferme et de basse-cour.

On ne saurait dire, pourtant, que toutes les colonies n'en font qu'une, ou que toutes se confondent entre elles; elles ont, au contraire, leurs physionomies distinctes. Dans chacune existe un lien de famille, une communauté d'origine ou d'intérêts.



La chute de l'Iguazu. (Voir page 580.)

tous les membres appartiennent à la même religion, ici protestante, là catholique, et parlent la même langue, bien que quelquefois ils aient des patois différents.

Pendant la période de formation, la plus rude à traverser, alors qu'il faut organiser, bâtir, planter, ensemencer les concessions, ces liens de famille ou d'origine ne se manifestent guère par des relations sociales ou des créations d'intérêt commun : ce n'est que plus tard que l'on peut y songer. Une école, alors, remplace le précepteur ambulant qui allait, jusque-là, de ferme en ferme, pauvre bachelier nomade, laissant derrière lui, dans l'esprit de ses élèves, à défaut d'autre, cet enseignement : que la science est généralement une personne bien ignorante, peu fortunée, rebelle à une nourriture régulière, pauvrement vêtue, enfourchant, sans grâce, la plus triste des montures, qu'ils confondront volontiers avec la bête de l'Apocalypse, quand une instruction religieuse, un peu soignée, aura pénétré dans leur jeune âme.

Presque partout on met quelque empressement à installer une croix sur le faîte d'une grange, pour lui donner, sans luxe, la destination d'un temple ou d'une église : c'est le centre autour duquel se formera, plus tard, le village, à moins que la station du chemin de fer, longtemps projeté, encore ajourné, ne vienne déplacer l'axe du développement de la colonie.

A chaque saison, l'aspect change; mais il change partout à la fois, uniforme dans ses variations. On ne connaît ici ni les jachères, ni le roulement de cultures variées; chaque année ramène, à la même place, la même charrue, à la même heure, les mêmes épis de blés mûrissant. Dans les nouveaux défrichements, la première culture est le maïs; il exige une moindre mise de fonds, il est plus rustique, triomphe mieux d'une terre nouvellement remuée; la moisson surtout s'en fait plus à loisir, à l'heure que le colon choisit, après les premières gelées, sans avoir à recourir, à heure fixe, à l'aide coûteuse de services salariés. Après les premières

récoltes, la chaumière, habitation provisoire des années d'essai, deviendra le bâtiment de service d'une résidence plus élégante, faite de briques et de chaux, sur le modèle de celle du voisin, qui l'a copiée lui-même sur une plus ancienne, répétant, sans rien y changer, le type, à peu près unique, créé par un architecte modeste, sans imagination, très ami de la simplicité.

*
* *

Il ne faudrait chercher, au milieu de cette uniformité, ni dans les procédés de culture, ni dans la forme des habitations, des traits particuliers, indiquant, avec précision, l'origine ou la nationalité des colons. Tous ont, sur ces différents points, oublié les traditions de leur pays, adopté de nouveaux usages, modifié insensiblement leur costume, leur alimentation, leurs instruments et leurs modes de culture.

L'agriculteur américain diffère, absolument, de son congénère d'Europe ; c'est pour cela peut-être, qu'il réussit mieux. Il n'a pas l'ambition de vivre exclusivement sur son bien d'en tirer les éléments complets de sa subsistance ; il vit de sa terre comme un commerçant de son commence, il trafique de ses produits, du sol, même, s'il y trouve profit; il a plutôt, en sa qualité d'étranger, la crainte que l'ambition de s'y enraciner. Il ne cherche surtout pas à augmenter la somme de son travail; c'est là une routine qu'il laisse aux fanatiques de la tradition, si nombreux dans la campagne de France.

De fait, il est parvenu à simplifier singulièrement son labeur: il ne connaît pas cette division de la terre par parcelles éparses, éloignées les unes des autres, qui est le grand écueil et une des causes de ruine, la principale peut-être, de la culture française ; sa maison est au milieu de son champ, il ensemence une pièce de terre unique, de cinquante ou de cent hectares, sous une seule graine : ici, du blé, là, de l'orge, du lin ou du maïs, travaille en industriel. Il obtient ce résultat, quelque

peu éloigné de la portée du paysan français, de cultiver son champ, d'y trouver l'aisance, en menant une vie pleine d'heures de loisir et de repos; même pendant l'époque de la moisson, il parvient à se libérer de ses travaux absorbants.

La différence est complète entre la vie qu'il mène et celle du cultivateur français. Celui-ci semble prendre à cœur de multiplier ses efforts et n'arrive qu'à en diminuer les résultats. Toujours le travail le presse, ses occupations sont assez nombreuses pour qu'il en puisse faire provision pour les jours de pluie ou de neige, pour les longues nuits et les courtes journées d'hiver; il emmagasine son blé, pour le battre en grange ou en chambre; plus soucieux de respecter les usages d'antan que d'épargner sa peine, il égrène, un à un, ses épis de blé sous le fléau, se méfie de la batteuse, qui emplirait ses sacs vivement, mais prélèverait une dîme sur chacun d'eux

Ce paysan-là ne saurait nous croire, si nous lui disions, qu'au delà de l'Océan, son semblable ne connaît ni cette peine ni ce labeur continu, qu'il a dix mois de loisirs contre deux de travail, que ses produits n'en sont pas pour cela moindres, qu'il peut consacrer les longues soirées lumineuses de l'été ou les nuits d'hiver à des travaux de l'esprit, ces conseillers du progrès. Ainsi en est-il cependant!

A l'automne, il prépare sa terre, le travail important, qu'il doit faire lui-même, le seul que les machines n'aient pas simplifié; la nature du sol le rend facile, sa fertilité le réduit à deux coups de charrue et un hersage, sans autre préparation ni fumure coûteuse et pénible. Deux mois suffisent à cette besogne et à celle des semailles. L'hiver, fort doux dans ces régions, sans neige et sans gelée, est tout entier, pour lui, une saison de contemplation; l'uniformité de sa culture laisse au colon tout le temps de s'occuper de son jardin d'agrément, des soins minutieux de son verger, du bétail de la ferme. Au printemps, la nature travaille pour lui; l'agriculteur attend les résultats de cette incubation, que les pluies ou la séche-

resse rendront stérile ou féconde, sans qu'il y puisse rien changer; il n'a pas même à faire provision de fourrages pour l'hiver; son bétail, élevé à l'air libre, trouvera toujours à s'alimenter, même pendant la mauvaise saison.

Arrive enfin l'été, du moins il est proche, car, au mois de novembre, qui correspond au mois de mai de l'hémisphère nord, les blés sont jaunes et les faucheuses peuvent mettre en ligne leurs couteaux aiguisés. On croirait que le bruissement des épis mûrs va arracher le colon à sa vie douce. Il en était ainsi autrefois, au temps où l'on ne connaissait que la faux et la faucille pour couper les longues files d'épis secs, sous le chaud soleil; alors, même, faute de bras, il fallait quelquefois laisser debout ou abandonner au bétail les récoltes; aujourd'hui, il n'en est plus de même; le colon, qui ne peut, seul, faire les frais d'achat de faucheuses modernes, traite simplement avec un des nombreux entrepreneurs de moissons, qui sillonnent la campagne, qui, à forfait, à prix fixé d'avance, de tant de sacs pour cent, fauche, bat sur place, met en sacs, souvent achète et emporte, en une semaine, la récolte qui, hier debout, agitait ses épis dorés sous le souffle du vent, et aujourd'hui se résume en un chèque payable à vue et endossable. Il a fallu quelques jours au plus, à raison de huit hectares par faucheuse et par jour, pour opérer cette transformation commerciale de toutes les espérances du colon, résumées dans un vaste champ de blé; il sait, au juste, ce que vaut le travail de son année, et, jusqu'à l'automne, est libre de soucis; les autres récoltes qu'il a préparées ne lui donneront pas grand embarras et ne l'empêcheront pas de déguster, à l'ombre, les pêches de son jardin.

Que l'on ne dise pas que le labeur est déplacé, et que, si l'agriculteur est, grâce à cette organisation très ingénieuse, déchargé de travaux pénibles, le poids du travail retombe sur l'entrepreneur de moissons et son équipe, et la dépense sur

celui qui l'emploie. Travail et dépense ont été considérablement diminués par l'emploi de machines perfectionnées, en même temps que le rendement augmente dans des proportions énormes. Autrefois, il fallait que, tout le jour, le moissonneur restât penché sur sa faux, sous le gros soleil, dans un mouvement régulier, très pénible pendant les longues journées d'été. Si le blé était trop mûr, ce qui se produisait souvent, faute de bras pour rentrer à temps la récolte, il fallait recourir à la faucille, qui laissait moins perdre de grains, mais retardait encore la moisson. Les épis rangés étaient placés sur une peau de cheval sèche, portés, ainsi, sur ce traîneau primitif, jusqu'à l'aire en plein champ, où le battage se faisait, sous le galop d'une troupe de juments faméliques et le vannage à la pelle sous le souffle du vent. On calculait à plus de 25 0/0 la perte du grain apporté à l'aire.

Les temps sont changés. La faucheuse marche d'un pas régulier et constant; le moissonneur, assis sur son siège élevé, dirige le travail, et n'intervient guère que par l'effort de sa pesanteur : les gerbes tombent d'elles-mêmes, toutes liées, derrière lui ; elles sont amoncelées en meules énormes, en attendant la batteuse. Celle-ci représenterait, avec ses animaux de trait et sa locomobile, une dépense d'environ 35 à 40,000 francs, mais l'agriculteur n'a pas à la faire : il attend son heure, prompte à venir, où se rangera, devant sa meule, cette puissante cigale, qui, de l'aube à la nuit et du soir à l'aurore, siffle et bruit laborieusement, sans repos, faisant le travail de millions de fourmis; les hommes l'alimentent, sans effort pénible, cachés derrière un flot continu de poussière noire que le vent chasse sans cesse, qui se renouvelle sans relâche ; la paille, dédaignée, résidu sans valeur, que seuls les briquetiers réclameront, pour la mêler à l'argile de leurs briques imparfaites, s'envole, séparée du grain, et s'empile auprès du foyer de la chaudière, qu'elle alimente de sa combustion rapide.

Les équipes qui se transportent, ainsi, dans toutes les direc-

tions, pour tous ces travaux, sont presque toujours composées d'Italiens, venus de Lombardie, attirés par les salaires élevés. Ils passent l'Atlantique, malgré le grand éloignement, comme les Belges passent notre frontière, pour venir faire la moisson. Ils s'embarquent à Gênes, en août ou en septembre; les vapeurs italiens et français, aménagés pour le transport de ces travailleurs, en emportent, chacun, mille ou douze cents, qu'ils débarquent, après vingt-deux ou vingt-huit jours de traversée, sur les rives de l'estuaire de la Plata. Là, ils ont vite pris le vent et la bonne direction; dès le lendemain, ils s'entassent dans les wagons ou dans les steamers qui desservent le littoral du Parana ou de l'Uruguay; d'autres partent à pied, la besace au dos, pour se rendre là où la demande de bras est la plus active.

Pendant les mois de novembre à février, ils louent à haut prix leurs services, dans cette immense région, qui s'étend du 27° au 40° lat. Sud, et où la moisson ne se fait pas partout à la même heure. Ces quatre mois de travail incessant, de salaires élevés, qui varient entre 12 et 18 francs par jour, avec une nourriture substantielle, toujours aux frais du propriétaire, les nuits à la belle étoile, suffisent souvent à satisfaire leurs ambitions. Beaucoup, la moisson finie, reprennent le steamer: après une nouvelle traversée, débarquent au pays natal, montrant, avec orgueil, le rouleau d'or qu'ils ont gagné, pendant que l'hiver étendait sur l'Europe le sombre manteau de ses longues nuits, de ses journées de pluie et de froid. Ils arrivent à l'heure pour ne pas manquer un seul des travaux que réclament les champs de leurs pays, les terminer tous, rentrer la moisson, et repartir pour recommencer un nouvel été dans l'hémisphère sud.

Chaque année, ils constatent, à leur retour, l'extension de la zone cultivée. Avec quelle rapidité surprenante se fait cette conquête du désert, dans un pays cependant où l'immigration n'apporte annuellement qu'un faible contingent, ne

dépassant pas encore 110,000 individus, dans les années les plus favorisées! La Province de Santa-Fé, que l'on appelle avec raison la région du blé, à côté des 750,000 hectares, mis en culture, en 1888, en possède plus de deux millions déjà divisés, préparés pour recevoir des colons, et sept millions encore abandonnés au pasteur, qui se prêtent, sans exception, à la grande culture et attendent leur heure. Elle ne contient encore que 550,000 habitants, dont 150,000 dans les colonies où le nombre des familles propriétaires est de 19,455 ; 19,000 de ces familles sont étrangères et conservent leur nationalité.

* * *

Très américains dans leurs procédés de culture, les colons ne le sont pas moins dans leur manière de vivre ; sans avoir adopté les habitudes locales, ils ont adapté les leurs à ce nouveau milieu social. Leur costume, leur alimentation, leur langage, tout en eux se modifie, peu à peu, sous cette influence du milieu, sans qu'ils perdent, pour cela, leur caractère propre et le cachet de leur origine, qu'ils sont, en général, jaloux de conserver. Leur costume de travail est, presque partout, le même : le béret, cette coiffure, que les Basques ont si bien répandue partout qu'elle est un objet de première nécessité dans l'approvisionnement d'une ville ou d'un village pampéen, preuve manifeste de l'influence de l'émigrant sur le développement de l'industrie de son pays d'origine; l'espadrille des montagnards pyrénéens, importée par la même voie ; le bourgeron de laine, alternant avec le poncho, qui ne permet pas le travail à pied, enfin les braies de nos ancêtres, déguisées sous le nom indien de *chiripa*. Aux jours de fête, les costumes nationaux reparaissent volontiers : Andalouses, Catalanes, Napolitaines, Basquaises, Suissesses ou Bretonnes mêmes, se coudoient, élégamment vêtues, à la mode de leurs provinces.

Là, comme partout sur le sol américain, ces diversités d'origine disparaissent à la première génération. En même temps que la loi impose la nationalité locale à ceux qui sont nés sur son sol, que le sang étranger entre, ainsi, avec des droits égaux, de quelque source qu'il provienne, dans les veines de la nation, les coutumes importées deviennent nationales.

Ce phénomène n'est pas spécial à tel ou tel groupe. Il se produit dans toutes les régions où il existe des colonies, dans les deux groupes de la Province de Santa-Fé, celui qui s'appuie sur la rive du Parana et celle du Salado, celui qui s'est créé le long de la voie ferrée du Grand central Argentin, où rien d'anglais n'apparaît. Dans la Province d'Entrerios, où cependant le général Urquiza, usant de ses pouvoirs de président, avait promulgué une loi nationale, dispensant les fils de ses colons du service militaire et leur conservant, par exception, la nationalité de leurs pères, la loi n'a pas été exécutée; ces colons attachés au sol n'ont fait entendre que de faibles protestations, en même temps qu'ils évitaient avec soin le service militaire dans la patrie de leurs pères, que celle-ci, du reste, omet de leur réclamer.

Hors de ces deux Provinces, on ne compte que deux créations du même ordre : l'une, remontant à 1860, composée exclusivement d'Anglais du pays de Galles, établis par le Gouvernement sur la rive de Chubut, fleuve du désert patagonien, dont le sort a prouvé, pendant vingt ans, qu'elle était prématurée, qui se débat sous les étreintes de disettes intermittentes, tempérées par les secours officiels.

L'autre, créée par l'État de Buenos-Aires, est plus intéressante : c'est une colonie d'Allemands, de la secte des memnonites. Ils avaient émigré en Russie, à la fin du dernier siècle; Catherine leur avait garanti, pour un siècle, leur autonomie et la dispense de tout service militaire, que leur religion interdit. Le siècle écoulé, le traité n'a pas été renouvelé; trois mille adeptes ont obtenu du gouvernement de la Pro-

vince de Buenos-Aires des terres et des franchises; ils n'échapperont pas plus que les autres à la *manucapion* de l'atmosphère américaine. En attendant, ils donnent, dans la plaine, l'exemple du travail intelligent, prospèrent si bien qu'après avoir, en trois ans, mis en culture toutes leurs terres et élevé trois villages, ils réclament déjà de nouveaux terrains pour y essaimer : ils les trouveront entre les mains des particuliers; tous ont de la terre à vendre à des travailleurs, qui, ayant dix ans pour se libérer avec le gouvernement, l'ont fait déjà en trois années.

Nous ne citons ces exemples que pour montrer avec quelle facilité des groupes venus de loin peuvent transplanter, dans ces plaines pampéennes, jusqu'au clocher de leur village et se serrer autour. Ils peuvent aussi emporter avec eux la greffe ou la semence préférée, il n'est pas un arbre ni une plante, acclimatée en Europe, qui ne trouve là le climat qu'elle demande.

Les anciens propriétaires du sol attendent, de leur côté, ces inconnus pour le leur céder. Leur impatience se manifeste sur le plan cadastral par une infinité de petits carrés, réunis sous un nom de baptême de fantaisie. Ce qui était, hier, le domaine inutile et inhabité de Pierre ou de Paul, devient, par cette opération, la colonie Etelvina ou Casimira, sans habitants, mais fière déjà de l'honneur d'élever au surnumérariat d'expression géographique le nom d'une femme aimée ou d'une respectable matrone.

Quelquefois, l'ambitieux propriétaire va jusqu'à faire les frais d'un arpentage consciencieux. Il fait placer sur le champ vague, appelé à de lointaines destinées coloniales, de nombreux piquets indicateurs, limites imperceptibles de domaines rêvés. Il trace ainsi des avenues, où il croit voir, déjà, courir des charrettes; aux formes les plus variées, se transporter de concessions futures en fermes désirées, les batteuses de l'ave-

nir. Cela suffit souvent pour donner à sa terre une valeur qu'elle n'avait pas; ses bonnes intentions créent une plus-value que la spéculation est prête à exploiter; mais, première victime de sa propre supercherie, il repousse les offres avec dédain et passe sa vie à attendre l'heure propice que ses héritiers verront.

*
* *

Ailleurs, dans la Province de Buenos-Aires, par exemple, la plus importante, à tous les points de vue, même au point de vue agricole, la culture s'est développée par nécessité, sans plan conçu, par l'effort individuel, autour des villages, à mesure qu'ils se formaient, généralement sur les terrains que l'État vendait pour les destiner à cet objet. Le littoral de la Plata, au nord de la ville, a été le premier occupé; c'est encore la région préférée. Son exposition à l'est, la brise qui y arrive, rafraîchie sur les eaux de la Plata, large en cet endroit de huit lieues, lui ont fait une réputation méritée; la terre y a un prix élevé, et le blé y prospère mieux qu'ailleurs.

Au delà de cette langue de terre, le pasteur n'a pas cédé volontiers les terres que l'élevage occupe, avec profit, depuis trois siècles; il a fallu les lui disputer autour des stations de chemins de fer; aussi n'est-ce qu'à quarante lieues dans l'intérieur, à l'extrémité du chemin de fer de l'Ouest, que commencent les districts agricoles, autour de la ville de Chivilcoy, qui n'a encore de Chicago que la première syllabe, et espère, dans un temps éloigné, rimer autrement que par le radical avec sa grande sœur du Nord, au nom aussi indien que le sien.

Ce qui a déterminé l'abandon de cette région à l'agriculteur, c'est précisément la pauvreté de la végétation spontanée qui s'y rencontre; le pâturage naturel y est assez sauvage

pour que le bétail y vive difficilement, le mouton y donne encore une laine rude; l'expérience une fois faite, les propriétaires ont renoncé à étendre de ce côté la région pastorale, y ont attiré l'agriculteur par l'appât des entreprises à compte à demi. Le travail de l'homme a amélioré rapidement ces terres, que le bétail eût mis un siècle à préparer en prairies à son usage.

Le succès a été assez satisfaisant pour l'agriculteur, pour qu'aujourd'hui l'on compte, dans la Province de Buenos-Aires, un million d'hectares occupés par des cultures de toute espèce : le tiers est emblavé, un quart semé en maïs. L'exportation de blé de cette Province a été, pour la saison de 1885-1886, de plus d'un million d'hectolitres; l'exportation des farines, pour le Brésil, s'y développe également chaque année.

Des 30 millions d'hectares fertiles, dont elle dispose, chiffre considérable, si on le compare aux 50 millions d'hectares de terres du même ordre que possède la France, cette Province en emploie 17 millions à l'élevage; 12 millions sont inoccupés, bien que les voies ferrées soient à la veille d'y pénétrer. Aucun des éléments du progrès agricole n'y manque aujourd'hui : sa population, qui était, en 1869, de 309,261 habitants campagnards, s'élève, en 1887, à huit cent mille, supérieure à l'accroissement des États-Unis.

Les raisons historiques que nous avons rappelées au début de cette étude ont pu entraver le progrès dans cette vaste région, il est aujourd'hui en possession définitive d'un sol fécondé, puissamment aidé par les capitaux créés et les lignes de fer, qui avancent, depuis quatre ans, d'un kilomètre par jour.

Ce résultat, — c'est là un des faits à retenir, — cette prise de possession par l'agriculteur de la pampa argentine est l'œuvre de paysans de France, de Suisse et d'Italie, venus, le plus souvent, sans capitaux, ayant créé eux-mêmes

les éléments de leur bien-être, l'ayant répandu, autour d'eux, ayant acquis, par leur travail, cette sécurité, que donnent des titres de propriété indiscutables. Au moment où la concurrence, qu'ils préparent au producteur européen semble inquiétante, il y avait quelque intérêt à les observer au milieu de leurs créations et à démontrer que leur exemple est peut-être bon à suivre.

V

Le champ est vaste, toutes les parties s'en offrent au plus diligent ; les progrès réalisés ne sont rien auprès de ce qui reste à faire : le terrain en culture est peu de chose auprès des vastes plaines incultes qui l'environnent.

Il y a quelque sept ans, à peine, l'accès des parties extrêmes de la plaine était interdit à la civilisation, arrêtée par l'inconnu du désert plus encore que par les résistances séculaires des tribus indiennes. La campagne de 1877 à 1880, vigoureusement menée, a montré l'inanité des terreurs, que les invasions entretenaient, depuis des siècles, que la stratégie protectrice des chefs de frontière de la vieille école perpétuait. L'Indien, aujourd'hui vaincu, dispersé, anéanti, n'existe plus qu'à l'état de souvenir; il sera, dans quelques années, une curiosité anthropologique ; le domaine qu'il a, par force, abandonné est, dans toutes ses parties, étudié, divisé déjà par des arpenteurs; une ligne de chemin de fer le borde, d'autres sont concédées déjà ; la population seule y manque encore, mais l'exode du pasteur vers ces terres nouvelles est déjà commencé. Cette région profitera des progrès acquis dans les autres de la République et de l'impulsion, que lui donneront les capitaux, constitués par les propriétaires du littoral.

A quel prix les étrangers, dont l'arrivée est constante,

peuvent-ils se procurer la terre que tous convoitent? Comment peuvent-ils la posséder, l'acquérir et la transmettre? Ce sont les questions que se pose naturellement quiconque se préoccupe de la concurrence de production des pays neufs; cette étude serait incomplète si nous les laissions sans réponse.

Disons tout de suite, pour écarter des comparaisons avec les usages de la République des États-Unis, qu'ici, bien que les terres publiques, appartenant à l'État, soient vastes et fertiles, aucune loi ne régit encore leur aliénation, aucun système scientifique n'a été essayé dans leur répartition. Il n'y a pas de bureau ouvert, où l'immigrant puisse échanger sa nationalité d'origine et la liberté de se déplacer contre quelques acres de terre qu'il payera à tempérament un dollar l'acre, comme cela se passe aux États-Unis. La loi argentine qui a imité sa sœur du Nord en bien des points, n'a jamais tenté de mettre en pratique ce système, essayé déjà, dont les résultats ont été féconds depuis un demi-siècle, malgré le poids énorme des charges, que cette loi du *homestead* imposait, en ajoutant au payement du prix normal de la terre une diminution d'état, peu coûteuse, il paraît, pour le paysan européen, affolé de la passion de posséder, sous le soleil, une pièce de terre qui soit bien à lui.

Personne ne peut dire ce qu'aurait produit, dans la République Argentine, ce système s'il eût été essayé; il ne pouvait pas l'être. Avant l'année 1880, en effet, le Gouvernement fédéral n'avait pas eu à se préoccuper de l'emploi des terres publiques, il manquait de hardiesse pour vendre la peau de l'ours avant de l'avoir prise, et cette vaste peau de l'ours servait alors de lit paisible aux tribus indiennes.

Seules, les Provinces confédérées possédaient des domaines; bien que la Constitution nationale leur eût réservé le droit de fomenter l'immigration sur leurs terres, elles n'en

avaient souci. Ces terres avaient une autre destination. Dans un pays où les capitaux mobiliers ne sont pas constitués, où les budgets sont minces, c'est toujours par des donations, plus ou moins déguisées, des terres publiques, que les gouvernements provinciaux ont récompensé les services de leurs partisans ou réparé les injustices du sort, dont eux ou leurs amis étaient victimes.

Les États ont ainsi vu gaspiller leur patrimoine ; il n'est pas pour cela détruit ; il est seulement détenu par des particuliers, qui le rendent productif et sont prêts à le céder à bon prix au plus offrant. La loi n'influe plus, dès lors, sur la transmission de ces biens privés que par l'application normale des règles du droit civil sur les contrats de vente et les successions. Elles ne mettent aucun obstacle à la rapide division du sol, ne l'entravent encore ni par des formalités compliquées, ni par l'imposition de droits élevés.

*
* *

Les formalités, nécessaires pour la vente d'une propriété, quelque importante qu'elle soit, peuvent être remplies en trois jours, y compris la purge des hypothèques, le privilège des femmes mariées et des mineurs, les hypothèques tacites n'existant pas ; les droits de transmission et d'enregistrement, bien qu'ils se soient élevés considérablement dans ces dernières années, sont encore fort modérés. Nous sommes loin des droits, qui, en France, absorbent les revenus de trois et quatre ans d'une propriété vendue ou transmise par succession : si la tendance qui se manifeste, chez les législateurs argentins, de se rapprocher de l'exemple des pays d'Europe, d'imiter tout ce qui peut augmenter les ressources fiscales, s'accentuait, ils auraient trouvé, ainsi, le vrai moyen de ruiner et de dépeupler ce pays, où les conditions sociales sont différentes, où la terre, constituant le seul capital et le

principal objet d'échange, doit être, pendant de longues années, traitée, par la loi, comme une marchandise, toujours offerte sur le marché, facile à transmettre.

La loi des successions a veillé à ce que la division des grands domaines, des fiefs, que les familles pouvaient être tentées de constituer, ou que des étrangers même pourraient acquérir, au détriment des intérêts politiques du pays, fût rapide. Non seulement la division des biens patrimoniaux s'opère entre les descendants du défunt, mais l'époux survivant reçoit une part d'enfant, en dehors de sa part dans la communauté, qui est la loi absolue des sociétés conjugales. A défaut d'enfaut légitime, la succession est dévolue à l'époux et aux enfants naturels, même non reconnus, protégés par la recherche de la paternité, permise, même après le décès du père.

La valeur vénale de la terre ne varie guère que par grandes zones, la proximité d'un cours d'eau, d'un village, d'une voie ferrée, l'espérance prochaine d'en voir construire une, modifient les prix de vente; il est cependant facile de donner une idée exacte de la valeur de chaque zone.

Prenons, comme point de départ, la rive occidentale de l'estuaire de la Plata, et, comme centre de rayonnement, la ville même de Buenos-Aires. Si nous tirons une ligne droite de ce point vers l'ouest, elle partagera d'abord la Province de Buenos-Aires, puis les Territoires nationaux et le désert de la pampa jusqu'aux Andes, leur limite extrême à l'ouest. Le littoral, au nord de cette ligne, est la partie la plus riche et la plus anciennement peuplée; la région Sud, moins recherchée et depuis moins longtemps, appartient à une formation géologique différente; l'humus y a moins de profondeur, le sous-sol en est moins perméable et retarde l'absorption des eaux pluviales. Le prix est donc, à distance égale, supérieur d'environ un tiers dans la région du Nord;

il faudra tenir compte de cette différence dans les prix que nous allons indiquer.

Dans le premier rayon de cinq lieues, en partant de la ville de Buenos-Aires, la terre, nue, occupée généralement par les Basques, qui fournissent le lait à la ville, et par la petite culture, se vend facilement de 800 à 1.800 francs l'hectare : tous les aménagements, bâtisses, clôtures se comptent à part.

En s'éloignant de cinq lieues encore, on obtient les mêmes terres à 600 francs l'hectare ; elles sont divisées et employées de la même façon ; c'est la région des fermes, *chacras*, de *pan llevar* destinées à fournir le pain, d'après l'ancienne destinée indiquée dans les lois espagnoles, les plus grandes ont de six cents à mille hectares.

Dans le rayon suivant, de dix à vingt lieues, les grandes propriétés abondent, c'est la région où l'élevage du mouton domine. La terre vaut de 10 à 500 francs l'hectare, se loue généralement par lots de deux cents hectares, surface nécessaire à l'entretien d'un troupeau de quinze cents têtes. Le prix de location annuelle varie de 10 à 25 francs l'hectare, pour le terrain nu; il est un peu plus élevé si le locataire est un agriculteur; le propriétaire suppose que le mouton améliore sa terre, que la culture l'épuise.

Au delà de vingt lieues, sauf à proximité des lignes de chemins de fer de l'Ouest et du Sud, la culture disparaît, le terrain tout entier y est consacré à l'élevage du mouton, auquel, peu à peu, le gros bétail cède la place. Les prix de ces terrains sont beaucoup au-dessous des précédents, ils ne se vendent ou ne se louent que par lieues de deux mille sept cents hectares ou fractions de lieues carrées. Les uns ne peuvent admettre que du gros bétail, d'autres, une proportion plus ou moins considérable de moutons, tous se prêtent également à l'agriculture; mais leur éloignement renchérit la main-d'œuvre, le transport des machines et des produits : ils

ne sont desservis ni arrosés par aucun cours d'eau, ne peuvent compter que sur les voies ferrées et l'abaissement de leurs tarifs pour voir la population nouvelle des agriculteurs les rechercher. Pour les bergeries, on loue 20.000 francs par lieue, et, pour le gros bétail, 6.000, soit de 10 francs à 2 fr. 50 l'hectare; le prix de vente varie entre 100.000 et 250.000 fr. par lieue, soit entre 40 et 100 francs l'hectare, suivant que le terrain se prête à l'un ou à l'autre élevage. Le pasteur ou le métayer doit, dans ces terrains, construire, lui-même, son abri, faire les installations nécessaires; aussi, la première condition requise d'un colon est de savoir mettre debout les étais et rejoindre les légères charpentes de son logis, tresser le chaume du toit et pétrir la boue des murs de pisé.

Si nous sortons des limites de la Province de Buenos-Aires, privilégiée entre toutes, en raison du développement déjà ancien de ses voies de communication et de ses établissements de crédit, et de toutes les autres institutions sociales qui dénotent un état de civilisation européenne, les prix que nous rencontrons sont tout différents, et s'abaissent rapidement. Cependant la Province de Santa-Fé, qui la continue au nord et suit la rive du Parana d'aval en amont, et la Province d'Entrerios, dont les terres fertiles, d'alluvions modernes, sont enveloppées par le cours du Parana et de l'Uruguay, ont participé, dans ces dernières années, plus que les autres au grand mouvement de hausse de tous les terrains en général. Laissons de côté les régions, relativement peu considérables, occupées par les colonies agricoles, que nous avons décrites: la concession inoccupée de vingt-cinq hectares de terres vierges y vaut, en général, 1.000 francs, soit 40 francs l'hectare, les frais de mise en culture en doublent le prix; les terres cultivées, plantées, bâties, atteignent des prix tout différents, qu'il est difficile de fixer; on estime cependant à 20.000 francs chaque ferme de quatre concessions soit cent

hectares en exploitation. Dans les domaines assez rapprochés des colonies pour que l'on puisse entrevoir qu'elles s'y étendront, dans un avenir plus ou moins rapproché, la lieue, qui valait, il y a quatre ou cinq ans, 30,000 francs, en vaut aujourd'hui de 150 à 300,000. Les futurs colons devront payer plus de 100 francs l'hectare les concessions que les particuliers se proposent de leur vendre.

Si l'on sort de ces zones, et que l'on pénètre dans les autres Provinces de la République, sur la limite de la pampa et le long des contreforts des Andes, sauf autour des villes ou dans les vallées artificiellement irriguées, et dans les régions propres à la culture de la canne à sucre, la terre se vendait, il y a quatre ans, depuis 15.000 francs jusqu'au prix infime de 500 francs la lieue. Il n'en est plus de même aujourd'hui, l'on peut dire qu'il n'y a plus, dans la République, de terres au-dessous du prix de 5.000 piastres, soit 20.000 francs la lieue.

Au delà de ces régions, au sud et au nord, aux confins de la République, s'étendent de vastes territoires sur lesquels aucun des États confédérés ne peut réclamer de droits, dont la vente appartient à l'autorité fédérale. C'est là que l'on pourra expérimenter les meilleurs systèmes de colonisation et d'appropriation des terres publiques. Le champ de ces expériences futures, ouvert aux générations du siècle prochain est vaste; il comprend, au sud, les vingt-cinq mille lieues de pampas, les vingt mille lieues du territoire patagonien avec un développement de deux mille kilomètres de côtes sur l'Océan Atlantique, régions aujourd'hui absolument désertes, mais accessibles au travail civilisateur, et s'étendant du 35e degré au 55e degré de latitude sud, entrecoupées de fleuves, qui courent parallèlement, en droite ligne, des Andes à la mer.

Enfin, il embrasse au nord de la République, le territoire inter-

tropical du Grand-Chaco, d'une étendue de dix mille lieues carrées, défendu encore par les Tobas, dont le dernier crime a été la mort du savant explorateur français, le docteur Crevaux, et le territoire célèbre des Missions, où la trace des villages abandonnés, depuis le départ des jésuites, disparaît chaque jour davantage, sous la frondaison luxuriante des jardins redevenus forêts impénétrables.

* * *

Aucun système scientifique d'appropriation de ces terrains n'a été, encore, mis en pratique par l'État, possesseur de ces domaines : une seule fois, pour subvenir aux frais de l'expédition contre les Indiens, entreprise en 1877, terminée par leur destruction complète, en 1881, il en a aliéné, d'un coup, cinq mille cinq cents lieues carrées au prix uniforme de 2.000 fr. la lieue, soit 0 fr. 80 l'hectare.

Cette région, qui équivaut à cinquante départements de France, eût pu être mieux employée et distribuée. Faite dans ces conditions, l'aliénation de ces terres a plutôt fermé qu'ouvert, à la population laborieuse, les terres qu'elle demande : aucune création n'y a encore été tentée ; le paysan redoute le voisinage des grands feudataires qui se sont découpé des fiefs de cent lieues carrées dans ces déserts ; faute d'autre emploi, ces terres ont fourni un aliment puissant à la spéculation.

Elle seule s'en est emparée et s'en occupe ; des acheteurs, qui ne les ont pas visitées, les acquièrent pour les transmettre à d'autres qui ne les connaissent pas ; les cartes cadastrales, dressées au jugé, par des arpenteurs, mal rétribués pour cette énorme besogne, passent de main en main ; l'heureux acquéreur peut y contempler un carré tracé sur papier blanc, où son imagination voit se développer de fertiles vallons et des collines élevées,

où, près d'un ruisseau qu'il entend murmurer, il se bâtit en rêve un château à la mode d'Espagne : le lendemain, son caprice ayant changé, il revend son carré, avec profit, pour en racheter d'autres, qu'il contemple de nouveau avec la même satisfaction. A courir ainsi de main en main, la terre augmente de prix, sans changer de valeur, les ambitieux sans argent et les moutons de Panurge grossissent, en route, le bataillon des spéculateurs, le crédit est facile, quiconque peut en espérer un peu en réclame sa grosse part, engageant sans trembler sa signature pour posséder le titre de propriété d'un de ces petits carrés, si charmants à contempler sur le carte, qu'il perdra bientôt l'espoir de fouler du pied, — c'est si loin ! — et peut-être même d'arriver à payer, c'est si pénible !

Cependant quelques habitants laborieux viennent peu à peu tenter des expériences dans ces vastes territoires, on dit qu'ils sont déjà au nombre de 30,000, répandus sur une surface à peu près grande comme la France.

A côté de ces acheteurs, soutenus par l'espoir d'une plus-value persistante, qui ne sont ni pasteurs ni cultivateurs, et de ces quelques habitants, viennent prendre rang des sociétés formées en Angleterre et en Belgique. Ce n'est pas là un fait nouveau. Les landlords anglais ont tenté, déjà, au Canada, en Australie et aux États-Unis, ces placements sages. Éclairés par ce précepte, proclamé par Stuart-Mill, confirmé par l'expérience de ce siècle qu'il n'y a pas de meilleur placement de capitaux que l'acquisition de terres dans les pays nouveaux, effrayés par la diminution des revenus des domaines en Europe, ils font, à travers l'Océan, une de ces opérations d'arbitrage que les financiers réalisent, journellement, sur les valeurs mobilières.

Pourquoi la France n'en est-elle pas encore à se préoccuper de l'avancement vertigineux des fortunes exotiques, réalisé depuis vingt ans, qui modifient si profondément les conditions

de la vie dans le vieux monde, en déterminent le renchérissement, en même temps qu'elles placent dans des conditions d'infériorité la terre, divisée à l'infini et condamnée à la culture routinière, ruinée par la culture extensive?

Le désarroi est, aujourd'hui, dans les vieilles sociétés de travailleurs, où l'on sent comme une vague conviction, qui se généralise, que les conditions de l'effort humain sont bouleversées, au profit de la solidarité productrice du monde entier. Il entre, dans l'alimentation d'un Français, d'un Anglais ou d'un Allemand, à quelque condition qu'il appartienne, des éléments similaires de provenances tellement diverses, qu'il essaierait vainement d'en découvrir l'origine ; tous les pays concourent, à l'envi, à s'emparer de tous les marchés de consommation ; le maraîcher, qui est à votre porte, cultive des fruits et des légumes qu'il ne peut vous vendre au prix de ceux qui encombrent le marché, qui ont fait deux cents lieues pour y parvenir, dont le prix est grossi de frais multiples de transport et de nombreux intermédiaires. Londres reçoit les fruits de la banlieue de Paris, les Parisiens ceux des régions méridionales, qui, elles-mêmes, consomment ceux de Naples; pendant que Naples recourt aux fruits algériens. Le produit des cultures dépendait, autrefois, des procédés locaux et traditionnels, il dépend de l'application de procédés scientifiques.

L'élément primordial n'est plus le travail, c'est le climat et le prix de la terre, aujourd'hui qu'il n'y a plus de pays éloigné, que l'industrie des transports a tellement bouleversé l'ordre et la valeur des productions agricoles, que, sur le globe, il n'y a plus nulle part de saison spéciale pour aucune, que les circonstances locales n'ont plus aucune influence sur les prix.

L'agriculteur, effraye, ne sachant ni quoi accuser, ni qui implorer, fuit le champ qui ne peut plus le nourrir, émigre vers les villes, pour y exercer un état mal appris ou

y chercher un salaire ; il y trouve une vie difficile, pleine de déceptions et de privations ; il sait bien qu'il fait fausse route. La science sociale le lui prouve théoriquement. Son expérience le lui démontre mieux encore. Ce que rien ne lui indique, c'est cette grande et belle route de l'Océan, au delà duquel s'étendent tant de vastes pays, où chacun peut choisir sa place au soleil, sentir sous ses pieds une terre à lui, conquise par son travail, fertilisée par ses efforts ; où il trouve, sans en prendre souci, la solution du problème de la vie ; d'où, reportant sa pensée vers la patrie lointaine, il jouit de cette satisfaction, que les Français ignorent, de travailler pour elle en même temps que pour lui, de conquérir un coin de terre à son influence, répandant, autour, les idées qui émanent d'elle, l'usage de sa langue, la connaissance de ses productions littéraires et scientifiques, dans l'ordre matériel, ouvrant un nouveau débouché aux produits de son industrie, un nouveau champ que son commerce pourra exploiter.

Cette conquête du globe par le prolétaire est la grande destinée de notre siècle. Cette œuvre isolée des individus, ces efforts personnels auront des résultats plus prompts que les conquêtes ou les protectorats à main armée. C'est le devoir de la science sociale de les diriger, en étudiant les mœurs locales, les conditions économiques de tous les pays où ils ont chance de réussir, en donnant la loi spéciale de cette évolution moderne dans chaque région du globe.

CHAPITRE II

LA YERBA MATÉ

L'empire des Jésuites : 1549, 1630, 1767. — Première création. — Chute du Guayra. — Les mameluks. — Émigration. — La chute de l'Iguazu. — Le voyage. — Arrivée à Candelaria. — Aspect de la région. — Création de trente villages. — Époque de prospérité. — Carte publiée en 1760. — Expulsion en 1767. — Description de Diego de Alvear et d'Azara. — Ruine du pays par les guerres de 1801 à 1817. — Etat actuel. — Villages en ruines. — Pauvreté des habitants. — Richesses latentes. — Le paganisme chrétien dans les églises en ruines. — Avenir du pays. — Voies de pénétration argentines et brésiliennes. — La *yerba-mate*. — Pays de production. — — Régions qui la produisent. — Etat sauvage. — Anciennes cultures; *yerbales* champêtres et sylvestres. — Vie et caractère du *yerbatero*. — Exploitation et destruction. — Recherche, récolte et préparation. — Aspect de la *yerba*. — Pays de consommation. — Mode de consommation. — Usages familiers importés d'Espagne. — Utilité sociale, hygiénique, thérapeutique de la *yerba*.

Vers l'an 1845, Mme Bovary et ses congénères étonnaient encore les chefs-lieux de cantons de tous les départements français, en offrant, à leurs invités, du thé qu'elles avaient acheté chez le pharmacien. Brillat-Savarin raconte que le sucre, encore très rare sous Louis XIV, se vendait, lui aussi, chez les apothicaires, et que l'on prit en France la première tasse de café vers 1660. Enfin, l'Amérique, dont la découverte, si elle est un des faits les plus importants est aussi un des plus nouveaux de l'histoire, nous a donné, depuis seulement trois siècles, pour ne citer que les plus importants parmi les produits alimentaires, la pomme de terre, le maïs, le cacao et le dindon.

De tous ces éléments modernes de notre vie matérielle, que l'Europe ignorait, il y a relativement fort peu de temps, quel est celui que l'on pourrait aujourd'hui supprimer, sans causer, dans nos habitudes, une perturbation inacceptable? Ce

sont là des précédents qui peuvent donner quelque espoir à un produit, que l'Europe dédaigne, dont le nom est quelquefois prononcé, dont la science s'est occupée, qui, cependant, ne se vend pas encore, en Europe, même chez les pharmaciens. C'est la *yerba-mate* ou thé du Paraguay; depuis des siècles, les indigènes, antérieurs à la découverte de l'Amérique, et, depuis cette conquête, les néo-Américains en ont fait, en même temps que l'élément le plus important de leur alimentation, un lien social.

Au Paraguay, au Chili, au Pérou, en Bolivie, au Brésil, dans la République Argentine, dans celle de l'Uruguay, c'est-à-dire chez des peuples, qui comptent, ensemble, vingt-cinq millions d'habitants, et occupent une partie de notre globe quatre fois plus étendue que celle de l'Europe, dans toutes les classes de la population, la *yerba-mate* occupe une place plus importante que le thé de Chine en Angleterre, la bière en Allemagne, le vin en France. Elle est la compagne de toutes les réunions, de toutes les paresses, l'aide nécessaire de tous les labeurs ; c'est elle qui soutient la conversation, l'anime, l'égaye, elle qui remplit la solitude d'une joie douce, faite d'illusions, de rêves, de bien-être physique et de vigueur cérébrale.

I

Le nom de *yerba-mate* ne saurait être évoqué sans se présenter, à l'esprit, accompagné de celui du vaste et riche empire colonial que les Jésuites ont fondé, dans le centre de l'Amérique du Sud, peu de temps après sa découverte, au commencement du XVIe siècle, et qui fut détruit, par un simple décret royal, en 1767, pour ne laisser sur le sol le plus fertile du monde, sous le ciel le plus pur et le plus tempéré, que ruines, misère et barbarie, vestiges de grands villages aux

maisons de pierre encore debout, dans leur alignement primitif, d'églises, de chapelles et de cathédrales, dont les nefs, aux murailles élevées, respectées par le temps, ont perdu leurs toitures, laissant ainsi s'élever, plus haut que ne pouvaient le faire les constructions humaines, la majestueuse frondaison des arbres aujourd'hui centenaires, que l'oiseau qui passe ou le vent a semés ; forêt impénétrable, là où des groupes de trois à quatre mille chrétiens, arrachés à la barbarie, s'agenouillaient encore à la fin du siècle dernier !

C'est sur la rive et entre les deux plus grands fleuves de l'Amérique du Sud, le Parana et l'Uruguay, que cet empire disparu est né, en 1549, s'est fondé définitivement et constitué, en 1630, pour disparaître, en 1767. Confisqué par la Cour d'Espagne, il s'est, alors, enseveli, de lui-même sous l'épaisse végétation tropicale, à la suite des guerres qui occupent la première moitié du XIX[e] siècle, jusqu'à 1840, entre Portugais et Espagnols, puis, entre Brésiliens et Argentins, qui après s'être disputé ce territoire, l'avoir ruiné et dépeuplé, ne renoncent à se le disputer que pour le laisser en jachère.

Cette querelle date de loin, elle est aussi vieille que la conquête du continent américain. En 1494, Alexandre VI essaye, par une bulle célèbre, de l'étouffer dans l'œuf, avant même que les Espagnols et les Portugais aient acquis des droits sur ces déserts, il marque, du haut de son infaillibilité papale, la limite où l'un et l'autre devront s'arrêter. Cet *uti possidetis*, fixé d'avance, ne fait qu'exciter leurs convoitises; c'est vers le cœur du continent, comme si l'Amérique, semblable à un fruit, devait cacher, au centre, ses germes de fécondation, que s'avancent, ensemble, les deux peuples, qui, déjà, se disputaient des lambeaux de la péninsule Ibérique, et ne trouvent pas, sur les côtes immenses qu'ils ont conquises, sans les occuper, de quoi satisfaire leurs ambitions.

Les jésuites, ordre essentiellement cosmopolite, ne dépen-

dant d'aucune loi spéciale, n'étant d'aucune nation, ne feignaient, que pour mieux fonder son autorité, de respecter celle du souverain, sur les terres duquel, suivant la bulle d'Alexandre VI, ils établissaient telle ou telle de leurs missions. Dès 1549, ils avaient abordé en Amérique, s'arrêtant sur la côte du Brésil, au lieu où est aujourd'hui la ville de Bahia de Todos os Santos. Ils avaient trouvé là quelques rameaux de la famille guaranie, avaient pu apprendre d'eux les premiers principes de leur langue, en étudier la grammaire, qui devait, plus tard, leur être d'une si grande utilité dans la constitution de leur autorité. Dès lors, leurs missionnaires pénétrèrent dans le cœur du continent, fondèrent, un peu partout, des missions assez nombreuses, pour qu'en 1554, l'ordre les érigeât en province. Un peu plus tard, des membres de leur compagnie pénétraient le continent par l'ouest, descendant du Pérou en 1567, aboutissaient, par ce côté, au Paraguay, en 1588, donnant ainsi la main à ceux qui, par le Brésil, s'étaient avancés jusqu'au Parana, au lieu où ce fleuve se précipite, par la chute du Guayra, dans le bassin inférieur. La capitale de la province jésuitique s'établissait, vers cette époque, dans la ville naissante de Cordoba, au centre des pays de la Plata, sur la route de Buenos-Aires au Pérou; le point central de leurs établissements était, à l'aurore du XVIIe siècle, la rive même du Haut Parana.

Il faut bien dire qu'ils avaient fait fausse route, à moins que, par abnégation chrétienne, ils n'eussent précisément choisi le lieu où ils allaient avoir avec moins de succès temporel à exercer un programme purement spirituel de colonisation.

Cette région était, en effet, occupée. Un groupe de Portugais, déserteurs des expéditions régulières, forçats en rupture de ban, s'était établi près de cette grande chute du Parana. Ayant marché à travers les bois et les chaînes de montagnes pendant des mois, éloignés de l'Océan de plus de six cents

lieues, ils s'étaient trouvés là en sûreté, s'y étaient cantonnés, garantis à l'est, à l'ouest et au nord par l'immensité même du continent, au sud, par cette chute, qui rendait impraticable la voie du fleuve. Ils amenaient avec eux des noirs, échappés de l'esclavage, mais maintenus par eux en servitude, avaient, en même temps, soumis au même régime les tribus indigènes de Guayanas, contracté des unions avec les descendantes de l'une et l'autre race et donné, ainsi, naissance à un groupe humain nouveau, indépendant de toute civilisation, au visage d'une coloration foncée, inconnue ailleurs, aux mœurs rudes et aventureuses, aux dispositions guerrières. Les Espagnols, attaqués par eux, leur donnèrent le nom de mamelucks, qui est resté l'appellation générique des Portugais, dans toutes les guerres, dont les contrées du Haut Parana et du Haut Uruguay ont été le théâtre, depuis cette première attaque, en 1590, jusqu'à la paix armée, qui dure depuis 1840.

Lors de cette première attaque, quelques jésuites étaient déjà répandus dans la région, ils y essayaient la fondation d'établissements. L'attaque des mamelucks fut l'origine même de leur fortune. Pour y résister, le gouvernement espagnol les autorisa, en effet, à s'armer, à former des milices, qu'ils recrutèrent parmi leurs disciples guaranis. En même temps la terreur de ces voisins dangereux, les décidant à chercher, ailleurs, un centre d'occupation, ils rencontraient celui qui forme, aujourd'hui, la partie sud du territoire argentin des Missions, embrasse la langue de terre étroite, entre le Parana et l'Uruguay, et se développe à l'ouest du premier, dans le Paraguay, à l'est du second, dans le territoire brésilien.

C'est alors qu'ils découvrirent que cette contrée, autrement favorisée de la nature que celle où ils s'étaient d'abord fixés, différente de la région forestière, offrait de vastes clairières fertiles, où la plaine s'étendait, prête pour la colonisation,

entrecoupée de collines peu élevées et de groupes sylvestres, peu étendus, de facile pénétration.

Sans renoncer au droit idéal qu'ils conservaient, en l'abandonnant, sur la région forestière, ils allaient créer leurs grands établissements, prospères, dès le premier jour, dans cette région inférieure où le travail était facile et la nature clémente.

*
* *

La région forestière, dont la chute du Parana, connue sous le nom de chute de Guayra est le centre, s'étend jusqu'au sud de l'endroit, où le rio Iguazu entre, lui aussi, par une chute à peu près aussi importante, dans le Parana; elle perd alors, peu à peu, son caractère de forêt impénétrable, aux environs de Corpus et de Santa Anna, et disparaît entre Candelaria et Itapua, aujourd'hui Posadas, capitale du Territoire argentin des Missions.

Le rio Iguazu, que les Brésiliens appellent Coritimba, mot guarani qui désigne l'araucaria Brasilensis, sert aujourd'hui de limites à la République Argentine et au Brésil; son embouchure dans le Parana forme le point d'intersection de ce que la géographie moderne appelle Missions Portugaises, Missions du Paraguay et Missions Argentines; les Jésuites n'ont jamais employé que la désignation de Missions du Paraguay, ce qui a donné lieu à de nombreuses confusions. Aujourd'hui, qu'elles sont divisées entre les trois pays dont les frontières se rencontrent là, il est plus facile de les distinguer en les classant en région forestière et région des plaines. De la première catégorie, la République Argentine ne possède qu'une étendue fort restreinte, par contre, elle a conservé l'autre, la région la plus utile, celle où la colonisation a fait ses preuves pendant deux siècles.

Laissons donc de côté la région forestière, faisons ce que

les Jésuites firent dès 1593, abandonnons la chute du Guayra. Ce n'est pas sans regretter, quelque peu, les merveilleux spectacles qu'elle offre et que, depuis le XVIe siècle, aucun Européen, si ce n'est Azarà, en 1810, n'a contemplés et décrits.

De ces pays, notre civilisation n'a encore tiré aucun profit, l'habitant en est toujours aux étroites picadas, percées au travers de la forêt, au temps de la conquête, qui témoigne de l'énergie des colons oubliés, de la première heure, mais n'avancent en rien l'heure de l'exploitation des richesses, que la statistique catalogue, que le commerce et l'industrie dédaignent, faute de pouvoir les atteindre.

Ce sont, le tapir, le toucan, le perroquet, la dinde des bois, le cerf qui ont la possession de ces forêts, le jaguar qui défend leurs secrets, le caïman qui veille sur le silence de leurs eaux. La cascade emplit d'un bruit sourd, entremêlé de détonations et de crépitements, des campagnes vides, où le primitif, plus près de Mars et de Vénus que du reste du globe qu'il habite, ne perçoit l'écho d'aucun des bruits que peut faire l'humanité en marche.

D'après Azarà, le Parana, au-dessus de la chute, a une largeur de quatre mille cinq cents mètres, qui se réduit brusquement à soixante mètres; c'est par cette ouverture qu'il lance ses eaux, d'une hauteur perpendiculaire de dix-huit mètres. A une distance de quatre cent soixante-dix lieues de son embouchure, dans l'estuaire de la Plata, à près de six cents lieues de la mer, ce fleuve incomparable roule un volume d'eau, supérieur à celui de tous les fleuves réunis de la contrée; la colonne d'eau, pulvérisée sur la roche, jaspée de couleurs irisées, se distingue, et le bruit s'entend à plus de six lieues.

Emmenant, avec eux, tous les Indiens, que la crainte groupait sous leurs bannières, les Jésuites explorèrent le fleuve jusqu'à quatre-vingts lieues en aval, jusqu'au point où sont,

aujourd'hui, les ruines de Candelaria, sur la rive occidentale et argentine du Parana.

Le paysage, à mesure qu'ils descendaient le courant, ne s'était pas modifié. Les rives escarpées, peu distantes l'une de l'autre, étaient, toujours, couvertes d'une végétation active d'arbres séculaires enchevêtrés de lianes, l'aspect des tropiques et leur richesse forestière, sous un climat tempéré. Après avoir navigué pendant trente-trois lieues, ils passèrent, sans la voir, devant la bouche de l'Iguazu, non sans entendre le bruit de la chute, par laquelle il se précipite dans le bassin du Parana, moins importante, mais non moins admirable que celle du Guayra.

Elle est, aujourd'hui, plus que sa sœur du Guayra, à portée des touristes. Son abord n'est pas des plus aisés, l'homme n'ayant rien fait pour le rendre facile ; c'est pour cela, sans doute, que le touriste, qui va si bien aux chutes du Niagara, n'est pas venu encore jusqu'ici. A peine dix ou douze personnes ont-elles entrepris, dans ces dernières années, ce voyage plus long que pénible, qui n'offre aucun danger, dont les privations mêmes sont faciles à éviter pour celui qui a quelque prévoyance. Celui-là, quels souvenirs n'emportera-t-il pas?

Du confluent de l'Iguazu, dans le Parana, deux jours de navigation, un peu pénible, en pirogue, vous mènent jusqu'au point que l'on ne peut dépasser et où il faut atterrir pour chercher la *picada*.

Il y en a plusieurs, beaucoup d'entre elles, faute d'être fréquentées, se perdent sous l'enchevêtrement des lianes ; le voyageur doit tenir, en main, la hache spéciale de ces sortes d'expéditions, sorte de lame longue et large presque sans tranchant, le *machete;* les pieds enveloppés de peaux de cerf de la région, les jambes couvertes d'un tablier de cuir, armé d'un fusil pour renouveler, au besoin, ses provisions alimen-

taires de la chair de quelque tapir, biche, singe ou pécari; prêt à se passer de pain, à se contenter du miel des abeilles, de quelques dattes sauvages, ou à tromper la faim en mâchant quelques feuilles de *yerba*, on peut se risquer à terre et entrer sous bois.

En une journée d'ascension, on arrivera à dominer l'ensemble de la cascade, s'épandant sur une longueur de mille quatre cent trente-neuf mètres, se précipitant par plusieurs ouvertures dans des abîmes de cinquante mètres de profondeur; en deux jours encore, on pourra explorer le paysage supérieur, le lac immense, formé aux abords de la cascade, gagner, si l'on veut, la rive brésilienne, pour revoir, sous de nouveaux aspects, les grands spectacles embrassés du haut de la rive argentine, les nuées intenses, aux couleurs du prisme, s'élevant, retombant, jaillissant à nouveau, comme une gerbe d'étincelles, sorties de la roche, sous les coups redoublés d'un marteau de Titan.

Les Jésuites et leurs adeptes, en fuite, n'avaient pas, à vrai dire, de temps à consacrer à ces grands spectacles. Ils ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils entrevirent un changement brusque, dans le paysage, qui servait de cadre à peu près immuable à leur retraite, depuis qu'ils l'avaient entreprise.

* * *

Arrivés le 2 février, au point, qu'en souvenir de la fête du jour, ils baptisèrent Candelaria, ils touchaient, sans en avoir, sans doute, notion, l'extrémité sud de la région forestière; ce n'est pas ce qui les décidait à jeter l'ancre. Le fleuve, à ce point, s'élargit brusquement, la distance entre les deux rives qui s'était maintenue aux environs de cinq cents mètres, devient puis considérable et atteint deux mille, puis trois, puis cinq mille mètres. C'était un nouvel inconnu. Ils s'arrêtèrent.

Ils étaient à la lisière d'un des pays les plus beaux du monde. La transparence du ciel, presque toujours d'une grande pureté, y donne aux objets, qu'elle noie, un éclat, la rosée de toutes les nuits leur conserve une fraîcheur, qui répand, sur toute la région, un charme, qui n'est ni celui des régions tropicales, ni celui des régions tempérées.

Ici la forêt n'est plus un obstacle, elle est un aide. Parsemée, éclaircie, elle est réduite peu à peu, à de petits bouquets de bois, laissant s'étaler, entre les quelques plateaux plus élevés qu'ils couvrent, la plaine ondulée, coupée de rivières et de ruisseaux.

C'est le pays classique du Robinson Suisse, où le colon peut demander tout à la nature, prête à tout lui donner. Les plantes indigènes suffiraient à assurer sa subsistance, le pays est peuplé d'animaux de chasse facile. L'homme n'y connaît ni les chaleurs torrides de l'été, ni les froids de l'hiver. C'est à peine, si, en juillet, on trouve, le matin, quelques légères capes de glace, que le premier rayon du soleil dissout, elles n'ont duré quelques heures que pour indiquer que c'est, pour la végétation, la saison du repos, elles ne suffisent pas à l'arrêter. Les arbres sont recouverts de feuilles toute l'année, ceux des pays tempérés les perdent à peine quelques semaines à la fin de l'été. Cependant, l'été n'est pas torride et ne dessèche pas le champ cultivé ; la rosée de la nuit, toujours abondante, rafraîchit l'air et la végétation, la vigne donne deux récoltes ; la même terre peut, dans la même saison, donner une récolte de blé en octobre et de maïs en mars. Pendant que la région des forêts n'est pas plus préparée, aujourd'hui, à la colonisation, qu'elle ne l'était au XVI[e] siècle, cette région se souvient encore du colon qui l'avait cultivée pendant deux cents ans.

Nous n'avons pas à faire l'histoire de cette longue possession, à énumérer, une à une, les créations de villages, les



La chute du Guayra. (Voir page 578.)

constructions de temples, dans ces régions, qui sont aujourd'hui à découvrir de nouveau. Nous avons les descriptions, faites en 1783, quinze ans après l'expulsion, par Diego de Alvear, un des commissaires envoyés par l'Espagne pour fixer, une fois de plus, les limites entre les possessions portugaises et espagnoles; en 1807, par Azarà. Nous pouvons les comparer avec ce que nous avons vu nous-même en 1886.

L'admiration éclate, à chaque page, dans les descriptions, de nos prédécesseurs, qui ont visité cette région peu après le départ des jésuites. Nous, qui n'avons vu que des ruines, mais, à côté de ces ruines, les assises, sinon d'édifices, tout au moins de chaumières nouvelles, sans nous défendre de l'admiration que nous inspire ce passé, nous préférons regarder en avant, sonder l'inconnu de l'avenir, en lire les destinées sur les ruines éparses.

Cent mille habitants ont vécu là, sur cette langue de terre qui a environ dix-huit lieues de large, de la rive du Parana à celle de l'Uruguay, et s'étend à l'ouest du premier et à l'est du second. Que sont-ils devenus? Ils étaient cinq mille en 1869, au dernier recensement. On dit qu'aujourd'hui ils sont dix mille.

Leurs habitations sont éparses, dans ce pays, trop grand pour eux, devenu, dans l'abandon, un pays pauvre, avec ses richesses latentes. Si vous entrez dans la demeure de ces pauvres gens, vous y rencontrez d'étranges contrastes, qui suffisent à vous dire leur histoire.

Le mobilier indique une certaine aisance; les sièges, de bois dur, qui seraient d'un bel aspect, si une main plus habile les avait façonnés, rappellent, tout simples qu'ils sont, un art disparu; le siège de cuir, quelquefois martelé, dénote un ouvrier industrieux. Cet ouvrier, où est-il? Il a disparu, comme tout le reste, sa trace même est inconnue; ce meuble a un siècle, celui qui l'a dressé sera mort, sans doute, le fusil en main, tué par quelque mameluck portugais. Les lits

sont, eux aussi, de bois dur, d'un modèle apporté de loin, imité sous une direction habile ; les pieds et les côtés sont façonnés, des courroies les rapprochent et forment une sorte de sommier, que recouvrent, à défaut de matelas, quelques peaux, moins revêches que cet enchevêtrement de nœuds et de lanières. Dans un coin, un rouet sert encore à filer l'ortie sauvage, de la famille de la ramie, dont les tissus ont été, par les historiens, confondus avec des tissus de coton. La vaisselle fournie par toutes les courges du voisinage répond à tous les besoins.

L'hospitalité ne se mesure pas, mais ne soyez pas exigeants. A tout ce que vous demanderez, prêts même à le payer, vous n'obtiendrez d'autre réponse que l'éternel : « Nous n'avons rien, nous sommes si pauvres ! » L'argent ne tente pas ces humbles; les volailles, qui courent autour de la maison, au milieu desquelles abondent le gros canard de Barbarie, originaire du pays, le paon, les poules et les dindons, ne semblent pas articles de commerce, et l'on refusera simplement de vous en vendre.

Le pays est facile à parcourir. Les chemins, tracés autrefois, relient, encore, entre elles, ce qui reste des estancias, où les jésuites avaient leurs relais et leurs exploitations pastorales ; on y trouve les bois d'orangers, les vergers d'arbres de tous genres, on peut aller, ainsi, d'un village en ruines à un village dévasté.

La carte, publiée, en 1760, qui décida l'Escorial à la confiscation, indique toutes les routes carrossables; sous la forêt, les *picadas* accessibles aux mules ; la place des trente villages qu'ils avaient établis.

La cour royale et catholique d'Espagne mit le pied, le 21 juillet 1767, sur cette fourmilière laborieuse, donnant le premier exemple de grande laïcisation. A la même heure, la maison mère de Cordoba et les possessions des Missions, situées à trois cents lieues de ce centre, dans une région

toute différente, étaient mis sous scellés; des deux cent soixante et onze pères jésuites, pas un ne restait dans le pays, deux mois après. Un gouvernement civil, composé de trois fonctionnaires, remplaçait leur administration compliquée. Les onze missions, situées à l'ouest du Parana, furent placées sous la dépendance du gouverneur du Paraguay, les dix, entre les fleuves, et les sept, à l'est de l'Uruguay, dépendirent de Buenos-Aires.

Ce sont ces dix-sept dernières, qui occupaient la meilleure région, et sont, aujourd'hui, complètement dévastées.

Cette ruine, cependant, que l'on ne croie pas que l'expulsion des jésuites l'a déterminée. Certes, ils avaient eu toute la gloire, en même temps que tout le profit, du succès de leur entreprise, continuée là, avec persévérance, pendant près de deux siècles; mais le triste sort du pays qu'ils abandonnaient est dû à d'autres causes qu'à leur abandon forcé, et au changement de direction qui en était la conséquence. Si les jésuites eussent conservé l'administration de ce pays, c'est sous leur administration qu'il eût été ruiné ; ils n'eussent pu faire plus que ses habitants, qui se comportèrent vaillamment au milieu des épreuves d'une guerre sans merci, qui se prolongea pendant un demi-siècle, et ne laissa derrière elle qu'un pays dépeuplé.

Cette guerre a eu plusieurs périodes. Elle a son origine première dans le traité de 1750, préparé par le Portugal, accepté par l'Espagne, dans l'ignorance où elle était de la position géographie des Missions orientales, situées à l'est de l'Uruguay, qu'elle cédait au Portugal, en imposant, sans en avoir conscience, l'émigration forcée à trente mille habitants, dont elle ignorait l'existence.

L'exécution de ce traité, repoussé par les habitants, dirigés par les jésuites, força l'Espagne à s'unir aux Portugais contre ses propres intérêts, à combattre de ses mains un

peuple, qui acceptait sa loi, auquel sa propre ignorance avait imposé la ruine. Le traité fut, du reste, abandonné en 1762 ; la question de limites ne fut pas, pour cela, vidée, et entraîna une première guerre en 1801, où les Portugais ruinèrent les Missions orientales, et, après la proclamation de l'indépendance, une seconde, en 1817, qui ne fut pas moins fatale aux Missions occidentales.

L'histoire de ces destructions est, partout, écrite sur le sol de ce pays, en même temps que celle de leur grandeur passée. Le voyageur peut suivre l'une et l'autre, il peut, en quelques jours, relever les traces de trente villages, qui survivent à leurs habitants : Villa Encarnacion, devenu village paraguayen, sur la rive du Parana ; Candelaria, village argentin ; Corpus, l'ancienne capitale ; San-Carlos ; San-José, Apostoles ; Martires, au centre de la région ; San-Ignacio-Mini, sur la rive du Yabebiry, affluent du Parana.

Tous se ressemblent, aujourd'hui. Un bois épais les enveloppe, on y pénètre par des *picadas;* dans les bois, on n'entend plus que le caquetage des perroquets, colons bavards du lieu, qui semblent s'être donné la mission de faire, pour leur compte, la récolte de tous les fruits, pour, des débris de leurs repas, ensemencer à nouveau de nouvelles surfaces : ce sont eux que l'on voit, suivant la saison, dévorer les oranges mûres, ou faire la cueillette des pêches, que donnent encore les sauvageons semés par eux.

Au bout de la *picada*, de plusieurs kilomètres, dont quelques-unes sont encore fréquentées, apparaissent quelques carrés de pierres, alignés à droite et à gauche. Ce sont d'anciennes maisons, dont les toits de chaume et les portes de bois n'ont pas résisté à l'œuvre du temps. La végétation les enveloppe ; des arbres, que le hasard a semés là, depuis la disparition des habitants, sont centenaires ; les lianes courant de l'un à l'autre, constituent un fourré impénétrable.

En face de cette ligne de maisons en ruines, un mur de pierres se dresse, de deux mètres de haut, de deux cents mètres de long, intact, dans toute sa longueur et toute sa hauteur : c'est l'ancien cloître réservé, il se prolongeait jusqu'à l'église, dont le portail le termine.

C'est ici, où toute la puissance créatrice des générations disparues a cherché sa plus haute expression. Le frontispice, de marbre du pays, est resté debout; par les trois grands portails, auxquels mènent encore cinq marches quelque peu bouleversées par la végétation, on pénètre dans ce qui fût la nef, que des arbres gigantesques dominent. On voit encore, ensevelis aussi, sous la frondaison, les anciens magasins, tous les bâtiments à usage de la communauté. Devant l'église, une place carrée se développe encore, avec les lignes et l'étendue que les fondateurs lui ont assignées, il semble que son sol ait subi une préparation qui arrête la végétation.

A peu près partout, on trouve la même lutte de la nature contre l'œuvre des hommes disparus. Dans quelques villages qui n'ont pas eu à se défendre, qui n'ont pas subi d'attaques appuyées d'artilleries et de bombes incendiaires, on trouve encore quelques temples fréquentés, des tours, dont les cloches n'ont pas été enlevées.

A la porte de ces temples, qui ont conservé leurs assises et quelques-unes de leurs formes extérieures, que le prêtre a désertés, que des fidèles fréquentent, on se demande quel culte s'est perpétué, si c'est religion ou superstition, que pratiquent les habitants du lieu, redevenus primitifs et abandonnés à eux-mêmes.

*
* *

L'image du temple donne bien l'idée du culte qu'il abrite; c'est une sorte de christianisme, n'ayant gardé de celui-ci

que les formes extérieures. La tradition faussée, loin de tout contact avec le reste du monde, a perpétué une sorte de paganisme chrétien, où s'est conservée la matérialité des cérémonies, des rites, l'adoration des images, épargnées par le temps, auxquelles les fidèles prêtent une influence directe sur leur existence.

Dans certains lieux plus éloignés, dans les Hautes Missions du Paraguay, qui ont conservé, jusqu'en 1870, sous la dictature paraguayenne, l'organisation administrative des jésuites, on trouve, non plus seulement cette sorte de paganisme abstrait, mais l'administration ancienne de la commune, ou, si l'on veut, de la communauté, sous sa forme paroisse. Les jésuites avaient érigé les villages en communautés administrées par deux Pères, l'un, chargé du temporel, l'autre, du spirituel, qui gouvernaient, assistés d'une municipalité composée d'un corregidor, d'un alcalde, d'assesseurs, tous choisis parmi les Indiens. Ces Pères, après l'expulsion, furent remplacés par les Franciscains, chargés du temporel, et un commissaire civil, envoyé par l'administration, organisation qui disparut au milieu des bouleversements que souffrit le pays, laissant, derrière elle, une tradition, entretenue depuis deux siècles.

C'est cette tradition et le besoin d'un culte qui revivent dans les institutions nouvelles, que nous avons pu observer, qui perpétuent des usages, dont l'origine est inconnue de ceux qui les ont si bien conservés.

A l'heure actuelle, les communautés sont administrées par une sorte de syndic ou de patriarche chargé à la fois du temporel et du spirituel, choisi à l'élection. Il n'est pas astreint au célibat, mais ne peut épouser qu'une vierge; comme, dans ces pays de nature, la virginité est une fleur d'une conservation difficile, la vierge qui lui est destinée, est élevée et gardée à vue, depuis son enfance, par quatre matrones. Il l'épouse à douze ans; si elle meurt,

il n'a pas le droit de se remarier. C'est lui qui est le pontife. Les jours de fête, il officie. Le rite est à peu de chose près, autant qu'il a pu se conserver dans l'isolement sans se retremper dans la doctrine, celui de la religion catholique. Le prêtre offre sur un autel le sacrifice de la messe, dont il a conservé, à peu près, tous les gestes classiques; le pain, fait de farine de manioc, remplace l'hostie; au vin est substitué une sorte d'hydromel, fait du miel des abeilles sauvages, très abondantes dans les forêts du lieu; le prêtre le boit dans un calice de forme classique, fait d un gros champignon séché, conservé dans sa forme première, au moyen de feuilles et de lianes.

Des paroles et des chants, en guarani, accompagnent cette cérémonie; le baptême se donne sous forme de bénédiction générale, qui rappelle celle que les jésuites distribuaient, le dimanche, aux habitants du village.

*
* *

Tout dénote, dans ce pays, l'isolement dans lequel il a vécu depuis un demi-siècle, pendant lequel la nature s'y est refait une virginité, et l'homme est redevenu un primitif.

Si l'on calcule que quatre cents lieues de navigation par le Parana séparent de Buenos-Aires, centre social et économique du bassin de la Plata, et deux cent cinquante, par l'Uruguay, séparent Montevideo, du seuil de ces régions, on comprend combien facilement ce pays a pu rester en dehors de l'orbite d'évolution des peuples platéens; ajoutons que le cours de ces grands fleuves est à peu près fermé à l'entrée même du territoire des Missions, par des rapides, que la navigation n'a fait aucun effort pour supprimer ou atténuer :

Ces obstacles sont à la veille d'être tournés par la construction d'une ligne ferrée : en même temps que la distance même sera supprimée. Une ligne directe, partant de l'Assomp-

tion du Paraguay, continuant le chemin déjà mené jusqu à Paraguari, tracé jusqu'à Villa-Rica, ira aboutir à Villa Encarnacion, ville paraguayenne sur la rive même du Haut Parana, en face Posadas, capitale argentine du Territoire des Missions, située sur la rive orientale du Haut Parana.

De Posadas, en passant par San-Carlos, Apostoles, Santo-Tomé, la ligne, en territoire argentin, ira rejoindre la rive de l'Uruguay, la suivra, en traversant les Provinces de Corrientes et d'Entrerios, jusqu'à la ville de Concordia, reliée à Buenos-Aires par des steamers quotidiens, qui emploient six heures à descendre l'Uruguay et à traverser l'estuaire de la Plata. Cette ligne ouvrira les destinées des anciennes Missions, leur rendra leur place dans le monde, en même temps qu'elle absorbera tout le trafic, jusqu'ici si difficile, du Haut Paraguay, du Haut Parana et du Haut Uruguay. Rien ne sera plus facile, en faisant incliner légèrement la ligne paraguayenne, et la menant jusqu'en face de Candelaria, c'est-à-dire à trois lieues au-dessus de Villa-Encarnacion, que de jeter un pont sur le Haut-Parana, dont les rives, à cet endroit, élevées d'environ vingt mètres, n'ont, entre elles qu'un écartement de trois cents mètres. Ce travail, d'une certaine importance, mais très réalisable, placerait cette ligne au premier rang des grandes voies de pénétration de l'Amérique du Sud; elle suffirait, à elle seule, à opérer une véritable révolution géographique, en même temps qu'économique, en mettant à trente heures de Buenos-Aires, la ville de l'Assomption du Paraguay et le Haut Paraguay, qui, aujourd'hui, par les fleuves, en sont encore à cinq jours, en remontant le courant, et à trois jours en sens inverse, sans tenir compte des embarras et des retards que causent les crues subites ou les basses eaux du Parana.

Telle qu'elle est conçue et concédée par le Gouvernement Argentin, en laissant, pendant quelque temps encore, le Paraguay en dehors de son courant, elle dégagera rapide-

ment l'avenir des hauts fleuves et des possessions argentines.

Cet avenir est si bien tracé, l'importance économique, qu'il y a à ouvrir une sortie vers l'Atlantique à ces riches pays, si réelle, que le Brésil, comme pour prouver que les vieilles luttes ne peuvent plus se poursuivre que sur le terrain économique, fait, lui aussi, des efforts dans ce sens. Il se souvient que c'est, par terre, de l'Atlantique au Haut Parana, que sont venus quelques-uns des premiers colons de ces régions, qu'ont été amenées les premières têtes de bétail; il a repris l'ancienne voie des émigrants des xv[e] et xvi[e] siècles, oubliée, depuis, a tracé et concédé une voie ferrée, qui, partant du port de Paranaguà, relie déjà la ville de Coritimba située sur la rive du rio Iguazu, que les Brésiliens appellent rio Coritimba. Cette ligne, si elle était prolongée jusqu'aux rives brésiliennes de l'Uruguay, celle du Haut-Parana, et du Haut Paraguay, permettrait au trafic, à destination de Buenos-Aires, de prendre la voie de terre à Rio-Janeiro, d'éviter quatre jours de mer; elle rapprocherait d'autant le trafic à destination du centre de l'Amérique du Sud, et de la côte du Chili.

De semblables projets auraient pu paraître chimériques, il y a vingt ans, ils sont aujourd'hui à la veille de se réaliser, et prennent déjà rang parmi les progrès nécessaires. Jusqu'à ce qu'ils deviennent des faits, la voie, en construction sur territoire argentin, rendra, avant peu, tous les services que nous signalons.

II

De tous les produits, que promet ce pays, le plus riche, celui dont l'avenir est le plus assuré, dont le présent est brillant, est la *yerba mate*.

Il suffit de mettre le pied sur le continent sud-américain

pour se rendre compte, par l'importance de la consommation qui est faite de ce produit, de la richesse de la région d'où on le tire. Elle est aussi étroite que sont vastes et bien préparés, pour recevoir une population très dense, les pays qui la consomment.

Les magasins en sont pleins. Il n'est pas une maison de l'Amérique espagnole où il n'y en ait, quelque part, un suron de deux cents livres, ouvert, où l'on puise ; pas une chaumière qui n'en contienne une provision de quelques kilos. Le marchand qui n'en a pas peut fermer boutique. Le pasteur qui rentre de la plaine, le voyageur qui passe, le laboureur qui a fini sa journée ou qui la coupe d'un moment de repos doivent trouver, toute prête, une infusion chaude, à l'heure où ils se présentent, sans avoir à la solliciter ni à l'attendre. Aucun prétexte ne sera admis, aucune bonne raison écoutée; personne n'est assez pauvre pour ne pouvoir s'en procurer, personne assez riche pour avoir le droit de la dédaigner. Elle est le premier lien social qui s'établisse; elle fournit à ceux qui n'ont aucun point de contact, ne se connaissent pas, un prétexte à repos en commun et à causerie; elle rapproche les distances, supprime les divisions sociales.

Le seul reproche qu'on lui fasse est de les rapprocher trop et de les supprimer trop. Ceux qui la dédaignent disent d'elle qu'elle n'a pas de place dans un salon, ou dans une réunion de gens du monde; on critique sa vulgarité, sa manière trop familière de se présenter.

Que ces délicats quittent pour quelques jours leur foyer, leur ville, ils auront bientôt perdu ces préventions ; avant que le coq ait chanté trois fois, sans même, ce qui est fréquent, qu'ils aient passé la nuit à la belle étoile, ils auront renié leurs théories.

Aussi, ce que cherche, partout, le voyageur qui pénètre dans les Missions, c'est l'arbre qui donne ce produit recherché.

Où sont ces immenses plantations que l'imagination a rêvés? Où commencent les immenses forêts, formées de cet arbre précieux?

Au seuil de chaque habitation, où nous croyions trouver, au moins, quelques échantillons sagement conservés de cet arbuste précieux, nous n'en rencontrions pas trace, pas même âme qui vive qui pût nous répondre et nous renseigner. Les orangers, les pêchers, tous les arbres fruitiers plantés autrefois, et apportés de loin, ont prospéré, se sont multipliés, seul, le houx indigène, *l'ilex paraguensis*, l'arbre yerba, a disparu de tous les points où il y a des habitations. N'est-il donc susceptible d'aucune culture? Est-il, comme ces primitifs passionnés de barbarie, qui fuient devant l'homme civilisé, comme ces animaux sauvages, qui s'éloignent des habitations? Non, mais cette plante ne donne pas de fruit que l'on puisse recueillir, ce ne sont pas davantage ses fleurs que l'on utilise, ce sont ses rameaux, ses jeunes pousses, même le bois déjà noué; l'arome recherché est partout, l'on peut couper la plante au pied, tout en est utilisable.

C'est là le secret de sa destruction; partout où l'homme a paru, l'arbuste s'étiole et disparaît, épuisé par une exploitation indisciplinée. On l'a coupé à contre-saison; on l'a abattu pour avoir toutes ses branches; il n'a pas résisté à ces rudes assauts. Les jésuites en avaient fait faire des plantations dans les villages, dans les jardins; tout a disparu. On a pénétré dans le bois et l'on a procédé de même.

Aujourd'hui, il faut aller loin; la recherche de la yerba, dans les Missions, ressemble quelque peu à celle d'un filon.

A l'état sauvage, *l'ilex paraguensis* ne se trouve pas isolé dans les bois, il est mêlé, en plus ou moins grande quantité, à toutes les autres essences. Il croît dans toutes les régions, situées au nord du 24° latitude; on ne le trouve ni plus haut ni plus bas, et l'on peut estimer à neuf cents lieues la surface

de terre ou on le rencontre. De la famille des houx, il devient aussi gros qu'un oranger de taille moyenne, mais, quand il a été exploité, il prend, pour ne plus la perdre, une apparence de buisson rachitique.

Les branches se dirigent vers le ciel, comme celles du laurier. La feuille est persistante, lisse, de forme elliptique luisante d'un vert pâle, piquée de tâches plus vertes sur les bords et dans la partie supérieure ; elle a douze à quinze centimètres de long, la moitié de large, la queue est courte et rougeâtre. Les fleurs sont en grappes de trente à quarante centimètres chacune, elles ont quatre pétales, et le même nombre de pistils, placés dans les intervalles. La semence est lisse, d'un rouge violet, semblable à des grains de piment.

On a raconté que ces graines ne germaient pas, si elles n'avaient, au préalable, été absorbées par des oiseaux et semées par eux. Des gens crédules ont garni des volières de ces étranges semoirs-laboratoires, et recueilli avec soin, les graines, rejetées par les oiseaux, dont ils renouvelaient la provision, en les mêlant à leur nourriture. Ce sont là des contes. L'arbre se reproduit de graines et même de rejetons ; culture des plus simples, dont personne ne se préoccupe ; les yerbateros font la récolte, mais ne la préparent pas.

Le temps n'est plus où les jésuites veillaient sur l'avenir des forêts de yerba, les yerbales. Elles sont aujourd'hui abandonnées aux habitudes de gaspillage, si communes dans tout le territoire américain, où le souci du lendemain n'a jamais été de mode.

L'homme, qui n'a rien fait pour semer ou protéger l'arbre, est comme le nomade qui n'a pas domestiqué le troupeau, il est un chasseur, et traite sa prise ou son gibier comme toute chose sans maître.

C'est donc de la recherche des yerbales que s'occupe le yerbatero. Les gouvernements argentin ou paraguayen n'ont jamais pris grand souci des yerbales contenus sur

leur territoire ; ils ont, pour la forme, frappé d'un droit les concessions, qu'ils ont données, sans avoir recueilli, au préalable de renseignements ni contrôlé ceux que leur apportaient les yerbateros en quête de concessions. Le Brésil a été plus prompt à surveiller ces richesses, sans doute parce qu'il était moins favorisé. Il a été avare de concessions, tout en protégeant et stimulant, par tous les moyens, en même temps que la culture de la yerba sur son territoire, l'exploitation des yerbales naturels sur celui de ses voisins.

Aussi, d'une façon à peu près générale, peut-on affirmer que le yerbatero est Brésilien : c'est la langue portugaise que l'on parle, à peu près partout, dans les yerbales, même dans la partie espagnole de ces contrées ; la majeure partie du produit prend la route de terre, jusqu'au port brésilien de l'Atlantique, Paranaguà, d'où il revient, par chargements entiers, jusqu'aux centres argentins de consommation. On croit même dans ces contrées, qu'il existe, à Paranaguà, des plantations de yerba, qu'il y a une yerba brésilienne, une paraguayenne, et une des Missions. C'est, en réalité, toujours la même et de même origine.

Seul, peut-être, le mode de préparation diffère, mais la récolte s'en fait de même, dans les mêmes parages.

*
* *

Au mois de mars, qui est le mois de l'équinoxe d'automne, les yerbateros entrent en campagne. Les uns organisent des flottilles de pirogues, les autres forment des troupes de mules. Ils se divisent, par escouades, de douze à quinze naturels du pays, dirigés par un entrepreneur, qui, lui-même, travaillant rarement avec ses ressources, dépend d'un commerçant du pays, dont il reçoit des avances, des outils, des vivres pour ses hommes ; il lui remet, au retour, le produit de sa récolte

L'outillage est fort simple. Par homme, un *machete*, sorte de long sabre recourbé, de forme japonaise, d'un mètre de long, sans tranchant, à poignée de bois; une hachette à main, une hache, et, par escouade, un certain nombre de pelles, de cognées et de scies, pour dresser, sous bois, un campement, enfin les outils tranchants nécessaires pour tailler les pointes de flèches de bois dur et les arcs, indispensables aux Indiens qui ne savent pas se servir d'une autre arme pour chasser. Les vivres sont des plus simples; l'on compte surtout sur la forêt pour les renouveler. Le bétail manque dans les Missions; il est rare que l'on donne aux yerbateros du charqui de viande de bœuf, c'est, ordinairement, la chair desséchée du tapir qui le fournit; le maïs, la racine et la farine de manioc, qui font le fond de la nourriture des indigènes, sont aussi des objets de luxe pour le yerbatero.

Celui-ci doit vivre comme le baleinier; au lieu de pêche, il a la chasse; elle abonde, depuis le tapir solitaire, de la taille d'un veau, jusqu'au pécari de la taille d'un cochon de lait, qui court en bandes tellement innombrables, que, quelque inoffensifs qu'ils soient, il faut les éviter avec soin et prendre position sur un arbre, quand le passage d'une bande est signalé : ce torrent de marcassins, défonce au galop ce qu'il trouve devant lui, a bientôt fait de renverser l'obstacle, fût-ce un chasseur à l'affût, armé de son fusil. Tous les oiseaux des forêts fournissent également une chair abondante et des plus variées, parmi eux la dinde des bois tient, en grosseur, et le perroquet, en nombre, le premier rang.

Les yerbales ont été, au préalable, reconnus et dénoncés. Ce n'est pas la moindre entreprise.

La plante est partout, mais il faut la découvrir en nombre et pouvoir l'atteindre. Il faut qu'elle soit assez abondante pour payer les peines de l'exploitation et permettre les frais d'installation d'un campement. Il faut, aussi, tracer le chemin à travers bois; une *picada*, faite à pied, donnant passage à

un homme, est suffisante pour y parvenir; il faudra, au retour, l'élargir pour ouvrir la voie aux convois de mules chargées de lourds surons.

Quelquefois le terrain est occupé par une tribu d'Indiens guayanas qui y prétendent un droit de propriété, qu'une possession de plusieurs siècles justifie aux yeux de l'équité, que seul conteste le droit du plus fort. Il faut, alors, acheter d'eux, la licence d'exploitation, déjà payée à l'Etat, en lui donnant avis de la situation des yerbales que l'on veut exploiter. Il en est qui ne mesurent pas moins de cent cinquante mille hectares, s'étendant sur une ligne de quatre à cinq lieues, ayant dix lieues de profondeur.

Ce système de concession de simples droits d'exploitation par l'Etat a le grand inconvénient de pousser les yerbateros au gaspillage des trésors spontanés, dans lesquels on les laisse puiser.

Pour obvier au danger que peut présenter, dans un avenir lointain, l'épuisement des yerbales, chaque peuple a pris des mesures différentes. Les Brésiliens poussent les yerbateros sur les territoires voisins, au risque de réveiller les querelles internationales mal éteintes. Les Argentins ont cru prendre une mesure prudente en défendant l'exploitation. Les Paraguáyens ont fait mieux. Au lieu de louer le droit d'exploitation, ils vendent les terres, où peuvent exister des yerbales, à des entreprises particulières, dont ils ne reçoivent plus comme contribution annuelle que l'impôt foncier, mais dont ils frappent les produits d'un droit élevé d'exportation. Le propriétaire surveille mieux la source de sa richesse, que ne fait le locataire de celle de ses revenus; il met en pratique, dans son exploitation, des principes prudents d'économie agricole, et perpétue une richesse naturelle sans l'épuiser dans sa fleur.

La plus importante de ces exploitations paraguayennes est

celle de Tacuru-Pucu, située sur la rive occidentale du rio Parana à quatre-vingts lieues au nord-ouest de la capitale des Missions, Posadas, et appartenant à la société Uribe et Cie, qui dispose d'éléments puissants et élabore un million de kilos annuel. Elle exploite des *yerbales* naturels qui lui ont été concédés pour dix ans en 1878 sur une surface de mille lieues carrées, soit deux millions cinq cent mille hectares. Cette concession prend fin en 1888, elle ne sera pas renouvelée, mais la société garde en propriété cinquante lieues carrées, soit cent vingt-cinq mille hectares.

M. Uribe a fait explorer toute la région circonscrite entre l'Acarey, l'Itambé-Mini, l'Itambé-Guasu, ouvert des picadas, des routes, construit des ponts, créé des villages, groupé des tribus, organisé des cultures, pour subvenir aux besoins de son personnel, amené du bétail de reproduction ; il entretient toute l'année six cents travailleurs.

La *yerba* est de deux catégories, champêtre ou sylvestre ; la première peut fournir quinze kilogrammes, la seconde cinquante, par pied ; quelques plantes exceptionnelles donnent jusqu'à cent cinquante kilogrammes.

Le *yerbatero* attaque l'arbre au machete. Il en abat toutes les branches, en fait une charge, la porte, déjà flétrie et non séchée, au centre de l'exploitation, où sont les foyers. Sur le sol préparé et balayé, on a dressé quelques pieux de bois ; à une hauteur de deux à trois mètres, les branches de *yerba* que l'on a apportées, se rangent, sans les tasser, jusqu'à former une épaisse toiture. On rabat les rameaux, jusqu'auprès du sol, en parois serrées ; sous ce dôme, qui rappelle les tas de bois dressés par les charbonniers dans les forêts, on allume un feu de branches sèches, choisies sans odeur. Ce feu lèche les parois, produit sur tout ce qui a été entassé une torréfaction. On entretient le feu, doucement, pendant une vingtaine d'heures et l'on retire.

Les branchages torréfiés sont, alors, portés au piloir pour

être pulvérisés. On se sert pour cela de marteaux-pilons de bois dur, mus à la main, frappant sur les branches entassées dans une caisse de bois : quelquefois le marteau est mu par la force motrice d'un courant d'eau naturel : c'est le mojolo. Il est mis en mouvement par un système de contre-poids simple et ingénieux. Le marteau constitue l'extrémité d'une poutrelle, dont l'autre est garnie d'un petit réservoir ; de lui-même, par un système de bascule, celui-ci se place sous une petite chute d'eau, se remplit d'eau quand le marteau doit remonter, se vide aussitôt plein, ce qui fait retomber le marteau, se remplit à nouveau ; l'eau recueillie fait peu à peu par son poids remonter le marteau. Le travail automatique et rapide n'exige aucune main-d'œuvre; la *yerba* torréfiée est d'une pulvérisation facile, on la retire presque en poussière.

Il s'agit, alors, d'en faire l'emballage. Le système ancien, qui était coûteux, tend à disparaître. On coupait en carré une peau de bœuf, séchée d'abord, puis rendue molle dans l'eau ; on en dressait les côtés attachés, à quatre piquets, et l'on réunissait les quatre morceaux par une grosse couture de cuir. Dans le sac ainsi dressé, on empilait jusqu'à cent kilos de *yerba*, en leur faisant subir un fort tassement, sous les coups redoublés de masses de bois dur. Le sac prenait la forme d'un gros oreiller. Quand il était parfaitement rempli, que l'ouverture était cousue, on le laissait sécher au soleil, s'y rétrécir jusqu'à prendre des formes rebondies et une dureté qu'une hache ne pouvait entamer. Cette forme classique, sous laquelle la *yerba* se présente, encore souvent, aujourd'hui, fait place peu à peu à l'emballage en simple sac de toile, où l'on presse la *yerba* sous le jeu de petits pilons de bois dur. Cette toile a l'inconvénient, quelquefois, de se perforer dans les transbordements, de laisser perdre partie de son contenu ; elle laisse aussi s'évaporer assez du parfum de la *yerba*, pour que l'on

puisse reconnaître, à l'odeur qu'il laisse, un chargement qui passe.

Les hommes, employés à ce métier, rendu rude par la chaleur, le voisinage de marais, la présence de moustiques et de reptiles dangereux, travaillent sous le soleil et se contentent d'une pauvre nourriture. Quelques-uns opèrent pour leur compte, réunissent un lot, plus ou moins considérable, qu'ils vendent, sur place, à un prix relativement bas. Les envois de toutes ces exploitations partielles sont apportés pour être élaborés, soit en fardeaux de branches et de rameaux, ainsi, dans leur état naturel, soit déjà torréfiées ; il est préférable qu'elles le soient dans cet état, la *yerba* perd quelque peu de ses qualités si elle n'est pas torréfiée aussitôt coupée.

Ce qui, du reste, détermine surtout sa qualité, c'est moins le mode de préparation que l'élection de la saison de la récolte. Il faut attendre que la végétation soit achevée, la sève presque arrêtée, ce qui se produit en mars.

On classe le produit en trois catégories. On nomme *caa-cuy* celle composée de jeunes feuilles tendres ; *caa-mini* celle dans laquelle n'entrent que de jeunes rameaux, de petites pousses, et de jeunes feuilles, *caa-guasu* ou *yerba de palos*, celle où entrent des feuilles et des branches de toutes provenances. Le commerce, lui, la classe en paraguayenne, missionnaire et brésilienne. Celle du Paraguay, est recherchée surtout parce que le mélange de toutes les sortes de branchages est évité, ce que le mode brésilien néglige. Les Brésiliens, en outre, ne torréfient pas de la même manière. Le prix s'en ressent sur le marché de consommation et les prix diffèrent sur le vu de l'étiquette.

*
* *

Un palais européen ne reconnaîtrait, guère, les qualités que

découvre à première vue, ou dès la première gorgée, un sud-américain. Dans le coin négligé d'un magasin ouvert à tous les vents, et à toutes les poussières, gît un suron de cuir, portant sur ses flancs dénudés, presque chauves, la trace de longs voyages, faits depuis le fond de la forêt, où, sous le chaud soleil, les Indiens ont gonflé ses flancs, à coups de longs maillets, jusqu'à celui où, du bât de la mule, il est tombé dans la pirogue, pour, de là, chargé sur un steamer, transbordé sur la voie de fer, puis, cahoté sur une charrette, aboutir là; maintenant, il bâille, laissant échapper par une large entaille, faite d'un coup de couteau maladroit, les principes aromatiques qui se dégagent de la poudre destinée à la consommation. Il ne séduit guère celui qui rencontre là, pour la première fois, ce produit si apprécié.

La poudre, malgré les minces séductions du milieu où on la rencontre, n'a pas mauvaise apparence; de loin, elle semble une sorte de sciure très fine, mélangée de petits cubes de bois rond; l'arome qu'elle dégage est agréable; si même vous en saisissez une poignée, vous êtes pénétré de sa finesse, que le produit conserve, malgré le peu de soins dont il est l'objet et son exposition prolongée à l'air libre.

A première vue, non plus, on ne s'imagine pas quel peut être l'usage de cette poudre, quel genre de consommation on en peut faire. Il faut être initié.

C'est ici où le novice rencontrera quelque surprise. Peut-être repoussera-t-il, sans y vouloir goûter, un breuvage, pour lequel, il faut bien le dire, on en est encore à chercher un mode de préparation qui soit agréable à tout le monde, qui, en même temps, tire de l'infusion tout son arome.

Pour le moment, la consommation n'a rien innové aux usages, établis par les jésuites, conservés depuis trois siècles. Leur organisation commerciale, très habilement développée, avait su répandre, dans toute l'Amérique, l'usage

de ce produit; ils avaient en même temps su trouver les procédés de torréfaction et de préparation que nous avons décrits, très suffisants pour une industrie et une société primitive. L'heure est venue de faire mieux.

La yerba, en effet, si elle a perdu son rang social, si elle est peu à peu proscrite des salons et dédaignée par la jeune génération, si elle est remplacée par le thé et le café, n'en est pas moins, chaque jour, plus répandue dans les masses profondes des nations sud-américaines; partant la demande en est chaque année plus considérable.

Il y a mieux à faire que de la dédaigner, il y a à perfectionner son mode d'emploi.

Elle diffère, nous l'avons vu, du thé, en ce qu'elle provient d'un végétal, d'une nature très différente : le thé est une camelliacée, la yerba est un houx; du premier c'est la fleur et la feuille, du second c'est le rameau que l'on utilise; on peut donc se contenter de sécher la fleur et la feuille de thé, il faut torréfier celle de la yerba : il faut aussi pulvériser le produit de la torréfaction de celle-ci, opération rationnelle qui n'a d'autre objet que de faire avec soin ce que feraient les hasards des transports; la feuille simplement séchée à l'air s'émiette, en effet, d'elle même.

Que résulte-t-il de la nécessité de cette pulvérisation? C'est que la poudre très menue, presque impalpable, ainsi obtenue, ne peut se traiter par les mêmes procédés d'infusion que le thé; il semble que l'on n'ait pas songé encore au procédé très simple, très connu, du filtre à café.

On procède, partout, en faisant infuser dans une petite courge sauvage, que l'on nomme maté, d'où le nom de yerba maté, par corruption maté, que l'on donne à l'infusion. On met dans cette courge la poudre, le sucre et l'eau bouillante; pour absorber le mélange, on y plonge un tube de métal terminé par une boule percée de petits trous, appelée *bombilla*, ou plus simplement un tube de roseau terminé par

un minuscule panier, faisant office de filtre ; au travers l'on suce le liquide, comme on le fait avec la *bombilla*.

Ne pourrait-on pas servir à chaque convive son maté, lui réserver l'usage exclusif de sa bombilla? Cela paraît, à la vérité, très simple ; beaucoup de raisons s'y opposent. L'infusion, d'abord, n'est pas facile à préparer, il faut un certain tour de main pour placer la poudre, le sucre et la bombilla, de façon que celle-ci fonctionne sans se boucher à chaque instant ; il faut, en outre, renouveler l'eau constamment, la courge en contenant fort peu ; enfin, et cela est sans doute la raison majeure, l'arome de la yerba offre cette particularité qu'il ne se développe qu'au fur et à mesure des infusions ; la première est moins riche en principes aromatiques et réconfortants que la sixième et l'on peut l'employer jusqu'à la dixième.

Toutes ces raisons ont milité pour la conservation, jusqu'à nos jours, du procédé, que pratiquaient, déjà, les Guaranis à l'époque de la conquête, et que les jésuites n'ont fait que perfectionner et généraliser.

Il faut bien dire qu'à l'époque coloniale cette communauté d'un appareil très employé, passant, tout le jour, de bouche en bouche, n'était pas pour surprendre. La vaisselle était, à cette époque, des plus rares, et sa rareté s'est perpétuée jusqu'à une date bien rapprochée de nous. Cela tenait à la difficulté des communications, aux systèmes prohibitifs des lois espagnoles, qui imposaient, exclusivement, l'usage des produits de l'industrie, très peu développée, de la métropole ; cela tenait aussi aux prix très élevés des transports qui renchérissaient, outre mesure, les objets d'un prix modique comme l'était la vaisselle de terre.

Il en résulta que, dans les colonies espagnoles, les familles aisées en étaient arrivées à remplacer la poterie par des objets d'argent; flambeaux, assiettes, gobelets et plats, ustensiles

de cuisine, vases d'un usage intime, tout était en argent; mais, par cela même, et pour cette raison que la médiocrité des fortunes était la loi des colonies, ces objets ne se rencontraient pas en nombre dans les familles, même relativement aisées; dans beaucoup de maisons on n'en trouvait qu'un échantillon unique, servant à tour de rôle à chaque personne de la famille.

On était donc préparé à cette promiscuité, que l'usage de la *yerba mate*, sous la forme indiquée, ne faisait qu'accentuer, mais ne créait pas.

Ajoutons que ces usages primitifs et familiers étaient et sont encore dans les mœurs espagnoles, qu'il n'est pas surprenant qu'ils aient passé l'Atlantique. A notre époque encore, en Espagne, où il nous a été donné de l'observer, exactement comme en Amérique, l'usage est de placer au milieu de la table, dans la pièce où l'on reçoit, un verre et une carafe; quiconque a soif emplit le verre et le vide; nous avons, pour notre part, souvent, vu renouveler l'eau, mais jamais changer le verre.

Cet usage est loin d'être général en Europe. Dans les pays où le thé et le café se sont si vite répandus, ils ont dû, dès la première heure, être présentés autrement.

La *yerba mate*, pour pénétrer en Europe, devra passer par le filtre à café; le filtre, d'un modèle spécial, où l'ébullition de l'eau, obtenue dans l'appareil, va trouver, d'elle-même, la partie du récipient où la poudre est placée, et extrait du marc tout l'arome, nous paraît indiqué pour obtenir de la poudre de *yerba* tout celui qu'elle contient.

Recourir à l'usage de la feuille torréfiée, comme cela a été tenté, ne nous semble pas être une solution pratique; il faut, en effet, des soins compliqués, faire une infusion de plusieurs heures, que l'on jette, et qui n'a d'autre objet que de préparer, d'amollir la feuille, en diluant la gomme qui la couvre.

Ce n'est pas à l'Europe à chercher le mode de traitement d'un produit qu'elle ignore et ne recherchera que lorsque le pays de production le lui aura présenté, sous un aspect séduisant, faisant ressortir tous ses avantages.

*
* *

Ceux-ci sont nombreux. Le produit est, d'abord, très bon marché; il peut le devenir davantage par la culture dans la région qui peut le produire, et par l'exploitation plus rationnelle des gisements sylvestres. On peut se le procurer aujourd'hui à moins d'un franc la livre rendu à Buenos-Aires; la douane française ne le frappe que d'un droit de sept francs les cent kilos, car la douane connaît ce produit, que le consommateur ignore. Ce prix, qui est à peu près celui du café sur les lieux de production, ne saurait être comparé à celui-ci sans tenir compte des conditions d'emploi. Un kilo de *yerba* peut fournir cinquante litres d'infusion, soit cinq fois plus qu'un kilo de café, et la force de l'infusion, loin de diminuer, augmente avec le nombre des opérations jusqu'à la cinquième, et ne diminue qu'à partir de ce chiffre, pour revenir, à la dixième, à son point de départ.

Au triple point de vue social, hygiénique et thérapeutique, la *yerba* est aussi recommandable.

Trois siècles d'emploi dans toutes les contrées de l'Amérique du Sud suffisent à démontrer ses heureux effets sur la sociabilité de ces pays. Dans la plaine pampéenne, où l'isolement est la règle, dans les vastes pays, où, sans être aussi absolu, il est fréquent, le *maté* a toujours été le meilleur des compagnons, le soutien par excellence du travailleur ou du pasteur isolé. Il lui donne, à peu de frais, une douce excitation qui n'a aucun des inconvénients de l'alcool. Il est toujours facilement préparé : il a suffi pour cela de laisser dans sa demeure, auprès d'un feu de braises qui ne s'éteint jamais,

une bouillotte qui n'a d'autre fonction, pour trouver toujours la boisson prête, un peu de joie préparée, un réconfortant, et, si un hôte le surprend, de quoi le traiter dignement.

Le goût de l'isolé pour cette boisson, qui s'impose à lui, lui crée des habitudes de foyer et d'intérieur. Rien de triste et de dégradant comme de boire, seul, de l'alcool; l'ivrogne même ne le pardonne pas... à son voisin, rougit de lui-même s'il s'y laisse aller. Autre chose est boire une infusion chaude, auprès d'un foyer qui est une compagnie, qui remplit la maison d'une lueur gaie. S'il est vrai que, là où il y a un foyer, un embryon de société existe, on peut dire que, là où le *maté* a pénétré, un être sociable se rencontre, une société se forme.

Au point de vue hygiénique et thérapeutique, les avantages ne sont pas moindres.

Un des plus précieux, c'est son action sur l'appareil locomoteur et sur la puissance dynamique. On en cite de nombreux exemples, faciles à contrôler.

L'habitant de la pampa, gaucho, aussi bien qu'étranger, qui a à sa disposition, en abondance, l'alimentation, par excellence, de la viande de bœuf, qui en use largement, n'y recourt précisément pas, cela est remarquable, aux moments où il lui semblerait qu'elle lui soit le plus nécessaire. Au moment de la ferrade, par exemple, et des fatigues dont elle est l'occasion, quand il s'agit de marquer mille ou deux mille veaux, ou de contremarquer, autant de bœufs, de vaches ou de taureaux, le gaucho passe tout le jour à l'œuvre dès l'aurore, sous le soleil et jusqu'au soir, sans se soutenir autrement qu'en prenant, aussi souvent qu'il le peut, des infusions de *yerba*. C'est elle qui entretient sa gaieté, son activité et l'empêche de se lasser. L'étranger laboureur, qui travaille à pied, fait comme lui, et se trouve comme transformé sous cette influence. Les armées en campagne démontrent, par de

nombreux exemples, l'influence excellente du maté sur le moral et le physique du soldat, si bien que l'on dit sous forme d'axiome : « Pas de maté, pas de soldat. »

Comment ne pas souhaiter qu'un produit qui présente tous ces avantages entre promptement dans nos habitudes. Il amènerait dans le mode de vivre et de s'alimenter de nos travailleurs d'excellentes modifications, développant, chez eux, les forces que l'alcool brise, apportant à l'alimentation grossière et lourde de l'habitant des campagnes un élément nouveau à bas prix, un soutien de ses forces, un stimulant pour ses travaux monotones, un compagnon pour la veillée.

Ajoutons que la yerba produit, sur le système nerveux, une excitation gaie, sans fatigue, reposante, source de rêves, d'illusions, d'espérances qui voileront pour le moment la tristesse de la destinée.

Puisque nous devons aimer la vie, devons-nous repousser les voiles que la nature nous offre pour nous en cacher les perspectives décourageantes ? Si la yerba maté ne devait apporter d'autre bénéfice, il suffirait à justifier tout ce que nous en avons dit.

CHAPITRE III

LES RÉGIONS DE CANNE A SUCRE

Route du nord de la République. — Rosario. — Cordoba; Jesus-Maria. — Recreo. — Tucuman. — La ville. — Aspect de la Province. — Les irrigations. — La canne à sucre. — Modes de plantation, de culture et d'exploitation. — Les usines de Tucuman. — L'usine modèle de M. Hileret. — La main-d'œuvre indigène. — Contrats de louage. — Mœurs des travailleurs. — Leur alimentation. — Abus de la canne à sucre. — La société de Tucuman. — De Tucuman à Santiago del Estero. — Station Frias. — Exploitation forestière. — Le quebracho. — Pays sans eau. — Santiago del Estero. — La ville. — Le pays. — Usine de M. Saint-Germès. — De Santiago à Rosario. — Le port, la ville, la société de Rosario. — Ville succursale. — Le célibat. — Rio Parana. — Navigation. — Steamers et escales. — Parana, Goya, Bella-Vista. — Le Gran Chaco. — La colonie Ocampo. — Usine, plantations et produits. — Corrientes. — Le Haut Parana. — Ituzaingo Posadas. — Les Missions. — La plantation du général Rudecindo Roca. — Avenir des Missions.

Une des opinions *a priori* les plus répandues en Europe est que les pays exotiques sont tous, nécessairement, des pays de canne à sucre, de café, de productions tropicales, adjectif qui, de loin, n'en fait qu'un avec exotique, et doit exprimer les mêmes choses.

Nous n'étonnerons donc personne en disant que la République Argentine est un pays, où la canne à sucre prospère, où le sucre de cannes est un des produits les plus importants ; mais certes nous en étonnerons plus d'un, en ajoutant que la région de la canne à sucre est des plus étroites, qu'elle est confinée aux limites Nord de la République, et qu'elle ne commence, dans cette direction, qu'à trois cents lieues de Buenos-Aires.

Ce n'est donc pas un voyage sans importance qu'une visite à la région de la canne à sucre. Nous allons l'entreprendre, et trouverons ainsi, chemin faisant, le cadre d'une monogra-

phie des villes de l'intérieur, dont nous n'avons eu jusqu'ici l'occasion de parler que fort peu.

I

La Province qui a pris rang, la première, dans l'industrie sucrière est celle de Tucuman. Dans la phraséologie locale, on l'appelle le jardin de la République. Elle diffère autant de la Province de Buenos-Aires, de celle de Santa-Fé et en général des régions pampéennes, qu'un pacage peut différer d'un jardin maraîcher. Elles sont assez distantes l'une de l'autre pour que ces différences soient explicables. Buenos-Aires, centre de la région pampéenne, et aussi de la région du littoral, étant située par 35° latitude, et Tucuman, par 26°.

Allons d'une ville à l'autre.

Le grand train, qui va vers le nord, part, tous les deux jours, à midi, de la station centrale de Buenos-Aires, où aboutissent toutes les lignes de la république. Cette station s'élève sur le quai même du débarquement, ingénieuse disposition qui permet au nouveau venu de prendre, dès l'arrivée, une grande idée des moyens de communication dont dispose le pays.

L'aspect de la gare est bien américain : un édifice de fer sans ornement, sans proportions gigantesques, sans embarras de salles d'attente et de portes closes ; on entre, on sort, on prend ses billets, on monte en wagon ; le train est parti, sans que personne se soit occupé de vous, ni même que le conducteur ait donné un coup de sifflet ; il se borne à un « *all right!* » dit au mécanicien ; l'un et l'autre sont Anglais, comme tous les employés, administrateurs et capitalistes de chaque ligne de chemin de fer ; ils se comprennent, cela leur suffit.

Nous aurons à emprunter, successivement, trois lignes, qui

se raccordent : la première, de Buenos-Aires à Rosario, quatre cents kilomètres, en sept heures; la seconde, de cette ville à Cordoba, encore quatre cents kilomètres, en onze heures de nuit; la troisième, de cette ville à Tucuman, cinq cent quatre-vingts kilomètres, en vingt-trois heures.

De Buenos-Aires à Rosario, l'allure est rapide; les wagons d'un type, qui, en France, pourrait servir de modèle. Ils valent une description. La longueur de la voiture est de vingt mètres environ. L'entrée est aux deux extrémités; on y monte facilement, ce qui n'est pas le propre des wagons français. On pénètre dans une première partie du salon, où s'alignent, de chaque côté d'un passage, des sièges se faisant vis-à-vis; vingt-quatre voyageurs peuvent s'asseoir là; au bout de ce compartiment, le promenoir fait une courbe, laissant place pour le cabinet de toilette et pour l'autre, se continue, sur le côté gauche du wagon, offrant ainsi un dégagement à quatre compartiments fermés, contenant huit sièges, qui, la nuit, peuvent se transformer en lits, et, le jour, sont de petits salons très confortables. Voilà donc, réunies, toutes les commodités désirables, résolues à la fois, toutes les questions d'isolement, de sécurité, d'hygiène, qu'en France, nos ingénieurs déclarent encore insolubles. Ces wagons sont incomparables, pour les plus longs voyages, faciles à chauffer l'hiver, sans que le voyageur y soit à la torture, comme dans les nôtres. Ils sont construits par la Compagnie de construction de wagons de chemins de fer de Birmingham, sur les dessins de MM. Livesey and Son.

De Buenos-Aires à Rosario, nous traversons la pampa, mais la partie de la pampa la plus fertile, la plus anciennement occupée et possédée. La terre, par le long stationnement des troupeaux, y a acquis une grande valeur, s'est, dès longtemps, partagée entre les familles anciennes et opulentes du pays, auxquelles les Irlandais, dont la fortune s'est faite là, depuis un demi-siècle, font, depuis vingt ans, une con-

currence active à coups de dollars. C'est la grande région du mouton, où l'on ne rencontre pas de grand bétail. Le chemin de fer aidant, avant cinq ans, ce sera exclusivement un pays de culture. Jusqu'ici, il avait, déjà, à son service, la grande voie fluviale du Parana, il ne semble pas qu'elle fût aussi commode ni aussi recherchée du colon ; c'est le long de la voie que le progrès est le plus rapide, c'est sa création qui l'a déterminé. Nous ne rencontrons, cependant, que peu de villages le long de cette ligne de quatre cents kilomètres ; Belgrano et San-Martin, villages de plaisance, à proximité de la ville, Campana, port sur le Parana, Baradero, colonie suisse, San-Pedro et San-Nicolas, villes d'avenir.

Rosario est un grand port et un centre commercial des plus importants, mais le raccordement des deux lignes se fait hors de la ville ; nous la visiterons au retour.

A l'aube, nous nous réveillons en passant le grand pont du rio Segundo ; toutes les rivières de cette région sont numérotées et toutes semblables : un lit large, sablonneux, entrecoupé de petits ruisseaux, rappelant la Loire par leur aspect en temps de sécheresse, et aussi par les inondations ; comme ces rivières ne portent pas leur numéro, au pied de leur lit, il est difficile de savoir laquelle on rencontre ; cependant, au bout de ce pont, il y a une station ; dans cette station, de jeunes et jolies Anglaises, qui servent aux voyageurs, pour quelques centavos, du thé et du café au lait, des beurrées et des gâteaux, à se croire à Greenwich, et non pas en plein désert ; c'est assez pour que l'estomac reconnaissant se souvienne du numéro de ce rio Segundo.

* * *

Nous entrons, à sept heures, à Cordoba : changement de décor, ce n'est plus la plaine ; la sierra fait, aux villes de cette partie de la République, dont Cordoba est la première, un

cadre et un fond élégant ; son emplacement n'a pas été choisi au hasard, il est pittoresque. A cette distance du littoral, on ne pouvait espérer, jamais, s'y voir développer une grande activité commerciale, pendant que rien ne lui promettait un brillant avenir industriel. Aussi Cordoba est-elle restée une ville de luxe, aristocratique. Seule, peut-être, aristocratique sur ce continent, elle l'est à l'extrême. Elle a été, dès son premier âge, et elle est restée une ville d'Église et une ville d'églises. On en compte treize, de grandes proportions : c'est beaucoup pour une ville de trente mille âmes.

Ajoutons qu'aucun de ces monuments n'a moins d'un siècle ; or, il y a un siècle, Cordoba n'avait pas plus de trois mille habitants ; ce luxe excessif suffit à démontrer que toute pensée qui ne fût pas religieuse devait en être bannie.

Il en a toujours été ainsi, et il en est encore de même. Jusqu'en 1767, époque où ils furent expulsés, ce sont les jésuites qui ont dominé dans cette ville. C'était la capitale administrative de leurs immenses possessions de l'Amérique du Sud ; leur état-major se composait de deux cent soixante et onze Pères, qui durent la quitter le 21 juillet 1767, par ordre du roi. Ils n'étaient pas seuls ; tous les ordres d'Espagne s'étaient donné rendez-vous là, et l'expulsion ne frappait que les Jésuites. L'Université, fondée par eux, est devenue nationale, mais est restée théologique ; et l'on continue à vivre à Cordoba dans une atmosphère de dogmes et d'encens. Des couvents aux grandes dimensions, des maisons particulières, transformées en couvents, s'alignent le long de rues paisibles et fraîches ; l'eau abonde, elle descend de la montagne, se répand, de chaque côté des rues, en ruisseaux à cascades ; un lac, entouré de peupliers, forme la place principale et déverse son trop-plein dans une rivière urbaine qui traverse, elle aussi, toute la ville. Toute cette fraîcheur et la végétation qu'elle entretient font, dans la grande vallée, une tache verte ; en y entrant, on sent que la vie y est grasse

et paresseuse. Est-il besoin de pénétrer dans les couvents pour y trouver une preuve superflue?

Il y a à Cordoba, beaucoup de Français. Comme partout, les hôtels sont, presque tous, tenus par des Français. Le commerce, aussi, semble être entre leurs mains; il est vrai que c'est un petit commerce : la situation de la ville, plus encore que les habitudes prises au contact des moines, lui interdit les grandes ambitions industrielles et commerciales. Le chemin de fer, lui-même, ne lui a pas ouvert d'horizons de ce côté; il y aboutit et, sans la traverser, prend la direction du nord vers Tucuman. L'aspect de la région que nous allons parcourir, en le prenant, suffira à nous expliquer pourquoi, dans cette ville sainte, on a plus de tendance à s'occuper des choses du ciel que de celles de la terre : le ciel est pur et semble promettre quelque chose, la terre y est pauvre et ne promet rien.

Pour sortir de Cordoba et se rendre à Tucuman, on prend la ligne du Nord Argentin, construite par l'État et inaugurée en 1876. C'est une ligne à voie étroite d'un mètre ; lorsqu'on l'a construite, les ingénieurs n'ont pas manqué de discuter, longuement, sur le plus ou moins d'opportunité de cette substitution de la voie étroite à celle jusque-là adoptée, qui a la largeur anglaise. On devait, disait-on, s'apercevoir vite de l'insuffisance et des inconvénients du transbordement. Ceux-ci sont réels ; quant à l'insuffisance, elle n'est pas démontrée encore.

La voie contourne la ville, avant de l'abandonner, fait une courbe, à mi-côte d'une colline qui lui fait face, si bien que le rio Primero, qui la longe, la ville élégante et ses treize églises se développent sous l'œil du voyageur, en même temps qu'il domine le quartier bas et pauvre, où les toits de chaume, dans un groupement misérable, font un étrange contraste avec les élégantes demeures de la ville haute, et démontrent, mieux que tous les discours, quel abîme s'est

creusé entre les riches propriétaires particuliers ou les congrégations et cette plèbe de métis, dont la loi a fait cesser l'esclavage sans en améliorer la condition.

De là, la voie prend sa direction, en droite ligne, pour se continuer ainsi, sans encombre, pendant près de six cents kilomètres.

Elle perce une forêt bizarre, que nous allons traverser, et toujours traverser, sans qu'elle nous apporte un spectacle nouveau. Une forêt de cette importance! on s'attend, sans doute, à de majestueux spectacles : illusion!

Pour former une forêt, il faudrait de grands arbres, ombreux, dont l'amas serré donnerait, en même temps que le spectacle, la sensation d'une fraîcheur épaisse, l'impression de l'impénétrable. Ici, c'est une forêt sans fourrés, sans futaies, sans arbres élevés, longue suite d'arbustes, tous rabougris, assez petits pour que l'homme à cheval, qui la traverse, porte sur eux son ombre, sans en recevoir presque jamais d'elle. Le pays est sec, la terre sèche, la pluie presque inconnue, l'humus peu épais; ces arbres sont centenaires ou bicentenaires, et sont restés nains; presque tous sont à feuilles persistantes; la terre leur donne peu de chose, l'humidité du ciel rien, ils ne rendent rien à la terre qui puisse développer sa force de production et la régénérer. Ils sont vieillots et non pas vieux, rachitiques, rabougris, ramassés sur eux-mêmes, mais d'essence dure, plus forts, souvent, qu'une hache bien trempée; ils couvrent ainsi des milliers de lieues de pampa. Les cactus sont nombreux, ce qui augmente l'impression de pauvreté du sol; les lianes ne les entrelacent pas, comme elles font sous les tropiques; pour vivre, il leur faudrait une humidité qu'elles ne trouvent pas.

Sous le taillis, quelques troupes de guanaques sauvages, un peu de bétail, des chèvres : c'est bien la région de cet animal peu exigeant qui ne sait pas vivre en pays riche.



Région forestière des Missions. (Voir page 378.)

Les chevreaux et les chèvres de Cordoba sont réputés ; leur peau est recherchée, aussi la chair de ceux-là ! C'est un régal, pour un pampéen du Sud, qui ne connaît que le mouton et l'agneau, de manger du chevreau dès qu'il arrive à Cordoba ; il est vrai que, pour le Cordovais, c'est un régal que de l'agneau, si rare chez lui. Naturellement, la falsification s'empare de ce goût différent, et le pampéen, chez lui, ne mange jamais que de l'agneau, sous le nom de chevreau, pendant que le Cordovais ne mange jamais que du chevreau sous le nom d'agneau. L'homme est ainsi fait, si disposé, par la nature, à se nourrir d'illusions, que l'un et l'autre manifestent la même joie de la nouveauté du mets, qui n'est autre que celui de la veille, sous un nom d'emprunt.

De Buenos-Aires à Rosario, nous avions rencontré cinq villages; de cette ville à Cordoba, nous n'en avons traversé que deux : Villa Maria et Rio-Segundo. Ici, il n'y en a plus du tout. De Cordoba, en traversant cette province, puis celle de Catamarca, et une partie de Santiago del Estero, nous ne verrons, jusqu'aux abords de celle de Tucuman, que des stations, autour desquelles commencent à se grouper quelques buvettes et quelques ateliers de charronnage, de menuiserie, ou des scieries à vapeur, mais pas de villages.

*
* *

Un seul, cependant, nous apparaît, après une heure de route, ce sera le dernier. Il se dessine dans un vallon et sur les rampes peu rapides de la sierra. Là, sûrement, il y a un petit cours d'eau ; le nom du lieu, Jesus-Maria, indique que c'était une ancienne résidence des Jésuites. Ils y avaient un collège d'été ; aujourd'hui, une colonie agricole, laborieuse, aussi cosmopolite que l'était leur ordre, les a remplacés.

Toutes les cultures, dans ce petit coin d'élection, se sont

développées; les légumes et les fruits d'Europe viennent à merveille; on y trouve toute la gamme des productions, depuis la noix des pays tempérés jusqu'à l'orange des pays chauds, des pêches, des raisins, à profusion, le blé et la luzerne. Les récoltes suffisent à alimenter Cordoba, Santiago del Estero, et tout le pays moins fortuné où l'eau manque, où les déboires de la culture ont découragé les meilleures intentions.

Un propriétaire italien, qui s'y rend, me conte qu'il cultive cent hectares de luzerne et autant de maïs; il a, dit-il, à combattre de terribles ennemis de ses cultures, les perruches et les tourterelles. Ces mange-tout terribles, nous les retrouverons partout; ils sont presque aussi innombrables que les sauterelles, font autant de mal qu'elles, mais d'une façon plus nuisible et plus continue. C'est par milliers que les unes et les autres s'abattent sur les champs, pour les dévaster : ce n'est pas par mauvaise intention, certainement, comme les sauterelles, qui sont des suppôts du diable, noirs et cornus comme lui, car perruches et tourterelles ne demanderaient pas mieux que de nous rendre, en chair délicate, les grains qu'elles volent : mais elles ont le tort d'être trop nombreuses ; il n'y a pas d'engin qui en puisse venir à bout. Ne parlons pas du fusil : le meilleur chasseur, ne perdît-il pas un plomb, serait lassé de tuer avant qu'elles se lassassent de revenir : une mitrailleuse à petit plomb serait insuffisante. Quant aux filets et aux rets, les becs crochus des perruches n'en feraient qu'une bouchée. Ce petit animal, destiné au perchoir et à la conversation des vieilles filles, est, du reste, charmant, quand on le voit en petit nombre ; ce sont de petites perruches vertes, à longue queue, aux ailes bleues ; n'était le bruit assourdissant qu'elles font, leur caquet infatigable aussi leur voracité, elles seraient la seule beauté du paysage.

« Mais c'est bien le rôle de la beauté d'être vorace ! » dira auprès de moi un esprit chagrin, qui semble n'avoir pas

émigré, sans avoir, d'abord, éprouvé la vérité de cette boutade.

La station de Jesus-Maria donne bien, dans son cadre étroit, le spectacle du mouvement de la colonie. Ce n'est pas une station comme les autres. Le long de la voie, à l'heure quotidienne du passage du train, une sorte de marché improvisé s'installe; les femmes des colons, debout devant leurs paniers, et quelques indigènes, accroupies près des leurs, vous offrent toutes les productions de la colonie. Ce sont des monceaux de choux, de salades, de tomates et de piments, des paniers d'oranges, des volailles cuites, des œufs. du beurre, un affreux fromage local, des arachides grillées, des asperges même, des fraises et un horrible pain de caroubes, qui semble fait de terre jaune. La caroube abonde dans les forêts du voisinage et fait le fond de l'alimentation des indigènes.

Tous les voyageurs font ample provision de ces denrées, à des prix du reste peu élevés; faudra-t-il les imiter? Tucuman, le but du voyage, est le jardin de la République, ce serait porter de l'eau à la rivière que d'y transporter ces humbles productions maraîchères. J'ai pu voir, pour ma part, que ce serait juger trop bien les facultés productrices des habitants de Tucuman, qui croient encore que, dans ce jardin naturel, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est la sieste.

La route reprend à travers le paysage, monotone si l'on veut, puisqu'il est toujours pareil à lui-même, mais non pas de la monotonie pampéenne : l'arbre, quel qu'il soit, jette à chaque pas une note nouvelle. On entrevoit des aspects agrestes; malheureusement, la poussière commence, vers le milieu du jour, à entrer par toutes les fissures, trop nombreuses pour elle, d'un accès facile. Elles le sont même pour les flammèches, que la cheminée de la locomotive étale, derrière elle, comme un long drapeau pailleté.

Elle est chauffée au bois. A chaque station on remplit les fourgons de bûches de bois dur; il en faut une grande provision pour soutenir les feux; chaque brassée que le chauffeur jette dans le foyer multiplie les étincelles, que la cheminée crache. C'est un danger, dont personne ne semble se préoccuper. Cette consommation d'un article encombrant oblige à des arrêts prolongés à chaque station.

Toutes se ressemblent, à toutes on stationne une demiheure, aucune n'offre rien à étudier. Toujours la forêt; si, par hasard, un habitant dénote sa présence, c'est par une misérable chaumière, ouverte à tous les vents; la douceur du climat excuse ce manque de confortable. Peu à peu, la misère est plus grande, les arbustes plus rares, puis il n'y en a plus; plus rien que le sol, blanc par larges places; près des stations, des monceaux immenses de sel : c'est tout ce que produit cette région très saline de deux cents lieues de superficie. Un seul arbuste y croît, le jume; on le brûle; ses cendres donnent une potasse excellente; les habitants vivent de cette industrie et de celle de l'extraction du sel, qui trouve facilement acheteurs, à la distance de quatre cents lieues où nous sommes déjà de la mer.

C'est sur ce spectacle que le rideau de la nuit s'étend, à l'heure où nous nous mettons à table pour dîner.

La station où nous nous arrêtons, pour ce repas, sans justifier, du reste, aucunement, son nom de *Recreo*, diffère un peu des autres. Elle est le centre d'un mouvement plus important; des diligences et des troupes de mules y aboutissent, reste du grand trafic de charrettes d'autrefois, qui partaient de Cordoba, traversaient toute cette plaine, pour se rendre jusqu'aux confins de la République et en Bolivie.

Ces charrettes, elles ont une longue histoire! La pensée, en traversant ces déserts, se reporte, malgré elle, au vieux temps, où ce voyage, si simple aujourd'hui, était si plein de périls. A voir l'indifférence des habitants actuels du pays

pour tout ce qui est voyage, on est porté à penser qu'ils se reposent des fatigues qu'ont endurées et recherchées leurs ancêtres. Les *conquistadores* du XVI[e] siècle ont, ici, tracé des routes sous les pieds de leurs chevaux ; les villes actuelles, éloignées l'une de l'autre de cent lieues, quelquefois de deux cents, étaient les seuls relais. Après eux, les premiers colons faisaient, pour les besoins de leur commerce, des voyages à travers cette pampa sans prendre souci de son immensité.

La table où nous dînons, en évoquant ces souvenirs, nous paraît somptueuse. Elle l'est à peu de frais. Quelques lampes à pétrole l'éclairent; l'ensemble diffère peu de celui d'un buffet de station modeste de France, le menu fort peu aussi, terminé toujours par le même dessert : fromage et pâte de coing.

On s'endort en wagon après ce frugal repas, couché tant bien que mal, assez incommodé par la poussière, qui continue à entrer, à se tenir en suspens, à couvrir le corps du dormeur.

* * *

Le réveil est enchanteur. Le rideau se lève sans préparation sur un paysage nouveau. Ce n'est plus la pampa desséchée, le cactus grêle et poudreux, la terre dure et fendillée, la poussière blanchâtre. On passe un pont, voilà l'eau courante. Ce pont est une porte ouverte sur le pays fertile, la vallée de Tucuman, les terres grasses, arrosées par des canaux d'irrigation presque naturels, *acequias*, qui datent des Incas.

Jusque-là s'étendaient leur domination et leur civilisation primitive, au jour de la conquête; mais, en même temps que la civilisation moderne les remplaçait, leurs arrière-neveux descendaient l'échelle sociale; ce sont eux, aujourd'hui, qui, sous ce climat un peu chaud, au milieu de l'atmosphère

amollissante et des émanations des marais, travaillent la terre, plantent la canne et récoltent la fièvre paludéenne.

Stations et villages se multiplient; le pays est riche, par conséquent, peuplé. Tucuman est la plus petite Province, — comme il convient à un jardin, — mais c'est elle qui, relativement à son étendue, produit le plus. Ici, les propriétés ne sont pas divisées par lieues carrées, comme dans les Provinces que nous venons de parcourir, où la lieue carrée est l'unité de mesure, où cette unité se trouve multipliée par dix et par cent aux mains des propriétaires, moins riches que ces gros chiffres ne sembleraient l'indiquer.

Il y a quelques années, on pouvait se procurer, pour 1,000 francs, une lieue de terrain de deux mille cinq cents hectares, dans une des provinces qui enveloppent Tucuman; l'on ne pouvait plus déjà, dans celle-ci, se procurer un hectare de terre pour ce prix.

C'est qu'ici, il n'y a pas de terrain perdu, ni de quantité négligeable. Ce qui assure au sol cette richesse, c'est l'eau, que l'on voit couler de toutes parts, canalisée, descendre en rigoles de la montagne pour se répandre dans la campagne et dans la ville. L'eau donne tout ici, la vie et la mort; nous aurions hélas, à côté de ses bienfaits, à compter aussi ses méfaits : ils sont nombreux.

A gauche de la voie, vers l'ouest, la montagne s'étend à quelques kilomètres. A droite, c'est la plaine. Les céréales sont toutes recueillies déjà; on ne voit plus que les restes des champs de maïs et les labours préparés pour les blés, dont les semailles ne sont pas terminées. Ces champs sont divisés par des haies de citronniers et d'orangers, dont les fruits mûrs et dorés se voient partout, dans les vergers, autour des maisons. A chaque station, des femmes au teint chaud, aux grands yeux, à la démarche élégante, parlant le quichua, cette langue américaine préhistorique, vous offrent des pannerées d'oranges pour quelques centavos.

Mais ce que l'on entrevoit partout, ce qui est une surprise, surtout pour l'esprit d'un Européen, toujours un peu épris d'exotique, ce sont les immenses plantations de canne à sucre. Ce qui n'en est pas une moins grande, ce sont les hautes cheminées, s'élevant, dans leur majesté d'obélisques, au milieu des champs, d'une nature très primitive, à peu près abandonnée à son exubérance spontanée.

Avant de quitter la voie ferrée, jetons un coup d'œil vers les vallées de Salta, qui se développent devant nous, pays des grandes forêts, dont on pourra prochainement exploiter les richesses, encore aujourd'hui hors de portée de l'homme. L'ébénisterie et la tannerie y découvrent des éléments inconnus, qui régénéreront ces industries, que le bûcheron jette bas pour alimenter le foyer des chaudières des usines à sucre. Ces régions seront, prochainement, mais ne sont pas encore reliées par le chemin de fer; les voyages par charrettes ont conservé l'importance qu'ils avaient autrefois : elles sont attelées de mules et desservent encore tout le trafic de la Bolivie, qui se fait par cette frontière argentine.

*
* *

Tucuman a une histoire antérieure à la conquête espagnole. Elle était déjà, auparavant, un pays régi par des lois quichuas, qui dénotaient une civilisation beaucoup moins primitive que celle des autres régions américaines; depuis la conquête, elle a une histoire fort brillante. C'est aux portes de sa capitale que, le 24 septembre 1812, le général Belgrano, qui devait garder dans l'histoire le premier rang parmi les héros de l'indépendance sud-américaine, livra bataille au général espagnol Pio Tristan, et, avec mille hommes recrutés de-ci de-là, battit les trois mille soldats exercés et parfaitement armés de celui-ci.

C'est encore à Tucuman que fut réuni le Congrès qui déclara

le pays indépendant de la domination espagnole ; que fut juré le grand acte de libération, longuement discuté et rédigé par des prêtres et des avocats, alors que, depuis six ans, par la volonté du peuple, l'indépendance sud-américaine était un fait accompli (9 juillet 1816).

Ces souvenirs ne tiennent pas beaucoup de place dans la ville : seulement une colonne au centre, et la porte conservée d'une maison dans laquelle ce dernier grand acte s'est accompli.

Pour le touriste, il y a, à Tucuman, d'autres spectacles à contempler sans sortir de la ville. Le massif de l'Aconquija, qui domine la ville de ses neiges éternelles, n'est pas le moins imposant. Le tronc principal, couronné de pics neigeux, occupe vingt-huit lieues métriques. On trouve la glace jusqu'au solstice d'été, dans quelques replis, arrosés de cours d'eau échappés des roches : la glace, fendue à la hache, est apportée en ville, dans de petits barils, à dos de mule. Du tronc principal de l'Aconquija partent diverses chaînes, dirigées toutes dans le sens de la Cordillère, formant la chaîne de Tucuman, qui se prolonge depuis Catamarca jusqu'à Salta.

Sauf ce panorama merveilleux, la ville n'offre aucune particularité. Au centre, autour de la place, se développent quelques rues, se coupant à angle droit, comme dans toutes les villes hispano-américaines. L'église occupe une partie d'un des côtés ; le Cabildo et les Tribunaux, l'autre ; c'est toujours le même aspect et la même disposition, tant et si bien qu'à revoir les vues d'une de ces places de villes — qu'elles soient chiliennes, mexicaines ou argentines, — on ne sait jamais laquelle on a sous les yeux.

A Tucuman, la colonie française est nombreuse et intéressante ; elle garde le souvenir d'Amédée Jacques, le philo-

sophe, exilé en 1852, qui y créa un collège, avant de réorganiser celui de Buenos-Aires, où il mourut, en 1865.

C'est aussi un de nos compatriotes, M. Groussac, qui a écrit l'histoire de Tucuman, et fait la description économique et sociale du pays. C'est à Tucuman enfin que nous avons trouvé le plus patriote et le plus actif de nos agents consulaires, le docteur Brûland, qui, établi depuis quarante ans dans le pays, serait le plus riche citoyen du lieu, s'il n'avait pas toujours, en pratiquant la médecine, professé qu'elle doit être charitable avant d'être lucrative.

Enfin, auprès de Tucuman, nous trouverons, sous pavillon français, l'usine à sucre la plus prospère, celle de M. Hileret. Il nous suffira de la visiter et de la décrire, pour connaître et faire connaître la grande industrie locale.

*
* *

L'usine est située à sept lieues de Tucuman. Nous pourrions, pour y parvenir, reprendre le chemin de fer jusqu'à la station de Lules, mais le voyage en voiture offre plus de pittoresque.

A peine sortis de la ville, laissant derrière nous ses jardins d'orangers touffus, nous prenons, pour ne les plus quitter, les chemins ombreux, que nous retrouverons partout dans la région, encaissés entre deux haies épaisses, composées de variétés si nombreuses d'arbres, d'arbustes, de ronces et de cactées, qu'il serait difficile de les énumérer et impossible de passer au travers.

Derrière ces enceintes, dans certains endroits, les dépassant de leurs rameaux élevés, s'étendent des plantations de canne.

La canne de Tucuman est, dit-on, originaire du pays; les conquérants l'ont trouvée là; d'autres disent qu'elle fut importée. Quoi qu'il en soit de son histoire, elle n'est devenue

l'objet d'une culture, que depuis, à peine, cinquante ans ; il y en a dix que l'industrie sucrière a commencé à prendre quelque développement; cela remonte à l'inauguration, en 1876, de ce long chemin de fer, à voie étroite, qui a permis d'apporter là les premiers appareils, fournis par la maison Cail, à quelques planteurs assez riches déjà pour que le crédit consentît à les aider. Ils doivent leur fortune, aujourd'hui décuplée et solidement assise, aux merveilleuses inventions de nos compatriotes, qui, en passant par la célèbre usine de construction du quai de Grenelle, ont civilisé cette région, l'ont élevée, du rang de contrée pittoresque, à celui de pays producteur et exportateur.

Le long de la route, il nous est facile de noter que ce pays, s'il peut contenir d'autres richesses naturelles, se prêter à d'autres cultures que celle de la canne, vit exclusivement de la canne à sucre.

A la porte de chaque chaumière, on trouve des amoncellements de ce roseau sucré, tiges violettes, rayées ou blanches, suivant qu'elles appartiennent à l'une des trois variétés les plus cultivées; des feuillages, provenant des cannes dépouillées, sont entassés pour servir d'alimentation au bétail.

De tous côtés, de longues files de charrettes portent, d'une plantation à une usine, les cannes coupées, mises à nu, déjà prêtes à passer sous le moulin. Six ou huit charrettes se suivent, traînées par des bœufs; le conducteur est assis sur le joug des deux derniers, et garde, auprès de lui, son long aiguillon, que, de temps en temps, il relève pour activer la marche; mais ses mains ne sont pas inactives : l'une tient une canne à sucre, l'autre un grand coutelas, plus grand et plus large que tous les couteaux de cuisine connus, et qui est, ici, l'instrument agricole par excellence.

Tout le monde le porte. Il sert à couper la canne au pied, à la parer pour le moulin, à l'épointer; il sert surtout,

pendant le travail, aux moissonneurs, aux charretiers pendant leur voyage, aux femmes, pendant leurs longs loisirs, aux enfants toute la journée, à éplucher et couper la canne, que tous, sans exception, sucent constamment. C'est là ce que fait le charretier peu pressé. En tête du convoi, pour diriger les bœufs, un enfant à cheval ou une femme ouvre la marche; eux aussi, tiennent toujours d'une main une canne, de l'autre le grand coutelas.

Nous longeons des plantations : elles ne se ressemblent pas toutes. Ici la canne n'a pas deux pieds de haut; l'herbe qui pousse au milieu l'étouffe et a empêché sa croissance. Le planteur, nous dit-on, est mort, au printemps, la plantation, n'ayant pas été sarclée, n'a pas prospéré; la récolte de l'année est perdue, le plant lui-même est compromis, et, probablement, ne donnera plus rien il faudra le refaire.

C'est une culture fort simple que celle de la canne; comme tous les roseaux, il lui suffit d'un peu de terre et d'humidité pour végéter; mais, comme elle est plus exigeante que le roseau, parce qu'elle veut produire plus, il faut lui préparer le sol par un profond labour, lui creuser un large sillon et, quand on a couché dans le fond les tiges, dont les nœuds, en se développant, deviendront hautes pousses, il faut lui donner une large irrigation, lâcher les écluses de rigoles, la couvrir d'eau; elle pousse, alors, avec force, non pas assez vite pour que les mauvaises herbes, dont le sol contient toujours une ample provision prête à germer, ne la dépassent.

Il faut alors sarcler, dégager la tige, qui s'élève vite, s'épaissit et, maîtresse de toutes ses rivales, les étouffe sous son épaisse et haute frondaison. Les champs de cannes prennent, enfin, l'aspect touffu et verdoyant qu'ils conserveront jusqu'à l'automne, où le couteau du moissonneur les jettera bas une à une.

Ces champs ne changent pas de ton, comme les blés :

la canne, en mûrissant, ne jaunit pas; c'est seulement sous l'influence des gelées de juin ou de juillet qu'elle jaunit et prend un aspect de grand roseau desséché.

Le planteur et l'usinier redoutent-ils cette gelée qui dessèche la tige? Les uns disent oui, les autres non. A la vérité, ce ne sont guère que les feuilles hautes, et non pas les canaux de sève sucrée, qui sont atteints; l'écorce même peut geler, sans que la sève en souffre; en ce cas, il y a, dit-on, cet avantage, pour l'usinier, que la gelée retarde la végétation, toujours prête à reprendre au moindre rayon de soleil, et peut prolonger jusqu'aux premières chaleurs du printemps sa récolte, qu'il devrait interrompre si la végétation se hâtait.

Il faut que cette récolte soit active et vite faite, en cent jours au maximum; elle ne peut guère commencer avant le 15 mai, pour attendre la maturité complète, et doit être terminée le 15 septembre.

Elle bat son plein en juin : déjà de vastes plantations sont dépouillées, le bétail s'y engraisse de tous les détritus sucrés laissés sur le sol; d'autres sont vertes encore; d'autres, voisines des premières, séparées par une simple haie, ont souffert de la gelée et jauni. Les pics neigeux, singulier contraste, dominent cette vallée, envahie par les travailleurs, occupés à une récolte, permise seulement dans les pays chauds; souvent, le matin, on constate plusieurs degrés au-dessous de zéro; il est vrai qu'avant dix heures et jusqu'à l'heure hâtive de son coucher le soleil est chaud et dissipe l'engourdissement de la nature.

*
* *

L'usine de Lules est adossée à la montagne, auprès de celle de MM. Nougues, Français, eux aussi, d'origine, mais nés dans le pays. Ces deux grands établissements, celui de

M. Etchecopar et celui de M. Dubourg, sont les seuls appartenant à des Français; ils peuvent être rangés parmi les plus importants; les Anglais et les Allemands n'en ont créé aucun.

Ajoutons que, malgré ce nombre relativement petit d'usines françaises, figurant parmi les trente-huit que compte la région de Tucuman, cette industrie est vraiment française si l'on considère ses moyens d'action et le personnel qui la dirige. Partout nous trouvons des appareils fournis par les anciens établissements Cail, qui tiennent le premier rang, par l'usine de Fives-Lille, celle de Savalle, de Mariole frères et l'ancienne société Lecointe et Villette, de Saint-Quentin. Quant au personnel de direction, le meilleur est fourni par notre École Centrale et nos écoles des Arts et Métiers de Châlons et d'Aix. Nous avons trouvé partout des ingénieurs, ou des contremaîtres, devenus ingénieurs par la pratique, qui rendent à l'industrie sucrière en services très productifs les 15 ou 20,000 francs de traitement annuel qu'ils reçoivent.

Disons, à ce sujet, combien nous avons noté avec intérêt les succès nombreux des élèves de nos écoles françaises d'Arts et Métiers. Ces écoles, de création si nouvelle en France, où elles ont à peine vingt ans et datent du ministère fécond de M Duruy, ont déjà rempli l'Amérique de sujets distingués. Ils ont répandu, là-bas, les leçons théoriques et pratiques, qu'ils ont reçues, qui en ont fait, dans des pays neufs, où l'ingénieur doit souvent mettre la main à la pâte, des directeurs précieux : aussi sont-ils estimés à un haut prix, et obtiennent-ils la rémunération élevée qu'ils méritent.

* * *

L'usine française que nous allons visiter a été créée de toutes

pièces sur l'emplacement d'une plantation de sucre, abandonnée depuis le siècle dernier, ayant appartenu aux jésuites. Son fondateur, M. Hileret, est un homme de trente-cinq ans, il est venu du Poitou, il y a douze ans environ, s'est trouvé dans le pays, au moment où l'on construisait la voie ferrée et a entrepris la construction d'une section. Il y gagna un modeste capital d'environ 60,000 francs, qu'il augmenta d'une somme égale, fournie par un autre compatriote devenu son associé, M. Dermit. Avec ce capital, ils obtinrent de la Société Fives-Lille la fourniture des appareils nécessaires. Tout marcha à souhait, les années furent prospères; aujourd'hui M. Hileret fabrique un million cinq cent mille kilogrammes de sucre pendant les trois mois de travail; il l'expédie en sacs marqués à son nom, titre suffisant pour qu'ils obtiennent un prix supérieur de dix pour cent à celui de ses rivaux.

Il y a deux ans que M. Hileret a racheté pour 750,000 fr. avec la part de son associé; il estime, aujourd'hui, à trois millions la valeur de sa propriété. Voilà 60,000 francs et dix ans de labeur bien employés et un exemple assez encourageant pour nos compatriotes, qui, dit la légende, ne sont pas colonisateurs !

La fabrique présente un grand spectacle au milieu de l'agitation qui est de saison. Le personnel est composé de près de trois cents personnes : majordome, maître de sucre, mécaniciens, distillateurs, conducteurs de machines, chauffeurs, contremaîtres et ouvriers.

Autour du conducteur de canne, sur lequel elle se charge et s'épand, pour parvenir automatiquement au moulin, quarante charrettes traînées par cent vingt mules et quatre-vingts bœufs apportent et déchargent constamment la canne, provenant des cinquante hectares plantés, pendant que d'autres en charroient des plantations voisines, et passent sur la balance à palier, qui constate et inscrit leur poids.

Tandis que des hommes recueillent la canne, la rangent sur le conducteur qui marche et la mène au moulin, où un autre conducteur reprend la bagasse pour la pousser dehors, les charrettes font le tour de l'usine et vont recueillir cette bagasse pour la porter sur une esplanade voisine, où des hommes l'étendent au soleil ; séchée, elle sera reprise et portée aux foyers pour servir de combustible.

Devons-nous entreprendre ici la description d'une usine à sucre, montrer le jus sortant à flots de la canne pressée, recueilli dans un récipient, élevé au moyen de pompes, passant à la cuisson, à l'évaporation, dans des appareils à triple effet, d'où il sort granulé, mais noir, de là aux turbines, qui, par leur agitation centrifuge, blanchissent et sèchent cette matière, si ingénieusement extraite, il y a quelques heures, à l'état liquide, dégagée peu à peu de ses impuretés et transformée en cristaux.

On comprend l'étonnement des usiniers créoles qui, sans aucune étude préalable, ont vu arriver, chez eux, ces appareils achetés par eux et les ont vus fonctionner. Ils ont quelque propension à se croire des inventeurs et des créateurs, et réclament de leurs contemporains une admiration, qui n'est due qu'auxingénieurs, qui leur ont fourni, de toutes pièces, les appareils si compliqués et si simples de cette magnifique industrie.

Ce qui est vraiment inattendu, c'est l'étrangeté du personnel employé dans la fabrication. Non seulement les manœuvres, mais ceux qui surveillent les appareils les plus compliqués, sont de simples Indiens, qui, naturellement, n'ont aucune notion de ce que peut être une chaudière, la vapeur ou le vide, un moteur ou une turbine, qui sont là, remplissant, vidant, alimentant les foyers, surveillant l'évaporation, turbinant, comme s'ils comprenaient ; il suffit de leur donner un mot d'ordre : « Tu vois bien cette horloge,

dit-on au chauffeur, en lui montrant un manomètre : si l'aiguille va de ce côté, tu charges, si elle va de l'autre, tu ne charges plus. » Le brave Indien fait ce qu'on lui dit, et les chaudières ne sautent pas : c'est ainsi que deux ou trois hommes instruits, sortis de nos écoles, suffisent à mener un établissement de cette importance, qui, pendant trois mois, n'arrête ni jour ni nuit, qui emploie l'électricité pour son éclairage, dont les appareils de fabrication résument toutes les notions des connaissances humaines en chimie, en physique, en mécanique.

Est-il besoin de dire que l'heureux créateur de cette grande industrie a édifié, auprès de l'usine, une belle habitation sur le modèle d'un château du Poitou, qui sert de cadre à une opulente existence? Le parc, le jardin potager sont uniques dans le pays; ils servent à démontrer qu'avec du soin et, il faut le dire, beaucoup d'argent on peut ici obtenir du sol tout ce qui fait l'agrément de l'existence. Nous sommes encore en hiver, pendant que, dans un coin, un régime de bananes s'essaye à mûrir, déjà les pêches et les cerises sont nouées, les melons en fleur, sous leurs châssis, les aspergières et les fraisiers continuent à donner leurs produits, comme ils le font, sans se lasser, toute l'année.

*
* *

Une question cependant me préoccupait, qui avait bien l'intérêt qu'elle me semblait avoir. Songeant au spectacle que m'avaient donné, depuis que je parcourais cette région, tous les habitants, hommes, femmes ou enfants, employés dans les cultures de cannes, chacun, tout le jour, le couteau d'une main, taillant la canne et la suçant, je demandais si l'on avait fait le compte de ce que pouvait coûter ce gaspillage.

« Je l'ai fait, me dit le propriétaire de l'usine; c'est un mal capital contre lequel je lutte. J'ai constaté que chaque homme en moyenne, tout en travaillant, découpe pour son usage et suce neuf cannes; chacune pèse cinq livres en moyenne, cela fait près de cinquante livres par homme, par jour, et, pour trois cents travailleurs, pendant cent jours de travail, en chiffres ronds, cinq cent mille kilos de canne, ou la valeur de cinq cents charrettes en poids; la production d'un hectare étant de cinquante mille kilos, cela détruit celle de dix hectares, qui, réduite en sucre, à raison de six pour cent de son poids total, donnerait trente mille kilos de sucre. C'est une dépense de 20,000 francs, au moins, imposée annuellement au patron par le gaspillage, absolument en pure perte. Le jus de la canne ne soutient pas le travailleur; cette mastication continue trompe son estomac, trouble l'appareil digestif, nous préférerions de beaucoup donner en viande la même valeur : nous aurions au moins une production de force chez ces êtres débiles que le moindre trouble climatérique frappe, victimes préparées. »

Nous ne nous étions pas trompés. Il a vraiment là une réforme à faire.

Le recrutement de ces travailleurs se fait tous les ans. Ils n'habitent pas la plantation, où seulement quelques-uns passent l'été, pour le sarclage et les divers travaux de culture.

A l'automne il en arrive de tous côtés, quelquefois de très loin, non pas isolément, mais par troupes, sortes de tribus, réunies et embauchées par des *capataces*, contremaîtres chargés par l'usinier ou le planteur de les louer pour son compte.

Ces contrats sont compliqués de conditions spéciales qui remontent au temps des capitaineries espagnoles, du régime des *encomiendas*, qui tenait de l'esclavage et du travail libre; ils sont restés ce qu'ils étaient.

Le travailleur, en se louant pour la saison, reçoit des mains du capataz une avance de trois ou quatre mois de salaire; il appartient, dès lors, à l'entrepreneur, pour le compte duquel il a reçu l'avance, et ne peut le quitter que trois mois après lui avoir remboursé son avance; s'il se sauve, la police est lancée à ses trousses, il est ramené, mis aux fers, dès lors surveillé. Ces avances sont souvent très lourdes pour les propriétaires, qui n'y emploient pas moins de 100,000 francs à chaque saison, et doivent, chaque année, porter, à la page noire du compte de profits et pertes, une grosse somme, mais ils aiment mieux encore courir ces risques que de s'exposer à celui des grèves ou des abandons individuels du travail, si nuisibles à une industrie qui ne souffre pas d'arrêt.

Ces groupes de travailleurs, d'où qu'ils viennent, amènent, avec eux, leurs femmes et leurs enfants sans oublier leurs guitares. On les voit passer en longues files indiennes, à cheval, le long des routes, au commencement de mai. Ils se rendent auprès de l'usine où ils sont loués, et se préparent à former là un vaste campement de famille.

Le patron fournit la place pour bâtir le *rancho*, les quelques bois qui soutiendront le chaume, et la paille qui le formera; mais c'est à ceux qui l'habiteront qu'échoit le soin de découper les bois, de réunir les herbes sèches, les tiges de maïs qui formeront les parois et le toit. Le maître concède deux jours, payés par lui, pour tout ce travail. Les hommes s'aident entre eux, et, en quelques heures, les groupes de chaumières se dressent.

Chez ces peuples, la femme ne fait rien. Toute femme qui est propriété d'un homme, mari, ce qui est rare, galant, ce qui est fréquent, vit du travail du mâle et se borne à préparer les aliments et à garder la maison. Aussi, dans les villes, a-t-on de grandes difficultés à obtenir du sexe faible les travaux, qu'ordinairement il se réserve. On ne peut cependant pas,

parce qu'on a besoin d'une blanchisseuse, lui demander sa main avec le battoir!

Comment on vit dans ces campements, cela n'est pas à peindre : il y a là une liberté de mœurs, qu'il vaut mieux ignorer, aussi une absence de mobilier qui dispense de toute description. Devant la porte est le feu éternel, que l'on trouve partout dans l'Amérique du Sud, auprès duquel sommeille une bouilloire, toute prête à fournir, à toute heure du jour, l'infusion de la *yerba mate*.

Le matin les femmes se rendent à l'usine, où l'économe fait la distribution des aliments en nature, de la viande à peu près à discrétion, de la farine de manioc, du maïs en grains. Jamais le menu ne change. Un nombre de bœufs suffisant, tués et dépecés, chaque jour, coupés en morceaux, sans distinction de catégories, est ainsi distribué; chacun a sa part, l'emporte, toutes la cuisinent de la même manière. Le plat, composé de viande cuite et de maïs, forme le mets indigène, le *locro*, nourriture fade, peu engageante, qu'il faut assaisonner d'un vigoureux appétit. A midi et à cinq heures, les travailleurs le trouvent auprès de leur masure; c'est lui, c'est cette habitude qui crée et resserre les liens de la famille, dont le vrai centre est dans l'estomac.

Cependant tous ces êtres sont loin d'être esclaves de leurs estomacs. Cette alimentation, si frugale qu'elle soit, ils ne la trouvent pas toute l'année, mais seulement à la saison du travail ; chez eux, un chez eux que l'on peut essayer de se figurer, ils ne peuvent tromper la disette que par les gousses sylvestres du caroubier.

Aussi les épidémies frappent ces pauvres déshérités avec une vigueur inconnue ailleurs. Depuis la conquête, le contact des Européens ne leur a pas plus réussi qu'aux autres habitants de l'Amérique. C'est un fait avéré que les Européens, trempés par une longue sélection, résistent à des maladies endémiques, dès longtemps acclimatées dans le vieux monde, qui,

transportées dans le nouveau, ont trouvé chez les peuples peu vigoureux de cette contrée un terrain de culture trop bien préparé, où toutes se sont développées, comme la petite vérole, par exemple, ou le choléra, qui ne laisse pas homme debout, là même où les Européens, que l'on pourrait croire exposés à la misère physiologique de l'acclimatement, résistent fort bien.

C'est cependant avec ce pauvre outillage humain que trente-huit usines à sucre, aux appareils perfectionnés, produisent, annuellement, trente millions de kilos de sucre, c'est-à-dire la moitié de la consommation de la République Argentine, et, — fait à peu près unique en ce moment dans le monde, — peuvent, en raison même de l'importance de ce marché, ouvert à leurs produits, où ils tiennent en échec l'importation européenne, tout en lui faisant encore sa part, vendre à un prix rémunérateur.

Toutes les usines que nous pourrions visiter nous offriraient le même spectacle. Elle sont au nombre de 50, produisent actuellement 50 millions de kilos de sucre. Partout la vie, l'aspect des bâtiments et des hautes cheminées, sont identiques. A côté des usines, qui possèdent une surface plantée, plus ou moins vaste, existent de nombreux planteurs occupant environ 16,000 hectares; ils ne fabriquent pas et vendent leurs cannes à l'usine. Le métier est bon. On en a vu retrouver, à la fin de l'année, trois fois le capital employé dans leurs cultures, à l'achat de la terre et à la plantation de canne, dont la durée ordinaire est de vingt-cinq ans. Les dépenses faites pouvaient se calculer à deux cent quarante piastres, soit douze cents francs par hectare; pour le prix d'achat, cinq cents francs; deux cents francs pour la plantation; cinq cents pour les soins de culture et les frais de récolte.

Aujourd'hui le prix a un peu baissé, les plantations s'étant multipliées et le nombre des usines étant resté stationnaire;

mais les frais d'installation sont faits, le prix d'achat payé, il reste aux planteurs un produit de 950 francs, basé sur une récolte de cinquante mille kilos de canne par hectare, vendus 19 francs les mille kilos, soit un produit net de 450 francs par hectare.

Aussi tout dans le pays et la Province progresse-t-il rapidement : l'aisance est générale, les grandes fortunes nombreuses. Les magasins de détail de Tucuman deviennent, peu à peu, aussi brillants qu'à Buenos-Aires ; le commerce y prend un développement considérable, ce qui n'est pas sans surprendre, si l'on calcule que ce qui vaut un à Paris ou à Londres, vaut deux à Buenos-Aires et trois à Tucuman.

*
* *

La société tucumanaise n'a cependant pas encore adopté les mœurs modernes; elle est très casernée chez elle, et reçoit peu. Ce n'est qu'au théâtre, rarement, qu'on la rencontre, ou à l'église.

Le théâtre, où il faut porter sa chaise et payer cher la place qu'elle occupe, ne semble pas l'attirer beaucoup. La société ne daigne pas se déranger; les beautés tucumanaises, qui ont leur juste célébrité, sont à peu près absentes; à peine quelques-unes émergent-elles des loges ; quant aux *cholas*, ces grisettes de Tucuman, dont on conte des merveilles, sans doute ce plaisir est d'un prix trop élevé pour la bourse de leurs galants, elles y sont rares.

C'est à l'église que l'on peut passer la revue de la société féminine. A l'heure de la grand'messe, toutes arrivent, suivies d'une petite servante de couleur, china ou mulâtresse, portant sur le bras un tapis de prière, comme si elles se rendaient à la mosquée. Cet usage, disparu de Buenos-Aires, s'est conservé dans les provinces. Dans la nef, pas de chaises; on étend le tapis et l'on s'accroupit, demi-assise,

demi agenouillée, dans une pose élégamment nonchalante, et l'on joue de l'éventail, toutes ensemble, toutes avec une grâce différente. La haute société arbore les chapeaux de Paris, qui sont toujours luxueux, pas toujours d'un genre discret. C'est un tort de renoncer à cette gracieuse coiffure, faite d'une petite mante de soie de Chine, que l'on pose en mantille sur la tête; toutes les couleurs du crêpe de Chine et des broderies, qui les ornent, se jouent, sous la lumière, tamisée par les vitraux, ensemble d'un gracieux pittoresque; les chapeaux de Paris font tache et couronnent très mal une femme nonchalante à demi couchée sur son tapis de prière.

La société de Tucuman, comme, en général, celle des grandes villes de provinces de l'intérieur, présente le spectacle, oublié sur le littoral, des villes coloniales du siècle dernier. A côté de la société riche ou bourgeoise, autour et au-dessous d'elle, on trouve, en nombre considérable, l'ancienne population indienne, les métis indolents, au sang pauvre, vivant misérablement dans la haine ou l'ignorance du travail. On les trouve partout, dès l'aube, alignés le long de leurs tristes demeures. Toutes les portes en sont garnies, à l'heure matinale : files de femmes, de filles et d'enfants debout, le corps couvert d'une mauvaise robe, les pieds nus, sur la tête un châle de laine invariablement noir, qui se rejette sur l'épaule, sous lequel les bras et les mains se cachent frileusement et paresseusement; l'été, la femme se repose à cause de la chaleur, l'hiver, elle ne se meut pas pour ne pas retirer ses mains de dessous son châle.

Cependant l'immigration européenne fera bien de ne se porter qu'avec mesure vers cette région sucrière; ses habitants, s'ils sont paresseux, ont cet autre vice de se contenter de trop peu de chose pour que la main-d'œuvre européenne ne paraisse pas trop chère.

Les Européens ne peuvent, ici, s'employer qu'en qualité

d'artisans ou de conducteurs de travaux, comme ils le sont déjà dans les usines.

II

De Tucuman à Santiago del Estero il y a, en ligne directe, trente-cinq lieues de poste. Autrefois en diligence on les faisait en quinze heures : le chemin de fer a changé tout cela ; il faut aujourd'hui, par cette voie rapide, trente-six heures pour toucher au but ! C'est ce que l'on appelle un progrès.

Donc, parti à six heures du matin, on arrive à Santiago le lendemain à cinq heures du soir. Il faut en effet, par une combinaison heureuse, prendre le train quotidien de marchandises jusqu'à la station Frias, soit dix heures de route, puis dîner et coucher à Frias pour attendre le train qui tous les deux jours part pour Santiago. De Tucuman à Frias, la route nous est déjà connue, elle traverse les riches plaines cultivées, laissant à droite et à gauche toutes les usines et les plantations, qui n'ont plus de secrets pour nous, ensuite, passe le pont qui sépare cette Province de sa voisine, pour rentrer dans la forêt et ne plus la quitter.

Frias est en pleine forêt. Il fait jour encore quand on y arrive et l'on peut visiter les scieries et les exploitations forestières.

Elles sont assez nombreuses et travaillent avec ardeur : la forêt fournit aux scies à vapeur le combustible et la matière ouvrable. Elles débitent des traverses de chemins de fer. Chaque tronc en fournit deux ; c'est merveille de voir la scie circulaire pénétrer dans ce bois dur comme du fer ; sous son passage, le grain lisse du bois débité se révèle en veines de toutes couleurs, jaunes, rouges, vertes. L'essence la plus abondante est le quebracho, qui, sous le poli de la scie, prend l'aspect d'un acajou d'assez belle qualité.

Ces traverses, placées dans le sol, s'y conserveront intactes pour les générations futures, et apparaîtront, après un siècle, à peine touchées par l'humidité : on n'en pourrait espérer autant des traverses de fer. Les bouts, les résidus, les branchages, servent à alimenter les foyers de locomotives.

Le quebracho colorado a été déterminé pour une *anacardiacée*, sous le nom de *loxopterigium lorentii*. Son unique allié est l'espèce *loxopterigium sagotii hoki*, indigène dans la Guyane française. Il fournit un bois d'apect rougeâtre, d'une dureté exceptionnelle, d'où son nom de quebracho (quiebra hacha, brise hache), très droit, sans nœud, ayant de bonnes dimensions en grosseur, dépassant rarement huit mètres en longueur. Il offre une grande résistance, une durée presque illimitée. Sa densité est de 1,35. Pour les bois très vieux, elle descend à 1,27. C'est à l'absence des pores, bouchés par les matières incrustantes, qu'il doit son grand poids spécifique.

Son écorce	renferme	6	à 8	pour 100	de tanin
l'aubier	—	3	4	—	—
le cœur	—	19	22	—	—

Il offre ce phénomène singulier d'élaborer, dans son écorce, du tanin, comme le chêne, le châtaignier et tant d'autres végétaux ; d'en renfermer, comme eux, dans son aubier, mais, de plus, de l'emmagasiner à l'état de concrétion en quantité considérable, dans toute la partie centrale du bois. En même temps, il se produit, dans le liber de l'écorce, une gomme ayant les caractères de la gomme arabique, que l'on peut recueillir pure, en incisant l'écorce. Cette gomme va se concentrer aussi dans le cœur, se charge, dans le trajet, de tout le tanin produit, de façon que c'est du *tanin gommé* qui s'est emmagasiné dans la partie centrale de l'arbre. Comme le cœur du quebracho représente les deux tiers, et souvent les trois quarts de la totalité du bois, la quantité de tanin qui est renfermée dans cette

essence est considérable. Cette gomme joue, vis-à-vis du tanin, un rôle remarquable; elle l'enduit comme d'un vernis et empêche absolument son altération. La tannerie et d'autres industries trouveront dans ce tanin un agent précieux.

La teinture y trouvera une matière colorante. Car ce tanin, dont la couleur est rouge brun, se colore en rouge vif par les acides, et prend des teintes variant du rouge au noir, avec les bases de certains sels, tels que ceux de fer. Sa gomme peut servir, en même temps, à fixer les couleurs sur les tissus de coton.

Son extraction, pouvant être faite par l'eau, est des plus économiques. Depuis longtemps les tanneurs du pays emploient le bois, à l'état de sciure grossière, pour le tannage des cuirs. Sous l'effet d'un climat propice et d'une action de combinaison de ce tanin très marquée, les peaux de bœuf sont tannées en sept à huit mois, et donnent des cuirs dont l'imperméabilité indique la qualité. L'écueil que nos tanneurs d'Europe n'ont pas toujours su éviter, c'est de l'employer à trop haute dose. Il a l'inconvénient de colorer les peaux en rouge pâle, inconvénient bien peu grave, quand on songe à la petite proportion de cuirs qui ne sont pas livrés noircis à la consommation.

Le bois de quebracho offre une qualité précieuse, celle de se conserver indéfiniment dans le sol et dans l'eau douce ou salée. On trouve ce bois dans divers vestiges de travaux que firent les Jésuites, sur plusieurs points de ce pays, il y a plus d'un siècle; il est parfaitement sain et a acquis une dureté encore plus grande.

Les navires de cabotage des fleuves Parana et Uruguay, construits de ce bois, durent très longtemps.

Il est, en outre, employé, à *l'exclusion de tout autre*, comme traverses de la voie, par l'État, et par les Compagnies de chemins de fer de la République Argentine. Le chemin de fer de l'Ouest, à Buenos-Aires, n'est construit que depuis

1857. Au bout de vingt-trois ans, on n'a pas encore pu établir la durée minimum de ce bois.

Le prix de revient de la traverse de quebracho est plus élevé que celui du chêne.

Mais la durée compense, au delà, l'élévation de prix et nous engagerions le gouvernement français à en faire l'essai sur les lignes qu'il exploite.

* * *

Ce qui, dans ce modeste centre de population future, est difficile à résoudre, c'est la question de l'eau. Elle n'existe pas à la surface ; les pluies sont rares. Il a fallu percer des puits : la nappe d'eau est peu abondante et s'épuise vite ; alors on a foré le sous-sol, à la recherche de puits artésiens. A une profondeur de plusieurs centaines de mètres on a trouvé une nappe jaillissante, qui s'élève d'elle-même au-dessus de la première nappe, presque au niveau du sol. Il suffit alors d'une pompe pour la faire monter à la hauteur des lèvres altérées des hommes.

Depuis lors, des maisons se construisent, des rues se tracent ; la spéculation s'empare des terrains ; on parle de vente au mètre, là où hier on ne trouvait pas acheteur pour la lieue.

Il y a de Frias à Santiago cent soixante-douze kilomètres de voie ferrée, quelques stations, toutes au milieu des bois et toutes dépourvues d'eau. La locomotive traîne cinq ou six wagons-citernes ; à chaque arrêt, les femmes du lieu se groupent, munies des récipients les plus bizarres, pour recevoir, du haut du wagon, d'où on la jette, une eau échauffée par ce voyage au soleil, chargée d'impuretés, recueillies au passage, d'une couleur jaune ou brune, que ces malheureuses gens attendent et recueillent toute l'année de cette source.

Avec les habitants, tous venus aux stations pour voir

passer le train, il se fait vite un échange de présentations entre gens lassés de solitude. Ce qui rapproche tout ce monde, c'est surtout un lien commun que l'on ne saurait soupçonner si puissant. Ce lien, c'est la passion générale, commune à toutes les classes, du combat de coqs. C'est une maladie, à côté de laquelle ceux qui ne sont pas initiés peuvent passer sans en entrevoir la gravité. Depuis Rosario, ce n'était encore que quelques voyageurs portant un coq sous le bras; à mesure que l'on avance, on ne voit plus de bras sans coq.

Un passager de distinction, possesseur d'une usine à sucre, ancien gouverneur, à qui j'en fais la remarque, s'étonne de ma surprise et me confesse que, lui aussi, voyage avec deux coqs; seulement il les a mis aux bagages.

« Mais quels coqs! monsieur », et le voilà emballé sur leurs prodiges. Il m'initie à ce sport, m'apprend qu'aucun de ces gallinacés ne ressemble à un autre; que le coq de combat a des mérites supérieurs au cheval de course, qu'il enrichit son maître (ou le ruine, mais peu importe) aussi sûrement que l'autre. Pour lui, qui est un passionné, rien ne vaut, naturellement, sa passion; il vit avec ses bêtes, les connaît si bien que, passant dans un village, il reconnut, sans le voir, à son chant entendu de loin, un coq qu'on lui avait volé depuis deux ans!

Sa passion l'entraîne: il veut absolument me montrer, séance tenante, un combat en pleine station. Il l'eût fait comme il le disait et embauchait son adversaire, mais chauffeurs et conducteurs avaient terminé le plantureux déjeuner que leur sert le buffet; le bois était chargé, chaque habitant avait sa ration d'eau sale, nous n'avions vraiment plus rien à faire qu'à partir, ce que l'on fit.

Il ne se le tint pas pour dit et il nous fallut en route assister à un petit combat au milieu du wagon, ce qui ne laissa

pas que d'intéresser vivement tous nos compagnons de route.

*
* *

Les abords de la ville de Santiago ne sont pas aussi enchanteurs que ceux de Tucuman; c'est que les irrigations y sont plus difficiles, que là, seulement, où passent les canaux la terre peut être utilisée et fertilisée. Nous n'apercevons aucune cheminée d'usine à sucre; le pays n'en possède que sept, dont six perdues dans les bois. Une seule est posée le long de la voie, la plus importante, appartenant à un de nos compatriotes, M. Saint-Germès; nous y viendrons.

Les autres ne se signalent à nous que par les poteaux dont nous apercevons la ligne droite et qui portent les fils téléphoniques, les rejoignant toutes à la ville. Dans ce pays perdu, hier encore séparé du monde civilisé par deux cents kilomètres de forêts sans eau, le téléphone est d'un usage plus général qu'à Paris; des usines, distantes de dix lieues, le posent, à leurs frais, et sont en communication constante avec leurs bureaux de ville. Cela peut-être méritait d'être noté.

Santiago est une capitale de Province, d'État; elle a son gouverneur, sa Chambre des députés, son Sénat, sa Constitution, ses passions politiques, sa police, sa milice, son cabildo, tout ce qui constitue le matériel d'un État; il ne lui manque plus qu'une chose, la vie.

L'aura-t-elle un jour? Son sol pauvre ne lui promet pas même des destinées agricoles. Le seul élément de progrès qu'elle possède, c'est le rio Dulce, cours d'eau lent et plat, de plus d'un kilomètre de large, entrecoupé de bancs de sable n'ayant nulle part de profondeur, hors l'époque des crues.

La ville de Santiago ne se laisse pas deviner tant que l'on n'est pas parvenu au milieu de la place.

Je tombe au milieu d'un jour de fête. Dans toutes les villes de la République, on chôme tous les saints, et le 29 juin, fête des deux apôtres, n'échappe pas à la loi générale. Personne ne se plaint d'être ruiné en fêtes; la paresse créole s'accommode de ces repos fréquents.

Pour nous, nous y gagnons d'assister à la réunion de la société locale sur la place, qui est, comme nous l'avons dit, en tout, semblable aux places des autres villes de la République; les mêmes monuments y affectent la même forme, le carré a la même étendue; le luxe moderne y a introduit quelques arbres et, je crois, même une fontaine, en tous cas, un kiosque, où le régiment de ligne en garnison joue les jours de fête.

La société saisit cette occasion de se réunir. On attelle. Des voitures, d'un modèle un peu ancien, alternent leurs galops, dans les rues poudreuses et non pavées qui font le tour de la place, et que personne n'arrose dans un pays où l'eau, pour un peu, se vendrait à la drachme chez les pharmaciens. Cette promenade au galop est du dernier ton. Tout mortel fortuné, qui possède une voiture, manquerait à ses devoirs sociaux s'il ne l'exhibait là: aussi tous les exhibent-ils. Leurs heureux possesseurs, après deux ou trois tours, quand ils ont fait leur poussière, — dans le sens précis plutôt que propre du mot, — descendent et se mêlent à la foule, du reste peu compacte, de leurs impurs blasphémateurs. Ces derniers, qui ne peuvent faire briller que leur chapeau à haute forme, signe certain d'une grande extraction, se promènent de long en large, faisant la joie des nombreuses beautés qui sortent des vêpres et affluent, en rangs serrés, les yeux très ouverts.

La nuit vient vite en juin; on tire trop tôt le rideau sur ce *tour de persil* exotique, qui n'est pas plus ridicule peut-être que celui des Acacias.

Nous avons la bonne fortune de trouver l'offre gracieuse

d'une hospitalité de grand industriel chez notre compatriote, M. Pierre Saint-Germès, propriétaire de la grande usine aperçue le long du chemin de fer. Il passe cette soirée de Saint-Pierre dans sa maison de ville et nous y convie.

Nous y rencontrons nombre de personnages, sénateurs, députés, ministres, dont la personne, sinon le rôle, a une aussi grande importance, ici, que celle de M. le Premier, à Londres. On cause beaucoup autour de cette table, si loin de tout, où les échos du vieux monde sont toujours arrivés très affaiblis, où l'on ne donne d'importance qu'aux querelles locales et aux prix plus ou moins élevés du bétail, de la terre et du sucre. Il y a, là, de grands propriétaires, qui possèdent cent lieues de terre, y élèvent difficilement deux cents têtes par lieue, soit une tête par dix hectares, c'est-à-dire dix et quinze fois moins que dans la Province de Buenos-Aires.

On s'occupe, aussi, beaucoup, du sucre, bien que ce soit un produit très nouveau du pays; mais nous nous ajournons au lendemain pour parcourir la plantation de M. Saint-Germès.

* * *

Elle est éloignée de deux lieues de la ville, à laquelle elle est reliée naturellement par le téléphone. Une voiture nous y mène; elle a vite fait de traverser les dernières rues; le long des chemins qui les prolongent et que des haies épaisses barrent, c'est à peine si l'on rencontre quelques maisons échelonnées; tous les terrains sont défrichés et ce n'est qu'au loin, encadrant le paysage, que l'on aperçoit la forêt, que nous avons traversée hier. Elle fait, à l'usine, où nous arrivons rapidement, un cadre pittoresque.

Celle-ci est des plus considérables. Elle est la première en date et en importance à Santiago. Disons-le encore, à la gloire de nos compatriotes de l'étranger, c'est à M. Saint-

Germès que Santiago doit la création, même l'idée de la création de l'industrie sucrière.

Il y a huit ans, on trouvait quelques tiges de canne à sucre dans les jardins de Santiago, personne ne s'occupait de cette culture, et ne songeait qu'elle pût devenir iudustrielle. L'exemple de Tucuman n'avait été d'aucune utilité. On supposait que cette Province voisine devait son succès à ses irrigations, que le pays de la sécheresse était, d'avance, déshérité.

M. Saint-Germès, qui, depuis des années, avait introduit à Santiago l'industrie de la minoterie, et, en offrant à la culture un débouché, déterminé les habitants à semer du blé, pensa, non sans raison, que la canne à sucre y prospérerait aussi bien qu'à Tucuman; il eut la témérité d'entreprendre cette culture nouvelle et la construction d'une petite usine.

Le succès fut tel, le nombre des planteurs augmenta si rapidement, qu'à côté de la petite usine, il fallut en construire une grande : ce qu'il fit. En ce moment, il élabore, du 15 mai au 1er septembre, plus de deux millions de kilos de sucre, et, pendant le reste de l'année, deux pipes d'alcool par jour. Des Anglais, qui voudraient acheter le tout, usines, plantations déjà faites, terrains défrichés, irrigations, et sept lieues de forêt, qui fournissent, à l'usine, le bois qu'elle consomme, parlent déjà d'un prix de 10 millions de francs! Voilà ce que rapportent, en Amérique, l'intelligence et le travail de nos compatriotes!

Décrire le travail et l'usine, serait reprendre ce que nous avons vu déjà à Tucuman. Ce qu'un Français a réalisé à Tucuman, un autre l'a fait à Santiago. Des efforts du même ordre ont donné des résultats similaires.

Après la visite à cette usine, nous en avons voulu voir une autre, pour pouvoir comparer les résultats, obtenus par un créole, à ceux obtenus par nos compatriotes.

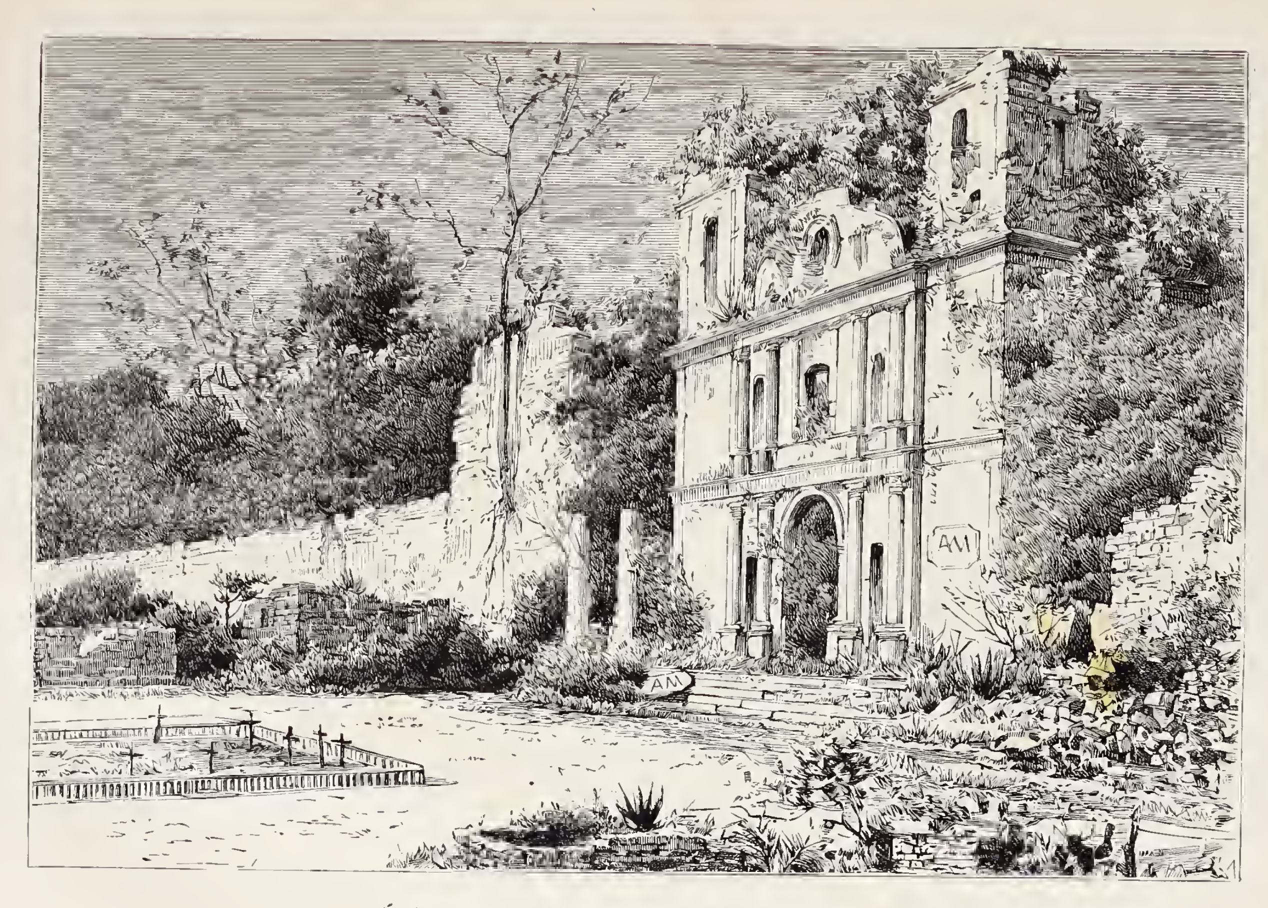
Pour nous y rendre, il nous a fallu passer à gué le rio Dulce, qui a plus d'un kilomètre de large, et traverser quatre lieues de forêt : promenade à cheval, en somme, fort agréable qui serait atroce faite en voiture, étant donnée la poussière que l'on soulève.

Cette région offre l'avantage qu'un canal d'irrigation la traverse, le long duquel, sous bois, sans même se donner la peine de défricher complètement, des colons s'échelonnent. Ils peuvent, à tour de rôle, emprunter l'eau du canal, en couvrir leurs terres, produire des blés, du maïs, de la luzerne, presque à l'ombre de la forêt, dans d'étroites clairières ; d'autres, dans des recoins défrichés, produisent de la canne, qu'ils vendent à l'usine où nous allons. Peut-être, à première vue, avons-nous été sévères pour cette pauvre province. Un ruisseau suffit à nous montrer ce qu'elle peut produire, là où il coule ; sa fertilité est donc bien réelle, les arbres qui la couvrent en donnent la preuve, mais l'eau seule pourra aider l'homme à faire sortir du sol les produits qui lui sont nécessaires et qui peuvent payer ses peines.

La plantation où nous arrivons et l'usine s'annoncent par une agglomération épaisse de huttes de chaume en désordre, la *rancheria*, que l'on trouve à peu près partout, qui donne une triste idée de l'état matériel et moral des pauvres travailleurs qui y vivent.

La plantation est fort belle et s'étend sur un front de deux lieues, sans grande profondeur ; enveloppée par un double canal d'irrigation, elle élève ses tiges, au-dessus de la taille d'un homme. Le travail de la fabrication s'y fait, à peu près, comme partout, et, à peu près comme partout, c'est un directeur français qui la conduit.

Santiago, où je rentre, la journée faite, pour en partir le lendemain, offre peu d'attraits. Je dois dire cependant que j'y suis arrivé avec de nombreuses préventions contre son sol, son climat, l'avenir de sa population, et que je la quitte



Église en ruines dans les Missions. (Voir page 386.)

les ayant perdues presque toutes. Ce ne sera jamais un centre social très actif, mais, avec le temps et l'eau, un pays de production qui pourra soutenir la comparaison avec beaucoup d'autres.

III

Le retour se fait de Santiago à Rosario, de jour et de nuit, comme il s'est fait à l'aller, à travers le même paysage rude. Brûlons la forêt, les salines, les stations et les buffets, les déjeuners et les dîners, terminés par l'éternelle pâte de coing et le faux fromage de Tafi ; jetons un coup d'œil d'ensemble sur Cordoba, brûlons la pampa, de nuit encore, en sleeping car, où l'on dort parfaitement et arrivons à l'aube au Rosario, que nous n'avons fait que traverser à l'aller.

Rosario est la seconde ville de la République Argentine. Serait-ce une raison pour s'y arrêter longtemps? On pourrait le croire à consulter les statistiques, si ici plus qu'ailleurs il ne fallait se méfier des statistiques; ce n'est pas qu'elles soient mensongères ; mais des tonnes et des mètres cubes, même accumulés par millions, ne sauraient suffire à faire le charme d'un séjour : il faut quelque chose de plus.

Rosario, que l'on y arrive par la ligne de Cordoba, qui nous amène, ou par celle de Buenos-Aires, ou par la voie fluviale du Parana, fait, de tous côtés, la même impression de ville très agitée par le trafic, et en plein développement : elle forme, en réalité, une sorte de triangle qui reçoit la vie par ses trois côtés.

A quatre-vingts lieues de l'embouchure du Parana, dans la Plata, à cent cinquante lieues de la mer, Rosario est un port, où les vapeurs transatlantiques abondent, où la navigation fluviale a sa station principale. Tête de ligne des voies ferrées, qui se dirigent vers les Andes et vers les limites

extrêmes de la République, Rosario sera avant peu le point d'aboutissement de tout le commerce du Chili, du Pérou et de la Bolivie. Ajoutons, à cela, que c'est le centre des pays de cultures, le grenier à blé de l'Amérique du Sud.

Ce sont là de grandes destinées. Le présent suffit à donner au transit des charrettes une activité aussi grande que celle de Buenos-Aires, à la rive et à toutes les rues une agitation toute commerciale, qui en fait bien la sœur cadette de celle-ci.

Rosario se distingue des autres villes de la République par un trait de caractère qui lui est particulier : elle est la seule ville importante de la République qui ne soit pas capitale d'un État.

Tout en étant aujourd'hui, la ville principale de la Province de Santa-Fé, elle n'en est pas la capitale : Santa-Fé, de création plus ancienne qu'elle, est une ville historique, Rosario une ville commerciale. A Santa-Fé, une société s'est constituée à l'époque coloniale, s'est développée peu à peu : les pouvoirs publics y ont toujours résidé. Rosario, comme ville commerciale, est quelque chose de particulier dans ce genre : c'est une ville succursale. Les grandes maisons, les grandes banques de Buenos-Aires ont, pour les nécessités de leur commerce, plus tard les grandes industries de l'intérieur ont, pour les nécessités de leur transit, créé à Rosario des succursales ; or, pour une succursale un employé suffit. L'heure du succès vient, l'employé gagne en importance, tous les employés, qui sont aussi venus, détachés en avant-garde, font comme lui. Cela constitue une agglomération, non une société ni une ville.

Il n'y a pas de société indigène : mais seulement des étrangers parlant toutes les langues. Qu'en résulte-t-il? C'est que les réunions sociales et les lieux de réunion sont inconnus, quelques familles, qui sont venues, peu à peu, s'installer, ne suffisent pas à former un groupe, et, conséquence fatale, les employés de la première heure restent célibataires.

Rosario est, donc, une ville de célibataires, comme Cordoba est une ville de religieux. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de femmes dans la société très aristocratique de la première, mais elles sont plus ou moins béates ; cela ne veut pas dire non plus que, dans la société très démocratique de la seconde, il n'y ait pas de jeunes filles, qu'il ne s'y fasse pas, de loin en loin, des mariages, qu'il n'y naisse pas d'enfants, non : mais la femme et le salon qu'elle préside manquant, les célibataires, qui font masse, sont réduits, pour se donner l'illusion d'une société, à se réunir le soir dans des cafés, où, faute d'artistes de profession, ils font, eux-mêmes, de la musique d'amateurs, et tuent le temps comme ils peuvent.

Le jour, leurs occupations les absorbent. Importation, exportation, transit, cela suffit, paraît-il, à remplir la vie ; quand on a passé le jour à étudier des échantillons de blé et de sucre, à communiquer ses impressions par le câble, à recevoir celles du monde entier, on peut se coucher content, dans le célibat.

Un jour, donc, dans cette ville d'affaires, pour qui n'y a pas d'affaires, est déjà long à passer. Il y a bien un théâtre, l'Olympo, aux vastes proportions, mais il est fermé le plus souvent; cependant, Sarah Bernhardt y a donné, en 1886, quelques représentations ; ce peuple de marchands a su payer de hauts prix les jouissances de l'art.

Ce que l'on paye aussi un prix élevé, dans ce coin prospère de la République, c'est la terre. Il y a dix ans encore, ce qui était hors de la Province de Buenos-Aires, même sa voisine, était négligé et sans valeur marchande : aujourd'hui, Santa-Fé occupe un rang, à peu près égal, à celui de cette voisine. C'est le pays des cultures, que nous avons décrit déjà. Le vapeur qui doit nous emmener vers les régions du Nord, du Chaco et des Missions, fait mugir sa sirène, hâtons-nous vers le rivage.

Nous n'en n'avons pas fini, avec les régions qui produisent la canne à sucre.

*
* *

Tucuman tient bien le premier rang, avec ses trente-huit usines répandues sur un petit territoire très fertile et très cultivé; Santiago, le second, avec huit usines, éparses sur un territoire plus vaste, moins arrosé et moins facilement cultivable. Mais cette industrie n'a pas encore pris possession du domaine, qui doit être le sien, elle ne fournit encore, à la consommation locale, que la moitié de ce qu'elle exige déjà, et bien qu'elle augmente, chaque année, sa production, elle ne dépasse pas encore la moitié d'une consommation, qui, chaque année, s'accroît plus vite encore.

Le temps est proche où d'autres régions pousseront avec activité la concurrence qu'elles ont entreprise, déjà, contre Tucuman et Santiago.

Pour prendre les choses au point où elles en sont aujourd'hui, disons que Tucuman conservera longtemps sa suprématie, parce qu'elle la doit surtout à l'effort, fait pour la lui assurer, jusqu'ici, par les capitaux et le crédit. Les trente-huit usines représentent, au bas mot, une valeur de cent millions, dépensés depuis dix ans, qui, nécessairement, ont encouragé le planteur à augmenter chaque année leurs cultures.

A Santiago, l'effort n'a pas été aussi puissant ; de plus, le sol, moins arrosé, ne se prêtait pas, sans préparation, à la création de nombreuses usines : elle en possède huit, il semble que ce soit trop; déjà, quelques-unes, si elles ne sont pas fermées, n'en valent guère mieux.

Le grand obstacle au développement de cette industrie dans ces deux provinces, c'est moins le climat, qui n'est pas, tout à fait, celui qu'exige la canne à sucre, que le prix des transports.

Rappelons, en effet, ce que nous avons dit déjà de Buenos-Aires, centre commercial et financier, à la fois centre de rayonnement et centre d'attraction. Les producteurs de sucre, qui pourraient se dispenser d'aller si loin chercher un marché de consommation, ne peuvent éviter d'y rechercher les éléments de crédit, dont ils ont besoin; les crédits ouverts veulent être gagés et largement rétribués : les capitaux ne se contentent pas des intérêts qu'ils gagnent, régulièrement, par ce placement, ils veulent les grossir de commissions de consignation, magasinage, vente, ducroire, etc., les capitalistes, pour se les assurer, exigent que les produits de la région sucrière viennent aboutir dans leurs magasins, aussitôt la récolte faite, quitte à leur faire entreprendre, de nouveau, un long voyage, par les mêmes voies, pour retrouver le consommateur.

C'est là ce qui impose au producteur un prélèvement ruineux. Il a toujours besoin d'avances, et il tombe toujours dans la même erreur, qui lui coûte, en transport seulement, quarante-trois centavos par arrobe de vingt-cinq livres, de Tucuman à Buenos-Aires, où cette arrobe de sucre se vend 2 piastres au maximum.

Ajoutons à cela le prix des transports payés depuis le littoral jusqu'à l'usine, pour tout le matériel, lors de son installation, et l'on comprendra contre quelles difficultés l'industrie sucrière des Provinces intérieures a à lutter, pourquoi elle est si peu prospère, malgré l'étendue du marché qui s'ouvre à son exploitation, et qu'elle ne peut encore satisfaire.

Un usinier de Santiago del Estero, nous démontrait, avec preuves à l'appui, qu'ayant entrepris la construction de son usine, avant que le chemin de fer eût relié la station Frias à Santiago, il avait dû charger son matériel, à cette station, sur des charrettes, pour lui faire faire le voyage de cent soixante-douze kilomètres qui séparent ces deux points. Il lui fallut, pour cela, acheter une troupe de cinq cents

mules, autant de bœufs, construire des chariots spéciaux, employer six mois à ces transports, qui lui coûtèrent, tout compte fait, depuis Rosario, port de débarquement, jusqu'à son usine, tout près de 100,000 piastres, doublant ainsi le prix d'achat.

Tous ceux qui ont construit à Tucuman, avant l'arrivée du chemin de fer, ont eu à solder les mêmes dépenses.

Aussi, la plupart des usiniers sont ils découragés et beaucoup lamentent leur grandeur, qui les attache si loin du rivage.

Par contre, les régions, bordant les grands fleuves, semblent-elles promises à un avenir plus facilement fécond : leur éloignement du centre financier n'est ni moindre, ni plus grand, mais le fleuve les rapproche.

C'est vers ces régions, dénommées, sur la rive occidentale du Parana, le Gran Chaco, sur la rive orientale, Province de Corrientes, et sur la rive supérieure du haut Fleuve, le Territoire des Missions, que seront, dans un avenir prochain, les vrais centres prospères de l'industrie sucrière.

*
* *

Le port du Rosario, où nous sommes, d'où nous allons entreprendre la navigation, assez longue, qui nous mènera vers ces contrées, témoigne déjà de leur activité.

Il y a dix ans, que des vapeurs transocéaniques le relient au Havre, à Liverpool, et à Glasgow. Une compagnie française, la première, celle des Chargeurs réunis, eut l'idée féconde de construire, pour les voyages directs, sans transbordement, une flotte spéciale, pouvant remonter les fleuves, jusqu'au point, que la nature indiquait comme le centre du transit, Rosario, situé à quatre-vingts lieues de l'embouchure du Parana, dans l'estuaire de la Plata, à cent soixante lieues de celle de la Plata, dans la mer.

Toutes les prévisions, depuis, ont été dépassées ; ce port fluvial du Rosario est encombré de steamers de fort tonnage ; sans faire une concurrence dangereuse à celui de Buenos-Aires, il en est déjà une succursale des plus importantes. Il ne lui manque, pour être un port au niveau de ses destinées, que la réalisation des projets de bassins et de digues, depuis longtemps promis et réclamés.

Devant la ville, le Parana, comme pour marquer le place de cette station, fait un coude : le bras principal a à peu près trois kilomètres de large, jusqu'à la première île ; pour atteindre l'autre rive, qui est celle de la Province d'Entrerios, il faut la chercher à vingt lieues.

La plus importante des lignes de steamer qui remontent le fleuve est le Lloyd argentin, dont la flotte, importante, vient d'être absorbée par la grande Compagnie la Platense, qui, de française qu'elle était, est devenue écossaise, en 1886, et a pris, depuis, une importance imprévue de tout le monde, sous la direction de MM. A. Denny and C° de Glasgow, qui étaient déjà les maîtres de la navigation du grand fleuve de Birmanie, l'Irraoudy.

Quelques-uns des steamers de cette Compagnie, le *San-Martin*, par exemple, sont fort beaux, éclairés à la lumière électrique et aménagés pour rendre des plus agréables un voyage qui est une promenade.

On ne remonte pas le fleuve avec rapidité ; à chaque escale, on perd beaucoup de temps. Le voyage est, il faut le confesser, monotone. Le fleuve est grand, vaste, les horizons sont sans limites ; c'est précisément ce qui donne à ses aspects une monotonie désespérante : les rives sont trop loin ; c'est seulement dans les moments, forts rares, où l'on en suit une, que le paysage, ayant un fond et un cadre, prend un relief qui le fait admirer, en vous rappelant l'immensité majestueuse du cours d'eau.

Cette immensité, par elle-même, ne se laisse pas per-

cevoir; ce que l'on voit, ce sont des îles basses, couvertes souvent d'une maigre végétation, et des eaux plates. Oui, l'eau, ce fluide qui, d'après les physiciens, cherche toujours son niveau, qui ne saurait affecter d'autre aspect que celui d'une surface nivelée, l'eau a cependant plus ou moins de platitude et de relief. Ici, le relief manque, l'eau est vraiment plate. Quelquefois, le fleuve s'étend, c'est-à-dire que le bras, que l'on suit, cesse d'être borné par deux îles plus ou moins éloignées; il forme alors une plaine, ce que les marins appellent une *cancha* (une esplanade) immense : il semble que l'on entre dans un grand lac dont on distingue à peine les rives dans un lointain nébuleux. Les jours de vent, ces canchas sont très dangereuses, surtout pour les petites embarcations. De loin en loin, on rencontre des goélettes, qui donnent, alors, au paysage la vie qui lui manque; leur mâture est extraordinairement élevée, afin de dépasser les arbres, de recevoir tout le vent par-dessus les obstacles; elles ont, presque toujours, toutes voiles dehors, ce qui leur donne un port majestueux, et sur le paysage une valeur d'autant plus grande que celui-ci est plus plat ; elles forment à la fois relief et point de vue, on les distingue facilement de plusieurs lieues, découpant sur le fond du ciel leur silhouette imposante ; elles portent des chargements de marchandises de provenance européenne, et descendent avec des bois, des cuirs ou des oranges, produits des pays du haut du fleuve.

A bord, l'entrain est grand. Ces tableaux, un peu gris, sont nouveaux pour les nombreux touristes des deux sexes. Tous les âges semblent disposés à se divertir à l'unisson. Le salon se prête aux grandes réunions : la température est douce, les dispositions bonnes, le piano supportable; on commence par des chansons et l'on finit par des danses.

La cuisine est un mélange cosmopolite où l'huile espa-

gnole dore, sans les embaumer, des fritures italiennes, le tout, arrosé d'un vin, venu de Bordeaux, que l'émigration au delà des mers a légèrement aigri; mais le commandant est un homme charmant, qui comble d'œufs à la coque ceux que la cuisine, trop savante, effraye.

L'escale principale est la ville de Parana. Parana était, autrefois, la capitale de la République; elle est redevenue celle de la Province d'Entrerios. Elle a eu son heure de grandeur; son histoire sociale tient dans ce fait, qu'après avoir installé l'éclairage au gaz, elle y a renoncé, ce progrès lui paraissant en disproportion avec son importance diminuée.

Ce qu'elle n'a pas perdu, c'est son aspect pittoresque. Le pays accidenté présente, de tous côtés, des points de vue, d'autant plus agréables à noter, que, dans cette partie de l'Amérique du Sud, la platitude est la règle de la nature. Il y a même, à Parana, une végétation arborescente naturelle, ce qui suffit à la distinguer des régions pampéennes. La ville, bien qu'elle ait perdu sa gloire passée, semble à la veille d'en reconquérir une partie, en redevenant capitale de Province et tête de ligne du chemin de fer qui traversera l'Entre-Rios. Un tramway réunit le port à la ville, en suivant une chaussée prise sur la falaise.

Après avoir quitté Parana, la navigation suit plus constamment la rive occidentale Est, celle d'Entre-Rios; les stations sont sans importance, simples points d'échange de correspondances, jusqu'à ce que, passant les limites de cette Province, pour longer celle de Corrientes, on fasse escale devant quelques villes, que, du reste, l'on ne distingue pas, Bella-Vista et Goya.

C'est de celles-ci que partent, les steamers locaux qui traversent le fleuve et desservent l'autre rive, celle du Chaco, située à quatre lieues de là.

Les régions qui bordent les deux rives ne se ressemblent guère. La Province de Corrientes a une existence ancienne,

son climat est, à peu près, celui du Paraguay, la langue que l'on y parle est le guarani, que les jésuites avaient classée comme langue universelle, parce qu'ils l'ont trouvée dans toutes les parties centrales de l'Amérique, où ils ont établi des missions, jusqu'aux Antilles. Les indigènes, que les Espagnols trouvèrent là, avaient, déjà, quelques notions de culture, une grande douceur de mœurs ; ils se mélangèrent, rapidement, avec eux ; il est, aujourd'hui, difficile de trouver une famille, qui ne compte pas dans ses ancêtres quelque Guarani. Nous retrouverons les restes de ce peuple aimable et doux en pénétrant dans les Missions.

*
* *

Sur l'autre rive, c'est autre chose. Le Chaco semble avoir été, avant la conquête, le pays de refuge de toutes les races insoumises, repoussées par les Espagnols et les colons ; la race qui domine est celle des Tobas, dont les ramifications s'étendent jusqu'en Bolivie, à travers d'immenses territoires. Leur dernier crime est le meurtre de notre compatriote, le docteur Crevaux, en 1882. Cette fin douloureuse d'un homme d'une énergie rare semble avoir augmenté, plutôt que diminué, l'ardeur des explorateurs. Deux Français, en ce moment, ont entrepris, chacun de son côté, des explorations ; espérons qu'ils en rapporteront autre chose que ce que racontent trop souvent ceux qui viennent de loin.

Ce que les Français entreprennent aussi, sur la rive, et avec un succès plus tangible, c'est la colonisation du littoral de cette contrée.

Une première colonie y fut créée, par une entreprise française, sur le rio de Oro, en 1876 ; elle ne réussit pas, malgré ses efforts, ses capitaux et l'énergie des hommes qui la dirigeaient. Elle dévora cinq cent mille francs ; mais elle montra la route ; aujourd'hui, tout le littoral du Chaco, depuis ce

point jusqu'aux limites argentines, à Formosa, en face de l'Assomption du Paraguay, se couvre de plantations de canne; nos compatriotes y occupent un très bon rang.

L'usine à sucre et la plantation la plus importante ont été créées par deux Français, M. Andrieu et M. Barraud; elle est connue sous le nom de Colonie Ocampo, du nom de son propriétaire, M. Manuel Ocampo Samanès, qui a dépensé dix millions à tirer ce pays de la barbarie, à installer des familles européennes, des usines à sucre, des sucreries, des exploitations de bois, un chemin de fer, le premier village et la première église; ce sont des usines françaises qui ont fourni ce matériel important.

Nous ne saurions passer si près de cette grande création sans nous y arrêter.

A l'époque, où une tentative de colonisation se faisait là, en 1878, où s'élève aujourd'hui une colonie prospère, le terrain était occupé par une tribu d'indiens Moscovis. Le Gouvernement national avait concédé, sous certaines conditions, assez onéreuses, une superficie de huit cents kilomètres carrés, à quatre-vingt-dix kilomètres au nord de la Province de Santa-Fé, sur la rive droite du Parana-Mini, parallèle au Parana, dont il est un bras navigable, et qu'un canal naturel, le Natiucito, réunit au grand Parana, vis-à-vis de Bella Vista.

L'aspect général du pays est celui d'une vaste prairie occupée par des graminées, et de grands îlots de futaies. Le sol est d'alluvions récentes, le sous-sol argilo-ferrugineux; l'humus a trente centimètres d'épaisseur, le sous-sol, peu perméable, défie les plus longues sécheresses et dispense d'irrigations.

Après dix ans, elle possède mille sept cents hectares de canne à sucre, dont chacune a coûté 100 piastres à mettre en culture, produisant près de 20 millions de kilos récoltés, dont on extrait un million trois cent soixante-quinze mille kilos de sucre, préparé par une usine de premier ordre, fourni par la

société de Fives-Lille. Son exploitation est desservie par une véritable flotille de vapeurs et de voiliers, par un chemin de fer Decauville de vingt-cinq kilomètres de voie fixe et douze de voie mobile.

La population de la colonie est, aujourd'hui, de trois mille âmes, parmi lesquels les Français dominent.

La colonie Ocampo est la plus importante mais non pas la seule située dans le Gran Chaco argentin, où se sont créées, peu à peu, celles de las Toscas, Florencia, Resistencia, Reconquista, Avellaneda; toutes placées sur la rive, communiquent entre elles par le Parana, mais, faute d'avoir pu disposer de capitaux aussi considérables que ceux employés par les créateurs de Villa Ocampo, elles végètent encore dans une enfance plus laborieuse, tout en ayant devant elles un avenir aussi vaste. Elles travaillent toutes dans leur isolement, ont, entre elles, des pensées communes, mais aucun autre lien que le lien idéal d'une autorité difficile à percevoir, concentrée entre les mains du gouverneur du Chaco.

Leur centre de ravitaillement est Corrientes, capitale de la Province de ce nom, située sur la rive orientale du Parana, ville ancienne qui est restée vieille ville, en dehors du mouvement de progrès, qui embrasse toutes les régions de la République Argentine.

*
* *

On y débarque à la vieille mode, dans des canots qui ressemblent fort aux pirogues, que les Guaranis employaient, au même lieu, avant la découverte. La population, sans en excepter les riches propriétaires et les fonctionnaires, vit en plein air à la mode des pays chauds, risquant au dehors le négligé des intérieurs. La rue n'est pas pavée, elle est garnie d'un sable épais; on se laisse volontiers aller à la traverser

pieds nus — cette manière exotique d'être en pantoufles. — Les riches habitantes et les pauvres ne se privent guère de s'installer sur le seuil de leurs demeures, dans le costume que le style noble des alexandrins appelle

> le simple appareil
> D'une beauté qu'on vient d'arracher au sommeil !

De fait, ce sont des beautés, et des beautés dormeuses, se réveillant, à la fraîche, d'une longue nuit passée, le plus souvent, sur un lit de camp, tiré au milieu du patio, pour reprendre ce repos à l'heure de la sieste.

Les femmes, s'occupent à broder ou à tisser la dentelle, à préparer ainsi des garnitures de chemises. Le point en est élégant, fait pour être montré. On le montre; une chair, aux tons chauds, apparaît, au travers des mailles, et fait ressortir les reflets bronzés de l'une, l'élégant dessin de l'autre.

Je me souviens d'être arrivé un dimanche à Corrientes. J'étais muni de lettres pour les plus hauts fonctionnaires de la Province, j'avais le désir de les rencontrer.

— « Le gouverneur, me dit-on, est sûrement au cirque de combats de coqs (*el reñidero de gallos*).

J'aurais dû le supposer, je pris le parti de m'y rendre. Il y était, en effet, son coq sous le bras, tous les sénateurs et députés aussi, et, tous, leur coq sous le bras, pariant et buvant, à la ronde, des verres de porto et une liqueur locale, très fine, appelée « caña du Paraguay ». Tout ce monde était en famille ; je n'eus garde de les troubler.

Corrientes, est destinée à un avenir, peut-être, aussi important que Rosario, en raison de sa situation, qui en fait un point stratégique, à l'intersection des deux fleuves, le Parana et le Paraguay.

Du Paraguay, qui est en dehors des limites de notre étude,

nous n'avons pas à nous occuper ; remontons le Haut Parana.

Il est desservi par un petit steamer *le Posadas*, qui doit son nom à la capitale des Missions, où il ne va pas, les rapides l'empêchant d'y parvenir. C'est un élégant vapeur, de petit tonnage, dont les aménagements sont parfaits ; il appartient aussi au Lloyd Argentin.

De Corrientes à Ituzaingo, point extrême de la navigation au-dessous des rapides, on compte dix-huit heures ; les eaux étant basses, il n'est pas rare d'en employer trente-six. Oh ! dans ces régions, c'est bien peu de chose, et même l'on aime assez, quand on tient un moyen d'occuper le temps, à le faire durer ; aussi, peut-être, en interrogeant, trouverait-on, chez les passagers, plus de disposition à prolonger qu'à faire cesser cette distraction.

De fait, le voyage est charmant. A quelques lieues au-dessus de Corrientes, les vapeurs qui vont au Paraguay continuent la ligne droite et changent de fleuve ; c'est le rio Paraguay, dans lequel ils s'engagent ; les autres tournent à angle droit, et, en changeant ainsi de route, restent cependant dans le Parana, ce qui prouve bien, qu'en géographie, pas plus qu'ailleurs, il ne faut juger sur les apparences.

Si le fleuve est le même, le paysage est bien différent. C'est toujours un fleuve large, où l'on compte des kilomètres entre les deux rives et des lieues à certains endroits ; toutefois, ces deux rives se perçoivent ; elles sont élevées et boisées, partout pittoresques et peuplées d'animaux, dont on surprend les mœurs ; parmi eux, abonde le singe. Pauvres primates ! nos frères, pourquoi viennent-ils le long du fleuve, là où l'humidité est froide à cette saison ? Comment peuvent-ils résister à cette température qui, la nuit venue, est, pour nous-mêmes, très fraîche ? Ils tentent les voyageurs désœuvrés, prêts à faire le coup de fusil sur ces pauvres petits êtres, qui leur ressemblent quelquefois comme des frères.

Les gros oiseaux sylvestres abondent aussi, énormes gallinacés, qui peuvent supporter, pour la grosseur, la comparaison avec nos dindons de basse-cour, et sont vêtus d'un plus merveilleux plumage, on les appelle « motus », aussi dindes des bois.

Très différent de ce qu'il était plus bas, le paysage est assez semblable à lui-même pendant tout le parcours : ce sont toujours des rives élevées, des îles qui se succèdent, elles sont aussi très boisées et très peuplées de jaguars. Il semble même que l'on assiste, en passant, à la formation de ces îles : un arbre tombe de la rive, entraînant avec lui un enchevêtrement de hauts bambous, cela forme rempart; les sables s'accumulent, de nouvelles végétations y prennent racine, voilà les assises d'une île, que plus tard, on se disputera, mais que, pour le moment, on abandonne aux caïmans. Ils abondent, dans ces eaux, à la saison chaude; c'est par milliers qu'ils apparaissent; en juillet, c'est à peine si l'on en compte quelques-uns; cependant, dans la lagune Ibera, qui occupe deux cents lieues carrées de la Province de Corrientes, c'est par millions qu'ils se montrent; on en trouve aussi dans les moindres flaques d'eau. Ils dorment pour le moment, laissons-les dormir!

Les escales sont bizarres. Tous les noms de villages ont pour racine *Ita*, qui, en guarani, signifie « pierre » : Itape, Itaqui, Itapua, tous les Itas y passent. A Itape, si nous en jugeons par le nombre des colis, que nous laissons (dix sacs de sucre, une pipe de vin, des balles de foin et des caisses énormes), doit se trouver un centre important de population. Ce débarquement ne se fait pas sans peine : heureusement pour elle, la pipe de vin sait flotter; on la jette à l'eau, de la rive, on la tire; les sacs de sucre et de farine, transportés dans des pirogues, ont quelque peu à souffrir, avant d'arriver à la rive; la rive, ce n'est pas tout; elle s'étend, étroite et

humide, le long d'une falaise à pic où il faudra hisser tous les colis. Comment y arriveront-ils? Les destinataires semblent très habitués à ces travaux d'Hercule, beaucoup plus compliqués que ne serait la confection d'un chemin à pente douce ou la recherche d'un autre point de débarquement propice.

A Ituzaingo, les difficultés sont les mêmes, et l'on s'en préoccupe aussi peu. Est-ce un village? On le croirait à peine : c'en est un si quatre maisons, une chaumière avec une croix, un cimetière et une diligence suffisent à constituer un village.

Il ne sera jamais important. Il doit son existence aux rapides, qui empêchent la navigation de pousser plus loin; le territoire habitable est très limité, borné qu'il est par la lagune Ibera. Il y a un projet de chemin de fer, qui lui enlèvera le trafic que les vapeurs amènent jusque-là, et fermera le livre à peine ouvert de ses destinées.

La diligence fait quelque bruit, dans ce qui simule les rues. Il semble même, qu'au passage, quelques rires narquois l'accueillent. Pourquoi? Oh! les douze mules qui la traînent ne sont pas merveilleuses, les deux postillons qui les montent ne sont pas bien élégants, mais la caisse paraît solide, surtout, le cocher, qui fait claquer son fouet, est bien le plus beau gars du monde. On l'appelle le Russe; il est blond, il a l'allure d'un homme du Nord, le parler grasseyant d'un Parisien, le costume d'un Basque : béret blanc, espadrilles, les braies de coton blanc. Je confesse, pour ma part, qu'il m'inspire une absolue confiance; je ne m'explique guère ces rires narquois de la population. Je ne devais pas tarder à voir que j'avais raison... mais qu'ils n'avaient pas tort.

Deux heures après, nous étions, mules, chevaux, diligence et passagers, embourbés au milieu d'un marais, de l'eau jusqu'au moyeu, de l'eau à deux lieues à la ronde, des mules décidées à ne pas aller plus loin; il nous était

facile de supposer que nos douze heures promises de diligence dureraient douze jours, elles n'ont duré que trois jours, sans que le brave Russo-Basque ait fléchi un instant, perdu son fouet ni son brio, dans la vase à mi-jambe, tirant, jurant, riant, d'une colère sereine qui réconfortait les découragés.

Quelles journées et quelles nuits! Ce sont quatre bœufs qui nous ont tirés du bourbier, et, pendant deux jours, à chaque relai, nous avons changé de bœufs, sans changer d'allure, sans trouver à renouveler nos provisions, faites pour un jour et dès longtemps épuisées.

Le troisième jour seulement, nous entrions dans le pays enchanteur des anciennes Missions des jésuites, que nous avons décrit, où la nature, admirablement prodigue, a mis le couvert pour l'humanité; la diligence nous déposait à Posadas, capitale de ce territoire, autrefois village des jésuites.

A Posadas, un hôtel vaste, des fonctionnaires peu occupés disposés à se divertir, consacrant, avec les commerçants leurs journées au billard, leurs soirées au loto; pas d'industrie, une douane, des querelles de clocher, des soldats qui font l'exercice sur la place, beaucoup de projets de bâtisse et autres, un juge venu de Buenos-Aires, une organisation prête pour des destinées grandioses, qui contemple un présent qui ne l'est guère.

Le chemin de fer, dans deux ans, mettra cette ville à trente heures de Buenos-Aires, et transformera tout cela. C'est ce que l'on attend.

Laissons attendre ces hommes patients, pionniers de figuration.

*
* *

Une chaloupe à vapeur, que le gouverneur, le colonel

Rudecindo Roca, nous offre pour remonter le Parana, nous mène à sa plantation de canne à sucre.

Elle est à sept lieues au-dessus de Posadas dans la région forestière des Missions. Le fleuve, avant d'y parvenir, se resserre et n'a guère plus qu'un kilomètre de large : le spectacle n'en est que plus gracieux. Les rives sont couvertes de bois vierges entrelacés de liane. C'est bien la forêt vierge, où l'on pénètre, des yeux, pendant que la chaloupe, poussée par son hélice, défile le long de ses mystères.

L'établissement de Santa-Anna est sur la rive, au milieu des bois. Au pied de la montagne, qui en fait le fond, s'élève une grande usine, semblable à celles déjà vues; la canne est plantée dans des clairières; au milieu des rangées de ses hautes tiges, les troncs énormes des arbres, jetés bas, apparaissent encore. Des Indiens bûcheronnent à leur manière : ils allument le feu au pied de l'arbre qu'ils veulent abattre et, quand une large place est calcinée, l'entament à la hache; les arbres se couchent, le feu entretenu, continue à les détruire, non sans laisser des traces encombrantes de cette végétation de plusieurs siècles. Dans les clairières ainsi nettoyées, on sème du maïs, pour préparer le sol; des vols épais de gros perroquets (*papagayos*), braillards et gourmands, tourbillonnent autour et ne laissent pas récolter un grain.

La canne se récolte comme nous l'avons vu faire à Tucuman; on y emploie des Indiens amenés de la pampa, après la soumission de cette région, en 1880. Ils ont dressé là leurs tentes, comme ils le faisaient au désert; le contact de la civilisation n'a modifié ni leurs mœurs, ni leur manière de bâtir : ils sont seulement dépaysés, sous le soleil plus chaud des Missions, et continuent à vivre comme dans la plaine froide du Sud; aux Pampas se trouvent mêlés quelques Indiens Tobas, amenés du Chaco; tous ces bras débiles, d'hommes valides, ne fournissent pas un effort au-dessus de

ceux de l'enfant, aussi en faut-il quatre-vingts pour faire à peine le travail de dix.

Le gouverneur vit, lui, dans une modeste tente, où il n'étale aucun luxe, préoccupé qu'il est de l'avenir de l'industrie, qu'il a créée, là, avec courage, où il semble avoir dépensé plus d'un million de francs, pour l'exemple plutôt que pour le profit.

Son exemple sera-t-il suivi? Il ne semble pas devoir l'être de longtemps; cependant, des trois régions sucrières de la République Argentine, la région intérieure, le Chaco, et le Haut Parana, celle-ci est celle où les essais de plantation sont les plus anciens, où l'on ne discute plus la certitude des résultats. Du temps de la domination des jésuites, les colons avaient déjà de nombreuses plantations, la canne était élaborée par des engins très primitifs, dont on trouve encore quelques exemplaires, pressoirs de bois, bacs, où la fermentation et la cristallisation se faisaient mal, et donnaient un produit noirâtre qui prenait rang, dans la consommation, à côté du miel des abeilles sylvestres, très abondantes, dans les forêts de la région.

*
* *

Aujourd'hui, encore, il existe autour de chaque habitation de petites plantations de cannes, dans toutes les agglomérations, de petits alambics qui servent à distiller l'alcool que les gens du pays transforment, par des moyens très particuliers, en une liqueur agréable appelée la caña du Paraguay. ou simplement en tafia, dont la consommation est fort importante.

Il y a dans ce centre ce qui n'existait pas au Chaco, des planteurs et des plantations; on rencontre de vastes champs de cannes aux tiges élevées de deux mètres, dont le propriétaire

n'a pas l'emploi; les bras ne manquent pas pour la culture, le fleuve s'offre pour les transports, il n'y manque que les capitaux, pour créer une industrie qui ne peut que prospérer et qui rendra à toute la région sa splendeur passée. Rien ne s'oppose à ce que l'industrie sucrière ne soit, là, ce qu'elle est à Tucuman et au Chaco

*
* *

Nous sommes, ici, aux confins de la République. Nous avons décrit toutes les régions où l'activité humaine a pénétré, nous avons dû, nécessairement, laisser dans l'ombre celles où le labeur de l'homme n'a fait encore que des tentatives et n'a pu que préparer des résultats lointains, la région des mines et celle des vignobles.

Avant longtemps, ces deux branches de l'industrie nationale se couvriront de fleurs et de fruits. C'est alors que nous nous occuperons d'y faire pénétrer le lecteur, pour y constater ces résultats, comme nous l'avons mené dans toutes celles où il pouvait avoir à observer la vie et les mœurs locales

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE SIXIEME

LES ÉTRANGERS

LIVRE SEPTIEME

L'INDUSTRIE PASTORALE

LIVRE HUITIÈME

LES INDUSTRIES AGRICOLES

LISTE DES GRAVURES

CONTENUES DANS LES DEUX VOLUMES

TOME PREMIER

TOME DEUXIEME

PARIS. — SOC. ANON. DE PUBL. PÉRIOD. — P. MOUILLOT, IMP. — 35709.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Buenos-Aires: la Pampa et la Patagonie, 1 vol. avec [illegible] gravures, 3e édition. — Librairie Hachette et Cie. Broché, 4 fr.; relié 5 50

[illegible] *du [illegible] international privé dans la République Argentine*, 1 vol. Librairie Cotillon. 2

El Abogado de si mismo. — Traité de droit usuel pour la République Argentine, seconde édition; 1 vol. in 8°, xvi et 659 pages. [illegible] Lajouane, [illegible], Buenos-Aires. . . . . 20 »

[illegible] *Costumbres [illegible] el Plata*, édition espagnole du [illegible], 2 vol. in 8°, avec cartes. Cartonnés. [illegible] Viscontti. 20

[illegible] PUBLICATIONS PÉRIODIQUES
[illegible] 35709.